

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

ECOLE DOCTORALE 355

ESPACES, CULTURES, SOCIÉTÉS

LABORATOIRE TELEMMe - UMR 7303

Thèse présentée pour obtenir le grade universitaire de docteur

Discipline : Etudes romanes

Céline BEUGNOT

Espaces urbains et mouvements sociaux : de la  
transformation de l'espace à la mobilisation dans l'espace.  
Les exemples de Barcelone et de Valence de 1968 à 2008

Sous la direction de

Monsieur le Professeur Severiano ROJO HERNÁNDEZ

Soutenue le 23/10/2020 devant le jury :

Maitane OSTOLAZA PORQUERES, Professeure des Universités, Université de Nantes,  
Rapporteur

Óscar FREÁN HERNÁNDEZ, Professeur des Universités, Lyon 2, Rapporteur

Isabelle RENAUDET, Professeure des Universités, AMU, Examineur

Mercedes YUSTA RODRIGO, Professeure des Universités, Paris 8, Examineur

Julio PÉREZ SERRANO, Professeur des Universités, Universidad de Cádiz, Examineur

Severiano ROJO HERNÁNDEZ, Professeur des Université, AMU, Directeur de thèse

NNT/NL :2020AIXM0300/026ED355

# Résumé

Le littoral méditerranéen, notamment en Espagne, exerce un attrait considérable qui s'est traduit, d'une part, par le développement du tourisme de masse et d'autre part, par l'accentuation de phénomènes tels que la spéculation foncière, montrant ainsi dans quelle mesure la ville est un espace où s'imbriquent de façon tantôt harmonieuse, tantôt conflictuelle, les sphères politiques, économiques et sociales. Barcelone et Valence ont de nombreux points communs : ce sont des villes portuaires et des capitales de communauté autonome, dont certains quartiers permettent de mieux comprendre les permanences et les ruptures existant dans l'aménagement et la transformation de l'espace urbain espagnol et méditerranéen. Les tensions et conflits qu'alimentent les projets de réaménagement dans ces deux zones sont révélateurs également des liens qui existent entre les habitants et leur quartier, de la façon dont la population perçoit son lieu de vie, des tensions qui fragmentent les communautés et des désaccords avec les autorités. Au sein des deux villes qui font l'objet de ce travail, les exemples de la Barceloneta et du Cabanyal illustrent parfaitement la fragilité des équilibres autour desquels s'articule l'espace urbain en méditerranée. Dès la fin des années 1960, soit pratiquement à la fin de la dictature du général Franco débutent, dans les aires urbaines étudiées, de vastes travaux de réaménagement du littoral qui génèrent de fortes mobilisations collectives. Les conflits analysés s'étendent et se renouvellent jusqu'au début des années 2000, avant d'être supplantés par d'autres mouvements plus vastes, centrés sur des problématiques nationales, en lien avec la crise qui sévit en Espagne à partir de 2008. Les quatre décennies étudiées permettent donc de mieux saisir quels sont les mécanismes, les pratiques et les phénomènes qui animent les mouvements sociaux provoqués par la transformation de l'espace métropolitain, à un moment où se produit également une profonde transformation politique, sociale et économique de l'Espagne.

Mots-clefs : Conflits sociaux, Mouvements sociaux urbains, Aménagements urbains, Espaces urbains méditerranéens, Associations de quartier

# Abstract

The Mediterranean coastline is a tremendously attractive area, especially in Spain. On the one hand, this attraction was reflected by the development of mass tourism, and, on the other hand, by growing phenomena such as land speculation. It has thus revealed to what extent political, economic and social spheres interact with each other within a city, in a sometimes harmonious, sometimes conflictual way. Barcelona and Valencia share numerous common characteristics – both are port cities and the capitals of autonomous communities. Some of their districts give a better insight into the continuities and discontinuities that exist in the planning and perception of the Spanish and Mediterranean spaces. In these two areas, the tensions and conflicts – fueled by re-arrangement projects – also reveal the connections that tie inhabitants to their neighborhood, the way people perceive their living areas, the tensions that divide communities up, and the disagreements with authorities. The Mediterranean urban space revolves around weak balances that Cabanyal and Barceloneta epitomize. In 1960, toward the end of the Franco dictatorship, vast re-arrangement works on the coastline of the two considered urban areas were initiated, triggering a mass mobilization of collective forces. They were replaced by other larger focusing on national issues related to the crisis that Spain has been undergoing since 2008. In this way, the four considered decades enable a better understanding of the mechanisms, practices, and phenomena that drove the social movements caused by the transformation of the metropolitan space, at a time when Spain also experienced deep political, social and economic upheavals.

Keywords : Social conflict, Urban social movement, Urban renewal, Urban areas, Neighborhood associations

# Remerciements

Avant toutes choses, je tiens à remercier mon directeur de recherche Monsieur le Professeur Severiano Rojo Hernández avec qui j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler et sans qui cette thèse n'aurait jamais vu le jour. Je le remercie pour la confiance qu'il m'a accordée, pour sa disponibilité sans faille, son regard avisé ainsi que pour les précieux conseils qu'il m'a dispensés tout au long de ce travail.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui, sur place, à Valence comme à Barcelone, m'ont épaulée et encouragée dans mon travail ainsi que toutes les personnes qui ont pris de leur temps pour me l'accorder (et elles sont nombreuses) : les *vecinos*, les amis qui m'ont hébergée et ceux qui m'ont accompagnée (Marie, Mathilde, Emeline et j'en oublie). Un très grand merci également aux membres des différentes associations Maribel, Pepa, Fèlix, Lourdes, Pepa Picas, María, Manel, Emili et bravo pour leur engagement. Merci aussi aux personnes qui m'ont aidée dans la recherche, à trouver l'introuvable dans les archives, en particulier María Josep, Antonio et Ricardo.

Un grand merci à Yohann pour ses relectures, son avis et son temps. Merci à Pepa pour avoir partagé tout ce temps à travailler ensemble à la bibliothèque et pour les terrasses qui ont suivies. Un grand merci à Yvelin pour les heures passées au téléphone, tous les conseils et les relectures, à Marine pour ses conseils en traduction et son humour à toute épreuve, à Lulu pour sa présence même de loin.

Enfin je remercie mes amis et ma famille, en particulier mes parents, pour leur soutien inconditionnel tout au long de ce travail. Et pour finir, merci à Hugo pour sa présence durant ces six dernières années, pour sa patience, pour son calme, son soutien et tout ce qui nous attend encore.



# Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>0</b>
<b>Abstract</b>	<b>2</b>
<b>Remerciements</b>	<b>3</b>
<b>Table des matières</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>1. Barcelone et Valence, deux villes révélatrices des enjeux politiques et économiques de la transformation de l'espace urbain</b>	<b>39</b>
1.1. Façonner la société en transformant la ville : l'évolution de l'espace urbain à Barcelone et à Valence, un marqueur des stratégies et priorités du pouvoir politique (des origines à la dictature de Franco)	41
1.1.1. La marginalité spatiale des quartiers comme expression des priorités du pouvoir local et national	42
1.1.2. Le Cabanyal et la Barceloneta, des quartiers secondaires dans la politique franquiste	65
1.1.3. « <i>Desarrollismo</i> » et conquête de l'espace urbain maritime, transformer la Barceloneta et le Cabanyal au détriment de sa population	84
1.2. La gestion de l'espace urbain au cœur des questions politiques de l'Espagne démocratique à Barcelone et à Valence (de la Transition démocratique à 2008)	96
1.2.1. Démocratie et planification urbaine, réhabiliter l'espace urbain pour réhabiliter l'image du pouvoir politique (1975-1985)	96
1.2.2. La modernisation de Barcelone et de Valence, ou l'accentuation des fractures socioéconomiques de l'Espagne	118
1.2.3. L'essor de la corruption urbanistique ou l'échec de la transformation démocratique de la ville	136
Conclusion de la partie 1	152
<b>2. La mobilisation comme réponse à la transformation de l'espace urbain. L'évolution des associations de quartier de la Barceloneta et du Cabanyal (années soixante-2008)</b>	<b>155</b>
2.1. Entre clandestinité et légalité : les mouvements associatifs face à la dictature	157

2.1.1. La question urbaine, un élément central dans la mobilisation contre la dictature à l'échelle locale : l'émergence des associations de quartier	157
2.1.2. La Barceloneta et le Cabanyal : deux expériences représentatives de l'émergence des mobilisations locales	173
2.2. L'avènement de la démocratie, entre espoir et désillusion	194
2.2.1. Se mobiliser pour l'espace urbain dans le cadre démocratique : de la consolidation à l'essoufflement des associations de quartier	194
2.2.2. Démocratie et transformation des pratiques et revendications des associations de quartier : les exemples de la Barceloneta et du Cabanyal	206
2.3. Les mutations politiques et urbaines, des phénomènes au cœur du renouveau associatif dans les quartiers (années 1990-2008)	224
2.3.1. La régénération du mouvement associatif en Espagne dans un contexte de mutations politiques	224
2.3.2. « <i>L'associació de la Òstia</i> » et « <i>Salvem el Cabanyal</i> » : des structures à géométrie variable représentatives de l'évolution de la société espagnole	240
Conclusion de la partie 2 : De la place dans l'espace urbain valencien et catalan à la place dans l'espace politique démocratique	259
<b>3. Au cœur des associations de riverains de la Barceloneta et du Cabanyal : les acteurs, les pratiques et les instruments de la mobilisation</b>	<b>263</b>
3.1. Les acteurs et les pratiques militantes	264
3.1.1. Les <i>socios</i> : habitants et habitantes des quartiers	264
3.1.2. Occuper l'espace public, une forme de mobilisation récurrente (années 1960-2008)	293
3.1.3. Collaborer avec les professionnels ou la participation des associations de la Barceloneta et du Cabanyal à la transformation de l'espace urbain	311
3.2. La communication au service de la mobilisation	325
3.2.1. Se mobiliser à travers le support périodique, une constante dans la mobilisation des associations de riverains?	325
3.2.2. La dématérialisation de la communication : les mobilisations <i>vecinales</i> à l'heure d'Internet	354
Conclusion de la partie 3	371
<b>Conclusión générale</b>	<b>373</b>
<b>Annexes</b>	<b>385</b>
A. Quelques lois et réformes en matière d'urbanisme	387



B. Illustrations	393
C. Entretiens	405
Méthode	405
Questionnaire	406
Entretiens par mail	407
Entretiens enregistrés	413
<b>Sources</b>	<b>449</b>
Archives	451
Sites internet	459
Films documentaires	461
<b>Bibliographie</b>	<b>463</b>
<b>Sigles et abréviations</b>	<b>495</b>
<b>Tables des illustrations</b>	<b>498</b>
<b>Index</b>	<b>499</b>



# Introduction

Le 8 février 2020, le célèbre journal britannique *The Guardian* publie un article qui établit la liste des quartiers « les plus cool d'Europe »<sup>1</sup>. Au sein de ce classement, en troisième position, figure le quartier valencien du Cabanyal. Cet article crée la surprise mais aussi la stupéfaction, notamment parmi les plus concernés, à savoir les habitants dudit quartier. Depuis plus d'une vingtaine d'années, le Cabanyal, quartier maritime de la ville de Valence, est souvent qualifié de « dégradé »<sup>2</sup> ou encore de « dangereux »<sup>3</sup>. Ces qualificatifs forment la mauvaise réputation de cet espace urbain. Les plages de la ville bien sûr ont attiré, et attirent toujours, des milliers de touristes, et ce, depuis de nombreuses années. Toutefois, le contraste entre la plage, ses palmiers ou encore ses installations sportives et certaines rues du quartier, laissées à l'abandon, est saisissant. De la même manière, l'édition 2019 du guide touristique *Lonely Planet* propose un classement au sein duquel le quartier de la Barceloneta et sa plage sont placés en seconde position, au prétexte que cet espace possède « les charmes d'une station balnéaire toute l'année, en plein centre-ville ! »<sup>4</sup>. En 2016, déjà, le *New York Times* faisait le même constat et encourageait les touristes à faire un détour par les plages de ce quartier portuaire<sup>5</sup>. Ces deux

---

<sup>1</sup> L'article en question, dans lequel le journal rend son classement des dix quartiers les plus « cools » d'Europe, est intitulé « 10 of the Coolest Neighbourhoods in Europe », *The Guardian*, 8 février 2020. URL : <https://www.theguardian.com/travel/2020/feb/08/10-of-the-coolest-neighbourhoods-in-europe-paris-berlin-rome> (Dernière consultation : 13 février 2020).

<sup>2</sup> « Convocan una concentració de protesta por la degradación del Barri del Cabanyal », *El Meridiano. L'Horta*, 5 septembre 2018. URL : <https://www.elmeridiano.es/convocan-una-concentracion-de-protesta-por-la-degradacion-del-barri-del-cabanyal/> (Dernière consultation : 14 février 2020)

<sup>3</sup> « Inseguridad en la zona cero del Cabanyal. Zero Incívics exige soluciones para poder vivir como el resto de personas de Valencia », *valenciana.tv*, 11 juillet 2019. URL : <https://valenciana.tv/inseguridad-en-la-zona-cero-del-cabanyal-zero-incivics-exige-soluciones-para-poder-vivir-como-el-resto-de-personas-de-valencia> (Dernière consultation : 14 février 2020)

<sup>4</sup> Ce guide touristique propose un classement intitulé « 10 expériences à vivre à Barcelone », BLANCHET, Elizabeth, « 10 expériences à vivre à Barcelone », *Lonely Planet*, 30 janvier 2019. URL : <https://www.lonelyplanet.fr/article/10-experiences-vivre-barcelone> (Dernière consultation : 14 février 2020)

<sup>5</sup> L'article proposé dans ce journal porte le titre « 36 Hours on the Beach in Barcelona ». FERREN, Andrew, « 36 Hours on the Beach in Barcelona », *New York Times*, 19 juillet 2016. URL : <https://www.nytimes.com/interactive/2016/07/15/travel/what-to-do-36-hours-barcelona.html> (Dernière consultation : 14 février 2020)

espaces urbains, la Barceloneta et le Cabanyal, font ainsi figure de lieux incontournables pour tous les globe-trotters sillonnant la côte méditerranéenne espagnole. Cela étant, un autre élément les caractérise : les nombreuses pancartes, accrochées aux balcons depuis plusieurs années, et sur lesquelles on peut lire différents messages, tels que « réhabilitation sans destruction »<sup>6</sup> ou encore « l'hôtel Vela nous a volé l'horizon »<sup>7</sup>.

Bien qu'apparemment opposées, ces deux réalités illustrent un seul et même problème et sont révélatrices de la situation paradoxale dans laquelle se trouvent ces deux espaces urbains : malgré les prétendus atouts que se plaisent à énumérer les entreprises du secteur touristique (la plage, le soleil, une architecture typique, etc.), la Barceloneta et le Cabanyal ne sont pas prioritaires pour leur municipalité. On pourrait pourtant penser le contraire. Depuis le milieu du siècle dernier, la Barceloneta et le Cabanyal font l'objet de multiples projets urbanistiques et les autorités municipales ne cessent d'insister sur leur importance dans le développement futur de Barcelone et de Valence. Or, l'analyse des diverses opérations urbanistiques prévues depuis les années 1950 montre que les municipalités des deux villes proposent une restructuration de la façade littorale et une amélioration de l'accessibilité aux plages, mais ignorent les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les habitants des deux quartiers (problèmes d'insécurité, manque d'infrastructures et de services publics...). Dès lors, le discours et les projets des autorités ne cessent d'alimenter le mécontentement et la mobilisation et ce, quel que soit le régime en place. Ces mouvements de contestation organisés et portés par les habitants regroupés dans des associations étonnent par leur permanence dans le temps. Ils étonnent d'autant plus qu'ils s'adaptent au contexte et à l'évolution des attentes de la population, renvoyant de la sorte à des mouvements similaires que l'on retrouve sur le pourtour méditerranéen (à Istanbul ou à Marseille, par exemple). Ces similarités soulèvent de nombreuses questions et notamment en ce qui concerne la nature, la composition et les stratégies des associations locales. Comment se sont-elles constituées ? Qui sont leurs membres ? Comment et à partir de quels éléments s'organise leur lutte ? Quel rôle joue la

---

<sup>6</sup> ENGUIX, Salvador, « Se acabó la destrucció: empiezo la rehabilitación del Cabanyal », *La Vanguardia*, 19 janvier 2017.

URL : <https://www.lavanguardia.com/local/valencia/20170119/413494380340/rehabilitacion-cabanyal-maria-jose-salvador-josep-vicent-boira.html> (Dernière consultation : 14 février 2020)

<sup>7</sup> <http://elbarrishadedefensar.info/el-documental/els-personatges/> (Dernière consultation : 14 février 2020)

transformation de l'espace urbain dans l'évolution de leurs structures et de leurs messages ? C'est à ces questions que cette thèse tente de répondre.

Cette étude est centrée sur une aire géographique relativement homogène sur le plan culturel, économique et politique, soit l'Espagne méditerranéenne. Les villes qui sont implantées dans cet espace en constante mutation s'adaptent et se transforment au gré des évolutions. La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est marquée par une forte croissance des activités liées au tourisme. Cet essor concerne tout particulièrement le littoral méditerranéen espagnol, où les années 1960 marquent le début d'une mutation, de grande ampleur, des côtes situées entre la Catalogne et l'Andalousie. Ce travail envisage ainsi Valence, capitale de la communauté autonome du même nom, en regard de Barcelone, une autre métropole portuaire, qui possède le même statut administratif au sein de l'État espagnol.

Barcelone est la ville paradigmatique de la transformation urbaine à grande échelle, comme le démontre la récurrence du dénommé « *Modelo Barcelona* »<sup>8</sup> dans l'analyse urbanistique des villes espagnoles voire européennes. Ce modèle se met en place dans les années 1980, date à partir de laquelle Barcelone fait l'objet de nombreux projets de réaménagement, parmi lesquels certains vont susciter de fortes mobilisations au sein des quartiers concernés par les décisions de la municipalité. Parmi ces projets, celui qui accompagne la sélection de la ville, en octobre 1986, comme siège des Jeux Olympiques de 1992 provoque des réactions importantes. Il prévoit la restructuration de la ville en créant, entre autres, des logements destinés au village olympique, des structures sportives, des espaces de loisirs ainsi que des nouvelles infrastructures de transports et de télécommunication. Ce projet, lancé à l'occasion des JO mais devant se

---

<sup>8</sup> Différents aspects définissent ce « modèle » parmi lesquels on peut citer l'élaboration de projets urbains exclusivement centrés sur les besoins immédiats des quartiers ainsi qu'une planification essentiellement basée sur l'espace public, sur la reconstruction de la ville plutôt que son expansion ou encore la modernisation des infrastructures publiques. Des mesures sociales, économiques et politiques (décentralisation municipale, stratégies culturelles, etc.) sont également prises en compte dans la définition de ce « modèle ». Cette expression est toutefois remise en question depuis les années 1990 par certains auteurs, certains ont eux-mêmes fait partie des équipes municipales à l'origine de la planification urbaine qui fait l'objet de cette expression. Par exemple, pour l'architecte Oriol Bohigas, délégué à l'urbanisme au sein de la mairie de Barcelone entre 1980 y 1984, il n'existe pas un « *modelo Barcelona* », il s'agit plutôt d'une méthodologie. Pour davantage d'informations voir CAPEL, Horacio, « El debate sobre la construcción de la ciudad y el llamado 'modelo Barcelona' », *Scripta Nova : Revista electrónica de geografía y ciencias sociales* [En ligne], vol. 11, n° 233, 2007.

URL: <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-233.htm>

poursuivre bien au-delà, tend certes à faire face aux besoins matériels d'un tel événement, mais prévoit surtout de refondre l'espace littoral, afin de répondre aux demandes des secteurs liés aux activités touristiques. Ces demandes constituent une véritable menace pour l'un des quartiers les plus emblématiques de la ville : la Barceloneta. Cette situation n'est néanmoins pas nouvelle. De fait, à la fin des années 1960, la Barceloneta fait l'objet d'un projet urbain et touristique de grande ampleur. Emblème des transformations urbaines de la capitale catalane, cet espace urbain se retrouve ainsi au cœur de fortes mobilisations, encouragées par des organisations fondées par les habitants du quartier. De la fin des années 1960 au début des années 2000, l'*Asociación vecinal de la Barceloneta* ou encore l'*Asociación de Vecinos de la Òstia*, par exemple, vont successivement se mobiliser pour la défense des intérêts des habitants de la Barceloneta et, par leurs pratiques à géométrie variable (manifestations, squats, etc.), obtenir l'arrêt de projets en cours.

Parmi les nombreuses villes concernées par ces phénomènes figure également la capitale valencienne. Au cœur des nombreux projets de réaménagement du territoire qui ont trait au littoral méditerranéen espagnol, et qui sont sujets à controverse, figure en effet celui de la ville de Valence, qui vise à prolonger jusqu'à la mer l'une des principales artères de la ville, la *Avenida Blasco Ibáñez*. Pièce essentielle du PEPRI (*Plan Especial de Protección y Reforma Interior*), ce projet prévoit la destruction d'une partie du Cabanyal, l'un des plus anciens quartiers maritimes de Valence, intégré à la ville depuis 1897. Pendant de nombreuses années, les habitants du Cabanyal ont vécu de la pêche et des activités traditionnelles de ce secteur, ce qui a facilité, d'une part, le maintien de certaines pratiques propres à cet environnement et, d'autre part, l'émergence d'une identité collective en rupture avec celle prédominante dans le reste de la ville. Symptomatique du morcellement urbain et socioéconomique de Valence, cette césure prend toute sa dimension lorsque la municipalité décide de mettre en application son projet de réaménagement du littoral et donc de démolition d'une grande partie du Cabanyal. Dès les années 1990, de nombreux habitants se regroupent au sein de la *plataforma Salvem el Cabanyal*, un collectif ayant pour objectif de défendre les intérêts des habitants et, en particulier, d'éviter la destruction de ce quartier ainsi que la disparition de modes de vie perçus comme traditionnels. La tension générée par le projet de la ville provoque de nombreuses manifestations au cours des années 2000 ainsi que des heurts avec les forces de l'ordre, heurts qui témoignent des profondes divergences qui existent entre la municipalité et une partie de ses

administrés. Ce type de tensions, qui ternissent les relations entre les autorités locales de la ville de Valence et les riverains du Cabanyal, est récurrent, depuis quelques décennies déjà. Dès la fin des années 1960, les nombreux dysfonctionnements urbains que l'on observe dans ce quartier donnent lieu à un mécontentement important des habitants, lequel se traduit par l'organisation d'un mouvement contestataire encouragé par la *Asociación de Vecinos*. Cette association lutte pour la défense des particularismes socioculturels de ce quartier face à un modèle de ville essentiellement perçu comme fondé sur la spéculation immobilière, induite par le développement du tourisme de masse. Entre les années 1960 et les années 2000, l'opposition entre ces deux visions demeure une constante et sous-tend les principales revendications des mouvements de contestation des habitants du Cabanyal.

On le voit, il existe de nombreuses récurrences entre les situations et les phénomènes auxquels sont confrontés, de 1960 aux années 2000, le Cabanyal et la Barceloneta. Ils font l'objet de multiples investissements immobiliers, tant privés que publics. De plus, ces quartiers font face à la croissance de leur population ainsi qu'à une pression foncière liée au tourisme et à un bassin d'emploi très attractif, le tout situé à un carrefour de l'Europe, dans un environnement marqué par une urbanisation constante et croissante, voire anarchique, propre au type de développement mis en place sur le pourtour méditerranéen depuis plus de 60 ans. Dès lors, nous avons estimé qu'une comparaison s'imposait, afin de mieux saisir la nature des mouvements de contestation en lien avec la transformation de l'espace urbain. Au-delà, il nous a semblé qu'une étude de ce type pouvait aider à saisir le rapport à l'espace qu'entretiennent les habitants avec leurs quartiers, un rapport à considérer comme générateur d'identités et de sentiments d'appartenance au territoire, entre autres alimentés par la mémoire collective qu'il génère.

La ville est un tout, à la fois pluriel et singulier, à la fois marqué par des temps historiques et imprégné de rythmes sociaux et économiques. Henri Lefèbvre a démontré la complexité inhérente à la définition de la ville, malgré la volonté d'en cerner tous les aspects. Une première définition donnée est que la ville peut être entendue comme « une projection de la société sur le terrain »<sup>9</sup>. Cependant, loin d'être suffisante, cette première caractérisation, qui donne certes

---

<sup>9</sup> LEFÈBVRE, Henri, *Le droit à la ville ; (suivi de) Espace et politique*, Paris, Editions Anthropos, 1972, p. 64.

des clefs de lecture, reste à compléter. Il n'existe donc pas un type de ville, ce qui empêche une définition générique du terme, mais des pluralités de villes, qui englobent des rythmes, des temps ou encore des modes de production qui amènent à une définition plurielle des villes, pour en préciser les spécificités. Néanmoins, une chose est sûre, la ville est en constante évolution et l'action humaine est par définition indispensable à la métamorphose de ce corps urbain. Comme le souligne très justement Manuel Castells, « l'espace urbain est structuré, c'est-à-dire qu'il n'est pas organisé au hasard [...] »<sup>10</sup>. L'action de l'homme sur la ville, qu'il s'agisse de l'urbaniste, de l'architecte ou encore du politicien, est ainsi réfléchi et mesurée dans un but précis : organiser l'espace social.

De ce fait, « l'aménagement de l'espace est l'expression de l'action d'une société sur l'organisation de sa vie »<sup>11</sup>. Depuis la ville antique, lorsque la cité, « communauté sociale », était au cœur de la ville, l'homme bâtissait l'espace urbain en se basant sur des principes moraux, de sorte que par sa configuration, la cité pouvait à son retour proposer « des règles de vie à ses membres »<sup>12</sup>. D'une certaine manière donc, structurer l'espace urbain revient à façonner concrètement, voire physiquement, l'organisation sociale de la société. À titre d'exemple, nous pouvons évoquer les différentes murailles défensives, présentes à Barcelone et à Valence. Lors de leur construction et pendant plusieurs siècles, elles distinguaient le cœur de la ville, siège des centres décisionnels, des faubourgs où résidaient les classes populaires. La hiérarchie sociale était, dans ce cas précis, reflétée par l'organisation de la ville. Outre la présence d'éléments historiques délimitant les frontières sociales et économiques du tissu urbain, la ville est également marquée par l'action volontaire des divers pouvoirs qui se sont succédés. Comme l'indique Henri Lefèbvre, pour comprendre comment s'articule une ville sur le plan spatial, pour appréhender ses contours, sa morphologie et ses évolutions, il est essentiel de prendre en considération les institutions qui lui sont propres :

La ville et l'urbain ne peuvent se comprendre sans les institutions issues des rapports de classe et de propriété. Elle-même, la ville, œuvre et acte perpétuels, donne lieu à des institutions spécifiques : municipales. Les institutions les plus générales, celles qui relèvent de l'État, de la religion et de l'idéologie dominantes, ont leur siège dans la ville politique,

---

<sup>10</sup> CASTELLS, Manuel, *La question urbaine*, Paris, François Maspero, 1972, p. 154.

<sup>11</sup> FISCHER, Gustave- Nicolas, *La psychosociologie de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981, p. 14.

<sup>12</sup> WEIL, Michel, *L'urbanisme*, Toulouse, Editions Milan, 1997, p. 5.



militaire, religieuse. Elles y coexistent avec les institutions proprement urbaines, administratives, culturelles. D'où certaines continuités remarquables à travers les changements de la société.<sup>13</sup>

La ville peut être considérée, en ce sens, comme un « palimpseste », pour reprendre les termes d'André Corboz<sup>14</sup>. L'espace urbain et sa morphologie comportent en effet les marques des différents régimes successifs. Qu'elles soient architecturales ou urbanistiques, ces traces reflètent d'une part, l'essence même des pouvoirs qui les ont produites et, d'autre part, les caractéristiques sociales de la population, raison pour laquelle une ville peut comporter diverses strates, c'est-à-dire des éléments architecturaux ou urbanistiques qui n'appartiennent pas à la même époque mais qui peuvent se superposer.

Vincent Veschambre évoque à cet égard le marquage symbolique qu'il met en relation directe avec la notion d'appropriation de l'espace. Cette appropriation peut prendre corps dans une définition identitaire en terme individuel, mais également témoigner de l'affirmation d'un pouvoir ou d'un contre-pouvoir. Ainsi, un individu ou un groupe social peut marquer symboliquement son territoire à travers diverses actions telles que la récupération d'un lieu par sa transformation esthétique ou par un réinvestissement en termes d'occupation, et il en va de même concernant les éléments structurels de l'espace urbain. Veschambre distingue d'ailleurs le « marquage trace » du « marquage présence », au sens d'une « configuration matérielle de l'espace » à différencier de l'occupation physique d'un espace ou d'un lieu<sup>15</sup>. Ce marquage symbolique n'est pas pour autant réservé à la société civile, les pouvoirs publics effectuent eux aussi, sous des formes diverses, des marques dans l'espace urbain afin de mieux se l'approprier mais également pour mieux témoigner de leur souveraineté. De façon générale, d'ailleurs, l'intervention concrète dans l'espace urbain est un outil de communication efficace pour démontrer la volonté des autorités. Elle permet, par exemple, de montrer les nouveaux engagements de la classe dirigeante. D'ailleurs, selon les objectifs recherchés, les opérations urbanistiques ne sont pas de même nature (destruction, réhabilitation, toponymie, etc.) et sont

---

<sup>13</sup> LEFÈBVRE, Henri, *Le droit à la ville ; (suivi de) Espace et politique, op. cit.*, p. 60.

<sup>14</sup> CORBOZ, André (Textes choisis et assemblés par Lucie K. MORISSET), *De la ville au patrimoine urbain, histoires de forme et de sens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 87.

<sup>15</sup> VESCHAMBRE, Vincent, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO : travaux et documents de l'UMR 6590*, n° 21, 2004, p. 73.

également multiscalaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent être appliquées à plusieurs échelles, à celles du pays, de la région ou encore, par exemple, de la ville ou du quartier.

La ville joue donc un rôle essentiel dans l'espace du pouvoir, en tant que lieu traditionnel de représentation de ce dernier. Michel Foucault, dans son œuvre *Surveiller et punir*, établissait un lien étroit entre l'application du pouvoir et la configuration de l'espace<sup>16</sup>. Gustave-Nicolas Fischer, dans *La psychosociologie de l'espace*, effectue une relecture de Foucault pour démontrer la manière dont la structuration architecturale et urbanistique forge l'être social urbain, le citoyen<sup>17</sup>, et le relie à la vie sociale dans laquelle le pouvoir en place s'exerce :

Foucault montre comment les structures architecturales qui se généralisent au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe créent une société de surveillance par un ensemble de procédures qui quadrillent, contrôlent et dressent les individus (*Surveiller et punir*). Il situe son analyse autour des mesures de disciplinarisation qui accompagnent la naissance de la prison et créent des espaces destinés à créer l'enfermement d'abord des vagabonds et des misérables, puis de toutes les catégories sociales « mouvantes » (donc dangereuses). L'objectif de contrôle s'étend progressivement à toute la vie sociale dans la mesure où le pouvoir comme prise sur l'individu s'effectue selon un jeu d'espaces, de pleins et de vides, de frontières ou de transparence qui imposent à l'individu un principe de visibilité obligatoire. C'est précisément ce type de principe qui fait de l'analyse de l'espace une analyse sociale. En gros, on peut donc dire que la répartition de l'espace est faite pour permettre au pouvoir de s'exercer. Il s'exerce d'ailleurs non seulement par le regard (être vu), mais aussi par un usage de l'espace propre au pouvoir, [...]. Ainsi, c'est en fonction de la place occupée dans le système pyramidal que les individus auront plus ou moins la possibilité, à des titres divers, de se déplacer librement<sup>18</sup>.

En Espagne, tout au long de la période étudiée, la transformation des villes subit de grands bouleversements, tant dans la législation que dans la pratique de l'aménagement du territoire. Ce genre de pratique est bien souvent développé pour marquer symboliquement, dans la pierre et au sein de la société, la présence politique dans l'espace urbain. La période franquiste illustre parfaitement cette démarche volontaire de réappropriation de la ville pour marquer les esprits et asseoir son autorité. Rappelons à cette occasion que la destruction n'est pas obligatoirement l'unique outil employé. Des interventions de nature diverse peuvent en effet répondre à de tels objectifs, passant d'un simple changement de nom de place à la transformation ou le réinvestissement d'un bâtiment d'une grande valeur. Ainsi, dès la fin de la guerre civile et la

---

<sup>16</sup> FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

<sup>17</sup> Il est intéressant de remarquer ici que « citoyen » se traduit par « *ciudadano* » en espagnol et que ce terme est l'homonyme du terme « citoyen », à savoir de l'être social et politique, par excellence.

<sup>18</sup> FISCHER, Gustave-Nicolas, *La psychosociologie de l'espace, op. cit.*, p. 56.

victoire des insurgés franquistes, l'ancien bastion républicain qu'était la ville de Madrid est rapidement repensé par le gouvernement de Franco. Comme dans d'autres villes telles que Bilbao, Barcelone ou Valence, l'appropriation de l'espace urbain devient une priorité, un signe fort de démonstration du pouvoir. C'est pourquoi, dès 1939, les noms des rues les plus symboliques sont modifiés. L'actuelle *Gran Vía*, dénommée *Avenida de Rusia* par les Républicains, est finalement nommée *Avenida de los obuses* par les nationalistes de Franco<sup>19</sup>. Il en sera de même pour la majorité des noms de rues et des places de la capitale<sup>20</sup>. Parallèlement, divers monuments sont construits à l'effigie du Généralissime ou en l'honneur des « caídos » sur tout le territoire. Cette appropriation de l'espace s'inscrit donc dans un processus de reconquête politique et mémoriel de l'espace, certes urbain, mais aussi rural<sup>21</sup>. La construction, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, du *Valle de los Caídos*, est de ce point de vue particulièrement représentatif de cette politique<sup>22</sup>.

Le passage d'un modèle politique à un autre, à l'instar de l'implantation du régime dictatorial de Franco, semble très clairement favoriser la restructuration de l'espace urbain. De fait, dans une perspective politique qui se distingue de celle qui prédominait au cours des décennies précédentes, la démocratie espagnole se caractérise également par une récupération

---

<sup>19</sup> BESSIERE, Bernard, « Du Madrid du franquisme au Madrid de la Moviada », DE LOPE, Monique (dir.), *Cahiers d'études romanes - Rites et rythmes urbains* [En ligne], n° 18, 2008, p. 133.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/2046> ; DOI :

<https://doi.org/10.4000/etudesromanes.2046>

<sup>20</sup> Dans le quartier de la *Moncloa*, par exemple, le Ministère de l'Air est érigé par Luis Gutiérrez Soto en 1942, sur les ruines d'une ancienne prison, endommagée par les combats entre républicains et nationalistes. Un arc de triomphe, dont les travaux sont menés par Lopez Otero entre 1950 et 1956, est également construit à la gloire du dictateur.

<sup>21</sup> Voir de ce point de vue l'exemple du Pays basque dans ALONSO CARBALLE, Jesús, *Le passé dans le présent : Histoire, Mémoire et Représentations (Espagne, Pays basque, XXe-XXIe siècles)*, manuscrit de HDR soutenue le 24 novembre 2016, sous la direction de M. le professeur Severiano Rojo Hernández.

<sup>22</sup> Commandé dès la fin des hostilités, ce monument ne sera inauguré qu'en 1959, après un long chantier qui coûtera la vie à bon nombre de prisonniers républicains lors de sa construction. Construit entre 1940 et 1958, le *Valle de los Caídos* se situe dans la vallée de Cuelgamuros. Lorsque Franco ordonne sa construction, il le fait « en mémoire des héros et martyrs de la Croisade » c'est-à-dire des combattants nationalistes. Néanmoins, presque vingt ans plus tard, lors de son inauguration, il est alors question d'un monument en hommage à tous les combattants de la guerre civile, qu'ils aient été républicains ou nationalistes, le but étant d'afficher une démarche de « réconciliation nationale ». Les corps d'environ 30 000 combattants, des deux camps, y sont transférés, ainsi que celui de Primo de Rivera, exécuté en novembre 1936. Francisco Franco y a également été enterré mais suite à une proposition du gouvernement socialiste de Pedro Sánchez en juin 2018, et après un long processus judiciaire, le corps de Franco a finalement été exhumé le 24 octobre 2019, sur décision du *Tribunal Supremo*.

de l'espace urbain. Dans les années 1980, l'intervention sur le plan urbain s'oriente tout d'abord vers un remplacement progressif et partiel de la symbolique franquiste. D'après Vincent Veschambre « les changements de régime politique sont bien entendu propices à des destructions significatives d'une volonté d'effacement »<sup>23</sup>. Cette démarche est visible dans toute l'Espagne, particulièrement dans les lieux symboliques de représentation du pouvoir<sup>24</sup>. Elle traduit la volonté des autorités démocratiques de se distancier du régime précédent et ce, aussi bien dans leurs actions que dans leurs lieux de représentation<sup>25</sup>.

Dans le domaine de l'urbanisme, au-delà du renouvellement des institutions et des outils de planification, une des premières tâches à laquelle se consacrent les autorités municipales de la période démocratique est la réhabilitation d'une partie des centres anciens ainsi que celle de certains quartiers périphériques, alors trop denses et souffrant de dysfonctionnements ou de carences en matière d'équipements publics. Cette démarche laisse transparaître, d'une part, la volonté de revaloriser le bâti, en accordant une place plus importante à sa valeur patrimoniale. D'autre part, elle démontre l'attention portée aux demandes de la population, dans la mesure où leurs revendications mettent l'accent, dans la plupart des cas, sur la détérioration du parc immobilier. Toutefois, qu'il s'agisse de Madrid, de Barcelone ou encore de Valence, il est intéressant de remarquer qu'une constante demeure. Les premières opérations de rénovation et de réhabilitation sont essentiellement effectuées dans les centres des villes. Cette démarche

---

<sup>23</sup> VESCHAMBRE, Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », RIPOL, Fabrice ; VESCHAMBRE, Vincent (ed.), *Norois - L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir* [En ligne], n° 195, 2005. URL : <http://journals.openedition.org/norois/548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.548>

<sup>24</sup> Par exemple, à Madrid, d'après Bernard Bessière, le palais du *Pardo*, où Franco avait résidé, est rapidement réhabilité en musée, seulement un an après la mort du dictateur, pendant que la Présidence du Gouvernement démocratique prend place dans le palais de la *Moncloa*, en 1977. L'usage de certains bâtiments est alors transformé tandis que les institutions de la démocratie s'établissent dans de nouveaux lieux. Enfin, telle une compensation historique, d'autres édifices occupés par les autorités franquistes sont réutilisés par le gouvernement démocratique à des fins politiques également. Il en est ainsi pour le Conseil national du Mouvement (*Consejo Nacional del Movimiento*) rebaptisé Sénat ou encore pour le Ministère de l'Information et du Tourisme (*Ministerio de Información y Turismo*), chargé de la censure, qui devient le Ministère de la Défense (*Ministerio de Defensa*). Pour plus d'informations voir BESSIERE, Bernard, « Du Madrid du franquisme au Madrid de la Movida », *op. cit.*, p. 135.

<sup>25</sup> Des symboles du franquisme demeurent néanmoins encore présents dans de nombreuses villes espagnoles. Cette situation traduit la difficulté à rompre avec le passé ainsi que la survie d'une mémoire du franquisme défendue par certaines corporations municipales.

démontre la primauté accordée à ces espaces, au détriment des périphéries, et donc des populations qui y résident.

Pourtant, la Barceloneta et le Cabanyal, qui ne sont pas des quartiers centraux, se retrouvent au cœur de multiples projets de réaménagement urbain de grande ampleur et ce, depuis les années 1960. Ils sont, à cet égard, porteurs d'une certaine centralité, qui ne relève pas du domaine de la politique mais plutôt de l'économie. Les planifications pensées pour ces deux espaces urbains sont en effet davantage orientées vers le développement touristique que ne le sont les projets envisagés dans les centres-villes. On propose, par exemple, de construire des complexes hôteliers, des résidences de luxe et d'aménager les plages et, plus largement, la façade littorale. Les opérations de transformations urbaines qui concernent la Barceloneta et le Cabanyal mettent ainsi l'accent sur le potentiel touristique de ces quartiers. À partir des années 1960, de nombreuses villes du littoral méditerranéen imitent Barcelone et Valence et optent pour un type de développement urbain axé sur le tourisme de masse, un développement qui s'est accompagné fréquemment d'un essor du clientélisme et de la corruption. Au cœur des enjeux politiques, ce phénomène a pris une ampleur considérable en Espagne, où la côte méditerranéenne a été mise en coupe réglée.

En dépit de leurs différences, les exemples du Cabanyal et de la Barceloneta illustrent parfaitement les difficultés et les contradictions qu'implique la transformation de l'espace urbain. Les conflits que provoquent les divers projets de réaménagement sont révélateurs des liens qui existent entre les individus et leur quartier. Ils témoignent aussi de la façon dont la population considère son lieu de vie, des tensions qui fragmentent les communautés, des désaccords avec les autorités et des problèmes beaucoup plus vastes, certes sociaux (paupérisation des habitants, délinquance, etc.) mais aussi politiques (corruption, clientélisme, etc.) et économiques (spéculation foncière, crise, etc.). L'analyse, sur le long terme, de l'impact du réaménagement de l'espace urbain sur les populations résidant en ville constitue donc un objet de recherche particulièrement riche et intéressant, notamment lorsqu'il est centré sur des milieux éloignés sur le plan géographique, mais proches d'un point de vue social et économique. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'analyser les nombreux problèmes que soulève l'aménagement urbain, mais de réaliser une étude sur les mécanismes, les pratiques et les phénomènes (représentations, identités collectives, etc.) au cœur des mouvements sociaux provoqués par la

transformation de l'espace des villes de Barcelone et de Valence, entre les années 1960 et le début des années 2000.

Les opérations de transformation du territoire, réalisées ou pas, ont nécessairement un impact sur les habitants des quartiers concernés car, tel que l'affirme Dorothee Marchand :

Les transformations du cadre de vie urbain sont plus ou moins progressives, plus ou moins planifiées. Elles appellent à des mécanismes d'adaptation et/ou font parfois l'objet de rejet. Un environnement urbain qui se développe selon un schéma relativement « attendu » permet une adaptation progressive des citadins. À l'inverse, une évolution rapide ou brutale, quelle qu'en soit la raison, est susceptible de dérouter le groupe local, de provoquer des mécanismes de rejet et ainsi de compliquer les processus d'appropriation et d'identification au lieu<sup>26</sup>.

Ainsi, lorsqu'elle est brutalement imposée, la transformation de l'espace urbain génère fréquemment des réactions au sein des populations concernées, qui se traduisent, dans la plupart des cas, par des mobilisations sociales. Ces mouvements de contestation peuvent prendre différentes formes, en fonction des acteurs qui y participent mais également selon le contexte politique dans lequel ils se produisent. Le sociologue Erik Neveu souligne très justement que « le sens commun associe à l'idée de mouvement social un ensemble de formes de protestations, relie au mot des événements, des pratiques. Mais ce constat ouvre précisément des questions »<sup>27</sup>. Il est ainsi nécessaire d'approfondir cette notion.

Les mouvements sociaux et l'action collective font l'objet, depuis les années 1960, d'un regain d'intérêt scientifique. Des théories sont à cette occasion redécouvertes<sup>28</sup> et les mouvements sociaux deviennent un véritable objet scientifique, théorisé à plusieurs reprises et à partir de divers postulats, à travers par exemple la notion de « comportement collectif »<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> MARCHAND, Dorothee, « La construction de l'image d'une ville. Représentation de la centralité et identité urbaine », in ROBIN, Monique ; RATIU, Eugénia (eds.), *Transitions et rapports à l'espace*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 244.

<sup>27</sup> NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015, p. 5.

<sup>28</sup> Nous faisons par exemple référence ici à la théorie de Gustave Le Bon, pour qui la présence d'un leader est indispensable pour encourager un mouvement de foule car, selon lui, ce dernier ne peut se constituer spontanément. LE BON, Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Quadrige, 2008 (1<sup>e</sup> édition : 1963).

<sup>29</sup> Herbert Blumer articule par exemple son analyse des comportements collectifs autour de cinq phénomènes parmi lesquels se trouvent les mouvements sociaux. Pour plus d'informations, voir LE SAOUT, Didier, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *Insaniyat - Mouvements sociaux, Mouvements associatifs* [En ligne], n° 8, 1999. URL : <http://journals.openedition.org/insaniyat/8334> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insaniyat.8334>

L'existence des nombreux travaux élaborés depuis les années 1960 sur les mouvements sociaux témoigne de la complexité de cet objet de recherche, dont il est difficile d'obtenir une définition complète qui parvienne à englober tous ses aspects. Erik Neveu propose une définition qui offre une première clef de lecture. Selon lui, le mouvement social relève « d'un *agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de *revendication*, de défense d'un intérêt matériel ou d'une 'cause' »<sup>30</sup>. Outre ce désir collectif de se mobiliser, Erik Neveu souligne l'importance de l'identification de l'adversaire envers lequel s'oriente ledit mouvement, les revendications s'adressant indubitablement à un individu, un groupe, une entité ou une institution. Toutefois, cet élément n'apporte pas nécessairement une dimension politique à la mobilisation<sup>31</sup>. La politisation de l'action collective peut être un élément de compréhension mais n'apparaît pas néanmoins comme un critère fondamental pour définir cet objet. C'est à la lumière de cette première définition que les mobilisations sociales seront envisagées dans ce travail.

Au-delà de cet « *agir-ensemble intentionnel* » qui caractérise les mobilisations des associations de riverains (*Asociaciones de Vecinos*, AAVV)<sup>32</sup>, on observe de surcroît qu'elles ont des caractéristiques qui leurs sont propres et qui font de ces mobilisations des objets singuliers. Selon Vicente Pérez Quintana et Pablo Sánchez León :

Au milieu des années 1970, les observateurs de l'époque annonçaient que les expériences d'auto-organisations dans les quartiers des villes comme Madrid ou Barcelone échappaient aux classifications alors établies quant aux modalités d'action collective et aux formes d'organisation. En tant qu'alternatives aux partis politiques, leurs pratiques et revendications ne pouvaient, non plus, être facilement identifiées aux Nouveaux Mouvements Sociaux émergents car les revendications des mobilisations des riverains ne

---

<sup>30</sup> NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 9.

<sup>31</sup> Toujours selon le même auteur : « prend une charge politique un mouvement qui fait appel aux autorités politiques (gouvernement, autorités locales, administrations...) pour apporter, par une intervention publique, la réponse à une revendication, qui impute aux autorités politiques la responsabilité des problèmes qui sont à l'origine de la mobilisation », in *Ibid*, p. 11.

<sup>32</sup> Dans ce travail, nous prenons le parti de traduire ces termes de deux manières, soit « association de quartier » expression communément employée en France pour désigner les entités associatives créées sous l'impulsion des habitants d'un même quartier, ou « association de riverains », expression également employée dans des travaux scientifiques qui étudient cet objet à l'instar d'Hovig Ter Minassian : TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2013. Nous n'oublions pas néanmoins que le terme espagnol *vecino* est généralement traduit par « voisin » en français.

se concentraient pas sur des biens « post-matériels » et leur caractère interclassiste les distinguait d'autres types de mobilisations comme le mouvement ouvrier [...]<sup>33</sup>.

Dans la mesure où le mouvement des AAVV ne correspond ni aux mouvements sociaux classiques ni aux « Nouveaux Mouvements Sociaux »<sup>34</sup>, les chercheurs Pérez Quintana et Sánchez León le qualifient de « mouvement de mouvements »<sup>35</sup> au sens où les revendications des AAVV se focalisent sur des questionnements vastes, qui mêlent à la question urbaine des réflexions économiques, sociales, politiques et culturelles très diversifiées, tout en intégrant des questions d'ordre plus général, par exemple relatives à l'écologie ou aux inégalités de genre<sup>36</sup>. Il ne correspond donc ni à une classe sociale particulière ni à des partis politiques ou à des syndicats mais relève de la volonté de la société civile de participer activement à la vie politique. En ce sens, Jordi Borja considère que « le mouvement urbain est un des protagonistes du changement politique »<sup>37</sup> et il définit les associations de riverains comme des « écoles de la démocratie », ce qu'il explicite de la façon suivante :

Les associations de riverains sont un moyen de développer la démocratie politique et sociale. Le simple fait d'exister les amène à jouer un rôle sur le plan de l'éducation civique et démocratique. Leur fonctionnement ouvert, leur caractère d'organisation de base, leur régime d'assemblée utilisé pour les décisions importantes et la méthode électorale employée

---

<sup>33</sup> « *A mediados de los años setenta, los observadores de la época anunciaban que la experiencia de autoorganización en barrios de ciudades como Madrid y Barcelona escapaba a las clasificaciones entonces establecidas sobre modalidades de acción colectiva y formas de organización. Alternativas a los partidos políticos, sus prácticas y reivindicaciones no podían ser tampoco fácilmente identificadas con los Nuevos Movimientos Sociales entonces emergentes, pues sus reivindicaciones no se centraban, en primer término, en bienes "postmateriales"; por otro lado, su carácter interclassista distinguía el movimiento vecinal de otras modalidades "clásicas", como el movimiento obrero. [...]* » in PÉREZ QUINTANA, Vicente ; SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid 1968-2008*, Madrid, Libros de la Catarata, 2008, p. 14.

<sup>34</sup> C'est notamment Alain Touraine et Alberto Melucci qui élaborent la théorie des « nouveaux mouvements sociaux ». Souhaitant s'éloigner du traditionnel rapport de force très lié aux pensées marxistes et au monde du prolétariat, les deux chercheurs mettent en évidence le fait que certains mouvements ne se développent plus pour lutter contre l'appropriation des ressources de production mais pour la récupération de biens immatériels tels que le temps, l'espace ou l'existence quotidienne individuelle. Ils éloignent, en ce sens, leur définition des mobilisations dites ouvrières. Touraine rejette, de surcroît, la conception marxiste des mouvements sociaux dans son rapport au système de domination et évoque plutôt « des conduites socialement conflictuelles et culturellement orientées », in LE SAOUT, Didier, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *op. cit.*

<sup>35</sup> PÉREZ QUINTANA, Vicente ; SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid 1968-2008*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> « *El movimiento ciudadano en uno de los protagonistas del cambio político* » in BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, Barcelone, La Gaya Ciencia, 1977, p. 31.



pour choisir les dirigeants, les multiples formes de participation active (commissions et groupes de travail, délégations, etc.), tout ceci configure une école de la démocratie pour tous les habitants<sup>38</sup>.

En d'autres termes, les mobilisations de la société civile, incarnées par les habitants et leurs associations, sont essentielles à la compréhension du processus d'élaboration du système démocratique implanté en Espagne. La création de structures associatives durant les dernières années franquistes constitue à cet égard une première expérience et mise en pratique de la démocratie à l'échelle locale<sup>39</sup>.

Ces structures élaborent ainsi des stratégies qui leur sont propres. Pour analyser leurs pratiques, à géométrie variable, différents concepts et notions alimentent notre réflexion. Une première perspective, celle de la « mobilisation des ressources », nous intéresse tout particulièrement dans le cadre d'une analyse diachronique des mobilisations sociales. Cette théorie ne se place plus du point de vue de l'individu mais préfère considérer les facteurs permettant la mise en place de l'action collective<sup>40</sup>. De ce point de vue, pour analyser les mobilisations, on se concentre sur leur organisation structurelle, sur les stratégies collectives qu'elles développent ainsi que sur les outils qu'elles mettent au service de leur mouvement<sup>41</sup>. Les différents outils employés par les acteurs mobilisés représentent ce que Charles Tiily

---

<sup>38</sup> « *Las Asociaciones de Vecinos son un medio para el desarrollo de la democracia política y social. Por su sola existencia juegan un papel de educación cívica y democrática. Su funcionamiento abierto, su carácter de organizaciones de base, el régimen asambleario para las decisiones importantes y el método electivo para la selección de los dirigentes, las múltiples formas de participación activa (comisiones y grupos de trabajo, delegaciones, etc.), todo ello configura una escuela de democracia para todos los ciudadanos* », *Ibid.*, p. 19.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>40</sup> On retrouve McCarthy et Zald à l'origine de cette théorie. Pour plus de détails voir PIERRU, Emmanuel, « Organisation et ressources », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 394.

<sup>41</sup> En outre, David Snow et Robert Benford développent une théorie selon laquelle les mouvements sociaux produisent leurs propres « cadres de référence » (*frame*) à savoir une certaine idéologie ou une certaine culture matérielle ainsi qu'un « cadrage » (*framing*) qui désigne le travail mené pour donner du sens au mouvement, et ainsi recueillir une adhésion plus massive. Cette théorie se propose d'étudier le rapport entre les personnes qui organisent la mobilisation et les individus potentiellement mobilisables, le but étant de comprendre le rôle des cadres produits par les participants pour mener et rendre légitime l'action collective, afin d'en mesurer leur efficacité, in ROCA MARTÍNEZ, Beltrán, « Izquierda radical, sindicalismo y acción colectiva en Andalucía (1976-2012) », RODRÍGUEZ FERNÁNDEZ, María Luz ; VINCENT, Catherine (coord.), *Cuadernos de relaciones laborales - Las dinámicas de la negociación colectiva en Europa: la negociación colectiva a la prueba de la crisis en la zona euro*, vol.32, n° 2, 2014, p. 443.

dénomme le « répertoire d'action ». On y retrouve par exemple les *habitus*<sup>42</sup> propres aux populations mobilisées tout comme l'organisation ou l'expérience que ces mêmes individus ont accumulée lors de contestations précédentes, ainsi que l'apprentissage des limites relatives au contexte, politique notamment, dans lequel se déroule le mouvement<sup>43</sup>. Avec le temps, les stratégies employées par les acteurs évoluent, notamment parce que les mobilisations sociales, mêmes très locales, sont confrontées aux mutations politiques et sociétales, c'est-à-dire aux « structures des opportunités politiques »<sup>44</sup>, qui bouleversent l'impact de leurs actions. Il s'agit donc d'étudier les mobilisations, non plus comme des objets indépendants mais de les replacer dans le contexte dans lequel elles se déroulent. On identifie les divers acteurs sociaux et les politiques qu'ils mènent, dans la mesure où ils peuvent endosser un rôle de partenaires de la mobilisation ou, au contraire, se constituer en véritable frein au développement des mouvements collectifs<sup>45</sup>. On analyse ainsi les mouvements contestataires, y compris les plus locaux tels que ceux des AAVV, dans des temps politiques forts, plus vastes (dictature, Transition, élections démocratiques) soit, dans ce travail, dans le contexte de l'Espagne des années 1960 aux années 2000.

Ces diverses approches complémentaires nous permettent de mieux saisir le rapport de force naissant dans l'Espagne franquiste mais surtout les facteurs qui sous-tendent les

---

<sup>42</sup> Le sociologue français Pierre Bourdieu s'est intéressé à cette notion pour mettre en lumière les inégalités sociales. Il se réfère notamment aux socialisations primaires, puis secondaires, qui façonnent socialement l'individu et qui orientent son comportement social mais aussi ses goûts ou son style de vie. Bourdieu considère dans ce cas l'*habitus* comme une « structure structurée ». Au-delà, il décrit également cette notion comme une « structure structurante ». Autrement dit, l'expérience sociale acquise par l'individu et les comportements, entre autres, qui en découlent, à savoir ses *habitus*, vont structurer et guider à leur tour la socialisation de l'individu. BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Editions de Minuit, 1980, p. 88 cité par LE BOT, Jean-Michel, « "Structure structurante" et "structure structurée", "histoire incorporée faite nature" : l'habitus entre sujet et personne », DUVAL GOMBERT, Attie (dir.), *Tétralogiques - Langage et société. Modèles dialectiques*, n° 13, 2000, p. 57.

<sup>43</sup> TARROW, Sydney, *El Nuevo Activismo transnacional*, Barcelona, Hacer, 2010, p. 114.

<sup>44</sup> Cette notion est théorisée par Herbert Kischelt. Pour un approfondissement de cette question voir LE SAOUT, Didier, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *op. cit.*

<sup>45</sup> Cette perspective est en lien avec la théorie qu'apporte Sydney Tarrow en soulignant l'existence de deux ensembles d'opportunités politiques, un ensemble stable à savoir la forme de l'État, ainsi que des éléments variables, qui tiennent davantage du degré d'ouverture du système politique, des diverses alliances au sein de la classe dominante ou encore de la présence de partenariats dans les groupes dirigeants. Pour un approfondissement de cette question voir ROCA MARTÍNEZ, Beltrán, « Izquierda radical, sindicalismo y acción colectiva en Andalucía (1976-2012) », *op. cit.*, p. 443.

mobilisations et qui donneront finalement lieu à leur évolution jusqu'aux années 2000, notamment dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. Le mouvement de contestation des *Asociaciones de Vecinos* est donc un objet d'étude singulier, ce qui explique peut-être les raisons pour lesquelles il est resté en retrait de l'historiographie ou de la sociologie durant de nombreuses années. Les références à ce mouvement existent dans les multiples travaux ayant pour objet les luttes antifranquistes et le processus de consolidation démocratique mais, bien souvent, il n'est que succinctement évoqué parmi la nébuleuse d'acteurs mobilisés contre le régime. C'est pourquoi Ivan Bordetas le qualifie de « parent pauvre » des mouvements sociaux<sup>46</sup>. Il faudra attendre le milieu des années 2000 pour voir apparaître les premières recherches, qui se consacrent entièrement au mouvement *vecinal*.

Si l'on essaie d'établir un état des lieux de la bibliographie consacrée aux AAVV, on distingue deux périodes. Une première vague de travaux, s'inscrivant dans le courant de pensée de Henri Lefèbvre<sup>47</sup>, s'est effectivement intéressée aux premiers mouvements associatifs de l'Espagne franquiste, au moment même où ils étaient en pleine expansion, lors des années 1970-1980. Manuel Castells, en premier lieu, analyse divers mouvements sociaux et aborde la question urbaine en tant que phénomène intrinsèquement lié à la lutte des classes. Il considère, de la sorte, l'émergence des luttes urbaines comme l'expression des luttes politiques<sup>48</sup>. Une approche relativement similaire est également proposée par Jordi Borja qui reprend le postulat de Manuel Castells et va plus loin. Borja appréhende les mouvements sociaux urbains, et plus particulièrement les mouvements des *Asociaciones de Vecinos* (AAVV), dans leur dimension contestataire mais également culturelle et identitaire afin de souligner les contradictions produites par le développement urbain. Après une série d'articles<sup>49</sup> sur le milieu associatif, au

---

<sup>46</sup> BORDETAS, Ivan, « Els estudis sobre el moviment veïnal : un repte encara per a la historiografia », *Franquisme & Transició. Revista d'Història i de Cultura*, n° 2, 2014, p. 281.

<sup>47</sup> Cet auteur propose, d'un point de vue marxiste notamment, d'étudier l'évolution des mobilisations sociales par l'étude de ce qu'il dénomme le « droit à la ville » in LEFÈBVRE, Henri, *Le droit à la ville ; (suivi de) Espace et politique, op. cit.* ou encore LEFÈBVRE, Henri, *Le marxisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990.

<sup>48</sup> Nous faisons ici référence à un ouvrage désormais de référence : CASTELLS, Manuel, *La question urbaine, op. cit.*

<sup>49</sup> Parmi les nombreux travaux réalisés par cet auteur, nous pouvons citer, entre autres, BORJA, Jordi, « Movimientos urbanos de las clases populares : movimiento reivindicativo, movimiento democrático, dualidad de poder », *Papers. Revista de sociologia*, n° 3, 1974, pp. 39-61 ou encore BORJA, Jordi, « Les Mouvements sociaux urbains en Espagne », *Espaces et sociétés*, n° 19, 1976, pp. 37-57.

cours des années 1970, Jordi Borja se focalise de façon très précise et spécifique sur les AAVV à travers un ouvrage qui leur est entièrement dédié<sup>50</sup>. Dans leurs travaux, Castells et Borja réalisent donc une première théorisation des mouvements contestataires des *Asociaciones de Vecinos*. Leurs travaux s'érigent en clef de voûte des recherches dans ce domaine<sup>51</sup>.

Cet intérêt que portent ces chercheurs pour la théorisation des mobilisations locales se traduit, au cours des années 1980, par l'élaboration d'études des cas particuliers qui concernent des villes comme Bilbao, Madrid, Sabadell ou encore Barcelone<sup>52</sup>. L'ensemble de ces ouvrages, essentiels à la compréhension de l'émergence du phénomène associatif dans le milieu urbain de l'Espagne des années franquistes, permet de mieux saisir la composition, les objectifs et les stratégies des structures associatives, et leur importance en tant qu'acteurs à part entière des mouvements antifranquistes. Ces travaux demeurent toutefois minoritaires au sein de la littérature relative aux mouvements sociaux.

Il faudra attendre le début des années 2000 pour voir surgir un regain d'intérêt pour cet objet d'étude particulier, notamment dans le cadre des recherches consacrées à la Transition démocratique et aux acteurs de cette période<sup>53</sup>. Cela étant, le mouvement *vecinal* n'occupe pas d'emblée une place primordiale. Parmi les différents chercheurs ayant consacré leurs travaux à cette thématique, il nous semble intéressant de ce point de vue de souligner les propos de Constantino Gonzalo Morell qui affirme : « [...] lorsque j'ai commencé mes recherches [*sur les AAVV*], en 2006, je me sentais très seul »<sup>54</sup>. Le véritable regain d'intérêt pour ces structures contestataires surgit parallèlement à la commémoration de leur genèse. L'année 2008 est, de

---

<sup>50</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, *op. cit.*, 1977.

<sup>51</sup> BORDETAS, Ivan, « Els estudis sobre el moviment veïnal: un repte encara per a la historiografia », *op. cit.*, p. 283.

<sup>52</sup> Nous pensons ici tout particulièrement à l'ouvrage d'Anna Alabart qui réalise un travail considérable sur le mouvement des AAVV au cœur de la capitale barcelonaise : ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Emili Boix i Selva, Universitat de Barcelona, 1981.

<sup>53</sup> Quelques travaux sont tout de même élaborés au cours des années 1990. Ils font référence à des points d'analyse spécifiques concernant les structures associatives locales. Ils demeurent malgré très peu nombreux. Nous pensons par exemple ici à ALBERICH NISTAL, Tomás, « La crisis de los movimientos sociales y asociacionismo de los años noventa », *Documentación social. Revista de estudios sociales y de sociología aplicada – Los movimientos sociales hoy*, n° 90, 1993, pp. 101-113.

<sup>54</sup> « Siempre cuento que cuando empecé yo, sobre 2006, me sentí muy solo ». Nous avons recueilli les propos de cet auteur lors d'échanges informels par mail, le 12 février 2019.

fait, marquée par la célébration du quarantième anniversaire du mouvement *vecinal* madrilène, initiative qui se traduit par la publication d'un ouvrage collectif consacré aux AAVV de la capitale, dans lequel on peut constater, entre autres, les contributions de Manuel Castells, Jordi Borja, Tomás Villasante ou encore Vicente Pérez Quintana, aux côtés de leaders de ces structures locales<sup>55</sup>. On retrouve cette même démarche, quelques années plus tard, à Barcelone, avec la publication, sous l'impulsion de la FAVB (*Federación de Asociaciones de Vecinos de Barcelona*), d'un autre ouvrage collectif souhaitant rendre hommage aux habitants qui se sont investis au sein des structures locales barcelonaises depuis leur création<sup>56</sup>. Ces deux démarches commémoratives traduisent un tournant dans l'étude des mobilisations des AAVV et au sein de la recherche sur les mouvements sociaux, de la fin de la dictature et de la Transition<sup>57</sup>.

S'inscrivant dans un courant de pensée qui souhaite apporter un nouvel éclairage à la Transition démocratique<sup>58</sup>, différents ouvrages sont publiés à partir de l'année 2010, afin de se focaliser sur les différents acteurs antifranquistes, impliqués dans l'élaboration du projet démocratique<sup>59</sup>. C'est dans le cadre de cette démarche que sont mises en place des recherches

---

<sup>55</sup> PÉREZ QUINTANA, Vicente ; SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid 1968-2008*, op. cit., 2008.

<sup>56</sup> ANDREU, Marc ; FERNANDEZ, Eva ; NAYA, Andres *et al.* (dir.), *1970-2010 : 40 anys d'acció veïnal*, Barcelona, Editorial Mediterrània, 2009.

<sup>57</sup> Nous pouvons ici souligner l'importance de l'ouvrage général suivant : QUIROSA CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (coord.), *La sociedad española en la Transición. Los movimientos sociales en el proceso democratizador*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2011 ou encore l'article suivant ALBERICH NISTAL, Tomás, « Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios », PRIETO LACACI, Rafael (coord.), *Revista de Estudios de Juventud - Jóvenes, globalización y movimientos altermundistas*, n° 76, 2007, pp. 71-89. De surcroît, ce chercheur se base sur les expériences madrilènes, notamment dans les quartiers de *Vallecas* et *Villalba*, pour retracer l'histoire des AAVV de la capitale et inscrit leur évolution dans le cadre de l'émergence d'autres mouvements plus récents tels que le *15M* : ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, Madrid, Dykinson, 2016.

<sup>58</sup> Deux ouvrages nous paraissent incontournables, à ce propos. Il s'agit de SÁNCHEZ SOLER, Mariano, *La transición sangrienta : una historia violenta del proceso democrático en España, 1975-1983*, Barcelona, Ediciones Península, 2010 et de BABY, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique : violence et politique en Espagne, 1975-1982*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

<sup>59</sup> À ce propos, il nous semble pertinent de souligner l'impact des recherches récentes concernant le milieu catholique et son rôle dans la formation de luttes antifranquistes tout comme l'apport des travaux sur le rôle des femmes, tant lors de la période franquiste que durant les premières années de l'ère démocratique. Concernant le milieu catholique voir par exemple les travaux de María José Esteban Zuriaga avec notamment l'article suivant : ESTEBAN ZURIAGA, María José, « Exode rural et classe ouvrière sous le franquisme. Le rôle des prêtres ouvriers et des paroisses dans les mouvements sociaux des années 1960 et 1970 », *E-Crini* [En ligne], n° 11, 2019, URL : <https://crini.univ-nantes.fr/publications/e-crini/n-10/n-11-juillet-2019-2489100.kjsp>. En ce qui concerne la place des

consacrées aux riverains des AAVV<sup>60</sup>. Cette perspective aborde les dernières années du régime de Franco et la période de la Transition, non plus du point de vue de la classe politique mais de la société civile dans son ensemble et, plus particulièrement, du point de vue des « micro-mobilisations »<sup>61</sup> qui émergent dans de nombreuses villes<sup>62</sup>. Pour ce faire, certaines études analysent en profondeur l'émergence et l'évolution des AAVV dans des espaces municipaux et provinciaux précis (à Murcie, Valladolid, Carthagène ou encore, plus généralement en Andalousie)<sup>63</sup> et proposent des analyses qui permettent d'approfondir les connaissances sur ces

---

femmes dans les mouvements contestataires nous pensons en particulier à l'ouvrage co-dirigé par Mercedes Yusta Rodrigo, Karine Bergès, Diana Burgos Vigna et Nathalie Ludec, *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015 qui témoigne de l'importance du rôle des femmes dans divers mouvements sociaux, en dépassant les frontières espagnoles. Parallèlement, il existe aussi des travaux uniquement consacrés au cas espagnol. Nous faisons référence ici à FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva, *Vocalías y grupos de mujeres. El feminismo en los barrios : el movimiento de mujeres de base territorial durante la Transición en el cinturón industrial de Barcelona : 1974-1990*, Thèse de doctorat en anthropologie, sous la direction de Verena Stolcke, Universitat Autònoma de Barcelona, 2016. Nous pouvons également citer les contributions spécifiques concernant les femmes au sein de l'ouvrage *Las otras protagonistas* (FUNDACION SALVADOR SEGUI-MADRID (coord.), *Las otras protagonistas de la Transición. Izquierda radical y movilizaciones sociales*, Madrid, Brumaria-FSS Ediciones, 2018) avec, entre autres, l'article de Justa Montero et Montse Cervera intitulé « Feminismo insumiso en la Transición ».

<sup>60</sup> Nous pensons notamment ici au numéro spécial de la revue *Historia del presente*, entièrement dédié au mouvement *vecinal* : « Movimiento vecinal y cambio político », *Historia del presente*, n° 16, 2011. Par ailleurs, certaines recherches, telles que celles de Pamela Radcliff s'intéressent à l'ensemble des structures associatives qui existent sous le franquisme parallèlement aux AAVV (*Amas de Casa, Cabezas de Familias*, etc.). Elle analyse ces diverses entités, qui s'insèrent parfois dans les mobilisations urbaines, et le rapport qu'elles entretiennent entre elles, afin de souligner les changements structurels auxquels se confronte le régime : RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, Basingstoke Hampshire, Palgrave Macmillan, 2011.

<sup>61</sup> Nous employons ici une expression employée par Jean-François Pérouse dans ses travaux : PÉROUSE, Jean François, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in DORRONSORO, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005.

<sup>62</sup> Trois congrès, respectivement organisés à Madrid et à Barcelone, *Las Otras protagonistas de la Transición. Izquierda radical y movilizaciones sociales* (24-25 février 2017, Madrid), *Altres protagonistes de la Transició: l'esquerra radical i els moviments socials* (26-30 septembre 2017, Barcelone) et *Les altres protagonistes de la Transició : Mobilitzacions socials i esquerra radical* (11-13 octobre 2019, Barcelone), auxquels nous n'avons malheureusement pas pu assister, se sont intéressés aux acteurs non institutionnels de la Transition. Ces recherches ont donné lieu à la publication d'un ouvrage éponyme qui consacre plus de mille pages aux acteurs longtemps écartés de l'Histoire de la Transition, tels que les mouvements de paysans dans diverses provinces, certains mouvements libertaires ou encore le mouvement *vecinal* : FUNDACION SALVADOR SEGUI-MADRID (coord.), *Las otras protagonistas de la Transición. Izquierda radical y movilizaciones sociales*, *op. cit.*

<sup>63</sup> Nous faisons ici référence à plusieurs thèses de doctorat, ayant été menées à partir des années 2000. Par exemple, dans ses travaux Constantino Morell Gonzalo s'intéresse, de façon très précise, à l'impact des associations de quartiers dans la ville de Valladolid. Nous pouvons par exemple citer GONZALO

mouvements locaux, soit leurs pratiques, leurs stratégies et leurs objectifs entre les années 1970 et la fin des années 1980.

Concernant la période plus récente, il n'existe pas, à notre connaissance de travaux sur les AAVV. En revanche, la recherche s'est intéressée aux structures associatives qui émergent à la fin des années 1990, avec un intérêt tout particulier pour les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal<sup>64</sup>. La recherche dans ce domaine semble bénéficier du nouveau regard proposé dans le cadre des études sur l'Espagne franquiste et tend, selon nous, à prendre davantage en considération les multiples acteurs et structures existantes, aussi petites soient-elles. Certains travaux, essentiellement réalisés par des anthropologues, des sociologues, des géographes ou encore des architectes espagnols, analysent en effet les nouvelles structures associatives locales,

---

MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Pedro Carasa Soto, Universidad de Valladolid, 2011 ; ou encore GONZALO, MORELL, Constantino, « Una visión global del movimiento asociativo vecinal regional durante la transición: 1970-1986 », *Estudios humanísticos. Historia*, n° 9, 2010, pp. 195-220. De la même manière, Isabel Marín Gómez se concentre sur les mouvements sociaux des structures associatives dans la ville de Murcie: MARÍN GÓMEZ, Isabel, *Asociacionismo, sociabilidad y movimientos sociales en el Franquismo y la Transición a la democracia, Murcia 1964-1986*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Encarna Nicolás Marín, Universidad de Murcia, 2007. Plus récemment, Javier Contreras Becerra consacre l'intégralité de ses recherches aux mouvements *vecinal* andalou, CONTRERAS BECERRA, Javier, *Movimiento vecinal y Movimiento andalucista : construcción de la ciudadanía y aprendizaje democrático en Andalucía (1963-1987)*, Thèse de doctorat en histoire, sous le direction de Teresa María Ortega López, Universidad de Granada, 2019 ; ou encore CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986):¿ excepcionalidad o actor destacado? », *Gerónimo de Uztaiz*, n° 28-29, 2012-2013, pp. 95-122.

<sup>64</sup> Loin de nous la prétention de dresser une liste exhaustive de l'ensemble des travaux réalisés sur les *plataformas ciudadanas* en Espagne, tâche qui nous semble par ailleurs irréalisable au vu des innombrables études réalisées dans ce domaine. C'est pourquoi, nous n'allons présenter ici que quelques ouvrages qui traitent des espaces urbains spécifiques de la Barceloneta et du Cabanyal.

et notamment les *plataformas ciudadanas*<sup>65</sup> ainsi que les mouvements *okupas*<sup>66</sup> afin d'apporter un nouveau regard sur les diverses formes de mobilisation. L'analyse de ces structures fait ressortir les différents types de gouvernance mis en place au sein des groupes mobilisés ainsi que l'importance des réseaux de sociabilité dans le développement d'actions novatrices. Cet intérêt pour les structures associatives locales, dépasse, de surcroît, le milieu académique et universitaire et se traduit par la publication d'ouvrages historiques locaux, très bien documentés<sup>67</sup>. Dans la mesure où ils sont bien souvent élaborés par les structures elles-mêmes

---

<sup>65</sup> Nous pensons notamment ici aux travaux de Luis Francisco Herrero García sur le mouvement contestataire mené par le collectif *Salvem el Cabanyal*: HERRERO GARCÍA, Luis Francisco ; SOLDEVILLA, Liaño Maota, « La plataforma Salvem el Cabanyal : doce años de lucha ciudadana », *e-rph- Revista Electrónica de Patrimonio Histórico* [En ligne], n° 6, 2010 et HERRERO GARCÍA, Luis Francisco, « Vida en el barrio : Cabanyal, un conjunto histórico protegido... y amenazado », *Ingeniería y Territorio – La ciudad habitable*, n° 75, 2006, pp. 86-95. Plus largement, nous faisons également référence à l'étude réalisée par l'anthropologue Josepa Cucó i Giner sur les mouvements *Salvem* au sein de la ville de Valence : CUCÓ I GINER, Josepa, « Los movimientos urbanos en la ciudad de Valencia: contexto y caracterización », HOMOBONO MARTÍNEZ, José ; VIVAS ZIARRUSTA, Isusko (eds.), *Zainak Cuadernos de Antropología-Etnografía - Ciudades globales y culturas locales 1*, vol. 31, 2009, pp. 529-549 ou encore à la thèse de doctorat entièrement consacrée à cette question : GONZÁLEZ COLLANTES, Carla, *Moviments socials i defensa del patrimoni a la ciutat de València; el cas dels Salvem*. Thèse de doctorat – Beaux-Arts, sous la direction de Eulalia Adelantado Mateu, Universidad Politécnica de Valencia, 2006. Par ailleurs, un autre travail de recherche, davantage centré sur les rapports entre l'art et l'activisme dédie tout une partie aux collectifs de type *Salvem* : LÓPEZ LIÑÁN, Inmaculada, *Valencia, Ciudad globalizada : Movimientos sociales, arte comprometido y activismo desde finales del siglo XX hasta la primera década del tercer milenio*, Thèse de doctorat – Beaux-Arts, sous la direction de Mau Monleón Pradas et Mijo Miquel Bartual, Universidad Politécnica de Valencia, 2006.

<sup>66</sup> Dans le cadre de sa thèse de doctorat sur les mobilisations au sein du quartier de la Barceloneta (MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, *Transformaciones urbanas desde la resistencia: aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta*, Thèse de doctorat en anthropologie, sous la direction de Manuel Delgado, Universitat de Barcelona, 2016.), la chercheuse réalise une série de travaux qui appréhendent le mouvement de l'association de riverains de la *Óstia* dans sa relation avec le tissu associatif qui émerge parallèlement, par le biais de l'intervention des *okupas* notamment : MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Aproximación antropológica a la resistencia vecinal contra la apropiación capitalista de la ciudad : un caso en la ciudad de Barcelona », in PEREIRA, Inês ; NUNES, Nuno ; FLOREA, Ioana (eds), *SICYUrb - City in Movement. Activism, Social Participation and Urban Reinventions*, Lisboa, ISCTE-IUL, 2013, pp. 225-236 ou encore MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », in BONASTRA, Quim ; VASCONCELOS P. JUNIOR, Magno ; TAPIA, Maricarmen (eds.), *Actas del XIII Coloquio Internacional de Geocrítica : El control del espacio y los espacios de control*, Barcelona, Universidad de Barcelona, 2014. URL: <http://www.ub.edu/geocrit/xiii-coloquio/xiii-coloquio-portada.htm>

<sup>67</sup> Nous ne pouvons ici dresser un répertoire complet de l'ensemble de ces écrits. Toutefois, il nous semble intéressant d'en évoquer quelques-uns. Il existe à notre connaissance davantage d'ouvrages concernant le quartier du Cabanyal que celui de la Barceloneta. Nous pensons notamment aux différentes œuvres de Antonio Sanchis Pallarés dans lesquelles l'auteur retrace l'histoire des Poblados Marítimos valenciens et, à travers elle, les divers mouvements associatifs : SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *La historia del*



ou par des personnes qui participent, ou qui ont participé, aux mouvements en question, ces ouvrages relèvent davantage du témoignage que de la recherche scientifique<sup>68</sup>. Ils constituent néanmoins une véritable source de connaissances précises quant à l'ensemble des associations (tant les AAVV que les collectifs plus récents) et leurs activités<sup>69</sup>.

L'ensemble de ces productions, qui éclaire parfaitement les connaissances sur le milieu associatif local en lutte, fait tout de même ressortir un paradoxe : ces recherches font bien souvent fi d'une perspective historique large permettant de souligner l'importance des réseaux qui émergent entre les structures anciennes et nouvelles, ce qui empêche en partie de comprendre la genèse des structures récentes. Pourtant l'expérience acquise par les premières associations peut expliquer les formes adoptées par les collectifs récemment créés. Parallèlement, le mouvement des AAVV a bien souvent été étudié à l'échelle des villes, ce qui exclut d'autres approches, notamment la comparaison entre des espaces urbains géographiquement éloignés mais très proches d'un point de vue culturel et économique. Focaliser l'analyse sur une échelle plus petite que celle de la ville, à savoir sur celle de quartiers aux caractéristiques similaires, permet de révéler l'existence de schémas organisationnels qui, selon nous, ne dépendent pas des « frontières » municipales mais répondent à des critères

---

*Cabanyal : Poble Nou de la Mar (1238-1897)*, Valencia, Javier Boronat editor, 1997 ou encore SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, Valencia, Javier Boronat editor, 2009.

<sup>68</sup> Bien évidemment, nous les abordons en ayant conscience de cette nature spécifique, qui offre nécessairement un point de vue partisan.

<sup>69</sup> Concernant les livres dédiés au quartier valencien nous pouvons signaler la présence de plusieurs ouvrages. À travers une démarche autobiographique, Félix Estrela Botella relate par exemple l'évolution de l'association de riverains depuis sa création jusqu'à nos jours pour narrer ensuite l'émergence et l'évolution de la *plataforma Salvem el Cabanyal* : ESTRELA BOTELLA, Félix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, Valence, auto edición, 2017. Un autre ouvrage narre toute l'évolution de *Salvem el Cabanyal*, au cœur du conflit émanant du prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*. Par le biais d'une chronologie précise, l'auteur parvient, en quelques 500 pages, à retracer toutes les actions menées par ce collectif : CERVERO MARTI, Lluís, *El Cabanyal, per exemple, 1998-2013. Crònica de quinze anys de resistència*, Valencia, 3i4 Edicions, 2014. Par ailleurs, à l'occasion de la disparition d'un des militants emblématiques du quartier, la Fédération d'AAVV publie un livre qui rend hommage à ce dernier et à travers lequel elle narre l'évolution de l'AAVV tout en évoquant l'existence de *Salvem* : BELENGUER, Pep, *Cabañal-Cañamelar. Pep Belenguer, un luchador para un barrio*, Valencia, Federaci3n de A.A.V.V. de Valencia, 2001. Dans le quartier de la Barceloneta, l'ancienne présidente de l'AAVV de *l'Òstia* adopte une démarche relativement similaire et publie un livre en hommage à Emilia Llorca. Cet écrit permet parallèlement de parcourir l'évolution de l'association dès ses balbutiements : DEL PINO SUAREZ, María, *Emilia de la Barceloneta. La Barceloneta de la Emilia*, Barcelona, 2010.

spécifiques. Une perspective comparatiste dans l'analyse des AAVV et des *plataformas ciudadanas* devrait permettre de saisir l'évolution de l'implication des riverains au cœur des mouvements de contestation et d'appréhender les mobilisations locales comme étant symptomatiques de l'évolution de la fabrique des villes de l'Espagne méditerranéenne des années 1960 aux années 2000.

Le développement urbain qu'alimentent directement ou indirectement les activités touristiques s'articule selon des chronologies qui fluctuent en fonction des réalités économiques, sociales et politiques propres aux différents territoires. C'est pourquoi cette étude s'étend sur une période de l'histoire contemporaine espagnole, relativement vaste. L'année 1968 marque une étape importante pour les habitants de nombreux *suburbios* espagnols. Il s'agit de l'année durant laquelle la première *Asociación de Vecinos* de la capitale, celle de *Palomeras Bajas* (Madrid) est officiellement reconnue et autorisée par le régime. Avec l'application de la loi qui légalise le *movimiento vecinal*, les habitants deviennent officiellement des acteurs de la cité (*ciudadano*) alors qu'ils étaient auparavant de simples « sujets du régime »<sup>70</sup>. Bien qu'ils le demeurent en partie, ils s'emparent de ce droit de réunion qui leur est accordé pour s'organiser et dénoncer leurs conditions de vie. 1968 constitue donc une étape essentielle pour de nombreuses entités associatives qui, dès lors, entament les démarches pour être officiellement reconnues et mener leurs activités en toute légalité. La trajectoire du mouvement de contestation des AAVV est, par la suite, parsemée d'une série d'autres jalons qui marquent, à leur tour, de nouvelles inflexions dans l'évolution de la mobilisation.

L'année 2008 nous semble à cet égard un point de rupture important dans l'évolution de ces structures. Dans un contexte de crise économique mondiale, dont les conséquences se traduisent par une crise immobilière et financière majeure ainsi qu'un chômage considérable en Espagne, cette crise systémique, a des conséquences désastreuses pour la population, notamment en termes de logement. Dès lors, on assiste à une évolution dans les revendications des AAVV (elles abordent par exemple des questions de plus en plus politiques) et le rapport de la population au pouvoir démocratique se modifie également. Trente ans après l'approbation de la Constitution, de nombreux Espagnols exigent une refonte de l'échiquier politique,

---

<sup>70</sup> PÉREZ QUINTANA, Vicente ; SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid 1968-2008*, op. cit., p. 13.

notamment par le biais de mobilisations d'un nouveau type (naissance de la PAH en 2009 et des Indignés du *15M* en 2011). Dès lors, il nous a semblé que prolonger notre travail au-delà de 2008 impliquait la prise en compte de problématiques beaucoup plus vastes, voire nouvelles, et donc une transformation radicale de notre approche. Cette thèse propose d'approfondir les connaissances en ce qui concerne, d'une part, l'émergence et à la consolidation de mouvements de contestation sociopolitiques en rupture avec les pratiques et les stratégies développées au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, le rapport à l'espace urbain en Méditerranée entre 1968 et 2008. Cette étude devrait permettre dès lors de mieux comprendre la façon dont les nombreux problèmes, auxquels est confrontée l'Espagne méditerranéenne, ont induit progressivement une évolution des mobilisations locales et engendré, à terme et à une échelle beaucoup plus vaste, une remise en question du système politique et de la légitimité de la démocratie libérale en Espagne. Cette étude, enfin, aborde un problème crucial : l'urbanisation croissante des sociétés contemporaines et les nombreux problèmes en lien avec ce phénomène, une question qui est au cœur des préoccupations actuelles des pouvoirs publics, notamment sur le pourtour méditerranéen.

En d'autres termes, pour reprendre les termes de Patrick Garcia, la démarche empruntée dans ce travail tend à s'intéresser à des « phénomènes non-clos »<sup>71</sup>. La période étudiée, 1968-2008, inscrit cette thèse dans l'histoire du temps présent, domaine qui :

couvre une séquence historique marquée par deux balises mobiles. En amont, cette séquence remonte jusqu'aux limites de la durée d'une vie humaine, soit un champ marqué d'abord et avant tout par la présence de "témoins" vivants, trace la plus visible d'une histoire encore en devenir [...]. En aval, cette séquence est délimitée par la frontière, souvent délicate à situer, entre le moment présent – "l'actualité" – et l'instant passé<sup>72</sup>.

La rencontre de témoins vivants a donc été un des points essentiels de ce travail. Tout au long de la recherche, un travail de terrain a été réalisé. Il s'est d'abord traduit par des rencontres

---

<sup>71</sup> GARCIA, Patrick, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », NICAULT, Catherine (ed.), *La Revue pour l'histoire du CNRS – Histoire du temps présent* [En ligne], n° 9, 2003. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.562>

<sup>72</sup> PESCHANSKI, Denis ; POLLAK, Michael ; ROUSSO, Henry (dir.), « Histoire politique et sciences sociales », *Cahiers de l'IHTP*, n° 18, 1991 cité par GARCIA, Patrick, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *op. cit.*

informelles<sup>73</sup> avec des habitants des quartiers ou encore avec quelques-uns des responsables de certains projets de réaménagements urbains, auxquelles s'est ajoutée, par la suite, la réalisation d'une série d'entretiens avec certains des membres des associations de riverains (AAVV). Dans la compréhension des deux espaces qui font l'objet de ce travail, il est important de garder à l'esprit que diverses perspectives peuvent être envisagées, car la représentation de la ville est différente selon le point de vue adopté : celui de l'institution, de la collectivité locale, du professionnel de l'urbain ou du citoyen, habitant de la ville. La transformation du tissu urbain entraîne indubitablement divers phénomènes (sur le plan démographique, par exemple : déplacement des habitants, vieillissement de la population, etc.) et modifie profondément les relations sociales qui caractérisent ces quartiers et, par extension, les réseaux qui alimentent les mobilisations collectives.

Afin de comprendre et d'analyser les revendications, les stratégies de mobilisation des individus et des groupes ou encore leurs représentations, tant des espaces que des mouvements de contestation, des entretiens semi-directifs ont été élaborés et menés au cours de différents séjours à Barcelone et à Valence<sup>74</sup>. La rencontre avec une partie des acteurs de cette histoire locale a permis d'apporter, depuis leur perspective et expériences personnelles, et grâce au recul, une nouvelle dimension à l'histoire de leur ville et de leur quartier. Bien que ces témoignages n'apportent pas *la* vérité, ils livrent *une* vérité car tel que le souligne Arlette Farge, « une histoire de la personne vient parfois déranger les certitudes acquises sur l'ensemble des phénomènes dits collectifs [...] »<sup>75</sup>. Les entretiens permettent ainsi d'éclairer d'un jour nouveau les faits rapportés par les documents historiques.

Le témoignage oral n'est néanmoins pas le seul marqueur déterminant de ce travail. La perspective adoptée pour sa réalisation a rendu incontournable la consultation de sources primaires, à savoir des documents d'archives, afin de compléter et de mettre en perspective les

---

<sup>73</sup> Certaines des rencontres informelles, qui ont jalonné l'ensemble du travail de terrain, se sont avérées des plus intéressantes, raison pour laquelle, avec l'accord des personnes concernées, certaines références à ces entretiens informels sont réalisées dans cette thèse.

<sup>74</sup> Un questionnaire, reproduit à la fin de ce travail, a été conçu afin de mener à bien ces entretiens semi-directifs. Il a été utilisé, lors des entretiens, comme étant un support souple pouvant varier en fonction des réponses apportées par les personnes interrogées. De la même manière, les transcriptions résultantes de ces entretiens sont consultables à la fin de ce travail, en annexe C.

<sup>75</sup> FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil, 1989, p. 113.

éléments apportés par les témoins de l'Histoire et par les différents ouvrages consultés. Différents séjours ont été réalisés successivement à Madrid, à Barcelone et à Valence pour consulter les fonds, locaux notamment, dispersés dans diverses institutions<sup>76</sup>. La première mission dans les archives s'est déroulée à Alcalá de Henares, où se trouve l'*Archivo General de la Administración*, qui centralise les documents rédigés par les diverses administrations espagnoles, essentiellement entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> et notamment les *Memorias de Gobiernos Civiles*, documents essentiels à l'élaboration de ce travail. Ces rapports sont rédigés par les gouverneurs (puis délégués au gouvernement) pour faire un point sur les divers événements qui se sont déroulés dans chaque Communauté Autonome au cours d'une année donnée. Ils reviennent sur les diverses manifestations qui ont eu lieu, précisent l'évolution du taux de chômage ou encore les évolutions du tissu industriel, touristique ou hôtelier.

Les recherches se sont ensuite poursuivies dans les archives des administrations de Barcelone (*Arxiu Municipal del Districte de Ciutat Vella*, *Arxiu Intermedi - Arxiu Municipal Contemporani de Barcelona*, *Arxiu Municipal Contemporani de Barcelona*, *Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona*, *Arxiu Nacional de Catalunya*) et de Valence (*Hemeroteca - Biblioteca Valenciana Nicolau Primitiu - Generalitat Valenciana*, *Archivo del Reino de Valencia*, *Arxiu Històric de la Comunitat Valenciana*). La collecte de différents documents et la consultation de divers fonds ont permis de réunir un corpus de sources primaires, certes assez conséquent mais tout de même lacunaire, concernant les différents aspects de ce travail. Ces recherches ont permis la consultation de certains des plans (et des rapports descriptifs) des projets urbanistiques envisagés dans les quartiers étudiés, l'analyse de documents concernant le déroulement de manifestations ou encore des rapports de police relatifs à des mouvements de contestation. Parallèlement, il a été possible de consulter tout un ensemble de supports périodiques publiés notamment par les municipalités, voire par les mairies d'arrondissement, ainsi que quelques numéros des périodiques édités par les associations qui font l'objet de ce travail.

Des recherches complémentaires au sein des bibliothèques des quartiers d'abord mais également auprès des structures associatives, puis auprès des habitants eux-mêmes, ont été

---

<sup>76</sup> En Espagne, chaque institution organise les documents d'archive en fonction d'un classement qui lui est propre, ce qui n'a pas nécessairement facilité le travail de recherche sur le terrain.

indispensables pour parvenir à réunir les productions écrites réalisées par les militants des AAVV entre 1968 et 2008, à savoir les *Quart de Casa*, *Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta* et les *Butlletí de la Associació de veïns del Cabanyal-Canyamelar*. Jusqu'à ce jour, seuls quelques rares numéros sont, en effet, répertoriés officiellement tandis que la plupart d'entre eux sont conservés par des particuliers. Les supports périodiques, même locaux, sont des objets d'étude des plus intéressants. Ils permettent, d'une part, de combler certaines lacunes qui perdurent au sein des archives malgré les différents fonds consultés et, d'autre part, de cerner de façon précise le déroulement des faits et des actions sociales, par le croisement des informations présentées dans la presse et dans les documents d'archives<sup>77</sup>. Au-delà, l'analyse de ces périodiques est l'occasion, entre autres, de saisir au plus près la façon dont fonctionnent et s'articulent les mouvements de contestation propres à chacun de ces espaces urbains, ce qui permet de surcroît de mieux identifier les revendications des riverains mobilisés ou encore leurs besoins, au prisme des évolutions du contexte local, notamment politique.

Pour analyser ces phénomènes, ce travail s'articule autour de trois axes de réflexion organisés de façon thématique et chronologique afin de poser les bases historiques et les fondements législatifs dans lesquels s'insèrent les questions en lien avec les mobilisations à l'échelle locale et les pratiques des acteurs mobilisés. Dans un premier temps, il est question d'étudier le rapport du pouvoir à l'espace dans les villes de Barcelone et de Valence, des origines aux années 2000, et plus particulièrement de la dictature de Franco à l'année 2008. L'objectif est d'étudier la transformation de l'espace urbain au prisme des mutations économiques, politiques et sociales que traverse la société espagnole au cours de cette période. Divers questionnements sous-jacents émanent au sein de cette première partie : la fabrique de la ville ne correspond-elle pas finalement à une volonté d'instrumentaliser l'espace urbain ? Si tel est le cas, comment cette instrumentalisation se manifeste-t-elle dans l'évolution de l'espace public ? Les diverses formes d'urbanismes, telles que l'urbanisme fonctionnel ou encore « l'urbanisme de grands événements »<sup>78</sup>, sont-elles, en général, révélatrices de changements

---

<sup>77</sup> Pour l'analyse des supports périodiques collectés, une base de données a été réalisée afin de faire ressortir, de la façon la plus claire et la plus systématique possible, le contenu des thématiques abordées mais surtout les revendications des personnes mobilisées. Les résultats de cette base de données sont représentés sous forme de graphique et reproduit dans la partie 3.2.1 de ce travail.

<sup>78</sup> Cette expression est employée dans les travaux de divers chercheurs. Nous faisons plus particulièrement référence ici à François Mancebo dans son étude sur Barcelone : MANCEBO, François, « Stratégies

politiques (avec par exemple des temps forts tels que les élections) ou de changements économiques (notamment lors des crises financières) ? Cette partie retrace l'ensemble de ces évolutions afin de mieux comprendre ces différents phénomènes.

Dans la deuxième partie de ce travail il est question d'analyser l'évolution des structures associatives locales, notamment les *Asociaciones de Vecinos* (AAVV), de la fin des années 1960 aux années 2000. Pour ce faire, l'analyse est structurée de façon chronologique, afin d'aborder tout d'abord la construction de ces mouvements lors des dernières années de la dictature de Franco, puis la façon dont ils se consolident et s'essoufflent au cours de la Transition, et enfin se renouvellent, voire donnent naissance à d'autres structures, à la fin des années 1990. Au-delà d'une analyse historique et chronologique de ces structures, il s'agit de comprendre et de souligner les raisons pour lesquelles chaque association se structure et se métamorphose. Nous pourrions ainsi interroger la mobilisation sociale des quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal afin de comprendre si elle est uniquement encouragée par les transformations urbaines ou si la démarche engagée par les militants va au-delà de ces bouleversements. S'agit-il par exemple de lieux de « repli politique »<sup>79</sup> ou, au contraire, ces structures sont-elles complètement indépendantes de la sphère politique ?

La troisième et dernière partie de la thèse se concentre sur les acteurs des mouvements à l'échelle des quartiers ainsi que sur leurs pratiques et les instruments qu'ils utilisent pour mener à bien leur lutte. Si les deux premières parties de la thèse s'intéressent à la façon dont sont pensées puis transformées les villes de Barcelone et de Valence ainsi qu'aux répercussions qu'impliquent les différents projets, sur les quartiers étudiés, cette partie se focalise davantage sur les stratégies propres à chacune des structures associatives mobilisées. Dans un premier temps, il est question de comprendre qui sont les protagonistes de ces mobilisations afin d'analyser ensuite les outils et les méthodes auxquels ils ont recours. Ce travail analysera en particulier les différentes formes d'occupation de l'espace public par les riverains mobilisés. Au-

---

barcelonaises : reconfigurer la ville entre projets urbains partiels et urbanisme de grands événements », *Colloque L'urbanisme a-t-il une responsabilité à l'égard de la société ?*, Paris, UNESCO - Institut de la Ville, 2003. URL : halshs-00007002

<sup>79</sup> Nous envisageons le « repli politique » comme un regroupement d'individus, fondé sur des affinités politiques spécifiques qui se distinguent des tendances politiques plus larges dans lesquelles ils s'inscrivent.

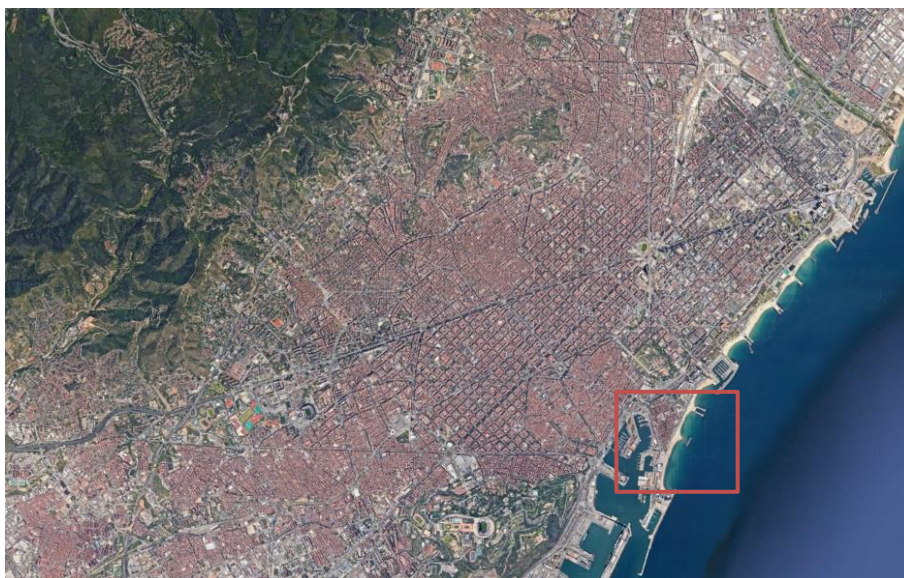
delà d'une simple présentation des pratiques, il s'agit de faire le lien entre les stratégies employées et les objectifs recherchés par les militants. Pour cela, nous étudierons les diverses formes de mobilisation, les appuis dont bénéficient les associations et la place de la communication dans les divers conflits qui opposent les militants aux autorités locales. De ce point de vue, on constate qu'une pratique semble relativement constante, à savoir l'élaboration de bulletins d'informations, raison pour laquelle ces supports font l'objet d'une analyse particulière, centrée notamment sur le contenu thématique des articles qui composent chaque périodique. Cette approche permet de mieux appréhender les revendications des riverains mobilisés ainsi que leurs besoins, en fonction de l'évolution de la conjoncture et des rapports de force sur le plan local. L'ensemble de ces pratiques (occupation de l'espace, création de moyens de communication...) est nécessairement bouleversé par l'arrivée des nouvelles technologies, c'est pourquoi cette étude s'achève par l'examen de l'impact du numérique sur les mobilisations locales et leurs pratiques.

En se focalisant sur les exemples de la Barceloneta et du Cabanyal, qui sont particulièrement représentatifs des mobilisations sociales qu'engendre la transformation de l'espace urbain méditerranéen depuis les années soixante, la thèse confronte les différents points de vue (des autorités ou encore des habitants) concernant l'impact de la planification urbaine au sein des espaces urbains côtiers. Par la même occasion, cette étude aborde les conséquences des mutations socio-économiques et politiques plus vastes, qui caractérisent la société espagnole entre 1968 et 2008, à l'échelle locale des *suburbios* espagnols. Cette analyse souligne à quel point l'adaptation permanente aux évolutions de l'environnement politique et socio-économique, tant local que national, constitue un enjeu essentiel à la survie des acteurs associatifs locaux de l'espace public urbain, à savoir des associations de quartier.

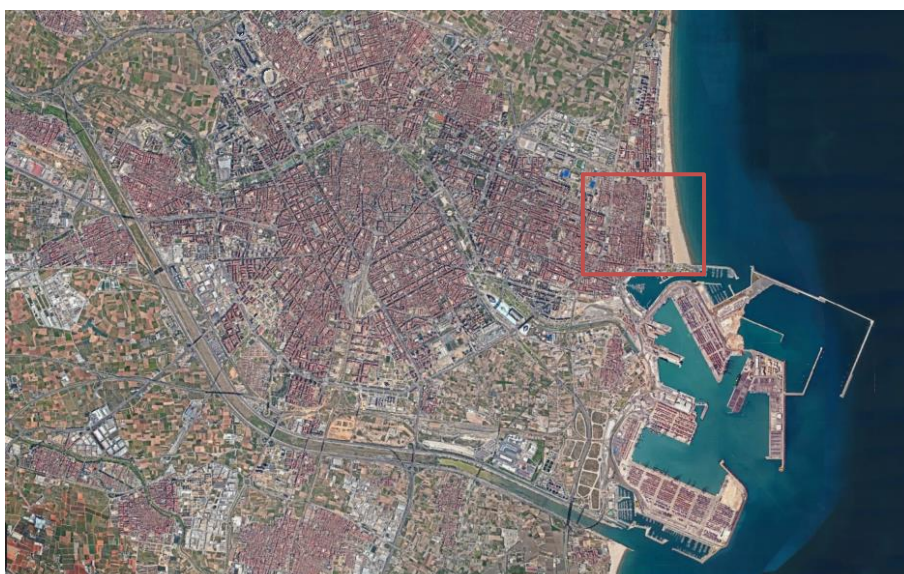


# 1. Barcelone et Valence, deux villes révélatrices des enjeux politiques et économiques de la transformation de l'espace urbain

## Cadrage géographique général de Barcelone et de Valence



Carte 1: Vue aérienne de Barcelone, altitude 15km, détail du quartier de la Barceloneta. Source : Google Earth 2020

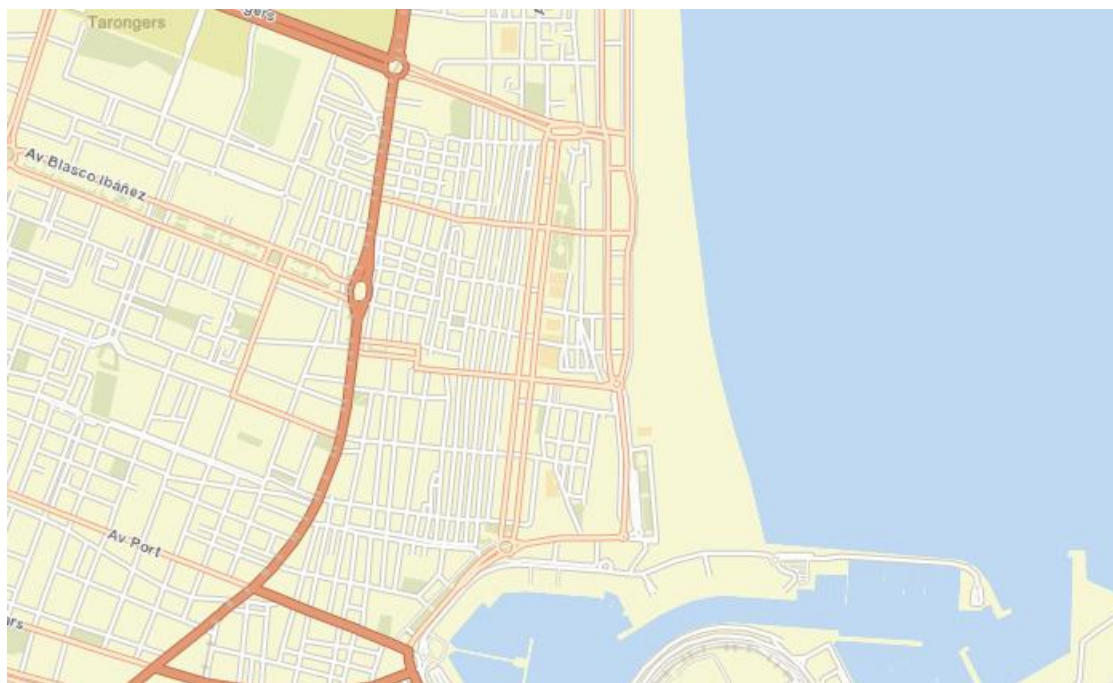


Carte 2: Vue aérienne de Valence, altitude 15km, détail du quartier du Cabanyal. Source : Google Earth 2020

## Détails : quartier de la Barceloneta (Barcelone) et du Cabanyal (Valence)



Carte 3 : Vue aérienne de la Barceloneta. Source: Ajuntament de Barcelona. URL: <https://w33.bcn.cat/planoIBC/BCN/es/guia/zoom/2/angle/356.99/position/431558,4581594/>



Carte 4 : Vue aérienne du Cabanyal. Source: Ayuntamiento de Valencia. URL: <https://aytovalencia.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=5832e73f8be1463886b7741c3b52491f>

## 1.1. Façonner la société en transformant la ville : l'évolution de l'espace urbain à Barcelone et à Valence, un marqueur des stratégies et priorités du pouvoir politique (des origines à la dictature de Franco)

La ville constitue « la tentative la plus constante, et dans l'ensemble la plus réussie, faite par l'homme pour refaire le monde dans lequel il vit conformément à son désir le plus cher. Mais si la ville est le monde que l'homme a créé, elle est aussi le monde dans lequel il est dorénavant condamné à vivre. Ainsi, indirectement, et sans percevoir clairement la nature de son entreprise, en faisant la ville, l'homme s'est refait lui-même [...] » in PARK, Robert, *On social control and collective behavior*, Chicago, Chicago University Press, 1967, p. 3 cité par HARVEY, David, *Géographie et Capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Editions Syllepse, 2010, p. 160.

Barcelone et Valence ont de nombreux points communs : ce sont toutes deux des capitales de communauté autonome et des villes portuaires du pourtour méditerranéen, qui possèdent une vaste histoire intrinsèquement liée à la vie maritime. Chacune de ces deux métropoles trouve son origine dans les anciennes colonies romaines de *Barcino* et de *Valentia*, sans doute fondées aux alentours du premier siècle avant J.C.. Bordées par des murailles s'élevant autour du cœur de la cité, les deux villes se caractérisent, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, par une densité de population intramuros très élevée. Cette situation conduit à une croissance spatiale progressive, au-delà des fortifications, à partir de noyaux urbains relativement éloignés. Afin de mieux comprendre la façon dont sont pensés les quartiers excentrés, et tout particulièrement ceux du Cabanyal à Valence et de la Barceloneta à Barcelone qui sont, somme toute, situés en marge des centres villes, nous allons tout d'abord nous intéresser à l'évolution urbanistique des deux



villes. Notre étude se concentrera ensuite sur les processus urbains à partir desquels évoluent les côtes valenciennes et barcelonaises, à savoir les espaces du littoral dans lesquels les quartiers maritimes du Cabanyal et de la Barceloneta ont été construits.

### **1.1.1. La marginalité spatiale des quartiers comme expression des priorités du pouvoir local et national**

*Valentia* est érigée sur les rives du fleuve Turia, à quatre kilomètres de la côte, dont la proximité rend constante la menace d'invasions par voies maritimes. Les diverses conquêtes dont elle est l'objet se perçoivent dans les éléments architecturaux, issus de cultures variées (notamment musulmane), qui caractérisent de nombreux bâtiments du centre-ville. Par ailleurs, les murailles qui sont élevées autour du centre historique jettent les bases d'une structure urbaine particulière. D'abord construites à l'époque romaine puis complétées au XIV<sup>e</sup> siècle, les murailles de pierre rappellent à quel point la ville a subi de nombreux sièges, lors de la guerre de l'Union<sup>1</sup> ou pendant la guerre contre la Castille<sup>2</sup>.

La ville de Barcelone, pour sa part, est marquée par la présence de trois enceintes : une première muraille, en grande partie disparue aujourd'hui, délimite l'ancienne ville romaine. Pierre II d'Aragon, dit « le Catholique » est le bâtisseur de la deuxième muraille de Barcelone. Il ordonne sa construction au Conseil des Cent (entité municipale barcelonaise) en 1285, à la suite de l'invasion de la Catalogne par les français. Ce projet englobe toutes les constructions se situant hors de l'enceinte romaine, à l'exception du front de mer qui reste, pour sa part, mis à l'écart. Il s'agit du premier projet d'envergure qui est délégué à la municipalité. La troisième muraille est érigée entre les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle dans le but d'empêcher la progression des castillans, déjà aux portes de la ville. Cette dernière enceinte comprend cette fois le quartier du Raval et la zone littorale, dont la protection devient problématique. Après un premier projet

---

<sup>1</sup> La guerre de l'Union est une révolte populaire qui se déroule en 1343, contre les excès de la monarchie sous la gouvernance de Jaume I.

<sup>2</sup> Cette guerre (1356-1369), également dénommée la guerre des « *Dos Pedros* », est un conflit géopolitique ayant pour enjeu le territoire de la couronne de Castille.

qui consiste à diviser la zone en trois parties pour laisser l'espace central (de transit commercial) sans protection, la décision est finalement prise de fortifier l'intégralité du front de mer, en préservant un passage pour les marins et pêcheurs installés dans le quartier de la Ribera<sup>3</sup>.

Barcelone et Valence, à l'instar de nombreuses villes européennes deviennent donc des places fortes. Mais ce n'est qu'aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles qu'elles vont vivre leurs premiers grands bouleversements, qui dessineront les contours des villes telles que nous les connaissons aujourd'hui. Au XIV<sup>e</sup> siècle, Valence acquiert un rôle commercial de grande importance. En raison de sa situation géographique, au cœur de la côte méditerranéenne de la péninsule, sur les rives du fleuve Turia, et de l'abondance de ses plaines maraîchères (appelées *huertas*), l'industrie locale et le commerce se développent. Les banques, appelées *Taula de Canvis* et *Lonja de Mercaderes*, fleurissent dans la vieille ville. Toutefois, l'année 1492 bouleverse cet ordre économique. Valence traverse rapidement une phase de récession et perd son statut de plateforme d'échanges de premier rang. Détrônée par d'autres ports de la péninsule, où sont acheminés les produits exotiques américains, Valence se voit dans l'obligation de restructurer son système financier alors que, de son côté, Barcelone développe fortement sa production textile grâce l'expansion des nouvelles relations commerciales avec le continent américain. Deux siècles plus tard, la capitale catalane va d'ailleurs obtenir le monopole des transactions commerciales avec les Caraïbes, entre 1756 y 1786<sup>4</sup>. Le commerce par voies maritimes prend alors une importance considérable et rend les structures portuaires de Barcelone, mais aussi de Valence, trop limitées. Il devient donc urgent pour ces deux villes de se doter de structures portuaires étant en capacité d'absorber les activités économiques en plein essor, dans ces régions. Les zones attenantes au port, qui sont actuellement stratégiques pour chacune des deux villes, ne sont pas confrontées néanmoins aux mêmes évolutions.

De nombreux ouvrages considèrent que Valence et Barcelone ont très longtemps tourné le dos à la mer (*de espaldas al mar*)<sup>5</sup>. Cette expression employée à maintes reprises par les

---

<sup>3</sup> CUBELES I BONET, Albert, *La muralla medieval de Barcelona y els seus portals*, Barcelona, Museu d'Història de la Ciutat, 2007, p. 19.

<sup>4</sup> La *Real Compañía de Barcelona a Indias* est l'organisme permettant aux commerçants catalans de réaliser des transactions avec les îles caribéennes afin de vendre leurs produits textiles contre du sucre et du tabac caribéen.

<sup>5</sup> Nous employons ici une expression utilisée à maintes reprises dans divers articles et ouvrages à l'instar de BERGALLI, Valeria, « Contexto urbano y alteridad en Barcelona. Nuevos desafíos para la Ciudad

journalistes, les universitaires, voire les représentants politiques, est révélatrice d'une certaine réalité mais surtout d'une représentation bien spécifique de ce qu'est une ville côtière et de la façon dont elle doit être organisée, orientée et structurée. En dépit de la réalisation de travaux sur les façades maritimes de ces deux villes tout au long des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle et d'une certaine volonté d'améliorer ces espaces urbains, les centres historiques restent tout de même prioritaires, une démarche politique et urbanistique également observable dans d'autres métropoles méditerranéennes telles que Marseille ou Naples<sup>6</sup>.

En réalité, au-delà de ces quelques initiatives locales<sup>7</sup>, l'évolution urbaine des deux villes se joue essentiellement au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, marqués par des bouleversements politiques majeurs au niveau national. Parmi eux, la Guerre de Succession, qui s'achève en 1713 avec le Traité d'Utrecht. Philippe V est à cette occasion reconnu par les puissances européennes comme étant le nouveau Roi d'Espagne. Les territoires hispaniques qui étaient jusque-là divisés, entre la Couronne de Castille et la Couronne d'Aragon, sont alors gouvernés par le même monarque. L'arrivée de la dynastie des Bourbons marque donc un véritable tournant politique pour le pays, qui ne sera pas sans conséquence pour la capitale catalane ni pour l'ancien royaume de Valence. S'inspirant de l'absolutisme français, Philippe V opte pour une organisation politique centralisée, ce qui se traduit par la mise en place de mesures tendant à uniformiser le territoire, tant au niveau politique qu'administratif, afin d'atténuer les différences entre les anciens royaumes de l'Espagne des Habsbourg.

---

Vieja », ASSIER-ANDRIEU, Louis ; PROVANSAL, Danielle ; TARRIUS, Alain (eds.), *Revue Européenne des Migrations Internationales – Les catalogues, laboratoire de l'Europe*, vol. 13, n° 3, 1997, p. 123, ou encore DEL ROMERO RENAU, Luis, « Dos décadas de urbanismo-espectáculo en España : los grandes eventos como motor de cambio urbano », *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, n° 53, 2010, p. 318.

<sup>6</sup> L'accès aux espaces côtiers dans ces deux villes demeure en effet relativement restreint jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. À Barcelone, il n'existe alors qu'un seul accès pour se rendre sur la façade maritime : le *Portal de Mar*, construit en 1822. Sous l'impulsion de l'Association des propriétaires de la Barceloneta (*l'Associació de Propietaris de la Barceloneta*) créée en 1884, sa destruction va permettre d'améliorer la jonction entre la ville et les quartiers maritimes avec l'aménagement et la revitalisation *du Passeig Nacional*.

<sup>7</sup> À Valence, par exemple, l'ingénieur hydraulique Manuel de Mirallas est chargé, en 1792, de reprendre les anciens plans du port et de construire, à la place des installations précaires, un port aux fondations résistantes grâce à la construction d'un quai. Dans le but de consolider et d'agrandir ces infrastructures, deux digues et un brise-lames sont construits en 1852.

C'est en 1716 que cette uniformisation prend corps en Catalogne avec le *Decreto de Nueva Planta* dont le but est d'abolir les institutions et les privilèges propres à la Couronne d'Aragon. Alors qu'il est déjà en vigueur depuis le 29 juin 1707 dans le royaume de Valence, ce décret stipule que « dans la façon de gouverner les royaumes et les peuples, il ne doit exister aucune différence de lois ni d'usages »<sup>8</sup>. Mais, au-delà de la stricte volonté d'établir une politique commune à tout le territoire, il s'agit avant tout pour le roi de sanctionner tous ceux qui ont soutenu le deuxième prétendant au trône, l'archiduc Charles d'Habsbourg. La nouvelle législation annule l'organisation politique précédente en remplaçant, notamment, les anciennes vice-royautés par des audiences. La restructuration complète de l'administration est avant tout militaire dans la mesure où la plus haute autorité régionale revient au *Capitán General*, ce qui a des répercussions sur la gestion des régions et des villes<sup>9</sup>.

Dans le cas de la ville de Barcelone, qui avait soutenu l'archiduc Charles d'Habsbourg durant la Guerre de Succession, son opposition aux troupes de Castille a des conséquences plus lourdes que dans d'autres régions des alentours, notamment en ce qui concerne la mise en place de la nouvelle administration. Les autorités fraîchement nommées ordonnent la construction d'une citadelle, en place et lieu du quartier de la Ribera, afin de convertir Barcelone en une ville fortifiée, capable de faire face aux attaques extérieures. Le fait est que, lors du siège de Barcelone par les troupes de Philippe V, les opposants au futur monarque, qui avaient organisé la défense de la ville, provenaient en grande partie de ce même quartier. La géographe Mercedes Tatjer affirme à ce propos que :

La destruction du quartier de la Ribera [...] doit être comprise, d'une part, comme le besoin de construire une place fortifiée et bien préparée aux diverses attaques extérieures, et, d'autre part, comme un outil de répression et de surveillance, dans le but d'éviter et de contrôler tout type de trouble interne qui pourrait se produire<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> « *En el modo de gobernarse los Reinos y Pueblos no deve haber diferencia de leyes y estilos* » in VIDAL, Josep Juan ; MARTÍNEZ RUIZ, Enrique, *Política interior y exterior de los Borbones*, Madrid, Istmo, 2001, p. 97.

<sup>9</sup> À Valence, à la suite du décret de *Nueva Planta*, datant du 12 janvier 1708, le premier *Ayuntamiento de Regidores* est nommé. Cette nouvelle institution supprime par la même occasion les *anciens Consells Municipales*. À Barcelone, ce nouveau décret se traduit par une refonte complète des institutions locales : le *Consell de Cent* (ancienne forme de l'autorité municipale) est aboli pour laisser place à l'*Ayuntamiento*.

<sup>10</sup> « *La destrucción del barrio de la Ribera [...] debe entenderse en parte, como la necesidad de construir una plaza fuerte y bien fortificada frente a cualquier ataque exterior, y, en parte, como un instrumento*

C'est donc dans une optique de contrôle intérieur et extérieur de la ville que la citadelle est érigée. C'est d'ailleurs un ingénieur militaire, Jorge Próspero Verboom, qui est nommé pour mener ce projet. La destruction du quartier de la Ribera entraîne avec elle la nécessité d'un nouvel espace urbain au-delà des murailles de l'ancienne ville. Il est question d'un quartier qui puisse accueillir, d'une part, les anciens habitants de la Ribera et, d'autre part, des habitants du reste de la ville, devenue trop exigüe – Barcelone ayant traversé une conjoncture économique des plus favorables, accompagnée d'une forte croissance démographique. Les conditions sont alors réunies pour que la décision soit prise de construire un nouveau quartier, dont la première pierre sera posée en 1753 : la Barceloneta.

Quelques décennies plus tard, en 1833, le pouvoir crée de nouvelles unités administratives, les *Provincias*, qui constituent une étape importante dans l'histoire des villes espagnoles. Cette nouvelle division de l'administration octroie à Barcelone et à Valence le statut de capitale. À cette occasion, les infrastructures ainsi que certains services sont modernisés. Dans la mesure où, les compétences sur le plan urbanistique reviennent aux municipalités, les centres historiques des deux villes sont au cœur de nombreux projets et font l'objet d'un réinvestissement de la part des classes aisées alors que les espaces périphériques et les zones portuaires sont, pour leur part, délaissés. Néanmoins, à l'instar des autres villes du pays, la croissance spatiale horizontale du cœur de la cité est limitée par les fortifications. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les villes espagnoles se caractérisent en effet par une densification des logements (par leur fractionnement notamment) et une forte croissance verticale, conduisant à l'augmentation de la population au sein de la ville fortifiée<sup>11</sup>.

Contrairement aux autres pays européens plus industrialisés, les premières mesures prises en termes d'urbanisme par les autorités espagnoles ne proviennent pas du courant hygiéniste. Dans le reste de l'Europe et notamment en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, l'industrialisation fulgurante des sociétés provoque la croissance anarchique des villes et l'apparition de quartiers insalubres aux abords de ces-dernières. En Espagne, le problème est

---

*de represión y vigilancia para evitar y controlar cualquier disturbio interno que pudiera producirse* » in TATJER, Mercedes, *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, Barcelona, Saturno, 1973, p. 37.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 35



tout autre. Il est alors urgent de démolir les murailles dont l'utilité militaire et douanière n'est plus d'actualité. En raison de la multiplication des fabriques manufacturières et textiles qui a entraîné un fort besoin de main d'œuvre et une hausse de la population, l'espace urbain intramuros devient trop exigu et n'est plus en mesure de s'accroître spatialement. Par exemple, la ville de Barcelone compte 115 000 habitants en 1802, un peu plus de 180 000 (183 787) en 1857 et 533 000 habitants en 1900<sup>12</sup>, soit environ un tiers de la population de l'ensemble de la province<sup>13</sup>. Parallèlement, Valence recense 130 320 habitants en 1857<sup>14</sup> et 213 550 en 1900<sup>15</sup>.

Ces données expliquent les raisons pour lesquelles émergent les *ensanches*. Ces zones d'expansions urbaines aux abords des villes ont pour but d'alléger leur densité en proposant de nouveaux quartiers pour les classes ouvrières, tout en apportant une solution aux problèmes de circulation et de logement. L'exemple le plus représentatif se trouve dans la ville de Barcelone avec le plan d'Ildefonso Cerdà. À la suite d'un concours organisé par la municipalité catalane pour définir le tracé des nouvelles extensions urbaines, le gouvernement central impose en 1859 la proposition de Cerdà. Dans ces travaux sur l'évolution de l'arrondissement barcelonais de Ciutat Vella, Hovig Ter Minassian souligne que :

Ce projet a marqué le début d'une longue pratique de l'urbanisme caractérisée par une centralisation des prises de décision les plus importantes (à Madrid et non à Barcelone), mais aussi une vision plus globale de l'espace urbain et l'utilisation de plans d'aménagement généraux résumant l'ensemble des propositions<sup>16</sup>.

Ce type de tracé se caractérise notamment par la division du tissu urbain sous forme de quadrillages, composés de pâtés de maisons à l'intérieur desquels se trouvent des jardins particuliers. À cela s'ajoute la construction de larges avenues (de 20 à 50 mètres de large) ou encore l'édification d'espaces réservés aux services publics. Dès 1854, les murailles de la capitale catalane sont donc démolies pour laisser place au projet de *l'Eixample* de l'ingénieur Ildefonso Cerdà : un nouveau quartier à l'extérieur de la vieille ville.

---

<sup>12</sup> FERRAS, Robert, *Barcelone : croissance d'une métropole*, Paris, Anthropos, 1977, p. 199.

<sup>13</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 32.

<sup>14</sup> TEIXIDOR DE OTTO, María Jesús, *Funciones y desarrollo urbano de Valencia*, Valencia, Instituto de geografía, Institución Alfonso el Magnánimo, 1976, p. 55.

<sup>15</sup> AJUNTAMENT DE VALENCIA, *Censos Històrics, anys 1900-1950*, Valencia, 1904.

<sup>16</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 36

Tandis que le *Plan Cerdà* est développé à Barcelone, l'urbaniste Casimiro Meseguer soumet le projet du *Paseo de Valencia al Mar* à la municipalité valencienne, qui l'approuve en 1895. Ceci étant, vingt ans auparavant, en 1865, un architecte, Manuel Sorní Grau, avait proposé une première extension de la ville en direction de la mer à partir des jardins de *Viveros*. Ce projet, qui ne se concrétisera finalement jamais, prévoyait la construction d'une grande avenue, composée d'un terre-plein central où devait circuler le tramway à traction animale, s'achevant aux portes du Poble Nou de la Mar (voir annexe B1).

Tout porte à croire que ces urbanistes espagnols se sont inspirés des tracés rectilignes menés par Haussmann à Paris, qui ont métamorphosé la capitale française entre 1852 et 1870. David Harvey commente, à propos des projets du baron, que :

La manière spécifiquement bonapartiste du Haussmann parisien de percer de longues artères droites et larges à travers les quartiers ouvriers aux rues étroites, et de les border de chaque côté de grandes et luxueuses constructions ; le but poursuivi – outre leur utilité stratégique, les combats de barricades étant rendus plus difficiles –, était la constitution d'un prolétariat du bâtiment, spécifiquement bonapartiste, dépendant du gouvernement, et la transformation de la ville en cité de luxe<sup>17</sup>.

Il s'agirait dans ce cas, au-delà des nécessités strictement urbaines d'assainissement de la planification, d'un projet visant en partie à contrôler la population. Dans le cas des deux villes étudiées, on peut distinguer deux étapes quant à la construction des grandes avenues. D'une part, certains percements sont réalisés au sein des anciennes villes fortifiées. Des artères sont, d'autre part, créées dans des zones non construites. La ville de Valence connaît par exemple une période d'expansion, renforcée par la destruction des murailles en 1868. Laissant apparaître de nouveaux espaces périphériques, cette dynamique devient le moteur de la croissance de la ville. Les nouveaux *ensanches* sont, là aussi, rapidement urbanisés grâce à de grandes voies de communication ainsi qu'à de nouvelles zones résidentielles, et particulièrement sur les rives du fleuve Turia. Ainsi, entre 1870 et 1900, les villages périphériques de Benimaclet, Beniferri, Campanar et Russafa, deviennent des parties intégrantes de la ville. Il en est de même pour les municipalités du front maritime, qui s'étendent du Grau à Patraix, en passant par le Cabanyal.

---

<sup>17</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Editions Amsterdam, 2011, p. 24.

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, l'aménagement du territoire relève des municipalités. Néanmoins l'intervention de l'État central, exerçant parfois sa tutelle dans ce domaine, bouleverse certaines initiatives locales, à l'instar du projet *Cerdà* à Barcelone qui étouffe les autres propositions. Le début du XX<sup>e</sup> siècle est, quant à lui, marqué par la volonté des autorités espagnoles de moderniser l'administration territoriale, ce qui va conduire à réformer l'aménagement du territoire. La profusion de différents plans urbains au sein de la capitale valencienne témoigne d'ailleurs de cet engouement pour l'urbanisme. Les différents projets d'*ensanches* vont ainsi conférer une nouvelle physionomie à la ville. Parmi les divers projets proposés, nous pouvons citer, entre autres, le plan inachevé de 1906, réalisé par F. Mora (voir annexe B2). Ce dernier est largement influencé par l'aménagement barcelonais de Cerdà. Il ne parvient pas malgré tout à couvrir l'intégralité du tissu urbain valencien, ne s'étendant pas, par exemple, jusqu'au front de mer.

L'année 1921 marque un nouveau tournant dans la politique espagnole. La crise économique, la situation insurrectionnelle dans les villes comme Barcelone, l'instabilité politique et le désastre d'Anoual se soldent par un coup d'État militaire. Le général Primo de Rivera prend le pouvoir le 12 septembre 1923. Parmi ses premières mesures, il remplace les maires des grandes villes par des militaires. Il essaie par la suite de renouveler l'administration locale, en augmentant les compétences municipales. Avec le soutien de la bourgeoisie et celui des *Cámaras de la Propiedad Urbana de España*<sup>18</sup>, Primo de Rivera appuie des projets d'aménagement urbain fondés sur les principes hygiénistes et essaie de rompre avec la subordination des municipalités au gouvernement central<sup>19</sup>. Pour ce faire, il fait promulguer un nouveau Statut Municipal le 8 mars 1924, afin de promouvoir une plus grande autonomie des municipalités quant à la gestion de certains services urbains comme la lumière ou l'eau. Les plans de structuration des futurs espaces périphériques dépendent désormais des mairies. Cette réforme va, d'une certaine manière, encourager des phénomènes de clientélisme dans la mesure où la bourgeoisie, propriétaire d'industries et de terrains, devient un acteur privilégié pour les

---

<sup>18</sup> Ces organismes d'initiative privée, qui ont surgit au XX<sup>e</sup> siècle sur tout le territoire espagnol, avaient pour but de défendre et de représenter les droits et les intérêts des propriétaires.

<sup>19</sup> SAMBRICIO, Carlos, « La política urbana de Primo de Rivera : del plan regional a la política de casas baratas », *Ciudad y Territorio. Revista de ciencia urbana*, n° 54, 1982, p. 44.

municipalités, lors de la construction des nouvelles infrastructures. En outre, cette réforme transforme l'urbanisme en une discipline à part entière.

Après une première phase d'urbanisme davantage tournée vers l'hygiénisme, un glissement s'opère, suite au Congrès International de l'Architecture Moderne (CIAM) de 1928 (Suisse). Les architectes espagnols, jusqu'alors restés relativement en retrait des questions liées à l'urbanisme, s'impliquent davantage dans ce domaine. Dans les années 1920, une nouvelle génération d'architectes plus ouverts sur l'étranger défend l'idée d'un « urbanisme inédit », à savoir une approche qui se veut distancée des propositions de type haussmanniennes. Avec la volonté d'appliquer les principes fonctionnalistes mis en avant lors du CIAM<sup>20</sup>, divers ingénieurs et architectes catalans se rassemblent et forment le GATCPAC (*Grup d'Arquitectes i Tècnics Catalans per al Progrés de l'Arquitectura Contemporània*<sup>21</sup>) en 1929, à Barcelone. Son équivalent au niveau étatique, le GATEPAC (*Grupo de Artistas y Técnicos Españoles para el Progreso de la Arquitectura Contemporánea*<sup>22</sup>), est créé un an plus tard, à Saragosse. Le GATCPAC va notamment développer, en collaboration avec Le Corbusier, les plans de la « Nouvelle Barcelone » à travers le *Plan Macià* (du nom du maire de l'époque). Son élaboration se produira sous la II République, de 1932 à 1934. Cette proposition s'inspire des principes fonctionnalistes de l'époque qui recommandent des schémas de « ville-linéaire ». De là, l'apparition, sur la base du *Plan Cerdà*, de grandes avenues parallèles et l'émergence de « secteurs » à visée spécifiques tels que des zones résidentielles ou encore des zones industrielles. Ce plan propose par ailleurs la destruction des immeubles insalubres dans le centre historique, qui comprend le quartier de la Barceloneta, pour assainir totalement le tissu urbain, propice aux épidémies, et le rendre, par la même occasion, plus fonctionnel. Cette proposition souligne également la volonté de planifier le territoire en tenant compte de l'échelle régionale<sup>23</sup>. De fait, la *Generalitat* – gouvernement autonome catalan – commande parallèlement à Rubió i Tudurí

---

<sup>20</sup> SAUQUET, Roger, « ¿Existe un urbanismo del GATPAC sin Le Corbusier? », *Proyecto, Progreso, Arquitectura - Arquitecturas en común*, n° 11, 2014, p. 18.

<sup>21</sup> Groupe d'architectes et techniciens catalans pour le progrès et l'architecture contemporaine, en français.

<sup>22</sup> Groupe d'artistes et techniciens espagnols pour le progrès et l'architecture contemporaine, en français.

<sup>23</sup> TARRAGÓ I CID, Salvador, « El Plan Macia, síntesis del trabajo del GATCPAC para Barcelona », TARRAGÓ I CID, Salvador ; TORRES CLAVÉ, Josep (dir.), *2C : Construcción de la ciudad*, n° 15-16, 1980, p. 72.

une étude sur l'organisation de l'intégralité de la Catalogne, le *Pla de distribució de zones del territori català : Regional planning*<sup>24</sup>.

La guerre civile qui éclate deux ans plus tard empêche finalement la réalisation de ce plan qui reste à l'état de projet. Provoquant avec elle la destitution de toutes les autorités appartenant au Front Populaire, la victoire du général Franco entraîne la dérogation des lois républicaines et bouleverse le fonctionnement des municipalités. Tel que l'affirme Céline Vaz, spécialiste de l'urbanisme sous le franquisme :

la victoire du camp nationaliste en 1939 semble remettre en cause une partie des évolutions enregistrées au tournant des années 1920-1930, à savoir l'existence de structures administratives spécifiques pour organiser et rationaliser l'expansion urbaine, l'affirmation de la planification territoriale, la dissociation des questions sanitaires et urbanistiques. L'urbanisme ne semble pas être à l'ordre du jour du nouvel État. Mais les continuités sont pourtant bien présentes<sup>25</sup>.

L'ère franquiste qui s'engage en 1939 constitue donc une véritable rupture dans l'évolution historique de la société espagnole qui est bouleversée tant dans le domaine économique, social que politique. L'aménagement et la planification du territoire ne vont pas être épargnés par l'avènement de la dictature. Cela étant, avant de nous intéresser plus particulièrement à cette période, nous allons revenir en détails sur l'évolution historique et urbaine des quartiers du Cabanyal et de la Barceloneta afin de mieux saisir les conséquences socio-économiques et urbanistiques des diverses mutations politiques à l'échelle locale, depuis la fondation de ces deux espaces urbains littoraux.

## **Le Cabanyal : du village indépendant au quartier isolé**

Le quartier du Cabanyal, situé sur le front de mer valencien, occupe actuellement un espace privilégié au sein de la ville de Valence. Ce ne fut néanmoins pas toujours le cas. La date de fondation de cet espace est incertaine. Les premières installations de quelques pêcheurs

---

<sup>24</sup> VAZ, Céline, *Le franquisme et la production de la ville. Politique du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Michel Lescure, Université Paris Ouest Nanterre - La Défense, 2013, p. 252.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 253.

accompagnés de leur famille remontent très probablement aux alentours du XIII<sup>e</sup> siècle. Il faudra en réalité attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que le village du Poble Nou de la Mar, qui deviendra quelques siècles plus tard le quartier du Cabanyal, ne se constitue. L'église du *Rosario*, construite en 1761, représente la pierre angulaire d'une sociabilité déjà naissante dans le milieu de la pêche et très présente dans cet espace littoral. Associé aux premières corporations (*gremios*) de marins-pêcheurs qui émergent à la même période, l'église et la place du village permettent aux habitants de tisser des liens croissants. Cette nouvelle configuration suscite d'ailleurs l'attrait d'une population qui souhaite faire valoir ses droits dans sa profession. Ne sachant pour la plupart ni lire ni écrire, les pêcheurs, qui ne bénéficient jusqu'alors d'aucune protection ni sécurité, se rassemblent dans le Poble Nou de la Mar et alimentent un accroissement urbain constant de l'espace côtier. Parallèlement des travaux sont effectués dans le port, par l'ingénieur hydraulique Manuel de Mirallas, en 1792. Ce chantier provoque le déplacement de la ligne de côte. En d'autres termes, tandis que la mer se retire, la plage gagne du terrain pour laisser place à des zones constructibles. De nouvelles installations s'alignent aux précédentes, jetant les bases d'un noyau urbain qui va progressivement prendre de l'ampleur. En 1814, le Cabanyal compte d'ailleurs plus de 1515 habitants<sup>26</sup>.

Le Poble Nou de la Mar obtient son statut officiel de municipalité durant la guerre de succession, en 1837. Une des premières tâches incombant à la mairie, sous la direction du capitaine de la milice nationale Francisco Cubells, est de règlementer la construction et la rénovation des habitats, afin de prévenir le risque d'incendie particulièrement élevé et favorisé par la trame urbaine de ce secteur. La disposition des premières *barracas*, construites parallèlement à la ligne de côte pour obtenir un ensoleillement maximal tout en évitant les rafales de vent, induit en effet un tracé géométrique particulier. Les premières rues sont construites selon ce schéma (parallèles à la plage) et donnent lieu à un quadrillage urbain relativement dense. Les divers urbanistes et architectes qui ont étudié le quartier qualifient cette forme de tissu urbain comme « réticulaire ». On dénombre actuellement dans le quartier dix-sept rues parallèles à la plage et seulement trois perpendiculaires, auparavant traversées par des canaux d'irrigation.

---

<sup>26</sup> SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *La historia del Cabanyal: Poble Nou de la Mar (1238-1897)*, op. cit., p. 60.

L'accroissement de la population, associé à cette orientation si particulière du tissu urbain, entraîne la densification et la mitoyenneté des maisons, augmentant par la même occasion le risque de propagation du feu, qui ravage le village à plusieurs reprises entre 1796 et 1875. La mairie décide donc en 1875 d'interdire l'édification et le renouvellement des anciennes *barracas*<sup>27</sup> dont les fondations, en argile et en bois, ne sont pas résistantes aux flammes. Le risque y est d'autant plus fort que la population croît à une vitesse fulgurante. L'arrivée du train vers le littoral, le 24 avril 1862<sup>28</sup>, confirme l'essor de ce secteur et symbolise la venue des premiers touristes estivaux, ce qui change considérablement l'évolution du village qui, jusque-là, vivait au rythme de la pêche.

Dès lors, la bourgeoisie valencienne peut se rendre à loisir à la plage et installer ses résidences secondaires dans le futur Cabanyal. Les chaumières des pêcheurs ou des ouvriers du port font d'ailleurs rapidement l'objet de rachat ou de location. Parallèlement, et en raison de la nouvelle législation de 1875, ces habitats traditionnels sont peu à peu remplacés par des maisons construites en briques et en tuiles, qui sont synonymes de l'apparition progressive du style moderniste dans ce secteur. Ce « modernisme populaire » est notamment caractérisé par la présence de nombreuses couleurs mais surtout des mosaïques en céramique, dont l'esthétique varie selon les goûts et les moyens financiers des propriétaires de l'époque<sup>29</sup>. Le Poble Nou de la Mar devient alors le lieu de villégiature privilégié de la bourgeoisie valencienne. La construction des thermes *Las Arenas*, à l'initiative du député et militaire Antonio Zarranz Beltrán, débute en 1888. Cet édifice termine d'asseoir le statut de station balnéaire du bourg, qui compte à cette époque plus de 11 000 habitants (1890).

En dépit de sa croissance démographique constante, les commerçants et la municipalité du Poble Nou de la Mar traversent, dès la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une période de crise. Les habitants travaillent essentiellement dans le secteur de la pêche et à la fabrique de tabac de

---

<sup>27</sup> D'après le traducteur, Georges Hérelle, de la fameuse œuvre de Vicente Blasco Ibáñez intitulée *La Barraca*, « on appelle *barracas* de petites maisons rurales, construites en bois et en argile, couvertes en chaumes et soigneusement blanchies à la chaux, qu'habitent les fermiers éparpillés dans la *huerta* » in BLASCO IBÁÑEZ, Vicente, *Terres maudites*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 1. Pour ce travail, nous prenons donc le parti de traduire ce terme par « chaumière ».

<sup>28</sup> SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia de la Malvarrosa (nacida del agua)*, Valencia, Ajuntament de Valencia - Regidoria de Cultura - Fires i Festes, 1994, p. 43.

<sup>29</sup> Ce style est toujours visible dans le quartier aujourd'hui, notamment dans la *calle de la reina*.

Valence, raison pour laquelle une part de la population effectue de nombreux déplacements hors du village. Cette nouvelle situation bouleverse les habitudes de consommation des ménages qui, préférant les commerces valenciens aux échoppes du Poble Nou, provoquent la faillite de certaines boutiques. Suite au manque à gagner que représente la diminution des commerces locaux, la municipalité se retrouve en déficit et ne parvient plus à assumer les tâches qui lui incombent. C'est pourquoi, par exemple, les canaux d'irrigation deviennent des égouts, ce qui engendre la prolifération d'épidémies.

Confrontée à de graves problèmes économiques et sanitaires, la municipalité n'a d'autre choix que d'accéder aux maintes propositions d'intégrer la ville de Valence, et ce malgré une certaine réticence de la population<sup>30</sup>. À la suite de divers changements d'équipe municipale (le gouverneur de Valence destitue par exemple Vicente Rubio Tarazona et le remplace le 3 avril 1897 par José Roig Civera), le Poble Nou de la Mar intègre finalement la métropole le 7 juin 1897. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'intégration officielle d'un village périphérique à une ville ne va pas nécessairement de pair avec son intégration physique, du moins pas dans l'immédiat. Malgré un fort accroissement spatial à l'est de la ville de Valence et l'urbanisation des rives du fleuve Turia, la capitale valencienne ne se constitue pas *ipso facto* comme un ensemble homogène. Le front de mer, toujours situé hors de la ville fortifiée, demeure, dans un premier temps, très isolé. Néanmoins, dès son intégration officielle, le Cabanyal va bénéficier des réformes et des infrastructures urbaines, dont jouissent d'autres quartiers. De fait, au même titre que le centre urbain, le littoral va bénéficier des travaux de modernisation des canalisations et du système de distribution d'eau potable, en 1899. Les diverses installations ne vont cependant pas compenser l'arrivée massive de population dans le quartier – qu'il s'agisse de la bourgeoisie dont les résidences secondaires se multiplient ou des touristes en période estivale. La grande affluence de population, qui congestionne rapidement le quartier, rend alors incontournable son extension horizontale, notamment vers l'ouest en direction du centre-ville. Pour répondre aux besoins de logements créés par la massification de cet espace urbain, un processus d'ouverture des Poblados marítimos, va alors s'initier, ce qui va

---

<sup>30</sup> D'après les travaux d'Antonio Sanchis Pallarés, la mairie du Poble Nou de la Mar a réalisé, en 1886, un sondage auprès de la population et 90% des habitants se sont montrés défavorables à cette idée. Pour plus d'informations voir SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *La historia del Cabanyal : Poble Nou de la Mar (1238-1897)*, *op. cit.*, p. 237.



concrètement se traduire par l'édification de nouvelles rues, respectant la trame réticulaire originale du quartier.

Parallèlement, la capitale tente de combler les espaces inoccupés qui persistent entre le cœur de la ville et la côte. S'inspirant du modèle de la Cité-jardin, qui promet de réunir les avantages de la ville et de la campagne, sans leurs inconvénients<sup>31</sup>, l'urbaniste Casimiro Meseguer soumet, en 1895, le projet « *Camino-Paseo de Valencia al Mar* ». Sans doute inspirée de la proposition initiale de l'architecte Manuel Sorní Grau, évoquée auparavant<sup>32</sup>, cette nouvelle avenue a pour objectif de désengorger le trafic entre le centre et le front de mer, en le répartissant sur deux axes distincts. C'est pourquoi, elle se déploie au nord du fleuve Turia, afin de relier le centre historique de Valence (à partir des *Jardines de Viveros*) à la plage. L'avenue du port, qui existe depuis 1802 et qui est majoritairement occupée par des ateliers spécialisés dans le milieu maritime, assumerait pour sa part, le trafic commercial tout en formant une zone industrialo-portuaire. La liaison directe entre le centre-ville et la mer se ferait alors par le nouveau *Paseo*. Reflété dans le plan intitulé *Paseo de Valencia al Cabañal* et réalisé par l'architecte municipal José Manuel Cortina Pérez en 1899 (voir annexe B3), ce tracé correspond à l'actuelle avenue *Blasco Ibáñez*.

Ce projet est néanmoins revu et corrigé, en 1931, par l'architecte José Pedrós. La chaussée centrale est remplacée par un espace constructible de 50 mètres de large et une chaussée latérale. La liaison entre l'avenue et le Cabanyal est, elle aussi, modifiée. Il n'est plus alors question de superposer l'avenue au quartier mais de la dévier légèrement vers le nord, en se basant sur la voie ferrée de Barcelone, pour ensuite la diviser en « fer à cheval » aux abords du quartier (voir annexe B4).

Les quartiers maritimes sont, dès lors, définitivement intégrés à la ville de Valence mais surtout à sa planification urbaine. Les premiers travaux de l'avenue débutent en 1900 depuis les *Jardines de Viveros* vers l'est de la ville, pour atteindre l'actuelle *Avenida de Cataluña* en 1952. Malgré l'avancement des travaux, sa jonction avec le littoral demeure indéterminée. Des

---

<sup>31</sup> Le concept initial de cité-jardin prône notamment la construction d'une ceinture agricole verte, aux abords de la ville, pour alimenter les citoyens en limitant, à la fois, leur déplacement et l'extension horizontale de la cité.

<sup>32</sup> Pour davantage de détails, voir annexe B1.

zones jusqu'alors inhabitées, telles que les plaines maraichères, sont progressivement urbanisées à proximité des travaux de percement de l'avenue. Le quartier du Cabanyal est parallèlement transformé et modernisé, tant au niveau de ses rues que de ses maisons. Dans les années 1930 par exemple, moins de 80 *barracas* demeurent, les autres ayant été remplacées par des maisons de *planta baja*. En 1975, l'avenue *Blasco Ibáñez* arrive à hauteur de l'actuelle gare ferroviaire du Cabanyal-Canyamelar sans que les autorités aient pour autant trouvé une solution quant au tracé final de cette dernière.

## **La Barceloneta : de la transformation d'une cité militaire en cité ouvrière**

Le quartier de la Barceloneta a quant à lui été fondé plus tardivement à la demande des autorités militaires. C'est en effet suite à la destruction du quartier de la Ribera, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, que plusieurs ingénieurs militaires se succèdent pour proposer des projets de nature diverse afin d'aménager le front de mer barcelonais.

Néanmoins, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, des pêcheurs et des ouvriers du port y avaient installé des *barracas*<sup>33</sup> pour y vivre. Le « quartier de la plage », et plus précisément l'île de Maians, s'est formé après les premiers travaux d'extension du port, en 1590 (voir figure 1, ci-dessous). Provoquant des changements de courants marins et le déplacement de bancs de sable, les transformations de la zone portuaire ont laissé apparaître de nouveaux terrains attenants qui vont rapidement être occupés par des habitants fuyant le centre-ville.

---

<sup>33</sup> Les constructions évoquées ici ne sont pas de même nature que celles présentes dans la région valencienne. Bien qu'elles portent le même nom. Il s'agit davantage de cabanes, c'est-à-dire de constructions rudimentaires servant d'abri, de point de vente de nourriture voire d'habitation. C'est pourquoi, dans le cas de la Barceloneta, nous choisissons de traduire ce terme par « cabane ».

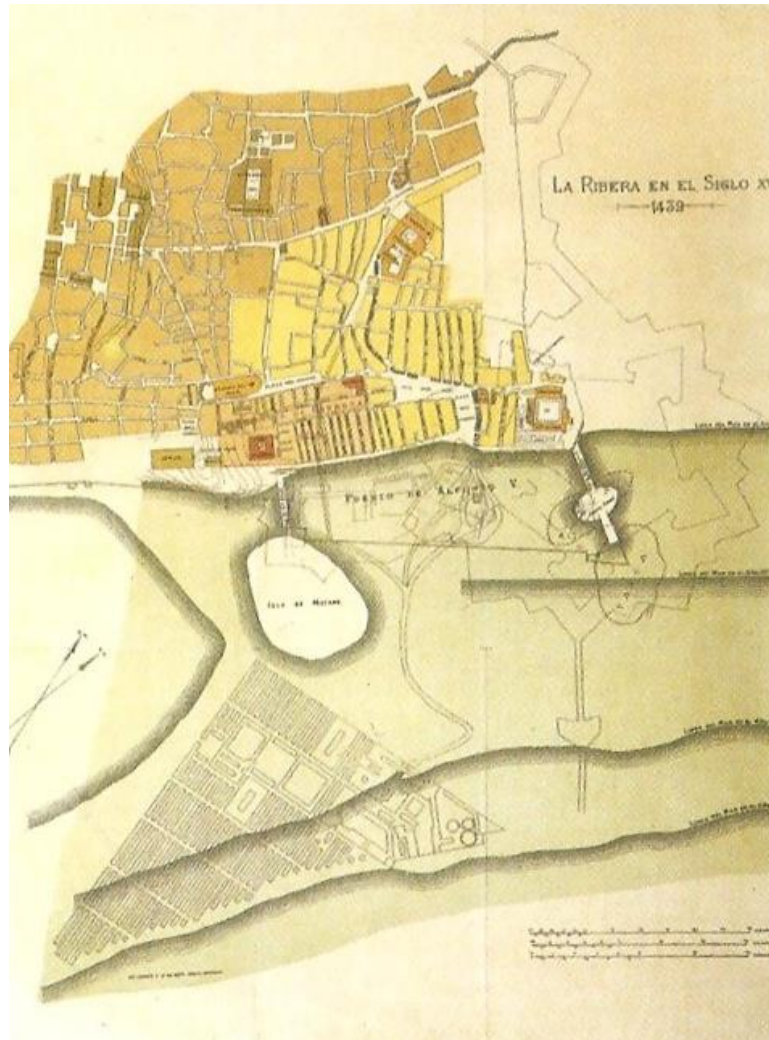


Fig. 1: Représentation de l'île de Maians. Source : MANSO, Anna ; VIOLI, Daniela, *L'ABCdari de la Barceloneta*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 2011, p. 23

Dans le but de structurer cet espace, le premier plan du quartier est très tôt dessiné, entre 1715 et 1718, par le capitaine général Marqués Castel Rodrigo, qui charge l'ingénieur Prosper Verboom de sa réalisation. Les travaux n'aboutiront finalement jamais, faute de moyens financiers de la part de la Couronne. Mercedes Tatjer explique que l'abandon du projet est notamment dû à deux facteurs. Outre les grandes dépenses financières relatives à la guerre contre la Navarre, l'émergence de ce nouveau quartier n'était plus alors une priorité dans la mesure où la guerre de succession avait infligé de grandes pertes humaines à la ville de Barcelone, provoquant ainsi une diminution de la population. Néanmoins, les autorités barcelonaises autorisent officiellement, en 1730, la construction d'habitations sur le front de mer. Cinq en plus tard, déjà 215 *barracas* y sont construites. Mais il faudra en fait attendre

l'année 1753 et une forte croissance démographique dans l'espace intramuros de la ville, pour que le capitaine général Marqués de la Mina parvienne à convaincre les autorités. Tel que le rappelle Sebastià Coll en 1755 :

Son Excellence – le Marquis de la Mina – considérant que le labyrinthe incompréhensible de cabanes de toutes tailles et de toutes sortes, faites de matériaux combustibles, les unes étant accrochées aux murs de la ville, les autres s'étendant sans méthode vers le quai et la mer, entachait une ville si célèbre, capitale de la principauté [...]. Il a mis à exécution cette grande œuvre qu'était la nouvelle petite Barcelone extra-muros<sup>34</sup>.

Une certaine confusion règne quant à la réalisation technique du projet mais il semblerait, toujours d'après Tatjer, que l'ingénieur militaire en charge de la construction de la Barceloneta ait été Juan Martín Cermeño. Selon la même auteure, l'année 1753 correspond donc d'une part, à la mise en place d'un nouveau modèle urbanistique et d'autre part, au début des constructions rapides et massives de logements. La première pierre du quartier sera posée le 3 février de la même année. La morphologie de ce nouvel espace urbain extramuros répond à des critères très géométriques, que l'on peut observer dès les premiers plans datant de 1768 (voir annexe B5).

L'alignement orthogonal des rues, se croisant de façon perpendiculaire, confère au quartier une forme générale rectangulaire, au sein de laquelle la répétition modulaire rend uniforme la disposition des constructions. Chacune des maisons, bâties sur le même modèle, est installées de façon parallèle au port. Elle se compose alors d'un rez-de-chaussée et d'un étage, d'égale structure quant à leur ouverture : une porte et deux fenêtres ; un balcon central entouré de deux fenêtres. Ces maisons unifamiliales ne comportent pas de patio intérieur dans la mesure où chacune d'entre elle s'ouvre sur deux rues (voir figure 2 ci-dessous). Leur aspect extérieur se caractérise par la présence d'une volute - motif ornemental, constitué d'un enroulement en forme de spirale -, situé au-dessus des portes ou des fenêtres, ou encore par la présence de fresques.

---

<sup>34</sup> « [...] *Era borrón de una ciudad tan famosa, y capital del principado, el laberinto incomprendible de chozas de diferentes especies, y figuras, todas de materiales combustibles, arrimadas a los mismos muros de la ciudad, unas ; extendiéndose sin método hacia el muelle, y Mar, otras: que allí fue el desorden confuso en que se situaron, por providencia interina, los que salieron del barrio de la Ribera, y así los dejó su perezoso descuido. [...] “puso en ejecución aquella grande obra” de la nova petita Barcelona extramurs* » in VENTEO, Daniel, *La Barceloneta, Guia d'història urbana*, Barcelona, Viena Edicions-Ajuntament de Barcelona, 2012, pp. 27-28.



Fig. 2: Présentation de la structure originale des bâtisses de la Barceloneta -  
Source : *Casa de la Barceloneta 1761*

La construction du temple *Sant Miquel*, inauguré le 27 septembre 1755<sup>35</sup>, rompt l'homogénéité schématique du quartier par la construction de son parvis qui forme l'une des deux places publiques de ce noyau urbain. Quoiqu'il en soit, l'uniformité des constructions fondée sur cette trame orthogonale d'une grande symétrie, s'inscrit parfaitement dans un urbanisme que l'on peut qualifier de spécifique à l'architecture baroque. Bien qu'il soit difficile de parler d'urbanisme baroque, tel que le souligne très justement Pierre Merlin<sup>36</sup> et Pierre Lavedan<sup>37</sup>, la présence de ce quadrillage urbain dans la Barceloneta révèle, du point de vue esthétique, une grande proximité avec les plans d'autres villes dites baroques telles que le port de la ville de Rochefort en France ou encore la ville de Turin, qui s'attache à conserver le quadrillage romain dans ses extensions urbaines du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi Mercedes

---

<sup>35</sup> VENTEO, Daniel, *La Barceloneta, Guia d'història urbana, op. cit.*, p. 29.

<sup>36</sup> MERLIN, Pierre, *L'urbanisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 20.

<sup>37</sup> LAVEDAN, Pierre ; HUGUENEY, Jeanne ; HENRAT, Philippe, *L'urbanisme à l'époque moderne : XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Genève-Paris, Droz-Arts et Métiers Graphiques, 1982, p. 79.

Tatjer affirme que la Barceloneta est l'une des meilleures démonstrations de l'urbanisme baroque espagnol<sup>38</sup>.

L'édification du quartier est très rapide puisque moins de trois années après le début de sa construction, huit rues ainsi que la place de l'église sont terminées. En 1757, 244 maisons sont en cours de travaux ou achevées et, un an plus tard, il en est de même pour 266 maisons. Ainsi, en 1759, soit six ans après que la première pierre du quartier ait été posée, la Barceloneta compte déjà 329 maisons et 1570 habitants<sup>39</sup>. La population se compose alors de classes populaires qui travaillent, pour la plupart, dans le secteur de la construction ou des activités portuaires. Dans une moindre mesure, s'y trouvent également les personnes qui avaient été expropriées à la suite de la construction de la *Ciudadella*, quelques années auparavant, et qui avaient été indemnisées par l'obtention de terrains dans ce nouveau quartier de la Barceloneta.

Outre les constructions résidentielles, le quartier va bientôt être doté de structures militaires, marines et industrielles. Deux casernes émergent alors, celle de l'infanterie de *Sant Ferran* et celle de la cavalerie de *Sant Carles*, respectivement construites en 1764 et 1779. Plusieurs entrepôts destinés au stockage des marchandises industrielles et portuaires surgissent également. Une grande partie de l'économie de la Barceloneta va rapidement se tourner vers les activités portuaires entraînant par la même occasion l'installation de commerces spécifiques et, tout comme dans le quartier du Cabanyal, l'apparition de *gremios*. Attirant une population chaque fois plus nombreuse, la Barceloneta va vivre une expansion horizontale, permettant la construction de nouvelles rues et d'habitations qui vont accueillir, selon le recensement de Floridablanca, 2392 personnes en 1787.

À l'heure de la première révolution industrielle espagnole, dans une ville de Barcelone toujours cernée par les murailles romaines, l'industrie naissante va rapidement investir les espaces qui restent jusqu'alors inoccupés, s'installant à proximité des Ramblas par exemple. D'autres zones de la ville, au-delà des remparts, parmi lesquelles se trouve le quartier de la Barceloneta, vont également accueillir ce secteur d'activité en plein essor. De fait, la proximité de la zone portuaire fait de la Barceloneta un lieu idéal pour y installer les nouvelles industries.

---

<sup>38</sup> TATJER, Mercedes, *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera, op. cit.*, p. 51.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 47.

Cette situation géographique rend par exemple possible l'utilisation de l'eau de mer, mais surtout l'accès direct aux matières premières qui arrivent au port par voies maritimes. L'implantation d'entreprises telles que l'industrie *Nuevo Vulcano* en 1834 ou la *Fábrica de Gas* en 1840, initie le processus d'industrialisation du quartier. Le fait est que, parallèlement, il devient interdit de construire de nouvelles fabriques au cœur de la ville fortifiée, tout particulièrement dans le quartier du *Raval*. Ainsi, tel que le souligne M. Tatjer, en 1858 près de 10% de la surface urbanisée de cet espace est occupé par des ateliers et des entreprises. Parallèlement, on assiste au développement balnéaire du quartier avec la mise en place de diverses structures sur la plage ainsi qu'une *plaza de toros*. Malgré cela, la ségrégation sociale de cet espace urbain reste évidente. La plupart des habitants du quartier sont des ouvriers travaillant au sein des industries ou des ateliers portuaires, tandis que la majeure partie de la bourgeoisie barcelonaise réside dans les nouveaux quartiers – les récents *ensanches* – réalisés par Ildefonso Cerdà. La répartition de la population dans les divers espaces de la ville semble donc se définir de façon plus précise. Les classes aisées ayant tendance à s'installer dans les nouveaux quartiers, les zones périphériques demeurent réservées aux classes populaires, raison pour laquelle le quartier de la Barceloneta se marginalise peu à peu.

De surcroît, l'arrivée massive d'ouvriers, nécessitant un logement dans le quartier, bouleverse de façon considérable la morphologie initiale du bâti de la Barceloneta, sans pour autant en modifier la trame. La croissance démographique y est en effet fulgurante, passant de 4118 à 20538 habitants entre 1822 et 1900. Deux phénomènes vont alors se produire pour répondre à une telle pression démographique. On assiste, une nouvelle fois, à l'extension du noyau original, qui va repousser les limites du quartier vers le nord ainsi qu'en direction de l'est, allant jusqu'à atteindre la plage. Mais cette fois-ci, elle s'accompagne également d'une croissance verticale. C'est en 1838, que les autorités approuvent l'élévation d'un étage pour les immeubles déjà construits. Cette autorisation n'est pas sans conséquences. Entre 1868 et 1872, les conditions de vie se dégradent à la suite de l'autorisation légale d'un quatrième puis d'un cinquième étage (voir figure 3, ci-dessous), dans ce secteur de la ville où la densité de population est déjà très élevée.



Fig. 3: Evolution des immeubles du quartier. Source : *Casa de la Barceloneta 1761*.

L'ingénieur et architecte Pedro Garcia Faria déclare à ce propos :

Dans le quartier de la Barceloneta, atrocement frappé par de nombreuses épidémies, parmi lesquelles celle de la fièvre jaune de 1870, les maisons étaient basses jusqu'à il y a quelques années de cela, et bien que les rues soient étroites, on a autorisé, pour les constructions modernes ou les reconstructions dudit quartier, l'élévation inappropriée des édifices à des hauteurs démesurées<sup>40</sup>.

Par ailleurs, ces nouvelles normes urbanistiques s'accompagnent de la division intérieure des immeubles (qui jusque-là ne servaient qu'à une seule famille) en appartements de petites dimensions : les *quarts de casa*. Comme leurs noms l'indiquent, la superficie de ces nouveaux logements, toujours visibles actuellement, correspond au quart des maisons originales du XVIII<sup>e</sup> siècle. La multiplication des logements et la massification de la population vont rapidement nuire à la qualité de vie dans cet espace dont la densification croissante provoque une dégradation progressive des conditions de vie.

<sup>40</sup> « *En el barrio de la Barceloneta, atrocemente castigado por muchas epidemias, y entre ellas por la de fiebre amarilla de 1870, las casas eran bajas hasta hace muy pocos años, y a pesar de ser la calles estrechas, en las modernas edificaciones o reconstrucciones de dicha barrio se ha autorizado de la elevación indebida de los edificios hasta alturas exageradas* » in VENTEO, Daniel, *La Barceloneta, Guia d'història urbana*, op. cit., p. 50.



En 1859, le même Ildefonso Cerdà, dont le projet de réformes par *ensanche* vient d'être approuvé, soumet l'idée de détruire la Barceloneta dans son intégralité, pour y construire en lieu et place un centre logistique et ferroviaire. Cette proposition n'aboutit pas mais elle assoit tout de même progressivement le caractère stratégique de ce quartier ainsi que sa situation géographique privilégiée qui pourrait être mise au service de l'économie de la ville. La destruction des murailles, qui atténue grandement l'isolement physique du quartier, coïncide d'ailleurs avec un changement notable : le quartier de la Barceloneta n'est plus sous la coupe de l'administration militaire, il est désormais géré par la municipalité, ce qui favorise son intégration à la ville comme quartier à part entière. La Barceloneta bénéficie dès lors des projets de réformes, tels que ceux de l'architecte Miquel Garriga i Roca, engagés dans d'autres parties de la ville. Les conditions de vie s'améliorent progressivement avec le développement de services urbains basiques comme la distribution d'eau potable, l'installation du réseau d'égouts et la mise en service de quelques lampadaires. Malgré cela des problèmes d'hygiène subsistent toujours. Il est donc décidé de construire des puits dans les immeubles ainsi que des fontaines publiques.

Ce rapprochement avec le centre-ville historique va pourtant être de courte durée. Le trafic ferroviaire, qui s'est implanté dans la capitale catalane à partir de 1848, pénètre en effet rapidement dans le littoral barcelonais. L'ouverture de la ligne Barcelone-Mataró, qui relie le centre-ville au port, et le premier passage de la machine à vapeur en 1899, sépare à nouveau le quartier des nouveaux *ensanches* de Cerdà. Ainsi, malgré la destruction des murailles, censée homogénéiser l'intégralité du tissu urbain barcelonais, l'isolement de la Barceloneta par rapport au reste de la ville demeure entier avec la construction de la voie ferrée, qui s'érige en véritable barrière physique au sein de la ville.

En outre, au milieu des années 1850, l'entreprise *Maquinista Terrestre y Marítima*, qui deviendra avec le temps l'entreprise la plus importante de Catalogne dans le secteur de la métallurgie, s'installe dans le quartier. Le besoin de main d'œuvre qui s'amplifie et qui entraîne l'arrivée constante de nouveaux résidents fait de la Barceloneta un quartier qui n'est plus en mesure d'accueillir toute la population. Le *barraquismo*, à savoir la construction massive d'installations précaires et insalubres, se développe alors sur la plage. Pour résorber ce problème, les autorités décident de construire un nouvel *ensanche*, en 1880, entre la rue *Ginebra* et les voies ferrées. Quelques années plus tard, en 1884, le nouveau marché en plein air, le *Mercat de*

*la Barceloneta*, est édifié sur la place Sant Miquel, sous la direction de Antoni Rovira i Trias. De surcroît, l'organisation de grands événements va encourager l'amélioration de l'ensemble des installations portuaires. L'Exposition Universelle de 1888 ainsi que l'exposition Internationale de 1929 permettent à la Barceloneta de bénéficier de multiples progrès en termes d'accessibilité, avec la transformation du *Pla de Palau* en un grand espace d'échanges entre le quartier et le reste de la ville. Ces diverses innovations expliquent l'émergence d'une série d'immeubles de style moderniste, réalisée entre autres par Enric Sagnier et Josep Graner, immeubles qui vont se greffer aux constructions traditionnelles du quartier, lesquelles vont une nouvelle fois s'élever d'un étage en 1932.

Mais, au-delà des améliorations ponctuelles précédemment citées, le quartier de la Barceloneta, et plus largement les quartiers côtiers de la ville, dans lesquels résident majoritairement des personnes issues des classes populaires, semble rester en retrait des projets modernes propres aux *ensanches*. L'existence tardive de *Somorostro*, un campement de cabanes situé sur la plage à quelques pas de la Barceloneta illustre cette situation<sup>41</sup>. En 1957, ce quartier se compose de 1332 habitations qui abritent environ 2000 personnes. Les conditions de vie y sont désastreuses et reflètent la qualité de vie de l'ensemble des espaces maritimes de la capitale catalane, qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires. Ce bidonville, situé sur les plages de Barcelone, va être détruit en 1966 pour des raisons plus politiques que sociales ou sanitaires. C'est la célébration de manœuvres militaires pour la venue du général Francisco Franco, le 25 juin 1966, qui va en réalité pousser les autorités locales à détruire ce quartier insalubre, en quelques heures. La démarche employée ici par les pouvoirs publics est représentative du manque certain de moyens pour fournir les mêmes équipements et aménagements à un territoire urbain en expansion constante. Mais elle est surtout symptomatique de l'émergence d'une nouvelle considération de la ville par ses autorités. Les aspects défensifs ou marchands sont progressivement relégués au second plan, au profit d'une vision davantage tournée vers des valeurs plus esthétiques que sociales. Un tel constat soulève alors un certain nombre d'interrogations. Ce changement de paradigme est-il constitutif de l'évolution progressive des

---

<sup>41</sup> Selon Daniel Venteo, la première référence officielle de ce lieu date de 1879, malgré cela, la date de sa fondation reste tout à fait incertaine.

sociétés modernes du XX<sup>e</sup> siècle ou est-il révélateur de mutations politiques profondes ? Touche-t-il tout le territoire espagnol ou plus particulièrement le littoral méditerranéen ?

### **1.1.2. Le Cabanyal et la Barceloneta, des quartiers secondaires dans la politique franquiste**

Afin de mieux saisir l'impact des mutations politiques sur la configuration de l'espace urbain de la côte méditerranéenne, nous allons centrer notre analyse sur la considération des espaces côtiers valenciens et catalans durant les premières années de la dictature. Le fait est qu'en dépit des chronologies divergentes quant à leur création, les quartiers du Cabanyal et de la Barceloneta partagent des caractéristiques communes. Initialement habités par des pêcheurs et leurs familles, ces deux quartiers sont les premiers à avoir été édifiés en dehors de la ville fortifiée. Un certain isolement, du moins dans les premières années, les caractérisait donc. Le passage de la voie ferrée a d'ailleurs, dans les deux cas, renforcé cette situation, créant une véritable frontière physique entre le cœur des deux villes et leur front de mer. Ces deux espaces côtiers devront ainsi attendre plusieurs années pour que cette séparation ne disparaisse et laisse place à des tentatives d'homogénéisation du tissu urbain. À l'échelle des quartiers, cet éclatement urbain a donné lieu à de multiples formes de sociabilité et de représentation de l'espace, deux phénomènes au sein desquels des éléments tels que l'agencement des quartiers ou encore le style architectural vont tenir une place considérable. En réalité, le style qui est propre à chacun des deux quartiers tend à les différencier clairement des espaces centraux. Parangon du modernisme architectural d'un côté et de l'urbanisme de l'ère baroque de l'autre, ces deux espaces urbains comportent des caractéristiques qui leur sont propres. Dans cette partie, nous questionnerons donc les disparités sociales et urbanistiques visibles entre la périphérie et le centre, au sein des villes espagnoles, et plus particulièrement à Barcelone et à Valence. Ces phénomènes se perpétuent et sont renforcés par des mutations urbanistiques, telles que l'étalement urbain, caractéristiques de certaines phases politiques, raison pour laquelle cette partie s'intéresse à l'une d'entre elles, très particulière pour l'Espagne contemporaine, à savoir la dictature franquiste.

Le soulèvement militaire des 17 et 18 juillet 1936, provoqué par un coup d'état mené entre autres par le général Francisco Franco marque le début de la Guerre Civile espagnole (1936-1939). Durant les trois années qui suivent, les bombardements à répétition provoquent de grands dégâts dans les diverses métropoles de la péninsule. La façade méditerranéenne est tout particulièrement touchée par les interventions militaires car, d'une part, la ville de Valence abrite dès novembre 1936 le gouvernement républicain qui a fui la capitale et, d'autre part, Barcelone devient l'un des principaux théâtres de la résistance républicaine.

Dans ces régions, affaiblies en termes économiques, tout comme dans l'ensemble du territoire national, les infrastructures publiques et le bâti résidentiel sont fortement touchés. En outre, dans tout le pays, près de 650 000 personnes vont perdre la vie et plus de 300 000 républicains vont prendre le chemin de l'exil. Ainsi, ces trois années de guerre fratricide ont des conséquences terribles sur la démographie espagnole. Le pays comptabilise en effet la perte de plus d'un million de personnes suite aux combats, à la violence contre la population civile, aux épidémies, aux exodes et à la famine. Outre les conditions économiques et sociales désastreuses ainsi que la destruction de l'appareil de production, au lendemain de la guerre civile, la société espagnole souffre d'une grande pénurie de logements. Les premières années du franquisme sont donc a priori marquées par la reconstruction.

Jacques Daligaux souligne toutefois qu'il est difficile de définir une politique urbanistique spécifique sous le franquisme. La majorité des villes espagnoles, à l'instar de Barcelone, souffre d'une organisation périphérique très anarchique et les centres historiques y sont très souvent détruits. Malgré le fait que l'on retrouve ce genre de situation au sein de multiples villes européennes à la même période<sup>42</sup>, la conjoncture de l'après-guerre civile ne fait que renforcer ces dysfonctionnements. Les problèmes de logements sont de fait très préoccupants en Espagne. Divers organismes centraux sont alors mis en place, dès la fin de la Guerre Civile, parmi lesquels la Direction générale des régions dévastées et des réparations (d'abord *Servicio* puis *Dirección General de Regiones Devastadas y de Reparaciones*, DGRDR) créée en 1938. Cela étant, la

---

<sup>42</sup> DALIGAUX, Jacques, « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », DURBIANO, Claudine (dir.), *Rives nord-méditerranéennes – « Nature » et urbanisation* [En ligne], n° 8, 2001. URL : <http://journals.openedition.org/rives/51> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.51>

politique d'autarcie appliquée par Franco, dès le début de la dictature, freine la mise en application de ce type de dispositifs, une situation qui aggrave le manque de logements déjà chronique<sup>43</sup>.

L'urgence de la situation en termes de logements pousse le régime à édifier massivement de grands ensembles sur tout le territoire, en vue de reloger la population suite aux combats. Dans le premier numéro de la revue *Reconstrucción*, publiée par la DGRDR, il est par exemple question d'expliquer les travaux qui vont être réalisés dans certaines régions, comme dans la capitale valencienne, ainsi que les projets à venir et les moyens pour y parvenir :

#### RECONSTRUCCION DE VALENCE

Sur ordre du Ministère de l'intérieur, une Commission Technique a été constituée à Valence. Intégrant divers représentants et entités publiques, elle a été chargée de rédiger le projet d'accès et d'urbanisation du Grao, quartier situé dans les alentours du port et qui a subi les conséquences de la guerre. La session de constitution de la Commission a été présidée par le Directeur général des régions dévastées, et même si cette dernière fonctionne depuis peu de temps, les travaux qui lui ont été confiés progressent rapidement<sup>44</sup>.

De fait, en 1939, le parti unique, le *Movimiento*, promeut le logement en constituant l'Œuvre syndicale du foyer et de l'architecture (*Obra sindical del Hogar y Arquitectura*, OSH). La même année, l'Institut national du logement (*Instituto Nacional de la Vivienda*, INV) voit le jour, afin de développer une politique d'aide à la construction de logements « protégés » (*viviendas protegidas*)<sup>45</sup>, qui sont également créés au cours de cette période. Les zones les plus touchées sont bien évidemment prioritaires.

---

<sup>43</sup> VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *EspaceTemps.net – Ville et marché* [En ligne], 2013. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/les-promoteurs-immobiliers-et-letat-franquiste/>

<sup>44</sup> « *Por disposición del Ministerio de la Gobernación, se ha constituido en Valencia una Comisión Técnica, integrada por diversas representaciones y entidades públicas, a la que se le ha encargado la redacción del Proyecto de acceso y urbanización del Grao, barrio situado en las proximidades del puerto, y que sufrió las consecuencias de la guerra. La sesión de constitución de la Comisión fue presidida por el Director general de Regiones Devastadas, y en el poco tiempo que lleva funcionando, tiene muy adelantados los trabajos que se le habían encomendado* » in *Reconstrucción*, n° 1, 1940, p. 33.

<sup>45</sup> Pour traduire l'expression « *vivienda protegida* » nous prenons le parti de reprendre la traduction « logement protégé » employée dans d'autres travaux de recherche tels que COUDROY DE LILLE, Laurent, « Madrid : devenir du logement social construit sous le franquisme », *Espace Populations Sociétés - Logement et différenciations sociales dans les villes européennes*, vol. 1, 1986, p. 115 ou encore VAZ, Céline, *Le franquisme et la production de la ville. Politique du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970*, op. cit., p. 38.

Quant aux projets en matière d'aménagement du territoire, le régime franquiste qui selon Hovig Ter Minassian s'inspire en partie de l'urbanisme de l'Italie de Mussolini, manifeste une « volonté d'homogénéisation de la pensée urbanistique, des styles architecturaux et de l'espace urbain » et opte pour l'« exaltation nationaliste, passant par la monumentalisation des centres anciens »<sup>46</sup>. Les autorités franquistes font en effet construire des édifices monumentaux pour loger la nouvelle administration et mieux asseoir leur pouvoir. Parallèlement, au cours des années 1940, soit dans l'immédiate après-guerre, on assiste à une première vague de reconstruction. La ville de Valence comptabilise par exemple quatre plans urbains entre 1940 et 1943. Les différents projets esquissent une vision relativement restreinte de l'urbanisme. Dans une volonté d'homogénéisation du tissu urbain, sans prétention métropolitaine, ils proposent plusieurs extensions pour relier entre elles les zones qui semblent jusqu'alors fortement décousues. Le *Plano del Núcleo Ensanche y Extrarradio Urbanos* proposé par des universitaires barcelonais entre 1942 et 1943 envisage par exemple l'urbanisation des rives nord du fleuve Turia afin de connecter les quartiers du Cabanyal-Canyamelar au reste de la ville. Il en est de même pour le *Plano General de Valencia del Cid*, de juillet 1943<sup>47</sup>. Les idées progressistes (que l'on retrouve notamment dans les travaux du GATEPAC<sup>48</sup>) sont, de la sorte, rapidement abandonnées pour laisser place à des projets plus conservateurs, dans lesquels la valorisation monumentale y est également privilégiée. L'espace urbain est ainsi peu à peu hiérarchisé tel que l'illustre le *Plan de Reforma Interior* de Barcelone proposé par Joaquim Vilaseca, en 1943, où le centre ancien (Ciutat Vella) y est significativement valorisé, au dépend d'autres secteurs plus périphériques. De fait, ce plan « touchait peu au tissu urbain, si ce n'était pour mettre en valeur les édifices remarquables ou pour offrir l'occasion de nouvelles opérations immobilières dans le centre ancien, dans la continuité de celles de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 40.

<sup>47</sup> SELVA ROYO, Juan Ramón, « Génesis documental del Plan General de Valencia y su cintura (1939-1946) », *ACE : Arquitectura, Ciudad y Entorno* [En ligne], vol. 12, n° 35, 2017, p. 19.

URL: <https://www.raco.cat/index.php/ACE/article/view/329269>

<sup>48</sup> *Grupo de Artistas y Técnicos Españoles para el Progreso de la Arquitectura Contemporánea*, Groupe d'artistes et techniciens espagnols pour le progrès et l'architecture contemporaine, en français.

<sup>49</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 40.

Les réformes administratives promeuvent néanmoins la mise en place de nouvelles réglementations. Elles se traduisent notamment par la promulgation, le 17 juillet 1945, de la *Ley de Bases de Régimen Local*. Elle prévoit l'élaboration, par les municipalités, de plans d'aménagement, d'extension et d'urbanisation portant sur les aspects relatifs aux infrastructures, logements et équipements urbains, au terme des trois années suivant la publication de cette loi. L'application du Régime Local d'après-guerre induit notamment deux bouleversements majeurs en matière de gestion du territoire national et local. L'unité nationale, si chère à Franco, implique, d'une part, l'homogénéisation du système administratif qui devient le même sur tout le territoire national, quelle que soit la collectivité locale. D'autre part, la centralisation du pouvoir devient de plus en plus forte au sein de cet État. De fait, le gouvernement national nomme les maires ou encore les gouverneurs civils (*gobernadores civiles*), qui deviennent des pièces fondamentales dans ce nouveau modèle politique<sup>50</sup>.

De là, l'émergence, en matière d'aménagement urbain, de la *Comisaría General para la Ordenación Urbana de Madrid*, qui se met en place dans la capitale espagnole en 1945-1946. Cet organisme a pour objectif de mettre en œuvre le Plan général d'aménagement urbain de Madrid (*Plan General de Ordenación Urbana*, PGOU), élaboré sous la direction de Pedro Bidagor Lasarte. La même année, la municipalité de Barcelone crée la *Comisión Superior de Ordenación Provincial* pour travailler sur le développement territorial de la capitale catalane, puis, deux ans plus tard, à Valence, l'organisme supra-municipal de contrôle urbanistique appelé *Corporación Administrativa Gran Valencia*, voit le jour<sup>51</sup>. Travaillant main dans la main avec la *Comisión Superior de Ordenación de la Provincia de Valencia* (créée en 1944 et chargée de l'aménagement à l'échelle de la province), il va prendre en charge la planification de la capitale lors de la création du *Plan General de Ordenación Urbana* (PGOU) de 1946, nommé *Plan General de Valencia y su cintura*<sup>52</sup>. Ainsi, quelques années seulement après la guerre-civile, l'équipe de travail formée par Bidagor développe la première génération de Plans

---

<sup>50</sup> SANZ GÓMEZ, Mercedes, « Les collectivités locales en Espagne : entre continuité et rénovation », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine - Varia*, n° 1, 2005, p. 34.

<sup>51</sup> TEIXIDOR DE OTTO, María Jesús, *Funciones y desarrollo urbano de Valencia*, *op. cit.*, p. 333.

<sup>52</sup> SELVA ROYO, Juan Ramón, « Génesis documental del Plan General de Valencia y su cintura (1939-1946) », *op. cit.*, p. 16.

Généraux, et ce, pour les villes les plus importantes telles que Madrid, Barcelone ou encore Valence.

Les deux fonctions essentielles du PGOU sont, selon les termes de Daligaux, en premier lieu de définir « tout ce qui constitue le squelette de l'organisme urbain : systèmes de communications et équipements publics notamment » et, en second lieu, de classer « le sol selon les trois grandes catégories prévues par la loi nationale et [de] fixe[r] les modalités de leur aménagement ou les conditions de leur conservation : le sol urbain [...], le sol urbanisable [...] et le sol non-urbanisable [...] »<sup>53</sup>. Grâce à cet instrument, pour la première fois dans le domaine de l'aménagement urbain espagnol, la ville est considérée comme un tout. Les précédents projets de planification ne se consacraient, en effet, que de façon partielle aux villes, les plans d'*ensanches* relatifs à certaines zones bien précises en sont un parfait exemple. Par ailleurs, ce nouvel outil prend également en compte le regroupement des municipalités périphériques dans les plans métropolitains. Dans l'élaboration du PGOU de Valence (1946) par exemple, la *Corporación Administrativa Gran Valencia* se retrouve en charge de 29 villes satellites.

Comme bon nombre de villes espagnoles à cette époque, Valence est dans une situation économique délicate. Pour répondre à la crise du logement, qui sévit depuis la fin de la guerre civile et qui est par ailleurs renforcée par une forte croissance démographique, le PGOU (rédigé par « *El Equipo de Madrid* » sous l'influence de Pedro Bidagor et signé par Valentín Gamazo) prévoit une grande densité de constructions, soit par exemple 150 logements par hectare. Historiquement, la densité urbaine, et donc la densité de logements, a constamment évolué. À titre d'exemple, le CIAM préconisait, dans les années 1930, une densité moyenne de 70 logements par hectare pour les zones périphériques et entre 85 et 110 logements par hectare pour les espaces centraux<sup>54</sup>. En ce sens, le PGOU valencien prévoit une densité urbaine très élevée. De surcroît, les équipements consécutifs à ce type d'installation (tels que l'éclairage public) ne figurent pas dans ledit plan. En revanche, les contournements périphériques ainsi que les grands axes de communication sont, entre autres, envisagés tout comme l'est la division

---

<sup>53</sup> DALIGAUX, Jacques, « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », *op. cit.*

<sup>54</sup> ZAPATERO SANTOS, Antonia, *La densidad urbana : concepto y metodología. Análisis comparativo de los tejidos de Madrid*, fin de grado, Universidad Politécnica de Madrid- E.T.S. Arquitectura (UPM), 2017, p. 24.



du tissu urbain en différentes zones spécifiques<sup>55</sup>. Le mode d'urbanisation du régime franquiste se traduit alors par un urbanisme de zones d'aménagement, correspondant aux conceptions fonctionnalistes de l'urbanisme, notamment dictées par le CIAM et la Carte d'Athènes (1933)<sup>56</sup>. De vastes ensembles industriels ou d'habitations sont adjoints les uns aux autres sans pour autant être reliés entre eux ou au reste de la ville. La restructuration de la frange littorale par exemple, et plus particulièrement le quartier du Cabanyal-Canyamelar, demeure sans solution. La résolution de sa liaison avec le centre-ville par le biais d'une artère d'extension vers la plage sera à maintes reprises étudiée, par la suite. Le PGOU y prévoit une planification sectorielle dans laquelle des constructions, et des rues plus ouvertes, remplaceraient la trame réticulaire du quartier<sup>57</sup>. Néanmoins, les carences économiques, urbanistiques et administratives dont souffre la municipalité valencienne à cette période conduisent ce plan à demeurer davantage dans le domaine de la théorie plutôt que dans celui de la pratique, reflétant ainsi les tendances urbanistiques de l'époque.

Malgré l'émergence de ces commissions locales, l'uniformisation administrative ne reste pas pour autant en retrait. La création, par le décret du 22 juillet 1949, de la Direction nationale d'urbanisme (*Jefatura Nacional de Urbanismo*, JNU) établit la volonté de l'administration centrale de réguler les décisions locales. Se constituant en partie autour des urbanistes membres de la Direction générale de l'architecture (*Dirección General de Arquitectura*, DGA)<sup>58</sup>, il est question, avec la JNU, d'élargir l'expérience madrilène à tout le territoire espagnol par la mise en œuvre de mesures communes, raison pour laquelle elle tentera de mettre en place le Plan National d'Urbanisme, ayant pour but de compiler les divers projets élaborés par chacun des

---

<sup>55</sup> Une lecture approfondie des différents PGOU produits par la mairie de Valence permet de souligner ces diverses caractéristiques.

<sup>56</sup> SELVA ROYO, Juan Ramón, « 29+1 : la ordenación urbanística metropolitana de Gran Valencia (1947-1986) », *V Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo, Barcelona-Buenos Aires*, Barcelona, DUOT, 2013, p. 1480.

<sup>57</sup> « *una zonificación mediante una propuesta de sustitución de la trama en retícula, para su posterior sustitución mediante la tipología de edificación abierta* » in HERVÁS MÁS, Jorge, « El barrio del Cabanyal-Canyamelar de Valencia : historia y futuro », MATA OLMO, Rafael (dir.), *CyTET : Ciudad y territorio : Estudios territoriales*, n° 191, 2017, p. 87.

<sup>58</sup> Pour davantage de détails sur le développement et l'évolution de la DGA, voir VAZ, Céline, *Le franquisme et la production de la ville. Politique du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970*, *op. cit.*, p. 77.

ministères<sup>59</sup>. Avec à sa tête Pedro Bidagor Lasarte, responsable des professionnels en charge de l'élaboration du Plan General d'Urbanisme de Madrid entre 1944 et 1946, la nouvelle *Jefatura* tente d'homogénéiser la pratique de l'urbanisme dans tout le pays. Sans pour autant tourner le dos au régime, les professionnels de l'urbain (qu'ils soient architectes ou ingénieurs) s'éloignent alors peu à peu des sphères politiques pour se consacrer exclusivement au monde technique de l'aménagement urbain<sup>60</sup>. Il ne s'agit plus désormais de considérer la ville dans sa dimension strictement matérielle, tel que le prônait l'urbanisme d'avant-guerre mais d'atteindre une vision plus large en considérant ce domaine à partir de l'aménagement du territoire<sup>61</sup>. Dès sa création, la *Jefatura* s'attèle à l'élaboration de la loi d'urbanisme (*Ley del Suelo y ordenación urbana*) qui sera promulguée en 1956. Le développement socio-économique régional est alors progressivement pris en compte dans les nouvelles propositions urbanistiques.

Les diverses commissions locales et provinciales, dont l'émergence remonte au milieu des années 1940, poursuivent en ce sens l'élaboration de projets à échelle municipale. Ainsi la mairie de Barcelone crée la *Oficina de Estudios* dans le but d'élaborer le *Plan Comarcal* également appelé *Plan de Ordenación de Barcelona y su zona de influencia*. Cette commission va travailler de concert avec, entre autres, la *Comisión Superior de Ordenación Provincial* de Barcelone ainsi que la *Jefatura Nacional de Urbanismo*, présidée par Pedro Bidagor, ce qui va conduire à l'adoption de ce projet en 1953. Prenant en considération la ville de Barcelone ainsi que les 26 communes environnantes, le *Plan Comarcal* se veut relativement précis quant aux directives apportées. C'est pourquoi Robert Ferras explicite le plan de la façon suivante. Selon lui,

le plan « révèle une conception polynucléaire, ville et comarque se dégageant du continuum urbain pour se structurer en une série de centres individualisés : schéma en grappe s'opposant à la tâche d'huile ; une zonification stricte, et une séparation stricte entre l'industrie et la résidence ; le maintien de la trame héritée de Cerdà comme axe de desserte humaine ; la mise en place d'un système de communication, négligé par Cerdà, préconisé

---

<sup>59</sup> ALMARCHA NÚÑEZ-HERRADOR, María Esther, *Arquitectura y urbanismo rural durante el período de la autarquía en Castilla-La Mancha : Dirección General de Regiones Devastadas y Reparaciones e Instituto Nacional de Colonización*, Thèse de doctorat en histoire, Ediciones de la Universidad de Castilla-La-Mancha, 1997, p. 85.

<sup>60</sup> VAZ, Céline, *Le franquisme et la production de la ville. Politique du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970*, op. cit., p. 311.

<sup>61</sup> *Ibid.*, pp. 318-319.

par Jaussely ; [et] le rééquilibrage des densités de population pour décongestionner Barcelone.<sup>62</sup>.

Le découpage de la ville en différents secteurs est effectivement très précis. L'étude du plan ainsi que celle des normes explicatives qui en résulte, publiés en février 1951 par l'architecte en chef, nous permet de constater l'existence de 39 zones très strictement délimitées. Le secteur qui nous intéresse plus particulièrement ici, à savoir le quartier de la Barceloneta, est pour sa part divisé en deux zones distinctes : la première plus au sud est classée selon l'article 28 en tant que zone de la 2<sup>e</sup> section, c'est-à-dire un secteur d'extension intensif (*Zona de ensanche intensivo*) tandis que la seconde, au nord du quartier, est considérée par l'article 42 comme faisant partie de la 16<sup>e</sup> section, à savoir de la zone fortement industrialisée (*Zona de gran industria*). Chaque zone est définie selon différents critères, sa surface, l'usage qui va en être fait, ou encore, l'homogénéité esthétique (à savoir l'architecture par exemple) qui peut la caractériser. Le quartier de la Barceloneta illustre parfaitement l'un des principaux objectifs du plan, qui est de séparer de façon très claire les zones résidentielles des zones industrielles. Le grand nombre de secteurs pensés par les professionnels conduit au développement de ce projet en de multiples plans sectoriels d'aménagements (*planes parciales*). En 1969, par exemple, 51 plans dont 41 approuvés et 10 en cours de traitement, seront élaborés pour mener à bien la proposition de 1953<sup>63</sup>, chaque élément devenant ainsi un véritable outil de structuration de la ville. La division de ce travail en secteurs, qui vise à améliorer le développement global des projets urbanistiques, comporte, malgré tout, des failles. Les précisions et détails apportés sur chaque plan partiel tendent à augmenter la densification des zones constructibles et donc le nombre d'habitants, par rapport au projet global initial, ce qui peut devenir problématique au sein d'une ville dont la densité de population est déjà très élevée.

Cette dynamique est également perceptible dans la ville de Valence où les urbanistes et architectes poursuivent la mise en application du PGOU de 1946, en se concentrant sur les divers points encore peu définis par ce plan général. Par exemple, la *Hoja n°13* de 1951 s'intéresse exclusivement à l'espace littoral avec un document intitulé *Plan de alineaciones y zonificación del sector comprendido por la Avenida del Dondel Luis Felipe García Sanchíz,*

---

<sup>62</sup> FERRAS, Robert, *Barcelone : croissance d'une métropole, op. cit.*, p. 369.

<sup>63</sup> TEIXIDOR, Carlos ; TARRAGÓ, Marçal ; BRAU, Lluís, « Barcelona 1953-1971: introducción a una visión del desarrollo urbanístico », *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n° 87, 1972, p. 72.

*fachada del puerto, playa de Levante, límite del término municipal de Alboraya y ferrocarril de Valencia a Tarragona*, afin de trouver une solution au prolongement du *Paseo de Valencia al Mar*<sup>64</sup>. Ce document souligne d'une part l'importance de doter la ville de Valence d'une plage, équipée d'infrastructures urbanistiques et sanitaires adaptées, et dont la surface et la propreté reflètent l'importance de la ville. D'autre part, il fait état des débats existant au niveau municipal et supra-municipal quant à l'orientation et à la largeur du dernier tronçon du *Paseo de Valencia al Mar* traversant les quartiers maritimes. Il résume notamment les nombreux débats (le premier rapport étant publié en novembre 1950 et la dernière délibération ayant lieu le 12 mars 1959) quant à la largeur de l'avenue, passant tantôt de 100 mètres à 40 mètres pour finalement opter pour une largeur de 50m. La conception valencienne de la ville est donc également pensée en termes de secteurs bien spécifiques, à partir de commissions qui travaillent sur des plans partiels. Cela étant, l'élaboration d'une artère qui conduirait jusqu'à la plage ne semble pas répondre aux problèmes liés aux déficits de logements dans les espaces littoraux ou encore aux manques d'infrastructures de services. Ainsi, la réflexion urbanistique en termes de secteurs implique des difficultés dans chacune de ces deux villes dans la mesure où, d'une part, ce type de planification ne semble pas prendre en considération les quartiers proches. D'autre part, ces projets semblent davantage destinés à développer des projets de villes globales, dont les finalités sont très clairement économiques, que de tenir compte des besoins spécifiques de chaque quartier.

## **L'Espagne des années 1950 : des problèmes de logement aux développements touristiques**

L'Espagne des années 1950 traverse alors, à l'instar de Barcelone et de Valence, une période de grands bouleversements sur le plan urbanistique mais aussi dans le domaine socio-économique. Après la période d'autarcie dont a souffert la société espagnole de 1939 aux années 1950, caractérisée notamment par un fort ralentissement de l'économie nationale, une chute

---

<sup>64</sup> La consultation de tous les rapports, explicitant les plans concernant la ville de Valence, nous a été possible grâce l'aide de Ricardo Martínez, urbaniste, travaillant au sein de la mairie de Valence.

vertigineuse des salaires, la mise en place du rationnement, des années de famine ou encore la crise du monde agricole, le général Franco se voit dans l'obligation d'effectuer un renouvellement au sein de son gouvernement. À la suite d'une longue période de crise et de répression, les tensions sociales émergent progressivement. La première manifestation se tient à Barcelone en 1951, avec une grève qui touche les autobus publics pour protester contre l'augmentation des prix des tickets de transport. Suivie par un grand nombre de Catalans issus de tous les milieux, cette grève éveille les consciences, notamment dans les cercles étudiants et universitaires. Il faut néanmoins attendre 1957 pour que le régime décide de rompre avec sa politique économique. Suite à une importante mobilisation dans le milieu universitaire<sup>65</sup>, entre 1956 et 1957, dans laquelle étudiants et enseignants réclament un assouplissement de la censure et la disparition du syndicat étudiant unique du franquisme, le SEU (*Sindicato Español Universitario*), Franco opère, en réponse, un remaniement ministériel. Chargée de redresser le régime dans le domaine économique, une jeune génération de technocrates issue de l'Opus Dei<sup>66</sup> prend place dans le gouvernement et remplace les phalangistes de la première heure. La même année, à savoir en 1957, le *Caudillo* crée également le ministère du logement, dans lequel Carrero Blanco, alors vice-président du gouvernement, va avoir une forte influence. Parallèlement, le Plan d'urgence sociale de Madrid (PUS, *Plan de Urgencia Social*) est déployé dans la capitale espagnole. Ce plan va ensuite être appliqué dans d'autres régions (Asturies et Biscaye) et dans d'autres villes telles que Barcelone. Le PUS cherche avant tout à promouvoir la mise en place d'une nouvelle catégorie d'immeubles, les logements « subventionnés » (*viviendas subvencionadas*), afin d'encourager les promoteurs privés à construire des résidences destinées aux classes moyennes et populaires. Cette mesure n'atteindra pas les effets escomptés car elle ne parviendra pas à éponger le manque de logements qui va rester considérable jusqu'au milieu des années 1960. Par ailleurs, elle laissera une latitude grandissante aux promoteurs

---

<sup>65</sup> Pour un approfondissement du mouvement étudiantin sous le franquisme voir : LEÓN, Sergio, « Notes sur le mouvement étudiant en Espagne », *L'Homme et la société – Sociologie et contestation*, n° 16, 1970, pp. 219-240.

<sup>66</sup> L'Opus Dei est une institution catholique fondée en 1928 dont le fonctionnement se base sur le principe de prélatrice personnelle. En d'autres termes, cette institution fonctionne sous la juridiction des évêques et des prélats mais, contrairement aux diocèses qui sont définis selon leurs territoires, celle-ci s'organise à partir des liens personnels de ses fidèles.

immobiliers, dans la mesure où ils vont dominer largement le secteur de la construction de logements, sans contrôle particulier de la part des pouvoirs publics<sup>67</sup>.

Au cours de cette décennie, on assiste donc à la fin de l'autarcie économique, marquée par une industrialisation croissante du pays et alimentée par un fort exode rural, ce qui génère de nouveaux enjeux en termes d'aménagement du territoire. Pour mieux soutenir le développement économique et faire face aux déplacements vers les villes de milliers de paysans issus des régions les plus pauvres d'Espagne, le régime franquiste n'a d'autres choix que de tenter de trouver une solution à la crise du logement. Les autorités promulguent différentes lois afin de limiter le plafond des loyers dans les milieux urbains (en 1946, 1954 puis 1957) et de privilégier par la même occasion les constructions d'initiatives privées. Les zones périphériques sont davantage concernées que ne le sont les centres historiques par la frénésie de constructions qui caractérise les années 1960. Dans les périphéries des villes, le manque de logements donne naissance à une multitude d'habitats précaires, phénomène connu sous le nom de *chabolismo*<sup>68</sup>. De grands ensembles sont construits dans des zones éloignées des centres historiques, dans la mesure où la priorité, dans les centres-villes, est donnée à la construction d'édifices et de monuments qui valorisent la splendeur du régime. Cette pratique explique par exemple la présence, au beau milieu du quartier du Cabanyal, d'une série d'immeubles datant des années 1950-1960, sans lien avec le bâti traditionnel du quartier. Néanmoins, des alternatives aux grands ensembles sont parfois trouvées. C'est le cas par exemple à Barcelone où José Antonio Coderch, architecte emblématique du modernisme catalan, propose aux autorités barcelonaises, en 1951, un projet de logements sociaux pour *l'Instituto Social de la Marina de la Barceloneta*, projet qui voit le jour en 1954 dans la zone littorale<sup>69</sup>. Cela étant, ces diverses mesures de construction d'habitats dits sociaux n'empêchent pas l'accroissement de constructions précaires sur les zones côtières, la Barceloneta et la plage attenante sont par exemple bordées d'une multitude de *chabolas*, dans lesquelles les populations vivent dans des conditions très difficiles.

---

<sup>67</sup> VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *op. cit.*

<sup>68</sup> Zone de bidonvilles, en français.

<sup>69</sup> Pour plus d'informations sur l'œuvre de cet architecte dans ce quartier barcelonais, consulter : CODERCH, Gustau ; FOCHS, Carles, *Coderch : la Barceloneta*, Barcelona, Colegio Oficial de Arquitectos de Cataluña, 1997.

Les autorités approuvent en 1955 un plan national de logement, qui prévoit la construction de 550 000 appartements et maisons entre 1956 et 1960. Pour ce faire, une poignée de professionnels signale que la gestion du sol, notamment urbain, semble essentielle à une telle densification des constructions. C'est pourquoi, un an plus tard, en 1956, est publiée la *Ley sobre Régimen del Suelo y Ordenación urbana*. Cette loi règlemente l'occupation des sols en institutionnalisant, entre autres, le plan général d'aménagement urbain (PGOU) ainsi que les plans sectoriels. De plus, elle propose une nouvelle classification du sol dans les municipalités, classification que l'on peut résumer comme suit : le *suelo urbano* qui concerne les zones déjà édifiées, qui comportent des services urbains ; le *suelo de reserva urbana* susceptible d'être urbanisé dans la cadre des *planes parciales* ; enfin, le *suelo rústico* constitué par le reste du territoire municipal, dont l'urbanisation n'est pas envisagée. Ce nouveau cadre juridique, qui permet de mieux cibler les terrains qui sont à valoriser, restera en vigueur jusqu'en 1975 mais ne sera que partiellement appliqué. Ce qui importe dans cette loi, affirme Luciano Parejo Alfonso, n'est plus le sol en lui-même mais la « plus-value » qui découle de son utilisation, « la propriété immobilière » devenant « un bien d'intérêt public tandis que la détermination de l'usage urbanistique (constructibilité, affectation et coefficient d'utilisation des sols) relève des pouvoirs publics et non des droits du propriétaire »<sup>70</sup>.

En 1959, la nouvelle équipe du gouvernement franquiste, composée entre autres d'Alberto Ullastres (ministre du commerce), de Mariano Navarro Rubio (ministre de *Hacienda*) et Laureano López Rodó, impulse le Plan de stabilisation (*Plan de Estabilización*) et ouvre la voie au *desarrollismo*<sup>71</sup>, à savoir à une période marquée par un fort développement économique. Cet ambitieux plan de stabilisation redresse l'économie. Il permet notamment la diminution de l'inflation, en mettant fin à l'interventionnisme étatique et en supprimant, par la même occasion, le protectionnisme, qui faisait obstacle à la libéralisation du commerce. L'ouverture économique de l'Espagne se traduit dès lors par un accroissement de l'industrialisation au détriment du monde agricole traditionnel, qui traverse une crise sans précédent. Cette

---

<sup>70</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 26.

<sup>71</sup> Le terme *desarrollismo*, qui provient du mot *desarrollo* (développement en français), est utilisé pour désigner la politique économique axée sur le développement.

transformation de l'économie est également alimentée par l'arrivée massive de touristes, qui entraîne le développement des secteurs des services, également rendu possible par l'exode rural qui ne cesse de se renforcer dans tout le pays.

Marquant l'entrée de l'Espagne dans l'ère de la consommation, cette période *desarrollista* facilite la modernisation et la multiplication des infrastructures<sup>72</sup>. Profitant des nouveaux équipements mais également d'un certain assouplissement politique du régime, le tourisme s'accroît dans tout le pays et devient le moteur de l'économie espagnole. Sur le littoral, en particulier, les infrastructures touristiques (hôtels, restaurants, résidences...) fleurissent en grand nombre afin de faire face aux millions de touristes européens qui traversent la frontière chaque été. Les chiffres proposés par Stéphane Pelletier sont d'ailleurs très significatifs : « De moins d'un million de visiteurs en 1950, le pays passe à 10 millions en 1961, 16 millions en 1966 pour atteindre le chiffre record de 34 millions en 1973 »<sup>73</sup>.

Si ce secteur est positif sur le plan économique, il bouleverse en revanche la totalité de l'aménagement du territoire et marque le début d'une ère désastreuse pour l'environnement du littoral, où le bétonnage<sup>74</sup> avance de façon fulgurante. Ainsi à partir des années 1960, de nombreuses villes de la côte méditerranéenne optent pour un type de développement urbain axé sur le tourisme de masse, développement qui, par la suite, sera fréquemment accompagné d'un essor du clientélisme et, parallèlement, de la corruption. Les plages catalanes, à l'instar de la *Costa del Sol*, entrent alors dans une phase d'urbanisation frénétique. Comme dans de

---

<sup>72</sup> Bartolomé Bennassar et Bernard Bessière expliquent à ce propos que : « Dès les années 1960, le pays a entrepris de développer et de moderniser son réseau routier, un effort renforcé par l'Espagne démocratique. Aux autoroutes qui, de la frontière française gagnent Madrid, Barcelone, Valence, Alicante, mais aussi Bilbao et Santander, ou qui joignent Barcelone à Madrid par Saragosse et Madrid à Cadix par Cordoue et Séville, se sont ajoutées de nombreuses routes gratuites à quatre voies, les *autovías*, qui ont grandement facilité l'accès aux stations côtières et la découverte de l'intérieur. Le réseau secondaire a été considérablement étoffé et amélioré. Ateliers de réparations et stations-service ont rendu son usage plus aisé. » Pour plus d'informations voir BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture*, Paris, La Découverte, 2009, p. 169.

<sup>73</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 113.

<sup>74</sup> Nous reprenons ici le terme employé dans différents travaux pour décrire le procédé par lequel la côte méditerranéenne s'est vue envahie par des constructions en béton au détriment de l'environnement littoral. Cette expression est notamment employée dans les ouvrages suivants : BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 55 ou encore par CORBOZ, André (Textes choisis et assemblés par Lucie K. MORISSET), *De la ville au patrimoine urbain, histoires de forme et de sens, op. cit.*, p. 251.



nombreux pays du pourtour méditerranéen, les côtes espagnoles situées entre la Catalogne et l'Andalousie sont marquées par une transformation de grande ampleur. En dépit des apparences, cette évolution n'est pourtant pas homogène. En effet, le développement urbain qu'alimentent directement ou indirectement les activités touristiques s'articule autour de chronologies spécifiques, qui sont le fait des réalités économiques, sociales et politiques propres aux différents territoires qui structurent ce vaste espace.

À partir des années 1960, de nombreux villages ou villes qui se situent sur la côte méditerranéenne sont transformées au gré des constructions d'immeubles ou d'infrastructures liées au tourisme. Le ministère de l'Information et du Tourisme accorde un grand nombre de permis de construire, en vertu de la loi 197/1963, du 28 décembre 1963 sur les « centres et zones d'intérêt touristique national »<sup>75</sup>. Le boom de constructions touristiques touche rapidement les villages côtiers et les prive de leurs terres agricoles qui deviennent des zones constructibles. Benidorm est l'un des exemples les plus représentatifs de cette massification de l'urbanisation à visée touristique, sur la côte méditerranéenne. Ce village de la province d'Alicante situé sur la *Costa Blanca*, dont l'économie traditionnelle s'articulait autour de la pêche et de l'agriculture, compte 1700 habitants en 1950<sup>76</sup>. Il devient, en l'espace de quelques années, une station balnéaire dans laquelle gratte-ciels, restaurants et hôtels occupent la majorité du tissu urbain, et ce à partir de l'approbation du PGOU de 1956, en partie rédigé par Pedro Bidagor Lasarte. Ce PGOU prévoit l'élargissement des avenues en prévision de l'augmentation de l'afflux de véhicules et de personnes. La municipalité s'efforce ainsi de rendre la ville plus attractive et met en place, par exemple un festival de la chanson (1959). Par ailleurs, l'arrivée massive des touristes estivaux augmente de façon spectaculaire la fréquentation des divers réseaux de communication (routiers, ferroviaires et aériens). La

---

<sup>75</sup> « *Es de la competencia del Ministerio de Información y Turismo la aprobación de los Planes de Promoción Turística de Centros, y de la del Consejo de Ministros la de los Planes de Promoción Turística de las Zonas, así como la de los Planes de Ordenación Urbana de Centros y Zonas y la Declaración de Interés Turístico Nacional* » in Ley 197/1963, de 28 de diciembre, sobre « Centros y Zonas de Interés Turístico Nacional », Art. 4.

<sup>76</sup> MAZÓN MARTÍNEZ, Tomás, « Benidorm. Un destino turístico de altura », *Gran Tour : Revista de Investigación Turística*, n° 2, 2010, p. 11.

construction de l'autoroute AP-7, par exemple, débute en 1966<sup>77</sup> afin de desservir les stations balnéaires en plein essor.

Malgré ce « miracle économique » et la nette élévation des conditions de vie des espagnols, pour qui l'accès à la consommation de masse est désormais possible, la considération du mode de développement urbain qui a caractérisé la période *desarrollista* est sans appel. Qualifié notamment de « repoussoir »<sup>78</sup> pour l'urbanisme espagnol, ce mode de production de la ville, majoritairement mené par le secteur privé, apparaît comme anarchique, catastrophique pour l'environnement et dépourvu de nombreux équipements fondamentaux au bien-être de la population espagnole, notamment en ce qui concerne les services publics. Il ne permet pas d'ailleurs de surmonter totalement la pénurie de logements dont l'Espagne souffre depuis la fin de la guerre civile. En dépit d'une amélioration certaine dans ce domaine, le nombre de logements est insuffisant pour faire face à l'exode rural, qui conduit, entre 1961 et 1970, 2 millions d'Espagnols à abandonner les campagnes<sup>79</sup>.

C'est pourquoi le gouvernement adopte de nouvelles mesures. En 1961, il lance le second plan national de logement, pour contrecarrer les effets néfastes du plan de stabilisation quant à l'habitat. Cette mesure « prévoit la construction de 3,7 millions d'unités en 15 ans. Dès 1963, les objectifs du plan sont largement dépassés et cette tendance s'accroît en 1964, année pendant laquelle 260 000 logements sont construits, bien au-delà des 160 000 prévus »<sup>80</sup>. Néanmoins, cette même année, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dont l'Espagne fait partie depuis 1961 tire la sonnette d'alarme quant à la nature des constructions subventionnées par l'État. Les promoteurs immobiliers privilégient effectivement la construction de logements dont le prix de vente est libre au détriment des logements sociaux, considérés moins rentables. Le ministère du logement (1957-1977) réoriente

---

<sup>77</sup> OLIVERAS SAMITIER, Josep ; ROQUER SOLER, Santiago, « Los espacios de innovación en Cataluña. El papel de la autopista del Mediterráneo », in HUMBERT, André ; MOLINERO HERNANDO, Fernando ; VALENZUELA RUBIO, Manuel, (coord.), *España en la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, p. 169.

<sup>78</sup> VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *op. cit.*

<sup>79</sup> BENASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 130.

<sup>80</sup> VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *op. cit.*

alors la politique publique au moyen de diverses mesures telles qu'une nouvelle loi sur la limitation du prix des loyers (1964) et tente de restreindre la construction résidentielle afin de compléter l'occupation des logements déjà construits. Au-delà d'une tentative d'amélioration de la gestion du parc immobilier, ces mesures illustrent la volonté d'encadrement paternaliste de la population, promue par le régime.

De fait, derrière cette prétendue volonté de limiter le développement des métropoles au profit des petites villes, il est davantage question d'y orienter la population ouvrière et d'éviter ainsi de trop fortes concentrations de main d'œuvre en milieu urbain. Une nouvelle échelle d'intervention est donc envisagée pour l'élaboration de nouveaux outils urbanistiques. Il n'est plus seulement question de plans généraux (*planes generales*) qui ne tenaient compte que de la ville en elle-même, ni de plans régionaux (*planes comarcales*) qui tendaient à englober diverses municipalités sans les hiérarchiser<sup>81</sup>, mais plutôt d'agencer l'aménagement urbain en fonction de l'importance des villes. En d'autres termes, l'urbanisme souhaite dès lors agir sur des portions territoriales allant au-delà de la municipalité, tout en respectant l'ordre de valeur dans lequel sont classées chacune des villes englobées dans ledit projet. Pour ce faire, de nouvelles unités supra-municipales sont créées, à l'instar de la Commission de planification et de coordination de l'aire métropolitaine de Madrid (*Comisión de Planeamiento y Coordinación del Área Metropolitana de Madrid*, COPLACO), dont la capitale espagnole se dote en 1963. Cette structure introduit une nouvelle notion, l'aire métropolitaine. Elle correspond à une « unité territoriale dominée par une grande ville ou métropole dont les environs intègrent d'autres concentrations de population, en formant une unité fonctionnelle fréquemment institutionnalisée »<sup>82</sup>. Ici, la ville de Madrid est en effet placée au cœur du projet et les municipalités environnantes en deviennent implicitement dépendantes car elles sont considérées comme faisant partie de la banlieue. Ainsi, le plan général de Madrid (1964) fait état, d'une part, des prévisions de l'expansion urbaine de la capitale et planifie, d'autre part, l'absorption des villes dites « satellites ». Autrement dit, il prend en considération la forte croissance

---

<sup>81</sup> L'adjectif *comarcal* étant défini par le DLE comme « appartenant ou relatif à la *comarca* » à savoir à une « entité administrative composée par une pluralité de municipalités au sein d'une même province ». *DRAE*, s.v. *comarca*, acc. 2.

<sup>82</sup> *DRAE*, s.v. *área*, *área metropolitana*, acc. 1.

démographique et industrielle, qui s'étend progressivement vers les périphéries et qui provoque un étalement urbain, jusqu'alors anarchique.

On retrouve cette prise de conscience dans la gestion de la plupart des grandes villes. C'est pourquoi elles tendent à être considérées par les autorités comme un tout à organiser, à savoir comme des métropoles, ou agglomérations. Néanmoins, cette nouvelle réalité ne possède pas toujours, à ce moment-là, d'équivalent administratif ou institutionnel, ce qui conduit à l'élaboration de projets aux dimensions extravagantes, voire irréalisables. La rédaction du plan de l'aire métropolitaine barcelonaise (*Plan Director Metropolitano*), entreprise en 1963, à la suite des révisions du *Plan Comarcal*, en est un parfait exemple. Hovig Ter Minassian précise d'ailleurs qu'il « proposait un modèle de ville-territoire avec Barcelone comme centre directionnel, mais il restait très abstrait, difficilement applicable du fait de l'étendue de la zone considérée (plus de 3 000 km<sup>2</sup>, contre 485 km<sup>2</sup> dans le *Plan comarcal* de 1953) »<sup>83</sup>. Ainsi, malgré l'application d'un changement d'échelle plus en adéquation avec les nouvelles réalités urbaines, la mise en œuvre concrète de ces dernières mesures ne semble ni maîtrisée ni réalisable. De surcroît, cette nouvelle échelle d'intervention ne permet pas non plus la gestion du bâti existant. Pour les zones, comme le quartier de la Barceloneta, notamment caractérisées par une densité de population très élevée et un manque accru d'infrastructures publiques, ce nouvel outil n'apporte aucune solution. Cela étant, ce projet semble s'attirer les faveurs du secteur industriel dans la mesure où il décentralise les activités de fabrication et de services au sein du nouveau modèle ville-territoire<sup>84</sup>.

Les projets urbains de la capitale valencienne sont pensés dans les mêmes termes au cours des années 1960, en raison d'aménagements nécessitant des travaux à grande échelle. À la suite de la grande inondation du Turia en 1957, les autorités décident de dévier le fleuve dans le but d'éviter de futurs débordements. C'est également l'occasion de décongestionner la ville, prisonnière de l'eau et de ses nombreux passages à niveaux. Une commission technique, chargée de rédiger divers projets, est nommée en 1958. Elle propose trois plans : *la Solución Centro*, *la*

---

<sup>83</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 42.

<sup>84</sup> WYNN, Martin, « Barcelona : planning and change 1854-1977 », *Town Planning Review*, vol 50, n° 2, 1979, p. 195.

*Solución Norte et la Solución Sur.* La dernière solution, l'une des plus radicales, est finalement adoptée. Officiellement approuvée le 20 décembre 1961 par le Conseil des Ministres, la loi du *Plan Sur de Valencia* a pour but de déplacer le fleuve au sud de la ville. Son application débouche sur les premiers travaux de déviation, à commencer par la construction du nouveau lit du Turia qui débute à 5km en amont de la ville et qui s'achève à 3km au sud de cette dernière. Ce projet envisage également une restructuration totale du réseau ferroviaire et routier. Dans le but d'établir une jonction avec la capitale catalane, une autoroute littorale passant par les docks du port autonome et traversant les quartiers du bord de mer (parmi lesquels se trouve le quartier du Cabanyal) est envisagée, tandis qu'une voie rapide à destination de Madrid est planifiée dans l'ancien lit du fleuve. Cette loi a, entre autres, pour objectif de construire un axe de communication traversant Valence de part en part. Le nouveau canal du Turia prévu hors de la ville est achevé en 1969. En revanche, les chantiers des autoroutes seront stoppés par la forte mobilisation des riverains du centre et des quartiers littoraux.

Ainsi, tant à Barcelone qu'à Valence, on assiste à une sorte d'« hausmannisation » contemporaine des projets urbanistiques. Les *ensanches*, à savoir les projets d'extension des villes, se fondent sur la destruction du tissu urbain très dense qu'il soit proche ou dans le centre. Cette démarche recherche avant tout une configuration de la ville basée sur la construction d'avenues très larges, permettant la circulation, tant des hommes que des marchandises, aux abords et dans la ville. Ces pratiques urbanistiques, lorsqu'elles aboutissent, se traduisent par une plus grande hétérogénéité du tissu urbain. De fait, l'ensemble de ces mesures prévoit surtout la construction d'un nouveau parc immobilier sans tenir compte des besoins considérables des quartiers anciens (tels que la Barceloneta et le Cabanyal), qui se dégradent alors à une vitesse fulgurante.

Les plans généraux proposés sont dès lors essentiellement fondés sur des axes tournés vers l'extérieur, traversant à la fois des espaces centraux déjà construits et des terrains vagues périphériques. Cela étant, ces outils ne semblent pas se confronter aux problèmes inhérents aux villes espagnoles des années 1960, à savoir un manque de logements important, alimenté par l'arrivée massive de population dans les villes, ainsi que des carences considérables de services et d'infrastructures publics dans les espaces déjà construits. Ce type de dysfonctionnement, accentué par l'arrivée massive du tourisme, est d'ailleurs d'autant plus important dans les secteurs côtiers ou les quartiers maritimes des villes et semble créer un terreau fertile à la

formation des premières protestations sociales. L'émergence de mouvements de contestations sociales et l'annulation de certains projets soulèvent donc des interrogations quant aux pratiques urbanistiques menées par les autorités franquistes et leur réception par les populations. Afin de mieux saisir les raisons qui poussent certains riverains à se mobiliser dans un contexte dictatorial très répressif, nous allons analyser précisément la façon dont sont pensés les espaces urbains de la Barceloneta et du Cabanyal à la fin de la dictature.

### **1.1.3. « *Desarrollismo* » et conquête de l'espace urbain maritime, transformer la Barceloneta et le Cabanyal au détriment de sa population**

La dictature du général Francisco Franco traverse diverses étapes tant sur le plan économique que politique. L'autarcie, qui caractérise la période de la fin des années 1940 aux années 1950, donne lieu à une seconde étape, la dénommée période « *desarrollista* » s'étendant de 1959 à 1975. Nombre d'historiens soulignent également l'existence du *tardofranquismo*, des années 1969 à 1975<sup>85</sup>, à savoir les dernières années de la dictature qui sont synonymes de décadence du régime. Mais la constante qui nous intéresse plus particulièrement pour ce travail est le caractère autoritaire du régime, que symbolise l'exaltation de la figure du *Caudillo*, et son impact dans le domaine de l'aménagement urbain, notamment lors du *tardofranquismo*. Autrement dit, alors qu'une partie des professionnels de l'urbain tentent de s'éloigner progressivement du régime, dans quelle mesure les autorités franquistes conservent-elles une grande influence sur la transformation des villes ? Dans une Espagne qui s'oriente chaque jour un peu plus vers une économie de services et vers le développement du tourisme méditerranéen, le traitement des espaces littoraux est-il toujours le même ? Afin de mieux saisir les enjeux inhérents aux espaces côtiers, nous allons nous intéresser aux villes de Barcelone et de Valence, et plus spécifiquement aux quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. Ces deux espaces sont, de fait, concernés par des plans urbanistiques qui leur sont propres. Le *Plan de la Ribera* à

---

<sup>85</sup> PAYNE, Stanley, « ¿Tardofranquismo o pretransición? », *Cuadernos de la España Contemporánea*, n° 2, Madrid, CEU Ediciones, 2007, p. 8.

Barcelone et le *Plan Parcial 13* à Valence émergent en effet dans un contexte d'essor économique et de décadence du régime (fin des années 1960 et début des années 1970).

Le projet du *Plan de la Ribera* (1965) trouve son origine dans les diverses tentatives et propositions de rénovation urbaine dont le quartier de la Barceloneta fait l'objet à partir des années 1940. Au sortir de la guerre civile espagnole, le littoral catalan et plus particulièrement le quartier de la Barceloneta se trouve, à l'instar de la majorité des villes espagnoles à ce moment-là, dans un état déplorable : de nombreuses rues sont détruites, le quartier souffre également d'un manque d'équipements et de services. Pourtant, la densité de population y est toujours très élevée. Cette situation donne lieu à une série de projets de réformes qui n'aboutiront pas nécessairement, ou seulement partiellement, et dont le *Plan de la Ribera* sera la pierre angulaire.

Outre la volonté d'améliorer le bien-être des populations résidentes, il est question, dès les premières propositions, de donner un nouveau « caractère monumental » au quartier, en planifiant notamment une restructuration esthétique du parc immobilier<sup>86</sup>. C'est en ce sens, et après de nombreux projets avortés, que débutent les travaux du *paseo marítimo* en mars 1957, à partir des plans de Gonzalez Isla et de Giralt Ortet. Un an après le début des travaux est inauguré le premier tronçon de cette promenade, dont la construction entraîne la destruction, non sans résistance, des baraquements construits illégalement sur le littoral bordant le quartier. Si bien qu'une dizaine d'années suffisent aux autorités, par le biais de ces opérations, pour éliminer du paysage urbain de la Barceloneta ce type d'habitats précaires<sup>87</sup>.

Ces processus de rénovation urbaine sont caractéristiques de l'urbanisme de l'époque, dont les principes sont appliqués dans la plupart des pays européens industrialisés. Ils renvoient à des opérations de destruction conduites dans les espaces urbains historiques sous couvert de la lutte contre l'insalubrité<sup>88</sup> et entraînent souvent le déplacement des populations vers des zones

---

<sup>86</sup> TATJER, Mercedes, *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, op. cit., p. 78.

<sup>87</sup> Dans la mesure où pour les autorités locales il est davantage question de redonner un certain esthétisme au quartier et au littoral, sans pour autant régler les problèmes de logement, les populations qui se voient délogées n'obtiennent pas systématiquement de compensations en termes de relogement.

<sup>88</sup> DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, Paris, Agence Française de Développement, 2014, p. 189.

périphériques, plus éloignées. Dans le cas qui nous occupe, une partie des habitants est relogée dans l'arrondissement de Nou Barris, dans le nord de la ville, et plus spécifiquement dans les quartiers de Verdún ou Trinitat dont les principaux grands ensembles ont été édifiés entre 1952 et 1955. Le reste de la population n'a néanmoins pas cette chance et doit aller vivre dans des zones plus dégradées, parmi lesquelles on peut citer les bidonvilles de Montjuic. Force est de constater que ce premier projet, initialement pensé et proposé pour le quartier de la Barceloneta, n'a finalement aucun impact (si ce n'est négatif pour la population délogée) sur la majeure partie de cet espace urbain. En revanche, sa façade littorale est transformée en accord avec la politique de conquête des espaces méditerranéens, promue par le régime pour développer le tourisme.

Les terrains dont il est question dans les plans urbanistiques élaborés lors de cette décennie, sont jusqu'alors occupés par de grandes infrastructures de production dont l'obsolescence rend obligatoire leur reconversion. Cela étant, cette situation n'est pas spécifique au littoral, on la retrouve sur l'intégralité du territoire barcelonais. Depuis le début des années 1960, toute la ville de Barcelone est en effet confrontée à ce problème, auquel s'ajoute le manque considérable de logements. Les infrastructures industrielles, qui se sont répandues de façon anarchique dans toute l'agglomération durant la décennie précédente, deviennent vieillissantes alors que la ville a besoin de nouvelles constructions résidentielles. C'est pourquoi, de grands travaux de rénovation urbaine en matière d'échanges et de communications débutent au sein de la ville, entre 1963 et 1966, dans le cadre du *Plan Director del Área Metropolitana*. Par exemple, pour permettre une meilleure communication dans l'aire métropolitaine, un nouveau réseau routier est envisagé en place et lieu des voies ferrées et des passages à niveaux. La résorption du tissu industriel au profit de voies de communication et d'ensembles résidentiels devient donc un des axes prioritaires de la politique urbanistique de la capitale catalane.

Cette démarche est également appliquée dans les plans partiels qui concernent d'autres secteurs, tels que la Barceloneta. C'est d'ailleurs dans un esprit d'amélioration et de transformation de la côte barcelonaise qu'émerge en 1965 le *Plan de la Ribera*, sous l'impulsion d'entreprises telles que *Maquinista Terrestre y Marítima*, *Motor Ibérica S.A.*, *Hidroeléctrica de Cataluña*, *Crédito y Docks de Barcelona S.A.* et, entre autres, *Catalana de Gas y Electricidad*. Propriétaires d'un grand nombre de terrains situés sur le littoral barcelonais, et plus particulièrement dans les quartiers de la Barceloneta ou du Poblenou, ces entités sont devenues



les principaux actionnaires de la Ribera S.A., une société anonyme chargée de mettre en œuvre le plan du même nom. Dans ce dernier, il est surtout question de reconvertir les structures de production en espaces résidentiels et commerciaux. Au-delà d'une première réponse aux problèmes de logements, il s'agit également d'apporter une plus-value à l'image de la ville, raison pour laquelle cette démarche s'inscrit directement dans les processus de développement du tourisme. La destruction des grandes fabriques dans les zones stratégiques semble être un premier levier au service de la revalorisation de l'image de Barcelone. Le rapport descriptif<sup>89</sup> du *Plan de la Ribera* souligne, de fait, l'importance de l'emplacement géographique des terrains de la Barceloneta : « son aménagement est en outre justifié par sa situation privilégiée sur le secteur attenant à la plage et au front de mer »<sup>90</sup>. La société anonyme *Ribera*, qui complète ses rangs avec la venue de diverses entreprises implantées dans la zone<sup>91</sup>, engage donc des démarches pour délocaliser l'intégralité des usines de la Barceloneta. Contre un réaménagement total des sols afin d'en obtenir une rentabilité maximum, elle fait la promotion de nouvelles zones industrielles situées dans d'autres secteurs de la ville.

Le projet initialement pensé pour le littoral, au sein du *Plan de la Ribera*, prévoit l'installation d'une forte densité de population, à savoir environ 180 000 habitants (voir annexe B6). Cet espace en devenir se compose de sept modules de 500m sur 500m, c'est-à-dire d'une série d'immeubles construits sur le même schéma : des parkings occupant les rez-de-chaussée tandis que des commerces et logements les surplombent depuis les étages supérieurs. La conception d'une passerelle suspendue à 6 mètres de hauteur permet en outre de dissocier la circulation piétonne de la circulation automobile et facilite la construction des modules sans tenir compte des éventuels obstacles comme par exemple la présence d'un cimetière.

---

<sup>89</sup> En espagnol, l'expression employée est *memoria descriptiva*. Nous prenons le parti, dans ce travail, de la traduire pas le terme « rapport » qui nous semble le plus adapté pour figurer un document, concernant un projet précis, élaboré par les autorités locales et à destination du grand public. Il en sera de même pour les documents dénommés *memoria explicativa* et *memoria informativa*, que nous traduirons également par « rapport explicatif » ou « rapport informatif ».

<sup>90</sup> « *Se justifica, además, la ordenación por su privilegiada situación en la faja lindante a la playa y frente al mar* » in AMCB: 18354/1966, *Pla parcial del barri Ribera - Memoria descriptiva S.A. LA RIBERA*, BONNET, Antonio, p. 1.

<sup>91</sup> C'est ainsi qu'à partir de 1969, neuf autres entreprises, parmi lesquelles nous pouvons citer d'après les recherches de Mercedes Tatjer, *Banco Industrial de Cataluña S.A.*, *Unión Industrial Bancaria S.A.*, *Caja de Ahorros y Monte de Piedad* ou encore *Red Nacional de Ferrocarriles Españoles*, se joignent à la société *Ribera S.A.*

L'implantation de telles infrastructures totalement indépendantes du milieu dans lequel elles sont installées, sur 6 kilomètres de long entre le fleuve Besos et la Barceloneta, tend nécessairement à bouleverser les zones attenantes du littoral barcelonais, tant sur le plan économique que social. Étant pensé de façon autonome quant aux zones déjà construites et habitées, car son fonctionnement et son maillage sont relativement fermés sur eux-mêmes par rapport au reste de la ville, ce nouveau quartier ne semble correspondre en rien à celui de la Barceloneta ou du Poblenou en matière de services et d'infrastructures, mais paraît plutôt destiné à une clientèle aux ressources économiques élevées.

L'auteur du *Plan de la Ribera*, l'architecte Antonio Bonet, ne voit pourtant pas dans ce projet un plan indépendant de l'environnement urbain dans lequel il est projeté, ni son inadéquation quant aux secteurs les plus proches. Très inspiré par ses expériences et expérimentations réalisées en Argentine, telles que le projet *Bajo Belgrano* de 1948, où il se confronte à la Ville Radieuse de Buenos Aires, Antonio Bonet propose une certaine rénovation, ou plutôt, une réadaptation des principes de Le Corbusier, pour la ville de Barcelone, qui cherche à s'ouvrir sur le littoral méditerranéen. Plaçant l'être humain au centre de ses projets et mettant la priorité sur l'occupation totale du sol urbain déjà construit, l'architecte et urbaniste, ayant fait ses classes auprès du GATEPAC, précise dans un entretien accordé au journal *La Vanguardia* le 24 octobre 1965 :

Avant d'étendre la ville, les possibilités de la compléter doivent d'abord être épuisées. Barcelone, au sein de son espace actuel, peut davantage donner qu'elle ne le fait, puisqu'elle possède des zones urbaines dénigrées comme, par exemple, la zone d'ombre que la citadelle a projeté vers le fleuve *Besós*, délimitée par la mer et l'avenue *Meridiana*<sup>92</sup>.

Ses intentions architecturales, comme nous pouvons le constater, ne sont autres que de combler les espaces inoccupés de la ville, voire dans ce cas précis, de reconvertir des terrains anciennement industriels afin d'y créer des logements et d'éviter, dans le même temps, un étalement sans fin de la ville. Toutefois, des chercheurs du centre Remica soulignent que le projet de la *Ribera* tel qu'il a été proposé par les propriétaires des terrains concernés qui

---

<sup>92</sup> « *Antes de extender la ciudad deben agotarse las posibilidades de completarla. Barcelona, dentro de su ámbito actual, puede dar mucho de sí, ya que tiene zonas urbanísticas desprestigiadas como, por ejemplo, el cono de sombra que ha proyectado la ciudadela hacia el Besos y que está limitado por el mar y la avenida Meridiana* » in DEL ARCO, Manuel, « Mano a Mano, Antonio Bonet », *La Vanguardia* n° 30.913, Barcelona, 24 octobre 1965, p. 27.

envisagent la construction de tout un ensemble d'immeubles de luxe et de nombreux équipements, aux abords de la plage, conduit à la réalisation de chantiers qui alimentent le clientélisme et « traduit les liens entre le grand capital, les industriels du secteur et l'administration municipale »<sup>93</sup>. Cette situation explique le fossé qui existe entre la composition originale du quartier et le projet qui est envisagé dans ce secteur. De fait, en étudiant de façon plus précise le plan en question, on peut y remarquer la présence d'une autoroute. Cette autoroute, proposée dans le cadre du *Plan de la Ribera* qui semble déjà fort décousu quant au reste des quartiers littoraux, ne semble pas améliorer la cohérence du tissu urbain mais s'érige plutôt telle une barrière physique entre la ville de Barcelone et sa côte, ou encore entre les quartiers de la Barceloneta ou du Poblenou et le centre-ville.

Ce nouvel axe automobile peut, d'une part, desservir la série d'immeubles ainsi que les centres commerciaux envisagés par le plan et, d'autre part, permettre la jonction entre les divers secteurs de la ville et les alentours (voir annexe B7). La prévision de ce chantier de très grande ampleur, qui implique l'utilisation de nombreuses parcelles de terrains, la construction d'infrastructures neuves ainsi que la jonction entre les nouvelles zones résidentielles et les nouvelles zones industrielles, laisse supposer une certaine collusion entre les propriétaires des terrains, les promoteurs privés et les autorités. De fait, selon Nadia Fava, l'initiative du projet autoroutier ne revient pas à Antonio Bonet mais au Ministère des travaux publics (*Ministerio de Obras Públicas* - MOP), normalement chargé de la construction et de la conservation des infrastructures d'intérêt public, de l'organisation territorial ainsi que de la politique du logement<sup>94</sup>. Aussi, pour mettre en relation les quartiers de la Barceloneta et de Montjuïc, également rénové par Antonio Bonet<sup>95</sup>, le MOP s'aligne sur les propositions des promoteurs privés et commande la construction d'une voie rapide, adossée au quartier et passant par les

---

<sup>93</sup> REMICA (Recherches régionales sur le Midi de la France et la Catalogne), « Effets spatiaux de la croissance économique à Barcelone », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest – Barcelone et la Catalogne*, tome 48-2, 1977, p. 179.

<sup>94</sup> Pour plus d'informations concernant le MOP (*Ministerio de Obras Públicas*, 1931-1977), voir le portail des Archives Nationales Espagnoles :

<http://pares.mcu.es/ParesBusquedas20/catalogo/autoridad/19176>

<sup>95</sup> FAVA, Nadia, « Contemporaneidades y la reconquista del tiempo : Alemania y España en los años sesenta », in POZO, José Manuel ; LÓPEZ TRUEBA, Ignasi (coord.), *Modelos alemanes e italianos para España en los años de la postguerra*, Pamplona, Escuela Técnica Superior de Arquitectura Universidad de Navarra, 2004, p. 184.

plages de la ville. Dès lors, les grands principes humanistes développés par Bonet dans le mémoire descriptif du plan semblent entrer en contradiction avec le projet autoroutier :

L'homme exige : [...] la récupération du sol urbain pour l'homme, qui pourra réaliser à pied tous les trajets envisagés par les fonctions citadines basiques : les commerces, les écoles, les clubs, les loisirs, etc. ; la séparation du transit entre les piétons et les véhicules ; des espaces verts au pied des logements [...].<sup>96</sup>

L'administration publique semble subordonnée à la société Ribera S.A., qui prône le slogan « Ouvrir Barcelone sur la mer » (*Abrir Barcelona al Mar*), car elle est prête à financer des infrastructures comprises dans ce projet d'initiative privée ainsi que dans l'autoroute du littoral, loin des propriétés de Ribera S.A.<sup>97</sup>. Tel que l'explique Céline Vaz dans ses divers travaux de recherches, les promoteurs privés tiennent une place considérable sous l'ère franquiste et tendent à se substituer aux pouvoirs publics à des fins strictement spéculatives. De fait, la frontière entre les intérêts privés et les intérêts publics semble tenue au sein du *Plan Director Metropolitano* de Barcelone de 1966, dans lequel s'inscrit le *Plan de la Ribera*. En raison de la supposée volonté des autorités de décongestionner la ville et de desservir l'ensemble des secteurs urbains, elles approuvent un grand nombre de plans annexes, majoritairement encouragés par des promoteurs privés ou qui les favorisent très clairement.

Parmi eux, le projet de première rocade<sup>98</sup>, dont la conception remonte à la proposition de l'urbaniste Jaussely en 1907, est repris et approuvé en 1969, sous le nom de « *Plan Especial del I Cinturón de Ronda (tramo A) entre las plazas de Ildefonso Cerdà y Fernando Lesseps* ». Les deux tronçons suivants sont adoptés respectivement en 1970 et 1972<sup>99</sup>. Ils occupent des portions de territoire dont l'occupation n'est pas homogène. Ces tronçons passent

---

<sup>96</sup> « *El hombre exige: [...] Recuperación del suelo urbano para el hombre, que podrá realizar a pie todos los recorridos planteados por las funciones ciudadanas básicas: comercio, escuelas, clubs, diversiones, etc. Separación del tránsito de peatones y vehículos. Espacios verdes al pie de la vivienda [...]* » in AMCB: 18354/1966, *Pla parcial del barri Ribera - Memoria descriptiva S.A. LA RIBERA*, BONNET Antonio, p. 6.

<sup>97</sup> SOLÀ MORALES, Manuel *et al.*, *Barcelona. Remodelación capitalista o desarrollo urbano en el sector de la Ribera oriental*, Barcelone, Editorial Gustavo Gili, 1974, p. 3.

<sup>98</sup> D'après Lluís Brau, ce projet n'est aucunement d'intérêt public dans la mesure où il envisage d'introduire une grande quantité de voitures, au cœur de la ville de Barcelone déjà totalement saturée par le trafic automobile. D'après cet auteur, ce projet ne souhaite pas améliorer les conditions de vie dans la ville mais souhaite avantager les constructeurs automobiles privés car le réseau de transport public n'est pas clairement envisagé. BRAU, Lluís, « El primer cinturón de Ronda », *Cuadernos de arquitectura y urbanismo - El paraíso de las urbanizaciones*, n° 98, 1973, p. 62.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 58.

tantôt par des espaces totalement inoccupés tantôt par des secteurs sont construits et habités. Ceci étant, cette réalité n'est pas prise en compte à l'heure de réaliser les travaux, ce qui provoque simultanément de nombreuses expropriations, des destructions ou encore l'isolement, voire la ségrégation de certains quartiers au profit de l'axe routier. Ce projet est pourtant rédigé par le service de voiries de la municipalité de Barcelone qui a conscience des spécificités du sol urbain barcelonais. Malgré cela, ce même service modifie l'avant-projet, élaboré par la même unité, et propose la construction d'une route de 50 mètres de largeur (au lieu des 30 mètres initialement proposés) afin d'ériger trois voies et une bande d'arrêt d'urgence<sup>100</sup>.

De telles pratiques sont encore d'actualité en août 1970, lorsque la municipalité de Barcelone se réapproprie le *Plan de la Ribera* pour en modifier une partie. L'administration renomme tout d'abord le plan comme suit *Proyecto de modificación del Plan Comarcal de Orientación Urbana de Barcelona afectante al Sector Marítimo Oriental*. Selon M. Tatjer, ce changement de nom est stratégique, car il permet, d'une part, de mieux présenter le projet lors de la séance plénière et, d'autre part, de confondre l'opinion publique qui commence à se montrer hostile à ce dernier<sup>101</sup>. De surcroît la municipalité saisit l'occasion pour modifier la classification des sols de ce secteur. Cet espace urbain, qui était jusqu'alors composé de zones industrielles et ferroviaires, devient un secteur résidentiel d'urbanisation intensive, en échange de quoi, les promoteurs de Ribera S.A. s'engagent à financer l'autoroute du littoral (*Cinturón del Litoral*)<sup>102</sup>. Cette revalorisation des terrains se révèle être un atout considérable pour l'élaboration des complexes résidentiels de standing, imaginés par les propriétaires fonciers, à savoir les actionnaires de Ribera S.A. Les intérêts privés semblent ainsi primer sur le bien commun. En ce sens donc, malgré la volonté de certains professionnels de l'urbain de se distancier du régime en proposant des projets novateurs qui placent l'homme au cœur des proposition, les projets urbanistiques demeurent imposés par les autorités, depuis leur genèse jusqu'à leur mise en application. Ils sont menés et réalisés à des fins spéculatives et de façon

---

<sup>100</sup> BRAU, Lluís, « El primer cinturón de Ronda », *op. cit.*, p. 58.

<sup>101</sup> TATJER, Mercedes, *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, *op. cit.*, p. 85.

<sup>102</sup> BRAU, Lluís, « El primer cinturón de Ronda », *Cuadernos de arquitectura y urbanismo – El paraíso de las urbanizaciones*, *op. cit.*, p. 60.

incohérente quant à leur insertion dans le tissu existant, et ce, quoiqu'il en coûte à l'environnement urbain ou à sa population.

Les méthodes utilisées pour mettre en œuvre le *Plan de la Ribera* provoquent une forte mobilisation urbaine, qui unit des chercheurs en architecture et en urbanisme mais aussi des commerçants, des industriels et surtout des habitants. Ces derniers proposent un appel à projet afin de trouver une alternative. Malgré la présentation d'une proposition recueillant les faveurs des riverains, la municipalité approuve le *Proyecto de modificación*, le 29 décembre 1971. Seule la trajectoire de l'autoroute y est modifiée : au lieu de passer par la rue *Enna*, elle empruntera finalement le parcours de la voie ferrée. Comme nous le verrons par la suite, il faudra attendre 1978, c'est-à-dire l'avènement d'un nouvel ordre politique et l'organisation d'une nouvelle contestation pour voir émerger le nouveau projet relatif à la Barceloneta, dont l'initiative revient, en grande partie, aux habitants du quartier.

La priorité accordée aux axes routiers est par ailleurs visible, à cette époque, dans d'autres métropoles espagnoles de l'ère méditerranéenne, notamment à Valence. Au début des années 1960, alors que la page de l'autarcie est définitivement tournée, cette ville se dote du *Plan Sur* pour éviter de nouvelles inondations du fleuve Turia. Les autorités y voient également l'occasion de développer le réseau routier existant, en proposant la transformation de l'ancien cours du fleuve en une autoroute faisant la jonction entre la capitale valencienne et Madrid. Cette proposition, qui n'aboutira finalement jamais, s'inscrit dans une dynamique similaire à celle rencontrée à Barcelone, dans laquelle l'axe routier tient une place primordiale. Il en va de même dans l'élaboration du PGOU de Valence (1966). Ce dernier prévoit la construction d'une multitude d'artères à travers différents plans sectoriels, parmi lesquels certains concernent le littoral. Ce PGOU prévoit par exemple la construction d'une autoroute en plein cœur du quartier du Cabanyal (voir annexe B8).

Réalisé sous l'égide des architectes membres de la *Oficina técnica de la Gran Valencia*, ce plan général, tout comme les divers plans sectoriels qui en découlent, reflète, à l'instar de ce qui se déroule à Barcelone, l'état d'esprit dans lequel est envisagé l'aménagement du territoire urbain à la fin des années 1960. Tout comme dans les autres pays européens industrialisés, l'automobile tient une place importante et grandissante. L'équipe technique en charge du projet se compose d'un groupe d'architectes dont les travaux s'inscrivent, pour la plupart, dans la

lignée du CIAM. Il s'agit de Manuel Muñoz Monasterio (architecte directeur, travaillant depuis Madrid), de Mauro Lleó Serret (architecte en chef qui sera remplacé en 1978 par Antonio García Heredia) et enfin de Víctor Bueso Bellot (architecte adjoint) aux côtés desquels travaille également une équipe de dessinateurs industriels<sup>103</sup>.

Toutefois, si les premiers travaux de cette équipe se basent essentiellement sur les principes fonctionnalistes de l'urbanisme, à savoir sur l'élaboration de zones d'aménagement permettant une organisation rationnelle de la ville<sup>104</sup>, le *Gran Valencia* intègre rapidement aux projets suivants les préceptes idéologiques avancés par les autorités franquistes. Les fondements de cet urbanisme dit « organique » (*organicismo*) se veulent être un moyen d'atteindre un ordre social équilibré, pouvant se positionner face aux idéaux marxistes et sociaux-libéraux, raison pour laquelle ils sont progressivement appliqués dans le cadre des plans sectoriels. Cette perspective défend l'idée selon laquelle l'aménagement urbain doit être conçu de façon unitaire sur tout le territoire national, ce qui d'une part permet un contrôle politique fort et, d'autre part, érige la planification nationale en clé de voûte de la conception urbanistique. En d'autres termes, les processus d'aménagement nationaux parviennent à déterminer implicitement les plans et aménagements à l'échelle des régions et des villes. De ce fait, Selva-Royo précise qu'à l'échelle municipale, la spécificité de cet urbanisme qualifié d'organique « résidait, d'une part, dans l'incorporation de la ville comme élément fondamental de la construction nationale et, d'autre part, dans la prise en compte du cadre régional pour aménager la ville de façon adaptée »<sup>105</sup>. Cette situation explique donc en grande partie la subordination des services municipaux aux décisions du MOP et ce, par l'intermédiaire de la *Oficina Regional de Proyectos y Servicios Regionales de Construcción y Materiales*. Elle traduit par ailleurs une conception urbanistique très liée à l'unité nationale et si chère au régime franquiste.

---

<sup>103</sup> SELVA ROYO, Juan Ramón, « 29+1: la ordenación urbanística metropolitana de Gran Valencia (1947-1986) », *op. cit.*, p. 1480.

<sup>104</sup> MARTÍNEZ GREGORI, Carmen, « La modernidad en Valencia a través de tres obras del arquitecto Mauro Lleó », [I2] *Innovación e Investigación en Arquitectura y Territorio* [En ligne], vol. 5, n° 1, 2017. URL : <http://dx.doi.org/10.14198/i2.2017.5.06>

<sup>105</sup> « *El verdadero organicismo radicaba en la incorporación de la ciudad como un elemento fundamental para la construcción nacional, así como la consideración del ámbito comarcal para la adecuada ordenación de la ciudad* » in SELVA ROYO, Juan Ramón, « 29+1: la ordenación urbanística metropolitana de Gran Valencia (1947-1986) », *op. cit.*, p. 1482.

Aussi, dans le contexte *desarrollista* des années 1960, où l'Espagne entre de plain-pied dans la société de consommation, l'heure est au développement économique et industriel à outrance, qui se veut homogène sur le plan national et régional. L'automobile et l'axe routier prennent une place considérable sur tout le territoire national, et plus concrètement au sein des plans d'aménagements urbains locaux tels que le PGOU valencien de 1966. Son élaboration progressive par le biais de plans sectoriels, qui intègre les principes dictés par le *Plan Sur*, est en effet synonyme de la volonté d'appliquer les directives nationales, à l'instar du *Plan parcial n°13*, qui concerne le quartier du Cabanyal (voir annexe B9).

Ce *Plan Parcial n°13*, dont le programme prévisionnel (*actuación previsional*) est rédigé par l'équipe technique municipale le 2 avril 1974 et dont l'approbation définitive date du 15 septembre 1975, prévoit, entre autres, d'ériger une autoroute dans le *distrito marítimo*, c'est-à-dire, au cœur des quartiers du Grao, de la Malvarrosa et du Cabanyal. Malgré une densité de population et de construction très élevée dans ce secteur, le rapport descriptif ne fait pas état des difficultés éventuelles :

Le plan se limite, d'un côté, à refléter le réseau de communication que le plan général prévoit dans ce secteur, bien qu'il le détruise réellement, et de l'autre, à le doter des équipements minimums établis par la législation en vigueur<sup>106</sup>.

Le même document prévoit, tout de même, de diviser cet espace en trois parties distinctes, afin d'éviter un trop grand nombre de modifications et tenter ainsi de respecter le tissu urbain existant. L'entrée, dans la ville de Valence, de l'autoroute provenant de Barcelone, n'est pas pour autant modifiée et reste maintenue sur le littoral et, plus précisément, sur les docks du port autonome grâce à la construction d'un passage surélevé. L'avenue *Blasco Ibáñez* (initialement dénommée *Paseo de Valencia al mar*), toujours en vigueur dans ce projet, est pour sa part élargie à 100 mètres afin de faciliter la jonction entre la voie rapide et l'accès au centre-ville. Le plan sectoriel souligne finalement que la bande de terre entre l'autoroute et la plage, prévue par le PGOU, et initialement réservée à de futurs complexes touristiques, n'occupe pas en réalité un espace convenable pour de telles infrastructures.

---

<sup>106</sup> « *El plan se limita por un lado a reflejar la red de comunicaciones que el Plan General proyecta en este sector, que realmente lo destroza, y por otro lado a dotar de los equipamientos mínimos que establece la legislación vigente* », in Ayuntamiento de Valencia, *Plan Parcial 13 adaptado a la Solución Sur*, Memoria y ordenanzas, 1974, p. 2. (Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence).



L'ensemble du projet, qu'il s'agisse des travaux ou de leur financement, relève en réalité de divers organismes où se mêlent initiatives publiques et privées. Cela étant, la façon dont le PGOU est adapté aux recommandations relatives au *Plan Sur* démontre le poids des décisions nationales sur le plan local. La décentralisation des compétences dans le domaine de l'aménagement urbain vers les municipalités, qui avait été évoquée lors des années précédentes, est en grande partie ignorée. Cette situation explique les choix opérés par les autorités municipales dans certains secteurs, notamment caractérisés par leur manque d'espace et de logements, ou encore, par leur densité de population et de construction très élevée. Au lieu d'élaborer des projets de réhabilitation du bâti existant ou de créer des nouveaux sols urbanisables, les mairies préfèrent des plans d'*ensanches* et d'axes routiers au sein de ces mêmes quartiers, au détriment des populations qui y vivent. De ce fait, le traitement des dysfonctionnements inhérents aux espaces littoraux ne semble pas prioritaire au sein des réflexions urbanistiques de la classe dirigeante.

Le positionnement stratégique de ces quartiers, qu'il s'agisse de la Barceloneta ou du Cabanyal, entre le centre et la périphérie, les définit davantage comme des espaces de transit, où l'implantation de réseaux routiers est à maintes reprises planifiée. On comprend mieux alors l'éventuelle émergence de conflits d'intérêt lors de la mise en œuvre de ce type de projet car, parallèlement à la multitude d'organismes impliqués, la population tend également à faire valoir son point de vue. D'ailleurs, à Valence, ce vaste projet d'autoroute au cœur de la ville, et traversant les espaces littoraux, ne va finalement jamais aboutir, suite à de nombreuses protestations tant de la part des habitants que des commerçants. À l'instar des mobilisations barcelonaises, la contestation valencienne va obtenir de la municipalité la modification du projet dans lequel des espaces verts et des aires de jeux vont remplacer les axes routiers.

Ainsi, qu'il s'agisse de Barcelone ou de Valence, les projets urbanistiques qui ont trait aux zones littorales, à la fin des années de la dictature, semblent avoir été menés de façon arbitraire depuis Madrid, sans tenir compte des spécificités locales, raison pour laquelle des contestations locales vont progressivement émerger dans certains espaces urbains à la fin de la dictature de Franco.

## **1.2. La gestion de l'espace urbain au cœur des questions politiques de l'Espagne démocratique à Barcelone et à Valence (de la Transition démocratique à 2008)**

### **1.2.1. Démocratie et planification urbaine, réhabiliter l'espace urbain pour réhabiliter l'image du pouvoir politique (1975-1985)**

Au cours des mois qui précèdent la mort du dictateur, les signes d'essoufflement et de décadence du pouvoir s'accroissent. La fin du régime est en effet synonyme de la multiplication de mouvements de protestation qui revendiquent entre autres, des conditions de travail et de vie meilleures. Le décès du Caudillo Francisco Franco, le 20 novembre 1975, sonne le glas de la dictature franquiste. Débute alors la Transition démocratique. Cela étant, cette nouvelle configuration politique ne se traduit pas par une métamorphose immédiate du système. C'est pourquoi, la contestation sociale se poursuit. Mais face à la dure répression menée par le gouvernement, qui aboutit par exemple à la mort de cinq personnes lors d'une manifestation à Vitoria, le 3 mars 1976, les mouvements sociaux s'intensifient et s'étendent au-delà de la sphère professionnelle<sup>107</sup>. Les contestations sociales élargissent en effet leurs revendications. L'augmentation du chômage, les conditions de vie difficiles dans les périphéries et la baisse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population espagnole, accompagnée d'une inflation qui va atteindre les 30% en 1977, ne font que renforcer le malaise social.

Le climat de tensions généré par les grèves successives mène à la formation, le 26 mars 1976, de la dénommée *Coordinación Democrática* également appelée *Platajunta*. Créée sous l'impulsion de divers partis politiques d'opposition, cette entité publie un manifeste adressé au

---

<sup>107</sup> BABY, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique : violence et politique en Espagne, 1975-1982*, op. cit., p. 175.

peuple espagnol dans lequel elle réclame, entre autres, l'amnistie immédiate de tous les prisonniers politiques ou encore la pleine liberté syndicale. En outre, il est question, dans ce document, d'une rupture ou du moins d'une alternative démocratique au système politique en vigueur, grâce à la mise en place d'un référendum. Pour faire face aux requêtes sociales formulées dans le manifeste « *A los pueblos de España* » de la *Platajunta*, le roi opère un remaniement progressif au sein du gouvernement qui aboutit à la démission forcée du président Arias Navarro. Il est remplacé par Adolfo Suárez, le 3 juillet 1976. Cette nouvelle nomination provoque un large mécontentement du secteur « *rupturista* » car Suárez, malgré son jeune âge et une apparence de modernité, a fait partie du régime, en occupant notamment les postes de secrétaire général du *Movimiento* et de gouverneur civil de Ségovie.

Une fois entouré d'une nouvelle équipe gouvernementale, synonyme d'une restructuration progressive du cadre politique espagnol, Suárez tache de répondre au mieux aux demandes de la société civile, dans un contexte de tensions sociales accrues où se mêlent revendications sur les conditions de travail, sur les conditions de vie et sur l'ouverture du système politique. Les premières amnisties politiques sont organisées tout comme le sont les négociations avec les partis d'opposition. Les principales réformes s'orientent ensuite vers une refonte totale du système politique dans la mesure où le gouvernement s'attèle en priorité à la rédaction de la Loi pour la réforme politique (*Ley para la Reforma Política*, LRP). Cette huitième Loi fondamentale<sup>108</sup> va bouleverser la totalité du fonctionnement politique en place. À la suite de son approbation par les *Cortes* franquistes, le 18 novembre 1976, et par un référendum, le 15 décembre de la même année, elle va permettre le passage du régime dictatorial à un système démocratique, par le biais de la légalité franquiste. C'est ainsi que s'engage le démantèlement progressif du régime qui va conduire à la disparition du *Movimiento Nacional*<sup>109</sup>, à la légalisation du parti communiste ainsi qu'à la célébration des premières élections en juin 1977, qui n'avaient pas eu lieu depuis près de quarante ans en Espagne. La large victoire de l'UCD

---

<sup>108</sup> Les lois dites fondamentales constituent la base institutionnelle et légale du régime de Franco. Considérée comme les piliers du franquisme, ces lois, au nombre de sept, ont été votées tout au long de l'ère dictatoriale, pour répondre aux évolutions économiques et sociétales, et aux besoins qui en découlent.

<sup>109</sup> Le *Movimiento* a constitué durant toute la période franquiste la seule structure politique autorisée. C'est pourquoi il regroupait divers organismes de contrôle tels que le parti unique, la dénommée *Falange Española de las Jons*, la *Sección Feminista* ou encore le *Sindicato Vertical*.

(*Unión del Centro Democrático*), le parti d'Adolfo Suárez, confirme ce dernier à la tête du gouvernement.

L'élaboration de la Constitution, en 1978, constitue une étape supplémentaire dans la mise en place de la démocratie naissante. Garantissant le plein état démocratique, la Constitution espagnole définit les grands principes, libertés et droits fondamentaux des citoyens au sein du nouveau système politique et détermine le régime adopté ainsi que la nouvelle organisation territoriale. Elle reconnaît également l'existence de divisions administratives et territoriales, dénommées communautés autonomes (*Comunidades Autonomas*, CCAA). Ces dix-sept nouvelles entités sont rapidement dotées d'une certaine autonomie législative, ce qui se matérialise par une profonde décentralisation de l'État. Pour ce faire, l'article 148 de la Constitution distingue clairement les prérogatives des communautés autonomes tandis que l'article 149 spécifie les principales compétences de l'État, à savoir le système monétaire, les relations internationales, les forces armées, la sécurité publique, l'administration de la justice ou encore le régime douanier, pour ne citer que les plus importantes. La répartition des compétences est en effet complexe.

Outre les compétences exclusives de l'État et des communautés autonomes, pour lesquelles chaque entité administrative exerce des facultés législatives et exécutives dans des domaines particuliers, il existe également des compétences dites *compartidas* et des compétences dites *concurrentes*. Les premières sont les compétences pour lesquelles, dans certains secteurs, l'État possède les facultés législatives tandis que les capacités d'exécution reviennent aux communautés autonomes. Elles concernent notamment les questions relatives aux secteurs du travail, de la propriété intellectuelle et industrielle. Les compétences concurrentes correspondent, pour leur part, à des domaines dans lesquels tant l'État que les autonomies peuvent intervenir. Chaque entité administrative possède donc les pleines prérogatives législatives et exécutives, dans une même matière, et les exercent de façon complémentaire. Ces attributions spécifiques ne doivent pas s'exclure et supposent donc une parfaite coordination. Elles concernent par exemple les questions relatives aux crédits ou assurances. En cas de conflits de compétences, le tribunal constitutionnel se charge de résoudre le litige. De surcroît, chaque

communauté autonome est régie par une loi organique qui lui est propre<sup>110</sup>, qui précise et complète certains aspects évoqués par la Constitution, et notamment les diverses compétences que chaque entité se voit octroyer.

Dans le domaine de l'urbanisme, la Constitution stipule que « la conservation et la mise en valeur du patrimoine historique, culturel et artistique (article 46) [ainsi qu'] un logement digne et adapté pour tous les citoyens, dans le cadre d'une occupation du sol conforme à l'intérêt général, à l'interdiction de la spéculation et la participation de la communauté aux bénéfices engendrés par l'intervention des pouvoirs publics en matière d'urbanisme (article 47) »<sup>111</sup>, ce qui va avoir un impact considérable sur l'organisation juridique de l'aménagement du territoire. De fait, l'article 148.1.3 du texte constitutionnel déclare que les CCAA détiennent les compétences en matière « d'aménagement du territoire, d'urbanisme et de logement »<sup>112</sup>. Cependant, dans un contexte de refonte totale du système législatif espagnol, le seul texte constitutionnel ne suffit pas à définir les compétences dans un domaine aussi large que l'est celui de l'urbanisme, raison pour laquelle divers textes et lois vont progressivement se greffer pour compléter et préciser la Constitution. De la même manière, certaines normes en vigueur jusqu'alors vont être modifiées à l'instar de la Loi d'urbanisme (*Ley sobre Régimen del Suelo y Ordenación Urbana*)<sup>113</sup> de 1956. Un nouveau décret dans ce domaine est effectivement promulgué dès 1976 mais son application ne sera effective que quelques années plus tard.

De ce fait, la notion d'« urbanisme » et son domaine d'application sont progressivement redéfinis. Dans sa définition la plus générale, l'urbanisme représente l'« ensemble des actions concertées visant à disposer avec ordre les habitants, les activités, les constructions, les équipements et les moyens de communication sur l'étendue du territoire »<sup>114</sup>. Différent d'une science, d'un art ou d'une technique, l'urbanisme est en fait une action volontaire, une pratique.

---

<sup>110</sup> Pour être adoptée, cette loi organique doit être soumise au vote du Congrès des députés et élue à la majorité absolue.

<sup>111</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 29.

<sup>112</sup> « *Las Comunidades Autónomas podrán asumir competencias en las siguientes materias: [...]/ Ordenación del territorio, urbanismo y vivienda » in Constitution espagnole, Titre VIII « De l'organisation territoriale de l'État », Chapitre III « Des Communautés autonomes », Article 148.1.3.*

<sup>113</sup> Nous prenons le parti de reprendre la traduction employée par Céline Vaz, dans ses recherches concernant l'urbanisme sous Franco, à savoir « loi d'urbanisme » pour désigner la « loi de 1956 ».

<sup>114</sup> MERLIN, Pierre, *L'urbanisme*, *op. cit.*, p. 63.

En ce sens, la discipline urbanistique est ancrée dans le présent de la société mais elle combine à la fois l'héritage du passé et l'engagement dans l'avenir. D'un point de vue spatial, ce domaine englobe les règles d'utilisation du sol, les constructions qui l'occupent et organise les déplacements des citoyens, et plus précisément les transports. Toutefois, dans la mesure où la propriété du sol peut être perçue tant comme un droit fondamental que comme une question relevant du domaine urbanistique<sup>115</sup>, un flou subsiste bel et bien dans le texte constitutionnel quant à cette question. Sachant que l'article 149.1.1 de la Constitution octroie à l'État la responsabilité de garantir les droits fondamentaux des espagnols en termes d'égalité sur l'intégralité du territoire national, il semble que l'État puisse donc intervenir si l'on considère la propriété du sol comme s'il s'agissait d'un droit fondamental<sup>116</sup>. Cette situation va, à bien des égards, prêter à confusion dans divers projets et provoquer la promulgation de diverses réglementations locales dans ce domaine, telles que les lois 4/1992 ou 6/1994 de la communauté autonome valencienne. En attendant la mise en place effective du nouveau modèle administratif, ce sont les communes, accompagnées des organismes existants, qui vont tenter de répondre aux besoins urbains.

À la suite de l'approbation de la Constitution, les premières élections municipales démocratiques sont célébrées, le 3 avril 1979, sur tout le territoire espagnol. De nouvelles équipes municipales se constituent donc autour des élus de la démocratie. À Barcelone, Narcís Serra, affilié au Parti socialiste catalan (*Partido de los Socialistas de Cataluña*, PSC) est élu. Cette élection marque un véritable tournant dans la vie politique barcelonaise jusqu'alors menée par José María Porcioles (dont le mandat de seize années consécutives s'est caractérisé par un fort développement urbain à la fin de la dictature) puis par José María Socias Humbert. À Valence, Fernando Martínez Castellano, membre du PSPV-PSOE<sup>117</sup> prend la tête de l'équipe municipale. Son mandat est néanmoins de courte durée car il démissionne peu après la refondation idéologique du PSOE<sup>118</sup>. La prompt démission du maire donne lieu à la nomination

---

<sup>115</sup> LÓPEZ FERNÁNDEZ, Luis Miguel, « La nueva Ley del Suelo », ARIÑO ÓRTIZ, Gaspar (dir.), *Anuario de la Facultad de Derecho de la Universidad Autónoma de Madrid - Privatización y liberalización de servicios*, n° 3, 1999, p. 187.

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> *Partido Socialista del País Valenciano-Partido Socialista Obrero Español.*

<sup>118</sup> Lors du XXVIII Congrès du PSOE, célébré en mai 1979, le Secrétaire général du parti, Felipe González, propose à ses membres de renoncer au marxisme comme idéologie officielle pour mieux se

de son remplaçant, Ricardo Pérez Casado, ancien conseiller à l'urbanisme et membre du même parti. Il va occuper ce poste pendant les dix années suivantes.

La mise en place sur le plan local du système démocratique donne un nouvel élan à la conception des villes et aux pratiques urbanistiques. Les élections municipales de 1979 sont en effet d'une importance capitale dans le domaine de l'aménagement urbain car les nouvelles équipes élues vont se charger de la mise en application du Décret royal 1346/1976 (qui réforme la loi d'urbanisme datant initialement de 1956). Cette modification de la loi sur le régime foncier et l'aménagement urbain de 1956 s'explique par la nécessité, pour les autorités, de posséder un cadre juridique et réglementaire conforme aux nouvelles réalités économiques et sociales datant du milieu des années 1970. Elle s'oriente notamment autour de trois axes d'applications. Il est tout d'abord question de rendre plus efficiente la planification et, pour cela, de tenir compte d'une échelle plus vaste que la commune pour un aménagement plus cohérent tant au niveau spatial qu'économique. De plus, afin de tendre vers une meilleure gestion des sols et du patrimoine, les outils urbanistiques élaborés, tels que les plans d'intervention, sont rendus plus flexibles, autrement dit, les démarches servant à leur modification sont simplifiées. Enfin, les sols qui jusqu'alors étaient classés comme étant de *reserva urbana* (à savoir susceptibles d'être urbanisés dans la cadre des *planes parciales*) se voient divisés en deux catégories avec, d'une part, les *suelos urbanizables programados* (immédiatement constructibles) et les *suelos urbanizables no programados* (constituant une réserve destinée à alimenter les projets, dont la conduite reste à déterminer). Cette réforme partielle a, de ce fait, pour objectif de revoir les modalités d'aménagement du territoire ainsi que sa mise en application.

Cela étant, Luciano Parejo Alfonso, spécialiste en droit administratif, affirme que cette réforme était déjà « dépassée » au moment même où elle était promulguée. Pour lui, ce nouveau texte n'est pas en capacité de combler « le manque de techniques pour assurer l'aménagement et la gestion du sol urbanisé et un traitement adéquat du sol « rural », aujourd'hui appelé non

---

rapprocher des sociaux-démocrates européens. Sa proposition ne faisant pas consensus, González refuse le poste de Secrétaire général, provoquant ainsi l'organisation d'un Congrès extraordinaire qui se tiendra en septembre de la même année. Durant ce dernier, González parviendra à convaincre la majorité des membres du PSOE (non sans quelques démissions) de l'importance du socialisme démocratique et récupérera son poste.

constructible »<sup>119</sup>. En d'autres termes, la transformation des seuls outils de planification n'est pas, à ce moment-là, suffisante à la résolution des problèmes. Une solution plus globale mêlant outils de planification, cadres juridiques et professionnels de l'urbain est en effet nécessaire. Cette restructuration règlementaire a néanmoins encouragé certaines municipalités, élues en 1979, à réorienter leur politique de la ville en fonction des revendications formulées par les mouvements sociaux des années 1970. Ainsi, les autorités locales adoptent des mécanismes conformes au décret de 1976 et mettent l'accent sur la diminution, voire l'arrêt total des destructions de monuments historiques dans les centres-villes. Elles tentent par ailleurs de limiter le nombre d'expropriations liées aux travaux de mise en place des équipements et des espaces publics. Pour les nouveaux élus, qui comptent dans leurs rangs d'anciens militants, cette loi devient un véritable levier permettant de répondre au mieux aux attentes de la population. Les années 1980 constituent à cet égard une parenthèse en termes d'aménagement du territoire en s'éloignant de la conception traditionnelle de l'urbanisme. Le renouvellement urbain se concentrait jusqu'alors sur l'expansion des villes et le développement de leurs périphéries tandis que cette nouvelle décennie est marquée par la volonté de régénérer la ville existante. De là, ce besoin de réorientation de certains cadres légaux existants et l'émergence de nouvelles mesures de réhabilitation, dans le cadre de la restructuration des centres anciens ou des grands ensembles de logements. Dans un premier temps, donc, la volonté urbanistique se tourne vers les centres historiques dans le milieu urbain.

Rappelons que la morphologie des villes dont héritent les récentes municipalités démocratiques se caractérise notamment par son découpage sectoriel et son manque de cohérence en termes de réseaux et de transport, issus de l'application des principes fonctionnalistes de l'urbanisme. Cette planification donnait en effet la primauté aux systèmes résidentiels modulaires, géométriques, sectorisés et indépendants les uns des autres. À cela s'ajoutait l'importance donnée à la circulation automobile ou encore au transport ferroviaire, avec la construction presque systématique de routes ou de voies ferrées au cœur même des villes, sans tenir compte de l'environnement traversé. De ce fait, les autorités locales tentent de s'organiser et entament progressivement une nouvelle étape de planification urbaine.

---

<sup>119</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 29.



Toutefois, les projets alors proposés ne se concrétisent pas nécessairement dans l'immédiat. Dans un contexte de défiance réciproque entre les équipes élues démocratiquement et les fonctionnaires municipaux majoritairement issus du régime précédent, de nouveaux organismes ont dû être créés pour atteindre les divers objectifs. Dans son étude sur les modalités d'aménagement des villes espagnoles depuis les années 1980, Carlos Gotlieb précise que deux écoles se distinguent au sein des municipalités. Il évoque :

d'une part, celle qui privilégie une vision globale, celle des plans généraux dans lesquels devraient s'emboîter toutes les actions successives ; d'autre part celle qui prône des interventions par projets partiels, se méfiant des inerties administratives des plans généraux pour la résolution efficace de problèmes concrets.<sup>120</sup>

La première stratégie, adoptée par exemple à Madrid, se fonde notamment sur le réseau de transport, qu'il soit piéton ou routier (les rues, les carrefours, les avenues ou les boulevards) et le considère comme un élément structurant de la ville. Il n'est plus question cette fois de considérer ce réseau comme un surplus à dispatcher aléatoirement, mais bien de l'intégrer aux projets d'aménagement en cohérence avec les structures existantes et leur échelle. Cette nouvelle conception se caractérise également par l'installation d'équipements qui jusqu'alors faisaient défaut à l'espace urbain, comme c'est le cas par exemple de l'éclairage public ou encore du mobilier tel que des bancs ou des poubelles.

En ce qui concerne Barcelone et Valence, les autorités locales démocratiques adoptent une vision inverse de celle de la capitale. Prônant un aménagement de la ville par des projets ponctuels, ancrés spécifiquement dans le territoire, elles « refusent une démarche pyramidale »<sup>121</sup>. À Valence, par exemple, dès le début des années 1980, Pérez Casado, l'ancien conseiller à l'urbanisme devenu maire, rédige avec l'aide d'autres professionnels un Programme d'intervention municipal (*Programa de Actuación Municipal*). Une des grandes innovations de ce dernier est l'attention portée aux demandes des habitants, formulées depuis le milieu des années 1970. C'est pourquoi ce programme s'organise autour de la protection des sites naturels tels que le *Saler*, la réhabilitation du centre historique et l'amélioration des conditions de vie

---

<sup>120</sup> GOTLIEB, Carlos, *Architecture et projet urbain en Espagne. Dossier documentaire*, La Défense, Édition de la DGUHC, 1998, p. 6.

<sup>121</sup> *Ibid.*

dans la périphérie<sup>122</sup>. De ce fait, l'organisme du *Gran Valencia* jusqu'alors chargé de l'élaboration du PGOU est peu à peu mis à l'écart puis, conformément à la loi 5/1986<sup>123</sup>, remplacé par le Cabinet d'études urbaines et territoriales (*Gabinete de Estudios urbanos y territoriales*, GEUT).

Une des premières tâches à laquelle s'affaire ce nouveau cabinet repose sur l'analyse des dysfonctionnement urbains existants dans chacun des cinquante-six quartiers de la ville. Pour ce faire, une étude fondée sur quatre indicateurs (la population, les équipements scolaires, les espaces vacants et les réseaux de services) est menée dans le cadre du Programme d'intervention dans la périphérie urbaine (*Programa de Intervención en la Periferia Urbana*, PIPU)<sup>124</sup>. Le constat quant au manque d'équipements dans certaines zones est alarmant. Les conclusions tirées des travaux du PIPU conduisent donc au déploiement d'outils destinés à faciliter l'accomplissement des opérations nécessaires : des plans spéciaux de réforme intérieure (PERI) qui modifient les plans partiels. Différents secteurs de la ville sont concernés par ce nouvel outil mais le quartier littoral du Cabanyal n'y figure pas. Ce dernier dépend d'un programme développé parallèlement, le Programme d'intervention pour la protection du patrimoine architectural (*Programa de Actuación para la Protección del Patrimonio Arquitectónico*), dont le déroulement est prévu en trois étapes successives. Ne concernant pas uniquement le littoral, il prévoit d'abord d'intervenir dans le centre historique, puis dans les *ensanches*<sup>125</sup> et enfin sur la côte, où se situe le Cabanyal<sup>126</sup>. Cependant, ce programme n'aboutira pas entièrement et se limitera aux travaux prévus dans le centre historique, sans atteindre ni les *ensanches*, ni le

---

<sup>122</sup> GAJA DÍAZ, Fernando, « La transformación de Valencia (I): grandes proyectos urbanísticos », in *Urbanismo : revista oficial del Colegio de Arquitectos de Madrid*, n°28, 1996, p. 81.

<sup>123</sup> Après que le MOPU ait déclaré, une première fois, cette entité incompétente quant à la modification du Plan général, cette décision est finalement réaffirmée de façon définitive par le Parlement valencien, le 19 novembre 1986, par la promulgation de la Loi 5/1986 qui dissout « la Corporation administrative du Gran Valencia » (« *por la que se extingue la Corporación Administrativa Gran Valencia* ») in SELVA ROYO, Juan Ramón, « La Corporación Administrativa Gran Valencia (1947-1986) », MATA OLMO, Rafael (dir.), *CyTET : Ciudad y territorio : Estudios territoriales*, n° 185, 2015, p. 474.

<sup>124</sup> GONZÁLES MÓSTOLES, Vicente, « La renovación del urbanismo en los años ochenta » in Colegio Territorial de Arquitectos de Valencia, *Historia de la ciudad. II. Territorio, sociedad y patrimonio*, Valencia, Icaro, 2002, p. 290.

<sup>125</sup> Ce terme désigne les élargissements ou développements urbains, réalisés aux abords des villes et qui comportent des zones jusqu'alors non urbanisées.

<sup>126</sup> Ayuntamiento de Valencia – Oficina municipal del Plan, *Memoria informativa del Plan General de Ordenación Urbana* (PGOU) de 1988, p. 47. (Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence)

littoral. En revanche, en ce qui concerne le Cabanyal, le plan partiel qui le régissait jusqu'alors, le *Plan parcial 13* de 1975 émanant du PGOU de 1966, est suspendu par le Tribunal Constitutionnel en 1982. Il ne sera remplacé qu'en 1997.

À la différence de Madrid, donc, où la planification est conçue dans son ensemble à partir du plan général, la ville de Valence, tout comme celle de Barcelone, opte pour des interventions localisées à partir desquelles s'élabore le projet urbain global de la ville. Néanmoins, dans le cas de Valence, il s'agit bien, comme nous venons de le constater, d'un urbanisme d'urgence, pour remédier aux problèmes engendrés par la politique précédente. Le cas de Barcelone est, à cet égard, un peu différent. De nombreuses mesures de remédiation sont bien entendu prises car cette ville a, elle aussi, été très touchée par l'exubérance de l'urbanisme fonctionnel. Toutefois, la démarche des élus barcelonais se situe davantage dans la projection, dans le projet, plutôt que dans l'application de mesures d'urgence.

Tournant le dos aux traditions fonctionnalistes<sup>127</sup> des décennies précédentes, qui avaient fait des ravages en termes de spéculation dans le domaine de l'aménagement du territoire, la mairie de Barcelone œuvre elle aussi à améliorer ses infrastructures urbaines, pour tenter de répondre aux demandes de plus en plus accrues de la population, qui se cristallisent autour des actions des associations. Le Plan général métropolitain (PGM), toujours en vigueur à la fin des années 1970, reste le cadrage de référence pour la première équipe municipale de l'ère démocratique. Plutôt que de s'efforcer à modifier la planification globale de la ville, régie par le PGM de 1976, les autorités privilégient une action plus ciblée, par le biais de la préparation de projets localisés plus facilement réalisables sur le court terme. C'est l'architecte Oriol Bohigas accompagné de son équipe qui est au cœur de cette politique. Il va mener une réflexion afin d'élaborer la nouvelle politique urbaine de la capitale catalane, jetant ainsi les bases de ce qui sera nommé par la suite le « modèle Barcelone » (*modelo Barcelona*). L'une des grandes innovations apportées par Bohigas tient au fait que son projet de restructuration totale de la ville, au moyen d'une multitude de plans sectoriels, ne se construit pas uniquement autour du bâti. Pour structurer le projet urbain global, outre l'habitat et l'urbanisme, il prend également en considération la présence des activités économiques, culturelles, sociales ou éducatives ainsi

---

<sup>127</sup> À l'échelle d'une agglomération, l'application de ces principes se traduit par la création de zones spécialisées, séparant les fonctions d'habitation, de circulation ou encore de production.

que la distribution des transports, raison pour laquelle Hovig Ter Minassian affirme que « le *Modelo Barcelona* apparaît alors moins comme une série d'opérations urbanistiques que comme une nouvelle manière de concevoir la ville »<sup>128</sup>. Dans cette démarche de récupération de la ville, le centre historique de Barcelone, Ciutat Vella, est placé au cœur du projet urbain pour une mise en valeur de son potentiel historique. C'est dans ce cadre que les espaces publics sont repensés et assainis. En étroite collaboration avec le secteur privé, la question très problématique du logement est également abordée. Pour ce faire, des politiques de réhabilitation sont développées par les autorités. Cette dynamique va se concrétiser par l'élaboration d'une multitude de Plans partiels, tels que le plan d'aménagement de la Barceloneta (*Plan Especial de Reforma Interior*, PERI) approuvé en 1986. Le renouvellement de la classe politique à l'échelle locale a donc un impact considérable sur l'aménagement du territoire.

Un nouveau regard est posé sur les villes et leur construction. Elles ne semblent plus alors, à l'instar de Barcelone et de Valence, pensées uniquement à des fins fonctionnelles ou rentables. Selon Fernando de Terán, la convergence de divers facteurs socioéconomiques issus de la Transition est à l'origine de ce changement de paradigme. Les mutations politiques que traverse l'Espagne contemporaine infléchissent donc la conception idéologique et réglementaire de l'aménagement urbain. L'arrivée de nouveaux acteurs dans ce domaine et l'utilisation d'outils inédits révèlent par ailleurs la prise en compte de facteurs économiques et culturels jusqu'alors ignorés à l'instar des mouvements démographiques, des comportements économiques de la population ou encore de l'importance des éléments historiques présents au sein des villes<sup>129</sup>. Selon les termes d'Hovig Ter Minassian, « en valorisant les anciens quartiers ouvriers de Barcelone, [la municipalité] « réhabilite » - dans tous les sens du terme - la place du district et de ses habitants dans l'imaginaire collectif de la ville et son rôle dans la construction historique

---

<sup>128</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 81.

<sup>129</sup> « - una nueva legislación urbanística, con una forma diferente de definir el planeamiento, que exigía la revisión y adecuación a ella de los planes anteriores;

- una presión social importante, reivindicativa de mejoras urbanas, liderada por el movimiento vecinal;

- un cambio espontáneo de tendencias en los ritmos y localizaciones de los movimientos demográficos;

- una importante variación en el comportamiento de influyentes factores económicos en la localización de las actividades productivas;

- un cambio de actitudes culturales en el panorama universal, tanto en relación con la valoración de la ciudad histórica, como respecto al papel, naturaleza y metodología del planeamiento », in DE TERÁN, Fernando, *Historia del urbanismo en España III : Siglos XIX y XX*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 327.

de la métropole catalane »<sup>130</sup>. L'habitant a donc rapidement retrouvé sa place au sein des politiques locales et se trouve, tout comme certains monuments historiques, « réhabilité » dans l'imaginaire collectif de la ville et de la société démocratique.

Dans le cas de Barcelone, toujours selon le même auteur, la réhabilitation du centre historique, dans les années 1980, tient d'une démarche que l'on peut également assimiler à du marquage symbolique. L'objectif est, cette fois, de revaloriser les cœurs décisionnels, de redorer leur blason. Passer par la réhabilitation des centres urbains, longtemps délaissés durant les longues années de la dictature, répond en fait à un double objectif. Cette démarche s'avère tout d'abord nécessaire pour pallier les dysfonctionnements matériels de la ville (manque d'espaces, manque d'illuminations, zones insalubres...) et répondre aux besoins de la société civile. Elle favorise par ailleurs l'émergence de l'image d'une centralité locale forte qui s'affirme en totale opposition quant aux modèles antérieurs.

L'élection de Felipe González à la tête de l'État en 1982 marque, de surcroît, un tournant dans la configuration de la politique nationale. Fort d'une campagne électorale guidée par la devise « pour le changement » (*Por el cambio*), González déploie dès 1982 un arsenal législatif, qui va transformer en profondeur l'Espagne des années 1980. Divers chantiers sont mis en œuvre au niveau national, notamment dans les secteurs de l'éducation, de l'organisation judiciaire, mais également dans le domaine de l'administration territoriale. De surcroît, cette période est également synonyme de l'approbation de la totalité des statuts d'autonomie.

La Catalogne, considérée comme une communauté « historique »<sup>131</sup>, a obtenu son statut d'autonomie, le 18 décembre 1979. À l'inverse, la Communauté autonome de Valence attend jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1982 pour avoir officiellement son statut d'autonomie. Toutes deux sont

---

<sup>130</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, op. cit., p. 70.

<sup>131</sup> Le titre VIII de la Constitution définit deux types d'accès à l'autonomie : la voie dite rapide (*vía rápida*) définie dans l'article 151 et la voie lente (*vía lenta*) déterminée par l'article 143. Les modalités d'accès de l'article 151 étaient initialement prévues pour les communautés dites « historiques » qui avaient déjà sollicité leur statut d'autonomie lors de la Seconde République, c'est-à-dire la Catalogne, la Galice et le Pays Basque, les autres devant emprunter la voie lente. L'Andalousie a cependant fait exception en utilisant l'article 153 de la Constitution qui lui permet d'obtenir rapidement son statut grâce à l'obtention de l'avis favorable des élus de la majorité dans chaque province, un procédé inscrit dans l'article 153.

régies par des lois dites « organiques », qui complètent la réglementation dictée par la Constitution de 1978. Les compétences qui leur sont attribuées dans le domaine de l'aménagement urbain sont exclusives aux communautés autonomes ce qui implique que l'État ne peut, à priori, intervenir dans ce domaine. Ainsi, la loi organique catalane 4/1979 énonce que « la Généralité de Catalogne détient les compétences exclusives dans les matières suivantes : [...] aménagement du territoire et du littoral, urbanisme et logement »<sup>132</sup> tandis que la loi organique 5/1982 adoptée quelques années plus tard par la Communauté autonome de Valence déclare en des termes similaires que : « la Généralité valencienne détient les compétences exclusives dans les matières suivantes : [...] aménagement du territoire et du littoral, urbanisme et logement »<sup>133</sup>. Toutefois, pour une meilleure coordination entre l'administration centrale et régionale, les lois promulguées dans les années suivantes vont s'atteler à distinguer clairement les compétences qui relèvent *stricto sensu* de l'urbanisme de celles qui y sont intrinsèquement liées, et pouvant être assumées par l'État. C'est pourquoi, à l'exception de la Constitution, les divers textes législatifs que nous allons mentionner vont être, à maintes reprises, révisés et donner lieu à davantage de précisions.

La politique de décentralisation menée par la Constitution de 1978 est donc approfondie et engendre une nouvelle distribution des rôles et des compétences. La gestion de la ville à l'échelle locale reste néanmoins l'une des attributions privilégiées des communes, tel que l'énonce le Décret Royal 16/1981, du 16 octobre, « De l'adaptation des plans généraux d'aménagement urbain » (*Real Decreto-ley 16/1981 « De Adaptación de Planes Generales de Ordenación Urbana »*) qui déclare les municipalités compétentes dans le domaine de l'urbanisme et leur permet d'adapter et de réviser les plans généraux d'aménagement. Cette disposition est renforcée, quelques années plus tard, par l'article 25 de la loi 7/1985 intitulée

---

<sup>132</sup> « *La Generalidad de Cataluña tiene competencia exclusiva sobre las siguientes materias: [...] Ordenación del territorio y del litoral, urbanismo y vivienda* » in Ley orgánica 4/1979, del 18 de diciembre, del Estatuto de autonomía de Cataluña, Tít. I, « Competencia de la Generalitat », Art. 9, *BOE* n° 306, 22 décembre 1979, pp. 29363- 29370.

<sup>133</sup> « *La Generalidad Valenciana tiene competencia exclusiva sobre las siguientes materias: [...] Ordenación del territorio y del litoral, urbanismo y vivienda* » in Ley orgánica 5/1982, del 1 de julio, del Estatuto de autonomía de la Comunidad valenciana. Tít. III « Las competencias », capítulo 1, Art. 31, *BOE* n° 164, 10 de julio de 1982.

*Ley Reguladora de las Bases del Régimen Local*, publiée le 3 avril 1985 et entrant en vigueur à partir du 23 avril 1985 :

1. La commune, pour la gestion de ses intérêts et dans le cadre de ses compétences, peut promouvoir tous types d'activités et fournir tous les services publics qui contribuent à satisfaire les besoins et aspirations de l'ensemble des riverains. 2. La commune disposera, dans tous les cas, de compétences, en accord avec la législation de l'Etat et des Communautés Autonomes, dans les matières suivantes : a) La sécurité dans les lieux publics. b) Le règlement du trafic des véhicules et des personnes sur les voies urbaines. c) La protection civile, la prévention et l'extinction des incendies. d) Le règlement, la gestion, l'exécution et la discipline urbanistique ; la promotion et la gestion des logements ; les parcs et les jardins, le revêtement des voies publiques et la conservation des chemins et des voies rurales. e) Le patrimoine historico-artistique. f) L'environnement. [...] <sup>134</sup>.

Cette nouvelle loi vient en fait légiférer une réalité qui a déjà court dans la mesure où les municipalités se chargent depuis peu de la gestion du sol urbain. À Valence, par exemple, l'organisme du *Gran Valencia* est dissout en 1982 pour simplifier les procédures administratives. Dans la pratique, ce démantèlement se traduit par un réajustement des réglementations municipales, c'est-à-dire qu'il est décidé que chacune des communes anciennement membres du *Gran Valencia* rédige son propre plan d'aménagement et que le bureau technique (*Oficina Técnica*) de l'ancienne corporation poursuive sa tâche mais, cette fois, uniquement pour la ville de Valence <sup>135</sup>. Les projets urbanistiques, désormais élaborés au sein même des organes municipaux, semblent dorénavant davantage en adéquation avec l'environnement dans lequel ils interviennent dès lors que les espaces urbains sont précisément étudiés, les instruments décuplés et les sources de financement élargies à la création de sociétés mixtes impliquant les secteurs privés et publics.

---

<sup>134</sup>« 1. *El Municipio, para la gestión de sus intereses y en el ámbito de sus competencias, puede promover toda clase de actividades y prestar cuantos servicios públicos contribuyan a satisfacer las necesidades y aspiraciones de la comunidad vecinal.*

2. *El Municipio ejercerá, en todo caso, competencias, en los términos de la legislación del Estado y de las Comunidades Autónomas, en las siguientes materias: a) Seguridad en lugares públicos. b) Ordenación del tráfico de vehículos y personas en las vías urbanas. c) Protección civil, prevención y extinción de incendios. d) Ordenación, gestión, ejecución y disciplina urbanística; promoción y gestión de viviendas; parques y jardines, pavimentación de vías públicas urbanas y conservación de caminos y vías rurales. e) Patrimonio histórico-artístico. f) Protección del medio ambiente. [...]* » in *Ley « Reguladora de las Bases del Régimen Local » 7/1985, del 3 de abril de 1985.*

<sup>135</sup> SELVA ROYO, Juan Ramón, « La Corporación Administrativa Gran Valencia (1947-1986) », *op. cit.*, p. 474.

De nouveaux acteurs s'affirment donc dans le cadre des politiques urbaines, afin de redéfinir le rôle de chacun. Dans cette démarche plus qualitative que quantitative, les investissements techniques et financiers s'orientent avant tout vers la création de nouveaux équipements (sanitaires, scolaires, sociaux, etc.) pour résorber les dysfonctionnements des villes. Par ailleurs, la question des logements, toujours très problématique dans les centres urbains, est prise à bras le corps par les autorités nationales. Elles promulguent à cet effet le décret 2329/1983, du 18 juillet 1983 « de la protection et de la réhabilitation du patrimoine résidentiel et urbain » (*De Protección a la rehabilitación del patrimonio residencial y urbano*) et propose la création de « zones de réhabilitation intégrale » (*Área de rehabilitación integral*, ARI)<sup>136</sup>. Les secteurs urbains concernés par les ARI sont étudiés sur demande des municipalités. Par exemple, la mise en place des ARI répond à des besoins de réhabilitation concernant le parc immobilier. À Barcelone, l'ARI s'étend sur la majeure partie de l'arrondissement de Ciutat Vella et comporte diverses zones parmi lesquelles se trouve la Barceloneta. Le fonctionnement de ce dispositif se caractérise notamment par une concertation importante entre le Ministère du logement (c'est-à-dire l'État), les Communautés Autonomes et les municipalités. La participation financière de chacune des administrations est dès lors décidée collectivement. Au-delà du contrôle et de la mobilisation des ressources financières, cette nouvelle mesure introduit surtout, en termes législatifs, la notion de réhabilitation.

Il n'est plus uniquement question de détruire les anciens bâtiments pour en ériger de nouveaux (telles que le faisaient les pratiques dites de « rénovation urbaine ») ou encore de construire de nouveaux logements dans des zones éloignées ou inhabitées, mais bien de réaliser d'importants travaux pour remettre aux normes le bâti existant<sup>137</sup>. Cette nouvelle réglementation prévoit d'ailleurs l'intervention du secteur privé dans le cadre d'opérations de

---

<sup>136</sup> HERNÁNDEZ AJA, Augustín ; PARELLADA MATE SANZ, Ángela ; RODRÍGUEZ-SUÁREZ, Iván *et al.*, « Evolución de las políticas de rehabilitación en Áreas de Rehabilitación Integrada en España (1978-2012) », LÓPEZ-MESA, Belinda ; RUBIO DEL VAL, Juan ; SENDRA SALAS, Juan José (coord.), *Informes de la Construcción - Obsolescencia de vivienda y ciudad en España : Recorriendo el camino hacia una economía baja en carbono* [En ligne], vol. 67, n° Extra 1, 2015. URL: <https://doi.org/10.3989/ic.14.057>

<sup>137</sup> DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, *op. cit.*, p. 189.



réhabilitation, intervention financée par des prêts à des taux d'intérêts peu élevés<sup>138</sup>. Cette nouvelle mesure entend aussi réserver une part des budgets aux ensembles dont le potentiel historique et artistique est reconnu. Ainsi, la notion de patrimoine historique, certes déjà bien connue en Espagne, trouve alors une place grandissante dans la réglementation des années 1980. De fait, déjà en 1978, les autorités commencent à s'intéresser à la valeur patrimoniale de certains ensembles présents sur le territoire. Cette démarche se concrétise par exemple par la décision du Ministère de la Culture de classer la zone du littoral valencien, composé du Grao, du Cabanyal, du Canyamelar et de la Malvarrosa, au titre d'« ensemble historique et artistique » (*Conjunto Histórico Artístico*)<sup>139</sup>. Cette volonté de revalorisation patrimoniale des autorités est confirmée par l'approbation de la loi 16/1985, du 25 de juin, dite « Du patrimoine historique espagnol » (*Del Patrimonio Histórico Español*, PHE) qui détermine clairement, dans son préambule notamment, le rôle et les compétences de l'État, dans cette matière, et définit le patrimoine historique en ces termes :

Cette Loi consacre une nouvelle définition du Patrimoine Historique et élargi son domaine de façon importante. Celle-ci comprend les biens mobiliers et immobiliers qui les constituent, le patrimoine Archéologique et Ethnographique, les Musées, Archives et Bibliothèques dont l'État est titulaire, ainsi que le Patrimoine Documentaire et Bibliographique. Elle cherche, en somme, à assurer la protection et à promouvoir la culture matérielle issue de l'action de l'homme, dans son sens large, et la conçoit comme un ensemble de biens qui doivent être appréciés en tant que tel, sans établir de restrictions dérivées de leur propriété, usage, ancienneté ou valeur économique <sup>140</sup>.

C'est dans ce contexte de revalorisation du patrimoine que sont approuvés les plans spéciaux (PERI) de la Barceloneta et du Cabanyal, respectivement adoptés en 1986 et 1997. Les PERI sont des instruments spécifiques destinés à des secteurs urbains délimités, pour une action ciblée. En aucun cas ils ne remettent en cause les aménagements antérieurs (des Plans partiels

---

<sup>138</sup> TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>139</sup> HERVÁS MÁS, Jorge, « El barrio del Cabanyal-Canyamelar de Valencia: historia y futuro », *op. cit.*, p. 87.

<sup>140</sup> « Esta Ley consagra una nueva definición de Patrimonio Histórico y amplía notablemente su extensión. En ella quedan comprendidos los bienes muebles e inmuebles que los constituyen, el Patrimonio Arqueológico y el Etnográfico, los Museos, Archivos y Bibliotecas de titularidad estatal, así como el Patrimonio Documental y Bibliográfico. Busca, en suma, asegurar la protección y fomentar la cultura material debida a la acción del hombre en sentido amplio, y concibe aquélla como un conjunto de bienes que en sí mismos han de ser apreciados, sin establecer limitaciones derivadas de su propiedad, uso, antigüedad o valor económico » in Ley 16/1985, del 25 de junio, del Patrimonio histórico español.

ou Plans généraux). Tels qu'ils sont définis par le décret royal 1346/1976, du 9 avril, qui refond la loi d'urbanisme<sup>141</sup>, les PERI ont pour objectif principal d'orienter l'intervention des autorités locales compétentes. Les diverses opérations prévues entendent décongestionner les villes, réaliser les équipements nécessaires, assainir les quartiers insalubres, résoudre les difficultés liées à la circulation ou aux problèmes esthétiques, ou encore, améliorer les services publics et la gestion de l'environnement. En ce sens, les PERI reflètent avec pertinence les dynamiques urbaines des villes de Barcelone et de Valence, lors de cette décennie. Elles privilégient des actions concrètes et localisées, coordonnées sur l'ensemble de l'espace urbain, pour donner naissance à une nouvelle forme globale de la ville. Une certaine cohérence entre chaque projet est donc, à terme, recherchée et attendue.

Dans le cas du centre historique de Barcelone, Ciutat Vella, trois PERI sont développés, celui du Raval, celui du Sector Oriental et enfin le PERI de la Barceloneta, qui nous intéresse plus particulièrement. Les critères sur lesquels se fonde cette opération de planification urbanistique sont au nombre de neuf. Ils répondent tout à fait à ceux énumérés de façon générale dans la loi d'urbanisme et réitérés dans la législation catalane<sup>142</sup>. Le tissu urbain du quartier et ses manquements sont concrètement analysés au sein du PERI. Le mémoire descriptif qui l'accompagne présente avec précisions, au moyen d'explications, de planches et de plans, les diverses actions envisagées. En réalité, l'analyse de ce dernier nous a permis de faire ressortir trois axes au sein des différents objectifs exposés. En termes d'habitats et de bien-être de la population, questions fort problématiques dans ce quartier dont la densité de constructions est très élevée, le plan prévoit un réaménagement des terrains de la RENFE, de la *Maquinista* et de *Catalana de gas* pour décongestionner le quartier. Il montre également la volonté d'améliorer les logements, les fameux « *quarts de casa* », en détruisant les plus délabrés et en réhabilitant les autres. Des équipements scolaires et sanitaires, pour lesquels de nouveaux

---

<sup>141</sup> Il faut savoir qu'un décret ultérieur, le décret royal 1/1992, du 26 juin, déroge une grande partie de la Loi d'urbanisme de 1976. Néanmoins, une sentence du Tribunal Constitutionnel, datant de mars 1997, abroge ladite loi de 1992 et rétablit la Loi d'urbanisme de 1976.

<sup>142</sup> La Loi municipale de Barcelone 1166/60 prévoyait le développement d'un programme d'intervention urbanistique municipale de 1977 à 1978, dans lequel étaient proposées des actions de réhabilitation dans le secteur de la *Maquinista*. Par ailleurs, en accord avec le PGM de 1976, un autre programme d'intervention, datant cette fois de 1982, envisageait pour sa part le réaménagement global du quartier de la Barceloneta.

emplacements seront prévus, sont aussi envisagés. Et parallèlement, l'administration prévoit des opérations relatives à la construction de logements sociaux. Les fragmentations dont cet espace urbain barcelonais pâti sont aussi prise en considération. Le PERI prévoit à cet effet d'améliorer l'intégration du quartier à la ville par le biais de places et de voies de circulation, tout en s'appuyant sur le *Paseo marítimo*. La réalisation d'une véritable façade maritime pour la Barceloneta est d'ailleurs envisagée afin de récupérer ensuite le front de mer, les accès au port et les plages. La réhabilitation du quartier est enfin pensée dans son intégralité pour une meilleure adaptation à la société espagnole des années 1980. C'est pourquoi, ce PERI tend à améliorer la circulation et à augmenter les places de stationnement, pour ensuite établir une ligne directrice spécifique et adaptée à ce quartier traditionnel, quant à la réglementation des constructions à venir.

Comme nous pouvons le constater, ce nouveau plan va totalement à l'encontre du *Plan de la Ribera* proposé en 1965 pour ce même quartier. Dans ce dernier, les discontinuités de l'espace urbain étaient complètement exacerbées par des propositions incohérentes quant au bâti existant. Il était par exemple question d'augmenter la densité de population déjà très élevée sans pour autant adapter les infrastructures de service ou encore l'accessibilité au reste de la ville. Ce revirement de situation, qui s'explique en grande partie par les mutations politiques tant au niveau national que local inhérentes aux années 1980, tient également au fait que, lors de la rédaction du PERI, l'équipe municipale en charge prend en considération l'« Étude préalable à la restructuration de la Barceloneta » (*Estudi previ a la remodelació de la Barceloneta*). Elle reprend, en effet, quelques-unes des propositions formulées par les associations de riverains et des professionnels, en 1978, dans le cadre des manifestations contre le *Plan de la Ribera*. En réalité, l'inclusion du point de vue des habitants dans l'élaboration de la nouvelle planification est visible au sein même du rapport justificatif qui l'accompagne. Cette volonté de la part de la municipalité est inscrite noir sur blanc au cœur de ce rapport, qui illustre ses propos grâce à certains des documents produits par les associations et conseils de quartiers, tel que le document ci-dessous<sup>143</sup>.

---

<sup>143</sup> Ici, l'utilisation d'un support réalisé par une AAVV au sein d'un document édité par la mairie nous est apparu comme totalement inédite. À notre connaissance, ce rapport est le seul, parmi tous ceux que nous avons consultés, à employer ce type de méthode.

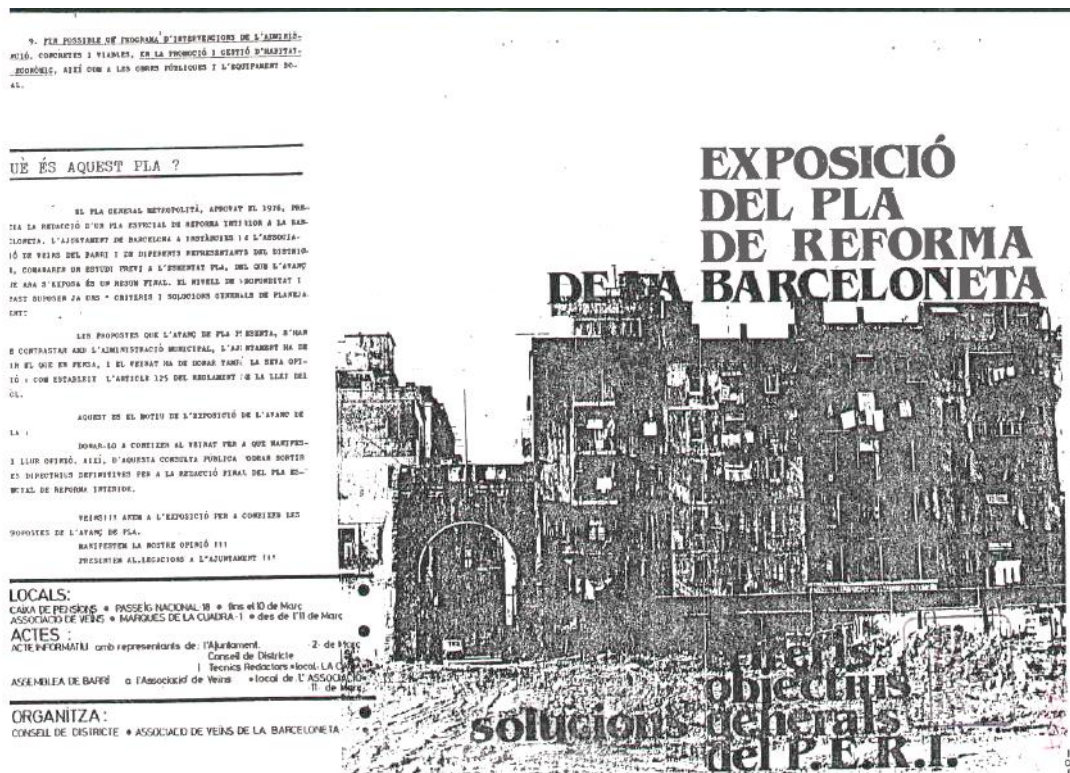


Fig. 4: Extrait d'un dépliant réalisé par l'AAVV de la Barceloneta, présent au sein du rapport justificatif du PERI de 1986 – Source : Ajuntament de Barcelona, Memoria de l'ordenació - Pla Especial de Reforma Interior de la Barceloneta, pp.8-9. Dossier BB013. *Registro de planeamiento urbanístico de Cataluña.*

URL: <http://ptop.gencat.cat/rpuportal/AppJava/cercaExpedient.do?reqCode=veureDocument&codiIntExp=126767&fromPage=load>

Le PERI est d'ailleurs présenté comme le résultat de la concertation entre les habitants, les associations de quartier, les représentants des entreprises propriétaires des terrains ainsi que l'équipe technique municipale et des élus, membres de la mairie. De fait, l'équipe en charge de la rédaction du PERI, à partir de 1983, se compose de plusieurs professionnels tels que Mercedes Tatjer (géographe) ou encore Josep Parcerisa Bundo (architecte) qui avaient déjà participé à l'étude préalable proposée en 1978. En l'espace de dix ans donc, l'aménagement du quartier de la Barceloneta est passé d'un projet imposé arbitrairement par les autorités à un plan à visée participative.

Qu'en est-il à présent du PERI du quartier du Cabanyal ? L'initiative participative barcelonaise s'inscrit-elle dans une dynamique plus globale ? La retrouve-t-on dans le reste du territoire espagnol, et plus spécifiquement à Valence ? Le PERI du Cabanyal n'a pas été élaboré dans le même contexte que celui de la Barceloneta. L'existence de l'organisme supra-municipal

du *Gran Valencia* ainsi que ses démarches ont tout d'abord ralenti la réflexion ainsi que le processus de réaménagement du quartier. Toutefois, tel que nous l'avons évoqué précédemment, cet espace urbain a très tôt été déclaré *Conjunto Histórico Artístico* par le Ministère de la Culture. Malgré le non-aboutissement des interventions prévues pour le revaloriser et le remettre aux normes, cette reconnaissance démontre une volonté forte de la part des autorités nationales de mettre en avant et de préserver le patrimoine architectural présent. Au niveau municipal, une fois le démantèlement du *Gran Valencia* réalisé, cette démarche se concrétise d'un côté, par la suspension du *Plan Parcial 13*, un projet qui tendait à dénaturer le quartier au profit d'une circulation routière sans limite et, de l'autre, par la révision du PGOU de 1966, toujours en vigueur au début des années 1980.

Dans la mesure où les planifications antérieures n'avaient de cesse de projeter la construction d'une autoroute ou d'installer des infrastructures de grande ampleur (zone portuaire, voie ferrée, etc.), la municipalité des années 1980 aspire à réorienter ses pratiques. C'est pourquoi la modification du PGOU souhaite englober les divers points suivants :

- L'amélioration de l'accès au port depuis le nouveau cours du fleuve Turia ;
- L'élimination de portions de l'Autoroute de la Méditerranée et notamment ses accès nord qui s'élevaient en frontière entre le quartier et les plages ;
- Le remplacement de la voie de chemin de fer et de ses passages à niveaux par une voie ferrée souterraine ;
- La définition d'une zone de « protection spéciale » (*Protección Especial*) pour les quartiers du Cabanyal et du Grao<sup>144</sup>.

La révision du PGOU de 1966 illustre ainsi une dynamique municipale qui entend, au début des années 1980, revaloriser ce secteur de la ville, tout en le libérant des divers obstacles qui se sont élevés autour de lui. Cette démarche patrimoniale est poursuivie dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan général d'aménagement urbain, approuvé en 1988. Dans ce dernier, la valeur historique du Cabanyal, légalement reconnue en 1978, n'est pas négligée. Le

---

<sup>144</sup> Ayuntamiento de Valencia – Oficina municipal del Plan, *Memoria informativa del Plan General de Ordenación Urbana* (PGOU) de 1988, p. 43. (Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence)

PGOU réaffirme le classement du quartier au titre d'« ensemble historique artistique » et va même plus loin, dans la mesure où il le déclare « ensemble historique protégé » (*Conjunto Histórico Protegido*). La représentation graphique dudit plan élude d'ailleurs totalement la question problématique de l'avenue *Blasco Ibáñez*. Anciennement dénommée *Paseo de Valencia al mar*, sa jonction avec les quartiers du littoral est restée, durant de nombreuses années, très polémique. La protection de cet espace urbain est ainsi sous-entendue dans ce plan par le fait de ne pas prolonger l'avenue jusqu'à la plage, ce qui implique de ne pas détruire une partie du quartier. Le rapport justificatif qui accompagne le projet déclare néanmoins que cette zone fait l'objet d'une planification différée, qui sera élaborée dans le cadre d'un futur plan spécial et qui tendra à résoudre ce point<sup>145</sup>. Le document insiste également sur le fait que l'accessibilité à la zone maritime par le biais de l'avenue est un élément dont la ville ne peut se passer, raison pour laquelle cette jonction doit être étudiée en profondeur. En réalité, le classement du quartier comme « ensemble historique protégé » implique, en conformité avec la loi en vigueur, la réalisation d'une planification spécifique, par le biais d'un plan spécial. Ainsi, le dilemme, tantôt alimenté par la volonté de réaliser un projet urbanistique historique qui ouvrirait la ville vers son littoral (prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*), tantôt généré par la nécessité de préserver un quartier dont la valeur patrimoniale est légalement reconnue (conservation et réhabilitation du Cabanyal), constitue les raisons pour lesquelles la planification de cet espace spécifique est reportée aux années ultérieures, voire envisagée dans le cadre d'une concertation entre les habitants et les autorités locales. De ce fait, si le dialogue avec les riverains est ici contemplé par l'équipe municipale au cours des années 1980, il n'est pas directement mis en place dans le cadre du réaménagement du quartier du Cabanyal.

Lors des différentes étapes d'avancement du nouveau plan général, la municipalité de Valence emploie toutefois un procédé qui n'a jamais été utilisé jusqu'alors dans cette ville, en présentant le projet au public en novembre 1985<sup>146</sup>. Dans une démarche similaire à celle appliquée à Barcelone dans le cadre de l'élaboration du PERI de la Barceloneta, les différentes

---

<sup>145</sup> Ayuntamiento de Valencia – Oficina municipal del Plan, *Memoria justificativa del Plan General de Ordenación Urbana* (PGOU) de 1988, p. 52. (Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence)

<sup>146</sup> Ayuntamiento de Valencia – Oficina municipal del Plan, *Memoria informativa del Plan General de Ordenación Urbana* (PGOU) de 1988, p. 54. (Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence)

révisions du PGOU valencien sont publiquement présentées aux diverses associations de riverains de la ville (*Asociaciones de Vecinos*, AAVV), à la RENFE, aux autorités portuaires et autres entités propriétaires de terrains. Diverses réunions d'informations ont lieu à l'occasion de concertations avec les autorités et l'équipe en charge de la rédaction du plan. De ce fait, tant les habitants que les professionnels peuvent émettre des requêtes pour apporter des modifications au plan initial. Néanmoins, dans le cas précis du Cabanyal, pour lequel les habitants réclament une solution à la jonction problématique entre le quartier et l'avenue *Blasco Ibáñez*, aucune résolution ne peut être proposée par l'intermédiaire de ce plan général. C'est pourquoi la population devra attendre l'approbation d'un nouvel outil urbanistique, un « Plan spécial de protection et de réforme intérieur » (*Plan Especial de Protección y Reforma Interior*, PEPRI) qui n'a lieu qu'en 2001.

Ainsi, dans le cadre d'une refonte totale du système juridique et administratif de l'aménagement urbain, l'élaboration des nouveaux outils de restructuration s'est traduite par davantage de dialogue entre les autorités compétentes et la population. Par ailleurs, l'intérêt porté à la valeur du bâti historique s'est accru, grâce, selon les cas, à l'intervention du Ministère de la Culture ou à celle du Parlement régional. Cependant, malgré de nettes améliorations, des problèmes et des dilemmes subsistent toujours quant à la préservation du patrimoine dans un contexte de modernisation des villes. S'ajoute à cela la question du droit de regard de l'habitant sur les projets prévus dans son lieu de vie. Divers cas se configurent alors. À Barcelone, par exemple, les mobilisations des riverains de la Barceloneta ayant eu lieu antérieurement portent leur fruit et conduisent à une action concertée entre autorités et habitants. À l'inverse, dans le cas de Valence, les difficultés liées au quartier du Cabanyal ne sont pas directement traitées par la municipalité, qui préfère différer cette planification et l'examiner lors de l'élaboration d'un plan spécifique. Les nouvelles propositions de planification pour le quartier vont d'ailleurs conduire à une longue bataille judiciaire et institutionnelle entre les habitants, les membres des associations de quartier du Cabanyal, et les autorités municipales.

## 1.2.2. La modernisation de Barcelone et de Valence, ou l'accentuation des fractures socioéconomiques de l'Espagne

La question de l'aménagement urbain est différemment développée et envisagée selon le contexte politique, social et économique du pays. En Espagne, la fin de la Transition démocratique établit les conditions idéales pour entreprendre une transformation profonde du pays. Au-delà de l'adaptation des différents cadres légaux et réglementaires ou des multiples réformes mises en place, le gouvernement socialiste, dès le début du second mandat de González, se mobilise afin d'obtenir l'entrée de l'Espagne dans la CEE et modernise la politique extérieure du pays. Cette ouverture vers l'étranger se traduit par une vague d'investissements nationaux et internationaux totalement inédite, contribuant à moderniser le pays. Diverses métropoles et régions espagnoles souhaitent parallèlement prendre de l'importance, à l'échelle mondiale. Cette volonté pousse par exemple la ville de Valence à proposer, en 1983, sa candidature pour l'organisation des Jeux méditerranéens (1987), qui n'est finalement pas retenue.

Après un long processus d'intégration, les autorités espagnoles parviennent finalement à ratifier l'acte d'adhésion au marché européen, le 12 juin 1985. Il entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1986. L'entrée de l'Espagne dans la CEE s'inscrit dans un vaste processus de libéralisation et d'ouverture économique du pays. Outre la reconnaissance du système démocratique espagnol, la CEE représente surtout l'intégration au marché économique européen, synonyme de nombreuses opportunités en termes d'échanges commerciaux. Les pays membres deviennent dès lors des partenaires commerciaux privilégiés. Favorisant la confiance des investisseurs étrangers, les accords européens sont à l'origine d'une nouvelle phase de croissance pour l'économie espagnole. Les marges bénéficiaires des entreprises sont alors en hausse et la bourse ainsi que les marchés financiers obtiennent des gains records. Les comptes de l'État s'améliorent donc et les autorités parviennent à réduire le déficit de l'État à moins de 3,5% du PIB. Quant à l'inflation, elle est maintenue à environ 3% et la croissance économique est supérieure à la moyenne européenne avec 5,6% en 1987 et 5,2% en 1988<sup>147</sup>.

---

<sup>147</sup> ARÓSTEGUI, Julio ; BAHAMONDE, Ángel ; MOLINERO, Carme *et al.* ; MARTÍNEZ, Jesús A. (coord.), *Historia de España siglo XX : 1939-1996*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 345.



Parallèlement, on assiste à un accroissement considérable du tourisme. Le nombre de touristes entrant dans le pays en 1980 était de 32 millions ; dix années plus tard, en 1990, il est de 52 millions<sup>148</sup>. Ce type de mutation a un impact très important, en particulier sur l'aménagement du territoire, l'activité économique ou encore les pratiques sociales de la population<sup>149</sup>. La conception et le développement de l'urbanisme se voient ainsi une nouvelle fois modifiés au début des années 1990, pour répondre aux bouleversements en cours. L'année 1992 va d'ailleurs venir renforcer cette dynamique naissante, dans la mesure où l'Espagne prend une place considérable sur la scène internationale, tant sur le plan culturel que sportif. Quatre évènements, parmi lesquels les Jeux Olympiques de Barcelone nous intéressent tout particulièrement, sont, de fait, célébrés en Espagne. L'année 1992 si particulière pour l'Espagne représente l'opportunité de montrer au monde entier une nouvelle facette du pays : l'image d'une Espagne moderne, riche et capable d'organiser, dans la même année, diverses rencontres culturelles et sportives d'envergure internationale. Préparés en amont, dès la sélection des villes, ces événements permettent au pays de tourner définitivement le dos au régime de Franco. La société espagnole entre dans un processus de développement qui la rapproche de ses voisins européens et l'année 1992 en est le point culminant.

La sélection de la capitale catalane, en octobre 1986, comme siège des Jeux Olympiques de 1992, déclenche un processus par le biais duquel l'espace urbain barcelonais fait l'objet de nombreux projets de réaménagement. Il prévoit notamment la restructuration de la ville en créant, entre autres, des logements destinés au village olympique, des structures sportives, des espaces de loisirs ainsi que des infrastructures pour améliorer le réseau des transports et des télécommunications. Pour ce faire, la ville de Barcelone promeut un type de développement rapidement dénommé le « modèle Barcelone ». L'excellente organisation de l'évènement, sa gestion économique ainsi que la qualité des opérations menées en termes de régénération urbaine sont trois des caractéristiques essentielles qui ont façonné ce « modèle Barcelone »<sup>150</sup>. Basé sur

---

<sup>148</sup> BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 166.

<sup>149</sup> BARON-YELLES, Nacima, *Atlas de l'Espagne une métamorphose inachevée*, Paris, Autrement, 2009, p. 66.

<sup>150</sup> BRUNET, Ferran, « Análisis del impacto económico de los Juegos Olímpicos », in FERNÁNDEZ PEÑA, Emilio ; CERZUELA, Berta ; GÓMEZ BENOSA, Miquel *et al.* (eds.), *Mosaico Olímpico. Investigación multidisciplinar y difusión de los estudios olímpicos. CEO-UAB, 20 años*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 2011, p. 237.

un schéma de financement mixte à partir de fonds provenant du secteur privé et du secteur public (près de 37% des travaux ont été financés des promoteurs privés et un tiers correspond à l'emploi de capitaux étrangers), un des tours de force réalisés pour l'occasion est de générer un maximum d'investissements dans des infrastructures n'étant pas strictement réservées aux JO mais pensées dans une vision plus globale de développement de la ville dans les années suivantes<sup>151</sup>. Par ailleurs, les espaces non-bâties sont repensés pour créer : « une Barcelone qui deviendrait résidentielle après les Jeux, et à laquelle, tranchant avec le Poblenou qui s'étend derrière, Montjuïc semblait avoir préparé un vaste décor végétal et monumental en voie d'achèvement »<sup>152</sup>. Tel est le cas du front de mer qui, faisant l'objet d'un attrait grandissant depuis quelques années, accueille les structures du village olympique. Par ailleurs, outre des constructions propres à la métropole qui s'accompagnent d'une modernisation du réseau de transports, de nombreux équipements hôteliers mais également d'infrastructures de services, les villes environnantes profitent également desdits investissements en termes de communication avec la capitale régionale.

Sur les quatre événements qui ont lieu en 1992, l'olympiade barcelonaise compte bien entendu parmi les plus marquants. Néanmoins, la seule année 1992 et les JO ne suffisent pas à expliquer les raisons des profondes mutations que traverse l'Espagne dans les années 1990 et qui traduisent « à la fois la reconnaissance d'un redressement spectaculaire et le masque de difficultés persistantes ou émergentes »<sup>153</sup>. En réalité, la récession économique qui va frapper le pays en 1993 ainsi que la désindustrialisation du pays, en cours depuis la décennie précédente, explique la nécessité d'accroître la libéralisation de l'économie<sup>154</sup>. L'activité tertiaire qui englobe notamment les activités liées au tourisme et alimente l'essor de grands travaux, afin de moderniser certaines infrastructures, donne un nouvel élan au pays à partir de 1995<sup>155</sup>. Celui-

---

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>152</sup> VÁSQUEZ MONTALBÁN, Manuel, *Barcelones*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, p. 272.

<sup>153</sup> CHASTAGNARET, Gérard, « L'économie espagnole depuis la transition. Une trajectoire européenne et méditerranéenne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire - Spécial : Les 25 ans de l'Espagne démocratique*, vol. 2, n° 74, 2002, p. 82.

<sup>154</sup> DEL ROMERO RENAU, Luis, « Dos décadas de urbanismo-espectáculo en España : los grandes eventos como motor de cambio urbano », *op. cit.*, p. 325.

<sup>155</sup> DÍAZ HERNÁNDEZ, Ramón ; PARREÑO CASTELLANO, Juan Manuel, « Évolution du processus urbain espagnol dans la seconde moitié du XXe siècle », PUYO, Jean-Yves (coord.), *Sud-Ouest Européen : Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest - Géographie historique, pour un autre regard*, n° 23, 2007, p. 103.

ci se vérifie par le fait que les villes du pourtour méditerranéen entrent peu à peu en concurrence dans le domaine du tourisme. Les pays du Maghreb devenant des candidats sérieux dans ce secteur, ils poussent l'Espagne à renouveler son offre<sup>156</sup>. C'est dans ce contexte plus global que, dans la plupart des métropoles espagnoles, vont émerger des projets dont les stratégies sont notamment fondées sur le marketing des villes.

Les expériences culturelles de 1992 ont en effet stimulé ce type de démarche sur le territoire espagnol. Qu'il s'agisse de Madrid, de Séville ou encore de Barcelone, chacune de ces villes débute une campagne publicitaire en amont des diverses célébrations, un processus que Muriel Rosenberg-Lasorne définit comme étant du « marketing urbain »<sup>157</sup>. De là, la création de produits dérivés tels que des affiches ou des timbres, mais également la création de mascottes. L'Exposition Universelle de Séville est par exemple accompagnée de *Curro* tandis que la mascotte des JO de Barcelone s'appelle *Cobi*. Néanmoins, l'activité promotionnelle consistant à créer un slogan ou tout autre objet publicitaire, ne suffit pas à élaborer une « image de marque de la ville » (*Marca-ciudad*)<sup>158</sup>. Dans le cas de Barcelone par exemple, au-delà de la promotion des Jeux Olympiques, il semble également que la ville cherche à se façonner une image qui conduira à l'élaboration d'une marque qui lui est propre. Dans la mesure où « l'image de marque d'une ville sera, outre son logo et son slogan s'ils existent, le nom de la ville associé à un groupe d'attributs qui, perçus par le public visé, provoquera des réactions positives ou négatives »<sup>159</sup>, la capitale catalane prend appui sur ses points forts (architecture, ville portuaire, etc.) au moment de concevoir ses futurs projets. Par ailleurs, « le défi du nom pour

---

<sup>156</sup> BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 166.

<sup>157</sup> Dans ses recherches, M. Rosenberg-Lasorne définit le marketing urbain comme « l'ensemble des moyens mis en œuvre pour promouvoir l'image de la ville. Il apparaît comme une démarche stratégique et comme le résultat de cette démarche, c'est-à-dire ce que produit le marketing : les images publicitaires, les textes promotionnels, les événements médiatisés » in ROSEMBERG-LASORNE, Muriel, « Marketing urbain et projet de ville : parole et représentations géographiques des acteurs », *Cybergeo. European Journal of Geography - Aménagement, Urbanisme* [En ligne], 1997.

URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/1977> ; DOI : 10.4000/cybergeo.1977

<sup>158</sup> SÁEZ VEGAS, Lucía ; MEDIANO SERRANO, Lucía ; ELIZAGARATE GUTIÉRREZ, Victoria, « Creación y desarrollo de marca ciudad. Análisis de los registros de marca de las principales ciudades españolas », *Revista de Dirección y Administración de Empresas*, n° 18, 2011, p. 130.

<sup>159</sup> « *La marca ciudad será el nombre de la ciudad, además del logo y del eslogan si existen, asociada a un grupo de atributos que, percibidos por el público objetivo, provocarán reacciones positivas o negativas* », in *Ibid.* p. 131.

une marque est de créer une série d'associations positives profondes qui la reflètent »<sup>160</sup>, c'est pourquoi, dès 1986, une campagne de communication intitulée « Barcelone, fais-toi belle » (*Barcelona posa't guapa*) accompagne la nomination de Barcelone en tant que siège des JO.

Les différentes stratégies employées dans le cadre de la promotion de l'Olympiade de 1992 correspondent donc à des processus de marketing urbain. On les retrouve dans d'autres métropoles, dans la mesure où ces phénomènes répondent à la mise en concurrence des villes tant au niveau national qu'international et, à plus forte raison, sur le pourtour méditerranéen. Il règne en effet, dans cet espace, la volonté et la prétention d'élever les villes au rang international, raison pour laquelle les espaces littoraux, soit les « fronts d'eau »<sup>161</sup>, deviennent rapidement stratégiques pour les autorités. Leur potentiel, déjà étudié dans les décennies précédentes, est d'ailleurs clairement décelé lors des JO de Barcelone. Il ne semble plus question cette fois de bétonner le rivage pour générer un maximum de logements et de rendement. L'intervention urbanistique souhaite plutôt façonner une nouvelle vitrine pour la ville, pour la rendre plus attractive mais également plus moderne. Pour ce faire, divers leviers sont envisagés. Pour « mettre leur ville sur la carte »<sup>162</sup>, les métropoles développent, au-delà des centres d'affaires dans lesquels s'accumulent sièges sociaux nationaux et internationaux, des équipements sportifs ainsi que des infrastructures culturelles très modernes, se concrétisant par des opérations d'aménagements de prestige. En d'autres termes, la plupart des nouvelles propositions urbanistiques vont prendre appui sur des « grands projets »<sup>163</sup>.

Ce procédé n'est pas néanmoins spécifique au cas espagnol. Plus globalement, les rives de la Méditerranée semblent être repensées en ces termes. Le projet marseillais « Euroméditerranée » prévoit par exemple dès 1995, des opérations monumentales de

---

<sup>160</sup> « *El desafío de la denominación de marca es crear una serie de profundas asociaciones positivas que la reflejen* », *Ibid.*

<sup>161</sup> Nous reprenons ici une expression employée dans divers travaux tels que BARTHEL, Pierre-Arnaud, « Faire du “grand projet” au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », VERDEIL, Éric ; MONTES, Christian ; HONEGGER, Anne (ed.), *Géocarrefour – Varia* [En ligne], vol. 83, n° 1, 2008. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/5293> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.5293

<sup>162</sup> Cette expression, employée à maintes reprises par Rita Barberá, maire de la ville de Valence entre 1991 et 2015, est reprise et explicitée dans BARON-YELLES, Nacima, *L'Espagne aujourd'hui : de la prospérité à la crise*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2010, p. 92.

<sup>163</sup> Nous reprenons ici l'expression employée par Pierre-Arnaud Barthel pour étudier les cas de Tunis et Casablanca : BARTHEL, Pierre-Arnaud, « Faire du “grand projet” au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *op. cit.*

réhabilitation urbaine entre le port de commerce, le Vieux-Port et la gare TGV, afin de promouvoir le développement économique de la ville. Il est ainsi l'occasion de débloquer des aides financières permettant la requalification d'espaces urbains au cœur de la ville portuaire. Le réaménagement, d'ailleurs très controversé, des quartiers populaires environnants, est par conséquent compris dans la restructuration globale de ce secteur de la ville. Ce projet de métamorphose physique de la cité phocéenne s'inscrit dans le cadre des accords « Euromed », également appelés « Processus de Barcelone ». Ainsi, alors que l'Espagne préside en 1995 le conseil européen, l'Union Européenne passe des accords avec quelques dix autres pays du pourtour méditerranéen. Ce partenariat a pour but initial de construire un espace de paix permettant, à terme, le développement d'un marché de libre-échange. Selon Paul Balta, « la Conférence Euro-méditerranéenne des 27 et 28 novembre 1995 et la Déclaration de Barcelone adoptée à l'issue des travaux peuvent être considérées comme l'acte fondateur de la Méditerranée du XXI<sup>e</sup> siècle car elles consacrent la fin d'un cycle [...] et amorcent une dynamique inspirée par une nouvelle philosophie »<sup>164</sup>. Dans le cas de Marseille, il s'agit, selon la nomenclature dudit projet de mettre en place un « accélérateur de l'attractivité et du rayonnement de la métropole marseillaise entre l'Europe et la Méditerranée »<sup>165</sup>. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer à quel point les zones portuaires deviennent à ce moment-là, telles de véritables vitrines, des espaces à optimiser dans le cadre de l'internationalisation des villes.

La zone portuaire barcelonaise, au sein de laquelle se situe le quartier de la Barceloneta, s'est d'ailleurs elle aussi étendue et diversifiée. De fait, le *Port Vell*, qui borde le quartier de la Barceloneta, est concerné par des travaux de rénovation à partir des années 1980. Son inauguration est célébrée en 1995. Les investissements colossaux engagés dans le « Vieux-Port » barcelonais conduisent à la construction de promenades, centres commerciaux et autres équipements de loisirs qui contribuent à la venue de 16 millions de visiteurs annuels dans ce secteur de la ville<sup>166</sup>. De la même manière, à l'occasion de l'olympiade de 1992, un port olympique est érigé au nord de la ville. Il comble, par la construction d'infrastructures maritimes et sportives, le déficit de la capitale catalane dans ce domaine. Conçu par le cabinet

---

<sup>164</sup> BALTA, Paul, *Méditerranée : défis et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 138.

<sup>165</sup> <http://www.euromediterranee.fr/quartiers/presentation.html> (Dernière consultation : 5 février 2019).

<sup>166</sup> <http://www.portdebarcelona.cat/fr/web/port-del-ciudadada/port-i-ciutat> (Dernière consultation : 8 février 2019).

d'architectes *MBM Arquitectes*<sup>167</sup>, il est inauguré à l'occasion des JO. Quelques années plus tard, en 2004, le *Port Fórum Sant Adrià* est pour sa part construit dans le cadre du Forum Universel des Cultures. Célébré pour la première fois à Barcelone, ce forum international, qui a lieu tous les trois ans et qui se veut un temps fort de réflexion autour de questions telles que le développement durable ou le maintien de la paix, s'est finalement soldé par un bilan mitigé. Contrairement au port olympique et malgré d'importantes opérations urbanistiques (édification de palais des congrès, de centres commerciaux, de restaurants et de lieux d'activités récréatives), ce port de plaisance n'est pas parvenu à accueillir le nombre de visiteurs escomptés. Il tend néanmoins à être développé comme une passerelle de loisirs situé au croisement du centre-ville, de la mer et de l'aéroport. La zone portuaire barcelonaise, jusqu'alors très industrielle, est en passe d'acquérir, outre sa grande capacité commerciale, un véritable espace dédié aux activités récréatives et sportives. L'attraction touristique semble être le moteur principal de ce genre de projet. Une première fracture se dessine ainsi progressivement entre les habitants des quartiers populaires environnants et les espaces urbains destinés en grande partie au tourisme et aux couches sociales les plus aisées, avec la proposition d'infrastructures à usages récréatifs haut de gamme.

Comme nous l'avons souligné auparavant, la frange littorale méditerranéenne dans sa globalité est concernée par ce type de développement, majoritairement axé sur le tourisme. En 1995, par exemple, le parc de loisir à thème *Port Aventura Park* ouvre ses portes, à quelques kilomètres de Tarragone, au sud de Barcelone. Situé à quelques centaines de mètres de la plage, ce parc de loisir reflète parfaitement, du fait de sa situation géographique, la volonté d'associer à des infrastructures récréatives un contexte des plus favorables, à savoir le bord de mer, afin d'augmenter le potentiel d'attractivité de ce type d'équipements. En outre, la diversification de l'offre touristique semble être un autre levier d'importance. Qu'il s'agisse d'un port sportif, d'un port de plaisance ou d'un parc d'attraction, le but recherché reste le même : créer une

---

<sup>167</sup> Notamment fondé par Oriol Bohigas et Josep Maria Martorell, ce cabinet d'architecture va se charger de différents projets relatifs aux JO.

distraction d'une nature nouvelle et attirer, par conséquent, un public plus large, en quête de nouveautés<sup>168</sup>.

Plus au sud, le littoral valencien se dote, comme Barcelone, d'une stratégie fondée sur les « grands projets ». La ville de Valence lance un « concours d'idées »<sup>169</sup> relatif à l'aménagement de l'embouchure de l'ancien cours du fleuve Turia, qui a été dévié quelques décennies auparavant. C'est en 1991 que Santiago Calatrava devient lauréat dudit concours. Figure de proue de l'architecture contemporaine, Calatrava édifie dans sa ville natale la « Cité des Arts et des Sciences » (*Ciudad de las Artes y de las Ciencias*), un ensemble de plusieurs bâtiments, dont le design futuriste se reflète dans les lacs pensés à cet effet. Abritant, entre autres, un musée et un cinéma, ce lieu devient l'emblème de la ville. L'image traditionnelle de la Valence « Ville fleurie » (*Ciudad de las flores*) des années 1930, forgée à partir de stéréotypes ruraux issus des plaines maraîchères, est bientôt éclipsée par celle de la Valence moderne et futuriste de Calatrava, ou du moins, tel est l'objectif recherché par les autorités municipales. L'architecte va d'ailleurs produire d'autres projets de ce type à Valence, parmi lesquels le *Puente Alameda* ou encore le *Palau de la Música*. Dans une étude sur les guides touristiques valenciens, Beatriz Santamarina Campos et Albert Moncusí Ferré retracent l'évolution des récits concernant la description de la ville. Ils exposent notamment les stratégies discursives employées (tels que les énumérations) pour placer la ville de Valence dans le circuit des destinations touristiques internationales. L'argumentaire avancé tend à la présenter comme étant la « ville du XXI<sup>e</sup> siècle » (*Ciudad del siglo XXI*)<sup>170</sup>. Le discours employé combine une rhétorique qui mêle l'ancien/tradition (notamment représenté par le centre historique soit les *Torres Serrano*, les *Torres Quartz* ou encore la cathédrale) et le nouveau/modernité (symbolisé par le *Paseo marítimo* ou la *Ciudad de las Artes y de las Ciencias*), les éléments les plus modernes se situant de plus en plus en direction de la mer. Le quartier du Cabanyal qui se trouve au croisement de la ville historique et de la ville moderne devient rapidement la cible de projets de requalification,

---

<sup>168</sup> OLIVERAS SAMITIER, Josep ; ROQUER SOLER, Santiago, « Los espacios de innovación en Cataluña. El papel de la autopista del Mediterráneo », *op. cit.*, p. 184.

<sup>169</sup> Outil d'aide à la conception de l'aménagement urbain, notamment utilisé dans le domaine architectural ou urbanistique.

<sup>170</sup> SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz ; MONCUÍ FERRÉ, Albert, « Manifiestos y latencias en la Valencia de la guías turísticas », in CUCÓ I GINER, Josep (ed.), *Metamorfosis urbanas : ciudades españolas en la dinámica global*, Barcelona, Icaria-Institut Català d'Antropologia, 2013, p. 267.

l'objectif global recherché étant indubitablement la création d'un véritable lien entre la ville et la mer. De fait, dès la fin des années 1990, il est rapidement question de l'élaboration d'un projet dénommé *Balcón al mar*<sup>171</sup>. Il s'agit de diverses phases de développement et de modernisation des infrastructures portuaires, les autorités cherchant davantage à optimiser le potentiel de ce secteur de la ville.

Valence tend donc à suivre le « modèle Barcelone », dans sa volonté de valoriser sa place dans le tourisme international, la réhabilitation du *Port Vell* barcelonais servant d'exemple à la capitale valencienne. La ville est élue, en 2003, siège de la 32<sup>ème</sup> Coupe de l'America (*America's Cup*, 2007). Pour mener à bien les opérations liées à l'organisation de la course nautique, le comité de coordination crée la société anonyme *Consorcio Valencia 2007* dont les principaux administrateurs sont le gouvernement, la région de Valence et la municipalité<sup>172</sup>. À la tête de celle-ci se trouve Rita Barberá Nolla, maire de la ville de Valence, qui œuvre également à l'aboutissement de l'avenue *Blasco Ibáñez*, ce qui souligne l'intention des autorités municipales de valoriser le potentiel de la zone littorale. La même année, le président de la *Generalitat Valenciana*, Francisco Camps, signe des accords avec Bernard Ecclestone, gérant des grands prix de Formule 1. Dans le but de faire de Valence une nouvelle ville de choix dans ce milieu, il est question d'y créer un circuit urbain pour rejoindre la ville de Monte Carlo, qui est jusqu'alors la seule à posséder un tel équipement<sup>173</sup>. Après diverses négociations, il est finalement décidé de construire le nouveau circuit sur les quais du port de plaisance et de réutiliser les infrastructures de la Coupe de l'America, délaissées à ce jour. Un an après de nombreux travaux pour agencer les équipements automobiles au sein des infrastructures

---

<sup>171</sup> BOIRA-MAIQUES, Josep Vicent, « Puerto y ciudad en Valencia. El tránsito hacia un modelo de uso ciudadano (1986-2013) », TAPIA, Maricarmen ; TATJER, Mercedes (eds.), *Biblio 3W. Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales - Número extraordinario dedicado al seminario geocrítica : Estrategias y conflictos en el puerto y el frente marítimo de Barcelona* [En ligne], vol. 18, n° 1049 (25), 2013. URL: <http://www.ub.es/geocrit/b3w-1049/b3w-1049-25.htm>

<sup>172</sup> LECARDANE, Renzo, « Le front de mer de Valencia et l'héritage de l'America's Cup 2007 », RODRIGUES-MALTA, Rachel (ed.), *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens - Villes portuaires, Horizons 2020. Les nouveaux enjeux du développement*, n° 111, 2008, p. 111.

<sup>173</sup> DEL ROMERO RENAU, Luis ; TRUDELLE, Catherine, « Mega Events and Urban Conflicts in Valencia, Spain : Contesting the New Urban Modernity », *Urban Studies Research* [En ligne], vol. 2011, 2011, p. 8. URL: <https://doi.org/10.1155/2011/587523>



portuaires, le circuit *Ricardo Torro* accueille sa première course. Pour des raisons financières, seulement cinq grands prix vont y être célébrés. Le circuit ferme ses portes en 2012.

Ainsi, qu'il s'agisse du port olympique ou du port du *Sant Adrià* à Barcelone ou encore du port de plaisance de Valence, les équipements qui les composent tiennent de l'aménagement de prestige. Les infrastructures colossales érigées sur ces deux fronts de mer méditerranéens intrinsèquement liées à l'organisation de « grands événements », sont symptomatiques de la volonté des autorités de donner une image des deux villes à hauteur de la nature de l'événement.

C'est pourquoi, parallèlement à ces projets urbains, les promenades situées le long des plages barcelonaises et valenciennes sont progressivement pourvues d'œuvres d'art (telles que *l'Estel ferit* de Rebecca Horn à Barcelone) ou encore d'infrastructures récréatives. Des éléments qui changent considérablement la physionomie des façades maritimes. Par ailleurs, des restaurants ainsi que des complexes hôteliers luxueux émergent dans les zones attenantes au port. À Barcelone, l'hôtel W, surnommé par les catalans hôtel *Vela* du fait de sa forme rappelant une voile de bateau, est le fruit d'une collaboration entre une chaîne de luxe et les autorités portuaires. Construit entre 2006 et 2009, d'après les plans de Ricardo Bofill, ce palace rappelle le Burj Al Arab Hôtel de Dubaï<sup>174</sup>. Il inscrit donc le front de mer barcelonais parmi les offres touristiques haut de gamme, lesquelles font des croisiéristes leur principale clientèle.

Cette « scénographie portuaire de qualité »<sup>175</sup> est également de vigueur dans la capitale valencienne dès 2006. *Las Arenas*, l'un des hôtels les plus chers et les plus luxueux de la région, avec ses cinq étoiles de confort, surgit sur la plage située entre le port autonome de Valence et le quartier du Cabanyal. Cherchant à redonner sa splendeur à cette zone anciennement occupée par les thermes municipaux, ce nouveau complexe, dessiné par les architectes Nebot, Alfaro et Amorrortu, vise, lui aussi, les classes sociales supérieures. Les infrastructures industrielles qui s'étaient progressivement implantées dans cet environnement urbain sont peu à peu remplacées par une série de boutiques haut de gamme. Des chaînes luxueuses et des marques, telles que

---

<sup>174</sup> BALLESTER, Patrice, « Les nouvelles logiques spatiales du port de Barcelone : tourisme de croisière, aménagement et paysage », DEHOORNE, Olivier (dir.), *Études caribéennes - Le tourisme de croisière : territorialisation, construction des lieux et enjeux de développement* [En ligne], n° 18, 2011. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/5154> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.5154

<sup>175</sup> *Ibid.*

Louis Vuitton, s'installent au cœur du port de plaisance et dans ses environs. La stratégie commerciale développée, avec l'aide de fonds publics, paraît similaire à celle de Barcelone, dans la mesure où elle semble, avant tout, s'orienter vers un public aux ressources financières élevées.

Qu'il s'agisse de la nature des travaux ou des différentes offres (commerciales, résidentielles, etc.) qui les accompagnent, la requalification du front de mer méditerranéen semble, en règle générale, destinée à augmenter le potentiel économique de ces zones. En ce sens, les populations vivant dans les secteurs attenants, à l'instar de la rue de la République à Marseille, du quartier de la Barceloneta à Barcelone ou encore du quartier du Cabanyal à Valence, ne correspondent pas à priori au public visé. Cette situation alimente par conséquent un mécontentement progressif des riverains qui voient se dessiner des fronts de mer qui ne leur semblent pas destinés.

De surcroît, les zones portuaires, bien que priorisées, ne sont pas les seuls espaces des villes touchés par une transformation de l'espace urbain, et notamment par l'émergence de bâtiments dont l'architecture peut être qualifiée de monumentale. Baron Yelles affirme à ce propos :

Au-delà de son potentiel de provocation, l'élan vertical qui saisit les centres-villes des métropoles espagnoles doit être compris comme l'expression d'un désir de modernité. Il concrétise visuellement le passage de ces métropoles à un nouveau stade de l'urbanité : stade quantitatif avec leur accroissement de population et d'activité ; mais stade surtout qualitatif, avec les modifications profondes de modes de vie qu'a entraînés l'étape récente du développement<sup>176</sup>.

Aussi, l'on peut considérer la construction, à Barcelone, de la Tour Agbar par Jean Nouvel en 2005 ou encore le gratte-ciel qui abrite le siège social de *Fenosa Gas Natural*, élaboré par Enric Miralles et Benedetta Tagliabue en 2008, comme étant l'affirmation de la capitale catalane en tant que ville moderne voulant figurer parmi l'élite des métropoles mondiales. En ce sens, c'est la modernisation des villes toutes entières qui est recherchée. Cela étant, ces processus ne semblent suffire pour atteindre de tels objectifs. Qu'il s'agisse de l'urbanisme relatif à l'élaboration de grands projets ou de l'urbanisme lié à l'organisation de grands événements, il est en réalité question d'interventions qui sont soit ponctuelles soit très localisées géographiquement. En d'autres termes, bien que dans la plupart de ces cas, les infrastructures demeurent, la durée des événements est limitée dans le temps et leur organisation est restreinte

---

<sup>176</sup> BARON-YELLES, Nacima, *L'Espagne aujourd'hui : de la prospérité à la crise*, op. cit., p. 92.

à certain quartier. Ces deux types d'intervention ne suffisent donc pas à façonner l'image globale de la ville.

Par conséquent, parmi les diverses propositions urbanistiques que nous venons d'évoquer, la plupart ne font pas immédiatement, et en l'état, consensus au sein de la population locale. Malgré cela, Muriel Rosemberg-Larsorne affirme que « la mise en scène de la ville semble destinée avant tout aux habitants de la ville, de la région, pour faire accepter le projet de ville »<sup>177</sup>. C'est sans doute pour cette raison qu'au-delà de la mise en place de chantiers stratégiques de grande envergure, d'autres opérations urbanistiques sont menées par les autorités à partir des années 1990, dans les quartiers centraux. Elles ne sont pas néanmoins de même nature que celles développées lors de la précédente décennie. Les objectifs ne sont pas les mêmes non plus. Ici, il est davantage question d'élaborer des plans ayant pour but de revaloriser l'image de la ville tout entière, sans se limiter à des projets qui sont certes d'envergure mais qui ne concernent qu'une partie du tissu urbain. Une morphologie globale homogène est davantage recherchée. De fait, les trop fortes disparités sociales, lorsqu'elles transparaissent dans le tissu urbain, sont souvent envisagées comme des facteurs nuisant à l'image de la ville<sup>178</sup>.

Cette considération n'est pas spécifique aux villes espagnoles des années 1990. Ce genre de démarche est en effet observable dans d'autres métropoles méditerranéennes à l'instar de la ville de Marseille qui, dans le cadre du projet « Euromed », met en œuvre des opérations de modernisation de la rue de la République, un secteur jusqu'alors très populaire, pour y installer un tramway et des magasins haut de gamme, dans une optique de régénération de l'esthétique haussmannienne<sup>179</sup>. Il en va de même au cœur de la ville d'Istanbul à l'occasion du réaménagement de la place Taksim. Diverses artères, dont l'avenue Istiklal, y ont été requalifiées, au moyen notamment de l'installation d'une ligne de tramway et de la

---

<sup>177</sup> ROSEMBERG-LASORNE, Muriel, « Marketing urbain et projet de ville : parole et représentations géographiques des acteurs », *op. cit.*

<sup>178</sup> CHAUMONT HAMIDA, Léa ; D'AGUANNO, Eugénie ; GERVAIS, Laurence *et. al.*, *La rue de la République, entre logiques publiques et intérêts privés : Quelle place pour les habitants ?*, DESS Développement local et urbain - Université de la Méditerranée Aix-Marseille II, 2004, p. 14.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 13.

piétonnisation des rues<sup>180</sup>. Du réaménagement (construction de nouvelles infrastructures telles qu'un tramway), à la rénovation (destruction du bâti ancien au profit de constructions modernes), en passant par la réhabilitation (remise aux normes et récupération de certains éléments architecturaux) ou encore par la patrimonialisation, les outils de revalorisation de la ville sont donc multiples.

En Espagne, contrairement aux années 1980, les opérations de réhabilitation menées à partir des années 1990 ne concernent plus uniquement les centres anciens mais également les zones attenantes, comme le souligne les projets concernant les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. Ni totalement centraux (c'est-à-dire qu'ils n'entrent pas directement dans la composition du centre ancien) ni complètement périphériques (ils ne sont pas non plus des quartiers éloignés qui sont soit résidentiels soit composés de grands ensembles), ces secteurs sont longtemps restés en marge de la plupart des projets. Tels des espaces hybrides, ces quartiers résidentiels qui ne comportent que peu, ou pas, d'éléments monumentaux, ne possèdent pas de critères semblables aux centres anciens et ne remplissent donc pas les conditions leur permettant de bénéficier des mêmes opérations. Ils ne correspondent pas non plus aux politiques de la ville relatives aux grands ensembles ou aux quartiers récents. Afin de compenser cette situation, de nouvelles tentatives de planification urbaine vont être proposées dans ce type de quartier, à l'instar de ce qui se déroule à Valence avec l'élaboration du PGOU durant les années 1980. Toutefois, les besoins des populations et le potentiel économique de certains espaces entrent parfois en contradiction, raison pour laquelle certaines des opérations proposées n'aboutissent pas ou ne répondent pas aux besoins des habitants. À titre d'exemple, nous pouvons citer le plan partiel du Cabanyal censé être élaboré au cours des années 1980 pour répondre aux attentes des habitants mais qui est finalement reporté, faute de solution concernant la construction de l'avenue *Blasco Ibáñez* et son aménagement.

Exerçant une forte influence sur le tourisme européen, qu'il soit balnéaire ou résidentiel (retraite, etc.)<sup>181</sup>, le front de mer devient en effet le lieu privilégié des grands chantiers. Au-

---

<sup>180</sup> FLEURY, Antoine, « Berlin / Istanbul. La rue au service de l'image des métropoles », ZENEIDI, Djemila (ed.), *Géographie et cultures - Où en est la rue face à la globalisation ?* [En ligne], n° 71, 2009. URL : <http://journals.openedition.org/gc/2139> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.2139>

<sup>181</sup> COURTOT, Roland, « Littoralisation et nouveaux modèles spatiaux dans la Communauté du pays valencien », in HUMBERT, André ; MOLINERO HERNANDO, Fernando ; VALENZUELA RUBIO,

delà de son potentiel d'attraction exacerbé par l'élaboration de buildings aux contours futuristes, le littoral devient également un moteur de l'industrie de la construction ainsi qu'un vecteur d'emplois et de croissance économique. De là, l'émergence d'une multitude de plans spéciaux ou de modifications des plans généraux, entre les années 1990 et 2000, à l'instar de ce qui se déroule à Barcelone. Le PERI de la Barceloneta de 1985 est par exemple repris et modifié en 1998 (sous le nom de *MPPERI de la Barceloneta, de les qualificacions i regulacions zonals*) afin d'appliquer au mieux les attentes souhaitées depuis sa création. Les modifications apportées reviennent principalement sur la configuration de la façade maritime, à savoir sur les contours extérieurs du quartier, et notamment sur la promenade. Au sein même de la Barceloneta, deux approches sont recherchées : d'une part, la volonté d'améliorer les conditions de vie et d'accessibilité aux logements, d'autre part, la réaffirmation du statut de protection en vigueur pour certaines bâtisses et des alternatives à leur réhabilitation. Le but est bien évidemment de redonner au quartier une esthétique de qualité à partir du bâti traditionnel. Bien que la configuration interne du quartier y soit abordée, cette nouvelle réflexion tient lieu de plan partiel dans la mesure où elle ne touche pas, à proprement parler, aux normes urbanistiques.

À Valence, la considération des espaces littoraux en tant qu'espaces stratégiques débute, dès les années 1990, avec la rénovation et la réhabilitation des anciennes infrastructures de production maraîchère, parallèlement au développement du réseau de transports urbains<sup>182</sup>. Le développement du réseau ferré urbain et des transports en commun ainsi que la desserte des zones maritimes démontrent en effet un intérêt grandissant des pouvoirs publics pour la valorisation et l'accessibilité de certaines zones. Dans le cas de Valence, il s'agit notamment du front de mer. En 1994, *Metrovalencia*, une entreprise publique dépendant de la *Generalitat*, inaugure la ligne 4 du tramway moderne. La construction de cette deuxième ligne du réseau reprend le tracé de l'ancien *trenet* et répond à une forte demande de la population. Elle dessert en effet les zones se situant au nord de la ville, en passant par le campus universitaire et un parc public très proche du centre historique. Les valenciens, qu'ils soient étudiants ou résidents

---

Manuel, (coord.), *España en la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, p. 108.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 121.

du centre, sont donc les premiers visés par le développement de cette ligne. Elle permet par exemple aux habitants du quartier d'accéder au reste de la ville rapidement et, plus globalement, à la population valencienne de se rendre à la plage facilement. L'élaboration des lignes suivantes, se situant dans les divers quartiers littoraux, ne semble pas, à priori, répondre aux mêmes attentes. L'aménagement le plus important dans ce domaine se trouve être la ligne de métro reliant l'aéroport à la zone portuaire. Les travaux s'étendent de 2003 à 2007 et culminent avec la construction de la station *Marítim Serreira* en 2007. Cette dernière permet de faire la jonction entre ladite ligne de métro et les deux lignes de tramway qui traversent les quartiers littoraux, la ligne 6 étant inaugurée en 2007 également. Rappelons à cette occasion que la réfection du port de plaisance et la construction de l'hôtel *Las Arenas* s'achèvent en 2006, ce qui coïncide parfaitement avec l'amélioration de l'accessibilité à la zone littorale de la ville.

Le quartier du Cabanyal est classé *Conjunto Histórico y Artístico* en 1978 puis *Bien de Interés Cultural* en 1993 (voir annexe B10). À cet égard, il fait l'objet d'un traitement particulier et ce, dès la rédaction du PGOU de 1988, qui prévoit pour cette zone un régime dérogatoire. De fait, l'article 20.1 de la Loi de Patrimoine historique espagnol (*Ley de Patrimonio Histórico Español*, LPHE) exige la réalisation d'un Plan spécial de protection et de réhabilitation intérieure (*Plan Especial de Protección y Reforma Interior*, PEPRI)<sup>183</sup>.

Pour ce faire, l'équipe municipale menée par Rita Barberá Nolla à partir du 5 juillet 1995, engage une réflexion autour des différentes options à envisager pour ce quartier afin d'accroître le potentiel côtier de la ville. Seulement deux ans après son élection, l'équipe municipale du PP reprend le projet historique du boulevard *Valencia al mar*, à savoir l'idée de prolonger une des plus grandes artères de la ville jusqu'à la plage, la désormais dénommée avenue *Blasco Ibáñez*. La Société anonyme d'interventions urbaines municipales (*Actuaciones Urbanas Municipales S.A.*, AUMSA)<sup>184</sup> prend finalement en charge la préparation du PEPRI à partir du 24 février

---

<sup>183</sup> « *La declaración de un Conjunto Histórico como Bien de Interés Cultural, determinará la obligación para el Municipio o Municipios en que se encuentra de redactar un Plan Especial de Protección del área afectada por la declaración u otro instrumento de planeamiento de los previstos en la legislación urbanística que cumpla en todo caso las exigencias en esta Ley establecidas* » in Ley 16/1985, del 25 de junio, Del Patrimonio Histórico Español, Tít. II « De bienes inmuebles », Art. 20.

<sup>184</sup> Né en 1986, cette société a pour objectif général, la réalisation d'études urbanistiques, la construction de logements, la réhabilitation d'autres ainsi que la gestion de projets parmi lesquels on peut trouver la

1997. Les projets qui découlent du travail mené par AUMSA sont au nombre de trois. La première option envisage de prolonger l'avenue *Blasco Ibáñez* de façon rectiligne tout en gardant ses proportions originales, à savoir une largeur de 100 mètres ; la seconde prévoit également la poursuite des travaux, mais propose un aboutissement différent qui se concrétiserait par une orientation nord de l'avenue dont la largeur serait ramenée à 48 mètres ; la troisième et dernière proposition remplace cet ultime tronçon de l'artère par une place construite au croisement de l'avenue et du boulevard *Serrería*. Le conseil municipal opte finalement pour la seconde option qui, après plusieurs réunions de présentation en 1999, sera ratifiée de façon définitive, le 2 avril 2001, sous le nom de PEPRI Cabanyal-Canyamelar (voir annexe B11).

Les deux principaux objectifs de ce nouveau plan découlent directement du Plan Général. Il s'agit de redynamiser et de régénérer les quartiers du Cabanyal et du Canyamelar afin d'apporter une solution aux problèmes soulevés par la finalisation des travaux de l'avenue *Blasco Ibáñez*. L'accès fluide au littoral a par ailleurs pour but de changer « de façon spectaculaire l'image même que les citoyens possèdent de la ville et de sa relation à la mer »<sup>185</sup>, tout en tenant compte de la valeur patrimoniale accordée aux quartiers concernés. Pour ce faire, il est question ici de scinder le quartier en deux parties et de détruire 1651 logements et 450 bâtiments. Ainsi, malgré le fait que ce plan prévoit des immeubles, d'une hauteur de cinq étages afin de respecter au maximum la morphologie initiale du quartier, un tel tracé bouleverse nécessairement sa forme ainsi que sa composition sociale, dans la mesure où les habitants qui possèdent des logements situés sur le tracé de l'avenue ne peuvent pas y rester. Des opérations de relogement sont, de fait, envisagées pour les habitants qui le souhaitent et dont les maisons seraient transformées ou détruites. AUMSA dispose, au début de l'opération, d'un total de 128 logements prévus à cet effet. Tandis qu'une partie se situe dans l'avenue *de los Naranjos*, l'autre se trouve dans la rue *Beato Juan Grande*, à savoir hors du quartier du Cabanyal. Le processus de relogement dépend directement de la situation des habitants (propriétaires/locataires). Par

---

réalisation d'infrastructures publiques, de parkings ou de jardins, ainsi que la rédaction de plans tels que le PEPRI. URL : <http://aumsa.es/>

<sup>185</sup> « *La finalización del Paseo cambiaría de forma espectacular hasta la propia imagen que de la Ciudad y su relación con el mar tienen hoy los ciudadanos* », in Ayuntamiento de Valencia, *Memoria Plan Especial de Protección y de Reforma Interior el Cabanyal-Canyamelar*, 2000, p. 13.

ailleurs, les résidents souhaitant devenir propriétaires des nouveaux appartements devront pour leur part régler la différence de prix entre la valeur du nouvel immeuble de relogement et la valeur de l'ancien.

Pour prendre en charge la mise en œuvre des opérations, la société mixte *Cabanyal 2010* est créée en 2005 sur demande de la mairie de Valence et de la Communauté Autonome : 55% des fonds sont d'origine publique et dépendent directement de la mairie ou de l'entreprise municipale AUMSA alors que 45% sont alimentés par 11 entreprises du secteur privé<sup>186</sup>. Lorsque cette société met en place ledit projet, une partie de la population du Cabanyal se mobilise par crainte d'être évincée du quartier et réclame un droit de regard sur les travaux en cours. Cette forte mobilisation sociale s'étend sur plusieurs années consécutives, de 1998 à 2019<sup>187</sup>, à savoir durant la quasi-totalité du mandat de Rita Barberá. Ainsi, contrairement aux opérations ponctuelles, qu'elles soient liées aux grands événements, à des aménagements de transport ou encore à la réhabilitation de certains espaces, les plans de réaménagements qui englobent des quartiers dans leur intégralité semblent moins consensuels aux yeux des populations locales, ce qui suppose un potentiel renouvellement des démarches urbanistiques.

On observe une situation similaire dans la ville de Barcelone en 2007, lors de l'élaboration d'un nouveau projet qui concerne le quartier de la Barceloneta. Intitulé « Modification du PGM dans la réglementation de l'édification traditionnelle de la Barceloneta pour l'amélioration de son accessibilité verticale » (*Modificació del Pla general metropolità en la regulació de l'edificació tradicional de la Barceloneta per millorar la seva accessibilitat vertical*), il est également appelé « Plan des ascenseurs » (*Plan de ascensores*). Ce plan est régi par la société anonyme municipale *Foment de Ciutat Vella* (FOCIVESA), qui s'attèle à coordonner et à gérer les divers plans de quartier relatifs au centre de Barcelone. L'objectif mis en avant dans le mémoire de présentation de ce projet de modification du PGM est de « [...] faciliter l'amélioration de l'accès vertical aux immeubles traditionnels de la Barceloneta à travers

---

<sup>186</sup> À partir de l'année 2010, année durant laquelle éclate un conflit ouvert entre certains habitants du quartier et la municipalité, cette société change de nom pour finalement s'appeler *Plan Cabanyal-Canyamelar*.

<sup>187</sup> Le conflit entre les habitants et les autorités locales prend véritablement fin en 2015, cela étant la lutte pour la réhabilitation du quartier se poursuit. Ce n'est qu'en 2019 que le collectif *Salvem el Cabanyal* cesse ses activités, considérant que le quartier n'est plus menacé par le PEPRI.



l'installation d'ascenseurs [...] »<sup>188</sup>. Mettant en avant l'accessibilité aux logements, tel que l'intitulé du plan l'explique, ce plan prévoit la destruction d'une partie des *quarts de casa*, c'est-à-dire des logements typiques de la Barceloneta pour placer, au cœur de certains immeubles un ascenseur.

En réalité, la structure originelle du quartier ne permet pas de telles installations dans chaque bâtisse. C'est pourquoi, l'équipe urbanistique affirme vouloir conserver la configuration actuelle du quartier, et ce malgré la destruction et la substitution de certains immeubles par des constructions récentes, pouvant accueillir les équipements d'accessibilité souhaités. De là, l'émergence, dans le projet, de propositions temporaires ou définitives de relogement destinées à la population dont la résidence serait transformée ou encore détruite. Diverses solutions sont proposées, soit la construction de 200 logements au sein de quartiers périphériques, soit la mise à disposition de 100 places dans une maison de retraite ou encore de 80 appartements adaptés et équipés pour les seniors<sup>189</sup>. Ces propositions de relogements ciblées sont le fruit d'une étude menée par les services municipaux, dont les résultats démontrent un certain vieillissement de la population. Malgré cet argument, selon les résidents et les associations de quartier, il est surtout question, sous couvert de l'amélioration de la qualité de vie, de métamorphoser totalement le tissu social du quartier. De fait, placer des ascenseurs dans chaque immeuble revient à agrandir les logements, à élever leur standing et donc à évincer les habitants, pour la plupart issus de classes populaires, voire moyennes.

Les mutations urbanistiques proposées par ce type de projets conduit les quartiers anciennement « populaires » à être désormais considérés comme « branchés »<sup>190</sup>. Ces propositions de relogement semblent implicitement alimenter des processus de gentrification, consistant à transformer les quartiers centraux anciennement populaires grâce à l'arrivée de

---

<sup>188</sup> « *L'objecte del present planejament és facilitar la millora de l'accessibilitat vertical en els edificis tradicionals de la Barceloneta mitjançant la dotació d'ascensor, d'una escala de veïns d'acord amb la normativa actual i de canals de distribució d'infrastructures de subministrament* » in Foment Ciutat Vella – Ayuntamiento de Barcelona : BO881 – 24 mai 2007 : *Modificació del Pla general metropolità en la regulació de l'edificació tradicional de la Barceloneta per millorar la seva accessibilitat vertical*, p. 5.

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> VAN CRIEKINGEN, Mathieu, « Réurbanisation ou gentrification ? Parcours d'entrée dans la vie adulte et changements urbains à Bruxelles », *Espaces et sociétés - Repenser l'espace et le politique*, vol. 3, n° 134, p. 162.

nouveaux habitants dont les ressources financières sont plus élevées<sup>191</sup>. La restructuration de ces quartiers périphériques, situés entre le centre-ville et la plage, prend alors tout son sens. Il n'est plus seulement question d'homogénéiser le tissu urbain ou d'améliorer certaines banlieues mais également de valoriser les espaces secondaires. Répondant à une double expectative, soit la réhabilitation *in situ* des quartiers en question et la revalorisation plus globale de la ville, ces opérations permettent également d'optimiser le potentiel touristique de l'espace littoral. Avec la concurrence de plus en plus accrue des pays du sud de la Méditerranée et de la mer Égée (Croatie) proposant des installations balnéaires de luxe à des prix défiant toute concurrence, l'Espagne se voit dans l'obligation de renouveler constamment son offre touristique. On assiste de ce fait à une multiplication des grands projets et des grands événements qui interrogent sur la place des quartiers traditionnels<sup>192</sup>. Dès lors, des conflits se produisent entre les autorités et les habitants desdits quartiers, d'autant que la majorité d'entre-eux considèrent les projets de modernisation comme des opérations immobilières à visées touristiques, ce qu'ils sont de fait.

### **1.2.3. L'essor de la corruption urbanistique ou l'échec de la transformation démocratique de la ville**

Des années 1960 aux années 2000, la côte méditerranéenne se trouve au cœur du développement des activités touristiques et immobilières, deux domaines intrinsèquement liés à l'aménagement du territoire, et dans ce cas précis, du littoral. De ce fait, les secteurs de la construction et de la promotion immobilière deviennent de véritables moteurs de l'économie nationale, d'autant qu'ils sont largement sollicités lors des phases d'expansion économique, principalement entre 1999 et 2007. Cette période est le résultat de la conjonction de divers facteurs, externes (tels que la mondialisation économique), et internes (tels que la croissance démographique ou l'expansion immobilière). Ces phénomènes provoquent des changements

---

<sup>191</sup> DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, *op. cit.*, p. 182.

<sup>192</sup> BARON-YELLES, Nacima, *Atlas de l'Espagne, une métamorphose inachevée?*, *op. cit.*, p. 67.

structurels d'envergure dans le pays, parmi lesquels l'accroissement de la place accordée au secteur de la construction dans l'économie nationale<sup>193</sup>.

L'expansion fulgurante de l'industrie de la construction, qui s'est déployée sur l'intégralité du territoire, n'épargne aucune région, même les plus éloignées. Baron Yellès décrit cette situation en ces termes :

Ce secteur mobilisait environ 12% de la richesse nationale créée chaque année et 13% de l'emploi en 2006, alors que ce secteur d'activité ne représente que 5% du PIB en France et en Allemagne. Tout au long des années 1990, les prix et les quantités produites n'ont cessé de grimper. Le prix du mètre carré de logement neuf a été multiplié par huit en quinze ans. Durant cette décennie, les promoteurs ont mis sur le marché en moyenne 70 000 logements de plus que la demande effective des ménages. À l'apogée de cette période, entre 2005 et 2007, l'Espagne engageait la construction de 800 000 logements neufs par an »<sup>194</sup>.

De surcroît, et pour reprendre les termes d'une recherche menée dans le cadre d'une revue spécialisée dans le monde de la finance<sup>195</sup> et mise en exergue dans un article traitant de la corruption<sup>196</sup>, « l'Espagne représente à peine 10% du PIB européen et, pourtant, on y a bâti depuis l'an 2000, 30% de tous les logements construits dans l'Union Européenne »<sup>197</sup>. Le secteur de la construction tient ainsi une place importante dans l'économie espagnole depuis le début du nouveau millénaire.

Jusqu'à la fin des années 1990, l'utilisation du sol est régie par la loi de 1975 et le texte refondu de 1976, mais leur inefficacité pousse les divers gouvernements qui se succèdent à proposer et à approuver toute une série de nouvelles lois d'urbanisme<sup>198</sup>. De fait, l'arrivée

---

<sup>193</sup> ALONSO PÉREZ, Matilde ; FURIÓ BLASCO, Elías, « La economía española », MAURICE, Jacques (ed.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – Printemps 2010* [En ligne], n° 6, 2010, p. 4. URL : <http://journals.openedition.org/cccec/3212> ; DOI : 10.4000/cccec.3212

<sup>194</sup> BARON-YELLES, Nacima, *L'Espagne aujourd'hui : de la prospérité à la crise*, op. cit., p. 50.

<sup>195</sup> MAULDIN, John, « Spain : The Hole In Europe's Balance Sheet », *investorsinsight.com. Financial Intelligence for the Informed Investor*, 2009. URL: [http://www.investorsinsight.com/blogs/john\\_mauldins\\_outside\\_the\\_box/archive/2009/08/31/spain-the-hole-in-europe-s-balance-sheet.aspx](http://www.investorsinsight.com/blogs/john_mauldins_outside_the_box/archive/2009/08/31/spain-the-hole-in-europe-s-balance-sheet.aspx)

<sup>196</sup> JEREZ DARIAS, Luis M. ; MARTÍN MARTÍN, Víctor O. ; PÉREZ GONZÁLEZ, Ramón, « Aproximación a una geografía de la corrupción urbanística en España », *Ería : Revista cuatrimestral de geografía*, n° 87, 2012, pp. 5-18.

<sup>197</sup> « España apenas representa el 10% del PIB Europeo, y sin embargo, desde el año 2000, en ella se ha construido el 30% de todas las viviendas construidas en la Unión Europea. », *Ibid.* p. 7.

<sup>198</sup> Nous faisons par exemple ici référence à la *Ley 8/1990, de 25 de julio, sobre Reforma del Régimen Urbanístico y Valoraciones del Suelo* dont les textes sont publiés en 1992. Pour un aperçu des diverses réglementations urbanistiques et leurs effets, voir l'annexe A de ce travail.

d'Aznar au gouvernement, qui propose une énième législation dans ce domaine<sup>199</sup>, se traduit par une augmentation considérable de la quantité de terrains constructibles, raison pour laquelle à partir des années 1990, le secteur de l'immobilier traverse une période de très forte croissance, tant en termes de constructions qu'en termes de prix.

En raison des divers remaniements réglementaires successifs, opérés au niveau national, chaque communauté autonome approuve, dès la fin des années 1990, des lois qui lui sont propres<sup>200</sup> et qui s'adaptent au cadre national en constante évolution. Selon les analyses réalisées par Luciano Parejo Alonso, la Catalogne et la Communauté autonome valencienne adoptent deux postures distinctes<sup>201</sup>. D'un côté, la communauté catalane opte pour un cadre juridique dans lequel il n'est plus question d'augmenter la quantité de sols constructibles mais de favoriser l'urbanisation des zones qui le sont déjà<sup>202</sup>. La priorité est donc donnée aux opérations de rénovation ou de réhabilitation urbaine. Pour ce faire, les procédures d'exécution sont simplifiées et des plans partiels ou encore des plans spéciaux sont prévus pour les zones prioritaires<sup>203</sup>. D'ailleurs, dans le quartier de la Barceloneta, le « Plan des ascenseurs » s'inscrit dans ce cadre réglementaire qui en justifie juridiquement le bienfondé, en s'appuyant sur la réhabilitation et la nécessité du maintien de l'habitat existant.

---

<sup>199</sup> L'ensemble des textes de lois que nous allons évoquer ou brièvement développer dans cette partie ne constituent pas une liste exhaustive de l'appareil législatif espagnol dans les domaines de l'urbanisme, de la gestion du sol ou encore dans la régulation du patrimoine. Il s'agit davantage ici d'un bref aperçu permettant d'étayer notre propos.

<sup>200</sup> MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 1998 et 1999 », *Afduh*, Paris, Dalloz-Sirey, 2000.

<sup>201</sup> D'après Luciano Parejo Alonso, sur la totalité des nouvelles lois autonomiques dictées en termes d'urbanisme, trois grandes tendances émergent :

« - La construction d'un système réglementaire propre reposant sur la législation nationale telle qu'elle était configurée en 1975-1976, donc rejetant les réformes de 1990-1992, c'est le cas de la Catalogne.

- La mise en place d'un système propre visant à coordonner les politiques d'aménagement du territoire, celles d'urbanisme et celles relatives à l'environnement : c'est le cas des Canaries.

- La reprise du système de 1990-1992 avec sa conception de l'aménagement urbain et du régime de propriété foncière, mais avec un renouveau des techniques d'exécution des plans, séparant par exemple la propriété du sol et la gestion des interventions d'urbanisme : c'est le cas de Valence, puis de l'Estrémadure et de Castille-La Manche ». Pour plus de détails, voir PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 33.

<sup>202</sup> Il s'agit des décrets suivants : *Decreto Legislativo 1/1990, de 12 de julio, por el que se aprueba el texto refundido de los textos legales vigentes en Cataluña en materia urbanística* ; *Ley 12/1990, de 5 julio, por la que se autoriza la refundición de los textos legales vigentes en Cataluña en materia urbanística*.

<sup>203</sup> MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 2002 et 2003 », *Dauh*, Paris, Le Moniteur Editions, 2004, p. 825.

Valence, quant à elle, adopte une législation permettant au secteur privé d'intervenir dans les opérations d'urbanisation, afin d'en réduire les coûts. Pour ce faire, les autorités instaurent une nouvelle entité administrative, « l'agent urbanisateur » (*agente urbanizador*), qui se charge des négociations avec les propriétaires<sup>204</sup>. Toute la particularité du modèle valencien réside ainsi dans l'émergence d'entreprises publiques ou privées désormais depositaires de certaines compétences urbanistiques. Les négociations entre ces deux secteurs (public/privé) vont parfois conduire à des excès. Roland Courtot affirme à ce propos que les politiques municipales de la communauté de Valence deviennent « laxistes » et se fondent sur des « lois régionales permissives »<sup>205</sup>. Les négociations menées entre le secteur public et le privé, via l'agent « urbanisateur », se sont donc parfois déséquilibrées au profit du second pour qui, l'augmentation de terrains constructibles est source de profits. Dans la ville de Valence, les démarches de l'*Agente Urbanizador* se multiplient, des secteurs entiers de la ville sont aménagés et dotés d'infrastructures importantes. C'est d'ailleurs dans ce cadre que le palais des congrès ou encore que le circuit de Formule 1 sont proposés et érigés<sup>206</sup>. Des marchés sont progressivement passés entre la municipalité et des entreprises du secteur privé : en échange d'une requalification des sols intéressantes, les promoteurs s'engagent dans des programmes immobiliers de grande ampleur ou garantissent le versement de sommes conséquentes. L'intérêt public ne semble donc pas nécessairement obtenir la priorité dans ce type d'échange. Ce système alimente des dérives telles que des situations de clientélisme voire des cas de corruption. Le plan de réaménagement relatif au quartier du Cabanyal s'inscrit directement dans cette trajectoire dans la mesure où la société *Cabanyal 2010*, en charge du prolongement de l'avenue

---

<sup>204</sup> Il est question ici de la loi suivante : *Ley valenciana 6/1994, de 15 de noviembre, reguladora de la actividad urbanística*.

<sup>205</sup> Faisant ici référence à la LRAU ainsi qu'à la Loi Urbanistique de Valence 16/2005 (*Ley 16/2005, de 30 de diciembre, de la Generalitat, Urbanística Valenciana*, LUV), l'auteur met en exergue les pratiques consistant à autoriser un nombre excessif de constructions sur le territoire côtier valencien. L'agent « urbanisateur » soumet en effet de nombreux terrains aux municipalités afin de les rendre constructibles et de les intégrer aux PGOU, ce qui augmente considérablement la surface à urbaniser. Pour davantage d'informations voir COURTOT, Roland, « Littoralisation et nouveaux modèles spatiaux dans la Communauté du pays valencien », *op. cit.*, p. 108.

<sup>206</sup> Le manque de moyens nécessaires à l'entretien de ces infrastructures construites dans le cadre de tels accords est révélateur d'un certain déséquilibre. Par exemple, près de quinze ans après la construction du circuit de F1, ces infrastructures se trouvent dans un état de dégradation avancé et sont inusitées.

*Blasco Ibañez*, est une société mixte<sup>207</sup>. Ce fonctionnement mixte est d'ailleurs mis en cause à plusieurs reprises par les habitants du quartier qui dénoncent le caractère douteux des opérations urbanistiques : sous couvert de réhabilitation urbaine il serait question, selon eux, de chantiers motivés par le clientélisme et les intérêts des capitaux privés.

Ainsi, malgré différentes tentatives de régulation du sol, plusieurs facteurs comme l'implication du secteur privé dans l'aménagement du territoire, ont conduit à la massification urbaine de certains espaces et expliquent l'essor fulgurant de la construction immobilière au cours des années 2000. Cette situation s'achèvera, au demeurant, par l'éclatement d'une bulle amorçant le début de la crise économique dont l'Espagne va particulièrement souffrir en 2008. Dans un pays où, depuis les années 1990, le secteur de la construction immobilière détient des parts colossales dans l'économie, ce constat pousse à s'interroger sur la nature des liens existant entre les propriétaires des terrains et les pouvoirs, qu'ils soient nationaux ou locaux.

Par exemple, la libéralisation du sol introduite en Espagne par la loi d'urbanisme de 1998, et renforcée par la législation ultérieure de certaines CCAA, permet certes la multiplication des chantiers de construction (notamment laissés aux mains du secteur privé), mais alimente surtout la bulle immobilière en constante progression. Dans le cadre d'une économie internationale en plein essor, cette situation conduit l'Espagne à baser sa croissance sur « une création démesurée de sol urbanisable et une construction excessive à destination essentiellement résidentielle »<sup>208</sup>. Ce type de pratiques donne progressivement lieu à la dénommée culture du *pelotazo urbanístico*, à savoir l'ensemble des procédés par lesquels les terres agricoles sont requalifiées en terrains constructibles et se retrouvent au cœur de projets

---

<sup>207</sup> Légale créée par le biais de *l'agente urbanizador* en 2005, cette figure est composée de 55% d'actionnaires publics avec entre autres, la mairie de Valence à travers la présence de l'entreprise AUMSA (*Actuaciones Urbanas de Valencia*) ou encore la *Generalitat* Valencienne avec l'institut IVVSA (*Instituto Valenciano de la Vivienda*) tandis que les 45% de capitaux restants sont détenus par onze entreprises privées. Les onze entreprises privées membres de *Cabanyal 2010* sont: *Necso Entrecanales*, *Construcciones Villegas*, *Armiñana Promociones Inmobiliarias*, *Urbis*, *Salvador Vila*, *Cavilga*, *Ecisa*, *Urbana Ducat*, *Sedesa Urbana*, *Edifasa-Pavasal* et *GIC Promociones Urbanas*. Pour plus d'informations voir SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « Cabanyal, cada vez más cerca. Del lugar al espacio como mercancía », HOMOBONO MARTÍNEZ, José ; VIVAS ZIARRUSTA, Isusko (eds.), *Zainak Cuadernos de Antropología-Etnografía - Ciudades globales y culturas locales 2*, vol. 32, 2009, p. 924.

<sup>208</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 33.

urbanistiques<sup>209</sup>. Ce phénomène provoque par la même occasion une hausse considérable des prix du sol et des logements. Autrement dit, lors des années 2000, la question de l'aménagement urbain s'accompagne de phénomènes de clientélisme et de corruption, qui se greffent au flux croissant de constructions<sup>210</sup>.

Ce constat est d'ailleurs mis en évidence, dès 2006, dans un manifeste rédigé et publié par plusieurs professionnels et géographes souhaitant tirer la sonnette d'alarme concernant les dangers liés à l'urbanisation intensive<sup>211</sup>. Au-delà des conséquences strictement financières de cette pratique, le *Manifiesto por una nueva cultura del territorio* indique les effets néfastes de l'urbanisation intensive si sa croissance ne cesse de progresser. L'écologie, la forme des paysages ou encore la qualité de vie de la population sont en effet autant de domaines touchés par les excès liés à l'aménagement du territoire. À titre d'exemple, ce rapport souligne l'accroissement des difficultés rencontrées par les habitants pour accéder à un logement décent, l'accroissement des déplacements et de l'étalement des villes, ou encore des coûts de services qui sont de plus en plus élevés. Le rapport de l'Association des géographes espagnols souligne, en 2006, que l'urbanisme est une pratique « trop souvent synonyme d'opacité, de "mauvaise politique" et même de corruption »<sup>212</sup>. Ce document insiste sur le fait que la société espagnole doit prendre conscience de l'impact négatif des mauvais usages et du désordre dans le domaine de l'urbain, au sens où les effets à long terme (qu'ils soient environnementaux, économiques ou sociaux) seront bien plus conséquents que les bénéfiques réalisés, à court terme, par le secteur privé<sup>213</sup>. L'Histoire confirme cette mise en garde. Bien qu'elle ne soit pas le seul fait de la corruption, la bulle immobilière éclate finalement en 2008, plongeant le pays dans une crise

---

<sup>209</sup> BARON-YELLES, Nacima, *Atlas de l'Espagne, une métamorphose inachevée?*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>210</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 34.

<sup>211</sup> ASOCIACIÓN DE GEÓGRAFOS ESPAÑOLES, « Manifiesto. Por una nueva cultura del territorio. 10 de marzo de 2010 », *Periférica. Revista para el análisis de la cultura y el territorio*, n° 8, 2007, pp. 267-270.

<sup>212</sup> « Además, la práctica del urbanismo ha devenido demasiado a menudo sinónimo de opacidad, de "mala política" y aún de corrupción », *Ibid.*, p. 267.

<sup>213</sup> « Es imprescindible que la sociedad española tome conciencia de que, de persistir, el mal uso y desgobierno del territorio acarrearía, tras una corta etapa de grandes beneficios privados, largos periodos de onerosos costes ambientales, económicos y sociales », *Ibid.*

économique sans précédent et mettant à jour les nombreux cas de corruption qui touchent la classe politique espagnole.

L'« opacité » qui caractérise les processus d'urbanisation en Espagne s'explique en réalité par la conjugaison de différents éléments. Pour expliquer les raisons qui sont à l'origine de la corruption, Robert Klitgaard propose dans ses travaux la formule suivante :  $C=M+D-A$ <sup>214</sup>. En d'autres termes, la corruption (*corruption* en anglais) est le résultat de l'addition du monopole (*monopoly*) et du pouvoir de discrétion (*discretion*), auxquels il faut soustraire l'imputabilité (*accountability*). Ainsi, selon Klitgaard, des cas de corruption émergent lorsqu'une personne, une organisation ou une entité administrative est en situation de monopole concernant un bien ou un service, et qu'elle détient de surcroît un pouvoir discrétionnaire important lui permettant de choisir la personne à laquelle revient ledit bien ou service, sans pour autant être susceptible de devoir rendre des comptes à tout autre membre de l'administration<sup>215</sup>. Cette théorie, replacée dans le contexte espagnol, semble se vérifier dans la mesure où dans le domaine urbanistique, un grand pouvoir décisionnel est accordé aux municipalités, et donc aux élus et fonctionnaires de l'administration locale. Profitant du boom de l'immobilier, favorisé par une croissance importante jusqu'en 2007, les collectivités locales du pourtour méditerranéen, et plus spécifiquement les municipalités rattachées à la communauté valencienne ou encore à celle de l'Andalousie, élaborent des plans d'urbanisation ne répondant pas nécessairement à une demande effective mais plutôt spéculative. Autrement dit, au lieu de répondre aux besoins générés par la pression touristique ou encore par la croissance démographique, certains projets immobiliers sont pensés afin de privilégier des intérêts privés, ce qui favorise des situations de clientélisme<sup>216</sup>.

---

<sup>214</sup> KLITGAARD, Robert, « International Cooperation Against Corruption », *Finance & Development*, vol. 35, n° 1, 1998, p. 4.

<sup>215</sup> GARZON, César ; HAFSI, Taïeb, « L'évaluation des stratégies de lutte contre la corruption », *Revue française de gestion* [En ligne], vol. 175, n° 6, 2007, p. 66.

URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2007-6-page-61.htm> ;

DOI : 10.3166/rfg.175.61-81

<sup>216</sup> JIMÉNEZ SÁNCHEZ, Fernando, « Boom urbanístico y corrupción política en España », PÉREZ DÍAZ, Víctor Miguel (coord.), *Mediterráneo económico - Modernidad, crisis y globalización: problemas de política y cultura*, n° 14, 2008, p. 279.



Les cas de corruption se sont ainsi multipliés et ce, particulièrement, entre 2000 et 2008. Les travaux réalisés par Jerez Darias, Martín Martín, Pérez Pérez et García Cruz démontrent l'étendue de ce phénomène sur tout le territoire espagnol. D'après leurs recherches sur les villes et les régions touchées par la corruption, la communauté de Valence figure au second rang du classement, juste derrière l'Andalousie. Quant à la Catalogne, elle se situe dans le premier tiers du classement<sup>217</sup>. De plus, selon les cas, certaines municipalités semblent réunir différents critères propices aux malversations économiques et urbanistiques. Ladite étude admet plusieurs caractéristiques géographiques pour expliquer ce phénomène, à savoir la localisation sur le littoral, dans l'intérieur des terres ou dans les zones montagneuses ainsi que la position centrale (capitale) ou périphérique des villes. Finalement, il s'avère que la conjonction et le croisement de deux ou plusieurs de ces données favorisent le nombre de cas de corruption. À l'échelle municipale, cette tendance se confirme d'ailleurs pour les deux villes qui nous intéressent plus particulièrement, au sens où, Barcelone et Valence réunissent deux des cinq critères utilisés pour répertorier les cas de corruption. Chacune d'entre elle se situe sur le littoral et possède le statut juridique de capitale de communauté autonome. Ces deux facteurs semblent augmenter les risques de spéculation immobilière et de corruption. Tandis que la position centrale de la ville requiert implicitement des logements mais aussi des équipements et des infrastructures à la hauteur de son statut, la situation sur le littoral génère des développements touristiques de grande ampleur. Pour ce faire, les municipalités n'hésitent pas à requalifier certaines zones en terrains constructibles pour augmenter la quantité de chantiers de construction, une démarche qui a directement à voir avec le financement de ces autorités locales. De fait, le financement des municipalités dépend en partie des impôts, et notamment des taxes sur les logements. Cela étant, dans plusieurs zones d'Espagne, les ressources financières des municipalités sont extrêmement faibles. Cette situation conduit parfois à la mise en place d'une corruption que l'on peut qualifier de « structurelle ». Inma Valeije Álvarez souligne par exemple que:

De nombreuses personnalités politiques ayant besoin de fonds et de revenus extraordinaires pour financer des équipements et des services municipaux (parfois, pourquoi s'en cacher, à des fins politiques) ne respectent pas la réglementation urbanistique, voire prennent des décisions pouvant nuire à l'environnement, convaincus des effets bénéfiques pour la population, car ces décisions génèrent de l'emploi. Elles sont aussi un moteur du

---

<sup>217</sup> Ce classement est réalisé en fonction du nombre de municipalités affectées par des cas de corruption urbanistique, entre 2000 et 2010.

développement économique et attire le tourisme. Il n'y a pas de bénéfice privé mais une très mauvaise gestion du sol<sup>218</sup>.

Ce modèle de gestion urbanistique, notamment municipal, semble favoriser la spéculation et la corruption car en Espagne, l'urbanisme revient aux mairies, et plus spécifiquement aux maires. C'est en effet le maire qui délivre les permis de construction dont les promoteurs ont besoin pour démarrer un chantier de construction et c'est aussi le maire, ou une personne de son entourage, qui est en charge de sanctionner les constructions illégales<sup>219</sup>. Dans les faits, ce fonctionnement n'incite pas nécessairement les représentants locaux à condamner les constructions illicites mais favorise plutôt la constitution de réseaux clientélistes. D'après Laura Pozuela, le résultat de cette proximité est « l'énorme marge d'impunité » mais ce qui est d'autant plus grave relève « des liens existants entre ces phénomènes de corruption et le financement illégal des partis politiques, raison pour laquelle chaque fois qu'un nouveau cas de corruption urbanistique est découvert, la confiance de la population envers les partis et les institutions démocratiques s'effrite »<sup>220</sup>.

En réalité, l'urbanisme et la corruption sont intrinsèquement liés en Espagne. Ce phénomène, qui se généralise progressivement, fragilise la confiance de la population envers ses

---

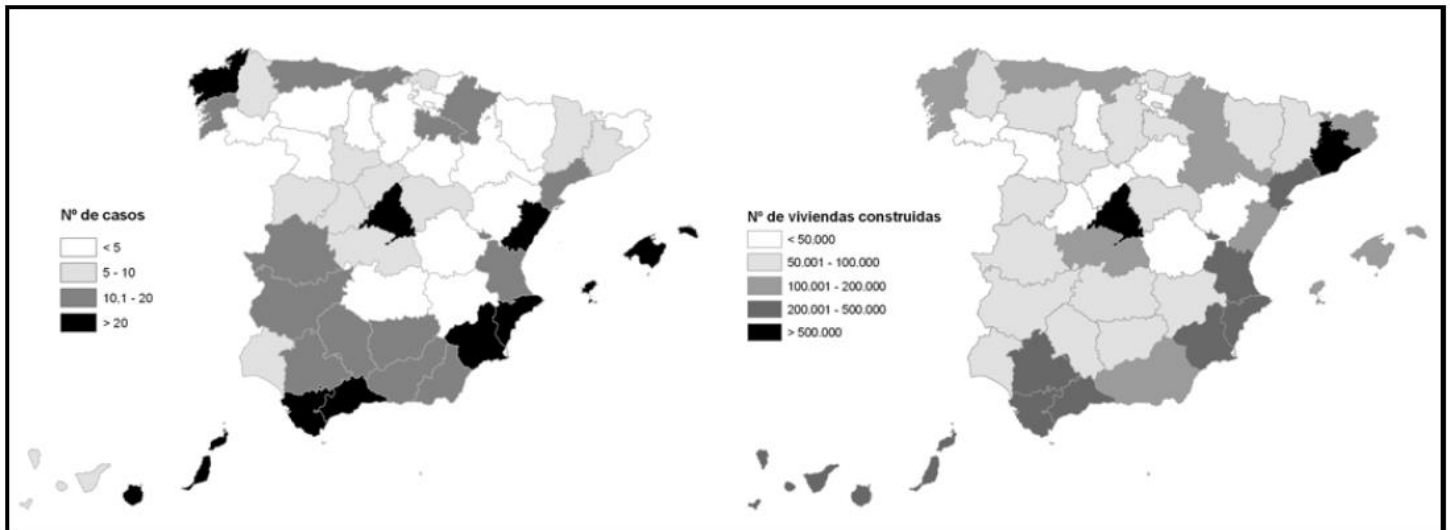
<sup>218</sup> « Muchos políticos municipales necesitados de fondos o ingresos extraordinarios para financiar las obras de equipamientos y servicios municipales (a veces porqué no decirlo con fines electorales) incumplen la normativa urbanística o incluso adoptan decisiones dañinas para el medioambiente convencidos de que el resultado es beneficioso para el pueblo, genera empleo, es motor de desarrollo económico y atrae el turismo. No hay beneficio privado pero se lleva a cabo una pésima gestión del suelo » in VALEIJE ÁLVEREZ, Inma, « Reflexiones sobre la eficacia de los delitos contra la administración pública en materia de corrupción urbanística », *Cuadernos Penales José María Lindón - Corrupción y urbanismo*, n° 5, 2008, pp. 35-36.

<sup>219</sup> VILLORIA, Manuel, « La corrupción en España : rasgos y causas esenciales », PELOILLE, Manuelle (ed.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – automne 2015* [En ligne], n° 15, 2015. URL : <http://journals.openedition.org/cccec/5949> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cccec.5949>

<sup>220</sup> « El resultado es la existencia de un enorme margen de impunidad. Y lo que es más grave, el lucrativo fenómeno de la corrupción está también vinculado a la financiación ilegal de partidos políticos, por lo que cada vez que se destapa un caso de corrupción urbanística la confianza de los ciudadanos de los partidos y en las instituciones democráticas se tambalea » in CASTILLO GRIJOTA, Marga, « La corrupción urbanística sigue saliendo a cuenta », *Expansión.com*, 2010.

URL: <https://www.expansion.com/2010/03/16/economia-politica/1268738141.html>

élus<sup>221</sup>. Les cartes présentées ci-dessous sont révélatrices des liens qui existent entre l'émergence des cas de corruption urbanistique et l'essor de l'immobilier dans certaines régions<sup>222</sup>.



Carte 5: Carte comparative, par province, entre le nombre de cas de corruption liés à l'urbanisme et le nombre de logements construits lors de la dernière période d'expansion immobilière (1991-2008). Source : MARTÍN MARTÍN, Víctor ; JEREZ DARIAS, Luís ; PÉREZ PÉREZ, Mario ; GARCÍA CRUZ, Israel, « Georreferenciando la corrupción urbanística en España », in OJEDA ZÚJAR, José ; PITA LÓPEZ, María Fernanda ; VALLEJO VILLALTA, Ismael (coord.), *Tecnologías de la Información Geográfica : La Información Geográfica al servicio de los ciudadanos*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2010, p. 924.

On constate que le sud et l'est de la péninsule, caractérisés par un grand nombre de constructions, sont largement affectés par des cas de corruption. D'ailleurs la première affaire de corruption, dévoilée en 2006, se déroule dans le sud du pays. Communément appelé *Caso Marbella*, ce scandale immobilier sera le premier d'une longue liste de révélations du même type. En réalité, ce cas, dont le nom est tiré de la station balnéaire Marbella située sur la *Costa del Sol*, est l'un des exemples les plus représentatifs de la corruption urbanistique qui se développe en Espagne. En 1996, l'équipe municipale décide, lors du vote du plan d'urbanisation, de requalifier une grande partie des terrains municipaux et des zones protégées en secteurs constructibles. Il est en fait surtout question de blanchir de l'argent au moyen de la construction d'un nouveau lotissement dans la ville. C'est en 2006 que l'affaire est rendue publique par le juge Miguel Ángel Torres qui met en état d'arrestation une vingtaine de personnes complices,

<sup>221</sup> CASTILLO GRIJOTA, Marga, « La corrupción urbanística sigue saliendo a cuenta », *Expansión.com*, 2010. URL: <https://www.expansion.com/2010/03/16/economia-politica/1268738141.html>

<sup>222</sup> MARTÍN MARTÍN, Víctor ; JEREZ DARIAS, Luís ; PÉREZ PÉREZ, Mario ; GARCÍA CRUZ, Israel, « Georreferenciando la corrupción urbanística en España », *op. cit.*, p. 924.

parmi lesquelles se trouvent le maire, des conseillers municipaux ou encore des policiers. À cette occasion, plusieurs dizaines de biens luxueux sont saisis, de nombreux permis de construire sont contestés, des comptes bancaires sont fermés et des logements sont déclarés illégaux<sup>223</sup>. Marbella n'est qu'un des nombreux exemples des cas de corruption et de clientélisme qui entachent la sphère politique espagnole entre la fin des années 1990 et les années 2000. Cette affaire va donc être à l'origine de multiples enquêtes de la part des autorités, mais également des médias, destinées à vérifier le caractère légal des pratiques immobilières et des chantiers de construction sur le territoire espagnol.

Il est difficile de mesurer et de comptabiliser l'intégralité des cas de corruption, dans la mesure où en Espagne, il n'existe pas actuellement, à notre connaissance, de statistiques officielles sur le phénomène, notamment avant les années 2000<sup>224</sup>. Les travaux réalisés par la *Fundación Alternativas*<sup>225</sup> et notamment le document intitulé *Mapa de presuntas irregularidades y actos de corrupción urbanística 2000-2007*<sup>226</sup> s'est révélé être une source primordiale pour ce travail. Ce dernier recense chronologiquement chacun des cas présumés de corruption urbanistique, publiés dans la presse, pour chacune des dix-sept communautés autonomes, les municipalités concernées et les partis qui les dirigent étant bien entendu précisés.

Certaines régions sont au cœur d'une multitude de procès au sein desquels la corruption concerne toutes les autorités publiques et ce, à tous les niveaux, qu'il s'agisse du gouvernement central, des communautés autonomes ou encore des municipalités. La côte méditerranéenne et les villes balnéaires sont de fait fortement touchées par ces phénomènes. Parmi les vingt-deux

---

<sup>223</sup> BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 174.

<sup>224</sup> C'est pourquoi, à l'instar des études scientifiques spécifiques au domaine de la corruption, réalisées par des géographes et sur lesquelles nous nous appuyons, l'étude des cas de malversations urbanistiques dans les villes de Barcelone et de Valence s'étendra ici de 2000 à 2008. Les données relatives aux infractions étant très nombreuses, nous appuyons nos dire sur des pages spécifiques qui relaient et classent ce type d'informations. Deux sites web sont notamment très intéressants en la matière, il s'agit de :

- <http://urbanismopatasarriba.blogspot.com/> (Dernière consultation : 12 avril 2019)

- <https://www.casos-aislados.com/index.php>. (Dernière consultation : 12 avril 2019)

<sup>225</sup> <http://www.fundacionalternativas.org/> (Dernière consultation : 12 avril 2019)

<sup>226</sup> IGLESIAS, Felipe, *Mapa de presuntas irregularidades y actos de corrupción urbanística 2000-2007*, Madrid, Fundación Alternativas, 2007.

cas présumés de corruption relatifs à la Catalogne<sup>227</sup>, dénoncés par la presse et recensés dans le document élaboré par Felipe Iglesias, six concernent directement la ville de Barcelone. Pour sa part, et toujours selon la même étude, la communauté autonome valencienne enregistre un total de cent quarante-deux cas présumés de corruption, parmi lesquels treize sont directement liés à la ville de Valence (dans ce chiffre, les cas correspondants aux municipalités faisant partie de l'aire métropolitaine valencienne ne sont pas comptabilisés). La Catalogne, et donc la ville de Barcelone, semble moins touchée par la corruption que ne l'est la communauté valencienne ou encore la ville de Valence. Cette différence s'explique de diverses manières.

Des chercheurs<sup>228</sup> se sont intéressés à une éventuelle corrélation entre la présence d'un parti politique au pouvoir et le développement de la corruption. Les analyses indiquent que les trois quarts des cas de corruption révélés depuis 2006, à savoir durant la gouvernance du PSOE, sont le fait des deux partis majoritaires qui sont le PP et le PSOE. Une légère différence est à relever puisque le PP comptabilise 44% des cas tandis que le PSOE n'en enregistre que 33,1%<sup>229</sup>. Ces données nous permettent d'affirmer que la couleur politique majoritaire au sein d'un gouvernement, qu'il soit national ou municipal, ne peut donc être, à elle seule, une explication suffisante et valable quant au développement des fraudes. Chaque parti politique étant touché, de près ou de loin, par la corruption, d'autres facteurs doivent être pris en compte.

Dans le domaine de l'urbain, les questions de l'aménagement du territoire, de la requalification des terrains (constructibles ou non) ou de la protection du patrimoine dépendent directement des gouvernements locaux. De ce fait, la présence d'un même parti politique à la fois à la tête des entités régionales et des entités municipales ne serait-elle pas par exemple un vecteur d'influence notable dans la gestion des dossiers urbanistiques. La configuration politique des deux régions ne confirme pas cette hypothèse. Tandis qu'entre 2000 et 2008 la mairie de Barcelone est dirigée par le PSC (la version catalane du PSOE) d'abord par Joan Clos i Matheu

---

<sup>227</sup> Nous ne prétendons pas ici réaliser une liste non exhaustive des cas de corruption urbanistique ayant eu lieu dans chacune des villes étudiées mais plutôt recenser les cas plus importants et qui ont, *a priori*, grandement marqué l'opinion publique.

<sup>228</sup> Nous pouvons citer, entre autres, Luis Jerez Darías, Víctor Martín Martín et Ramón Pérez González.

<sup>229</sup> Néanmoins, rappelons que les premières révélations ont été réalisées lorsque le PSOE était au pouvoir, ce qui peut avoir une certaine influence sur les affaires dévoilées. JEREZ DARIAS, Luis M. ; MARTÍN MARTÍN, Víctor O. ; PÉREZ GONZÁLEZ, Ramón, « Aproximación a una geografía de la corrupción urbanística en España », *op. cit.*, p. 15.

puis par Jordi Hereu i Boher, ce même parti n'obtient la gouvernance de la *Generalitat* qu'entre 2003 et 2010 avec l'élection de Pasqual Maragall puis de José Montilla. Le fait est que, sur les six cas de corruption relevés lors de cette période dans la ville de Barcelone, quatre cas se déroulent entre 1999 et 2003, à savoir lorsque le parti CiU (*Convergència i Unió*) est majoritaire à la tête de la communauté autonome, alors que seuls deux scandales surgissent durant la période 2003-2010, c'est-à-dire lorsque le PSC gouverne à la fois la *Generalitat* et la municipalité.

En revanche, les résultats de la ville de Valence fournissent une nouvelle information quant aux éventuelles causes conduisant à l'émergence de cas de corruption. Dans le cas de la ville de Valence, le PP de Rita Barberá est à la tête de la mairie de façon continue entre 1991 et 2015. Les *Cortes Valencianes* sont quant à elles successivement menées par Eduardo Zaplana Hernández-Soro (1995-2002), José Luis Olivas Martínez (2002-2003) et Francisco Camps i Ortiz (2003-2011), chacun de ces élus étant membres du PP. Ainsi, outre la présence du même parti à différentes échelles du système gouvernemental, le mandat des représentants est ici renouvelé de façon consécutive. Cette situation les place nécessairement dans une situation d'hégémonie, dans la mesure où ils conservent leur poste durant de nombreuses années. Le contrôle du pouvoir pendant un laps de temps important conduit obligatoirement à un rapprochement entre la sphère publique et privée notamment en période de forte croissance. Se crée ainsi une situation propice à la constitution de réseaux clientélistes, d'autant que les pouvoirs publics octroient les permis de construction. Ces permis se retrouvent au cœur des enjeux pour les entreprises de construction et les municipalités qui les délivrent. Les pressions en tout genre se multiplient et ne peuvent qu'alimenter et accentuer la corruption.

Ainsi, force est de constater que la conjonction de différentes données telles que les caractéristiques économiques de la région qui favorisent la construction ou encore une configuration politique relativement immobile (matérialisée par exemple par les mandats successifs de certaines personnalités valenciennes), constitue un terreau propice au développement de cas de clientélisme, de malversation ou de corruption. D'ailleurs, si l'on s'intéresse de plus près au cas du littoral de la ville de Valence, on constate que le *Plan Cabanyal* figure parmi la liste des cas présumés de corruption, élaborée par Iglesias. Les premiers soupçons surgissent en 2001 et perdurent d'ailleurs jusqu'en 2015. Ces suspicions ne

font que renforcer, au cœur d'une situation déjà conflictuelle, la méfiance des riverains vis-à-vis de ce projet et de l'équipe municipale qui le porte.

Plaidant pour le maintien des habitants dans leur lieu de vie ou encore pour la préservation de la structure urbanistique et architecturale du quartier, les riverains mobilisés au sein du mouvement de contestation sociale s'organisant dans le Cabanyal, autour du plan éponyme, réclament un droit de regard sur les processus de transformation de leur quartier. Autrement dit, ces militants demandent la mise en place de processus participatifs ainsi que plus de transparence au sein des opérations d'aménagement du territoire, des revendications que l'on retrouve dans d'autres mouvements de protestation sociale. Dans un tel contexte, la transformation démocratique des villes de la côte méditerranéenne semble mise à mal, ce qui sape progressivement la confiance de la population envers la classe politique. Tel que l'affirme José Antonio Piqueras dans son analyse sur la corruption de la classe politique dans la communauté autonome de Valence :

Les conduites irrégulières des dirigeants, l'utilisation inadéquate des ressources publiques, le détournement de ces dernières pour financer le parti, supposent un double affaiblissement des règles du jeu démocratique : ce sont des conduites qui encouragent la méfiance envers les institutions et, surtout, elles affaiblissent les règles car elles fournissent un avantage considérable à un des partis, en mettant à sa disposition de grands moyens, comptabilisés ni dans les campagnes électorales ni dans les campagnes d'image constante que des administrations, comme celle de Valence, ont maintenu durant des années.<sup>230</sup>

Les phénomènes de clientélisme, de trafic d'influence et parallèlement de corruption, desquels sont par exemple accusés certains des membres de la classe politique valencienne, prennent de fait une ampleur considérable dans toute l'Espagne des années 2000. Durant cette période au cours de laquelle la côte méditerranéenne est mise en coupes réglées, les intérêts de la classe

---

<sup>230</sup> « *La conducta irregular de los gobernantes, el uso inadecuado de los recursos públicos, la desviación de éstos hacia la financiación del partido suponen un debilitamiento de las reglas del juego democrático en un doble sentido: son conductas que alientan la desconfianza hacia las instituciones y, sobre todo, debilitan las reglas porque proporcionan a uno de los partidos una ventaja considerable al poner a su disposición medio cuantiosos y no contabilizados en las campañas electorales, ni en la campaña constante de imagen que administraciones como la valenciana han mantenido durante años* », in PIQUERAS, José Antonio, « La corrupción como instrumento de hegemonía política », in PIQUERAS, José Antonio ; MARTINEZ, Francesc A. ; LAGUNA, Antonio *et al.*, *El secuestro de la democracia: corrupción y dominación política en la España actual*, Madrid, Ediciones Akal, 2011, p. 34.

politique ou encore du secteur privé priment parfois sur ceux de la population. De ce fait, d'après Parejo Alfonso :

Avant même que n'éclate la bulle immobilière à la faveur de la crise économique [...] et face au manque de réponse des pouvoirs administratifs et juridiques, les cas de corruption révélés par la justice pénale, notamment à l'échelle municipale, ont bouleversé l'opinion publique.<sup>231</sup>

Cette situation, qui sape la démocratie, favorise les phénomènes de corruption à tous les étages, de la population aux autorités. C'est pourquoi, dans le cas de Valence par exemple, les diverses accusations de financements frauduleux et la multiplication des cas de corruption ne se sont pas traduits dans les urnes, par un changement de parti politique, alors que les scandales sont courants depuis le début des années 2000. Le fait est que la corruption permet à des pans entiers de la population de vivre et de s'enrichir. Tel que l'affirme Manuel Villoria, « l'embauche fréquente de personnel municipal basé sur le principe de la loyauté envers le parti politique en question, contribue à l'application défailante et partielles des normes légales et réglementaires »<sup>232</sup>.

Pour expliquer ce phénomène, dans l'ouvrage intitulé *El secuestro de la democracia : corrupción y dominación política en la España actual*, José Antonio Piqueras avance l'hypothèse selon laquelle le flot constant de cas de malversations financières, de corruption ou de clientélisme dont sont accusés les représentants politiques, rend ces phénomènes presque naturels aux yeux de la population<sup>233</sup>. Ainsi, la déferlante de scandales conduit progressivement la population à considérer les pratiques illicites (dans le domaine économique, politique ou encore urbain) comme étant inhérentes au fonctionnement politique du pays et ce, au sein de tous les partis. L'absence de condamnation concernant certaines accusations ne fait d'ailleurs que renforcer le manque de confiance de la population envers la classe dirigeante mais aussi envers les institutions ou encore le système judiciaire, considéré comme trop lent ou inefficace<sup>234</sup>.

---

<sup>231</sup> PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », *op. cit.*, p. 34.

<sup>232</sup> « *La frecuente contratación de personal municipal de acuerdo con criterios de lealtad partidista ha contribuido a esta aplicación deficiente y parcial de normas legales y reglamentos* » in VILLORIA, Manuel, « La corrupción en España : rasgos y causas esenciales », *op. cit.*

<sup>233</sup> GARCÍA-RAMOS, Agustín, « José Antonio Piqueras, Francesc A. Martínez, Antonio Laguna y Antonio Alaminos. El secuestro de la democracia. Madrid, Ediciones Akal, 2011 », *Sociologizados : Revista de investigación social*, vol. 1, n° 1, 2016, p. 160.

<sup>234</sup> PIQUERAS, José Antonio, « La corrupción como instrumento de hegemonía política », *op. cit.*, p. 36.



C'est pourquoi, les révélations, par les médias ou les forces de l'ordre, de financements frauduleux d'un parti ou encore de clientélisme avéré au cœur de certains projets urbanistiques, ne conduisent pas nécessairement à un report des voix vers un parti plutôt qu'un autre. Ces dérives, qui apparaissent comme étant somme toute « tolérables » pour la population, ont davantage tendance à prendre de plus en plus d'ampleur. De fait, d'après un Eurobaromètre, parmi les mauvaises pratiques qui ont alimenté et qui alimentent toujours la spirale de la corruption à de nombreux niveaux de la société espagnole, Manuel Villoria souligne l'importance « des faveurs accordées aux amis et à la famille dans les affaires, le népotisme et le clientélisme dans l'administration et le financement occulte des partis »<sup>235</sup>. L'impunité et la normalisation de ces phénomènes conduisent donc à l'expansion de ce dernier au sein de toute la société. De fait, la corruption a un impact extrêmement négatif sur plusieurs domaines, à savoir dans l'économie mais également au niveau social, environnemental et démocratique<sup>236</sup>.

Au-delà de l'usage parfois détourné de l'argent public, certaines pratiques illicites ont en effet des conséquences désastreuses sur la société civile. À titre d'exemple, nous pouvons citer la forte hausse des prix des biens immeubles, résultante de la surproduction immobilière, qui n'a fait qu'empirer le problème social d'accessibilité aux logements, au lieu d'apporter une solution via la baisse des prix, tant attendue. Cette situation fait du secteur de l'immobilier, et plus largement de l'aménagement du territoire, une question au cœur des enjeux politiques et sociétaux. Les processus de réaménagement urbain, au sein desquels se produisent les diverses dérives sont, de ce fait, à l'origine de la rupture naissante entre la classe dirigeante et la population, de plus en plus hostile aux manœuvres opérées au sein des différents gouvernements, hostilité qui n'a pas a priori de répercussions immédiates sur le terrain électoral mais plutôt dans l'espace public.

---

<sup>235</sup> « *favorecer amigos y familia al hacer negocios, el nepotismo y clientelismo en la administración, y la opaca financiación de los partidos* » in VILLORIA, Manuel, « La corrupción en España : rasgos y causas esenciales », *op. cit.*

<sup>236</sup> Fundación Ecología y Desarrollo, *Propuestas de urgencia sobre la corrupción urbanística. Una pequeña minoría que causa un gran daño*, 2009.

# Conclusion de la partie 1

Barcelone et Valence ont subi de nombreuses transformations au cours de ces cinquante dernières années. Leur situation sur le pourtour méditerranéen leur octroie un intérêt tout particulier, en termes économiques, raison pour laquelle les quartiers littoraux de la Barceloneta et du Cabanyal se retrouvent au cœur de différents enjeux. L'évolution urbanistique de Barcelone et de Valence, mais également de leur façade maritime, traduit les mutations socio-économiques mais également politiques, dont elles sont témoins et actrices. De là, par exemple, la présence dans ces villes, de différents styles architecturaux qui ne sont pas nécessairement cohérents, d'un bâtiment à un autre, voire d'un quartier à un autre. En d'autres termes, chaque espace urbain comporte différentes strates (architecturales, urbanistiques, etc.) conformes aux pratiques des professionnels de l'urbain et des autorités locales. Au-delà de l'effet de mode (poussant à certains choix de matériaux et de formes architecturales) ou des restrictions matérielles (méconnaissance de certaines techniques ou besoin urgent de logements qui oblige à la construction de grands ensembles), il est de fait question de choix politiques. La forme des villes n'est pas le fruit du hasard. L'espace urbain peut être considéré, en ce sens, comme un instrument au service de l'image du pouvoir politique. C'est ce que le géographe Vincent Veschambre appelle le « marquage » au sens où, pour lui :

Produire une marque dans l'espace, à travers la construction ou la restauration d'édifices, a pour objectif plus ou moins conscient de laisser une trace et de faire mémoire. Et inversement, il y a bien évidemment des logiques d'effacement de traces dans la démolition, suivie ou non par la production de nouvelles marques<sup>237</sup>.

Le pouvoir s'exerce alors de deux manières sur l'espace : d'une part, dans sa visibilité, à savoir dans l'espace physique qu'il occupe et configure (les places des villes, les monuments imposants qu'il occupe) et d'autre part, dans l'usage qu'il fait de certains espaces (démonstration militaire sur une place plutôt qu'une autre, utilisation de lieux à des fins culturelles ou sportives, etc.)<sup>238</sup>. Mais, malgré un système économique et politique plus ou moins homogène dans le monde occidental, à l'échelle d'un pays et même d'une ville, le pouvoir reste changeant. Ainsi, les

---

<sup>237</sup> VESCHAMBRE, Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », *op. cit.*

<sup>238</sup> FISCHER, Gustave- Nicolas, *La psychosociologie de l'espace*, *op. cit.*, p. 56.

phases de transition politique telles que le passage du régime franquiste au modèle démocratique illustrent parfaitement la diversité d'usage de l'espace. Le fait est qu'en investissant un espace ou un lieu chargé d'histoire, les autorités assoient leur légitimité et cette question est au cœur des enjeux inhérents à la production de la ville et à sa transformation. Comme le souligne V. Veschambre « la forme privilégiée d'affirmation d'un pouvoir sur un espace, c'est l'acte urbanistique et architectural »<sup>239</sup>. La métamorphose de l'espace urbain peut s'ériger, en ce sens, comme un outil politique, au service du pouvoir en place et servant à montrer sa toute-puissance, tel que ce fut le cas sous Franco. À l'inverse, les opérations de régénérations urbaines peuvent être synonymes de la récupération d'une forme de pouvoir plus ouverte et davantage orientée vers le dialogue avec la population.

Les projets de réaménagement des villes sont donc tantôt utilisés à dessein politique tantôt employés comme levier économique, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'espaces urbains côtiers, où les infrastructures à visée commerciale, les zones touristiques, les réseaux de transport ou encore les équipements de services se multiplient davantage. Dans le cadre de la libéralisation du sol en Espagne à la fin des années 1990, de tels enjeux ont parfois donné lieu à des pratiques illicites, de la part des pouvoirs décisionnaires. Ces dérives montrent qu'au-delà de l'intérêt général, se jouent aussi des intérêts privés qui, dans certains cas, priment sur le bienfondé des interventions urbaines. Dès lors, les opérations urbanistiques en oublient parfois la place, voire l'existence même du citoyen, habitant de la ville. Pourtant, la production et la transformation de l'espace urbain ont de nombreuses conséquences en termes sociaux. Des phénomènes, tels que la gentrification, découlent en effet directement des processus de rénovation ou de réhabilitation urbaine.

Ces processus génèrent des tensions au sein du corps social surtout dans les quartiers soumis à la spéculation et à la pression urbanistique. De nombreux mouvements de contestation se produisent alors et sont symptomatiques du mécontentement de la population. Les mobilisations des habitants ponctuent en effet les diverses phases de la vie politique, et

---

<sup>239</sup> VESCHAMBRE, Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », *op. cit.*

notamment à l'échelle locale, démontrant ainsi l'importance des enjeux (sociaux, économiques et politiques) que cristallisent les opérations de transformation de l'espace urbain.

## **2. La mobilisation comme réponse à la transformation de l'espace urbain.**

### **L'évolution des associations de quartier de la Barceloneta et du Cabanyal (années soixante-2008)**

« Inhabitable » ou encore « infâme » sont quelques-uns des termes employés à de multiples reprises pour qualifier la ville moderne espagnole<sup>1</sup>. Ce type de vocable illustre les diverses crises qui ont émaillé l'évolution de la vie urbaine de l'Espagne, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la révolution industrielle, de l'explosion des zones périphériques à la massification des banlieues. Étant des espaces concentrant une population nombreuse, les villes sont à la fois des lieux de résidence, des lieux de travail mais également de décision politique et stratégique ou encore des lieux de production. Dans la mesure où les quartiers, qu'ils soient centraux ou périphériques, ne sont pas de simples portions de ville, au sein desquelles se juxtaposent des constructions, mais qu'ils peuvent être porteurs de différents sens et de plusieurs fonctions, leur réaménagement est révélateur d'enjeux politico-économiques inhérents aux sociétés en mutation. Au-delà de sa dimension strictement matérielle, la transformation de l'espace urbain engendre de fait de nombreux bouleversements sociaux, tant en termes d'organisation que de pratiques de l'espace. Dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal, les plans de réaménagement urbain suscitent, chez certains habitants, de nombreuses réactions, tantôt positives tantôt négatives, qui se traduisent parfois par des mobilisations collectives. Cela étant, selon la période étudiée, ces phénomènes n'ont pas la même portée au sein de la société, dans la mesure où le modèle politique en vigueur peut se révéler être un soutien primordial ou, à l'inverse, s'ériger en véritable obstacle.

---

<sup>1</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, op. cit., 1977, p. 9.

Un tel constat suscite des interrogations quant aux réactions de la population vis-à-vis de la situation. Si les résultats électoraux précédemment évoqués démontrent par exemple que malgré la crise économique, l'augmentation des prix des logements ou les révélations de scandales financiers et urbanistiques, certaines personnalités politiques demeurent à leur poste, comment les habitants expriment-ils leur mécontentement ? Officiellement, dans une société démocratique, le vote permet à la population d'exprimer son opinion, de se prononcer dans un sens déterminé, en vue d'un choix. Néanmoins, malgré les processus électoraux, de nombreuses manifestations sociales ponctuent les diverses périodes que traverse le pays, et notamment à l'échelle locale. Mais alors, les mouvements sociaux locaux sont-ils la conséquence des seules mutations urbaines ou sont-ils liés à des bouleversements plus vastes (économiques, politiques, etc.) ? Ou sont-ils les deux ? En outre, les problèmes soulevés par ces mobilisations sont-ils de nature structurelle ou davantage conjoncturelle ? L'étude des mouvements sociaux urbains à Barcelone et à Valence ainsi que l'analyse de leur évolution dans un contexte mouvant, semblent être une première clé de lecture pour saisir les spécificités des *Asociaciones de Vecinos* car, pour reprendre les termes de Manuel Castells :

Si un mouvement social se distingue par ses *effets pertinents* dans les rapports de pouvoir, il est clair que la problématique des mouvements sociaux urbains a pour axe les formes d'articulation entre luttes « urbaines » et luttes « politiques », c'est-à-dire les conditions dans lesquelles une revendication urbaine devient enjeu politique et la façon dont chaque processus spécifique débouche sur un traitement politique distinct ; ou, en d'autres termes, quelles contradictions et quelles mobilisations sont réprimées, lesquelles sont intégrées, lesquelles arrivent à créer une situation nouvelle dans les rapports politiques de classe, lesquelles enfin n'arrivent pas à s'articuler de façon précise à d'autres paliers de rapports sociaux<sup>2</sup>.

Cette seconde partie souhaite donc interroger l'évolution des mouvements sociaux locaux au prisme notamment des mutations politiques, qui caractérisent l'Espagne des années 1960 aux années 2000. À travers une étude globale, nous analyserons d'abord le développement et la transformation des associations de riverains dans les villes espagnoles, entre la fin de la dictature franquiste et le début de la crise économique de 2008. Ce travail se focalisera davantage, dans un second temps, sur les mouvements de contestation locaux se déroulant au sein des villes de Barcelone et de Valence, et, plus particulièrement, sur les mobilisations spécifiques aux espaces

---

<sup>2</sup> CASTELLS, Manuel, *La question urbaine*, op. cit, p. 424.

urbains de la Barceloneta et du Cabanyal, qui illustrent parfaitement la fragilité des équilibres autour desquels s'articule l'espace urbain en méditerranée.

## **2.1. Entre clandestinité et légalité : les mouvements associatifs face à la dictature**

### **2.1.1. La question urbaine, un élément central dans la mobilisation contre la dictature à l'échelle locale : l'émergence des associations de quartier**

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup>, les conditions de vie et de travail en Espagne alimentent la conflictualité dans des villes comme Barcelone. Dans un contexte caractérisé par la légalisation des syndicats, la création de la UGT (1888) ou encore l'émergence de la CNT (1910), le mouvement ouvrier cristallise rapidement de nouvelles formes de mobilisation telles que la grève. Parallèlement à ces mobilisations d'autres mouvements émergent au sein de la classe moyenne, pour faire valoir ses propres revendications, dans une Espagne secouée par de multiples mutations politiques. Les divers gouvernements, et notamment celui du *Frente Popular* en 1936, font face à une violence politique importante principalement encouragée par la *Falange Española*. Les violences qui se manifestent au sein de l'appareil politique sont révélatrices de tensions beaucoup plus vastes au sein de la société et qui vont prendre de l'ampleur et se confirmer dans les années suivantes. Durant les premières années de la dictature de Franco, une répression féroce a été pratiquée à l'encontre des dissidents, le *Movimiento* étant la seule structure politique autorisée sous le franquisme. Le principe était simple : affirmer son opposition au régime revenait à prendre un « aller simple » pour la prison ou un camp de travail forcé, signer son arrêt de mort ou encore emprunter les chemins de l'exil.

Toutefois, les remaniements opérés au sein du système dictatorial à la fin des années 1950 bousculent l'ordre établi. L'arrivée des technocrates au gouvernement et la modernisation, certes timide mais progressive, de la société espagnole se traduit par des transformations

sociétales profondes. Le *Plan de Estabilización* (1959), duquel émanent les prémices de la période *desarrollista*, instaure d'importantes innovations dans le domaine économique qui suscitent à leur tour un renouvellement des pratiques sociales. Les promoteurs du plan de 1959, tels que Laureano López Rodó, défendent d'ailleurs l'idée selon laquelle la Transition vers le modèle démocratique a été rendue possible grâce au développement économique, dans la mesure où il a impliqué d'autres phénomènes tel que l'alphabétisation ou encore la sécularisation du pays<sup>3</sup>. De ce point de vue, le plan économique est à l'origine d'un bouleversement socio-culturel de la société espagnole car il permet la constitution d'une classe moyenne ample, plus perméable aux changements politiques proposés. Actuellement, les historiens s'accordent à dire que le *desarrollismo* a configuré un contexte favorable à l'évolution sociale de l'Espagne, sans pour autant en être la cause principale<sup>4</sup>. L'industrialisation du pays, l'émigration vers d'autres états européens ainsi que l'essor du tourisme sont autant d'autres facteurs ayant eu un impact considérable sur la population ainsi que sur ses pratiques.

L'exode rural, particulièrement fort à partir des années 1950, est intrinsèquement lié à la modernisation de l'agriculture dans les milieux ruraux mais également à l'implantation massive d'usines et d'infrastructures de production dans les agglomérations. Les travailleurs issus des zones les plus pauvres, en termes de production et d'emplois, migrent en effet vers des régions dont le potentiel industriel est mis en exergue par les investisseurs. Certaines zones telles que la Catalogne, Madrid, le Pays Basque ou encore Valence sont particulièrement touchées par ce phénomène. Les villes, et notamment leurs périphéries, accueillent des vagues migratoires internes importantes, provenant des régions les plus pauvres. Ce déplacement des populations

---

<sup>3</sup> CARBALLE, Jesús Alonso, *La Transition en Espagne : 1975-1986*, Neuilly, Atlande, 2012, p. 17.

<sup>4</sup> Différents travaux mettent évidence l'impact de divers facteurs sur la mise en place de la Transition démocratique à l'instar de FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu (dir.), « Les nationalismes catalans depuis la transition démocratique (1975-2010) », FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu, *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine (1975-2011), Compétition politique et identités nationales*, Paris, Armand Colin, 2012. URL : <https://www-cairn-info.lama.univ-amu.fr/les-nationalismes-dans-l-espagne-contemporaine--9782200280505-page-103.htm> ; DOI : 10.3917/arco.ferna.2012.01.010 ou TAPIA, Asier ; HERNÁNDEZ, Miguel, « Movimientos sociales en España de la Transición hasta nuestros días : ¿por un cambio del sistema o por un cambio en el sistema? », PRIETO, Leopoldo (ed.), *Ciudad Paz-Ando – Indignación, movilización y acción colectiva*, vol. 6, n° 2, 2013, p. 49.



conduit nécessairement à la transformation progressive des mentalités. De fait, tels que le souligne l'historien Severiano Rojo Hernández :

À l'instar de ce qui s'est produit dans des villes comme Madrid ou des régions telles que la Catalogne, les migrants ont dynamisé la démographie locale et fortement contribué au développement économique et à l'urbanisation du territoire. En tant que phénomène global aux répercussions multiples, l'immigration a également accentué les transferts culturels, provoquant de la sorte une évolution des mentalités ainsi qu'une mutation des comportements et des pratiques au sein de la population basque. Elle a, par ce biais, participé à l'émergence de nouveaux imaginaires et à l'implantation de formations politiques proposant des lectures inédites de la réalité et de l'histoire locales<sup>5</sup>.

Le contact avec des individus d'autres milieux est ainsi indubitablement un vecteur d'influence sur les pratiques sociales. Dans l'Espagne de la fin des années 1950, un des éléments les plus significatifs de l'impact des migrations internes se trouve dans l'éveil d'une conscience politique engourdie par le système dictatorial. L'installation en ville est synonyme d'une rupture avec le milieu rural, où le système de contrôle social est plus strict, ce qui encourage l'implication des individus dans des cercles politiques dissidents tels que, par exemple, les divers partis de la gauche révolutionnaire, de plus en plus actifs au cours des années 1960. Ce phénomène grandissant est symptomatique de l'abandon des campagnes au profit des villes, qui proposent davantage de perspectives en termes d'avenir, d'emplois et de formes d'émancipation sociale. De fait, entre 1940 et 1975, « plus de 4 millions de personnes ont quitté les campagnes pour les capitales de province ou les villes industrielles »<sup>6</sup>. Le pays s'urbanise donc rapidement.

Néanmoins, incapables de contenir et d'accueillir cette arrivée massive de travailleurs, les villes se caractérisent par un manque important de logements, qui favorise l'émergence de bidonvilles à leurs abords. Les autorités tentent, dans l'urgence, de répondre à ces problèmes par le biais de grands travaux. Cependant, le manque de contrôle et de planification de cette urbanisation intense des métropoles provoque la multiplication des périphéries, constituées de constructions d'une qualité médiocre et dépourvues d'infrastructures et de services publics basiques. Responsables de nombreux dysfonctionnements, ces grandes opérations urbaines, notamment basées sur les principes de l'urbanisme fonctionnel, génèrent un fort

---

<sup>5</sup> ROJO HERNANDEZ, Severiano, « Immigration et idéologie : le nationalisme basque, de Sabino Arana à l'ETA », *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], n° 25, 2014.

URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=2853>

<sup>6</sup> HIGUERAS-ARNAL, Antonio, « La population rurale espagnole », *Espace, Populations, Sociétés – Hommage à Daniel Noïn*, n° 1, 1996, p. 104.

mécontentement et des mobilisations sociales au sein d'une société déjà en proie à des formes de contestation, qui tendent à se généraliser progressivement.

Les premiers mouvements de contestation surgissent au milieu des années 1950. D'abord dans le monde du travail, ils s'étendent progressivement au reste de la société civile, en touchant le milieu étudiant, l'Église ou encore les populations des quartiers périphériques. Parmi les différents foyers de mobilisation, on peut citer les *Comisiones Obreras* (CCOO), qui émergent spontanément au sein des assemblées de travailleurs, dans le secteur industriel. Initialement apolitiques, ces rassemblements regroupent des ouvriers qui cherchent avant tout à faire valoir certains de leurs droits au sein des entreprises. La première *Comisión Obrera* est créée entre 1956 et 1957 dans une mine de la région des Asturies afin d'obtenir des indemnités pour les mineurs travaillant dans des conditions difficiles<sup>7</sup>. Cette première commission réunit en son sein des travailleurs socialistes, des communistes mais également des prêtres ainsi que le maire phalangiste de la municipalité en question. Les CCOO qui se créent par la suite, telles que celle de Madrid en 1964, initient une seconde étape de lutte. Se convertissant rapidement en mouvement socio-politique, elles aspirent plus largement à davantage de libertés (syndicales, politiques et démocratiques) et tendent à mutualiser leurs actions. La première réunion nationale des CCOO se tient à Madrid en 1966<sup>8</sup>.

Même si ces organisations demeurent principalement régionales, elles parviennent à agglomérer des militants de différents horizons et se teintent d'une couleur politique plus marquée. Présentes dans le milieu ouvrier, les CCOO bénéficient du soutien du PCE<sup>9</sup>, raison pour laquelle elles sont rapidement taxées de complicité avec ce parti et considérées comme illégales par le régime, qui condamne leurs membres à la clandestinité. En dépit de cette situation, la lutte ouvrière se déploie et promeut de multiples mouvements de grève. Ayant initialement lieu dans les usines, les manifestations s'étendent au-delà de la sphère du monde du travail, les CCOO acquièrent ainsi une dimension politique plus large, de lutte contre la dictature franquiste. Malgré une forte répression menée par le régime (détentions,

---

<sup>7</sup> GAGO VAQUERO, Francisco, « Las Comisiones Obreras durante el franquismo », LÓPEZ FERNÁNDEZ, Isabel (ed.), *Tiempo y sociedad*, n° 24, 2016, p. 58.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>9</sup> Malgré certaines divisions, le PCE s'érige en effet en véritable parti d'opposition grâce à sa grande capacité organisationnelle, relativement effective face au régime.

condamnations, procès, licenciements), les CCOO provoquent par exemple plus d'une centaine de grèves en 1966 et, un an plus tard, elles sont à l'origine de l'organisation de 400 à 600 manifestations dans les rues<sup>10</sup>. Les relations que le PCE entretient avec les *Comisiones Obreras* alimentent ces dernières, dont l'influence est grandissante à la fin des années 1960 et au début des années 1970<sup>11</sup>.

Le PCE, de fait, compte dans ses rangs, une partie importante des opposants de l'époque au régime de Franco. Cependant, au cours des années 1960, il va adopter progressivement une position en faveur de la réconciliation nationale. Ce virage provoque des mécontentements au sein du mouvement communiste espagnol dont les membres dénoncent un trop grand rapprochement avec la bourgeoisie. Certains militants de ce parti préfèrent donc s'orienter vers des groupuscules plus radicaux<sup>12</sup>. Cette tendance favorise l'apparition de la *Nueva Izquierda* qui s'implante progressivement dans le milieu étudiant, déjà inspiré par des mouvements radicaux contestataires étrangers. Cette « nouvelle gauche » antifranquiste surgit d'abord à Madrid avec la *Nueva Izquierda Universitaria* (NIU) puis à Barcelone en tant que *Nova Esquerra Universitaria* (NEU)<sup>13</sup>. Par la suite, d'autres organisations telles que le *Frente de Liberación Popular* (FLP) voient le jour sur l'ensemble du territoire. Bien qu'elles aient une existence de courte durée, ces organisations sont en partie à l'origine de l'inscription du milieu universitaire dans l'élan contestataire de la fin des années 1960. Des universités sont d'ailleurs temporairement fermées tandis que certains professeurs sont destitués de leur chaire, à la suite de mouvements de grève qui se généralisent progressivement.

Ainsi, à l'image du camp républicain en exil, il n'existe pas une ligne dissidente unique, en opposition au régime, mais une diversité d'organisations allant du centre droit (à l'instar des nationalistes basques) à l'extrême gauche (CNT), en passant par les socialistes du PSOE

---

<sup>10</sup> GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>11</sup> GAGO VAQUERO, Francisco, « Las Comisiones Obreras durante el franquismo », *op. cit.*, p. 78.

<sup>12</sup> Le terme « radical » employé ici ne souhaite pas nécessairement attribuer à ces divers groupes des pratiques violentes (tel qu'ils sont souvent considérés) mais tend plutôt à refléter les positions politiques communistes plus affirmées que celles du PCE.

<sup>13</sup> PÉREZ SERRANO, Julio, « Orto y ocaso de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994) », in QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (ed.), *Los partidos en la Transición: las organizaciones políticas en la construcción de la democracia española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, p. 253.

ou les communistes du PCE. Cette multiplication des fronts d'opposition explique en partie les raisons pour lesquelles l'opposition au régime de Franco ne cesse de croître et émerge au sein de différents milieux. Parallèlement, la fragmentation de certains mouvements, tels que la *Nueva Izquierda* qui s'explique notamment par des interventions policières répétées et des divergences idéologiques internes, conduit à la formation d'une multitude d'organisations révolutionnaires, dans une atomisation que l'on retrouve dans d'autres pays comme l'Italie ou la France.

Se définissant à partir de tendances idéologiques spécifiques (du marxisme-léninisme à la tendance prosoviétique, en passant par le premier puis le second maoïsme) chaque courant possède un foyer d'influence qui lui est propre. À titre d'exemple, les groupes révolutionnaires sous la coupe du premier maoïsme, prônant le recours aux armes pour lutter contre le régime, surgissent majoritairement sur les chemins de l'exil, en France ou en Belgique (tel que ce fut le cas pour le PCE-r ou encore le PCE-ml)<sup>14</sup>. Au sein des autres pays européens, les exilés espagnols ont effectivement l'opportunité de se rapprocher de la multitude de partis politiques et de syndicats autorisés. À l'inverse, les organisations influencées par les pensées du second maoïsme, plus enclines à une révolution culturelle, se développent notamment à l'intérieur du pays. Des diverses scissions ayant lieu au sein du mouvement du PCE et de cette gauche révolutionnaire, apparaît en 1969 la *Organización Comunista Bandera Roja* à Barcelone, sous l'impulsion d'un groupe d'étudiants s'alliant à des ex-militants du PSUC (*Partido Socialista Unificado de Cataluña*)<sup>15</sup>. Dès le début des années 1970, *Bandera Roja* parvient à étendre sa zone d'influence et intègre des membres issus de différents milieux tels que l'université, le monde ouvrier ou encore les groupements de riverains qui s'organisent peu à peu. De surcroît,

---

<sup>14</sup> Au sein des autres pays européens, les espagnols issus des premières vagues d'émigration ont en effet l'opportunité de se rapprocher de la multitude de partis politiques et de syndicats autorisés. C'est d'ailleurs dans ce contexte que va par exemple émerger à Bruxelles en 1968, la *Organización de Marxistas-Leninistas Españoles* (OMLE), une branche scissionnaire du PCE, qui donnera lieu à la création du GRAPO, quelques années plus tard, à savoir en 1975. Les *Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre* (GRAPO) constituent le bras armé du PCE-r (*Partido Comunista Español Reconstituido*) dans sa lutte contre le régime franquiste. Leurs actions sont principalement des actes terroristes violents, conduisant à la mort de certains membres du régime mais ayant également des répercussions sur les civils.

<sup>15</sup> Condamné à la clandestinité durant la dictature de Franco, ce parti, créé à l'aube de la guerre civile, est le résultat de la fusion de quatre partis catalans, à savoir les branches catalanes du PCE et du PSOE ainsi que de l'Union socialiste de Catalogne et de Parti catalan prolétaire.

elle encourage la formation de structures mixtes, qui allient des *Comisiones Obreras* (qui reflètent une organisation corporative) à des structures plus spécifiques à certaines zones géographiques (les *Comisiones de Barrios*)<sup>16</sup>.

L'émergence et la convergence des divers mouvements (estudiantins, ouvriers, etc.) multiplient l'impact de la contestation sociale, qui prend de l'ampleur entre le milieu des années 1960 et le milieu des années 1970. De surcroît, parallèlement, gravite toujours la constellation de partis radicaux et révolutionnaires née des divisions dont a souffert le PCE<sup>17</sup>. Bien que l'influence de ces groupes ne se soit pas généralisée au sein de la société espagnole lors des années 1960-1970, leur présence confirme l'existence de foyers contestataires dans l'ensemble du microcosme socio-politique espagnol.

Autre phénomène, la présence croissante de prêtres dans les manifestations, présence qui souligne la distance croissante entre une partie de l'Église catholique et le régime de Franco<sup>18</sup>. À cet égard, Pamela Radcliff souligne l'importance du rôle de certains membres de l'Église comme vecteur de l'essor des mobilisations. Cette chercheuse avance l'hypothèse selon laquelle l'Église, et plus particulièrement la paroisse, favorise, dès le milieu des années 1960, la consolidation de la contestation sociale<sup>19</sup>. De plus en plus de « *curas obreros* » mettent à disposition leur paroisse pour organiser des réunions clandestines<sup>20</sup>. Cette démarche s'adresse non seulement aux acteurs des mobilisations souhaitant par exemple organiser des réunions

---

<sup>16</sup> Pour une explication détaillée des diverses alliances réalisées entre les différents groupes d'opposition, voir PÉREZ SERRANO, Julio, « Orto y ocase de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994) », *op. cit.*, p. 264.

<sup>17</sup> Pour une analyse précise des différents partis politiques appartenant à la gauche radicale voir *Ibid.* et PÉREZ SERRANO, Julio, « Estrategias de la izquierda radical en el segundo franquismo y la Transición (1956-1982) », in CHAPUT, Marie-Claude ; PÉREZ SERRANO, Julio (eds.), *La transición española: nuevos enfoques para un viejo debate*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2015, pp. 95-125.

<sup>18</sup> RADCLIFF, Pamela, « La iglesia católica y la transición a la democracia : Un nuevo punto de partida », in BOYD, Carolyn (ed.), *Religión y política en la España contemporánea*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, p. 213.

<sup>19</sup> La célébration du Concile Vatican II en octobre 1962 provoque un changement de posture d'une partie de l'Église espagnole vis-à-vis de la dictature. Le nouveau langage, essentiellement fondé sur la justice sociale, qui émerge du Concile amène l'Église espagnole à adopter un nouvel ancrage idéologique qui s'éloigne de la dictature, voir *Ibid.*, p. 213.

<sup>20</sup> En réalité, dans certaines régions comme le Pays Basque, cette mobilisation du clergé est perceptible dès les années 1950. Pour une explication détaillée de cette mobilisation précoce du clergé basque, voir ROJO HERNANDEZ, Severiano, *Église et Société. Le Clergé paroissial de Bilbao de la République au franquisme (1931 - années 1950)*, Paris, L'Harmattan, 2000.

syndicales mais d'autres milieux sont également visés par cette proposition, à l'instar des groupes de riverains ne possédant pas nécessairement de locaux officiels. Dans ces cas précis, l'Église devient une véritable couverture aussi bien pour les riverains qui souhaitent s'organiser que pour les militants clandestins, devant rester dans l'ombre<sup>21</sup>. Dans la ville de Carthagène par exemple, la mobilisation ouvrière fait appel aux prêtres de la ville, au milieu des années 1970, pour organiser des rassemblements car la police ne peut entrer dans les locaux de la paroisse<sup>22</sup>.

Haut lieu de sociabilité, la paroisse devient un lieu incontournable de rencontre au sein des villages et des villes. En dépit de l'action des autorités locales qui font tout pour que les églises ne deviennent pas des lieux de réunion pour les organisations et associations contestataires, la paroisse permet aux riverains de se retrouver, de se réunir et de s'organiser, en profitant de la protection officielle dont bénéficient les locaux<sup>23</sup>. Certains espaces, et plus particulièrement les quartiers industriels et périphériques, voient se cristalliser des liens de solidarité au sein de la population. La paroisse joue ainsi un rôle important dans l'émergence de nouveaux réseaux et dans le renouvellement de certaines pratiques sociales. Une série de mouvements ecclésiastiques, parmi lesquels on peut distinguer l'HOAC (*Hermanidad Obrera de Acción Católica*) et la JOC (*Juventud Obrera Cristiana*), se greffe d'ailleurs aux mobilisations sociales et contribue à leur développement<sup>24</sup>. Par exemple, la première *Comisión Obrera* de la région de Carthagène (qui se constitue au sein d'une des antennes de l'entreprise nationale *Bazán*) est mise en place par des membres de la HOAC<sup>25</sup>. On comprend alors que ces

---

<sup>21</sup> SALGADO, José Manuel, « El Pluralisme del Moviment Veïnal de Nou Barris (Barcelona) en el Tardofranquisme », *HSE - Historia Social y de la Educación*, vol. 3, n° 3, 2014, p. 281.

<sup>22</sup> Organisé dans les années 1960 autour des *Comisiones Obreras* créées à partir d'une cellule clandestine du PCE, le mouvement ouvrier carthaginois ne parvient pas à obtenir de locaux, entre 1975 et 1976, pour organiser ses rassemblements. Plusieurs prêtres de la ville, également ouvriers, proposent donc leur paroisse pour célébrer les réunions alors clandestines. Pour plus d'informations, voir MARÍN GÓMEZ, Isabel, *Asociacionismo, sociabilidad y movimientos sociales en el Franquismo y la Transición a la democracia, Murcia 1964-1986*, *op. cit.*, p. 487.

<sup>23</sup> RADCLIFF, Pamela, « La iglesia católica y la transición a la democracia : Un nuevo punto de partida », *op. cit.*, p. 218.

<sup>24</sup> SALGADO, José Manuel, « El Pluralisme del Moviment Veïnal de Nou Barris (Barcelona) en el Tardofranquisme », *op. cit.*, p. 276.

<sup>25</sup> SÁNCHEZ CONESA, José ; HENARES DÍAZ, Francisco, « Disidencias sindicales, vecinales y eclesiales en Cartagena », CAYUELAS SÁNCHEZ, Salvador ; GUILLÉN LORENTE, Carmen (coord.), *Revista Murciana de Antropología - El franquismo en el Sureste español: una aproximación desde la historia y la antropología social*, n° 23, 2016, p. 245.

mouvements n'accueillent pas uniquement des pratiquants mais tiennent lieu, également, de points de rencontre pour les dissidents du régime souhaitant s'organiser, se défendre et se mobiliser.

La présence de l'ensemble de ces acteurs démontre que dès les années 1960, le régime du général Franco fait face à une crise de légitimité qui s'accompagne de mouvements de protestations provenant de divers horizons sociaux et politiques. La contestation à l'encontre du gouvernement dictatorial ne semble pas foncièrement de même nature que celle que l'on retrouve plus tard dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. Néanmoins elle semble avoir de l'influence sur l'émergence des mobilisations locales en implantant un cadre des plus favorables à leur massification, avec par exemple l'apport de nouvelles pratiques, de nouveaux réseaux mais également de nouvelles influences politiques.

Dans un contexte où les opposants au régime de Franco tendent de plus en plus à se mobiliser, l'émergence d'une classe moyenne issue de la massification du prolétariat industriel alimente la contestation sociale. Les conditions de vie urbaines précaires deviennent un facteur supplémentaire de revendications pour des populations qui réclament déjà de meilleures conditions de travail ou encore davantage de droits. En ce sens, les espaces périphériques des villes, qui cristallisent de nombreux dysfonctionnements, deviennent des lieux privilégiés où se développent des phénomènes nouveaux de solidarité et de sociabilité<sup>26</sup>. Les quartiers, et plus particulièrement les espaces périphériques, favorisent ainsi la formation de groupes sociaux très unis<sup>27</sup>, une situation qui scelle l'existence de divers mouvements et groupes d'opposition, qui font par exemple l'éloge de la démocratie<sup>28</sup> et réclament des conditions de vie meilleures.

Au sein des villes espagnoles caractérisées par une grande pénurie de logements ou encore par un manque d'infrastructures considérable en matière d'éducation et de santé, certains habitants s'organisent progressivement, qu'ils soient politisés ou non, membres ou non d'un parti ou d'un syndicat clandestin. Ils se réunissent d'abord dans les structures légalement

---

<sup>26</sup> Maurice Agulhon définit la sociabilité comme étant une « aptitude spéciale à vivre en groupes et à consolider les groupes par la constitution d'associations volontaires ». Pour plus d'informations, voir AGULHON, Maurice, *Histoire vagabonde*, Mayenne, Editions Gallimard, 1988, p. 61.

<sup>27</sup> CUCÓ I GINER, Josepa, *Antropología urbana*, Barcelona, Ariel, 2004, p. 118.

<sup>28</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu, « Les nationalismes catalans depuis la transition démocratique (1975-2010) », *op. cit.*

reconnues par le régime dans certains quartiers, pour tenter de faire entendre leur voix contre des situations et des conditions matérielles qu'ils considèrent inacceptables. Les associations de *Amas de casa*<sup>29</sup> ou encore des *Cabezas de familia* se font dès lors l'écho de ce type de revendications. Parallèlement, de nouvelles entités surgissent progressivement pour mieux organiser ce mouvement, d'autant qu'en règle générale, les personnes qui s'engagent dans la défense de leur quartier ont des opinions politiques qui vont à l'encontre du pouvoir en place. De fait, le regroupement spontané et volontaire des riverains, qui partagent les mêmes opinions, valeurs ou revendications, constitue la véritable base du milieu associatif, qui va progressivement s'institutionnaliser parmi les divers mouvements politiques d'opposition qui émergent au cours des années 1960.

Cette implication des habitants, qui s'investissent dans diverses structures au sein des quartiers et collaborent par exemple avec les associations de commerçants ou les coopératives professionnelles (très en lien avec le monde ouvrier), démontre que le régime peine à s'adapter aux nouvelles configurations sociales et semble quelque peu dépassé dans ce domaine. Malgré le recours à des mesures répressives, les autorités ne parviennent pas à contrôler cette pluralité de groupes d'opposition qui se consolident et dont les structures s'insèrent parfois dans le milieu associatif. L'accroissement de l'influence de ce milieu expliquent les raisons pour lesquelles les autorités modifient à plusieurs reprises les textes de lois dans ce domaine. Divers décrets sont dictés par le régime afin de contrôler le milieu associatif<sup>30</sup>. Cette politique est révélatrice de la

---

<sup>29</sup> Les premières associations de ce genre ont été fondées à la fin des années 1920 et au début des années 1930, dans des immeubles ou des quartiers modestes. Constituées par des femmes, ces associations avaient pour but d'organiser des services collectifs, jusqu'alors inexistantes dans les infrastructures publiques. Pour davantage d'informations sur ces structures, RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, *op. cit.*, pp. 39-41.

<sup>30</sup> Jusqu'aux premières années du régime franquiste, le droit associatif est régi par une loi datant de 1887 (la *Ley General sobre Asociaciones, del 30 de junio de 1887*). Ce texte régle tous les types d'associations (religieuse, politique, scientifique, artistique, etc.). Durant les premières années de la dictature, il est abrogé par les autorités afin de restreindre l'activité des entités associatives. Un décret provisoire (*Decreto del Ministerio de la Gobernación de 25 de enero de 1941, regulando el ejercicio del derecho de asociación*, BOE de 6 de febrero de 1941) est adopté en 1941 pour annuler le précédent. Seulement quelques années après la guerre civile (1936-1939), il est essentiel pour le régime de modifier la législation de 1887 afin de supprimer de l'espace légal et public toute structure étant, de près ou de loin, assimilée à des tendances politiques républicaines, gauchistes ou libérales. La *Delegación Nacional de Asociaciones* est ensuite créée en 1957 pour recenser l'ensemble des structures associatives autorisées telles que *les Asociaciones de Cabezas de Familia* ou encore de *Amas de Casa*, toutes considérées comme étant respectueuses des principes fondamentaux dictés par le régime de Franco. Néanmoins, le milieu associatif



méfiance des autorités et de la capacité d'adaptation organisationnelle d'une partie de la population pour parvenir à institutionnaliser ou faire survivre des structures de contestation.

C'est en particulier à partir de 1964 et de la mise en place d'une nouvelle législation<sup>31</sup> qui prétend contenir les rassemblements spontanés des riverains de plus en plus fréquents, que les habitants d'un même quartier obtiennent le droit de déclarer officiellement une association. Ces entités nouvellement autorisées représentent finalement l'aboutissement des luttes engagées depuis quelques années de façon clandestine par les milieux syndicaux ou associatifs. C'est ainsi qu'au-delà d'être le point de départ des premières structures associatives, la loi de 1964 apparaît avant tout comme étant une réponse à une situation déjà existante, mais hors de contrôle pour le régime. En d'autres termes, il s'agit surtout pour le pouvoir franquiste de prévenir voire de canaliser l'action des « éléments subversifs » au niveau local que les textes précédents n'arrivent désormais plus à appréhender dans leur intégralité<sup>32</sup>. Les autorités souhaitent à tout prix éviter le danger que pourrait représenter la formation d'organismes politiques adversaires du régime<sup>33</sup>.

---

des années 1960 voit apparaître une résurgence d'éléments et d'organismes politiquement en marge du système. Pour davantage d'informations sur l'évolution du cadre juridique dans le domaine associatif espagnol, durant la période dictatoriale, voir PELAYO OLMEDO, José Daniel, « El Derecho de asociación en la historia constitucional española, con particular referencia a las leyes de 1887 y 1964 », *Historia Constitucional*, n° 8, 2007, p. 107 et REVERTE MARTÍNEZ, Francisco Manuel, *El derecho fundamental de asociación como instrumento de cambio social*, Thèse de doctorat en droit, sous la direction de Encarna Serna Meroño, Universidad de Murcia, 2015, p. 60.

<sup>31</sup> Les négociations au sein du gouvernement conduisent à la publication d'une loi en 1964 (*Ley 191/1964, de 24 de diciembre, de asociaciones*) qui autorise la création de nouvelles formes d'association, officiellement apolitiques. Tout comme elles avaient agi en 1941, les autorités tentent à nouveau de contenir certaines dérives naissantes. La réglementation de 1964 est à cet égard très restrictive quant à la définition même des associations autorisées ou à la nature de leurs objectifs. Dès le préambule, il est par exemple question de n'autoriser que les structures dont les principes sont « en accord avec les normes inspirées du *Movimiento Nacional* », les associations sont d'ailleurs rapidement qualifiées dans ce texte « d'instruments visant à accomplir les objectifs de l'État ». Le texte de 1964 apparaît donc comme un outil de maintien de l'ordre et de contrôle des mouvements politiques qui émergent en marge du cadre légal en vigueur jusqu'alors. Les nombreux débats qui accompagnent l'élaboration de ce texte illustrent d'ailleurs les tensions que génère, au sein du gouvernement, la politisation des structures associatives ainsi que l'éventuelle progression de leur influence politique au sein des canaux populaires. Pour davantage de précisions quant aux débats soulevés par ce nouveau texte, voir COBO PULIDO, Pedro, « Las asociaciones de cabezas de familia como cauce de representación : un fallido intento de apertura del régimen franquista », *Espacio Tiempo y Forma. Serie V, Historia Contemporánea*, n° 14, 2001, pp. 437-488.

<sup>32</sup> RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>33</sup> PELAYO OLMEDO, José Daniel, « El Derecho de asociación en la historia constitucional española, con particular referencia a las leyes de 1887 y 1964 », *op. cit.*, p. 113.

C'est pourquoi, la loi de 1964 ne concerne pas toute la population mais uniquement les *Cabezas de familias*, à savoir les hommes majeurs voire éventuellement les femmes mariées.

Au sein de l'idéologie franquiste, la famille constitue un des piliers essentiels du système, raison pour laquelle la constitution d'organisations à partir de ce noyau est consentie par le régime au milieu des années 1960. Cependant, tel que l'indique Constantino Gonzalo Morell,

la famille, dernier bastion du national-catholicisme – après la trahison de l'Église – va ainsi se convertir en une chose totalement contraire à ce qui était souhaité par le régime. Les riverains, protégés par l'entité « famille » et la nouvelle *Ley de Asociaciones*, vont utiliser les espaces publics que la dictature elle-même va leur octroyer pour saper les fondements du système. Ainsi, la famille traditionnelle, source naturelle d'ordre, est utilisée par les riverains pour atteindre leurs objectifs sociaux, en finir avec les injustices dans leurs quartiers<sup>34</sup>.

Les habitants vont profiter de l'émergence de ce nouveau cadre légal et de l'espace offert par les autorités franquistes pour mettre en place de nouvelles structures, plus proches de leurs aspirations. C'est pourquoi, bien qu'initialement pensée pour reconnaître légalement l'existence des associations de *Cabezas de Familias*, cette loi va également permettre l'émergence d'autres structures associatives, les dénommées *Asociaciones de Vecinos* (AAVV), un phénomène que les autorités n'avaient pas réellement anticipé. Autrement dit, les AAVV surgissent légalement là où le régime pensait avoir colmaté les brèches législatives. Selon les termes de Zulima Sánchez Sánchez, les AAVV sont :

Des mouvements sociaux urbains autonomes qui déploient leurs actions dans une zone territoriale correspondant à leur quartier et dont l'intervention se caractérise par sa longévité, sa légalité et son ouverture quant à la globalité des sujets concernés par les actions menées. Elles [*les AAVV*] ont pour but de défendre les intérêts des habitants face à l'intervention de l'administration locale<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> « *La familia, último reducto del nacionalcatolicismo –después de la traición de la Iglesia-, se convertirá así en algo totalmente contrario a lo deseado por el régimen. Los vecinos, amparados en la fórmula familiar y con la cobertura legal de la nueva Ley de Asociaciones utilizarán los espacios públicos que les concede la propia dictadura para socavar los cimientos del sistema. Así, la familia tradicional, fuente natural de orden, es utilizada por los vecinos para lograr sus fines sociales de acabar con las injusticias en sus barrios* » in GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, op. cit., p. 214.

<sup>35</sup> « *Movimientos sociales urbanos autónomos que despliegan sus acciones en el ámbito territorial del barrio y cuya actuación se caracteriza por su permanencia, legalidad y generalidad en cuanto a los sujetos que implica dentro del área de acción. Tienen por objeto la defensa del interés vecinal frente a la actuación de las Administración Local* » in SÁNCHEZ SÁNCHEZ, Zulima, *Estudio práctico de las asociaciones: democracia directa y otras formas de participación ciudadana: doctrina, jurisprudencia y*

Les associations de quartiers (AAVV), désormais légales et règlementaires, se multiplient donc sur l'intégralité du territoire espagnol au milieu des années 1960. Elles émergent en premier lieu dans les périphéries des villes, là où, d'une part, les dysfonctionnements urbains sont considérables et où, d'autre part, une forte tradition associative est déjà profondément ancrée. En réalité, ces espaces urbains, pour la plupart périphériques, sont porteurs de significations sociales qui, de façon plus ou moins directe, mettent en relation les habitants d'un même quartier et alimentent les formes d'association. À ce propos, Robert Park développe le concept de « voisinage » et précise que :

la proximité et les contacts de voisinage sont la base des formes les plus simples et les plus élémentaires d'association auxquelles nous avons affaire dans l'organisation de la vie urbaine. Les intérêts locaux et les associations entretiennent un attachement local, de sorte que dans un système qui fait de la résidence la base de la participation aux affaires publiques, le voisinage devient la base du contrôle politique. Dans l'organisation sociale et politique de la ville, c'est l'unité locale la plus petite<sup>36</sup>.

Le fait d'être voisin, à savoir de vivre dans une zone géographique proche où les contacts sont quotidiens, constitue ainsi un premier facteur favorable à la réunion des individus, ce qui se vérifie par la présence d'une multitude d'associations au sein des quartiers que nous étudions et ce, y compris sous le franquisme. D'ailleurs, le « voisin » devient un élément fort, une unité de base dans le cadre de la mobilisation collective espagnole, dans la mesure où la plupart des associations créées à partir de 1964 sont des associations *de vecinos*, « de voisins » ou « d'habitants » en français.

Au-delà des données contextuelles évoquées plus haut, la proximité entre les habitants et le fait que certains d'entre eux partagent des conditions de vie ainsi que des valeurs communes ne font que renforcer leur volonté de faire reconnaître légalement les associations et les manifestations qu'ils organisent. Toutefois, au milieu des années 1960, les divers modèles de structures déjà existants tels que les *Asociaciones de Cabezas de Familias* ne semblent plus répondre aux perspectives nouvellement attendues par les militants. Leur fonctionnement est rapidement remis en cause. Selon les travaux réalisés par Pamela Radcliff, c'est notamment la

---

*formularios*, Madrid, Dykinson, 2004, p. 355 citée dans REVERTE MARTÍNEZ, Francisco Manuel, *El derecho fundamental de asociación como instrumento de cambio social*, op. cit., p. 56.

<sup>36</sup> PARK, Robert, « La ville : propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in GRAFMEYER, Yves ; JOSEPH, Isaac (eds), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine - Textes traduits et présentés par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph*, Paris, Flammarion, 2009.

verticalité des ACF qui pose problème, c'est-à-dire leur fonctionnement basé sur un système hiérarchique. C'est pourquoi, les récentes AAVV (créées par le biais de la loi de 1964) se réclament très tôt d'une organisation basée sur une trajectoire de dialogue dans les prises de décision, à savoir davantage horizontale<sup>37</sup>.

Ces nouvelles structures présentes sur tout le territoire national deviennent ainsi des lieux fédérateurs, dans lesquels s'exprime la critique d'un milieu urbain caractérisé par de nombreux dysfonctionnements. Exprimant des revendications sociales de plus en plus accrues, ces associations permettent aux habitants de s'affirmer dans un discours qui souligne les déficits matériels de leur quotidien ainsi que le manque de participation des habitants dans les processus de transformation de leur quartier<sup>38</sup>. En d'autres termes, au cœur de ces organisations, les questions politiques et urbaines vont s'entrecroiser pour faire face aux autorités. Ce phénomène revendicatif théorisé par Manuel Castells et Henri Lefebvre, sous le nom de « question urbaine » dénonce :

les méfaits de l'urbanisme fonctionnel produit dans le cadre de la société industrielle, la perte du cadre de vie qui résult[e] de la soumission – relative – de l'urbain aux exigences de l'industrie. C'[est] la qualité de la ville qui se trouv[e] alors en cause, la capacité de celle-ci à faire place aux “usages” de ceux qui y habitent et non au seul souci de l'échange marchand et de la production.<sup>39</sup>

En ce sens, les actions collectives qui sont engagées lors des décennies franquistes par ces groupements associatifs ne semblent pas uniquement répondre aux prérogatives des premiers mouvements ouvriers mais paraissent plutôt s'intéresser aux problèmes d'ordre social et urbain. Ces actions correspondent en revanche à la définition que Manuel Castells donne des mouvements sociaux urbains, à savoir, à un « système de pratiques, suscitées à partir d'enjeux exprimant les contradictions urbaines, et *capables de produire des effets de transformation sur les rapports sociaux* »<sup>40</sup>. Au-delà des seules revendications relatives à aux aménagements

---

<sup>37</sup> RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, *op. cit.*, p. 239.

<sup>38</sup> VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *op. cit.*

<sup>39</sup> DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, Paris, Editions de la Villette, 2009. p. 29.

<sup>40</sup> CASTELLS, Manuel ; CHERKI, Eddy ; GODARD, Francis ; MEHL, Dominique, *Crise du logement et mouvements sociaux urbains : enquête sur la région parisienne*, Berlin-Boston, De Gruyter Mouton, 2017, p. 11.

urbains, les mobilisations *vecinales* exacerbent en effet les liens de sociabilité et de solidarité entre les habitants d'un même espace urbain.

Une des spécificités des associations de quartiers tient au fait qu'elles portent des revendications très localisées, ce qui explique la présence, au sein d'une même ville, de plusieurs AAVV. Les différents travaux, réalisés des années 1970 à nos jours, révèlent que la plupart des grandes villes espagnoles sont concernées par l'émergence des AAVV, dès le milieu des années 1960 (d'abord à Madrid, à Valladolid, à Séville et bien entendu à Barcelone et à Valence). Plus concrètement, les premières associations de quartier surgissent d'abord dans la région madrilène. C'est en 1968 que la première *Asociación de Vecinos* de la capitale du pays voit le jour dans le secteur de *Palomeras Bajas*, espace *extra-muros* essentiellement constitué de *chabolas*. Ce type de structure associative va rapidement se répandre sur tout le territoire national, durant les années 1970, à l'instar de ce qui se déroule dans la capitale. Entre 1974 et 1976, par exemple, le mouvement de riverains fait une avancée considérable à Madrid, passant d'une vingtaine d'associations de quartier à 138 en 1976<sup>41</sup>. À l'échelle nationale, Pamela Radcliff souligne que dès l'entrée en vigueur de la *Ley de Asociaciones* de 1964, environ 1000 associations, de tous types, sont créées chaque année dans le pays jusqu'en 1974<sup>42</sup>. En 1979, au total, près de 30 000 associations sont comptabilisées sur le territoire national. Les AAVV représentent 17% de l'ensemble des associations, elles sont donc 5000 en 1979. Constantino Gonzalo Morell signale, d'après un rapport de police dont nous reproduisons un court extrait en note de bas de page<sup>43</sup>, que la province la plus « touchée » par ce phénomène est celle de Barcelone, suivie de Madrid, de Valence ou encore de Séville.

Les années 1970 se caractérisent donc par la présence généralisée dans tout le pays de mobilisations locales menées par des associations de riverains, qui mutualisent progressivement leur lutte. Ce phénomène est cristallisé par la constitution d'entités « supra-associatives », les

---

<sup>41</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, op. cit., 1977, p. 52.

<sup>42</sup> Elle précise par ailleurs que 2500 associations, de nature diverse, existaient déjà en 1964, c'est-à-dire que ce type de structures était préexistant au nouveau cadre légal.

<sup>43</sup> « En 1972 ya son siete "las provincias afectadas" y a finales de 1.973 aparecerá propaganda en 19 provincias; al final de 1.974 son 27 el número de "provincias afectadas". Teniendo en cuenta la importancia de la propaganda incautada, la provincia más afectada era Barcelona, seguida de Madrid, Valencia, Zaragoza, Sevilla y Navarra », in GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, op. cit. p. 164.

Fédérations d'associations de quartier (*Federaciones de Asociaciones de Vecinos*, FAAVV)<sup>44</sup>. À Madrid par exemple, ville dans laquelle a été créée la première *Asociación de Vecinos*, une Fédération de ce genre surgit de façon clandestine en février 1975, sous l'impulsion de 108 associations de quartier<sup>45</sup>. Il lui faut attendre l'année 1977 et l'ouverture progressive du système politique pour obtenir une reconnaissance légale. Ce même procédé se répète dans de nombreuses villes espagnoles. En réalité, les problèmes concrets dénoncés à l'échelle des quartiers reflètent, dans la plupart des cas, des dysfonctionnements globaux dans chacune des villes concernées, raison pour laquelle la convergence des luttes est recherchée et se structure. L'émergence des FAAVV témoigne d'une nouvelle avancée du milieu associatif espagnol et renforce la configuration du mouvement de riverains<sup>46</sup>. Dominique-Marie Polad-Spadoni décrit l'évolution de ce secteur à partir de trois étapes distinctes, lesquelles déterminent trois périodes essentielles à la construction de ce mouvement associatif local :

- une première étape qui s'étend de l'année 1964, date d'approbation de la loi sur les associations, au milieu des années 1970 soit la période de fondation des FAAVV, durant laquelle les autorités se gardent le droit de refuser la légalisation des associations ;
- une seconde étape correspondant à la chute de la dictature franquiste et à l'augmentation croissante des revendications ;
- et une dernière étape qui se déroule lors de la transition démocratique et qui se caractérise par la recomposition et la consolidation des mouvements sociaux<sup>47</sup>.

Ainsi, à la mort du général Franco, le mouvement associatif, souvent considéré comme subversif, est profondément implanté dans le milieu urbain sur l'ensemble du territoire espagnol. La multiplication des AAVV dans les espaces périphériques au début des années 1970 est, de fait, proportionnelle à la hausse des mouvements de protestation provenant de divers

---

<sup>44</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « Una visión global del movimiento asociativo vecinal regional durante la transición: 1970-1986 », *op. cit.*, p. 220.

<sup>45</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, *op. cit.*, p. 52.

<sup>46</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986): ¿excepcionalidad o actor destacado? », *op. cit.*, p. 100.

<sup>47</sup> TER MINASSIAN, Hovig, « Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone », GIGOT, Mathieu (coord.), *Cahier Construction politique et sociale des territoires – analyser la patrimonialisation des espaces urbains*, n° 1, 2012, p. 54.

horizons sociaux et politiques. La massification des mouvements d'opposition, qu'ils soient ouvriers ou étudiantins, de gauche ou d'extrême gauche, peut en effet expliquer l'implication croissante des riverains dans les structures associatives locales naissantes, dans la mesure où ces années 1970 constituent un moment-clé dans la mobilisation de militants issus de foyers socio-économiques variés. Parallèlement, la spécificité de certains espaces périphériques, caractérisés certes par leur fort potentiel économique et touristique mais confrontés également à d'importants problèmes sociaux et environnementaux, alimente également l'émergence d'associations de riverains au sein desquelles des habitants issus des milieux ouvriers se mobilisent contre des aménagements urbains qu'ils considèrent spéculatifs.

## **2.1.2. La Barceloneta et le Cabanyal : deux expériences représentatives de l'émergence des mobilisations locales**

Les associations de riverains sont la conséquence sociale des ruptures qui se produisent dans l'espace urbain. Elles sont le fruit de l'évolution économique et sociale des quartiers dans lesquels elles émergent. Bien qu'elles possèdent des caractéristiques similaires, chaque entité constitue une réponse spécifique à un problème ou à une situation particulière.

Dans la Barceloneta et le Cabanyal, avant les années 1960, les habitants se regroupent dans des organisations associatives dont les visées et les structures sont diverses. Il existe tout d'abord des clubs qui s'établissent autour d'une activité bien précise. Dans le quartier de la Barceloneta, par exemple, divers clubs de natation sont présents, tels que le *Club Natació Atlètic* et le *Club Natació Barceloneta*, respectivement fondés en 1913 et 1929. Ce type d'organisation est très présent sur le pourtour méditerranéen, dans le quotidien des villes et villages côtiers. C'est pourquoi il existe également à Valence, depuis 1903, le *Club Náutico de Valencia*. Ses statuts, qui dépendent initialement de la loi sur les associations de 1887, sont successivement renouvelés et permettent à ce club de poursuivre son activité jusqu'à nos jours. Parallèlement aux organisations sportives, le monde de la pêche est aussi un secteur corporatiste et s'organise de la sorte. Grâce à des statuts obtenus officiellement en 1977, la *Peña valencianista Unión de Pescadores* est par exemple créée dans le quartier du Cabanyal. Les

activités sportives et culturelles liées au milieu maritime sont les moteurs de ces entités. Elles configurent les prémices d'un tissu associatif qui se densifie progressivement et favorise le développement de réseaux reliant les habitants entre eux dans un même espace urbain.

Par ailleurs, un autre type d'organisation dénommé centre socio-culturel et politique (*ateneos*) occupe très tôt une place considérable dans les deux quartiers qui font l'objet de notre étude. Déjà présent durant le XIX<sup>e</sup> siècle dans le quartier de la Barceloneta sous le nom de centre libertaire (*Ateneu Llibertari*), ce type d'entité accueille des membres engagés politiquement à gauche et des anarchistes de la CNT, favorables à l'autogestion du centre et à un fonctionnement ouvert à tous<sup>48</sup>. Cristallisant avant tout la lutte des ouvriers de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, ces *ateneos* sont surtout des précurseurs fondamentaux pour les associations de quartier postérieures. Ils représentent une première expérience d'affirmation de l'opinion politique, organisée autour d'une structure spécifique. À l'origine d'un réseau relativement dense, ces centres permettent la mise en place d'activités éducatives ou encore culturelles. Ils forment également un réseau de sociabilité qui accorde une place privilégiée aux réflexions et débats politiques et qui renforcent les liens entre les habitants d'un même quartier car tel que l'affirme Óscar Freán Hernández :

La proximité était, dans ce cas précis [*celui des ateneos*], un facteur important à l'heure de s'implanter dans la communauté locale et de diffuser la culture et l'instruction basique, aux habitants. Tant dans les quartiers de la ville que dans les localités de la première et de la deuxième ceinture de la périphérie barcelonaise, des associations de ce type ont été créées pour construire des foyers culturels de référence pour les habitants<sup>49</sup>.

La démarche politique engagée durant ces siècles va de ce fait marquer les organisations à venir. Le quartier, fondamental pour ces premiers mouvements anarchistes, devient un lieu de référence pour les habitants et un point d'ancrage incontournable pour l'ensemble des activités

---

<sup>48</sup> SERRA, Pere, *Memòria commemorativa. Celebració del ¼ de mil.lenni de la Barceloneta 1753-2003*, Barcelona, Autoritat Portuària de Barcelona amb el suport Foment Ciutat Vella, 2003, p. 26.

<sup>49</sup> « *La proximidad era, en este caso, un factor importante a la hora de arraigar en la comunidad local y de difundir la cultura y la instrucción básica entre los vecinos. Tanto en los barrios de la ciudad como en las localidades de la primera y de la segunda periferia barcelonesa se crearon asociaciones de este tipo con la intención de constituirse en focos culturales de referencia para sus habitantes* » in FREÁN HERNÁNDEZ, Óscar, « El anarquismo español: luces y sombras en la historiografía reciente sobre el movimiento libertario », YSAS, Pere (ed.), *Ayer - La época socialista: política y sociedad (1982-1996)*, n° 84, 2011, pp. 214-215.



associatives et culturelles<sup>50</sup>. Progressivement, le quartier, au-delà d'être un simple lieu de résidence ou un lieu d'activités économiques, devient un espace à valoriser et à défendre, dimension qui consolide un ancrage identitaire. Ainsi, outre les associations sportives, d'autres structures associatives émergent. Les commerçants se regroupent par exemple peu à peu, afin de valoriser leurs activités, comme c'est le cas dans le quartier de la Barceloneta au cours des années 1950. Le tissu associatif local s'étoffe progressivement, même si au cours de la période franquiste, ces entités subissent les conséquences du contexte politique autoritaire. L'association de commerçants de la Barceloneta est par exemple rapidement considérée par les riverains conservateurs comme étant un foyer de « rouges séparatistes », raison pour laquelle elle fait l'objet de dénonciations auprès des autorités<sup>51</sup>.

Paradoxalement, des années plus tard, soit à la fin des années 1960, cette même association est considérée par certains habitants, opposés au régime, comme trop proche de la dictature. Dans la mesure où certaines enseignes de la Barceloneta sont clairement affichées comme étant phalangistes, une partie des habitants souhaite préserver une certaine distance avec cette structure. En réalité, la présence de membres phalangistes dans l'association de commerçants s'explique par l'obligation légale de posséder en son sein des adhérents au *Movimiento Nacional*. Leur présence permet de surcroît d'éviter diverses mesures telles que la censure. À cet égard, l'association de commerçants n'est pas à proprement parler phalangiste car, selon Pere Serra, les stratégies adoptées par les membres de cette structure vont à l'encontre de l'idéologie du régime<sup>52</sup>. Les commerçants se réunissent, entre autres, pour réclamer l'amélioration du réseau de transports ou l'installation de parkings, dans le but de régénérer l'infrastructure du quartier. En d'autres termes, leurs actions ne possèdent pas une ligne politique unique, elles ne visent pas, en général, à contrôler la population mais plutôt à rendre ses conditions de vie meilleures, en s'adaptant au cadre idéologique et législatif imposé par le régime.

Toutefois, à cette époque, toutes les entités associatives ne souhaitent pas nécessairement se conformer au cadre très limité que propose le régime. À Barcelone par exemple, des

---

<sup>50</sup> SERRA, Pere, *Memòria commemorativa. Celebració del ¼ de mil.lenni de la Barceloneta 1753-2003*, *op. cit.*, p. 26.

<sup>51</sup> *Ibid.* p. 27.

<sup>52</sup> *Ibid.* p. 28.

organisations illégales, les *Comisiones de Barrio* (CCBB) émergent entre 1968 et 1969<sup>53</sup>. En règle générale, ces *Comisiones* sont portées par un idéal de mutualisation des luttes, raison pour laquelle elles tentent des rapprochements avec d'autres organismes tels que les CCOO. Cette stratégie ne fonctionne pas nécessairement. En revanche, ces structures parviennent à tisser des liens de proximité avec certains partis tels que le PSUC (*Partido Socialista Unificado de Cataluña*) ou l'organisation communiste *Bandera Roja*, proximité qui va les inscrire dans une démarche franche d'opposition au régime. Bien que des individus indépendants ou d'autres partis politiques, membres de l'opposition, s'impliquent dans ce type d'organisme, ces deux partis demeurent majoritaires. *Bandera Roja* obtient d'ailleurs une influence considérable, qui s'explique par la structure même de son organisation. Déjà implanté autour de foyers divers tels que l'université ou les usines, ce parti compte un nombre de militants non négligeable qui s'investit dans les quartiers. Le quartier devient de la sorte un secteur de lutte à part entière, où riverains et membres de *Bandera Roja* sont mobilisés. Selon Tania Magro Huertas,

ces commissions visaient à mobiliser les riverains tout en mettant en avant les contradictions inhérentes aux quartiers, en dénonçant le manque d'aménagements et de services. Il s'agissait de revendications qui exigeaient de construire une ville pour vivre dignement. Néanmoins, les revendications dénonçaient également le régime dictatorial et les pratiques capitalistes de gestion de la ville<sup>54</sup>.

Ces *Comisiones de Barrio* en collaborant avec des partis politiques comme le PSUC ou *Bandera Roja* parviennent à réunir un nombre croissant de riverains. Toutes possèdent la même finalité d'amélioration des conditions de vie matérielles dans les quartiers, tout en ayant un regard critique vis-à-vis du régime. Le secteur de la Barceloneta n'est pas épargné par le phénomène de structuration des *Comisiones de Barrio*, dont les fondements politiques trouvent leurs origines dans la présence, dans le quartier, de militants d'extrême gauche. Par exemple, avant même que n'existe l'*Asociación de Vecinos*, Emili Garcia Miquel, membre de l'association de la Barceloneta, appartenait à diverses structures :

---

<sup>53</sup> ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, op. cit., p. 238.

<sup>54</sup> « *El objetivo de las CCBB era movilizar a los vecinos del barrio poniendo de manifiesto las contradicciones que se vivían en él, a través de la denuncia de la falta de urbanización y servicios. Se trataba de reivindicaciones que exigían construir una ciudad para vivir dignamente. Pero las reivindicaciones también eran las denuncias de un régimen dictatorial y de unas prácticas capitalistas de gestión de la ciudad* » in MAGRO HUERTAS, Tania, *Hacia la ciudad inclusiva. Prácticas sociales urbanas en Barcelona, 1969-1979*, Thèse de doctorat en histoire de l'architecture, sous la direction de Josep Maria Montaner, Universitat Politècnica de Catalunya, 2014, p. 80.

À l'université, dans le *Grup 68* aux objectifs culturels et revendicatifs (chanson de protestation, théâtre, cinéma, etc.), dans le mouvement clandestin de *Comisiones de Barrio*, etc. [...] Il s'agissait de construire un mouvement de riverains qui avait pour objectif d'améliorer les quartiers, d'en finir avec la dictature, d'instaurer la démocratie et le statut d'autonomie. Parallèlement à l'action politique, syndicale et étudiante organisée dans la clandestinité<sup>55</sup>.

Ainsi, lorsqu'en 1965 le *Plan de la Ribera* est annoncé, puis finalement approuvé par les autorités barcelonaises en 1968, les habitants en désaccord avec ce projet s'emparent des structures existantes, pour exprimer leur mécontentement. Certaines entités associatives du quartier s'érigent alors en véritables organisations clandestines, ce qui constitue une opportunité considérable, pour les riverains, de s'unir face à ce projet de réaménagement urbain. Toutefois, tel que l'affirme la sociologue Anna Alabart,

l'illégalité dans laquelle se trouvent ces organisations leur fait atteindre une limite difficile à franchir. Il leur fallait un nouveau cadre légal qui leur permette une diffusion plus large. Un besoin qui, dans la plupart des cas, va être à l'origine des associations de quartier. Constituer une association de quartier représentait en effet une façon de légaliser la Commission de quartier<sup>56</sup>.

C'est pourquoi, parallèlement à l'existence des *Comisiones de Barrio* clandestines, d'autres entités émergent et sont juridiquement légalisées : les AAVV (*Asociaciones de Vecinos*). Cela étant, toutes les *Comisiones de Barrio* n'ont pas donné lieu à la création d'une *Asociación de Vecinos* et inversement, toutes les AAVV ne trouvent pas leur origine dans les CCBB. De fait, dans certains quartiers les *Comisiones* poursuivent pendant un temps leurs activités, parallèlement à celles de l'association de riverains et de façon complémentaire. Toujours selon Alabart, les CCBB vont disparaître lorsque les AAVV vont se consolider<sup>57</sup>. À Barcelone, la première *Asociación de Vecinos* de la ville voit le jour dans le quartier de *Sant Antoni*, un secteur dont la dimension industrielle est relativement importante<sup>58</sup>. M. Tatjer décrit d'ailleurs

---

<sup>55</sup> « *En la universidad, en el Grup 68 con objetivos culturales reivindicativos (canción protesta, teatro, cine,...), en el movimiento clandestino de comisiones de barrio [...] Se trataba de constituir un movimiento vecinal que pretendía la mejora de los barrios, acabar con la dictadura, conseguir la democracia, y el estatuto de autonomía. Conjuntamente con la acción política, sindical y estudiantil organizada en la clandestinidad* » in Entretien avec Emili Garcia Miquel, le 13 février 2017.

<sup>56</sup> « *El fet de no ser organitzacions legals va fer que arribessin a un sostre difícil de superar. Calia cercar un marc legal que els permetés una projecció més àmplia. Aquest va ser, en molts casos, l'origen de l'Associació de Veïns del Barri. Era de fet, l'Associació de Veïns, una forma de legalitzar la Comissió de Barri* » in ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, op. cit., p. 241.

<sup>57</sup> ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, op. cit., p. 243.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 264.

cet espace comme « pionnier dans l'industrialisation de l'*Ensanche* »<sup>59</sup>. Dans le quartier de la Barceloneta, haut lieu de la métallurgie catalane, l'entité associative de riverains est créée en 1970. De fait, les différents espaces dans lesquels émergent les premières AAVV se situent au cœur de l'activité industrielle de la ville, ce qui souligne l'existence de liens entre le milieu ouvrier et les diverses organisations mobilisées (qu'elles soient de nature politique ou urbaine) ainsi que leur proximité avec les CCBB. Toutefois, dans la Barceloneta, la *Comisión de Barrio* va disparaître à la fin de l'année 1969, suite aux conflits idéologiques qui surgissent entre certains riverains et des militants libertaires, qui ne partagent plus les mêmes objectifs<sup>60</sup>. L'association de riverains du quartier littoral surgit donc dans un secteur industriel, où la population est alors majoritairement ouvrière et où les partis politiques tels que *Bandera Roja* ou encore les *Comisiones Obreras* possèdent une certaine influence. La Barceloneta est de surcroît un espace dans lequel la tradition associative est profondément ancrée, comme le souligne la présence de l'*Ateneu Llibertari*.

Cela étant, au-delà de la tradition associative caractéristique de ce quartier ou des affinités politiques qui fédèrent les riverains, l'association de riverains émerge pour une raison très concrète : le *Plan de la Ribera*. Qualifié de spéculatif, ce plan représente, selon une partie des habitants de la Barceloneta, une véritable menace pour la population du quartier, qu'il s'agisse des ouvriers, des commerçants ou encore des pêcheurs. Le projet prévoit la construction d'une autoroute et de grands ensembles résidentiels proches de la plage. Il ne prend pas en considération les problèmes auxquels sont confrontés le quartier de la Barceloneta ou le littoral barcelonais. En d'autres termes, ce projet a une visée touristique et n'apporte aucune solution à des problèmes tels que le manque d'espace et de logements, dans un secteur où la densité de la population et des constructions est déjà fortement élevée.

Le soutien d'autres entités telles que l'association de commerçants, déjà implantée dans le quartier, joue également un rôle décisif dans les démarches de légalisation de la nouvelle

---

<sup>59</sup> « [...] pionero en la industrialización del Ensanche, conocerá un notable incremento al igual que la parte conocida como la Izquierda del Ensanche » in TATJER, Mercedes, « La industria en Barcelona (1832-1992). Factores de localización y transformación en las áreas fabriles: del centro histórico a la región metropolitana », *Scripta Nova : Revista electrónica de geografía y ciencias sociales* [En ligne], vol. 10, n° 218, 2006. URL: <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-218-46.htm>

<sup>60</sup> SERRA, Pere, *Memòria commemorativa. Celebració del ¼ de mil.lenni de la Barceloneta 1753-2003*, op. cit., p. 26.

*Asociación de Vecinos* barcelonaise<sup>61</sup>. Dès lors, la mobilisation va réunir tout un ensemble d'acteurs proches du quartier qui vont se joindre aux habitants de l'association. Dès 1971, parmi les personnes et entités mobilisées autour du conflit généré par le plan partiel de la Ribera, des commerçants, des professionnels et des propriétaires s'allient au mouvement porté par les riverains. Pour faire face à la proposition officielle, après avoir réalisé de multiples recours, le mouvement social urbain de la Barceloneta convoque un « concours d'idées »<sup>62</sup>, comme moyen d'action, afin de trouver une solution alternative au *Plan de la Ribera*. Pas moins de dix projets entrent en compétition, la plupart élaborés en collaboration avec les habitants. Parmi les diverses propositions, c'est celle de Manuel de Solà Morales qui remporte la victoire et qui sera publiée quelques années plus tard, en 1974, sous le nom *Barcelona : remodelación capitalista o desarrollo urbano en el sector de la Ribera Oriental*.

Malgré les diverses assemblées, manifestations et propositions alternatives rendues possibles grâce au travail coordonné et réalisé par de multiples entités aux côtés des riverains, la mairie approuve tout de même le *Plan de la Ribera*. C'est la raison pour laquelle, entre 1971 et 1972, plusieurs réunions publiques et tables rondes sont réalisées par les différents acteurs mobilisés autour du Concours d'idées<sup>63</sup>. Les recours menés par l'ensemble des personnes mobilisées donnent finalement lieu au report du projet qui sera par la suite modifié et intégré au *Plan Comarcal* élaboré en 1974 et approuvé en 1976 sous le nom de *Plan General Metropolitano* (PGM).

Cette mobilisation sans précédent dans la capitale catalane, réalisée à l'initiative des habitants de la Barceloneta en réaction au *Plan de la Ribera*, ouvre la voie à une prise de conscience des habitants de ce secteur de la ville, qui va se renforcer avec l'élaboration du

---

<sup>61</sup> ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, op. cit., p. 268.

<sup>62</sup> Un « concours d'idées » est un concours, donc une mise en concurrence, permettant de réunir diverses propositions afin de définir un programme. Il représente l'occasion de réunir une pluralité de réflexions autour d'un aménagement par exemple.

<sup>63</sup> Parmi les différentes entités à l'initiative de ce concours d'idées, Tania Magro Huertas signale la présence de l'*Asociación de Propietarios, comerciantes e Industriales de la Barceloneta*, le *Casino La Alianza du Poble Nou*, l'association de quartier du *Taulat*, *Amigos de la Ciudad*, le *Colegio Oficial de Arquitectos de Cataluña y Baleares*, le *Colegio Oficial de Ingenieros de Cataluña y Baleares*, le *Colegio Oficial de Aparejadores y Arquitectos Técnicos de Cataluña y Baleares*, le *Colegio Oficial de Doctores y Licenciados en Filosofía y Letras y Ciencias de Cataluña y Baleares* et enfin la *Asociación de Vecinos de la Barceloneta*, in MAGRO HUERTAS, Tania, *Hacia la ciudad inclusiva. Prácticas sociales urbanas en Barcelona, 1969-1979*, op. cit., p. 229.

PGM<sup>64</sup>. Tel que l'affirme Anna Alabart, les mouvements de riverains barcelonais qui émergent au cours des années 1970 s'articulent autour de l'année 1976, qui représente le point de rupture. Avant cette date, les habitants se réunissent pour lutter contre les *Planes Parciales* tels que le *Plan de la Ribera* tandis qu'après 1976, les revendications se focalisent sur les méfaits du *Plan Comarcal* alors approuvé sous le nom *Plan General Metropolitano*<sup>65</sup>. Les propos de certains habitants du quartier de la Barceloneta, rédigés au sein de leur périodique, illustrent cette situation :

Le *Plan de la Ribera* (1971) et la position de la mairie (1979) ne modifiaient en rien notre situation et nous dérobaient les terrains de la *Maquinista y Gas* pour les céder aux spéculateurs. À présent, le *Plan Comarcal* nous octroie une partie de ce que nous demandions mais il expulse chacun d'entre nous. Une fois de plus, comme les fois précédentes ! Le Plan actuellement proposé est une attaque contre la Barceloneta, une insulte envers nous tous. Ce Plan témoigne d'une très grande méconnaissance de la réalité de notre quartier, de nos inquiétudes, de nos problèmes.<sup>66</sup>

Pour les habitants, le *Plan de la Ribera* représente une première expérience et symbolise surtout une vision de la ville qu'ils refusent expressément. Le rejet du projet suivant (le PGM) proposé par la municipalité traduit le désaccord profond des riverains avec les pratiques du pouvoir en place, qu'il soit local ou national. Il témoigne également d'une forte sensibilité aux transformations de l'espace urbain dans lequel ils vivent. Ce rejet est révélateur en outre d'une prise de conscience où se conjuguent la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et la mobilisation politique contre les autorités. De fait, l'opposition des habitants, développée en collaboration avec des professionnels de l'urbain (des urbanistes ou encore des architectes) lors de la mobilisation contre le *Plan de la Ribera*, se traduit par une proposition qui voit le jour avec la démocratisation de la vie politique espagnole, et qui se concrétise par la publication, en 1978, d'une étude alternative inédite pour l'époque et intitulée *Estudi previ a la remodelació de la Barceloneta*. Anticipant le *Plan Especial de Reforma Interior* prévu par la mairie dans ce

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 369.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>66</sup> « *El Plan de la Ribera (1.971) y la Alegación del Ayuntamiento (1.975) nos dejaba como estábamos y nos quitaba los terrenos de la Maquinista y Gas para entregarlos a los especuladores. Ahora el Plan Comarcal nos da algo de los equipamientos que pedíamos, pero nos echa a todos nosotros. Una vez más ¡cuántas veces van! El actual Plan propuesto es un ataque a la Barceloneta, un insulto a todos nosotros. El Plan demuestra un fatal desconocimiento de la realidad de nuestro barrio, de nuestras inquietudes, de nuestros problemas* » in Arxiu Historic Barcelona, Hemeroteca, R. 1975 4, AAVV Barceloneta, *Quart de Casa, Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, Barcelona, Gener 1976, p. 5.

secteur de la ville, et pour mettre en avant leurs besoins, les habitants réalisent cette étude. Cette dernière consiste à démontrer l'urgence de réhabiliter le quartier en présentant des données analytiques telles que l'état des logements, la densité de la population, l'évolution démographique, le manque d'infrastructures et de services ou encore les résultats d'une enquête menée auprès de 500 riverains, qui souligne leur volonté de continuer à résider dans la Barceloneta<sup>67</sup>.

Outre des revendications qui remettent en cause les projets de réaménagement dans ce quartier, cette étude notamment menée sous l'égide de l'association reflète l'effort collectif réalisé par les multiples acteurs, qui se place en rupture avec le régime sur le plan politique. Au-delà, l'émergence de mouvements sociaux urbains reflète ce que le géographe britannique David Harvey définit comme la revendication du « droit à la ville ». Pour lui, « revendiquer le droit à la ville [...], c'est prétendre à un pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, c'est-à-dire sur les manières dont nos villes sont sans cesse transformées »<sup>68</sup>. Les habitants réclament donc leur implication dans les processus d'aménagements urbains dans une Espagne qui, politiquement parlant, est alors en pleine transformation. En définitive, ils réclament un droit de regard sur la façon dont le pays et surtout leur environnement immédiat est géré, revendication au cœur du système démocratique qui alimente de nombreuses mobilisations locales.

Selon les aires géographiques étudiées, les chronologies varient, tout comme les raisons de la mobilisation. Tandis que les habitants de la Barceloneta, investis dans le milieu associatif, s'affirment très tôt politiquement et laissent transparaître des idéaux antifranquistes, les tendances politiques des organisations du littoral valencien se font, dans un premier temps, plus discrètes. Dans cet espace urbain, il n'existe pas, à notre connaissance, de structure libertaire similaire à celle de la Barceloneta. Antonio Sanchis Pallarés, auteur de divers ouvrages sur les quartiers maritimes valenciens, précise d'ailleurs qu'à cette époque il était difficile de

---

<sup>67</sup> Il nous est malheureusement impossible de reproduire dans ce travail l'enquête qui a été menée auprès de 500 riverains de ce quartier. Le document intitulé *Estudi previ a la remodelació de la Barceloneta. Anticipant le Plan Especial de Reforma Interior* que nous avons en notre possession ne reproduit que les résultats et analyses de cette enquête et non les questions qui ont été posées.

<sup>68</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, *op. cit.*, p. 9.

rendre public son avis, et plus particulièrement lorsqu'il divergeait de la dictature<sup>69</sup>. Autrement dit :

À ce moment-là, il n'était pas facile de « tenir tête » aux autorités, dans un contexte où les fondements du franquisme et ceux des ramifications qui en découlent et qui s'étendent jusqu'à la Transition, pesaient, littéralement, aussi lourd qu'une dalle<sup>70</sup>.

L'idéologie franquiste est alors omniprésente dans la société ainsi que dans l'administration. Elle est soutenue par de nombreux groupes sociaux, raison pour laquelle on la retrouve au sein de certaines des associations du littoral valencien. Contrairement au centre socio-culturel barcelonais, les membres du bureau de l'*Ateneo marítimo* de Valence sont majoritairement phalangistes, le nom de cette entité ne laisse d'ailleurs transparaître aucune tendance contestataire. À cette époque, la présence de personnes proches du régime est quasiment indispensable à la constitution d'une entité associative. Ce fait ne signifie pas pour autant l'absence de voix dissidentes au sein dudit centre. L'*Ateneo* obtient donc son statut officiel en 1958 mais son local n'ouvre ses portes qu'en 1961. Bien qu'étant officiellement définie comme apolitique, cette structure est plus politisée que les autres associations du quartier qui organisent notamment des activités culturelles. Elle est décrite comme ayant pour objectif de :

regrouper en son sein, de préférence, les enfants du quartier maritime, qu'importe leur lieu de résidence, ainsi que tous ceux qui le souhaitent, pour étudier et promouvoir tout ce qui pourrait contribuer au développement et à l'amélioration des aspects vitaux du quartier et ce qui est en lien avec ce dernier [...] <sup>71</sup>.

Les statuts s'adressent à l'ensemble des résidents des quartiers littoraux, à savoir aux habitants du Cabanyal, du Canyameler ou encore de la Malvarrosa. De fait, dans les années 1960, il n'existe pas d'association spécifique au quartier du Cabanyal, néanmoins, le régime de Franco autorise la constitution d'une structure associative dans un quartier voisin, celui de la Malvarrosa : l'*Asociación de Cabezas de Familia de la Malvarrosa* (1970). Tel que son nom

---

<sup>69</sup> Entretien avec Antonio Sanchis Pallarés, Valence, 3 avril 2017.

<sup>70</sup> « [...] en aquells moments no era fàcil “donar la cara”, en un context en què, la llosa del franquisme i de les seues posteriors ramificacions, encara dura la Transició, pesava, literalment, com una llosa » in ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, op. cit., 2017, p. 55.

<sup>71</sup> « objeto agrupar en su seno preferentemente a los hijos del Distrito Marítimo, cualquiera que sea el lugar de residencia, y a cuantos lo deseen, para el estudio y fomento de todo lo que contribuya al desarrollo y perfección de los aspectos vitales del Distrito, y de lo que con el mismo se relacione [...] » in Arxiu Historic de la Comunitat Valenciana, Caja 23, Signatura AHCV: 1/2263-8, *Estatutos Ateneo Marítimo de València*, article 1.



l'indique, l'association de la Malvarrosa a pour objectif officiel de veiller aux intérêts particuliers des familles et elle se doit de répondre aux principes dictés par le régime. Ses statuts officiels précisent d'ailleurs :

[qu'] en conformité avec le décret du 20 juillet 1957 et l'arrêté du 24 juin 1963 établi en application de l'article 9 dudit décret, l'association de *Cabezas de Familia* est constituée dans la Malvarrosa (Valence), afin de donner une expression concrète au principe doctrinal qui considère la famille comme le vecteur de participation aux tâches publiques, et aura pour caractère essentiel d'être rattachée au Mouvement à travers la Délégation Nationale de la Famille.<sup>72</sup>

Officiellement donc, les thématiques abordées lors des réunions traitent de questions éducatives ou familiales, mais en réalité elles s'orientent rapidement vers les problèmes urbains, d'abord spécifiques à la Malvarrosa et plus largement au littoral valencien. Les demandes renouvelées de construction d'une garderie ou les requêtes récurrentes d'amélioration de l'éclairage des rues sont autant de problèmes que l'on retrouve sur l'ensemble du littoral de la ville, et qui ne sont pas spécifiques à la Malvarrosa<sup>73</sup>. De fait, des habitants provenant de toutes les zones des quartiers maritimes semblent se rendre aux réunions. D'après A. Sanchis Pallarés il existe à cette époque une véritable coordination entre toutes les associations de ce secteur<sup>74</sup>.

D'après Jordi Borja, les *Asociaciones de Cabezas de Familia* manquent en règle générale de vitalité et sont très bureaucratisées<sup>75</sup>. Toutefois, la consultation de quelques-uns de leurs périodiques démontre un intérêt indéniable pour l'amélioration des conditions de vie matérielles et urbaines. Certaines de leurs revendications révèlent d'ailleurs des défaillances matérielles importantes telles que le manque de goudron dans certaines rues, le manque d'espaces verts, la

---

<sup>72</sup> « *De conformidad con lo dispuesto en el Decreto de 20 de julio de 1957 y Orden de 24 de junio de 1963 que desarrolla el Artículo 9º del citado Decreto, al objeto de dar expresión concreta al principio doctrinal que considera a la familia como cauce de participación del hombre en las tareas públicas, se constituye en Malvarrosa (Valencia) la Asociación de Cabezas de Familia, que tendrá el carácter de adherida al Movimiento a través de la Delegación Nacional de la Familia.* » in Arxiu Historic de la Comunitat Valenciana, Caja 16, Signatura AHCV: 1/2242-19, *Estatutos de la Asociación Cabezas de Familia del Barrio de la Malvarrosa*, p. 1.

<sup>73</sup> Ministerio de Cultura y Deporte, Biblioteca Virtual de Prensa Histórica, *Boletín Informativo de la Asociación de Cabezas de Familia Malvarrosa*, 1971, p. 7.

URL:[https://prensahistorica.mcu.es/es/publicaciones/numeros\\_por\\_mes.do?idPublicacion=4422&anyo=1972](https://prensahistorica.mcu.es/es/publicaciones/numeros_por_mes.do?idPublicacion=4422&anyo=1972)

<sup>74</sup> « *Por la coordinación que había entre todas las asociaciones de allá* », in Entretien avec Antonio Sanchis Pallarés, Valence, 3 avril 2017.

<sup>75</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, op. cit., 1977, p. 36.

pollution causée par les industries ou encore les nuisances sonores dans certains secteurs<sup>76</sup>. Par conséquent, étant donné que le Cabanyal se situe en plein cœur des quartiers littoraux de la ville de Valence et de façon contiguë à la Malvarrosa, nous pouvons aisément supposer que les problèmes sociaux et urbains qui ont trait à cet espace sont similaires à ceux qu'endure la Malvarrosa, ou les quartiers avoisinants, et sont ainsi évoqués lors des réunions de cette association.

Les autorités n'ont donc pas anticipé le fait que certaines des entités légalement autorisées outrepassent les limites du cadre juridique dans lequel elles s'insèrent. En d'autres termes, dans certains cas, les *Asociaciones de Cabezas de Familia* se constituent en tant que vitrine officielle des mouvements non-autorisés, dissimulant par exemple des réunions de partis politiques ou de syndicats clandestins<sup>77</sup>. Antonio Sanchis Pallarés, membre de l'association de *Cabezas de Familias* et fondateur de l'association de riverains de la Malvarrosa appartenait par exemple à l'organisation communiste *Bandera Roja*. D'ailleurs, l'association de *Cabezas de Familias* est rapidement considérée comme « influencée » voire « contrôlée » par le PCE. Pour la police, cela ne fait guère de doute comme le confirme le rapport de police alors classé confidentiel, dont nous reproduisons un extrait :

À la fin du mois de juin, une réunion générale des *Cabezas de Familias* s'est tenue dans l'école « Isabel de Villena », située dans la Malvarrosa, un quartier de l'arrondissement maritime de Valence. Durant cette dernière sont intervenus ANTONIO CONCA MAUPOEY, ALBERTO GARCIA ESTEVE, DIONISIO VACAS COSMO et un certain ORTEGA, tous membres actifs du Parti Communiste. [...] Vu les antécédents et la personnalité des quatre orateurs de la réunion de l'association des *Cabezas de Familias* dans l'école « Isabel de Villena » et étant donné qu'ils utilisent l'école pour donner une apparence de légalité à leur mouvement, il ne fait aucun doute que l'association est infiltrée par ces éléments actifs du communisme et que l'on peut la considérer comme contrôlée, ou du moins influencée, par le communisme de cette zone.<sup>78</sup>

---

<sup>76</sup> Ministerio de Cultura y Deporte, Biblioteca Virtual de Prensa Histórica, *Boletín Informativo de la Asociación de Cabezas de Familia Malvarrosa*, 1971, p. 2.

URL: <https://prensahistorica.mcu.es/es/consulta/registro.do?id=4422>

<sup>77</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « una visión global del movimiento asociativo vecinal regional durante la transición: 1970-1986 », *op. cit.*, p. 198.

<sup>78</sup> « A finales de junio tuvo lugar una reunión general de los Padres de Familia en el Colegio « Isabel de Villena », situado en la Malvarrosa, del distrito marítimo de Valencia, interviniendo en ella ANTONIO CONCA MAUPOEY, ALBERTO GARCIA ESTEVE, DIONISIO VACAS COSMO y un tal ORTEGA, todos ellos elementos activos del Partido Comunista. » [...] A la vista de los antecedentes y personalidad de los cuatro oradores en la reunión de la Asociación de Padres de Familia en el Instituto de « Isabel de Villena », y en el hecho de haber utilizado el Colegio para dar apariencia legal a sus movimientos,

Comme ailleurs en Espagne et comme le décrit Radcliff, cette association est concernée par des stratégies politiques qui relèvent de l'entrisme<sup>79</sup>. Dans les années 1960, le PCE développe cette technique d'infiltration générale d'abord dans les réunions des CCOO et s'oriente ensuite vers les AAVV<sup>80</sup>. Cette pratique est ainsi utilisée dans une optique de récupération du pouvoir, afin de contrecarrer le positionnement illégal dans lequel le PCE survit. Au vu de l'impossibilité pour les groupes contestataires d'organiser des assemblées politiques ou encore de rendre publiques leurs déclarations, même pacifiques, le PCE applique une stratégie d'infiltration pour retrouver un espace légal. Par ce biais, il est surtout question d'aborder ouvertement certaines thématiques, considérées comme illicites<sup>81</sup>. C'est sans doute la raison pour laquelle le lieu de réunion change très régulièrement, à l'instar de celle qui se tient le 29 septembre 1970 dans la salle de cinéma de la Malvarrosa, tel que son affiche l'annonce (voir figure ci-dessous)<sup>82</sup>.

---

*demuestra inequívocamente la infiltración de estos elementos activos del comunismo en la citada Asociación, considerándose que está controlada o por lo menos influenciada por el comunismo activo de esta zona.* » in Arxiu Historic de la Comunitat Valenciana, Caja 7, Signatura AHCV: 1/2237-12, *Informe Sobre Infiltración Comunista en la Asociación*, p. 3.

<sup>79</sup> Issu de l'histoire du trotskisme, ce terme décrit une stratégie politique consistant à introduire les militants d'un organisme dans un autre, souvent antagonique, ou appartenant à l'État.

<sup>80</sup> RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>82</sup> Dans le cas des associations telles que celle de la Malvarrosa, la stratégie d'infiltration généralisée ne semble pas avoir été dissimulée aux yeux des membres mais plutôt effectuée à visage découvert, au sens où les individus sont publiquement connus comme des opposants au régime. L'association va aussi faire l'objet de nombreuses interventions policières lors de ses assemblées.

# AL VECINDARIO de MALVARROSA

Un grupo de vecinos, animados de las mejores intenciones, se han reunido para hablar de los problemas y necesidades más urgentes de nuestro barrio.

Los problemas son tantos, tan agudos y tan urgentes, que se precisa aunar los esfuerzos y la colaboración sincera y plena de todos los vecinos. Estos problemas nos afectan por igual a todos y por ello debemos colaborar en la medida de nuestras fuerzas y posibilidades.

Ahí están los niños sin escolarizar, sin posibilidad de juegos lejos del peligro de la circulación; nuestros ancianos sin un lugar acogedor donde poder hablar de "sus tiempos", el espeluznante problema de urbanismo, ausencia de centros culturales...

Nuestra acción en solitario tiene una eficacia mínima, si no nula.

Si queremos de verdad llegar a soluciones eficaces y concretas, hemos de colaborar todos solidariamente.

Para ello se ha constituido la ASOCIACION DE CABEZAS DE FAMILIA DE MALVARROSA, de acuerdo con la Ley de Asociaciones Familiares.

El programa se ajusta a la problemática del barrio.

- Más Escuelas Nacionales diurnas y nocturnas.
- Instituto nocturno.
- Instituto masculino de enseñanza media.
- Guarderías infantiles.
- Parques de recreo y deportivos.
- Centro cultural y biblioteca.
- Problemas urbanísticos a resolver: Iluminación, alcantarillado, pavimentación, limpieza de calles, vallado de solares, etc.
- Regulación de la circulación y señalización de calles.
- Local apropiado para nuestros jubilados.
- Puesto de socorro.
- Asesoría jurídica.
- Clases de alfabetización.
- Dragado y cubierta de la acequia de Vera.
- Aseo de playas.

Tu colaboración, tu presencia, tu ayuda, tu participación es necesaria para urgir el compromiso de todos.

Acude el día 29 de Septiembre, a las 9 noche,  
al Cine Malvarrosa.

Fig. 5: Affiche de la manifestation du 29 septembre 1970, dans le quartier de la Malvarrosa. Source : Arxiu Històric de la Comunitat Valenciana. Caja 7, Signatura AHCV : 1/2237-12, Exp 364

C'est ainsi que des entités associatives, implantées localement dans des espaces urbains spécifiques, commencent à devenir des relais de l'opposition politique. L'*Ateneo* des quartiers maritimes de Valence se fait par exemple l'écho, au milieu des années 1970, des discours de la *Junta Democrática* en célébrant diverses conférences et réunions orientées vers des postulats démocratiques<sup>83</sup>. Cette tendance politique se retrouve dans l'ensemble des associations de quartier de la ville de Valence, qui élargissent progressivement le champ de leurs revendications. Outre l'organisation de manifestations contre le réaménagement polémique de l'ancien cours du fleuve Turia ou les demandes sans cesse renouvelées de protection de certains espaces naturels tels que la *Albufera* ou *El Saler*, les AAVV se mobilisent pour l'augmentation du niveau de vie de la population, l'amnistie des prisonniers politiques ou encore la légalisation des associations. Cette démarche, d'une part, démontre une implication grandissante de ces structures associatives dans la défense des quartiers et, d'autre part, les inscrit dans les mouvements d'opposition au régime<sup>84</sup>.

Dans le quartier du Cabanyal, par exemple, il faudra attendre l'année 1977<sup>85</sup> pour que l'association de riverains obtienne des statuts officiels. Cette situation ne signifie pas pour autant l'absence de mobilisations dans ce quartier. Les riverains se joignent par exemple aux assemblées organisées par des structures associatives voisines et, parallèlement, se regroupent de façon clandestine pour organiser leur lutte. Le milieu des années 1970 laisse en effet apparaître des défaillances profondes dans le Cabanyal, des carences qui s'intensifient avec le temps. À l'instar de la majorité des quartiers périphériques à cette époque, le Cabanyal se caractérise par un manque accru de services publics et par une planification urbaine « nuisible et chaotique »<sup>86</sup>. Ce secteur de la ville est en outre composé d'industries lourdes (charbon, métallurgie), plusieurs voies ferrées, un réseau de canalisation obsolète ainsi qu'une plage polluée par les activités industrielles. De ce fait, les multiples accidents dans le secteur du

---

<sup>83</sup> SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, Valencia, Javier Boronat editor, 2009, p. 174.

<sup>84</sup> D'après Jordi Borja, en 1974, seules dix AAVV sont présentes dans la ville de Valence et dans ses environs alors qu'il en existe vingt-cinq en 1975 et cent en 1976. Leur nombre est ainsi en constante augmentation, notamment au milieu des années 1970 mais leur officialisation n'est pas réalisée *de facto*, in BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>85</sup> *Estatutos de la Asociación de Vecinos del Cabanyal-Canyamelar*, article 30, 1977, p. 1 (fonds personnels de Antonio Sanchis Pallarés)

<sup>86</sup> ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, *op. cit.*, p. 57.

passage à niveau ou encore le décès d'un enfant en juin 1977, à la suite d'une méningite causée par le manque d'entretien des plages et une eau de mer polluée<sup>87</sup>, cristallisent la colère des habitants du quartier, qui s'organisent pour obtenir une structure associative spécialement dédiée au quartier du Cabanyal.

Le 17 novembre 1977, les riverains célèbrent la première réunion de l'association de quartier, durant laquelle ils peuvent s'inscrire en tant qu'adhérents. L'activité de la structure débute et s'articule autour de trois revendications, à savoir la restauration du réseau de canalisations du quartier, l'aménagement et le nettoyage des plages et enfin « le *Dr Lluch* pour la population », c'est-à-dire la récupération de terrains occupés par des activités industrielles nocives pour y construire, en lieu et place, des logements ou des infrastructures pour les habitants<sup>88</sup>. Les premières actions menées par l'association s'orientent autour de ces trois objectifs précis, auxquels s'ajoute l'organisation d'activités et de services, proposés à l'initiative des membres et mis à disposition des habitants du quartier. Tel que l'indique Tomás Alberich, les villes espagnoles de la fin des années 1970 et du début des années 1980 se caractérisent par leurs carences :

Dans les années 1980 il n'y avait rien, les mairies se consacraient à l'urbanisme, au trafic et à deux ou trois choses de plus. Il n'y avait pas de bureau de conseillers municipaux qui réalisaient des activités telles que les fêtes de quartiers, elles furent inventées par les associations dans les années 1980<sup>89</sup>.

La généralisation des AAVV dans les différents secteurs des villes répond donc à un réel besoin des habitants de s'unir pour parvenir à combler les défaillances et faire connaître les difficultés auxquelles chaque quartier est confronté. De fait, les mobilisations locales, cristallisées autour des AAVV, parviennent à mettre en place les commissions nécessaires à l'organisation d'activités inexistantes jusqu'alors et obtiennent par ailleurs des résultats, plus ou moins promptement.

---

<sup>87</sup> SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, op. cit., p. 175.

<sup>88</sup> ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, op. cit., p. 58.

<sup>89</sup> « *En los años 1980 no había nada, los ayuntamientos se dedicaban al urbanismo, al tráfico y a cuatro cosas más, no había concejalías que hicieran actividades como las fiestas de los barrios, fueron inventadas por las asociaciones vecinales en los años 1980* » in ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas* [En ligne], Madrid, canal UNED, serie Política y sociología en Radio 3, 2016. URL: <https://canal.uned.es/trackfile/5a6f5c40b1111f7e7b8b463e.mp4>

Si les premières revendications se concentrent sur des problèmes spécifiques à certains espaces, la mobilisation dépasse rapidement les limites de chaque quartier. Les manifestations organisées par l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar pour réclamer l'assainissement de la plage sont révélatrices de ce phénomène. L'accroissement de la contestation, qui s'étend rapidement à d'autres structures, permet, d'une part, la rédaction d'un manifeste à destination de toute la ville afin d'obtenir des plages propres et une eau de mer salubre et favorise, d'autre part, l'inclusion de revendications plus vastes. C'est ainsi que le projet d'autoroute, intimement lié au réaménagement du fleuve Turia, proposé par les autorités locales dès 1974 dans le cadre de la rédaction du *Plan Parcial 13*, est placé au cœur de la contestation des habitants qui, initialement, se mobilisaient pour la récupération du front de mer et le nettoyage des plages. En d'autres termes, les mouvements sociaux urbains, parmi lesquels la *Asociación de Vecinos* du Cabanyal-Canyamelar occupe une place importante, se positionnent de façon claire contre la vision urbanistique alors proposée par les autorités locales.

Outre la lutte contre le *Plan parcial 13* et la réhabilitation des plages, l'association de riverains s'engage dans d'autres batailles et participe au mouvement contre l'augmentation de la taxe d'ordures ménagères, considérée comme injuste par les habitants<sup>90</sup>. Ce combat mené par de multiples structures associatives est finalement remporté en 1978. Par ailleurs, les revendications de l'*Asociación de Vecinos* se centrent également sur le manque d'infrastructures dans le quartier. Dès sa création, l'association de quartier du Cabanyal-Canyamelar se mobilise, entre autres, contre la municipalité pour réclamer la construction d'un gymnase sur les terrains du *Dr Lluch*<sup>91</sup>. Véritable moteur des actions menées par l'association, la récupération de près de 70 000m<sup>2</sup> de terrains, appartenant anciennement à la RENFE et désormais propriété de l'administration publique, va constituer la revendication centrale de l'association du Cabanyal-Canyamelar. Dans la mesure où elle est au centre des débats entre 1978 et 1992 (année de l'inauguration du gymnase du *Dr Lluch*), cette question fait l'objet de multiples pétitions portées par les membres de l'association auprès des autorités. Les habitants mobilisés réclament

---

<sup>90</sup> SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, op. cit., p. 179.

<sup>91</sup> Ces terrains, tout comme la rue attenante, rendent hommage à Vicente Lluch Lliso, un médecin qui s'est installé dans le Poble Nou de la Mar en 1881 et qui a joué un rôle très important lors de l'épisode d'épidémie de choléra qui sévit dans ce secteur, en 1885.

la reconversion de ces terrains vagues en espaces verts ou en terrains de sports et de loisirs afin d'y développer des activités scolaires. Cette longue bataille aboutit finalement à la prise en considération des revendications des habitants avec la modification du *Plan parcial 13* qui prévoit, à partir de 1985, la construction d'un gymnase.

Parallèlement à cette mobilisation, les voies ferrées et les multiples passages à niveau très dangereux dans le quartier font l'objet d'une nouvelle polémique. Ces infrastructures ferroviaires s'érigent en véritable barrière entre le centre-ville de Valence et le quartier du Cabanyal, une frontière physique qui persiste toujours dans l'imaginaire collectif des habitants :

Les grand-mères, lorsqu'elles se rendent au centre, disent : « je vais à Valence ». L'idée selon laquelle il s'agit d'un village et non de Valence persiste. Mais maintenant... Avant par exemple, le train qui passait créait une séparation physique mais maintenant, le train ne passe plus, ça ne se voit plus, il [*le quartier*] a été absorbé par Valence<sup>92</sup>.

Après de multiples manifestations, pétitions et entretiens avec les autorités locales mais également avec des membres de l'entreprise RENFE, les militants de l'association de quartier vont obtenir gain de cause et les voies de chemin de fer passent sous terre. Cela étant, l'enfouissement des rails et l'inauguration du gymnase du *Dr Lluch* n'ont lieu qu'au milieu des années 1980 et 1990, à savoir durant les premières décennies de la démocratie, ce qui est tardif par rapport aux premières mobilisations qui émergent dans les 1970. La prise en compte de la mobilisation des habitants comme seule raison des modifications de la planification urbanistique de Valence ne saurait suffire à expliquer une telle situation. Les mutations politiques ayant alors cours tant à échelle locale que nationale sont autant d'autres facteurs à considérer dans la prise en considération des revendications de ces mobilisations sociales même si l'activité de l'*Asociación de Vecinos* du Cabanyal-Canyamelar semble se renforcer avec le temps. Si à ses débuts cette entité ne possédait que quelques objectifs concrets, très localisés et n'ayant pas une grande portée, la mobilisation des habitants du quartier prend progressivement de l'ampleur et gagne en combativité.

---

<sup>92</sup> « *Las abuelas cuando se van al centro dicen: "voy a Valencia". Sigue persistiendo esta percepción de que no es Valencia, como un pueblo... Pero ahora... Antes por ejemplo pasaba el tren que creaba una separación física pero ahora que ya no pasa el tren no se nota tanto, ya ha sido absorbido por Valencia* » in Entretien avec Laura Navarro García, Valence, 20 janvier 2012 (Entretien réalisé dans le cadre du mémoire de master).



En définitive, dans le quartier valencien du Cabanyal, la création de l'association vient comme une réponse tardive à un ensemble de problèmes qui s'accumulent avec le temps, tandis que l'association de riverains de la Barceloneta surgit très tôt comme l'aboutissement légal d'une lutte engagée, sous le franquisme, contre un plan urbanistique précis (*Plan de la Ribera*). La Barceloneta se mobilise car le projet ne s'inscrit pas dans des projets récurrents, en lien avec la vie quotidienne. Le plan constitue un risque immédiat, pour lequel la mobilisation doit être rapide. Dans le cas du Cabanyal, la réaction se produit après un long processus de dégradation du quartier. Ainsi, ces deux associations s'inscrivent dans des chronologies différentes et leurs réponses varient car les problèmes auxquels elles sont confrontées sont différents<sup>93</sup>.

L'association du Cabanyal appartient aux structures nées vers la fin des années 1970, en 1977 précisément. Sa légalisation s'inscrit dans un processus de multiplication des doléances de la part des riverains. Il s'agit de la seconde étape de légalisation de ces structures, phase de consolidation et de généralisation du mouvement des AAVV, durant les premières années de la transition démocratique<sup>94</sup>. La création de l'association de riverains correspond donc à la massification du mouvement associatif local, qui constitue une réponse à l'incurie des autorités qui n'ont pas su ou voulu anticiper les conséquences de l'accroissement spectaculaire des populations urbaines et de leurs besoins. Au-delà, les riverains souhaitent coordonner une mobilisation sur tout le territoire de la ville. La convergence de la contestation se matérialise concrètement par la création d'une nouvelle structure « supra-associative », la Fédération d'associations de quartier (FAAVV). Cette dernière émerge en 1976 dans le but d'unifier les mouvements de quartier, un phénomène qui se multiplie dans tout le pays et qui a débuté quelques années auparavant. À Barcelone, ce type d'entité voit timidement le jour en 1972 et se consolide de façon durable à partir de 1974.

D'après Jordi Borja, la création de ces plateformes représente un véritable tournant dans l'évolution des AAVV dans la mesure où elles favorisent la création de liens de solidarité entre les multiples structures présentes dans les villes, une entraide qui donne lieu à la généralisation

---

<sup>93</sup> Cette différence s'explique sans doute aussi par une culture de lutte plus importante dans le quartier de la Barceloneta.

<sup>94</sup> ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, op. cit., p. 265.

des revendications<sup>95</sup>, tel que ce fut par exemple le cas à Valence avec la lutte contre le *Plan Parcial 13* ou encore contre la taxe d'ordures ménagères. Ces batailles, dans lesquelles chaque structure s'investit et s'engage, sont à l'origine d'une mobilisation plus globale dans toute la ville, afin d'obtenir une solution commune à tout le territoire urbain. Par ailleurs, l'émergence des fédérations octroie aux AAVV une plus grande légitimité auprès des autorités locales (Mairie ou Gouverneur civil), qui s'érigent alors en véritables interlocuteurs, face à des entités possédant de plus en plus de ressources<sup>96</sup>. Ainsi, à Barcelone, dans le cas de la mobilisation contre le *Plan Comarcal*, approuvé en 1976, la FAVB joue un rôle déterminant dans la mesure où elle organise dès 1975, des expositions permettant à chaque *Asociación de Vecinos* de présenter publiquement son point de vue et ses alternatives au projet proposé par les autorités. L'organisation un an plus tard de la campagne « *Salvem Barcelona* » par la FAVB s'inscrit dans la lutte engagée dans les différents quartiers de la ville par les AAVV, qui se mobilisent contre les divers *Planes parcials*. En outre, à l'instar des associations de quartier, les Fédérations vont élargir leur champ d'action pour porter des revendications plus vastes. Elles organisent par exemple des manifestations mais également des réunions et des assemblées au cours desquelles sont abordées différentes thématiques telles que l'amnistie, le coût de la vie, les droits des femmes, le traitement des personnes âgées ou encore l'enseignement. Se faisant l'écho des AAVV, ces structures « supra-associatives » abordent de façon collective les préoccupations au cœur des revendications des AAVV. Ainsi, au-delà des revendications à proprement parler urbanistiques, les Fédérations d'associations qui émergent, pour la plupart, dans un contexte de restriction des libertés d'expression ou de réunion, se font les relais des structures associatives dans différents domaines. Tout comme le font les AAVV, elles occupent un espace de représentation né de la volonté populaire et renforcent l'apprentissage de la démocratie à échelle locale<sup>97</sup>.

Dès lors, qu'il s'agisse des associations de quartier ou des Fédérations qui parviennent à mutualiser les luttes des AAVV, chaque entité se fait finalement l'écho des demandes des habitants. Leur champ d'action très localisé, limité à l'échelle des quartiers, leur permet d'être

---

<sup>95</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, *op. cit.*, p. 46.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> ANDREU, Marc ; FERNANDEZ, Eva ; NAYA, Andres *et al.* (dir.), *1970-2010 : 40 anys d'acció veïnal*, *op. cit.*, p. 9.

au plus près des riverains et de connaître les besoins multiples de chaque quartier. C'est pourquoi, chaque structure est en mesure de formuler, dès sa création, des revendications adaptées à chaque espace ou encore de proposer des services leur faisant défaut. Étant parvenu à modifier certains plans à l'instar de l'association de riverains de la Barceloneta ou à convaincre certaines mairies de doter les quartiers des équipements nécessaires comme ce fut le cas dans le Cabanyal, les AAVV et les FAAVV acquièrent, durant la période de Transition, le rôle de médiateur entre les équipes municipales et la population.

Aussi, dans le quartier de la Barceloneta, forte de sa victoire contre le *Plan de la Ribera*, l'*Asociación de Vecinos* poursuit ses actions et parvient par exemple à instaurer des temps de dialogue avec les autorités municipales pour faire entendre l'opinion des riverains. Dans la ville de Valence, outre les revendications matérielles mettant l'accent sur les carences et les dysfonctionnements urbanistiques, l'association de riverains des quartiers maritimes du Cabanyal s'organise progressivement pour proposer des services jusqu'alors inexistantes afin d'améliorer la qualité de vie des habitants du quartier. En ce sens, les AAVV, soutenues par les entités « supra-associatives », sont, durant les années 1970 et le début des années 1980, les moteurs de la modernisation des espaces urbains périphériques. Cela étant, la mise en place des structures de l'État démocratique, consolidée par la célébration des premières élections, va nécessairement avoir un impact considérable tant sur l'existence de l'ensemble de ces associations de quartier que sur leurs actions, jusqu'alors dirigées contre les acteurs de la dictature.

## 2.2. L'avènement de la démocratie, entre espoir et désillusion

### 2.2.1. Se mobiliser pour l'espace urbain dans le cadre démocratique : de la consolidation à l'essoufflement des associations de quartier

La mort du *Caudillo* est à la source d'innombrables questionnements au sein de la société espagnole tant au niveau politique que social ou économique. Cette période est de ce fait synonyme d'incertitudes dans bien des domaines, qu'il s'agisse de l'avenir politique du pays ou encore des évolutions socio-économiques envisageables. La restructuration du régime autoritaire est progressivement engagée dès la prise de fonction de Juan Carlos I, le 22 novembre 1975. Les premières années de l'Espagne sans Franco se caractérisent par de multiples réformes (légalisations des partis politiques, démantèlement du régime dictatorial par le biais de la LRP, mise en place d'élections générales et municipales, préparation d'un plan de lutte contre la crise dénommé *Pactos de la Moncloa*, élaboration de la Constitution, etc.) qui engage le pays sur la voie de la démocratie, même si de nombreux problèmes subsistent.

Cela étant, les démarches des autorités visant à démocratiser la vie politique sont émaillées par l'organisation de diverses manifestations, parmi lesquelles celles se déroulant à Madrid en juin 1976 puis en septembre de la même année sont particulièrement intéressantes. Dans le cadre de la *Semana Ciudadana* organisée par diverses entités associatives, environ 50 000 personnes défilent dans les rues de la capitale au mois de juin<sup>98</sup>. Cette manifestation pacifique, qui s'inscrit dans le contexte de répression intense vécue à Vitoria (Pays Basque) le 3 mars de la même année, réclame une démocratisation rapide de la vie publique à savoir une diminution des contrôles policiers et de la répression, mais aussi la fin des restrictions quant aux activités

---

<sup>98</sup> BAVIANO, José María; FRAGUAS, Rafael, « 50.000 personas se manifiestan en el centro de Madrid », *El País*, 23 de junio de 1976.

[URL: [https://elpais.com/diario/1976/06/23/ultima/204328801\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1976/06/23/ultima/204328801_850215.html)]

associatives (assemblées, réunions et expositions publiques interdites à plusieurs reprises) ainsi que la légalisation de la totalité des associations. Quelques mois plus tard, lors d'une seconde manifestation, au cours de laquelle les manifestants accroissent leurs revendications en insérant des questions telles que des mesures contre l'augmentation du coût de la vie, la légalisation de l'ensemble des AAVV est une nouvelle fois réclamée<sup>99</sup>. Si à la mort de Franco en 1975, une partie des associations de quartier est officiellement reconnue, la majorité d'entre elles demeure en cours de légalisation.

Les changements progressifs au cœur du système politique ne donnent pas lieu à des changements radicaux au sein des villes ou des quartiers périphériques. Bien que symboliquement les noms des rues aient été changés comme c'est le cas de la *Plaza del Caudillo*, à Valence, qui en 1979 prend le nom de *Plaza del País valenciano*, d'autres « stigmates » demeurent. De nombreux dysfonctionnements urbains persistent lors des premières années de la Transition, raison pour laquelle les associations de quartiers conservent, entre la mort de Franco et l'approbation de la Constitution (1978)<sup>100</sup>, une activité relativement intense tant en termes de revendications urbaines que sociales ou politiques.

Cela étant, les années d'attente nécessaires à l'obtention des statuts officiels<sup>101</sup> rendent difficiles la massification des associations qui peinent, sans statut officiel, à organiser des

---

<sup>99</sup> « Miles de participantes en la manifestación de Moralatá », *ABC*, 15 de septiembre de 1976, [URL: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1976/09/15/018.html>]

<sup>100</sup> À partir de 1978, les AAVV vont être reconnues par la Constitution.

<sup>101</sup> Un décret royal (*Real Decreto 713/1977 de 1 de abril, regulador de las denominaciones de las asociaciones y sobre régimen jurídico de sus promotores*) est approuvé en 1977 pour permettre la légalisation de toutes les structures associatives dont le traitement est encore en cours. D'après Francisco Manuel Reverte Martínez, ce décret royal vient comme une réponse aux restrictions dictées par la loi d'association de 1964 qui, d'une part, permettait aux autorités d'exercer un contrôle et une répression importante sur les structures existantes et, d'autre part, pouvait ralentir l'instruction des dossiers en passe d'être autorisés. Toutefois, ledit décret est ratifié sous certaines conditions. D'après l'article un, une grande partie des associations doit, dans un premier temps, modifier son nom en y introduisant obligatoirement le nom du quartier ou du village autour duquel elle se structure. Ensuite, le second article stipule que chaque *Asociación de Vecinos* est dans l'obligation de revoir ses statuts afin d'en retirer tout élément étant en lien avec des revendications de nature politique. Ainsi, ce document comporte d'importantes restrictions. C'est pourquoi, malgré le fait qu'il permette de légaliser la totalité des associations, dont les démarches pour être autorisées sont jusqu'alors en cours, ce décret ne représente pas pour autant une véritable ouverture démocratique du milieu associatif, la loi de 1964 demeurant le texte de référence en la matière. Les associations de ce genre devront d'ailleurs attendre 1978 et l'approbation de la Constitution pour obtenir une reconnaissance véritablement démocratique.

assemblées ou des manifestations publiques<sup>102</sup>. De la même manière, les élections municipales, célébrées le 3 avril 1979, marquent une inflexion dans l'évolution des AAVV. L'organisation de ce scrutin municipal est synonyme de la mise en place de la démocratie, sur le plan local. Il représente, pour les riverains et donc pour les acteurs mobilisés dans les associations, l'occasion de choisir démocratiquement leurs représentants directs dans les mairies de leur ville. Cette nouvelle échéance électorale explique les raisons pour lesquelles une partie des militants ne se rendent plus aux réunions des associations, convaincus que la démocratie va s'imposer et que ces structures sont inutiles. La démocratie constitue pour eux l'horizon d'attente, la voie à partir de laquelle les solutions à leurs problèmes quotidiens vont s'imposer.

L'arrivée de la gauche dans quelques-unes des principales villes espagnoles notamment à Barcelone (Narcís Serra) et à Valence (avec Fernando Martínez Castellano) matérialise à l'échelon local le changement de régime. C'est pourquoi, ces résultats annoncent une nouvelle ère dans la gestion des dites villes. Pour les AAVV une nouvelle étape s'amorce également. Dans les villes désormais administrées par la gauche, le rapport de force entre les mouvements sociaux issus de la société civile et les autorités est totalement bouleversé. D'après Jordi Borja, « il ne s'agit plus de se défendre dans la ville mais de construire la ville. Il ne s'agit plus d'avoir des revendications face à l'administration mais de faire une nouvelle administration démocratique »<sup>103</sup>. En d'autres termes, il n'est plus question pour les AAVV de se mobiliser contre les pouvoirs locaux mais bien d'établir un dialogue et de construire de façon collective un nouveau modèle démocratique et urbain.

---

<sup>102</sup> Pour une entité illégale, organiser des assemblées ou des manifestations publiques relevait d'un véritable parcours du combattant puisque, sans statut, l'obtention des autorisations s'avérait très difficile, sans oublier qu'avant la promulgation de la Constitution, ce droit restait très restrictif (à l'image de la loi de 1964). De ce fait, à l'heure d'appliquer le décret royal de 1977 afin de modifier les statuts ou encore d'en élaborer de nouveaux, certaines associations vont réutiliser les canevas de structures déjà légalisées, en n'en modifiant que quelques éléments, à l'instar des AAVV de Valladolid qui s'inspirent grandement d'associations légalement autorisées à Madrid ou à Barcelone. Pour plus d'informations quant à l'élaboration des statuts des AAVV voir GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, op. cit., p. 148.

<sup>103</sup> « *Ya no se trata de defenderse en la ciudad, sino de construir la ciudad. Ya no se trata de reivindicar frente a la Administración sino de hacer una nueva Administración democrática* » in BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, op. cit., p. 23.

Paradoxalement, cette ouverture démocratique (organisation d'élections, reconnaissance légale des associations par la Constitution, etc.) va avoir un impact considérable sur l'activité des AAVV qui, dans une certaine mesure, entre en décadence. À partir des années 1980, le tissu associatif local amorce en effet un certain déclin, un phénomène qui semble avoir lieu sur tout le territoire. Les différents travaux ou études réalisés à ce propos évoquent cette période des années 1980 en employant bien souvent le terme « d'essoufflement »<sup>104</sup>. Tous abondent dans ce sens. Outre le fait que les opérations urbanistiques ont alors tendance à stagner dans les quartiers périphériques, diverses raisons expliquent, selon ces chercheurs, ce revirement brutal de situation :

- Premièrement, ces mouvements ont parfois perdu leur « raison d'être ». Certaines des revendications portées par les mobilisations lors des décennies précédentes sont tout d'abord entendues par les autorités démocratiques et les militants atteignent certains de leurs objectifs. De plus, les nouvelles municipalités se font le relais des AAVV dans de nombreuses villes. Elles prennent par exemple en charge des services initialement créés par les associations pour aider les habitants. Des permanences d'aides juridiques et sociales ou encore les événements organisés par les commissions des AAVV (fêtes de quartier, activités sportives, etc.) sont désormais administrés par les municipalités. Au cours des années 1980, les mairies possèdent davantage de fonds que les AAVV, raison pour laquelle elles proposent des initiatives similaires et règlent peu à peu les carences matérielles. Cette démarche, qui est positivement accueillie par les habitants, conduit à une baisse des activités associatives. À Cordoue par exemple, dès 1981, la mairie instaure des règlements relatifs à la participation des habitants et réalise des actions en collaboration avec ces derniers<sup>105</sup>.

- Deuxièmement, les mouvements sociaux urbains qui émergent lors de la dictature sont, en majeure partie, des organisations regroupant de nombreux opposants au régime. Avec l'avènement de la démocratie, ces militants antifranquistes n'ont plus nécessairement de

---

<sup>104</sup> On retrouve par exemple ce terme dans les travaux de Gonzalo Morell, Ter Minassian, Marín Gómez ou Calavita et Ferrer.

<sup>105</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986): ¿excepcionalidad o actor destacado? », *op. cit.*, p.111.

motifs de s'opposer au modèle politique en place dans la mesure où il répond aux attentes politiques. De plus, ils préfèrent militer au sein de partis légalement constitués et plus adaptés à leur démarche politique.

- Enfin, une partie des personnes mobilisées dans les mouvements de contestation ainsi que quelques membres des AAVV se sont vu proposer des postes au sein des nouvelles équipes municipales. Leur prise de fonction s'est donc traduite par des sièges vacants au sein des AAVV et la perte, fréquemment, des membres les plus actifs et essentiels à la vie des AAVV<sup>106</sup>. En Andalousie par exemple, selon Javier Contreras, différents partis (tant le PCE que la UCD ou, dans une moindre mesure, le PSOE) font appel à des membres des AAVV afin de composer les listes pour les élections municipales, dès le début des années 1980<sup>107</sup>. De ce fait, les associations qui jusqu'alors s'érigeaient en seuls véritables canaux de participation politique et démocratique sont reléguées au second plan et délaissées par une partie de leurs membres, qui peuvent dès lors s'exprimer librement dans la sphère publique.

Outre le fait que certaines revendications soient prises en compte ou que des militants intègrent l'administration, selon Isabel Marín Gómez, l'essoufflement du milieu associatif à partir des années 1980 est aussi intrinsèquement lié au contexte politique et au processus de décentralisation du système administratif. Les premiers statuts d'autonomie sont en effet accordés aux communautés dites « historiques »<sup>108</sup> en 1979, les statuts des autres communautés seront approuvés quelques années plus tard. Toujours selon cette auteure, la création des autonomies réveille au sein de chaque région, et à tous les niveaux, y compris municipaux, un regain d'intérêt pour les valeurs et traditions considérées comme spécifiques à chaque région. De ce fait, au-delà d'un certain engagement pour soutenir la mise en place des CCAA dans le cadre des référendums, les AAVV vont à l'instar d'autres structures, s'investir davantage dans des manifestations culturelles plutôt que dans des actions politiques ou sociales, pensant par la

---

<sup>106</sup> CALAVITA, Nico ; FERRER, Amador, « Behind Barcelona's Success Story Citizen Movements and Planners' Power », *Journal of Urban History*, vol. 26, n° 6, 2000, p. 803.

<sup>107</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986): ¿excepcionalidad o actor destacado? », *op. cit.*, p. 105.

<sup>108</sup> Nous faisons référence ici à la Catalogne, au Pays Basque et à la Galice.



même occasion que cet investissement va avoir des incidences bénéfiques sur leurs quartiers<sup>109</sup>, ce qui n'est pas toujours le cas. Ainsi, le mouvement associatif des AAVV semble traverser, à partir des années 1980, une période d'essoufflement si l'on compare leurs activités avec celles menées lors du *Tardofranquismo*. Ce ralentissement est par exemple constaté et signalé quelques années plus tard par le président de la Fédération d'AAVV de Valence, Fèlix Estrela, ancien membre de l'association de riverain du Cabanyal, qui affirme que « le mouvement participatif est en crise »<sup>110</sup>.

Certains auteurs, tel que le sociologue Tomás Alberich, préfèrent d'ailleurs l'emploi du terme « crise », qui implique un état passager, plutôt que le terme « essoufflement », qu'il exclut complètement de ses travaux<sup>111</sup>. Le fait est que, cette période de crise des associations ne signifie pas une diminution du nombre de structures (leur création est en constante augmentation) mais plutôt du nombre d'adhérents ou encore du nombre d'activités et d'actions réalisées. Ce phénomène, en partie dû à l'émergence de nouvelles entités c'est-à-dire au morcellement du tissu associatif, explique une certaine baisse de participation au sein des structures dans la mesure où les associations n'enregistrent pas nécessairement de nouvelles adhésions et que les effectifs se divisent entre les diverses structures. C'est pourquoi lorsque certaines AAVV ne parviennent plus à assumer leur rôle par manque d'effectif, les Fédérations d'associations de quartiers prennent le relai des structures temporairement en déficit de participants, pour faire entendre les doléances des habitants<sup>112</sup>.

Cette « torpeur » du milieu associatif s'inscrit également dans un contexte plus général, dit du *desencanto*, qui affecte une grande partie de la société espagnole dès le début des années 1980, une situation qui s'explique par divers facteurs. La mise en place du pacte politique (de la *Transición pactada*), actuellement dénommé de façon critique le « pacte de l'oubli »<sup>113</sup>,

---

<sup>109</sup> MARÍN GÓMEZ, Isabel, *Asociacionismo, sociabilidad y movimientos sociales en el Franquismo y la Transición a la democracia, Murcia 1964-1986, op. cit.*, p. 513.

<sup>110</sup> « El movimiento participativo está en crisis », *El País*, 18 février 1991, p. 7 cité dans voir ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social, op. cit.*, p. 90.

<sup>111</sup> ALBERICH NISTAL, Tomás, « La crisis de los movimientos sociales y asociacionismo de los años noventa », *op. cit.*, p. 101.

<sup>112</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986): ¿excepcionalidad o actor destacado? », *op. cit.*, p. 110.

<sup>113</sup> TAPIA, Asier ; HERNÁNDEZ, Miguel, « Movimientos sociales en España de la Transición hasta nuestros días : ¿por un cambio del sistema o por un cambio en el sistema? », *op. cit.*, p. 49.

semble avoir un impact sur la population quant aux espoirs de résolution de la crise économique et des divers problèmes que le régime antérieur avait générés. Cette situation se solde finalement par une certaine désillusion de la part d'une partie de la population, lasse d'attendre les changements d'envergure tant attendus. D'ailleurs, Bartolomé Bennassar et Bernard Bessière précisent que :

Quelques mois après l'adoption de la Constitution, relayée par une presse impatiente et parfois injuste, l'opinion publique s'était paradoxalement installée dans un sentiment de déception (*desencanto*) qui avait même engendré, au sein de la jeunesse urbaine, un évident « je-m'en-foutisme » (*pasotismo*). Le triste bilan de la crise économique – inflation, chômage, fermetures d'usines – semblait peser plus lourd que la satisfaction de la démocratie retrouvée ! <sup>114</sup>.

De plus, malgré un certain renouveau proposé lors de l'élection de Felipe González et l'arrivée du PSOE au pouvoir en 1982, qui marque le début de l'alternance politique à la tête du gouvernement, l'optimisme d'une partie de la population va être de courte durée. L'élection de Felipe González fait place à une nouvelle désillusion. Le redressement économique opéré au milieu des années 1980 par les autorités espagnoles ne leur permet pas d'accomplir les changements structurels escomptés. Les Espagnols, et plus particulièrement les classes populaires, se sentent lésés et voient se construire une société qui ne leur est pas nécessairement destinée, au sens où elle leur semble de plus en plus inégalitaire. Malgré le renforcement de l'État providence, la privatisation de certaines entreprises et la libéralisation économique du marché produisent des bénéfices qui reviennent en majorité au secteur dirigeant et non aux classes populaires<sup>115</sup>. Ainsi, les diverses politiques adoptées par le gouvernement telles que la reconversion industrielle ne résolvent pas les déséquilibres économiques au sein de la société mais tend plutôt à les creuser. Le chômage augmente considérablement dans les régions touchées par ces mesures. De nombreuses personnes s'éloignent alors de leurs dirigeants. À ce titre, la réforme des retraites (*Ley de Pensiones*) de 1985 ne fait que renforcer ce sentiment de défiance croissant et suscite le mécontentement des organismes syndicaux qui commencent à appeler à la mobilisation de leurs troupes.

---

<sup>114</sup> BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 78.

<sup>115</sup> ARÓSTEGUI, Julio ; BAHAMONDE, Ángel ; MOLINERO, Carme *et al.* ; MARTÍNEZ, Jesús A. (coord.), *Historia de España siglo XX : 1939-1996, op. cit.*, p. 321.

Parallèlement, une partie de la classe dirigeante est progressivement pointée du doigt à la suite de révélations relatives à des cas de corruption, tandis que dans le cadre de la politique extérieure, la position du gouvernement vis-à-vis de l'OTAN suscite de nombreuses interrogations et entraîne de multiples manifestations pacifistes et antimilitaristes<sup>116</sup>. Parmi les différents acteurs de la mobilisation majoritairement organisée par des entités dont la tendance politique est marquée à gauche (telles que les *Comités anti-OTAN* qui ont progressivement vu le jour sur le territoire espagnol), les associations de quartier se placent rapidement en première ligne<sup>117</sup>. Dès juin 1981, à l'occasion de la célébration de la « XII<sup>e</sup> rencontre nationale des associations de quartier » (*XII Encuentro estatal de Asociaciones de Vecinos*) organisée à Saragosse, les diverses Fédérations et associations présentes se déclarent publiquement contre l'entrée de l'Espagne dans l'Alliance Atlantique<sup>118</sup>. Un an plus tard, cette prise de position est confirmée lors de la « XIII<sup>e</sup> rencontre nationale des AAVV de l'État espagnol » (*XIII Encuentro Estatal de AAVV del Estado Español*) célébrée à Valladolid et à laquelle participent de multiples associations et fédérations<sup>119</sup>. L'aspect antimilitariste de cette mobilisation semble être une des raisons pour lesquelles les AAVV s'engagent de façon si importante dans cette

---

<sup>116</sup> Longtemps décriée par les socialistes, notamment durant la campagne électorale de 1982, la question de l'appartenance à l'OTAN demeure très polémique. Le fait est que l'Espagne est devenue un membre à part entière de l'OTAN le 30 mai 1982, sur décision du gouvernement de la UCD de Calvo Sotelo. Dès lors, le Parti Communiste Espagnol (PCE) et le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), fermes opposants à cette décision, organisent diverses manifestations pour démontrer leur mécontentement. Le PSOE de González exige d'ailleurs, lors de sa campagne organisée autour du slogan ambigu « *OTAN de entrada no* », la célébration d'un référendum afin que la population puisse s'exprimer. Néanmoins, les élections générales, qui se tiennent à la fin de cette même année, provoquent un revirement de situation. Tandis que les communistes campent sur leur position, les socialistes majoritaires au gouvernement, à partir du 28 octobre 1982, revoient leur jugement et se déclarent finalement favorables à l'Alliance Atlantique. Ce nouveau point de vue, le chef du gouvernement va désormais le défendre avec ferveur, notamment dans son « Décalogue pour la Sécurité de l'Espagne » (*Decálogo para la Seguridad de España*) de 1984. Soupçonné d'allégeance envers les États-Unis, notamment quant aux bases nord-américaines installées sur le territoire espagnol depuis le milieu des années 1950, le chef de l'État est accusé de ne pas tenir ses promesses et perd progressivement de sa crédibilité. La société civile espagnole devra effectivement patienter deux ans avant de pouvoir affirmer son opinion lors du référendum promis, qui n'aura lieu qu'en 1986.

<sup>117</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « El movimiento vecinal español frente a la OTAN : el caso de Valladolid », *Historia* 396, vol. 1, n° 2, 2011, p. 251.

<sup>118</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento contra la OTAN en Andalucía (1981-1986) : un debate en clave discursiva y de movilización sociopolítica », in SOTO CARMONA, Álvaro ; MATEOS LÓPEZ, Abdón (dir.) *Historia de la época socialista : España, 1982-1996*, Madrid, UNED, 2011, p. 2.

<sup>119</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « Una visión global del movimiento asociativo vecinal regional durante la transición: 1970-1986 », *op. cit.*, p. 216.

lutte tel que l'indique certaines publications des membres des AAVV, à l'instar du numéro 12 du périodique de l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar : « Si l'intégration [à l'OTAN] se produisait, nous deviendrions un entrepôt d'armes nucléaires stratégiques, et par conséquent, l'objectif prioritaire des missiles soviétiques stratégiques »<sup>120</sup>. Tout comme dans le reste du pays, les militants de cette association se déclarent donc opposés à l'entrée dans l'OTAN.

D'autres associations, au-delà de leur position, s'engagent dans une véritable lutte à l'instar des AAVV de la ville de Valladolid, inquiètes du fait que le Ministère de la Défense prévoie d'y ériger le siège militaire espagnol de l'OTAN<sup>121</sup>. L'année de l'organisation du référendum, à savoir 1986, constitue le moment le plus intense de cette mobilisation à laquelle des AAVV se joignent. Des milliers de personnes manifestent dans les rues de plusieurs villes espagnoles, scandant le slogan « *OTAN no, bases fuera* »<sup>122</sup>. L'implication des associations de quartier dans ce combat est symptomatique d'une contestation beaucoup plus vaste qui réunit des milliers de personnes, issues de milieux très diversifiés, ainsi que de multiples organisations.

Finalement, les nombreuses mobilisations ne parviennent pas à convaincre l'opinion, raison pour laquelle les résultats du référendum confirment la présence de l'Espagne au sein de l'Alliance Atlantique. Bien que cet échec alimente une certaine démobilisation des secteurs engagés dans cette lutte<sup>123</sup>, il est aussi à l'origine de nouveaux foyers de mobilisation dans d'autres domaines, orientés par exemple vers l'écologie<sup>124</sup>. Des mouvements étudiants luttant contre les différentes réformes dans le domaine de l'éducation, aux mobilisations régionalistes réclamant des statuts d'autonomie plus larges voire une indépendance totale, en passant par

---

<sup>120</sup> « *Si se produjera la integración pasaríamos a ser un almacén de armas nucleares estratégicas, y por lo tanto, objetivo prioritario de los misiles soviéticos estratégicos [...]* » in AAVV Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar*, Any 3, n°12, Juny 1981, p. 11 (fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

<sup>121</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « El movimiento vecinal español frente a la OTAN : el caso de Valladolid », *op. cit.*, p. 256.

<sup>122</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, *op. cit.*, p. 166.

<sup>123</sup> CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento contra la OTAN en Andalucía (1981-1986) : un debate en clave discursiva y de movilización sociopolítica », *op. cit.*, p. 10.

<sup>124</sup> *Ibid.*

les nombreux débats quant à l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, la jeune démocratie dirigée par Felipe González est confrontée à une multitude de conflits qui accentuent la rupture entre une partie de la population et le gouvernement.

Cette défiance est confirmée par l'organisation d'une grève générale, mobilisant syndicats, société civile et opposants au gouvernement, le 14 décembre 1988. Cette grève du 14D affiche un taux record de participation de 90%, soit 8 millions de travailleurs qui cessent toute activité économique durant 24 heures, ce qui paralyse le pays tout entier<sup>125</sup>. Ce mouvement trouve son origine dans la volonté de la part du gouvernement central de mettre en place des « contrats jeunes » qui accroissent la précarisation de la tranche des 18-25 ans, et qui vient allonger la longue liste de réformes libérales proposées par le PSOE et grandement contestées par une partie de la population. Cette grève sera à l'origine d'un conflit entre le PSOE, le parti majoritaire au gouvernement, et l'Union Générale des Travailleurs (UGT), conflit accentué par la démission du député Nicolás Redondo, secrétaire général de l'UGT. Cette situation symbolise la première crise du modèle démocratique espagnol. Pour la première fois depuis son élection, Felipe González reçoit un signe fort d'opposition qui se traduit par la perte du consensus au cœur de la réforme politique. Le changement de posture des socialistes est donc rapidement sanctionné par la démonstration d'un certain mécontentement de la part de la société civile, dont les valeurs revendiquées vont à l'encontre du néolibéralisme progressivement appliqué par le PSOE de González<sup>126</sup>.

Ainsi, en ce qui concerne les mouvements sociaux, un changement notable est à relever entre 1985 et 1995. Si durant les dernières années de la dictature et les toutes premières années de la Transition, les mouvements sociaux adoptent une trajectoire « offensive » à l'encontre du régime antérieur et en faveur du démantèlement de ce dernier, à partir de 1985, les actions collectives s'articulent sur un mode davantage « défensif » dans leurs revendications<sup>127</sup>. Il ne s'agit plus dès lors de s'attaquer au système et à ses dirigeants mais plutôt de défendre certaines valeurs et droits, de se mobiliser par exemple contre des fermetures d'usines pour préserver les

---

<sup>125</sup> « La huelga general paralizó ayer España », *El País*, 15 décembre 1988.

URL: [https://elpais.com/diario/1988/12/15/portada/598143603\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1988/12/15/portada/598143603_850215.html)

<sup>126</sup> Les différentes victoires du PSOE aux élections jusqu'en 1996 révèlent parallèlement que jusqu'à ce scrutin, le *Partido Popular* ne s'érige pas véritablement en parti de l'opposition.

<sup>127</sup> BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture, op. cit.*, p. 86.

conditions de vie des travailleurs. Les années 1980 sont à cet égard synonymes d'une vague de contestation sociale totalement nouvelle, dont les prémices se trouvent au croisement des mobilisations contre l'OTAN et de la grève dite « du 14D ». Cette décennie est dès lors synonyme de l'émergence des « nouveaux mouvements sociaux ». D'après les travaux de Beltrán Roca Martínez, ces mobilisations collectives qui surgissent au cœur des sociétés post-industrielles portent des revendications dont les objectifs vont au-delà des sphères politiques et économiques et défendent plutôt des valeurs altruistes relatives aux identités collectives<sup>128</sup>. En Espagne, l'apparition d'abord d'ONG telles que « 07% »<sup>129</sup> et la massification d'autres mouvements (féministes, écologistes ou encore altermondialistes) confirment cette évolution de la contestation<sup>130</sup>. Ce phénomène se retrouve à tous les niveaux, y compris à des échelles très locales, à l'instar de la structure dénommée *Colectivo Malva* qui émerge dans la Malvarrosa. Au cœur des quartiers maritimes valenciens, ce collectif se décrit comme un regroupement de personnes issues d'horizons multiples qui souhaitent s'engager dans la défense de causes diverses et variées, allant de l'écologie, au pacifisme en passant par le féminisme ou encore le nationalisme<sup>131</sup>. Les divers mouvements incarnés par ces multiples structures associatives ou politiques parviennent à occuper une place importante dans le dialogue entamé avec les nouvelles autorités locales. De fait, leurs actions n'opèrent plus de façon offensive pour obtenir une reconnaissance officielle mais tendent plutôt à défendre des valeurs plus vastes, qui concernent tant les militants engagés que les habitants des villes dans lesquelles ces structures sont implantées. Il en va de même pour les AAVV qui, au-delà de lutter contre le système politique en place (tel qu'elles le faisaient sous le franquisme), défendent à travers de nouvelles

---

<sup>128</sup> « [...] *la teoría de los nuevos movimientos sociales, desarrollada especialmente en Europa, localizó la mirada sobre los procesos culturales. Para sus defensores, la acción colectiva en las sociedades postindustriales va más allá de los objetivos políticos y económicos y se extienden a las identidades colectivas, a los valores altruistas y a las pautas de sociabilidad. Desde esta perspectiva, las ideologías e identidades compartidas son el factor clave que explica por qué determinados movimientos sociales son capaces de aglutinar apoyos y desarrollar acciones colectivas* » in ROCA MARTÍNEZ, Beltrán, « Izquierda radical, sindicalismo y acción colectiva en Andalucía (1976-2012) », *op. cit.*, p. 443.

<sup>129</sup> Cet organisme de coopération internationale souhaite venir en aide aux pays en voie de développement. Pour davantage d'information, consulter ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, *op. cit.*, p. 214.

<sup>130</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, *op. cit.*, pp. 165-166.

<sup>131</sup> COLECTIVO MALVA, *Cuaderno alternativo de la Malvarrosa*, n° 0, Valence, juin 1987, p. 2 (fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

thématiques les intérêts des riverains des quartiers dans lesquels elles développent leurs activités. Elles luttent tant pour résoudre des questions en lien avec des problèmes nationaux qu'en lien avec des problèmes locaux et ce, tout le temps, cependant parfois, des questions nationales s'imposent.

Dans ce contexte de reconfiguration de la mobilisation sociale, les changements de stratégie opérés par les AAVV qui, dès lors, optent majoritairement pour des revendications défensives, en conservant tout de même certaines revendications offensives, sont en réalité révélateurs de transformations plus profondes du modèle associatif et de la société. Dans un premier temps, le mouvement des AAVV traverse bel et bien, dans son ensemble, une période de ralentissement au milieu des années 1980<sup>132</sup>, une trajectoire qui s'inscrit dans le contexte plus vaste du *desencanto*. Mais ce mouvement ne disparaît pas pour autant, il opère plutôt un glissement dans ses revendications. Alors qu'à la fin des années 1970, les demandes des AAVV sont centrées sur le local, pour résoudre par exemple des problèmes d'ordre matériel avec des demandes relatives à la construction d'écoles, à la réfection de la voirie ou à la construction de structures sociales, au milieu des années 1980, l'engagement associatif évolue vers la défense de certaines valeurs et questions à caractère national. La prise de position contre l'OTAN à laquelle adhère la plupart des associations de quartier traduit un engagement qui se veut plus large et qui est repris par les nombreuses ONG qui se multiplient sur le territoire national. Ce changement de paradigme ne signifie pas pour autant l'absence des revendications relatives à l'urbanisme dans les quartiers où des carences persistent. Ainsi, le manque de propreté dans certains quartiers ou le rejet des complexes touristiques dans d'autres espaces périphériques vont progressivement être mêlés aux questions écologiques (défense des espaces littoraux) ou de préservation du patrimoine. Ces nouvelles considérations sont autant d'arguments qui vont alimenter les mouvements de contestations au cœur des quartiers situés sur la côte méditerranéenne.

---

<sup>132</sup> Et ce malgré un certain regain de mobilisation contre l'entrée dans OTAN.

## 2.2.2. Démocratie et transformation des pratiques et revendications des associations de quartier : les exemples de la Barceloneta et du Cabanyal

Avec la mort du général Franco en 1975 et la progressive démocratisation du pays, la société espagnole est confrontée à d'importants bouleversements. À Barcelone, les toutes dernières années de la dictature et le début de la Transition sont synonymes de conflits importants entre les riverains et les autorités locales. Entre 1973 et 1976, trois maires vont se succéder à la tête de la ville. Après le départ de José María de Porcioles<sup>133</sup>, fervent défenseur du *Plan Comarcal* de 1953, qui favorisait la spéculation immobilière par le biais des *Planes Parciales*, Enric Masó prend la tête de la municipalité, laquelle est confrontée à de nombreuses difficultés financières héritées du gouvernement municipal précédent. Dès son arrivée, il tente de s'imposer en faisant la promotion du nouveau *Plan Comarcal* alors dénommé *Plan General Metropolitano* (PGM), en cours d'élaboration. Pour ce faire, il essaie de dialoguer avec les groupements de riverains toujours mobilisés. Malgré cela les tensions demeurent dans la mesure où le projet urbanistique ne comporte pas suffisamment de services publics, ni ne préserve les quartiers historiques. De surcroît, les propriétaires des terrains potentiellement constructibles se déclarent eux aussi contre ce PGM car ce potentiel pourrait être tronqué par des aménagements qui empêcheraient des ventes juteuses. Ainsi, bien que cette nouvelle planification ait en partie pour but de remédier aux méfaits des quinze années spéculatives de *porciolismo*, tant les habitants que les propriétaires s'y opposent<sup>134</sup>.

L'importance des mobilisations est telle, à Barcelone, que le gouvernement central décide de nommer un nouveau maire, Joaquín Viola, un proche de Porcioles<sup>135</sup>. Les habitants membres des AAVV poursuivent malgré tout leur mobilisation afin d'obtenir la suppression de certaines routes prévues par le plan, qui divisent arbitrairement plusieurs quartiers de la ville. Le PGM

---

<sup>133</sup> Maire de Barcelone entre 1957 et 1973.

<sup>134</sup> CALAVITA, Nico ; FERRER, Amador, « Behind Barcelona's Success Story Citizen Movements and Planners' Power », *op. cit.*, p. 801.

<sup>135</sup> Lors de la dictature, les maires des grandes villes sont directement nommés par Franco tandis que les gouverneurs se chargent de choisir les représentants des villes les plus petites.



n'est pas pour autant modifié, de nombreux permis de construire sont délivrés par le maire tandis que le plan est approuvé par l'équipe municipale en 1976, sans tenir compte des demandes formulées et renouvelées par les riverains. Les mobilisations sociales s'orientent dès lors vers un tout autre objectif : destituer le maire. C'est pourquoi les riverains font d'abord appel au gouverneur puis au ministre de l'intérieur<sup>136</sup>. Toutefois, tel que l'affirment Nico Calavita et Amador Ferrer, et tel que l'illustre le cas de la capitale catalane, ce même système politique alimente la contestation sociale. Après les nombreuses mobilisations contre le plan urbanistique, les Barcelonais redoublent d'efforts pour obtenir la destitution du maire qui, de toute évidence, ignore leurs revendications.

Le début de la Transition démocratique est donc marqué, à la mairie de Barcelone, par le remplacement de Joaquín Viola et l'arrivée de Josep María Socías Humbert, nommé à la tête de la municipalité par Juan Carlos I<sup>er</sup>, en décembre 1976. Le jour de son investiture en tant que maire, Socías Humbert déclare :

« Je suis conscient du fait que je dois diriger un gouvernement en pleine transition démocratique [...] Le processus [...] doit aboutir à la démocratisation des équipes municipales et logiquement à celle du maire » [...] Il a également assuré qu'il maintiendrait un dialogue constant avec les associations de quartier, dans le cadre d'une politique de compréhension et de dialogue afin de trouver des alternatives<sup>137</sup>.

Le nouveau maire ouvre ainsi la voie à la transition démocratique locale en encourageant la participation des habitants dans la gestion publique et en appliquant une politique d'ouverture et de dialogue avec les partis anciennement illégaux sous le franquisme. Son arrivée à la tête de la mairie se traduit d'ailleurs par un certain apaisement des tensions sociales. Il incite tout d'abord les Barcelonais à renouer avec des festivités traditionnelles qui permettent aux citoyens de se réappropriier les rues et les espaces publics. Par exemple, il redonne à la *Fiesta de la Mercé* son esprit populaire en autorisant la célébration d'un carnaval, interdit sous le

---

<sup>136</sup> CALAVITA, Nico ; FERRER, Amador, « Behind Barcelona's Success Story Citizen Movements and Planners' Power », *op. cit.*, p. 802.

<sup>137</sup> « Soy consciente de que me toca gobernar un tránsito en una etapa predemocrática [...] el proceso [...] tiene que llevar a la democratización de las corporaciones municipales y lógicamente del Alcalde. [...] También aseguró que mantendrá un diálogo permanente con las asociaciones de vecinos en una política de entendimiento y diálogo para que salgan alternativas. » in « Socías Humbert nombrado por el Rey a petición del Ministro de la Gobernación », *ABC*, Madrid, 04 décembre 1976, p. 37. (traduction personnelle)

URL: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1976/12/04/037>

franquisme. En outre, il tente de résoudre les problèmes soulevés par le manque d'écoles et d'espaces verts au sein de la ville. Toutefois, les conflits relatifs au PGM ne cessent pas immédiatement, raison pour laquelle il fait appel, en 1977, à Joan Antoni Solans, l'auteur du PGM. La stratégie adoptée par les deux hommes amène la mairie de Barcelone à acheter, autant que possible, les terrains désignés dans le plan comme étant d'intérêt public<sup>138</sup>. Du point de vue économique, cette opération est délicate à réaliser au vu de l'état des comptes de la municipalité barcelonaise. Cela étant, elle est encouragée par les propriétaires desdits terrains qui redoutent l'arrivée des socialistes tant à la tête du pays que dans les mairies des principales villes, par crainte qu'ils ne réquisitionnent leurs terrains à des prix très bas<sup>139</sup> pour y ériger les infrastructures publiques manquantes et nécessaires. C'est pourquoi l'équipe municipale entre en négociation avec des partenaires privés afin d'acheter des sols leur appartenant. Cette démarche est rendue possible par le soutien financier apporté par le gouvernement central qui permet l'achat d'approximativement 221 hectares de terrains permettant, entre autres, d'envisager l'aménagement de nombreux espaces verts, à savoir des parcs et des jardins (86 hectares), ou encore la construction d'infrastructures publiques telles que des écoles (70 hectares) ou encore des logements (15 hectares)<sup>140</sup>.

Outre cette inflexion dans le domaine de l'aménagement urbain qui débute avec le mandat de Socías Humbert, la présence, au sein du conseil municipal de l'arrondissement de Ciutat Vella, entre 1970 et 1979, d'Alfons Cánovas, commerçant de la Barceloneta et résident de ce quartier, renforce la mise en place de dialogues entre les riverains de ce quartier et les autorités municipales<sup>141</sup>. Dès lors, les rues sont progressivement nettoyées et les voies ferrées démontées. La municipalité construit des équipements sportifs et les friches industrielles font place à de nouveaux logements, des services et des équipements sociaux. C'est d'ailleurs durant le mandat de Socías Humbert à la municipalité et d'Alfons Cánovas au sein du conseil de l'arrondissement

---

<sup>138</sup> CALAVITA, Nico ; FERRER, Amador, « Behind Barcelona's Success Story Citizen Movements and Planners' Power », *op. cit.*, p. 802.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 803.

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Dès 1972 il convoque une réunion publique qu'il nomme *Charla con mis vecinos* (« discussion avec mes voisins » en français), qui se déroule une fois par an, afin de relayer les demandes et les propositions des habitants de son quartier, tout en essayant de trouver des solutions aux différents problèmes qu'ils rencontrent dans leur environnement immédiat.

de Ciutat Vella que les terrains de la *Maquinista* sont réhabilités en logements sociaux, pouvant accueillir jusqu'à 200 familles<sup>142</sup>. Ainsi, les diverses propositions avancées par les habitants de la Barceloneta et formulées lors des réunions publiques, pour répondre au manque de logements dans cet espace urbain, sont entendues par la mairie et sont intégrées aux projets urbains proposés par Socías Humbert et Solans, à partir de 1977.

La présence au sein de l'administration locale d'Alfons Cànovas illustre un phénomène qui va prendre de l'ampleur au cours des années suivantes. La démocratisation des équipes municipales va amener certains militants membres des associations de quartier à s'impliquer dans la vie politique locale et à siéger au sein des conseils municipaux au début des années 1980. Les années de la Transition démocratique sont donc synonymes de l'intégration progressive des habitants dans les processus de transformation des villes. Dans le cas de la Barceloneta, les propositions élaborées par les riverains à l'aide de professionnels pour contrer le PGM sont de fait prises en compte par la mairie démocratique, pour modifier ce projet. Les habitants devront tout de même attendre les premières élections municipales démocratiques pour voir se réaliser la plupart de leurs revendications. La rédaction du *Plan Especial de Reforma Interior* (PERI) n'est, en réalité, prise en charge, qu'à partir de 1979 avec l'arrivée au gouvernement local de Narcís Serra. À cette occasion, les propositions élaborées par l'association de riverain dans l'*Estudi Previ a la Remodelació de la Barceloneta* sont intégrées au projet de la municipalité.

Ce type de politique municipale est révélateur de la volonté des autorités de replacer les habitants au cœur de l'action municipale, raison pour laquelle les quartiers centraux et les banlieues proches font l'objet de réflexions pour apporter des améliorations au quotidien des populations. Par exemple, la connexion des divers espaces périphériques avec le centre-ville devient un point important des politiques municipales de rénovation, comme le montre l'exemple de Valence. Dans cette ville, le projet d'enfouissement des voies ferrées qui séparent le quartier du Cabanyal du reste de la ville est conçu au cours des années 1980, à savoir après de nombreuses années de lutte qui débutent à la fin des années 1970. Ce projet d'enfouissement et sa planification illustrent ainsi la prise en compte de ce combat, principalement mené par

---

<sup>142</sup> SERRA, Pere, *Memòria commemorativa. Celebració del ¼ de mil.lenni de la Barceloneta 1753-2003*, op. cit., 2003, p. 31.

*l'Associació de Veïns i Veïnes Cabanyal-Canyamelar*, par les autorités locales (bien qu'elles ne réalisent les travaux que quelques années plus tard).

Le début des années 1980 est ainsi marquée par une plus grande prise en considération, par les pouvoirs publics locaux, de la voix des habitants. Tant à Valence qu'à Barcelone, il est question à ce moment-là de renouer avec la confiance des citoyens envers les autorités. C'est pourquoi les différents niveaux politiques et administratifs semblent s'orienter vers cette même direction, à l'instar de ce qui se déroule dans le quartier du Cabanyal. Par exemple, le *Ministerio de Cultura* décide en 1978 de protéger six zones de Valence, parmi lesquelles se situent le Grao, le Cabanyal-Canyamelar et la Malvarrosa. Quelques années plus tard, en janvier 1982, le *Tribunal Supremo* poursuit cette démarche en suspendant le *Plan Parcial 13*. Il avait été approuvé par la maire de Valence en 1975 et prévoyait le prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez* à travers le quartier du Cabanyal, afin de la connecter à l'autoroute du Turia. Les revendications avancées par les membres de l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar pour préserver leur lieu de résidence sont donc entendues. Des améliorations urbanistiques sont apportées au quartier, à l'instar des travaux réalisés pour enfouir les voies de chemin de fer. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. La composition des nouvelles équipes municipale favorise, en premier lieu, l'ouverture de canaux de communication entre les réseaux associatifs de riverains et les équipes municipales dans la mesure où des militants intègrent les nouvelles institutions locales. Connaissant la réalité des différents quartiers, ces nouveaux conseillers municipaux sont davantage en mesure de répondre aux besoins réels. Pour ce faire, diverses stratégies sont employées : des temps de réunions et de dialogue sont mis en place tandis que de nouveaux services municipaux voient le jour pour combler certaines défaillances administratives jusqu'alors prises en charge par les AAVV<sup>143</sup>. Bien que cette démarche traduise une volonté de se mettre à l'écoute des habitants, cette évolution réduit dans une certaine mesure le rôle des associations dans l'espace public et limite leur capacité de mobilisation.

De fait, ce contexte d'ouverture du dialogue entre autorités et citoyens ainsi que la reconnaissance officielle des associations grâce aux nouvelles lois dictées au début de la

---

<sup>143</sup> Par exemple, la commission pour « la médiation entre les habitants du quartier et les familles d'origine gitane » créée par l'AAVV lors des années 1970-1980 est supplantée par un nouvel organisme des services municipaux, créé en 1989.

Transition se traduit par la construction formelle et institutionnelle de nouvelles entités associatives qui obtiennent des statuts stables et indépendants. Toutefois, cet essor suppose très rapidement une transformation du tissu associatif et une fragmentation de celui-ci. En effet, les associations de quartier qui, jusque-là, réunissaient diverses commissions telles que *El Club Juvenil* (dans l'association de riverains du Cabanyal) ou encore *La comisió de discapacitats* (dans l'association de riverains de la Barceloneta), se voient privées d'une partie de leurs membres. Certains préfèrent constituer de nouvelles entités associatives spécialisées dans un domaine particulier plutôt que de demeurer au sein des associations de quartier dont les tâches sont multiples.

Certaines associations semblent donc perdre de leur dynamisme tant dans leurs revendications que dans leurs activités, d'autant qu'un certain nombre de militants est recruté par les municipalités dans l'administration et abandonne le militantisme. Dans les deux cas concrets qui nous intéressent ce phénomène est perceptible au sein des productions écrites des deux AAVV. Si les membres des associations font régulièrement, et dès la création de leurs périodiques, la promotion de leur travail afin d'inciter d'autres riverains à s'investir, ces démarches de recrutement deviennent récurrentes voire insistantes dès le milieu des années 1980 et se multiplient au cours de la décennie suivante :

Si tu te sens concerné, que tu as de nouvelles idées, de nouveaux projets, l'envie de t'investir dans chacun d'entre eux, ta présence dans les commissions, les comités, les assemblées, etc. est indispensable<sup>144</sup>.

De la même manière, plusieurs des périodiques de l'association de la Barceloneta communiquent en ce sens, durant l'année 1995 par exemple : « Si tu veux un meilleur quartier. Adhère à l'association »<sup>145</sup>. Ces appels répétés démontrent la recherche de nouveaux adhérents tant dans les années 1980 qu'au milieu des années 1990.

---

<sup>144</sup> « *Si te sientes vinculado, tienes nuevas ideas, nuevos planteamientos, ganas de colaborar en cada uno de ellos, tu presencia en las comisiones, junta, asambleas, etc., es imprescindible.* » in AAVV Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar*, Any 6, n° 16, Gener 1984, p. 9 (fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

<sup>145</sup> « *Si vols un barri millor. Fes-te de l'Associació* » in AAVV Barceloneta, *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns de la Barceloneta*, Nova época, n° 2, Primavera-Estiu 1995, p. 8 (Fonds de la bibliothèque *La Fraternitat*, Barcelone, documents non classés).

Le passage de certains militants au sein de l'administration locale ou encore la fragmentation du tissu associatif, qui divise la mobilisation des associations de quartier, expliquent cette recherche de nouveaux militants. La composition de l'échiquier local politique semble également jouer un rôle incontestable dans l'évolution de ces organisations locales. La mobilisation ne semble pas être la même, c'est-à-dire de même nature ou de même intensité, lorsque le gouvernement local correspond à la tendance politique majoritaire au sein du quartier, ou du moins de l'association. En réalité, qu'il s'agisse de Valence ou de Barcelone, l'arrivée des partis socialistes (le PSC à Barcelone et le PSOE à Valence) à la tête de ces deux municipalités en 1979 est accueillie de façon très positive par chacune des entités associatives que nous étudions. De fait, les résultats électoraux des deux villes soulignent un fort soutien de l'arrondissement, dans lequel se situe chaque *Asociación de Vecinos*, pour le PSOE. À Barcelone, dans l'arrondissement de Ciutat Vella, dans lequel se situe la Barceloneta et donc l'association de riverains que nous étudions, en 1979, le PSC (*Partido Socialista de Catalunya*) remporte 34,6% des voix devant le PSUC qui remporte 20,2% des voix et CiU (16,3%), tandis que les résultats à l'échelle de la ville sont de 33,9% pour le PSC, 18,8% pour le PSUC et 18,8% pour CiU<sup>146</sup>. La tendance socialiste est ainsi plus élevée dans l'arrondissement de Ciutat Vella que dans le reste de la ville. Il ne s'agit pas pour autant d'une victoire écrasante, ce qui s'explique en partie par un taux d'abstention s'élevant à 51,5% des voix dans l'arrondissement de Ciutat Vella, soit plus de la moitié des personnes en droit de voter qui ne se sont pas rendues aux urnes. Ce chiffre s'élève en revanche à 45,7% dans le reste de la ville. Toutefois, le vote socialiste va se confirmer, voire se renforcer, dans le quartier, lors des élections suivantes avec un taux de participation bien plus élevé (61,3%). L'écart se creuse très clairement entre le PSC et le PSUC, à partir de 1983. Lors de ces deuxièmes élections municipales, le PSC remporte dans l'arrondissement de la Barceloneta 51% des voix contre 6,6% pour le PSUC et 22,1% pour CiU alors qu'à l'échelle municipale, le PSC obtient 45,0% des voix, le PSUC 6,8% et CiU 27,0% des suffrages, lors d'un vote où l'abstention est moins élevée qu'aux élections précédentes.

Dans la ville de Valence, les premières élections conduisent à la nomination de Fernando Martínez Castellano, candidat du PSOE à la tête de la mairie. Toutefois, les résultats du scrutin s'avèrent très serrés dans la mesure où le PSOE obtient 13 sièges de conseillers municipaux

---

<sup>146</sup> Les périodiques de ces associations confirment ce bon accueil.

tout comme la UCD. Un accord passé avec le PCE permet au socialiste Martínez Castellano de devenir maire. En réalité, il ne va siéger que quelques mois à la mairie de Valence et sera remplacé au mois de septembre par Ricard Pérez Casado, membre fondateur du PSPV-PSOE. L'inflexion idéologique proposée par Felipe González au sein du parti socialiste provoque le départ de Martínez Castellano, défavorable à l'abandon par le parti de l'idéologie marxiste. Quoiqu'il en soit, lors des résultats du scrutin au niveau de la municipalité, alors que le PSOE affiche 36,23% des voix, la UCD en comptabilise 36,88%, s'en suit le PCPV avec 16,01% des suffrages. L'arrivée des socialistes à la tête du conseil municipal est donc loin de refléter une victoire écrasante. Dans le cas du quartier du Cabanyal, les données tronquées que nous possédons<sup>147</sup> nous permettent d'affirmer que le PSOE remporte les faveurs de 41,37% des électeurs du quartier tandis que le PCE obtient 18,21% des suffrages et le URV (*Unió Regional Valencianista*) 9,27% des voix. L'alliance réalisée à la tête de la mairie est ainsi révélatrice des résultats à des échelles plus petites. Les voix obtenues par ces deux partis sont relativement nombreuses dans le cas du Cabanyal. Dans son compte-rendu des élections municipales, le Gouverneur fait d'ailleurs état du soutien massif des associations de quartiers, dans toute la ville, aux partis de gauche :

Même si la campagne électorale déployée par les différents partis politiques pour l'obtention des sièges parlementaires a été intense, les choses se sont passées différemment pour les élections municipales. Pour ces dernières, la stratégie a changé, les meetings dans les théâtres et les grands espaces ont laissé place aux conférences-colloques et aux réunions plus réduites en sachant que les associations de quartier se sont mobilisées de façon claire en faveur des partis de gauche, à savoir PSOE et PC.<sup>148</sup>

---

<sup>147</sup> Concernant les résultats des élections municipales de 1979 et de 1983 nous ne sommes pas parvenus à réunir les chiffres de l'arrondissement des Poblados Marítimos, tel que nous l'avons fait pour les résultats des élections des années 1987, 1991, 1995, 1999, 2003 et 2007. Les données chiffrées que nous avons en notre possession pour les élections de 1979 et 1983 concernent uniquement le quartier du Cabanyal et sont publiées au sein du *Butlletí* n° 14 de l'AAVV du mois de juin 1983 (p. 12), tandis que les résultats relatifs aux autres années sont publiés par le Ministère de l'Intérieur.

<sup>148</sup> « *Si bien la Campaña electoral desplegada por los distintos partidos políticos para la consecución de los escaños parlamentarios, fué [sic] intensa, no ocurrió lo mismo con las Municipales, en estas se cambia la estrategia, y los mitines en teatros y grandes espacios dieron paso a las charles-coloquio, y reuniones [sic] más reducidas, siendo de destacar la actividad desplegada por la Asociaciones de Vecinos, que se movieron de manera clara en favor de los partidos de izquierda fundamentalmente PSOE y PC* » in Archivo del Reino de Valencia, sección Gobierno Civil de Valencia, *Memoria de Gobierno Civil*, 1979, p. 11.

Lors des élections suivantes, cette tendance se confirme dans le Cabanyal dans la mesure où, avec seulement 14,85% de taux d'abstention pour les élections de 1983, le PSOE obtient dans ce quartier 55,74% des voix tandis que la coalition de droite AP-PDP-UV<sup>149</sup> en comptabilise 23,49% et que le PCE remporte seulement 5,52% des suffrages<sup>150</sup>. Dans le reste de la ville, les socialistes obtiennent également le plus grand nombre de voix, néanmoins, l'écart entre les deux premiers partis élus n'est pas si marqué. Le PSOE remporte en effet 49,04% des suffrages alors que les partis de droite enregistrent 37,27% des voix et le PCE 7,59%. Par conséquent, le soutien des habitants du quartier du Cabanyal au PSOE est supérieur à celui du reste de la ville, une tendance qui se révèle être d'autant plus élevée lors de ce deuxième scrutin municipal.

Au début des années 1980, la composition des nouveaux gouvernements locaux et leur couleur politique reflètent les tendances politiques majoritairement présentes dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. Parallèlement, ces années correspondent aux premiers ralentissements constatés dans les activités des AAVV, notamment souligné par le président de la FAAVV de Valence.<sup>151</sup> Il semble donc exister une corrélation entre l'élection des partis remportant un grand nombre de voix dans les quartiers et la mobilisation dans ces derniers. Ainsi, outre l'accomplissement de certaines mesures urbanistiques, réclamées depuis quelques années déjà par les AAVV, l'élection de la gauche aux municipales semble être à la source d'une certaine démobilité du tissu associatif. Dans la mesure où les militants se sentent représentés et écoutés par leurs représentants directs à la mairie, ils ne semblent plus avoir de raisons de se mobiliser alors qu'à l'inverse, l'affrontement politique paraissait jusqu'alors jouer un rôle moteur.

---

<sup>149</sup> Cette coalition de droite est composée du parti *Alianza Popular*, du *Partido Demócrata Popular* et du parti *Unión Valenciana*.

<sup>150</sup> AAVV Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de l'Associació de Veïns i Veïnes del Cabanyal-Canyamelar*, n° 14, juny 1983, p. 12 (Fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

<sup>151</sup> Tel que nous l'avons souligné dans la sous-partie précédente de ce travail, dès le début des années 1990 le président de la FAAVV de Valence, Fèlix Estrella, déclare que le mouvement participatif des associations est en crise. Il fait ce constat en décrivant le déclin progressif du tissu associatif local et de ses activités, constaté depuis les 10 dernières années, déclin qui s'explique entre autres par le morcellement du tissu associatif et les diverses mutations socio-politiques locales in « El movimiento participativo está en crisis », *El País*, 18 février 1991, p. 7 cité dans voir ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, op. cit., p. 90.



Bien que toutes les revendications ne soient pas entièrement réalisées ou prises en charge par les nouvelles équipes municipales, les habitants tendent à accepter au cours des années 1980-1990, des délais d'achèvement ou de réalisation des travaux plus longs qu'ils ne le faisaient précédemment. Durant l'année 1983, cette situation est d'autant plus visible dans la ville de Valence où, par exemple, les voies ferrées ne sont toujours pas démontées (elles ne seront démontées qu'en 1991). En revanche, les travaux du *Paseo Marítimo*, projet initialement considéré comme spéculatif par une partie de la population, sont lancés. Dans ce plan, il est par exemple question de l'établissement de magasins de souvenirs ou de l'installation de terrains de tennis sur les plages, c'est-à-dire de structures qui sont davantage destinées aux touristes<sup>152</sup>. Cela étant, la Fédération d'associations de riverains mène des négociations avec la municipalité pour adapter le projet de *Paseo Marítimo*. De surcoût, quelques années plus tard les voies ferrées sont, comme promis par les autorités, démontées. Ces deux projets, bien que tardif, ne sont pas pour autant à l'origine d'un regain de mobilisation au sein de l'association de quartier du Cabanyal.

D'ailleurs, toujours actuellement, certains habitants gardent en mémoire les opérations réalisées par ces municipalités de gauche, à l'instar de Pepa Dasí, actuelle présidente de l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar et habitante du quartier :

[...] les choses allaient bien, le *paseo marítimo* a été fait, plusieurs choses ont été faites. Dans le quartier on a fait beaucoup de choses, le projet des voies ferrées, là, celui de *Serrería* aussi, beaucoup de choses ont été faites<sup>153</sup>.

Entre 1982 et 1995, le parti socialiste, ou ses déclinaisons régionales, se retrouve à la tête de la municipalité de Valence, du gouvernement de la Communauté Autonome mais également du gouvernement central. Aussi, bien que des difficultés persistent, la réalisation d'importantes opérations urbanistiques au sein de la capitale valencienne (enfouissement des rails, mise en place du métro, construction du *Paseo Marítimo*, etc.) semble facilitée par la présence d'un même parti politique aux différents échelons. Le Gouverneur affirme d'ailleurs :

---

<sup>152</sup> SANCHIS PALLARES, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, op. cit., p. 193.

<sup>153</sup> « [...] pues nos íbamos normal, se hizo el paseo marítimo, se hicieron varias cosas, en el barrio se hicieron muchas cosas, lo de las vías del tren, allí lo de *Serrería* también, se hicieron muchas cosas. » in Entretien avec Pepa Dasí, Valence, le 10 avril 2017.

A travers [*l'Infrastructure du Transport Terrestre*], des travaux co-financés par la mairie et la communauté autonome sont réalisés, certains d'une importance capitale comme l'enfouissement des voies de chemin de fer dans des secteurs de la ville de Valence, d'autres sont exclusivement réalisés par l'ancienne FEVE, actuelle FGV (*Ferrocarriles Generalitat Valenciana*), et d'autres encore sont finalement purement étatiques : voie rapide Valencia-Albacete, Valencia-Gandía [...]<sup>154</sup>.

La réalisation de ces différents travaux est sans doute à l'origine du ralentissement des activités de l'association de riverains du Cabanyal au cours des années 1980, raison pour laquelle les membres de cette dernière font appel à d'autres structures. La Fédération d'*Asociaciones de Vecinos* prend notamment le relai pour l'organisation de festivités culturelles que l'association de riverain ne semble plus en mesure d'organiser seule. Si l'entité associative parvient au début des années 1990 à se remobiliser dans le cadre de la lutte contre la présence de trafics de drogue dans le quartier, elle passe tout de même la main à la Fédération concernant les *Festes de Sant Joan*. Cette célébration populaire, initialement organisée par les habitants du Cabanyal, va finalement attirer tous les habitants de la ville grâce à la Fédération. Célébrées chaque année le 23 juin sur les plages de la ville de Valence, les *Festes* sont également l'occasion de faire connaître au grand public le bilan des activités annuelles des AAVV car la Fédération invite chaque structure à faire un compte-rendu à cette occasion. Ainsi, cette activité culturelle initialement restreinte au quartier du Cabanyal permet la visibilité de toutes les entités associatives de la ville et de leurs revendications. Elle sera d'ailleurs le point de départ de la mise en place de la *Semana ciudadana*, durant laquelle l'ensemble des AAVV de la ville réalisent des expositions de dessins et de photographies, un événement qui permet la revendication d'un *Paseo Marítimo* populaire.

L'organisation de ces événements par la Fédération d'AAVV correspond au mandat de Fèlix Estrela Botella en tant que président de cette structure. Enseignant et habitant du quartier du Cabanyal. Il a également été président de l'association de riverains entre 1979 et 1982. Il renouvelle cette expérience de 1992 à 1995, période durant laquelle il occupe aussi la présidence de la Fédération d'AAVV (1991-1995). Ainsi, alors que l'association de quartier du

---

<sup>154</sup> « A través [... de la *Infraestructura del Transporte Terrestre*...] se efectúan obras con cofinanciación de Ayuntamientos y Comunidad Autónoma, algunas de importancia capital como el soterramiento de la vía de RENFE en zona urbana de Valencia, otras en exclusiva para la ex -FEVE transferida, hoy día F.G.V. (*Ferrocarriles Generalitat Valenciana*) y finalmente las puramente estatales: Doble vía Valencia-Albacete, Valencia-Gandía [...] » in Archivo del Reino de Valencia, sección Delegación del Gobierno en la Comunidad Autónoma Valenciana, *Memoria de Gobierno Civil de 1987, 1988*, p. 240.

Cabanyal semble traverser une phase de ralentissement, ou de « crise » pour reprendre les mots de son président, la Fédération s'érige en véritable soutien. Les efforts réalisés par la FAAVV permettent le maintien et la survie de l'association de riverains du Cabanyal, dont le rôle va être essentiel à partir du milieu des années 1990, avec l'annonce du PEPRI Cabanyal-Canyamelar. En d'autres termes, la Fédération et son président jouent un rôle déterminant pour l'association de riverains dans le cadre des mobilisations contre le projet de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*, porté par Rita Barberá Nolla dès son élection.

Dans le cas de la capitale catalane, à la fin des années 1980, tandis que les projets urbanistiques proposés par les autorités municipales semblent être à l'origine de mécontentements d'une partie de la population barcelonaise, l'association de la Barceloneta ne semble pas réussir à se mobiliser car elle traverse elle aussi une période de ralentissement, exprimée par certains militants dans les bulletins d'informations de l'association : « il y a un manque d'information, un manque d'opinion, un manque de participation des habitants et des entités du quartier alors que nous avons beaucoup de choses à dire sur ce qui se passe quotidiennement dans la Barceloneta »<sup>155</sup>. La fin des années 1980 et le début des années 1990 sont en effet synonymes des premières propositions relatives à l'organisation des Jeux Olympiques. Bien que les projets urbanistiques n'affectent pas directement l'espace urbain de la Barceloneta, ils concernent malgré tout l'environnement proche du quartier, à savoir une grande partie de la façade maritime. Lors des années 1970, le projet de la *Ribera* disposait des mêmes caractéristiques, à savoir qu'il ne concernait pas directement le quartier de la Barceloneta, pourtant il s'était érigé en véritable moteur de la mobilisation dans le quartier. Cette fois, les Jeux Olympiques ne mobilisent pas autant les habitants du quartier maritime que ne le faisait le *Plan de la Ribera*. À cet égard, les membres de l'association de riverains de la Barceloneta ne parviennent pas à constituer un mouvement de contestation massif, bien qu'ils émettent des réserves et des critiques. La restructuration du port autonome de Barcelone, sous le nom de *Plan Especial del Port Vell*, qui s'inscrit dans le cadre de l'organisation des JO, est évoquée à plusieurs reprises dans un des bulletins d'information de l'association de quartier,

---

<sup>155</sup> « *Manca informació, manca opinió i manca participació de veïns i entitats del barri que tenem moltes coses a dir d'allo que diarament esta succeint a la Barceloneta* » in AAVV Barceloneta, *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns de la Barceloneta*, Nova época, n° 1, 1989, p. 2 (Fonds de la bibliothèque *La Fraternitat*, Barcelone, documents non classés).

publié en 1989. Il y est question de la création d'une organisation dénommée *Plataforma per la Recuperació del Port*, organisme regroupant les habitants de la Barceloneta, du Casc Antic, du Barri Gòtic, les commerçants, les pêcheurs ou encore les dockers<sup>156</sup>. Cependant, malgré la mise en place de réunions et d'assemblées, l'association de riverains ne parvient pas à réunir le nombre de participants nécessaires à la réalisation d'une mobilisation massive ou à la rédaction d'une proposition alternative.

La question des transformations relatives ou annexes à l'organisation des JO demeure conflictuelle dans la ville de Barcelone. Dès la nomination de la ville en tant que siège de cet événement sportif, une commission contestataire, *La Comissió contra la Barcelona Olímpica*, est créée en 1986. Appelant à la mobilisation et organisant des manifestations, les membres de ce mouvement reprennent chacun des points du projet olympique pour démontrer, selon eux, la véritable volonté des autorités. Ils dénoncent notamment l'impact du projet olympique sur le littoral urbain, au cœur duquel se situe la Barceloneta. Cette commission déclare en particulier :

Les JO sont un prétexte pour réaliser une série d'interventions et de projets jusqu'ici paralysés ou arrêtés par l'action populaire ou par des problèmes économiques, qui vont rendre possible la création de la « Grande Barcelone » (Gran Barcelona), c'est-à-dire d'un seul continuum urbain constitué de 27 municipalités (futurs banlieues) sous la coupe de la *Corporació Metropolitana*, présidée par le maire de Barcelone. Cette *Gran Barcelona* veut briser ses barrières naturelles et artificielles : l'ancien *Pla de la Ribera* sera ressuscité, la zone côtière du Poble Nou sera convertie en une grande construction de luxe, etc. L'intention d'installer le village olympique dans le Poble Nou est davantage motivée par des grandes perspectives spéculatives que par la volonté de créer une zone en accord avec les besoins réels du quartier et de la ville. Le projet semble relancer le très contesté *Pla de la Ribera* : de nombreuses entreprises qui l'ont promu se retrouvent au sein de l'organisme « Barcelona'92 ». Les différents projets d'initiative privée (grands hôtels en bord de mer, zones commerciales, appartements pour 10 500 personnes) indiquent le caractère spéculatif de cette « Copacabana » de Barcelone<sup>157</sup>.

---

<sup>156</sup> AAVV Barceloneta, *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns de la Barceloneta*, Nova época, n° 1, 1989, p. 10 (Fonds de la bibliothèque *La Fraternitat*, Barcelone, documents non classés).

<sup>157</sup> « *Els J.O. són un pretext per a realitzar una sèrie d'inversions i projectes fins ara paralizats o aturats per l'acció popular o per problemes econòmics, que han de fer possible la creació de la Gran Barcelona, o sigui un continu urbà constituït com una sola ciutat de 27 municipis, (futurs suburbis) sota el govern de la Corporació Metropolitana, presidida per l'Alcalde de Barcelona. Aquesta Gran Barcelona vol trencar les seves barreres naturals i artificials: [...] Es ressucitarà l'antic Pla de la Ribera, es vol convertir la zona costanera del Poble Nou en una gran urbanització de luxe, etc. La intenció d'instal·lar la Vila Olímpica a Poble Nou ha estat més motivada per les grans perspectives especulatives que comporta el projecte que no per recuperar una zona d'acord amb les necessitats reals del barri i la ciutat. El projecte*

Les revendications de cette commission mettent ainsi l'accent sur l'aspect spéculatif des projets d'aménagement liés aux JO et soulignent qu'ils relèvent d'une volonté politique qui n'est pas nouvelle. L'ensemble de cet argumentaire est illustré par les dessins suivants<sup>158</sup> :

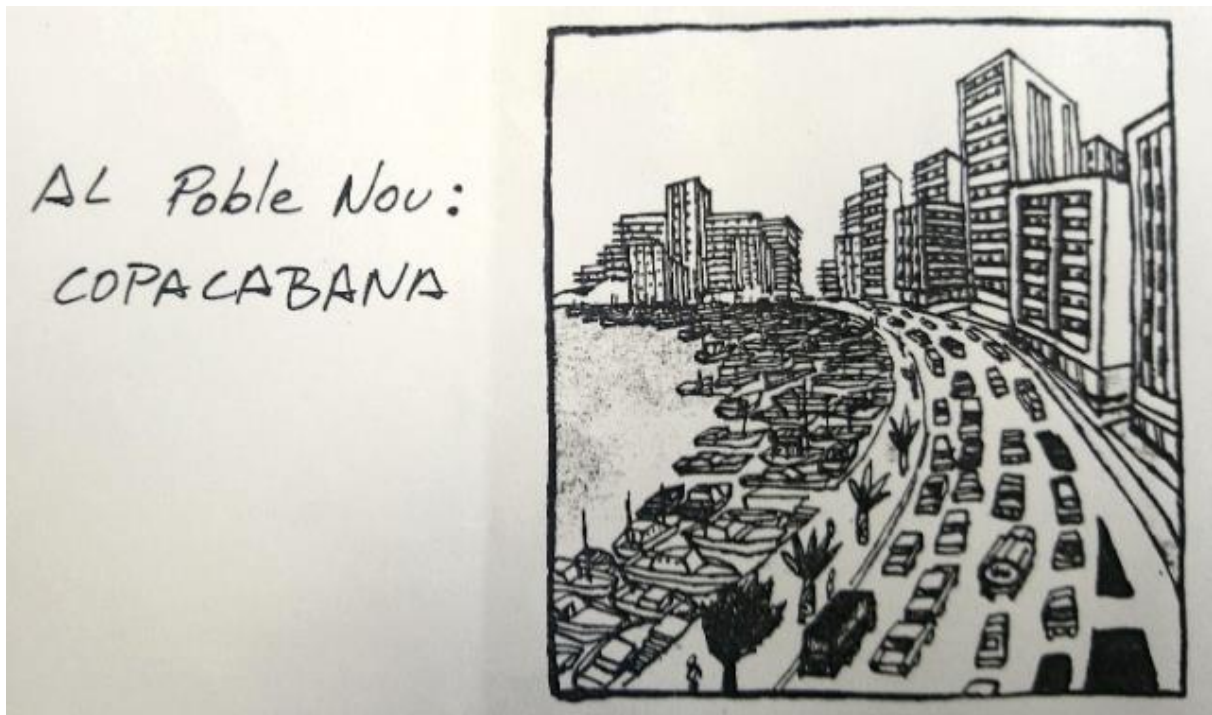


Fig. 6: Caricature du Poble Nou, tel Copacabana. Source : Arxiu Nacional de Catalunya, FONS ANC1-278/ PSAN , ANC1-278-T-99, Dossiers temàtics « Municipalisme – Associació de Veïns », , Que suposen les Olimpiades?, sin fecha

*sembla ressuscitar l'anti-popular Pla de la Ribera: moltes de les empreses que llavors l'impulsaven s'han tornat a organitzar dins de l'associació empresarial « Barcelona'92 ». Grans hotels a primera línia de mar, zones comercials, apartaments per a 10.500 persones, tot amb gran protagonisme de la iniciativa privada, indiquen el caràcter especulatiu d'aquesta « Copacabana » de Barcelona [...] » in Arxiu Nacional de Catalunya, FONS ANC1-278/ PSAN , ANC1-278-T-99, Dossiers temàtics « Municipalisme – Associació de Veïns », Comissió contra la Barcelona Olímpica, Que suposen les Olimpiades?, sans date.*

<sup>158</sup> Dans la figure supérieure, il est question de proposer une vision caricaturale du front de mer barcelonais si ce dernier avait été transformé selon les projets du *Plan de la Ribera*, une menace qui resurgit à nouveau, selon ce collectif, avec le projet olympique. Dans l'illustration inférieure, un chat noir (symbole anarchiste) effraie *Cobi* (la mascotte des JO). Ainsi, au-delà des revendications strictement matérielles, la seconde illustration souligne également l'importance des opinions politiques divergentes.

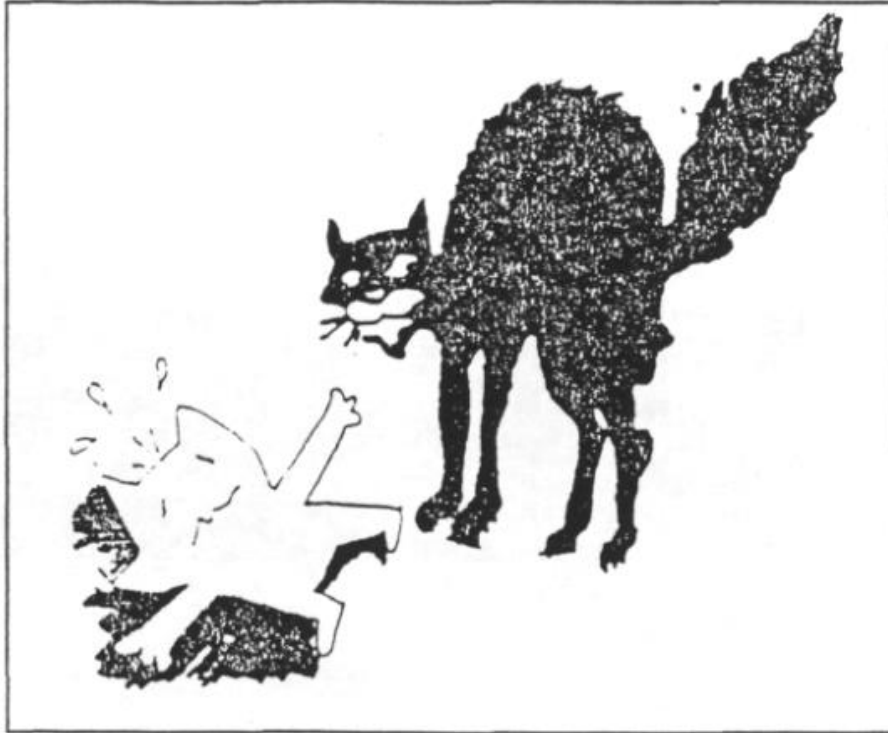


Fig. 7: Chat anarchiste qui effraie Cobi. Source : BENACH ROVIRA, Núria, *Ciutat i producció d'imatge : Barcelona 1979-1992*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Carles Carreras i Verdaguer, Universitat de Barcelona, 1997, p. 305.

Au cœur des arguments avancés par les membres de la commission anti-JO, les conséquences sur le quartier de la Barceloneta et sur le littoral environnant tiennent une place importante, sans doute dans le but de mobiliser de façon massive les habitants de ces espaces urbains. Cette commission n'est pas une *Asociación de Vecinos* spécifique à un quartier mais un organisme souhaitant réunir toutes les personnes défavorables à l'organisation des JO, et ce, dans toute la ville. Dans leur discours marqué très à gauche (chat noir, symbole de l'anarcho-syndicalisme), les militants de cet organisme témoignent de leur profond désaccord quant aux aménagements olympiques, opinion qu'ils illustrent par une critique acerbe de l'ancien *Plan de la Ribera*. Ces critiques sont révélatrices du fait qu'au-delà de se mobiliser contre les aménagements relatifs au projet olympique, les membres de cette commission se positionnent de façon très claire contre la vision urbanistique globale proposée par les autorités locales.

La commission anti-JO, très affirmée politiquement, ne réunit pas l'ensemble des opposants au projet olympique. D'autres structures sont en effet mobilisées, comme le démontre l'affiche appelant à la manifestation, publiée par la FAVB :



Fig. 8: Affiche de la FAVB appelant à la mobilisation contre la spéculation immobilière alimentée par les JO.  
Source : URL : <https://arainfo.org/1992-els-jocs-que-van-modelar-la-barcelona-aporador/>

L'entité supra-associative barcelonaise s'oppose également aux projets liés à l'organisation des JO. En ce sens, elle semble prendre le relai des activités revendicatives habituellement

menées par l'association de la Barceloneta elle-même. Tandis que cette dernière peine à rallier de nombreux participants dans sa lutte contre le projet olympique, la FAVB se présente comme un soutien et un renfort indispensable, capable de collaborer avec d'autres entités associatives. La mobilisation contre les Jeux Olympique de Barcelone de 1992 réunit ainsi une multitude d'entités, de taille plus ou moins importante<sup>159</sup>. Néanmoins, elles ne parviennent pas à constituer un front unitaire de grande ampleur, capable de contrer l'intégralité des projets. Le rôle de la Fédération demeure malgré tout essentiel dans l'évolution de la mobilisation au sein du quartier de la Barceloneta. Les activités qu'elle mène dans ce quartier permettent en effet de maintenir l'existence des actions initialement proposées par cette *Asociación de Vecinos*.

Ainsi, si au cours des années 1980-1990, les associations de riverains de la Barceloneta et du Cabanyal traversent une période de ralentissement qui se ressent dans leurs activités, l'ensemble du tissu associatif ne vit pas la même situation. La Fédération d'association de quartier de Barcelone conserve, par exemple, une activité intense notamment dans son opposition à la restructuration de la ville dans le cadre des JO.

En définitive, l'euphorie provoquée par l'arrivée des socialistes à la tête des différentes municipalités s'estompe progressivement au milieu des années 1980, et ce, à tous les niveaux de la société espagnole mais également au sein des villes (dans les AAVV ou dans les fédérations supra-associatives). Les changements promis avec l'instauration de la démocratie ne sont pas toujours au rendez-vous, phénomène qui déçoit tout particulièrement les électeurs d'extrême gauche, qui tendent à se démobiliser, ce qui se fait ressentir dans l'organisation des structures associatives. Plus spécifiquement, en milieu urbain, l'engouement des premières années de l'ère démocratique est rapidement rattrapé par le souvenir des politiques menées sous le franquisme et caractérisées par le déplacement des populations et leur relégation dans des quartiers périphériques éloignés. Percevant de façon négative les transformations urbaines à grande échelle, une partie des habitants et certaines associations deviennent sceptiques quant aux projets que proposent les nouvelles municipalités : PGM de Barcelone, restructuration de la

---

<sup>159</sup> Dans ses travaux sur l'image de la ville de Barcelone, Núria Benach Rovira fait état d'un appel à la manifestation, réalisé par une multitude d'entités telles que, entre autres, la *Comissió contra la Barcelona Olímpica*, la *Comissió contra la celebració del Vè Centari*, *Amics de la Bici de Barna*, *Assemblea Llibertària del Barcelonès*, *Ateneu Popular de Nou Barris* ou encore *CNT Catalunya*, in BENACH ROVIRA, Núria, *Ciutat i producció d'imatge : Barcelona 1979-1992*, op. cit., p. 302.



capitale catalane pour les JO, élaboration du PGOU à Valence, etc. C'est pourquoi, par exemple, les urbanistes de Valence décident de différer les travaux prévus dans l'espace maritime de la ville. Craignant la résurgence de manifestations violentes dans le quartier du Cabanyal, ils demandent en 1988 aux autorités municipales de repousser la mise en œuvre du nouveau PGOU.

L'ensemble de ces éléments (contexte national, questions propres aux associations, projets urbanistiques de grande ampleur...) sont finalement à l'origine d'une rupture qui se manifeste entre les pouvoirs publics, tant locaux que nationaux, et les associations de quartier, porte-paroles des habitants. En ce sens, les transformations de l'espace urbain semblent bel et bien avoir un impact sur l'évolution des associations de quartier mais les opérations urbanistiques à elles seules ne semblent pouvoir expliquer ce phénomène. La fracture entre la population et la classe dirigeante s'inscrit dans un contexte marqué par des revendications plus vastes (sur la plan politique, économique et social), une situation qui va transformer progressivement, et en profondeur, les mobilisations locales. Les années 1980-1990 constituent à cet égard une époque charnière dans l'évolution du milieu associatif. Alors que les mouvements des AAVV demeuraient jusqu'alors très localisés (bien souvent à l'échelle du quartier, voire de la ville), une interconnexion ou plus précisément un réseau, à l'échelle régionale puis nationale, semble s'implanter de façon durable entre les divers mouvements et structures<sup>160</sup>. Les premiers contacts entre les différentes entités au cours des années 1980 se consolident et donnent lieu à une mutualisation progressive des moyens d'action et de communication<sup>161</sup>. Les années 1970 et 1980 apparaissent donc comme un gage d'expérience acquise et permettent un renouvellement de certaines dynamiques lors des décennies suivantes, ce qui va se confirmer par l'ancrage territorial profond de ce type de structure et l'émergence de nouveaux modèles à partir des AAVV, désormais consolidées.

---

<sup>160</sup> TAPIA, Asier ; HERNÁNDEZ, Miguel, « Movimientos sociales en España de la Transición hasta nuestros días : ¿por un cambio del sistema o por un cambio en el sistema? », *op. cit.* p. 51.

<sup>161</sup> *Ibid.*

## **2.3. Les mutations politiques et urbaines, des phénomènes au cœur du renouveau associatif dans les quartiers (années 1990-2008)**

### **2.3.1. La régénération du mouvement associatif en Espagne dans un contexte de mutations politiques**

Ayant traversé durant la décennie précédente une période de crise, le mouvement des associations de riverains tend à s'adapter aux nouvelles configurations sociales des années 1990. Le fait est que des difficultés semblent persister dans certains quartiers, raison pour laquelle des habitants éprouvent toujours le besoin de se mobiliser. Les problèmes d'insécurité par exemple, liés à la pollution ou encore à la présence de drogue dans les espaces périphériques de certaines villes, alimentent les inquiétudes et les protestations des mouvements de contestation locale de cette décennie.

Parallèlement, l'Espagne des années 1990 voit surgir une multitude de nouveaux collectifs et d'organismes de contestation, inédits jusqu'alors. Se mobilisant pour défendre différentes causes et valeurs (la préservation de sites naturels, la défense des minorités, etc.), des mouvements écologistes, pacifistes, homosexuels ainsi que des organisations altermondialistes ou encore humanitaires surgissent et se consolident tout au long de cette décennie. En réalité, la stabilité démocratique constitue un terreau fertile au développement de ces multiples mobilisations. Selon Ramón Adell, la présence, au sein des mouvements de contestation, d'une multitude de différents sigles et noms de collectifs traduit l'hétérogénéité et la densification du tissu associatif, caractéristiques des contextes démocratiques<sup>162</sup>. Les acteurs de ces nouvelles vagues de contestation sont donc multiples. De surcroît, au-delà de l'existence des mouvements sociaux dits historiques (syndicaux, étudiants, de quartiers, etc.) demeurent également les

---

<sup>162</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa : volumen, actores y temas de la movilización », in GRAU, Elena ; IBARRA GÜELL, Pedro (coord.), *Una mirada sobre la red : anuario movimientos sociales*, Barcelona, Icaria Editorial ; Donostia, Tercera Prensa, 2000, p. 32.

mouvements organisés par les secteurs politiques de différentes couleurs. Néanmoins, ils sont supplantés par ces « nouveaux mouvements sociaux » ayant émergés à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La multiplication des acteurs de la contestation sociale lors de cette décennie permet ainsi, d'une part, la constitution d'entités spécifiques à certains groupes ou thématiques mais porte également préjudice, d'autre part, aux AAVV. Certains des protagonistes, anciennement membres des AAVV et à l'initiative de nouvelles entités, s'éloignent donc des premières structures et les privent de leur participation.

Parallèlement, le fonctionnement interne des AAVV est parfois remis en question car certains riverains leur reprochent une trop grande verticalité dans leur mode de prise de décision ou dans leur organisation. De ce fait, désormais, les associations de quartier ne semblent plus répondre entièrement aux attentes des habitants mobilisés, tout comme ce fut le cas dans les années 1970 entre les *Asociaciones de Cabezas de Familia* (ACF) et les AAVV. De surcroît, la politisation de ces structures fait, elle aussi, l'objet de controverses. Selon certains habitants, une trop grande proximité semble être présente entre les AAVV et les partis politiques. De la même manière, le rapprochement entre les autorités et certains des membres des *Asociaciones de Vecinos* est critiqué dans un contexte où la défiance se creuse chaque jour un peu plus entre la population et la classe dirigeante au pouvoir. L'instabilité économique mais également les mutations politiques, jalonnées de révélations de cas de corruption, fragilisent en effet le climat de confiance dans le pays. D'ailleurs, le fait de reprocher aux AAVV leur connivence avec certains partis politiques (entre les membres du bureau de l'association et des conseillers municipaux par exemple) est telle qu'elle conduit à la généralisation d'un amalgame, notamment répandu au sein des nouvelles générations, consistant à considérer les AAVV comme des institutions, telles que le sont par exemple les mairies des quartiers<sup>163</sup>. En d'autres termes, elles sont bien souvent assimilées à des structures dépendant directement du pouvoir local et elles sont considérées comme trop immobiles. Pourtant, durant les années 1990, ces entités s'avèrent être moins politisées qu'elles ne l'étaient lors de leur création. La crise à laquelle elles se sont confrontées avec l'arrivée des mairies démocratiques a en effet provoqué

---

<sup>163</sup> ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, op. cit., p. 211.

une rupture dans leur ancrage politique<sup>164</sup>. De plus, la question de l'aménagement du territoire et l'existence de projets urbanistiques socialement controversés, mais tout de même menés par les autorités, ne fait que renforcer ce climat de défiance parmi certains secteurs de la population qui souhaitent se mobiliser. Par conséquent, malgré de nouvelles orientations idéologiques, au cours des années 1990, les modèles locaux traditionnels de mobilisations dans les quartiers semblent atteindre leurs limites.

Ce phénomène n'implique pas pour autant la disparition des AAVV mais plutôt un éclatement de ces structures<sup>165</sup>. De nombreux quartiers, même très petits, se dotent ainsi de ce type de structures. Tomás Alberich signale qu'une des caractéristiques essentielles à la compréhension des mobilisations sociales des années 1980-1990 tient au *minifundismo* autour duquel elles s'organisent, à savoir l'espace très réduit dans lequel une multitude d'initiatives s'organise de façon particulière<sup>166</sup>. Cette caractéristique ne semble pas spécifique au cas espagnol dans la mesure où Jean François Pérouse, dans ses travaux sur les mobilisations dans des villes turques, parle de « micro-mobilisation habitante »<sup>167</sup>, un élément sans doute à l'origine de la nécessité de concertation qu'entreprend chaque mouvement. En Espagne, ce besoin de concertation et de mise en réseau du tissu associatif local se traduit notamment par la création d'entités supra-associatives, les Fédérations d'associations de quartier, qui soutiennent les AAVV qui en ont besoin. Les Fédérations se consolident dans la plupart des villes au cours de cette décennie, afin de favoriser la solidarité entre les structures.

En 1991 est créée la CAVE (*Confederación de Asociaciones de Vecinos del Estado Español*) dont le but est de rassembler les différentes Fédérations et Confédérations se trouvant tant dans les agglomérations que dans les provinces ou encore à l'échelle des CCAA<sup>168</sup>. Un an

---

<sup>164</sup> L'arrivée de la démocratie qui démobilise certains militants antifranquistes ou encore le passage de membres des AAVV dans les sphères administratives sont autant de raisons expliquant le processus de dépolitisation qu'elles traversent des années 1980 aux années 1990.

<sup>165</sup> Dans les quartiers où aucune structure associative existe, le modèle des AAVV est, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, communément accepté et adopté, bien qu'il soit questionné dans d'autres espaces.

<sup>166</sup> ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, op. cit., p. 167.

<sup>167</sup> PÉROUSE, Jean François, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », op. cit., 2005.

<sup>168</sup> ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, op. cit., p. 221.

plus tard, Séville accueille le premier Congrès universel des mouvements de riverains, un événement qui regroupe un grand nombre de structures associatives locales provenant de toute l'Espagne. On comprend alors que ces entités demeurent bel et bien présentes et en quantité dans le territoire espagnol. Ces phénomènes démontrent par la même occasion qu'une réflexion est menée autour de leur existence, voire de leur évolution, dans la mesure où la CAVE, durant sa courte existence<sup>169</sup>, organise plusieurs assemblées et journées nationales afin de coordonner le mouvement. À cette occasion, une *Carta Ciudadana* est élaborée en 1998 afin de fournir à chaque association de quartier un référentiel sur lequel chacune peut s'appuyer lors, par exemple, de négociations avec les partis politiques ou les autorités locales, notamment dans le cadre des élections municipales de 1999. Ainsi, bien que le modèle traditionnel des AAVV présent dans les quartiers semble poser question, de nouveaux outils sont recherchés et mis à disposition des militants. Malgré l'émergence de mobilisations davantage tournées vers la critique sociale ou encore vers la défense de valeurs altermondialistes, les questions urbaines locales, de réaménagement du territoire par exemple, demeurent en effet très présentes.

Depuis le milieu des années 1990, les villes tendent vers la globalisation, avec la mise en place de projets donnant la primeur aux déplacements ou aux complexes touristiques. Ces pratiques façonnent ce que l'on peut dénommer des villes « à la carte »<sup>170</sup>. D'après Jacques Donzelot, cette nouvelle configuration urbaine conduit nécessairement à des mouvements contestations dans lesquels, seuls les locaux, les habitants des quartiers *de toda la vida* (traditionnels) défendent leur lieu de vie, auquel ils s'identifient. La transformation de l'espace urbain devient donc un véritable enjeu tant pour les riverains que pour les autorités locales. Mêlant différentes questions (telles que la préservation du patrimoine, la défense du territoire, la participation des habitants ou encore la progression des processus de gentrification) les revendications des mouvements sociaux urbains des années 1990-2000 soulèvent de nouvelles interrogations, ce qui conduit à l'implication de nouveaux militants. Les espaces urbains et les

---

<sup>169</sup> Après une période d'expansion au cours de laquelle la confédération acquiert du matériel et de la notoriété, grâce notamment aux relations qu'elle parvient à établir avec le gouvernement, elle traverse une période de déclin qui conduit à sa dissolution au début des années 2000. D'autres structures vont la remplacer, d'abord la *Unión Estatal de Confederaciones de Asociaciones Vecinales* (UECAV, 2005-2012) puis la *Confederación Estatal de Asociaciones Vecinales* (CEAV, 2006), toujours d'actualité.

<sup>170</sup> DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, *op. cit.*, p. 41.

éléments qui le composent, et plus encore leur transformation, sont alors questionnés dans les valeurs qu'ils véhiculent et ce qu'ils représentent.

Dans une Espagne où l'économie repose alors en grande partie sur la construction et l'immobilier, la question du réaménagement urbain devient essentielle, d'autant que ces deux secteurs d'activités, stimulés par la libéralisation du sol, vont être à l'origine de la crise de 2008. D'ailleurs, selon Stéphane Pelletier, les partis politiques au pouvoir ont une part de responsabilité importante dans cette orientation économique du pays :

[...] le PP n'a rien fait lorsqu'il était au pouvoir, avec José Maria Aznar à sa tête, pour endiguer cette inflation du secteur de la construction dans l'économie nationale, bien au contraire. L'immobilier était alors le moteur du boom économique espagnol et cela permettait au PP, dans une vision politique à court terme, d'élargir sa base électorale puisque tout semblait aller pour le mieux. Pour le dire de façon synthétique, le PP a alimenté pendant des années la bulle immobilière et la spirale spéculative a éclaté entre les mains du PSOE au pouvoir avec les dégâts que l'on sait<sup>171</sup>.

Les projets urbanistiques se multiplient donc dans de nombreuses villes et régions entre 1996 et 2004. Initialement, cette démarche est perçue comme très positive pour le développement du pays dans la mesure où l'inflation est en partie contrôlée tandis que le taux de chômage se maintient autour de 10%. Par ailleurs, le taux de croissance annuel est de 3,17%<sup>172</sup> en 2004 alors que le déficit intérieur est contenu à 3%<sup>173</sup>. Cela étant, ce bilan économique positif ne provoque pas les résultats escomptés en termes sociaux. Le prix du mètre carré habitable s'envole et fait de la question de l'accessibilité aux logements, un problème sociétal de grande ampleur. De plus, la précarisation des travailleurs s'accroît considérablement.

Aussi, la transformation des espaces urbains et les processus politiques par lesquels celle-ci est menée, ainsi que les conséquences sociales qui en découlent, s'érigent en véritable moteur de la mobilisation. Les quartiers sont désormais confrontés à de multiples difficultés. De ce fait,

---

<sup>171</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, op. cit., p. 105.

<sup>172</sup> Les données chiffrées de l'économie espagnole sont par exemple consultables sur le site de l'OCDE in OCDE (2019), Prévisions du PIB réel (indicateur). doi: 10.1787/c2ed0d5a-fr <https://data.oecd.org/fr/gdp/previsions-du-pib-reel.htm> (Dernière consultation : 18 juillet 2019)

<sup>173</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, op. cit. p. 91.

pour les collectifs mobilisés, il ne s'agit plus seulement de dénoncer le manque d'infrastructures ou les conditions de vie matérielles déplorables mais également de pointer du doigt les disparités accrues au sein des villes en transformation, ou encore, les conséquences socio-économiques que ces situations provoquent. Les villes sont en effet de plus en plus divisées. Les populations les plus touchées par les multiples fragmentations de la ville sont souvent les plus défavorisées, un phénomène que soulignent les revendications par exemple liées aux problèmes d'insécurité.

De ce fait, les mobilisations dans les quartiers correspondent à ce qu'Henri Lefèbvre puis David Harvey dénomment le « droit à la ville », une revendication qui :

ne se réduit donc pas à un droit d'accès individuel aux ressources incarnées par la ville : c'est un droit à nous changer nous-même en changeant la ville de façon à la rendre plus conforme à notre désir le plus cher. Mais c'est en outre un droit collectif plus qu'individuel, puisque, pour changer la ville, il faut nécessairement exercer un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation<sup>174</sup>.

En ce sens, les revendications qui alimentent les conflits d'alors ne sont plus nécessairement monothématiques ni centrées sur des questions très locales, raison pour laquelle ces conflits mobilisent de nouveaux militants. Ces derniers se confrontent rapidement aux modèles de contestations déjà existants et employés jusqu'alors par les associations de quartiers. Cette situation provoque tantôt des adaptations tantôt des ruptures au sein des dites entités.

Les années 1990 se caractérisent dès lors par la restructuration des associations de quartier et de leurs moyens d'action. En cas de conflit urbain, il n'est en effet plus question de défendre uniquement un espace urbain en particulier contre un aménagement spécifique mais, à travers lui, de se mobiliser pour la défense de valeurs fondamentales plus vastes telles que le territoire, le patrimoine, l'identité du quartier ou encore l'intégration des habitants au sein des processus de réaménagement, des questions finalement communes à l'ensemble des mouvements urbains. Ces revendications sont de fait à la source du rapprochement des différents mouvements de riverains au sein d'une seule et même ville, dans la mesure où la contestation est de moins en moins restreinte au quartier mais parvient au contraire aisément à dépasser ses frontières. De ce fait, comme l'affirme Jean-François Pérouse dans son étude sur les mobilisations sociales urbaines en Turquie :

---

<sup>174</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, op. cit., p. 8.

L'espace de la mobilisation change de dimension, de structure et de fonctionnement interne. Il cesse d'être un territoire unique et circonscrit et devient un réseau, impliquant plusieurs nœuds en interaction permanente entre lesquels circulent hommes et informations. La mobilisation qui s'y organise contre l'État implique des acteurs collectifs relativement stables. De même, une mémoire de la mobilisation se structure, qui joue comme une expérience collective, nourrissant à son tour les mobilisations à venir<sup>175</sup>.

Étant le théâtre de la contestation sociale, alimentée par de multiples revendications sous-jacentes, le quartier s'érige alors comme l'enjeu essentiel des différents mouvements. L'espace, à savoir le quartier dans lequel se déroule les mobilisations associatives, devient un terreau fertile à l'émergence de réseaux de contestation. Selon J. Donzelot, « les luttes urbaines fournissent un dénominateur commun à tous les combats qui s'ouvrent sur les divers fronts de la vie quotidienne, à toutes les mobilisations qui regroupent des gens en tant que citoyens, résidents d'un quartier, d'une ville, et non plus seulement comme salariés d'une entreprise »<sup>176</sup>. Aussi, au-delà des clivages économiques ou encore sociaux, l'espace urbain parvient à fédérer les personnes vivant dans un même espace.

En Espagne, l'apparition des *plataformas ciudadanas*, également appelée *Coordinadoras*, est révélatrice de ces phénomènes. La mutualisation des luttes apparaît en premier lieu dans la région madrilène, à la fin des années 1980, avec la constitution de diverses plateformes unitaires telles que la *Coordinadora contra la ampliación del aeropuerto* (une contestation menée contre les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Barajas dans la périphérie madrilène), la *plataforma por la defensa del Monte de El Pardo* (une mobilisation créée en 1990 pour la défense du parc naturel du Pardo, notamment menacé par la construction de la M-40 dans les environs de Madrid<sup>177</sup>) ou encore *Salvemos la Casa del Campo* (un groupement né en 1980 contre la dégradation du principal parc urbain de Madrid<sup>178</sup>). L'utilisation, dans l'intitulé même des « plateformes », du terme « *salvemos* »<sup>179</sup> (sauvons) employé ici ou encore « *no* » (non) utilisé par d'autres collectifs, démontre leur volonté, d'une part, de préserver un espace

---

<sup>175</sup> PÉROUSE, Jean François, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », *op. cit.* p. 144.

<sup>176</sup> DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>177</sup> AH EA – CONFEDERACIÓN, EA Coordinadora de Organizaciones de Defensa Ambiental-1-4-1991-1, CODA, *Monte de El Pardo, un paraíso natural amenazado*, Madrid, CODA, 1991.

<sup>178</sup> <http://www.andarines.com/salvemoslacasadecampo/> (Dernière consultation : 16 juillet 2019).

<sup>179</sup> Terme qui, selon les régions espagnoles dans lesquelles il est employé, peut être décliné dans d'autres langues telles que le catalan (*Salvem*).



déterminé et d'autre part, de s'opposer aux projets urbanistiques et aux opérations de réaménagement le concernant (pour des raisons sociales, patrimoniales ou encore identitaires)<sup>180</sup>. Selon Beatriz Santamarina Campos, la multiplication de ce type de mouvements, construits autour de la défense d'un lieu ou d'un espace tout au long des dernières décennies, s'articule comme « la réponse sociale face à l'augmentation de la dégradation sociopolitique »<sup>181</sup>, autrement dit face aux conséquences sociales et économiques de la politique de libéralisation du sol. De fait, concernant les structures madrilènes, Tomás Villasante souligne qu'elles se composent, dès leur création, des riverains, des militants mais également de plusieurs collectifs (écologistes, culturels, etc.) ainsi que d'autres associations de nature diverse (AAVV ou autre). Il s'agit selon lui, de « l'adaptation des groupes protestataires à la nouvelle réalité des multiples formes associatives ayant apparu récemment » et souhaitant se mobiliser contre des problèmes environnementaux ou encore contre les difficultés rencontrées dans certains quartiers<sup>182</sup>.

La création de ces premières plateformes traduit ainsi un constat notamment réalisé lors des manifestations contre l'OTAN (1986), à savoir « le besoin de s'unir concrètement tout en respectant la pluralité »<sup>183</sup>. De surcroît, l'histoire des AAVV ainsi que leur profond ancrage territorial leur octroie d'une part, un protagonisme important au sein de leur environnement et d'autre part, une place centrale au cœur des réseaux associatifs existants<sup>184</sup>. Ces deux

---

<sup>180</sup> « *Una muestra de esta implicación la encontramos en las plataformas de defensa del territorio, que entre sus objetivos tienden a considerar el mantenimiento de un determinado espacio desde ópticas patrimoniales ("Salvemos") o la oposición a determinadas actuaciones consideradas agresivas para espacios entendidos como patrimoniales ("No")* » in ALCALDE, Gabriel ; BURCH, Josep ; CARBONELL, Eliseu ; DOMÈNECH, Gemma, « Identificaciones patrimoniales en conflicto. Un análisis a partir de tres casos en Cataluña », *Revista Andaluza de Antropología – Patrimonio cultural y derechos colectivos*, n° 2, 2012, p. 129.

<sup>181</sup> SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « El oficio de la resistencia. *Salvem y Viu al Cabanyal* como forma de contención del urbanismo neoliberal », *Revista de Dialectología y Tradiciones Populares*, vol. 69, n° 2, 2014, p. 316.

<sup>182</sup> « [...] *una adecuación a la nueva realidad de las múltiples formas asociativas que han ido apareciendo, y que se coordinan ante problemas ambientales y de todo tipo de los barrios o de la ciudad* », in VILLASANTE, Tomás, *Historia y retos para las democracias participativas*, Madrid, FRAVM, 2007, p. 8.

<sup>183</sup> ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, op. cit., p. 167.

<sup>184</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa : volumen, actores y temas de la movilización », op. cit., p. 41.

caractéristiques facilitent donc leur collaboration avec d'autres structures, qui peuvent être attachées à des domaines de mobilisation différents, et favorisent l'instauration d'un réseau associatif solide.

L'apparition de structures où collaborent plusieurs entités associatives s'explique en outre par la composition initiale du tissu associatif local. Caractérisé par des « micro-mobilisations », il est composé d'une multitude d'associations de petite taille, pouvant se trouver dans un même espace. De surcroît, les revendications initialement avancées par les associations de quartier deviennent transversales, raison pour laquelle ces structures font dès lors preuve d'une nouvelle « conscience sociale »<sup>185</sup>. De ce fait, des questions d'ordre plus global émergent au cœur des préoccupations des habitants et de leur structure associative, où diverses réflexions sont menées par exemple autour du respect de l'environnement ou encore autour du droit des femmes. Dans la périphérie madrilène, la présence de la *Federación Regional de Asociaciones de Vecinos de Madrid* (FRAVM) au sein des collectifs défendant le *Monte de El Pardo* et la *Casa de Campo* est, à cet égard, révélatrice de l'implication des riverains, membres des AAVV, dans des mobilisations dépassant leur propre quartier et défendant des causes plus larges que leurs seules conditions de vie. Les préoccupations transversales ainsi que les actions mutualisées qui en découlent traduisent donc les relations établies entre les revendications spécifiques à certains espaces et les problématiques globales inhérentes au contexte urbain des années 1990. D'ailleurs, selon T. Alberich, cette transposition des problèmes locaux concrets à la remise en question de pratiques plus globales est caractéristique des démarches engagées par les AAVV, au cours des années 1990, démarches qui se matérialisent par la multiplication des collectifs unitaires.

Les organisations plus récentes que les AAVV, et parfois même plus radicales (telles que les mouvements écologistes ou encore les mouvements *okupas*<sup>186</sup>), tendent en outre à partager, voire à se réapproprier, les problèmes soulevés au sein des mobilisations classiques<sup>187</sup>. Par conséquent, certaines thématiques telles que la nécessité d'aménagement d'espaces verts dans les périphéries, la protection de certains parcs ou encore la dépollution de lieux spécifiques

---

<sup>185</sup> ALBERICH, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, op. cit., p. 212.

<sup>186</sup> « Les mouvements de squatteurs » en français.

<sup>187</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa : volumen, actores y temas de la movilización », op. cit., p. 40.

(plages, terrains vagues ou encore anciens entrepôts d'usine, etc.), à savoir des revendications sans cesse renouvelées par les AAVV, s'insèrent progressivement dans les luttes engagées à l'échelle locale, par les mouvements écologistes par exemple. Il en va de même pour la défense de certains lieux dont l'importance patrimoniale est avérée ainsi que pour les revendications concernant le manque de logements au sein de certaines villes, leur salubrité ou encore les difficultés financières pour y accéder. Cela étant, plutôt que d'être relayées par des mouvements écologistes, ce type de réflexion est davantage soulevé par les *okupas*.

Ce mouvement, qui émerge en Espagne à la fin des années 1980, souhaite défendre notamment « l'accès direct au logement et à des espaces de sociabilité hors de la logique mercantiliste »<sup>188</sup>, dans une Espagne qui tend à s'orienter peu à peu vers un urbanisme de type néolibéral<sup>189</sup>. Pour ce faire, deux formes d'occupation (*okupación*) sont généralement pratiquées, une première qui consiste à récupérer un bâtiment pour y vivre et donc pour répondre à un besoin de logement et, une seconde, qui recherche davantage la création de lieux, ne dépendant ni de l'État ni du secteur privé et permettant le développement d'activités contre-culturelles, les CSOA (*Centros Sociales Okupados y Autogestionados*). Il est également question, dans ces mouvements appartenant à la gauche radicale<sup>190</sup>, de mener à bien, par le biais de l'occupation, d'autres luttes parallèles ayant pour but de transformer le système socio-économique existant<sup>191</sup>. Occuper revient, d'une part, à récupérer des lieux ou des espaces jusqu'alors dominés par le système de propriété notamment basé sur la spéculation, et d'autre part, à mettre en œuvre de nouvelles pratiques ainsi que des fonctionnements alternatifs afin de transformer de manière globale le système en place. Les squats se font en règle générale dans

---

<sup>188</sup> « [...] *aglutinan sus fuerzas en torno al acceso directo a la vivienda y a espacios de sociabilidad fuera de la lógica mercantilista* » in GONZÁLEZ, Robert, « Los movimientos por la okupación. 20 años liberando espacios de la especulación del capital », *Mientras tanto – 25 años de movimientos sociales*, n° 91-92, 2004, p. 177.

<sup>189</sup> Nous reprenons ici le terme employé par Beatriz Santamarina Campos pour décrire les « nouvelles politiques urbaines » et l'urbanisme *empresarial* (basé sur les entreprises) auquel la ville de Valence est confrontée. Pour davantage de détails voir SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « El oficio de la resistencia. *Salvem y Viu al Cabanyal* como forma de contención del urbanismo neoliberal », *op. cit.*, p. 313.

<sup>190</sup> MARTÍNEZ LÓPEZ, Miguel, « El movimiento de Okupaciones : Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización », PRIETO LACACI, Rafael (coord.), *Revista de Estudios de Juventud - Jóvenes, globalización y movimientos altermundistas*, n° 76, 2007, p. 226.

<sup>191</sup> GONZÁLEZ, Robert, « Los movimientos por la okupación. 20 años liberando espacios de la especulación del capital », *op. cit.*, p. 181.

les grandes agglomérations. Dans la mesure où il s'agit de moyens d'action, ils se situent dans des zones stratégiques ou symboliques. Robert González relève trois secteurs urbains bien définis et privilégiés par les squatteurs, à savoir le centre historique des villes (à l'instar du quartier de Lavapiés à Madrid ou Ciutat Vella à Barcelone), les zones industrielles désaffectées (telles que la Margen Izquierda à Bilbao) et enfin les espaces concernés par des processus de rénovation urbaine liés à de « grands projets » (comme le quartier du Cabanyal à Valence)<sup>192</sup>. Ainsi, bien que ce mouvement ait évolué depuis sa création<sup>193</sup>, l'espace urbain semble être une des revendications au cœur de cette contestation collective.

Au milieu des années 1990, et notamment en 1992 (JO de Barcelone, Madrid Capitale de la Culture, etc.), le mouvement *okupas* parvient à se forger une véritable identité. Cette reconnaissance lui permettra par la suite de créer des réseaux de lutte mais également de diffuser son opinion grâce à la création de canaux d'informations alternatifs. D'ailleurs, la fin de cette décennie représente l'âge d'or de ce mouvement. Alors que les squats se multiplient dans les grandes villes (Madrid, Barcelone, Saragosse, Bilbao ou Valence) et que la répression policière atteint son paroxysme par le biais de l'approbation du Code Pénal (1995)<sup>194</sup>, les *okupas* deviennent de plus en plus légitimes aux yeux de la société civile. Leur expulsion par les forces de l'ordre de l'emblématique cinéma *Princesa* à Barcelone en 1996 ou celle, un an plus tard, du CSOA *La Guindalera* de Madrid, ne font que renforcer le soutien d'une partie de la population envers ce modèle alternatif de contestation. Par exemple, à Barcelone, les AAVV ainsi que certains partis politiques dénoncent l'attitude des autorités à l'encontre de ce mouvement, des réactions qui vont être le point de départ des premières actions unitaires mêlant collectifs de squatteurs, AAVV, FAVB et autres militants. De fait, la capitale catalane va être le théâtre de diverses manifestations qui parviennent à réunir ces différents foyers de lutte, lors de mouvements antifascistes (octobre 2000) ou de mobilisations contre la spéculation immobilière (avril 2000). Progressivement les riverains, membres des AAVV, vont soutenir les actions des *okupas* lors des opérations d'expulsion et, inversement, des squatteurs vont prêter main forte aux habitants lors de conflits urbains, directement liés à des opérations de spéculation. De ce

---

<sup>192</sup> *Ibid.*, p.182.

<sup>193</sup> Pour une explication de l'évolution des mouvements *okupas* en Europe et en Espagne, voir *Ibid.*

<sup>194</sup> Dans le Code Pénal de 1995, le squat d'immeuble ou de logement est considéré comme un délit, qu'il soit pacifique ou non.

fait, l'existence de différents mouvements sociaux, de nature diverse, dans un même espace urbain n'est pas synonyme d'une fracture nette entre ces derniers mais traduit plutôt l'existence de points de convergence. Cette perspective plus englobante permet de les appréhender d'un point de vue plus vaste<sup>195</sup>. Autrement dit, la cohabitation de plusieurs contestations collectives dans un même espace peut être considérée comme le résultat de la mise en place d'un réseau, à savoir comme « la structure des connexions dans laquelle tous les acteurs sont intégrés »<sup>196</sup>.

Ainsi, une certaine porosité existe entre les AAVV et d'autres mouvements, dans la mesure où ils portent et partagent certaines de leurs revendications. Catherine Trudelle parle d'une « autocorrélation spatio-temporelle entre les conflits urbains » au sens où « la perméabilité des différentes catégories de conflits permet de suivre les influences exercées par un conflit sur un autre et le réseautage qui se crée entre deux ou plusieurs de ces événements »<sup>197</sup>. Aussi, dans un contexte de conflit urbain ayant lieu à partir de la restructuration néolibérale des villes, les réseaux établis entre les structures mobilisées donnent lieu à l'émergence de nouvelles structures contestataires.

Ces mouvements unitaires, appelés *plataformas ciudadanas*, émergent de la porosité, ou perméabilité, entre les AAVV et d'autres organisations (telles que les *okupas*) s'organisent comme des structures rhizomatiques, au sens où ils évoluent de façon permanente et hors d'une structure pyramidale. Aucun élément, c'est-à-dire aucune structure, n'est suborné à l'autre car « n'importe quel point d'un rhizome peut être connecté avec n'importe quel autre, et doit l'être. C'est très différent de l'arbre ou de la racine qui fixent un point, un ordre »<sup>198</sup>. Des multiples points de connexion, ou nœuds, desquels surgissent ces réseaux (qu'il s'agisse des personnes, des idées, des espaces ou encore des événements) proviennent également des stratégies nouvelles. Cette structure rhizomatique implique donc que chaque élément qui la compose peut

---

<sup>195</sup> NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p. 97.

<sup>196</sup> CINALLI, Manlio, « Analyse de réseaux », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 33.

<sup>197</sup> TRUDELE, Catherine, « Au-delà des mouvements sociaux : une typologie relationnelle des conflits urbains », VILLENEUVE, Paul (dir.), *Cahiers de géographie du Québec - Développement régional et cohésion sociale*, vol. 47, n° 131, 2003, p. 232.

<sup>198</sup> DELEUZE, Gilles ; GUATTARI, Félix, *Capitalisme et schizophrénie. Mille plateaux*, Paris, Les éditions de minuit, 1980, p. 13.

en influencer un autre. Au-delà de la mise en relation d'idées s'exerce alors une influence tant dans les valeurs défendues que dans les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

C'est par exemple à partir notamment des CSOA (*Centros Sociales Okupados y Autogestionados*), où se développe une large gamme d'activités contre-culturelles ou alternatives (tant politiques que sociales ou économiques) et dans lesquels les participants acquièrent une certaine expérience, que de nouvelles relations se tissent entre les membres de structures engagées pour des causes diverses<sup>199</sup>. Alors que l'image du mouvement *okupas* est ternie par certaines actions considérées comme violentes par la société civile et les médias (casse de mobilier urbain ou de vitrines lors de manifestations), de nouvelles stratégies sont recherchées par ses acteurs. Au début des années 2000, ce mouvement traverse donc une phase de reconfiguration qui conduit à l'ouverture de nouveaux centres sociaux autogérés, qui ne sont pas cette fois nécessairement occupés mais loués ou achetés. Cette nouvelle configuration leur permet de poursuivre leurs activités tout en élaborant des réseaux de plus en plus vastes et variés<sup>200</sup>. Miguel Martínez Lopez précise que cette phase correspond à l'émergence de réseaux inédits, d'abord à échelle nationale, entre les différentes villes, mais également à échelle européenne avec leur mise en relation avec des mouvements alter-mondialistes étrangers. Cette restructuration ne fait que renforcer la convergence du mouvement *okupas* avec d'autres secteurs de l'action sociale, tels que les organisations *vecinales*. Les diverses expériences des CSOA dénommés *Laboratorios 1, 2, 3* et *4* à Madrid, successivement organisés par le mouvement *okupas*, entre 1997 et 2004, dans le quartier de *Lavapiés*, illustrent l'évolution de ce dernier. Le *Labo 3*, un lieu ouvert – où un bar, une salle de cinéma ou encore différents ateliers sont mis à disposition de tous – est particulièrement révélateur de l'ouverture progressive du mouvement à la société civile. Dans cette démarche, également alimentée par la critique du « nouvel urbanisme capitaliste »<sup>201</sup>, véritable catalyseur des mouvements de contestation urbaine, des alliances se consolident notamment entre les AAVV et les squatteurs. Les mobilisations, à l'occasion du *Fórum Universal de las Culturas* en 2004 à Barcelone,

---

<sup>199</sup> MARTÍNEZ LÓPEZ, Miguel, « El movimiento de Okupaciones : Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización », *op. cit.*, p. 229.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 232.

<sup>201</sup> GONZÁLEZ, Robert, « Los movimientos por la okupación. 20 años liberando espacios de la especulación del capital », *op. cit.*, p. 190.

organisées de façon conjointe entre les associations de quartier et les *okupas* illustrent la proximité et les liens existants entre ces différents acteurs<sup>202</sup>.

De ce fait, au sein des quartiers, qui renferment et véhiculent des représentations à l'origine du positionnement contestataire de la population face aux actions urbanistiques des autorités, se tissent des liens de solidarité entre habitants et militants. Ainsi, ce qui unit véritablement les différents groupements de contestation durant les années 1990 est certes lié aux valeurs communes partagées et défendues par les militants de chaque association mais semble surtout correspondre à la remise en question du rapport établi entre les autorités et les habitants, dans les processus de réaménagement urbain, au sein du système démocratique.

Si les AAVV des années 1990 semblent moins politisées qu'elles ne l'étaient lors des décennies précédentes, elles tendent tout de même à coopérer avec des groupements plus radicaux au sein des *plataformas ciudadanas*. Ce phénomène n'est pas sans rappeler les premières mobilisations des AAVV durant les années 1970, dans lesquelles on retrouvait tant des habitants, investis pour revendiquer leur droit de regard sur l'espace urbain et se déclarant apolitiques, que des militants antifranquistes. La mobilisation des riverains de la Barceloneta contre le *Plan de la Ribera* en est un parfait exemple dans la mesure où les personnes mobilisées face à ce projet urbanistique étaient proches de *Bandera Roja*, un parti totalement prohibé par le régime franquiste. Au même moment à Valence, l'association de *Cabezas de familia de la Malvarosa*, une association des quartiers maritimes valenciens légalement autorisées par le régime, était considérée comme « influencée » et « infiltrée » par le PCE.

Cette dynamique d'opposition à l'encontre du modèle politique en place semble également de mise au cours des années 1990 et 2000. Les membres des *plataformas ciudadanas* en effet s'inscrivent dans une mouvance d'opposition politique. Si les AAVV des années 1970 rassemblaient les riverains et certains opposants au régime franquiste, également membres d'autres partis ou groupements illégaux, les *plataformas ciudadanas* regroupent pour leur part des habitants et des militants antisystèmes, les *okupas*. Chacune de ces structures endosse donc un rôle d'espace de repli politique. En ce sens, les premières AAVV créées pour lutter contre des projets urbains, tout en se distanciant des associations des *Cabezas de Familias* trop proches

---

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 191.

de l'idéologie franquiste, constituent une certaine expérience qui semble alimenter les mouvements unitaires de la fin des années 1990. Les *plataformas* (groupements collaboratifs) élaborées entre les membres des AAVV et les *okupas*, situés dans la mouvance de la gauche radicale sont, de la sorte, révélatrices d'une remise en question du modèle politique en vigueur et du tournant économique emprunté par les autorités dans leur gestion du système (tant social qu'urbanistique).

Les *plataformas ciudadanas* ne forment pas des entités associatives au sens classique du terme mais semblent plutôt être l'expression :

[D'] une volonté de mettre en acte la démocratie dans le contrôle du pouvoir local, par son exercice direct. L'autogestion de la ville par ses habitants, organisés aussi bien contre la technocratie centrale que contre le clientélisme des élus locaux, constitue la philosophie commune de ces associations<sup>203</sup>.

Le manque de participation dans les processus de réaménagement urbain est par exemple souligné de façon récurrente par les militants des mouvements sociaux urbains de la fin des années 1990. À cet égard, les modèles d'autogestion proposés dans les CSOA, dans leur volonté de s'opposer au système en place, semblent avoir une influence notable sur les nouvelles formes de contestation qui s'inspirent en partie de ces *plataformas*. Elles tentent en effet d'appliquer des modes de décisions participatifs et collaboratifs, a priori dénués de toute hiérarchie, qui vont à l'encontre des pratiques des autorités locales, car comme le souligne D. Harvey :

Le droit à la ville, tel qu'il est à présent constitué, est beaucoup trop limité, et la plupart du temps, seule une petite élite politique et économique dispose du droit de façonner la ville conformément à son désir le plus cher<sup>204</sup>.

Les intérêts privés des promoteurs ou constructeurs semblent prendre le pas sur les intérêts publics, à savoir sur les besoins du plus grand nombre. La ville est dès lors destinée à une mince partie de la société tout comme le sont les pratiques de transformation urbaine, une situation qui est largement contestée au sein des mobilisations menées par les *plataformas* dans l'espace urbain. De ce fait, lorsque les habitants mobilisés revendiquent leur place dans les processus de réaménagement de la ville, en se manifestant dans l'espace public, ils revendiquent en réalité

---

<sup>203</sup> DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, op. cit., p. 34.

<sup>204</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, op. cit., p. 31.



leur place dans l'espace démocratique. Il est question, pour eux, de donner leur point de vue sur la façon dont sont menés les processus de décisions politiques et urbaines. En d'autres termes, il s'agit d'être entendus et considérés comme légitimes par les pouvoirs publics. La nature des conflits est de ce fait changée. Jacques Donzelot théorise, à ce propos, la nouvelle question urbaine. Pour ce faire, il va au-delà des réflexions classiques initialement proposées par H. Lefebvre et M. Castells autour des conflits urbains des années 1960-1970 qui remettaient notamment en question la qualité de la ville, alors subordonnée à la production industrielle et dont l'ossature était pensée en termes fonctionnels. J. Donzelot affirme qu'aujourd'hui « ce qui fait question dans l'urbain tient à la capacité politique de la ville à faire société »<sup>205</sup> au sens où les luttes urbaines dénoncent désormais des opérations qui rompent l'échange et le dialogue social, qui séparent les individus et provoquent l'évitement de chacun. Donzelot ne parle plus de « fracture sociale » mais de « fracture urbaine »<sup>206</sup>.

Il semblerait donc que l'émergence des *plataformas ciudadanas* constitue de nouvelles formes de mobilisations qui, alimentées par le renouvellement des liens de solidarité et de sociabilité, tendent à répondre à cette nouvelle question urbaine. Cela étant, la création de ces *plataformas* n'est pas synonyme de la disparition des AAVV, ni des Fédérations. Leur présence sur l'ensemble du territoire et leur création tout au long des années 1990 traduit bien le fait qu'elles demeurent indispensables. Ces structures paraissent simplement manquer de combativité en cas de conflit urbain, bien qu'elles s'érigent, dans certains cas, en véritable soutien des mobilisations organisées par les « plateformes ». De ce fait, elles ne se constituent plus en tant qu'acteur principal des conflits urbains mais poursuivent plutôt des tâches et des activités propres à la vie quotidienne dans les quartiers.

---

<sup>205</sup> DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, op. cit., p. 30.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 29.

### **2.3.2. « L'associació de la Òstia » et « Salvem el Cabanyal » : des structures à géométrie variable représentatives de l'évolution de la société espagnole**

La résurgence des mouvements sociaux urbains et leur évolution vers la constitution de nouvelles formes de contestation, faisant suite à la crise que traversent les AAVV au cours des années 1980, est la conséquence, dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal, de l'élaboration de projets urbanistiques spécifiques à ces espaces urbains. Le quartier du Cabanyal est marqué, à la fin des années 1990 par l'élaboration d'un plan de réaménagement urbain (basé sur un projet historique) dénommé *Prolongación de la avenida Blasco Ibáñez*, tandis que le début des années 2000 est synonyme, pour la Barceloneta, de la planification du *Plan de ascensores* (2005). Ces deux projets urbanistiques, à l'origine des mobilisations sociales que nous analysons ici, correspondent à ce qu'Antoine Fleury dénomme des « aménagements de prestige ». Autrement dit, la réaction sociale s'organise face à des plans qui « viennent alimenter des processus globaux [...], entre inclusion – des rues vouées à la consommation et/ou au tourisme – et exclusion – avec la multiplication des aménagements dissuasifs et des dispositifs de contrôle qui [les] accompagnent [...] »<sup>207</sup>. Qu'il s'agisse du *Plan de ascensores* dans le quartier barcelonais ou de l'avenue *Blasco Ibáñez* sur le littoral valencien, ces deux projets souhaitent en effet transformer deux espaces stratégiques des villes, tous deux situés sur la côte méditerranéenne, afin de valoriser leur potentiel économique et touristique. Par conséquent, ils ne sont pas nécessairement destinés aux populations qui y sont installées, mais plutôt aux classes plus aisées ou au tourisme international. Cette situation que David Harvey explicite en ces termes, on la retrouve actuellement dans bon nombre d'agglomérations :

la qualité de vie urbaine, en même temps que la ville elle-même, est désormais une marchandise réservée aux plus fortunés, dans un monde où le consumérisme, le tourisme, les industries de la culture et de la connaissance sont devenus des aspects majeurs de l'économie politique urbaine<sup>208</sup>.

---

<sup>207</sup> FLEURY, Antoine, « Berlin / Istanbul. La rue au service de l'image des métropoles », *op. cit.*

<sup>208</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, *op. cit.*, p. 21.

Les projets prévus dans le Cabanyal et la Barceloneta ne s'inscrivent de fait pas dans une perspective de régénération de ces quartiers mais plutôt dans leur reconversion commerciale. En ce sens, plusieurs raisons peuvent inciter les habitants à s'organiser collectivement ou à rejoindre les mouvements de contestation. Dans le cas du Cabanyal, il s'agit d'un projet de rénovation urbaine, à savoir des opérations de destruction, qui sont souvent menées pour mettre un terme à l'insalubrité dans les zones concernées, suivies de la reconstruction de nouveaux ensembles<sup>209</sup>. Ce plan de prolongement de *Blasco Ibáñez* implique la destruction de plus de 1600 logements, parmi lesquels certains se trouvent dans des bâtisses déclarées *Bien de Interés Cultural*, pour y construire en place et lieu une avenue bordée de complexes résidentiels contemporains. En outre, la construction de nouveaux grands ensembles est prévue dans d'autres zones de la ville, pour compenser la perte de logements dans le quartier, une stratégie qui prévoit le transfert d'une partie de la population de cet espace vers les zones périphériques<sup>210</sup>. Les villes semblent, de ce fait, de plus en plus divisées. Ce type d'opération urbanistique renforce les fractures socio-économiques déjà présentes au sein du tissu urbain, entre les espaces périphériques et les espaces centraux. Les cas de la Barceloneta et plus encore celui du Cabanyal illustrent parfaitement la pensée de David Harvey lorsqu'il affirme, à propos des aspects négatifs de la transformation urbaine, que ce processus comporte :

[des] phases brutales de restructuration urbaine par "destruction créative", laquelle présente toujours une dimension de classe puisque ce sont habituellement les pauvres, les défavorisés et tous ceux qui sont tenus en marge du pouvoir politique qui pâtissent le plus de ce type de processus<sup>211</sup>.

Dans le quartier valencien, une des stratégies employées par les autorités locales pour mettre à exécution la construction du dernier tronçon de l'avenue *Blasco Ibáñez* tient effectivement au déplacement des populations qui y vivent. Les classes populaires se voient à cet égard proposer un relogement dans des quartiers éloignés du Cabanyal, qui ne possèdent pas, a priori, les mêmes atouts que l'espace littoral.

---

<sup>209</sup> DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, op. cit., p. 189.

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, op. cit., p. 23.

Alors que les opérations de rénovation, qui préfigurent la « dévalorisation des objets urbains préexistants en fonction de critères politiques, économiques ou sociaux »<sup>212</sup>, correspondent en tout point aux pratiques dites « bulldozers » proposées dans le quartier du Cabanyal, la transformation de la Barceloneta ne semble pas à première vue de même nature. Le *Plan de ascensores* prévoit l'installation d'ascenseurs dans les immeubles du quartier, afin de faciliter l'accès des habitants dans les étages. Par conséquent, ce projet se rapporte au « rétablissement d'un édifice ou d'un ensemble d'immeubles (un quartier spécifique par exemple) dans ses capacités à abriter des activités et des habitants »<sup>213</sup>, c'est-à-dire à des opérations de réhabilitation urbaine. En d'autres termes ce processus tend à intervenir sur la morphologie de la ville afin de l'améliorer, en remettant par exemple aux normes des bâtiments sans pour autant les détruire, ni affecter l'utilisation du sol<sup>214</sup>. Ceci dit, dans le cadre de ce projet, la réhabilitation de certains bâtiments implique la destruction d'une partie du parc immobilier, et plus précisément de 20% des logements se trouvant dans la zone concernée<sup>215</sup>, afin de dégager l'espace nécessaire à la construction des ascenseurs. De ce fait ce plan urbanistique ne se limite pas à réhabiliter le quartier mais prévoit également des opérations de destruction-reconstruction, deux types d'opérations qui n'ont pas les mêmes conséquences.

Quoiqu'il en soit, les deux projets évoqués impliquent des processus de gentrification, à savoir le déplacement des populations issues des milieux les plus modestes (qui vivaient initialement dans les centres-villes) vers des quartiers périphériques, voire marginalisés, au profit des classes les plus aisées, dont l'installation est privilégiée dans le centre. Ce phénomène que l'on retrouve dans la plupart des villes occidentales, parfaitement illustré par l'évolution du quartier marseillais du Panier<sup>216</sup>, est symptomatique de la spéculation foncière inhérente au

---

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>213</sup> LÉVY, Jacques ; LUSSAULT, Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2013, p. 865.

<sup>214</sup> CASTRILLO ROMÓN, María, « La réhabilitation urbaine : une politique impossible ? », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 113.

<sup>215</sup> Foment Ciutat Vella – Ayuntamiento de Barcelona : BO881 – 24 mai 2007 : *Modificació del Pla general metropolità en la regulació de l'edificació tradicional de la Barceloneta per millorar la seva accessibilitat vertical*, p. 11.

<sup>216</sup> Au milieu des années 1990, le très populaire quartier marseillais fait l'objet (tout comme les quartiers voisins de Belsunce ou encore de la rue de la République) d'un Périmètre de Réhabilitation Immobilière

développement touristique de la côte méditerranéenne. Cette question est d'autant plus visible dans l'espace urbain de la Barceloneta où, sous couvert de l'amélioration de l'accessibilité aux logements d'un quartier où la population est alors vieillissante, il est question de placer des ascenseurs au sein des immeubles. Ces dispositifs s'avèrent certes utiles pour les riverains. Toutefois, leur mise en place augmenterait la valeur foncière du bâti et entraînerait l'élévation des prix des loyers, qui ne seraient dès lors plus accessibles à tous et conduirait à terme au déplacement des populations.

Les outils de transformation de la ville sont donc divers et chacun a logiquement des répercussions différentes tant au niveau urbanistique que social, dans la mesure où ils modifient, en partie ou totalement, le tissu urbain afin de l'adapter aux objectifs escomptés. Les procédés de rénovation urbaine mis en place ainsi que leurs conséquences sont particulièrement intéressants pour comprendre les raisons pour lesquelles la contestation sociale se structure dans les quartiers maritimes de Valence et de Barcelone, entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Ces opérations immobilières à long terme configurent un terrain propice au développement de mouvements sociaux urbains qui s'organisent progressivement autour d'associations de quartier ou de *plataformas ciudadanas*.

L'éviction des populations, envisagée dans la Barceloneta et le Cabanyal, conduit donc à l'émergence de résistances sociales. Avant le commencement des travaux de construction de l'avenue *Blasco Ibañez*, le quartier du Cabanyal pâti par exemple d'un manque d'investissements publics, à savoir d'un manque d'entretien des équipements et des infrastructures ou encore de la dégradation progressive de certains bâtiments. Avec le temps, cette situation conduit à la marginalisation de la zone, ce qui pousse une partie des habitants du quartier à déménager vers d'autres secteurs de la ville, davantage entretenus et dotés d'équipements. De ce fait, dès le début des années 2000, une partie de la classe moyenne du quartier est remplacée par des populations aux revenus plus faibles, voire par des groupes

---

(PRI). Sous couvert de la requalification de la façade maritime, à la suite de la cessation d'activité de plusieurs infrastructures portuaires, la mairie prévoit et réalise des opérations de réhabilitation qui conduisent à l'éviction progressive des classes les plus populaires au profit de classes plus aisées. C'est pourquoi l'image du Panier change complètement en l'espace de quelques décennies seulement. Sa réputation négative, au cours des années 1980-1990, alimentée par la présence de trafics mafieux ou de lieux insalubres, revêt une tout autre image au début des années 2000. Le Panier devient alors ce que l'on peut dénommer un quartier « bobo », où se mêlent petits commerces et ateliers d'artistes.

marginaux. Leurs ressources, souvent très modestes, ne leur permettent pas d'entretenir leur logement. Par conséquent, les maisons, bien souvent délaissées par leur propriétaire, se détériorent. De surcroît, dans ce secteur de la ville, les forces de l'ordre et les autorités sont plus tolérantes à l'égard de certaines pratiques, notamment liées à la drogue ou à la prostitution, une tolérance qui n'est pas de rigueur dans le centre historique ou les quartiers plus récents<sup>217</sup>. L'ensemble de ces facteurs sociaux et politiques a des répercussions sur les relations sociales existant entre les habitants du quartier, des liens qui jouent un rôle considérable dans la représentation que les riverains se font de leur lieu de vie. Au-delà de la cohésion sociale, l'image mentale qui nourrit la représentation que se font les habitants de leur quartier est également due aux caractéristiques physiques du « *barrio* ».

Ainsi la transformation de la morphologie de cet espace urbain, symptomatique de la dégradation du parc immobilier et de la détérioration de certains éléments patrimoniaux, associée à la menace d'expulsion des populations expliquent les raisons pour lesquelles une partie des habitants se mobilise dans les deux quartiers à l'étude. Toutefois, la structuration de la mobilisation ne s'est pas réalisée *ipso facto*. La construction d'un mouvement social, à proprement parler, s'effectue en plusieurs étapes. À Valence, le point de départ correspond à la première exposition publique, par les autorités locales, du projet de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*, en 1998. Cette présentation provoque en effet l'inquiétude et le mécontentement d'une partie des habitants du quartier. L'ancienne porte-parole de *Salvem el Cabanyal*, Maribel Domenech, explique que ce projet :

[...] ne tenait pas compte du fait que le quartier était qualifié de *Bien de Interés Cultural*, ce qui est le grade maximum que l'on octroie à n'importe quel type de monument patrimonial en Espagne [...] c'était incroyable pour nous, que depuis la politique, que depuis

---

<sup>217</sup> Dans ses travaux sur la ville de Palma de Majorque, Jesús González Pérez établit un constat de dégradation sociale, similaire à celui du Cabanyal, dans le quartier de *Sa Gerreteria*, où des processus de transformation urbaine sont planifiés dans le cadre d'un PEPRI. De la même manière, dans le cadre d'un travail de master, Luis Veracruz Mas fait état de cette problématique dans le quartier du Cabanyal. Pour plus d'informations voir GONZÁLEZ PÉREZ, Jesús, « Geografía urbana de Palma : la actividad turística en la forma y el desarrollo de la ciudad », in ARTIGUES Antoni (coord.), *La introducción a la geografía urbana de las Illes Balears*, Palma, Universidad de las Islas Baleares-Servicio de Publicaciones, 2006, p. 181 et VERACRUZ MAS, Luis, *Cabanyal 2020 : rehabilitación sin destrucción*, Mémoire de Master en politique territoriale et urbanistique, Universidad Carlos III de Madrid, 2010, p. 14.

la mairie elle-même, on puisse vouloir faire une telle énormité, une telle outrage. Nous nous sommes donc mis à travailler sur cette question.<sup>218</sup>

C'est pourquoi, dès le début de l'année 1998, de nombreux riverains se rendent aux réunions de la structure associative existante, à savoir l'association de quartier Cabanyal-Canyamelar. Cette *Asociación de Vecinos* s'érige alors comme un point de rencontre, un lieu permettant aux habitants d'échanger autour de ce nouveau plan urbanistique. Toutefois, après plusieurs assemblées et réunions, la décision est prise de former une structure indépendante, entièrement consacrée à la lutte contre le PEPRI Cabanyal-Canyamelar. Maribel, retrace les premières étapes :

Au début, nous avons commencé à nous réunir dans l'association de quartier et puis finalement nous avons décidé de nous séparer de ce qu'était l'association de quartier traditionnelle et de former une « plateforme citoyenne » appelée *Salvem el Cabanyal* [...]<sup>219</sup>.

La *plataforma ciudadana Salvem el Cabanyal* voit alors le jour le 22 avril 1998. Les raisons de sa création tiennent, selon la militante, à la nature même de l'association de riverains car, d'après elle :

À *Salvem el Cabanyal*, ce que nous faisons c'était nous focaliser sur ce problème alors que ce que doit faire une association de quartier relève de la défense de beaucoup d'autres aspects, permettant d'améliorer les conditions de vie du quartier alors que nous, nous nous sommes spécialisés dans la défense du quartier.<sup>220</sup>

Ainsi, la création de cette nouvelle entité associative semble relever de la volonté des personnes mobilisées de se consacrer uniquement au projet d'aménagement urbain, une spécialisation qui

---

<sup>218</sup> « *Que no se tenía en cuenta que era un bien de interés cultural, que es el grado máximo que en España se otorga a cualquier tipo de monumento patrimonial, y esa consideración máximo nos considerábamos que se tenía que... Eso no se podía hacer, nos parecía como increíble que, desde la política, desde el propio ayuntamiento se quisiera hacer una ilegalidad enorme como era ésta, entonces nos pusimos a trabajar en el tema* » in Entretien à Maribel Domenech, par Skype, le 18 avril 2017.

<sup>219</sup> « *Entonces, nos empezamos a reunir en la asociación de vecinos en un principio. Finalmente, pues decidimos escindirnos de lo que era la asociación de vecinos y conformar una plataforma ciudadana llamada Salvem el Cabanyal. Y a partir de allí pues, iniciar un proceso judicial, un proceso de movilización ciudadana, como movimiento social que éramos, para dar a conocer a la ciudadanía, al resto de la ciudad, y más allá de lo que era la ciudad de Valencia, pues la injusticia que se quería cometer por este barrio* » in Entretien avec Maribel Domenech, par Skype, le 18 avril 2017.

<sup>220</sup> « *Salvem el Cabanyal, lo que hacíamos era hacer foco en esta problemática, y una asociación de vecinos, lo que tiene que hacer es la defensa de muchos otros aspectos, que mejorara la condición de vida del barrio, ¿no? Pero nosotros nos especializábamos en lo que era la defensa* » in Entretien avec Maribel Domenech, par Skype, le 18 avril 2017.

permettrait par ailleurs à l'association de quartier traditionnelle de poursuivre l'ensemble de ses activités parallèles, auxquelles elle s'attèle depuis sa création. Par conséquent, l'émergence de la *plataforma* ne semble pas aller à l'encontre des tâches accomplies par l'association. Le type d'organisation adopté, « plateforme citoyenne », n'exclut pas les membres de la structure associative traditionnelle dans la mesure où, selon les propres mots des militants, elle a été créée « par plusieurs entités pour réunir des riverains, des commerçants, des partis politiques membres de l'opposition et des entités culturelles »<sup>221</sup>. Les deux associations paraissent donc travailler main dans la main, pour la défense du quartier, mais chacune à sa manière.

Cela étant, Pepa Dasí, l'ancienne présidente de l'association de riverains, apporte des éléments supplémentaires à la compréhension de l'émergence de la seconde structure associative. Bien qu'elle confirme de façon très claire le soutien constant de l'entité associative envers *Salvem el Cabanyal*, dans sa lutte contre le PEPRI, elle précise tout de même certains éléments concernant ce qu'implique le fait d'être une *Asociación de Vecinos* :

En tant qu'association, notre objectif principal [...] c'est l'union. Nous appartenons à l'association Cabanyal-Canyamelar, et ça, se sont, dans ce quartier, deux parties. Donc, la mission de l'association c'est de répondre à cet ensemble. Répondre à ce tout, tant pour les uns que pour les autres, tous les problèmes qui affectent tout le monde. [...] Il y a eu une époque de lutte, de bataille, entre les gens qui voulaient le prolongement de la voie et les gens qui ne voulaient pas le prolongement, d'accord ? Evidemment, en tant qu'association, j'avais des gens des deux avis, des gens étaient d'accord et des gens ne l'étaient pas. Evidemment. Nous réunissions les deux postures<sup>222</sup>.

L'association de riverains souhaite donc s'ériger en porte-parole de l'ensemble des habitants du quartier. En règle générale, les AAVV se présentent et se revendiquent comme apolitiques, bien qu'elles ne le soient pas nécessairement. Au-delà de leur souhait de résoudre l'intégralité des problèmes rencontrés, elles mettent surtout en avant des valeurs de convivialité, de solidarité et de sociabilité, des caractéristiques que les socio-anthropologues Élise Palomares et Aude

---

<sup>221</sup> « *varias entidades crean la plataforma Salvem El Cabanyal para evitar la prolongación de Blasco Ibáñez (vecinos, comerciantes, los partidos políticos en la oposición y entidades culturales)* », URL: <https://web.archive.org/web/20120620193904/http://www.cabanyal.com/nou/qui-som/?lang=es> (Dernière consultation: 15 octobre 2019).

<sup>222</sup> « *Como asociación, la labor a parte de lo que te he dicho es de la unión. Pertenecemos a la Asociación Cabanyal-Canyamelar y esto son, en este barrio, dos partes. Entonces, la Asociación tiene como misión todo ¿no?, tanto unos como otros, todos los problemas que tengan para todos. [...] Hubo una época de lucha... de batalla... De la gente que quería la prolongación con gente que no quería la prolongación ¿vale? Claro como Asociación yo tenía gente de las dos cosas: gente que quería y gente que no quería. Claro. Nosotros teníamos de las dos posturas* » in Entretien avec Pepa Dasí, Valence, le 10 avril 2017.



Rabaud<sup>223</sup> remarquent également dans leurs travaux sur le modèle associatif français, en banlieue bordelaise et parisienne.

Cette neutralité politique ne semble toutefois pas constante tout au long de l'existence des AAVV. Dans les années 1980 par exemple, la proximité entre les AAVV et le PSOE semble avérée dans l'ensemble du territoire. Leur ancrage territorial en tant que structures nées dans l'opposition au franquisme génère des liens avec les partis de gauche, et ce, malgré leur volonté de se présenter comme étant apolitiques. À l'inverse, dix ans plus tard, au cœur d'un système démocratique consolidé, la neutralité politique de ces structures associatives semble plus importante. Dans leur volonté de réunir l'ensemble des habitants de leur quartier, ces associations tentent de dépasser les clivages politiques. La neutralité constitue dès lors leur ciment. De ce fait, si lors de leur création, les AAVV se définissaient majoritairement par leur opposition aux politiques urbanistiques menées par les autorités locales auxquelles elles s'opposaient, lors des années 1990 et 2000, dans certains cas, cette tendance tend à s'estomper.

Qu'il s'agisse de l'association de quartier du Cabanyal ou de celle de la Barceloneta, les entretiens menés auprès des militants confirment ce positionnement, qui est essentiel à la compréhension du fonctionnement de ces structures. Par exemple, selon Pepa Dasí, ancienne présidente de l'association du Cabanyal-Canyamelar, l'entité associative joue un rôle d'intermédiaire, voire de médiateur :

Toute association, quelle qu'elle soit, est le lien qu'il y a, l'union qu'il y a, entre la mairie et les citoyens. Il n'existe pas d'autre entité officielle qui représente les riverains. C'est l'association de quartier<sup>224</sup>.

Ancrée dans une définition de représentant, de porte-parole des habitants, les entités de ce type tendent à faciliter le dialogue et le contact entre les riverains et la municipalité. Le vice-président actuel de l'association de la Barceloneta, Manel Martínez Vicente, affirme à ce propos :

Je crois, par expérience, qu'en travaillant avec les administrations publiques, chargées, en gros, de résoudre la plupart des choses que nous leur demandons, [qu'] elle[s] agisse[nt] de

---

<sup>223</sup> PALOMARES, Élise ; RABAUD, Aude, « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! », *L'Homme et la société - Citoyenneté, engagements publics et espaces urbains*, vol. 2, n° 160-161, 2006, p. 143.

<sup>224</sup> « *Toda asociación está, cual sea, es el lazo que hay o la unión que hay, entre el ayuntamiento y los ciudadanos. No hay otra entidad oficial que represente a los vecinos. Es la Asociación de Vecinos* » in Entretien avec Pepa Dasí, Valence, le 10 avril 2017.

manière différente si la personne qui se présente est un collectif organisé ou un riverain, seul<sup>225</sup>.

Depuis les années 1990, les associations de quartier, qu'il s'agisse de celle de la Barceloneta ou de celle du Cabanyal, souhaite principalement apporter leur soutien aux habitants qui en ont besoin, pour entrer en contact avec les autorités locales, et jouer ainsi au rôle de médiateur.

Toutefois, dans le cadre d'un conflit urbain, ce même rôle d'intermédiaire et de négociateur, qui implique une certaine neutralité, est parfois remis en question. Le manque de combativité des AAVV voire leur positionnement politique est, le cas échéant, pointé du doigt par leur détracteur. Le cas de l'association de quartier de la Barceloneta est particulièrement révélateur de cette inflexion. Dans le cadre du conflit urbain lié au plan *Modificación al P.G.M. en la regulación de la edificación tradicional de la Barceloneta*, communément appelé « *Plan de ascensores* », qui oppose une partie des habitants aux représentants de la mairie de Barcelone, l'entité associative semble se placer relativement en retrait. Bien que, lors des premières annonces du projet urbanistique, la démarche initiale des habitants ait été de se rendre, de façon massive, aux réunions de l'association de riverains, cette première étape est de courte durée. Les riverains qui souhaitent se mobiliser dénoncent rapidement la trop grande proximité de cette structure avec la municipalité<sup>226</sup>. Selon eux, ce positionnement politique empêche l'organisation d'un mouvement d'opposition. De fait, le vice-président actuel de l'association de la Barceloneta la décrit comme étant alors « *continuista* », à savoir dans la continuité des partis politiques, et plus particulièrement ici, des groupes à la tête de la mairie. Cette entité représentait donc, à ce moment-là, selon une autre militante, Pepa Picas (membre de l'association de la *Òstia* et ancienne présidente de la PADB), « la courroie de transmission de la mairie »<sup>227</sup>. Autrement dit, l'association de quartier traditionnelle ne semblait plus s'ériger

---

<sup>225</sup> « *Creo que, desde mi experiencia, trabajando con las administraciones públicas, que son las que tienen básicamente que resolver muchas de las cosas que nosotros pedimos, actúa de diferente manera si él que tiene delante es un colectivo organizado o es un vecino solo* » in Entretien avec Manel Martínez Vicente, par Skype, le 8 mars 2017.

<sup>226</sup> Outre les témoignages recueillis lors de nos entretiens avec des militants, qui nous permettent cette affirmation, Muna Makhoul de la Garza fait le même constat dans son analyse anthropologique des mouvements de contestation dans le quartier de la Barceloneta.

<sup>227</sup> « *La otra era una correa de transmisión con el ayuntamiento* » in Entretien avec Pepa Picas, Barcelone, le 10 février 2017.

en porte-parole des habitants mais plutôt en représentante de la municipalité auprès de la population du quartier.

Si l'on suit l'évolution du mouvement associatif dans le Cabanyal, nous pouvons envisager la même démarche dans le quartier de la Barceloneta, à savoir la division des riverains et la création d'une « plateforme » d'opposition au projet urbanistique du début des années 2000. Un collectif va en effet être fondé, toutefois, la structuration du mouvement contestataire traverse, dans ce cas précis, des étapes supplémentaires. À partir de 2003, les riverains défavorables au *Plan de ascensores* se regroupent tout d'abord de façon informelle, dans le but de diffuser des informations et de créer un mouvement d'opposition dénué de toute forme juridique officielle. Pour ce faire, ils organisent diverses réunions ainsi que des assemblées, dans l'église du quartier. Menés par Emilia Lorca, une habitante de la Barceloneta très engagée dans la défense du quartier, qui avait déjà fondé en 1990 la *Comisión de Fiestas de la Calle Pescadores*, les participants de ce mouvement de contestation prennent rapidement conscience de la nécessité de constituer une association. Pour « défendre le riverain »<sup>228</sup>, les membres se saisissent d'une définition juridique claire dans le but d'obtenir une légitimité et de contraindre ainsi la municipalité à les prendre en considération.

Ainsi, alors qu'une *Asociación de Vecinos* existe au cœur de cet espace urbain depuis 1970, une seconde entité associative voit le jour en 2005, l'*Associació de Veïns de la Òstia* (association de riverain *de la Òstia*). Cette nouvelle structure associative est le résultat de la divergence de points de vue constatée entre les habitants du quartier, lors des réunions organisées au sein de l'association de la Barceloneta. Les membres de l'association traditionnelle, plus enclins aux négociations avec la mairie, sont dès lors considérés comme distants. Étant à la fois en contact avec des personnalités de la municipalité mais également des représentants du port autonome<sup>229</sup>, les membres de la structure « historique » défendent, selon le groupement plus récent, davantage les intérêts particuliers des acteurs politico-économiques que ceux des habitants de la Barceloneta. Cette situation, qui amène à une véritable rupture entre les

---

<sup>228</sup> Tels sont les mots employés par Pepa Picas, qui souhaite reprendre les termes d'Emilia Lorca, fondatrice de l'*Òstia*, décédée en 2009.

<sup>229</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », *op. cit.*, p. 3.

riverains, se solde donc par la constitution progressive de l'association de la *Òstia*, qui va finalement opter pour une structure juridique identique à celle de l'association de la Barceloneta.

Se définissant comme apolitiques, les membres de cette nouvelle association de quartier souhaitent se différencier de ceux de la première structure déjà existante. Le choix de son nom est d'ailleurs révélateur de la volonté, notamment de la fondatrice, de mettre en avant et de sauvegarder des caractéristiques propres à cet espace (tels que l'identité des classes populaires historiques issues du milieu de la pêche et du monde ouvrier ou encore la présence des typiques *quarts de casa*). Le terme la « *Òstia* » suppose diverses explications ou hypothèses. Il fait par exemple référence à la fondation historique du quartier mais souhaite également le valoriser<sup>230</sup>. Les personnes mobilisées mettent donc un point d'honneur à souligner leur enracinement dans le quartier, une caractéristique qui semble également provenir du collectif préexistant au nouveau regroupement, à savoir la *Comisión de Fiestas de la Calle Pescadores*. Le choix juridique du statut d'*Asociación de Vecinos* révèle de surcroît, selon Muna Makhlouf de la Garza, la volonté des riverains de s'inscrire dans l'héritage direct des associations de quartier des années 1970, pour faire écho à leur engagement social et politique (parfois teinté de syndicalisme)<sup>231</sup>. En réalité, au-delà de la volonté de se mobiliser, il est également question pour ces riverains de former un mouvement antagonique à la structure traditionnelle. Des militants passent d'ailleurs d'une entité à l'autre car pour reprendre les termes de Pepa Picas :

La plupart des adhérents de la *Òstia* était, moi non, déjà adhérent de l'association traditionnelle de la Barceloneta, la *Òstia* s'est donc formée en raison des grandes différences [...] soit on allait « défendre le riverain », soit vivre sur le dos des autres.<sup>232</sup>

---

<sup>230</sup> Ce terme soulève en effet plusieurs hypothèses. Son étymologie latine ferait par exemple référence au fait que cet espace maritime ait été considéré comme la « porte d'entrée » de Barcelone lorsque la muraille encerclait encore la ville. Il ferait également écho à un port antique de l'Italie dont les caractéristiques auraient été similaires à celles de la Barceloneta. Ou encore, il indiquerait que ce quartier « *es la hostia* », expression familière espagnole signifiant qu'un fait, une situation ou encore un lieu est bien, voire extraordinaire. Pour davantage d'explications, voir MANSO, Anna ; VIOLI, Daniela, *L'ABCdari de la Barceloneta*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 2011, p. 34.

<sup>231</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », *op. cit.*, p. 6.

<sup>232</sup> « *La mayoría de los socios, de la Òstia, éramos, yo no, eran socios de la asociación Barceloneta, la de toda la vida, y entonces se formó la Òstia a raíz de las grandes diferencias, de lo que te contaba, que era o defender al vecino o vivir del cuento* » in Entretien avec Pepa Picas, Barcelone, le 10 février 2017.

Contrairement à ce qui se déroule dans le quartier du Cabanyal, les deux entités associatives présentes dans la Barceloneta ne parviennent pas à mener des actions conjointes dans la mesure où leur raison d'être et leur fonctionnement semblent trop éloignés. Néanmoins, l'association la plus récente ne va pas pour autant faire cavalier seul. La présence dans cet espace urbain, depuis 2004, d'un autre collectif, dénommé *Miles de Viviendas*, va être à l'origine de la mutualisation de certaines mobilisations, inédites dans le quartier. Ce collectif est en réalité un mouvement *okupas*.

Créé en 2003 à la suite des manifestations relatives à la participation de l'Espagne dans la guerre d'Irak, ce collectif squatte d'abord des immeubles dans différents quartiers de Barcelone. Il s'installe, en 2004, dans un ancien bâtiment de la *Guardia civil*, inoccupé depuis près de 10 ans et situé à l'orée de la Barceloneta (*Paseo Joan de Borbó*)<sup>233</sup>. Luttant contre « la marchandisation des logements, la privatisation des espaces publics ou encore contre la précarisation de la vie »<sup>234</sup>, ce mouvement, dont l'existence s'étend de 2003 à 2007<sup>235</sup>, s'érige en opposant politique et tisse très tôt des liens avec les habitants du quartier. Cette volonté collective de se mobiliser spécifiquement pour défendre la Barceloneta, qui se retrouve tant chez les squatteurs que chez les riverains, notamment membres de la *Òstia*, débute en 2005, lorsque la municipalité annonce pour la première fois le projet dénommé *Plan de ascensores*.

Tel que nous pouvons le constater dans ce cas précis, en règle générale, les mouvements *okupas* ont des actions et des méthodes qui concernent une sphère locale mais qui alimentent une réflexion plus globale. Il est par exemple question pour ces mouvements de trouver des

---

<sup>233</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », *op. cit.*, p. 3.

<sup>234</sup> « *Miles de Viviendas (2003-2007) fue un colectivo para el antagonismo político, desde el que hacer frente activamente al modelo de ciudad, cuestionando la mercantilización de la vivienda, la privatización de los espacios públicos y de la cultura y la precarización de la vida* » in ALARI PAHISSA, Emma, « "El barrio no se vende": Las "barriografías" de la Barceloneta como herramienta de resistencia vecinal frente al extractivismo urbano », CONDE, Marta ; TEMPER, Leah ; WALTER, Mariana (eds.), *Ecología Política – Cartografía y conflictos. Herramientas para resistir, movilizar y construir*, n° 48, 2014, p. 38.

<sup>235</sup> Ce collectif de cesse pas son activité en 2007, il adopte plutôt de nouvelles formes. *Miles de Viviendas* développe en effet un Atelier contre la Violence Immobilière et Urbanistique (*Taller contra la Violencia Inmobiliaria y Urbanística*) qui va donner lieu à l'émergence d'une nouvelle structure, *VdeVivienda*, qui se convertira à son tour et donnera naissance à la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH), c'est-à-dire à divers collectifs souhaitant se mobiliser contre des phénomènes tels que l'expulsion des habitants, la gentrification ou encore la spéculation.

solutions aux problèmes de logements dans un quartier spécifique ou d’y rechercher des espaces pour mettre en place des lieux autogérés. Le but recherché est d’encourager l’organisation de débats, d’actions de protestation ou encore les initiatives d’autres collectifs afin de mener une réflexion commune autour de questionnements plus vastes tels que les problèmes sociaux liés à la globalisation ou au capitalisme, problèmes auxquels sont confrontés de nombreux pays<sup>236</sup>.

L’installation du collectif *Miles de Viviendas* au cœur de la Barceloneta prend alors tout son sens. Son implantation dans le quartier est synonyme de la mise en place d’une véritable collaboration avec les riverains au sein du mouvement local contre le *Plan de ascensores*. L’implication des squatteurs, en tant que riverains, auprès des membres de la *Òstia*, traduit la consolidation et la généralisation de la critique d’un mode de production de la ville beaucoup plus global, qui correspond à un urbanisme de type néolibéral, progressivement mis en œuvre sur le front de mer barcelonais depuis l’organisation des Jeux Olympique de 1992. De ce fait, en se mobilisant localement, les militants interrogent des pratiques beaucoup plus vastes, à savoir les politiques menées par les autorités (dans les domaines économique, social, urbain, etc.).

Aussi, la présence de ce collectif dans le quartier permet de mieux saisir l’évolution de la mobilisation des riverains de la Barceloneta. En 2007, alors que le projet de réaménagement urbain est approuvé par la mairie, l’association de la *Òstia* organise une assemblée dans le quartier, une réunion d’information qui rassemble près de 300 personnes, membres de cette *Asociación de Vecinos*, militants *okupas* mais également habitants sans affiliation associative particulière. Lors de cette réunion publique, où il est question de trouver des moyens d’action efficaces pour lutter contre le plan urbanistique, les participants créent un collectif : la *Plataforma de Afectados en Defensa de la Barceloneta* (PADB). À l’instar de ce qui s’est déroulé quelques années auparavant dans le quartier du Cabanyal, les personnes mobilisées souhaitent encourager l’engagement du plus grand nombre, par le biais d’un collectif n’étant pas identifié aux divers groupes qui existent déjà et qui peuvent provoquer des divisions. Le but de ce nouveau collectif est donc d’organiser des manifestations ponctuelles massives. De cette manière, tous les habitants peuvent se joindre à la mobilisation, sans pour autant

---

<sup>236</sup> MARTÍNEZ LÓPEZ, Miguel, « El movimiento de Okupaciones : Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización », *op. cit.*, p. 241.

appartenir à aucun groupement en particulier<sup>237</sup>. Malgré les réticences de quelques habitants de la Barceloneta, qui ne souhaitent pas être assimilés au mouvement *okupas*, la première réunion du collectif nouvellement créé a lieu dans l'immeuble occupé par *Miles de Viviendas*, un événement à l'origine de l'étroite collaboration qui va s'établir entre le mouvement de squatteurs, l'association de *la Òstia* et les membres de cette *plataforma*<sup>238</sup>. Bien que les *okupas* soient expulsés de l'immeuble de la *Guardia Civil* en novembre de cette même année<sup>239</sup>, certains d'entre eux demeurent dans le quartier et s'impliquent pleinement dans le mouvement associatif, en militant au sein de la PADB<sup>240</sup>. Les riverains membres de l'*Associació de la Òstia* ne sont donc plus les seuls opposants au projet urbanistique municipal, d'autres personnes par exemple plus jeunes ou ayant des affinités politiques plus marquées s'investissent également dans cette lutte.

Cette rencontre est à l'origine d'échanges intergénérationnels, comme le souligne Lourdes López, membre de l'association *de la Òstia* :

J'ai beaucoup appris avec eux, tu sais, et eux pareil avec nous parce que, bien évidemment, eux n'ont pas la connaissance du terrain ni de la sensibilité des gens. Mais nous nous sommes divinement complétés [...] <sup>241</sup>.

Et Pepa Picas d'ajouter :

On a eu beaucoup de chance parce qu'ici, dans la Barceloneta, il y a eu le premier immeuble de la Barceloneta de la *Guardia Civil*, qui a été occupé par les squatteurs, *Miles de Viviendas*. C'est là qu'il y avait Ada [*Colau*], qu'il y avait Gala [*Pin Ferrando*]. On a donc eu beaucoup de chance que tous ces jeunes adhèrent et fassent partie de la *Plataforma de Defensa de la Barceloneta* car ils ne voulaient pas d'une association, ils voulaient rester en marge. On a donc eu beaucoup de chance car les personnes âgées, les habitants, l'expérience, la mémoire se sont joints à l'ensemble des jeunes qui, eux, ont apporté un nouveau savoir, de la technologie et une nouvelle vision. Ce fut tout un ensemble de personnes qui nous a

---

<sup>237</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanas y procesos de gentrificación desde la resistencia aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta, Barcelona », in *Working Paper Series Contested\_Cities - Gentrificación, resistencias y desplazamiento en España* [En ligne], serie 1, 2014, p. 7. URL: <http://contested-cities.net/working-papers/2014/>

<sup>238</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, *Transformaciones urbanas desde la resistencia: aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta*, *op. cit.* p. 93.

<sup>239</sup> D'ailleurs plusieurs personnes, membres de l'AAVV, viennent prêter main forte aux squatteurs pour éviter l'expulsion, en vain.

<sup>240</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », *op. cit.*, p. 4.

<sup>241</sup> « *Yo con ellos, yo aprendí muchísimo, sabes, y ellos con nosotros igual porque claro el conocimiento del terreno ellos no lo tienen y la sensibilidad de la gente tampoco. Pero hicimos un complemento divino [...]* » in Entretien avec Lourdes López, Barcelone, le 7 février 2017.

aidé à annuler le plan urbanistique, car ils avaient des connaissances, ils avaient des outils informatiques. C'était et ce sont toujours des gens très engagés. Et la *Òstia* a eu... Je crois que la chance de la *Òstia* a été que se produise cette fusion très importante<sup>242</sup>.

Ce rapprochement est à l'origine d'un « apprentissage mutuel » entre les membres de la *Òstia* et ceux de *Miles*, une situation qui donne lieu à l'application de méthodes de lutte particulières, mêlant « d'anciennes et de nouvelles formes de travail »<sup>243</sup>. Il n'est donc pas incohérent ici d'évoquer la théorie de la mobilisation des ressources<sup>244</sup> au sein des *plataformas ciudadanas*. Cette perspective permet en effet d'appréhender le poids de chaque organisation présente dans la contestation. Comme en témoignent les entretiens que nous avons recueillis, l'association de la *Òstia* possède des connaissances précises du tissu social du quartier tandis que les *okupas* mobilisent et maîtrisent davantage les ressources numériques. Cette « division des tâches » spontanée, réalisée en fonction de l'expérience de chaque acteur, permet donc à chacun d'occuper une place particulière au sein du mouvement<sup>245</sup>. L'organisation des *plataformas* semble en ce sens horizontale car chaque tâche effectuée est essentielle au bon déroulement des actions menées. Ce phénomène permet également la massification du mouvement de contestation car au-delà des habitants *de toda la vida* du quartier, il intègre des individus (de sexe, d'âge ou de sensibilités politiques variés) provenant d'autres secteurs de la ville, qui apportent leurs savoirs-faires et leurs compétences.

La structure *Salvem el Cabanyal* réunit elle aussi des habitants, des militants ainsi que des membres d'autres entités associatives (telles que les AAVV du Cabanyal-Canyamelar et de la Malvarrosa ou encore *Salvem el Botànic*). Cette *plataforma* collabore également avec des

---

<sup>242</sup> « *Nosotros tuvimos mucha suerte, mucha suerte porque aquí en la Barceloneta hubo, la antigua, el primer edificio de la Barceloneta que era de la guardia civil, que allí lo okuparon los okupas, miles de viviendas, es allí donde estaba Ada, donde estaba la Gala, entonces allí tuvimos nosotros mucha suerte que toda esta gente joven, entró y se formó la plataforma de defensa de la Barceloneta porque no querían estar como asociación, querían estar al margen, entonces allí tuvimos mucha suerte allí se juntó la gente mayor, el vecino, la vivencia, la memoria, y con toda esa gente joven que aportó una sabia nueva y aportó tecnología y aportó nueva visión y allí fue un conjunto que fue lo que nos ayudó a tirar abajo el plan urbanístico porque tenían conocimientos y tenían informática, y que era y que son gente muy comprometida. Y la Òstia tuvo, yo creo que la suerte de la Òstia fue que hubo esta fusión, muy importante* » in Entretien avec Pepa Picas, Barcelone, le 10 février 2017.

<sup>243</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », *op. cit.*, p. 10.

<sup>244</sup> LE SAOUT, Didier, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *op. cit.*

<sup>245</sup> *Ibid.*



professionnels, des personnalités politiques, des membres d'autres structures « non *vecinales* » (collectifs d'artistes, étudiants, etc.) mais aussi avec des personnes sans affiliation associative particulière, parmi lesquelles des squatteurs s'intègrent progressivement. À la différence du quartier de la Barceloneta où les *okupas* font partie d'un mouvement très clairement défini et dénommé *Miles de Viviendas*, dans le cas du Cabanyal, il n'existe pas, au début du moins<sup>246</sup>, de collectif *okupas* à proprement parler. L'*Ateneu Llibertari*, un centre social libertaire inscrit dans des mouvances politiques de la gauche radicale, centralise, dans un premier temps, la venue des *okupas* dans le quartier. Cela étant, en septembre 1998, à savoir dès l'annonce par la mairie de l'approbation officielle du prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*, des squatteurs occupent un ancien atelier de l'industrie métallurgique valencienne. Situé au 43 de la rue Pavia, le CSOA *Pepika la Piona* (du nom d'une ancienne prostituée très connue dans le quartier) ouvre ses portes jusqu'en 2006. Il se situe en plein cœur de la zone concernée par les travaux de rénovation urbaine prévus dans le cadre du PEPRI. Cette occupation symbolise par conséquent les premiers pas des *okupas* dans la lutte contre la destruction d'une partie du quartier, une implication qui va se concrétiser progressivement par le biais de la collaboration des squatteurs avec les militants de *Salvem*, et inversement. Dans la mesure où, les membres de chacun de ces deux collectifs partagent le même but, à savoir « faire front contre la spéculation urbanistique »<sup>247</sup>, l'investissement va être mutuel.

En ce sens, les *plataformas ciudadanas* souhaitent s'ériger comme des organismes de coopération et de collaboration réunissant diverses structures et collectifs, à l'instar des premières entités créées dans la banlieue madrilène au début des années 1990. Il est donc question de faire appel à un maximum de personnes afin de structurer une stratégie de défense. D'après Marta, une étudiante engagée dans le mouvement de squatteurs dans le quartier du Cabanyal, il existe en effet différents moyens pour mener à bien la mobilisation contre le PEPRI Cabanyal-Canyamelar :

---

<sup>246</sup> Entre 2000 et 2002 puis entre 2006 et 2007, le CSO *Malas Pulgas* ouvre ses portes en plein cœur du Cabanyal, dans la rue *Doctor Lluch*. Par la suite, en 2012, le *Centro Social Okupado Autogestionado Ca la Fusteria* ainsi que le Centre culturel *l'Escola del Cabanyal*, vont être inaugurés dans le quartier du Cabanyal.

<sup>247</sup> Pour plus d'informations concernant le CSOA *Pepika la Piona*, ses objectifs, son histoire et ses activités, voir son site internet : <http://mural.uv.es/babal/index.html> (Dernière consultation : 23 juillet 2019)

Pour moi, il y en a plusieurs [*des solutions*]. Enfin, je crois que maintenant il y a deux voies : une légale, que porte la plateforme *Salvem*, très valable, qui lutte depuis de nombreuses années. Et il y a une autre stratégie également, que des gens d'ici développent, qui consiste à occuper des espaces, qui sont abandonnés depuis de nombreuses années, réellement. Si ça se voit de l'extérieur ce sera déjà pas mal, mais les gens qui ont passé des années à occuper ici... Bien sûr que le plan, le projet, est un peu ralenti [...] c'est un pas de plus. Elles [*les autorités*] doivent s'inscrire dans un cadre judiciaire car elles doivent présenter un ordre d'expulsion : elles ne peuvent pas aller là où se trouve la maison et la détruire<sup>248</sup>.

La présence des squatteurs au sein du mouvement de contestation dans le Cabanyal ajoute un levier supplémentaire aux moyens d'action utilisés jusqu'alors par les militants des associations : des moyens d'action aux moyens de communication (périodique *Vent del Ponent*), leur implication au sein de la mobilisation joue un rôle considérable dans l'évolution et la restructuration des mouvements de riverains. Cela étant, si les *okupas* semblent apporter un nouvel élan, tant dans la lecture de la situation que dans les nouveaux outils utilisés, la décision prise par les habitants d'emprunter des formes de luttes nouvelles, à savoir les *plataformas ciudadanas* ou autrement dit les collectifs, permet véritablement de régénérer les modèles locaux de mobilisations.

Dans l'espace urbain valencien par exemple, l'association de quartier traditionnelle a toujours soutenu la *plataforma*, en se joignant à la rédaction de manifestes ou aux manifestations organisées. Elle a fait preuve néanmoins d'une certaine neutralité dans la mesure où elle n'a pas pris l'initiative de ces démarches<sup>249</sup>. De ce fait, c'est le collectif *Salvem el*

---

<sup>248</sup> « *Para mí, hay varias, bueno yo creo que ahora mismo hay dos vías: una es la legal que lleva la plataforma de Salvem, muy válida y lleva muchos años luchando. Y hay otra estrategia también que desarrolla gente de aquí que es ocupar espacios, espacios que están abandonado desde hace muchos años y realmente... Si se ve desde fuera será también mucho, pero la gente que lleva aquí años ocupando, por ejemplo... Si que está ralentizando un poco el plan, el proyecto... Porque eso no es ya... es una pequeña trama más, es un paso más. Tienen que quedar a nivel judicial porque tienen que presentar una orden de desalojo: no pueden ir a la casa y tirarla* » in Entretien avec Marta (Nom, non communiqué), Valence, le 21 janvier 2012 (Entretien réalisé dans le cadre du mémoire de master).

<sup>249</sup> Si le début des années 2000 confirme cette hypothèse, il est important de souligner que, quelques années plus tard, en 2010, à savoir lorsque le conflit ouvert entre les autorités locales et les habitants mobilisés atteint son paroxysme, l'association se positionne très clairement comme étant défavorable au PEPRI. L'affirmation de ce désaccord, concernant le projet urbanistique, provoque le départ d'une partie des membres de la structure « historique » et, en marge de cette dernière, la constitution cette même année d'une troisième entité associative : « *Els Veïns del Cabanyal, Sí Volem la prolongació de Blasco Ibáñez* » (« Nous les habitants du Cabanyal, oui, nous voulons le prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez* », en français). Ainsi la neutralité politique de l'association de quartier Cabanyal-Canyamelar, qui a été à la source de la première scission avec les habitants défavorables au PEPRI, semble devenir ce qui lui fait défaut lors du conflit ouvert contre les autorités. Cette prise de position antagonique explique les

*Cabanyal* qui fédère l'ensemble d'acteurs opposés au projet municipal, son influence dépasse les frontières de l'espace urbain du Cabanyal. Différents groupes d'individus ainsi que des collectifs, des artistes ou encore des professionnels se mobilisent et mettent en place de multiples initiatives pour redynamiser la vie collective du quartier et le défendre. Des activités associatives (rencontres sportives), des événements culturels (concerts, représentations théâtrales) sont par exemple organisés par les habitants mobilisés contre le projet de prolongement de l'avenue. La défense du quartier et la réhabilitation de ce dernier sont au cœur des mobilisations des différents groupements associatifs qui se trouvent dans l'espace urbain du Cabanyal<sup>250</sup>.

L'émergence à Valence de *Salvem el Cabanyal* et de la *plataforma en Defensa de la Barceloneta* sur le littoral barcelonais est donc significative du renouvellement du tissu associatif local à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Dans les deux cas, les associations traditionnelles semblent ne plus répondre aux attentes des personnes qui se mobilisent contre les plans de réaménagement. De fait, qu'il s'agisse de la Barceloneta ou du Cabanyal, les AAVV « historiques » n'assument plus le rôle qu'elles jouaient lors de leur fondation. Tantôt dans le soutien, tantôt dans la neutralité, elles tendent désormais à préserver

---

raisons de cette nouvelle division parmi les habitants. Bien que la contestation, tant de l'association du Cabanyal-Canyamelar que de *Salvem*, occupe une place importante dans le débat public avec les autorités, la fondation du groupement *Si Volem* est révélateur de changements profonds au cœur de ce conflit. La création de ce collectif souligne, d'une part, l'existence d'un mouvement qui soutient le point de vue institutionnel et démontre, d'autre part, que les structures mobilisées jusqu'alors ne représentent pas nécessairement l'opinion de tous les habitants du quartier. Malgré la volonté des riverains défavorables au projet de défendre l'ensemble du quartier et de mettre en place un dialogue ouvert à tous, cette fracture devient évidente dans le cadre du conflit ouvert.

<sup>250</sup> Le contexte de dégradation constante dont souffre le quartier depuis 1998 amène les membres de l'opposition au projet, à savoir l'association du Cabanyal-Canyamelar et le collectif *Salvem*, à se mettre en contact avec les riverains appartenant à *Si Volem*, pour tenter de mettre en place une stratégie commune. Ce rapprochement se concrétise par la signature collective d'un manifeste intitulé « *Propuestas para consensuar una regeneración, revitalización y dinamización del Cabanyal-Canyamelar* », dans lequel il est question de demander explicitement la régénération du quartier, sans faire état de l'opinion propre à chaque entité, concernant le projet de construction de l'avenue. D'après Beatriz Santamarina Campos, outre les diverses associations de riverains, les commerçants mais également une partie de l'Église et certaines écoles du quartier se joignent à ce manifeste, pour créer un mouvement commun : *Units pel Cabanyal*. Pour plus d'informations voir SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « El oficio de la resistencia. *Salvem y Viu al Cabanyal* como forma de contención del urbanismo neoliberal », *op. cit.*, p. 313.

un rôle fédérateur auprès des riverains du quartier, et semblent se mettre à l'écart, dans un premier temps du moins, des conflits urbains qui affectent les espaces urbains en question.

Le terme « plateforme » fait écho à la notion de convergence (des luttes), à savoir à la collaboration d'une multitude d'entités ou collectifs. Aussi, au sein des deux collectifs, la collaboration avec les mouvements *okupas* mais également avec tout un ensemble d'acteurs associatifs, culturels voire politiques, conduit au renouvellement des moyens d'action mis en œuvre par les habitants. Au-delà de l'intégration de nouveaux individus, il est également question de mettre en place des activités et de structure des revendications communes à plusieurs groupements de nature différente. Véritables laboratoires d'expérimentation collective, les *plataformas* du Cabanyal et de la Barceloneta font dès lors preuve d'innovation en mettant en place des concerts, des repas conviviaux, des représentations théâtrales, etc., c'est-à-dire des moyens d'action qui, tout comme leur structuration, sont le fruit de la coopération d'une multitude d'individus, membres de la société civile.

Ce phénomène de mutualisation des luttes est essentiel à la compréhension de l'engagement des riverains, au-delà de la seule défense de leur logement. À l'instar des mouvements des années 1970 qui abritaient à la fois des habitants, a priori apolitiques, et des militants antifranquistes, les échanges entre les membres des *plataformas ciudadanas* et d'autres collectifs alimentent nécessairement une nouvelle perspective politique de ces mobilisations. La collaboration des militants *okupas* est à cet égard particulièrement intéressante car, à travers la remise en question de projets urbanistiques locaux, spécifiques à certains espaces urbains, cette coopération est également l'occasion de mener une réflexion plus large quant à l'entrée des agglomérations espagnoles dans l'ère de la globalisation, au cœur de laquelle les pratiques politiques sont aussi questionnées. Alors qu'au cours des années 1990, les AAVV dites « historiques » se réclament d'une posture apolitique, les *plataformas ciudadanas* semblent pour leur part s'ancrer dans des mobilisations engagées politiquement.

## **Conclusion de la partie 2 : De la place dans l'espace urbain valencien et catalan à la place dans l'espace politique démocratique**

Les mobilisations des AAVV qui se produisent entre les années 1970 et le milieu des années 1980 constituent des réponses aux carences et aux dysfonctionnements présents dans certains projets urbanistiques. Qu'il s'agisse de la Barceloneta ou du Cabanyal, l'émergence des AAVV correspond à des périodes caractérisées par des problèmes d'ordre urbain (menace du *Plan de la Ribera* ou du *Plan parcial 13*). La résurgence de leur lutte, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, naît de la volonté des habitants de se mobiliser face à ce qu'ils considèrent comme de nouvelles attaques (PGM à Barcelone et *Avenida Blasco Ibáñez* à Valence) ou encore face à des difficultés qui persistent dans le temps de façon anormale (présence de passages à niveaux, de voies ferrées, manque d'assainissement, manque d'espace vert, pollution, etc.). En d'autres termes, entre 1968 et 2008, les mouvements sociaux urbains sont notamment la conséquence des transformations des espaces urbains. Cela étant, cette réponse sociale n'est pas la même selon le contexte (politique, économique ou social) dans lequel elle se déroule. Durant les dernières années de la dictature de Franco, caractérisées par une crise de légitimité du régime, les militants ont dû par exemple se jouer des cadres et des réglementations afin de ne pas entièrement pâtir de la répression alors fortement employée par les forces de l'ordre. Dans le cas de la mobilisation de la Barceloneta par exemple, à la fin des années 1970, la présence des autorités franquistes à la tête de la ville, s'avère être, au-delà d'un obstacle auquel se confronte le mouvement de riverains, un moteur de la contestation, qui va puiser de nouvelles ressources (dans ce cas précis, il s'agit des recours auprès du ministre ou du gouverneur pour parvenir à destituer le maire en place). À l'inverse, les premières années de la démocratie représentative espagnole (qui débute avec le premier mandat de González en 1982), sont synonymes d'une phase de négociations avec les autorités, entraînant un certain ralentissement des activités des associations de quartier, un phénomène qui s'explique notamment par leur affinité avec les partis politiques au pouvoir ou encore par le contexte général d'apaisement social. Les entités associatives locales ne contestent plus alors, a priori, l'ordre politique en place.

De ce fait, la résurgence de mouvements sociaux à échelle locale au milieu des années 1990 semble traduire un renouveau du tissu associatif allant de pair avec l'émergence d'un nouveau cycle de crise, au sein du modèle politique espagnol en place. Accablée par les révélations de nombreux cas de corruption ou encore par les conséquences de la crise économique (de 1992 puis de 2008), la classe politique adopte de nouvelles stratégies, dont les conséquences se mesurent facilement en termes urbanistiques. Le renouvellement de la contestation locale qu'entraînent ces pratiques politiques donne lieu à l'émergence de collectifs inédits, les *plataformas ciudadanas*, qui surgissent au début du XXI<sup>e</sup> siècle, période synonyme de tensions sociales croissantes en Espagne. Aussi, si ces nouveaux modèles associatifs se constituent pour contrer des plans urbanistiques locaux considérés par leurs détracteurs comme des « réappropriations capitalistes » de la ville, leur véritable ancrage territorial s'explique notamment par leur collaboration avec des collectifs politiquement radicaux. L'ensemble de ces facteurs auxquels s'ajoute l'éclatement de la bulle immobilière qui génère une crise économique sans précédent dans le pays, conduira aux premières remises en cause de la démocratie représentative instaurée en 1978.

À cet égard, l'analyse des mobilisations de riverains de la Barceloneta et du Cabanyal, des années 1970 au début des années 2000, permet de les envisager comme des phénomènes munis d'une trajectoire périodique, voire cyclique. Dans la mesure où ces mouvements contestataires évoluent pour s'adapter au contexte et à l'environnement dans lesquels ils se déroulent mais également aux réponses qu'ils obtiennent, l'émergence des collectifs ou *plataformas ciudadanas*, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, semble s'inscrire dans un « cycle de mobilisation ». Ce concept, théorisé par Sydney Tarrow dans une étude consacrée aux mouvements sociaux italiens des années 1960-1970 implique l'hypothèse selon laquelle une mobilisation traverserait différentes étapes. Isabelle Sommier explicite cette trajectoire en décrivant trois phases :

Une phase ascendante de révolte – celle du « moment de folie » où tout semble possible, pour reprendre une expression d'Aristide Zolberg (1972), une phase de zénith marquée par la radicalisation des actions, une phase descendante elle-même scandée en quatre temps (la

création de nouvelles organisations, la routinisation de l'action collective, la satisfaction au moins partielle des demandes, le désengagement)<sup>251</sup>.

Reprenant l'idée du « cycle de protestation », Doug Mc Adam va plus loin en proposant de distinguer deux types de mouvements, lesquels permettraient un déroulement cyclique. D'après Isabelle Sommier :

Il distingue les mouvements « initiateurs » (*initiator movements*), qui « annoncent ou déclenchent un cycle de mobilisation identifiable », des mouvements « suivistes » (*spin off movements*) qui, « sous différents aspects, tirent leur impulsion et inspiration » des premiers : ils en adaptent le modèle organisationnel, voire se développe en leur sein, et s'alignent sur *le master frame*.<sup>252</sup>

Les mouvements des AAVV traditionnelles seraient alors à l'initiative des mobilisations tandis que l'émergence des *plataformas ciudadanas* correspondraient aux mouvements « suivistes », au sens où elles naissent de la séparation des riverains qui, souhaitant initialement se mobiliser contre les mêmes projets, préfèrent élaborer de nouvelles structures de mobilisations, inspirées en partie par les AAVV. Si la création des « mouvements initiateurs » est le résultat, selon Tarrow et Mc Adam, de l'extension de la « structure d'opportunité politique », les facteurs à l'origine des mouvements « suivistes » semblent davantage indéterminés. L'influence exercée par certains organismes, permettant la mise en place de réseaux de collaboration, serait un des facteurs à l'origine de leur création. De fait, la présence des mouvements *okupas* semble avoir un impact sur le développement des *plataformas* tant dans le quartier de la Barceloneta que dans celui du Cabanyal.

Cette approche structurelle mise en lumière par Sydney Tarrow puis par Doug Mc Adam, renvoie au concept de « structure des opportunités politiques » au sens où l'environnement politique dans lequel se déroulent les mobilisations apporte nécessairement des réponses (positives ou négatives) qui ont une influence sur les phases qu'elles peuvent traverser. De la même manière, le « cycle de mobilisation » renvoie à la notion de « répertoire d'action », théorisé par Charles Tilly, dans la mesure où, au sein de chaque cycle, les collectifs emploieraient des moyens d'action qui leur sont propres. Cela étant, l'implantation au sein des

---

<sup>251</sup> SOMMIER, Isabelle, « Cycle de mobilisation », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 173-174.

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 177.

quartiers étudiés d'une multitude d'acteurs, pouvant chacun endosser la fonction de « point de convergence » et permettant de tisser des liens avec d'autres acteurs, est essentiel à la compréhension de l'évolution des mouvements de riverains, au sens où les réseaux semblent être à l'origine de formes de mobilisation novatrices. Lors des années 2000, des *plataformas ciudadanas*, à savoir des formes de mobilisation nouvelles au sein desquelles coopèrent et collaborent des acteurs provenant d'entités diverses (*okupas*, de riverains, etc.) se multiplient ainsi au sein des mouvements de contestation qui se développent dans la société espagnole



### **3. Au cœur des associations de riverains de la Barceloneta et du Cabanyal : les acteurs, les pratiques et les instruments de la mobilisation**

Dans le cadre des mouvements contestataires organisés par les AAVV ainsi que par les *plataformas ciudadanas* de la Barceloneta et du Cabanyal, l'espace urbain apparaît, à première vue, comme étant l'enjeu principal des mobilisations. Les transformations de ce dernier, à savoir les opérations de réaménagement du territoire menées par les autorités locales, endossent pour leur part le rôle de déclencheur de ces mobilisations. Aussi, lorsque se produisent des conflits, pour faire valoir les enjeux et les raisons des mobilisations, les mouvements de riverains n'ont d'autres choix que de diffuser leurs revendications au plus grand nombre. C'est pourquoi, les stratégies employées par ces entités sont multiples, en constante évolution et parfois très novatrices. De surcroît, le contexte politique de l'Espagne de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup>, est marqué par des mutations d'ampleur. Ainsi, tout comme les formes de la mobilisation, les revendications, les moyens de communication ainsi que les moyens d'action employés ne sont pas figés. Il semble donc intéressant de se demander de quelle manière et par quels moyens les mouvements de contestation se renouvellent-ils dans les quartiers ? À cet égard, cette troisième partie aborde le cœur de la mobilisation, soit les moyens d'action et de communication employés au cœur de ces mouvements mais également les acteurs qui les animent.

## 3.1. Les acteurs et les pratiques militantes

La mise en mouvement des « exclus » montre que les sans-voix peuvent, eux aussi, avoir une « grande gueule », in VAKALOULIS, Michel, « Syndicats, mouvements et dynamique d'émancipation : le défi de la nouvelle radicalité », *Actuel Marx – Partis/mouvements*, vol. 2, n° 46, 2009, p. 82.

### 3.1.1. Les socios : habitants et habitantes des quartiers

Les mobilisations qui font l'objet de notre étude sont le fruit du travail réalisé par des entités associatives dénommées *Asociaciones de Vecinos* et, par la suite, *plataformas ciudadanas*. Tel que leur nom l'indique, ces structures réunissent des *vecinos* et des *ciudadanos*<sup>1</sup>, c'est-à-dire des habitants, des personnes qui résident dans les quartiers en question ou, en d'autres termes, des riverains de la Barceloneta et du Cabanyal. Ainsi, quel que soit la période ou le conflit étudié, les habitants sont les principaux acteurs des mobilisations collectives dans ces quartiers. Toutefois, au-delà d'être voisins, ces individus partagent aussi la volonté commune de défendre leur lieu de vie face à des projets urbanistiques qu'ils considèrent destructeurs. Pour des mouvements locaux, les projets municipaux entrent en parfaite contradiction avec la représentation qu'ont les habitants de leurs quartiers. Tant dans les bulletins de l'association du Cabanyal<sup>2</sup> que dans les manifestes produits par le collectif *Salvem*

---

<sup>1</sup> Le terme espagnol *ciudadano* comporte une double dimension. Outre la désignation de l'individu, habitant dans la ville, il fait également référence, en troisième acception du DRAE, aux personnes considérées « comme membres actifs de l'État, titulaires de droits politiques et soumis à ses lois », il est alors traduit par « citoyens ». En ce sens, le terme *ciudadano* recouvre donc une dimension politique qui n'apparaît pas dans le terme français « habitant ». Dans ce travail, nous avons pris le parti de traduire l'expression *plataforma ciudadana* par « collectif habitants », expression française qui selon nous a une résonance plus forte que « plateforme citoyenne ».

<sup>2</sup> À titre d'exemple nous pouvons citer le bulletin datant de 1979 : AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí*, octobre 1979, p. 4 (fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

*el Cabanyal*<sup>3</sup> les termes « spéculatif » et « destructeur » sont autant de propos utilisés pour qualifier les pratiques urbanistiques de la mairie de Valence. De la même façon, les associations barcelonaises que nous étudions font usage de ce type de lexique pour décrire les projets proposés par la mairie<sup>4</sup>.

À l'inverse, la représentation du quartier qui ressort des entretiens que nous avons menés auprès de certains militants s'oppose à celle de la municipalité et témoigne d'un attachement tout particulier au « *barrio* ». Par exemple, Lourdes López (membre de l'association de la *Òstia*) décrit la Barceloneta en ces termes :

C'est ma vie, c'est mon village, c'est ma famille, c'est tout, c'est mon environnement. Ici j'ai tout, j'ai mes amis, il y a mes enfants aussi et mon travail, tout. C'est mon environnement<sup>5</sup>.

Pour Pepa Picas, qui a emménagé dans le quartier lorsqu'elle est revenue à Barcelone après avoir vécu dans d'autres villes, dans le cadre de son travail, et qui a choisi la Barceloneta comme lieu de vie, la Barceloneta apparaît ainsi : « il y a 25 ans, c'était un quartier merveilleux, c'était un village, c'était un quartier accessible pour mon budget »<sup>6</sup>.

La récurrence de l'idée de village, qui apparaît une nouvelle fois dans les propos de María del Pino (membre de l'association de la *Òstia*)<sup>7</sup> pour décrire la Barceloneta, est également très claire dans les propos employés par certains habitants du Cabanyal pour présenter leur quartier.

---

<sup>3</sup> Dans son premier manifeste, datant de 1998, le collectif qualifie les actions de la mairie comme étant « spéculatives », « destructrices » mais également comme étant « intolérables » ou « irrationnelles » <http://cabanyal.com/prensa/?id=368> (dernière consultation : 26 novembre 2019)

<sup>4</sup> Le terme « spéculatif » est réitéré de nombreuses fois, il apparaît notamment au sein d'un bulletin, de l'AAVV traditionnelle, datant de 1976 (ARXIU HISTORIC BARCELONA, Hemeroteca, R. 1975 4, AAVV Barceloneta, *Quart de Casa, Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, Barcelona, Gener 1976, p. 3) ou encore au sein d'une publication de l'AAVV de la *Òstia*, sur le site internet de l'association <https://labarcelonetarebel.wordpress.com/2008/05/23/full-informatiu/> (dernière consultation : 26 novembre 2019)

<sup>5</sup> « *Es mi vida, es mi pueblo, es mi familia, es todo, es... Mi entorno. Aquí lo tengo todo... Mis amigas, hay mis hijos también, mi trabajo. Todo. Es mi entorno* » in Entretien avec Lourdes López, Barcelone, le 7 février 2017.

<sup>6</sup> « [...] *hace 25 años, era un barrio encantador, era un barrio que era un pueblo y era un barrio asequible para mi economía* » in Entretien avec Pepa Picas, Barcelone, le 10 février 2017.

<sup>7</sup> « *Es mi entorno. Ahora... bueno ahora se oye menos pero incluso cuando llegué aquí, porque antes vivía en Canarias, cuando llegué la gente decía "voy a Barcelona", como en un pueblo* » (« C'est mon environnement. Maintenant... bon maintenant on l'entend moins mais lorsque je suis arrivée ici, parce qu'avant je vivais aux Canaries, quand je suis arrivée les gens disaient « je vais à Barcelone », comme dans un village ») in Entretien avec María del Pino, Barcelone, le 8 février 2017.

Maribel Domenech (membre de *Salvem el Cabanyal*) dépeint par exemple le Cabanyal en ces termes :

Il a les caractéristiques de ce qu'il a été dans le passé, un quartier de pêcheurs, indépendant, le *Pueblo Nuevo del Mar*. [...] C'est un espace dans lequel tu te sens bien, dans lequel tu as des liens très forts avec tes voisins, beaucoup plus que dans d'autres lieux où les constructions verticales ne favorisent pas la communication. Ici, il est évident que les gens qui sont nés ici accordent de l'importance à ces relations de voisinage, c'est très simple de s'intégrer. Les gens sont très ouverts <sup>8</sup>.

Les différents témoignages recueillis véhiculent un sentiment très positif de ces quartiers, fondé sur une certaine proximité entre les habitants, un lien social très fort, alimenté par un sentiment d'appartenance non négligeable (« c'est ma famille »). D'après les travaux de France Guerin-Pace « lorsqu'un sentiment positif ou négatif se développe en relation avec le quartier, il crée un sentiment d'appartenance exacerbé à cette échelle, qui peut ou non être mobilisé comme facteur de construction identitaire »<sup>9</sup>. Ce sentiment d'appartenance semble parfois renforcé par un ancrage familial important, dans le cas de certains habitants, un enracinement qui se traduit par une volonté encore plus forte de préserver le quartier pour les générations futures, à l'instar de Manel Martínez (membre de l'association de la Barceloneta) :

Eh bien, pour moi, c'est une continuité, de pouvoir vivre mon cycle vital, c'est-à-dire, avoir fondé ma famille, en partant de mes liens du côté maternel et paternel, et de pouvoir maintenir mes racines et la tradition que j'ai depuis différentes générations, de pouvoir les perpétuer dans un endroit où je me sens bien pour vivre<sup>10</sup>.

Les personnes mobilisées au sein des AAVV sont donc avant tout des habitants des quartiers, qui ont développé un fort sentiment d'attachement et d'appartenance avec leur lieu de vie, un lien parfois assimilé à la notion d'héritage. Cette caractéristique semble commune à l'ensemble

---

<sup>8</sup> « *Tiene las características de lo que fue en el pasado, que era un pueblo marinero independiente, Pueblo Nuevo del Mar. [...] Es un espacio en el que te sientes bien, en el que mantienes una relación muy fuerte con el vecindario, mucho más que en otros lugares en los que la edificación vertical pues no favorece la comunicación. Aquí está claro que la gente que ha nacido aquí, pues valora mucho esta relación vecinal, es muy fácil integrarse en el barrio. La gente es muy abierta* » in Entretien avec Maribel Domenech, Valence, le 21 janvier 2012 (Entretien réalisé dans le cadre du mémoire de master).

<sup>9</sup> GUERIN-PACE, France, « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? », AUTHIER, Jean-Yves ; BACQUE, Marie-Hélène ; GUERIN-PACE, France (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, p. 162.

<sup>10</sup> « *Pues para mí es una continuidad de poder seguir tu ciclo vital, o sea, haber montado mi propia familia, saliendo de la materna, paterna, y poder mantener las raíces y la tradición que yo tenía desde diferentes generaciones y continuarlas en un sitio donde me siento a gusto viviendo* » in Entretien avec Manel Martínez Vicente, par Skype, le 8 mars 2017.

des personnes mobilisées et ce, quel que soit la génération concernée. Cela dit, ce sentiment d'enracinement profond dans le quartier n'est pas forcément lié à l'histoire personnelle des individus et dépasse parfois le cercle des relations familiales. À cet égard, le paysage urbain joue un rôle déterminant dans la représentation que les habitants se font de leur quartier ainsi que dans leur identification à ce dernier. Il participe donc de la construction des identités individuelles et collectives<sup>11</sup>. Dans ses travaux sur les villes de Boston, Jersey City et Los Angeles, Kevin Lynch affirme que :

Le paysage joue également un rôle social. L'environnement dénommé, familier à tous, fournit un matériau aux souvenirs communs et aux symboles qui lient le groupe et permettent à chacun de communiquer avec les autres. Le paysage sert de vaste système mnémorique pour la fixation des idéaux et de l'histoire du groupe<sup>12</sup>.

Certains éléments architecturaux tels que la *Casa dels Bous* dans le Cabanyal ou encore le bâtiment de la coopérative *La Fraternitat* dans la Barceloneta, pour n'en citer que deux, ravivent de fait la mémoire de certaines pratiques, sources d'identification, et renvoient à un héritage qui peut être moteur d'actions dédiées à la défense du quartier. Ce rapport entre l'espace, la mémoire et les mobilisations sociales fait écho à la notion de territoire, au sens qu'Anne Solange Muis donne à cette notion, à savoir « un objet qui va être identifié et donc délimité par un ou plusieurs individus qui vont se l'approprier et exprimer cette appropriation (notion d'appartenance), en le protégeant et en défendant son acquisition »<sup>13</sup>. Gustave-Nicolas Fischer précise, quant à cette notion que :

Le territoire établit ainsi une centralité qui entre en contraste avec le vaste monde. Nous plaçant d'abord au niveau de cet univers centré, cette signification se traduit dans l'opposition fondamentale Moi – les Autres ; elle fixe ainsi une première séparation entre le lieu où je vis et le lieu où vivent les autres : « Ils » est opposé à « Moi ».

À un deuxième niveau, le lieu où vivent les autres est lui-même différencié, il y a le territoire de ceux qui vivent avec moi, dans le même immeuble, et celui des autres, qui vivent dans l'immeuble voisin, par exemple. Un troisième niveau peut aussi distinguer « notre » territoire, c'est-à-dire celui de l'ensemble d'un quartier par rapport au reste de la ville. Un quatrième niveau opposera globalement le territoire de la ville comme un tout dont je fais partie et l'extérieur.

---

<sup>11</sup> OSTOLAZA, Maitane, *La Terre des Basques : naissance d'un paysage (1800-1936)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 24

<sup>12</sup> LYNCH, Kevin, *L'image de la Cité*, Paris, Dunod, 1999, p. 149.

<sup>13</sup> MUIS, Anne-Solange, *Territoire ? Soi et les autres. Essai socio-géographique*, Biarritz, Seguiers-Atlantica, 2011, p. 12.

La dialectique dedans-dehors correspond à la distinction proche-lointain : dedans, c'est ici, dehors, c'est là-bas, et tout ce qui se passe « là-bas » ne me concerne pas tout à fait au même titre que ce qui se passe « ici ». L'espace est donc progressivement structuré en un certain nombre d'oppositions qui affirment la valeur du territoire<sup>14</sup>.

Ce phénomène semble notamment se vérifier dans les espaces urbains éloignés du centre ou qui sont délimités par des « frontières » particulièrement présentes, dans la mesure où elles marquent une séparation synonyme de la dialectique « dedans » - « dehors ». De fait, qu'il s'agisse du Cabanyal ou de la Barceloneta, ces deux quartiers ont été, durant de nombreuses années, « isolés » du reste de la ville par la présence de voies ferrées et de passages à niveaux, qui délimitaient les abords de chacun de ces espaces. Cette barrière physique semble avoir un impact considérable sur l'identification des habitants à leur quartier<sup>15</sup> car elle semble alimenter la contradiction entre le « nous » et « les autres », proposée par Gustave-Nicolas Fischer, une dynamique qui renforcerait la cohésion de groupe chez les habitants qui partagent ce territoire et qui alimenterait des processus de construction identitaire chez ces individus<sup>16</sup>.

Cette opposition entre le « nous » et les « autres » est parfois révélatrice d'un certain corporatisme lié à la profession des individus. Aussi, au-delà des sentiments communs d'attachement à leur quartier, les militants semblent également partager des caractéristiques socio-professionnelles similaires. Dans une ville, la composition du tissu urbain traduit l'existence de divers types de quartiers (bourgeois, périphériques, d'affaires, ouvriers, etc.). La composition sociale de chacun d'entre eux est donc elle aussi différente, d'un secteur de la ville à un autre. Qu'il s'agisse du quartier du Cabanyal ou de celui de la Barceloneta, tous deux sont, nous l'avons dit, des quartiers littoraux, donc situés en périphérie, mais également des quartiers dont les principales activités sont liées aux secteurs de l'industrie et de la pêche. Les documents produits par les associations elles-mêmes présentent la population de ces quartiers comme composée essentiellement d'ouvriers et de pêcheurs, et ce, des années 1970 aux années

---

<sup>14</sup> FISCHER, Gustave-Nicolas, *La psychosociologie de l'espace*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>15</sup> Dans plusieurs des entretiens réalisés, des références sont faites, dans les deux quartiers, à la persistance d'habitudes langagières utilisant des expressions telles que « *voy a Valencia* » ou « *voy a Barcelona* » qui impliquent une différence entre le quartier et la ville ainsi que la nécessité de « sortir » du quartier pour se rendre dans le reste de la ville. L'enfouissement des voies ferrées a d'ailleurs été au cœur des revendications des militants durant de nombreuses années.

<sup>16</sup> D'après Maitane Ostolaza, le concept de « paysage » possède d'ailleurs cette capacité à « délimiter les contextes culturels et à marquer les frontières entre les différentes communautés imaginées » in OSTOLAZA, Maitane, *La Terre des Basques : naissance d'un paysage (1800-1936)*, *op. cit.*, p. 27.

2000. Par exemple, dans plusieurs des numéros de *Quart de casa* et notamment dans celui du mois de mars 1975<sup>17</sup>, le quartier de la Barceloneta est qualifié de « *barrio obrero* »<sup>18</sup>. Cette même affirmation est réitérée dans certains des écrits de l'association *de la Òstia*, sur son blog :

Ce ravalement de façade, soutenu financièrement par la municipalité de Barcelone, par des agences immobilières, par des banques, par le port de Barcelone et par des particuliers dans une ambition spéculative – notamment dans le domaine des logements – est en train de faire « disparaître » des rues tous les pêcheurs, les personnes issues des classes ouvrières et populaires ainsi que toutes les familles aux faibles revenus<sup>19</sup>.

Afin de mieux comprendre qui sont les habitants de ces quartiers, et par extension, les membres des associations de ces quartiers, nous allons nous intéresser à la situation professionnelle des riverains, des années 1960 au début des années 2000<sup>20</sup>. Pour plus de lisibilité, nous ne présentons, dans le tableau ci-dessous, que les trois professions et catégories socio-

---

<sup>17</sup> Arxiu Historic de Barcelona, Hemeroteca, R. 1975 4, AAVV Barceloneta, *Quart de Casa, Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, Barcelona, n° 1, 1975, p. 8.

<sup>18</sup> « quartier ouvrier » en français.

<sup>19</sup> « *Este lavado de cara, auspiciado por el Ayuntamiento de Barcelona, inmobiliarias, bancos y cajas, Puerto de BCN y particulares con afán especulador -por ejemplo, con el negocio de los apartamentos-, está haciendo “desaparecer” de sus calles a todos sus pescadores, gente de clase obrera y popular, y a todas las familias de rentas bajas* ». Post publié par l'AAVV de *l'Òstia*, le 23 septembre 2007.

<https://labarcelonetarebel.wordpress.com/2007/09/23/el-triangulo-de-oro/> (dernière consultation : 18 novembre 2019)

<sup>20</sup> Malheureusement, nous ne sommes pas en possession des registres des associations qui nous permettraient de définir avec certitude le profil des militantes et des militants de ces associations (comme leur profession, leur lieu de naissance, leur sexe ou encore leur âge). Pour ce faire, nous utilisons les données générales que nous possédons sur la population des quartiers étudiés, afin d'appréhender celles des membres des associations. Cela étant, dans le cas de Barcelone, les données statistiques produites par la mairie sur la Barceloneta sont très peu nombreuses et les études réalisées sont très récentes. Les données que nous possédons concernent uniquement les années 1996 et 2001, ce qui nous semble peu représentatif. Il n'existe pas, à notre connaissance, d'études diachroniques (débutant dans les années 1960-1970) sur les données qui concernent le quartier de la Barceloneta, raison pour laquelle nous changeons d'échelle. L'arrondissement numéro 1 de Barcelone, dénommé Ciutat Vella, se compose de plusieurs quartiers. Outre la Barceloneta, il regroupe les quartiers Sant Pere, Santa Caterina i la Ribera, El Raval et El Gòtic, à savoir des quartiers centraux de la ville. Nous présentons donc tout d'abord des données qui font référence à l'ensemble de l'arrondissement auquel appartient la Barceloneta, pour aborder ensuite les quelques données spécifiques que nous possédons à propos de ce quartier. Néanmoins, tel que le signale très justement Hovig Ter Minassian dans son travail autour de l'évolution de la population de Ciutat Vella, les données statistiques sur cet arrondissement sont également très peu nombreuses. Bien que ces données ne soient pas véritablement stables (les catégories utilisées au sein des analyses n'étant pas identiques d'une année sur l'autre), nous proposons dans ce travail, de présenter la situation professionnelle des habitants afin d'appréhender le niveau économique de la population de Ciutat Vella.

professionnelles (PCS) qui nous semblent les plus représentatives de l'évolution professionnelle de la population de l'arrondissement<sup>21</sup> :

**Population de l'arrondissement de Ciutat Vella selon la situation professionnelle (PCS),  
1978-2001**

Année		1978 <sup>22</sup>	1991 <sup>23</sup>	1996 <sup>24</sup>	2001 <sup>25</sup>
Population active de Ciutat Vella		25 857	29 765	24 301	34814
Population travaillant dans l'industrie, la pêche ou l'artisanat	Nombre de personnes	8 633	4520	2 592	4.174
	% population active	33,40%	15,20%	10,70%	12%
Population travaillant dans le commerce et les services	Nombre de personnes	7059	5.870	4.211	8.065
	% population active	27,30%	19,70%	17,30%	23, 2%
Ingénieurs, scientifiques et intellectuels	Nombre de personnes	557	2 669	3 287	4 511
	% population active	2,20%	9,00%	13,50%	13%

Elaboration personnelle. Source : Recensement de la population de Ciutat Vella.

Ce tableau témoigne de la transformation sociale à l'œuvre au cours de la période. Alors que le nombre de personnes qui travaillent dans le secteur du commerce et de la vente semble se maintenir, nous pouvons constater une évolution tout à fait différente pour les personnes travaillant dans l'industrie ou l'université par exemple. Le nombre de personnes travaillant dans l'industrie est divisé par deux, entre 1978 et 1991, chiffre qui ne cesse de décroître au cours des années suivantes. À l'inverse, la présence d'ingénieurs, scientifiques et industriels

---

<sup>21</sup> Malgré notre volonté de réunir l'ensemble des années qui composent notre chronologie et de les présenter par tranche de 5 années afin d'obtenir des résultats progressifs et représentatifs, de telles données ne figurent pas dans l'ensemble des *Anuarios de Estadísticas* de la ville de Barcelone. Ce type d'étude ne semble pas être menée de façon annuelle par la *Oficina de Estadísticas* et ces données n'existent que pour les années 1978, 1991, 1996 et 2001.

<sup>22</sup> Ajuntament de Barcelona, *Estadística Municipal Butlletins 1975-1978*, p. 22. URL: <https://bcnroc.ajuntament.barcelona.cat/jspui/handle/11703/105789>

<sup>23</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t32.htm>

<sup>24</sup> Ajuntament de Barcelona, *Estadística Municipal Butlletins 1998-1999*, p. 279. URL: <https://bcnroc.ajuntament.barcelona.cat/jspui/handle/11703/105425>

<sup>25</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2006/guiadt01/ocup01/t10.htm>



augmente dans le quartier, passant de 2,2% en 1978 à environ 13% de la population active à partir de 1996.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette évolution. D'une part, les opérations urbaines menées au cours des années 1990, dans le centre de Barcelone, relevaient principalement d'opérations de réhabilitation urbaine, afin d'encourager davantage les activités économiques du secteur tertiaire. D'autre part, l'activité industrielle qui a longtemps caractérisé le quartier de la Barceloneta traverse une période de déclin dans les années 1980. Les entreprises implantées dans ce quartier soit ferment soit délocalisent leurs activités dans d'autres secteurs de la ville.

Cette évolution de la Barceloneta lors des dernières décennies, et plus généralement celle de l'arrondissement de Ciutat Vella traduit un changement dans la composition de la population du quartier. Ce phénomène correspond au terme relativement flou de gentrification qui désigne, selon le sociologue britannique Ruth Glass,

le processus par lequel « des quartiers centraux, anciennement populaires, se voient transformés profondément par l'arrivée de nouveaux habitants appartenant aux classes moyennes et supérieures » (Fialkow et Préteceille, 2006), processus entraînant l'éviction des populations<sup>26</sup>.

Plus précisément, pour reprendre les termes de Ter Minassian, Ciutat Vella est touchée par la « microgentrification », à savoir par des dynamiques de gentrification mais à des échelles plus petites, telles que la rue, voire le bâtiment, ce qui a également un impact sur le tissu social de cet espace urbain. Ces divers phénomènes expliquent donc les raisons pour lesquelles, dès la fin des années 1990, les classes intermédiaires, voire aisées, sont de plus en plus représentées dans l'arrondissement de Ciutat Vella. Cela étant, au sein des associations de quartier de la Barceloneta, les habitants mobilisés ne semblent pas partager cette représentation de leur quartier et tendent davantage à le décrire comme « populaire ». Une autre donnée peut, selon nous, expliquer en partie ce phénomène. Les chiffres que nous avons présentés précédemment ne rendent compte que de la population active alors qu'il existe une part importante des habitants qui n'est pas recensée dans cette catégorie. C'est pourquoi, nous présentons dans les

---

<sup>26</sup> DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, op. cit., 2014. p. 182.

tableaux suivants, deux catégories d'inactifs<sup>27</sup>, en premier lieu dans l'arrondissement de Ciutat Vella, puis dans le quartier de la Barceloneta.

### Population inactive de l'arrondissement de Ciutat Vella, 1978-2001

Année			1978 <sup>28</sup>	1991 <sup>29</sup>	1996 <sup>30</sup>	2001 <sup>31</sup>
Population totale de Ciutat Vella			67 595	90 612	83 829	82 445
Population inactive de Ciutat Vella			37642	52 929	48 534	41 926
Retraités	Nombre de personnes	Total	6303	24 645	25 777	18 104
		Hommes	3001	-	10 785 <sup>32</sup>	7 485
		Femmes	3302	-	14 992 <sup>33</sup>	10 619
	% de la population totale de Ciutat Vella	Total	9,32%	27,20%	30,74%	22,00%
		Hommes	4,43%	-	12,90%	9,10%
		Femmes	4,90%	-	17,90%	12,90%
Hommes et femmes au foyer	Nombre de personnes	Total	14953	12 580	7 615	5 322
		Hommes	19	-	157	314
		Femmes	14 934	-	7 458	5 008
	% de la population totale de Ciutat Vella	Total	22,10%	13,90%	9,10%	6,50%
		Hommes	0,03%	-	0,20%	0,40%
		Femmes	22,10%	-	8,90%	6,10%

Elaboration personnelle. Source : Recensement de la population de Ciutat Vella.

<sup>27</sup> En espagnol, cette catégorie se dénomme « *no activa* » et regroupe les retraités, les mineurs et étudiants ainsi que les personnes au foyer. Afin de traduire ce terme, nous employons le terme « inactif » car d'après la définition de l'INSEE « Les inactifs sont par convention les personnes qui ne sont ni en emploi (BIT) ni au chômage : jeunes de moins de 15 ans, étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler... ». URL : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2018>

<sup>28</sup> Ajuntament de Barcelona, *Estadística Municipal Butlletins 1975-1978*, p. 22. URL : <https://bcnroc.ajuntament.barcelona.cat/jspui/handle/11703/105789> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>29</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2006/guiadt01/ocup01/t1.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>30</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2006/guiadt01/ocup01/t1.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>31</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2006/guiadt01/ocup01/t2.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>32</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t30.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>33</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t31.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

En 1978 la part des retraités est relativement faible dans cet arrondissement tandis que quasiment un quart de la population inactive se révèle être des personnes au foyer. L'ensemble des retraités et des personnes au foyer représente environ un tiers de la population de l'arrondissement de Ciutat Vella (31,4%) en 1978. Ce chiffre tend à augmenter au cours des années 1990 (41,1% en 1991 et 39,8% en 1996), ce qui représente un quart de la population totale de l'arrondissement pour repasser aux alentours d'un tiers de la population (28,4%) en 2001. La part de population inactive dans l'arrondissement de Ciutat Vella semble ainsi relativement stable entre 1978 et 2001, période durant laquelle le nombre de personnes au foyer diminue de façon impressionnante tandis que la part de retraités tend à augmenter. Il convient à présent d'analyser les données que nous possédons à propos du quartier de la Barceloneta.

### Population inactive du quartier de la Barceloneta, 1996-2001

Année		1996 <sup>34</sup>	2001 <sup>35</sup>	
Population totale de la Barceloneta		14 978	14 181	
Population inactive de la Barceloneta		8 945	7 827	
Retraités	Nombre de personnes	Total	4 543	3 365
		Hommes <sup>36</sup>	1959	-
		Femmes	2584	-
	% population de la Barceloneta	Total	30,3%	23,7%
		Hommes	13,1%	-
		Femmes	17,3%	-
Hommes et femmes au foyer	Nombre de personnes	Total	1 684	1 197
		Hommes	22	-
		Femmes <sup>37</sup>	1662	-
	% population de la Barceloneta	Total	11,2%	8,4%
		Hommes	0,1%	-
		Femmes	11,1%	-

Elaboration personnelle. Source : Recensement de la population de la Barceloneta.

<sup>34</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t29.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>35</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2006/guiadt01/ocup01/t3.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>36</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t30.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

<sup>37</sup> <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/dades/guies/a2000/guia0100/pob01/pob01t31.htm> (dernière consultation : 29 novembre 2019)

Dans ce cas particulier, bien que les chiffres reculent entre 1996 et 2001, le pourcentage de population inactive est particulièrement élevé (plus de 50% de la population totale du quartier) où les retraités occupent une place très importante, soit plus de la moitié de la population inactive en 1996 et plus d'un quart en 2001. De ce fait, la part de personnes au foyer, tout comme celle des retraités, semble bien plus importante dans ce quartier que dans le reste de l'arrondissement.

L'ensemble de ces données nous permet donc d'affirmer qu'*a priori*, dans l'arrondissement de Ciutat Vella, et plus particulièrement dans le quartier de la Barceloneta, la part de population âgée est particulièrement significative<sup>38</sup>. Bien que le pourcentage de population inactive tende à rester stable, le nombre de retraités suit, à l'échelle de l'arrondissement, une courbe ascendante. Cette stabilité globale de la population inactive est, de fait, compensée par la forte diminution de personnes au foyer. Parallèlement, les catégories socio-professionnelles des habitants de l'arrondissement, et par extension des riverains de la Barceloneta, se modifient entre la fin des années 1970 et le début des années 1990. Le nombre de personnes travaillant dans le secteur industriel diminue au profit des PCS du secteur intellectuel et scientifique. Ces données semblent entrer en contradiction avec les propos des membres de l'association de la *Òstia*, propos selon lesquels les habitants de ce quartier seraient majoritairement des « pêcheurs, [d]es personnes issues des classes ouvrières et populaires ainsi que [d]es familles aux petits revenus »<sup>39</sup>. On observe plutôt une « microgentrification » au sein du quartier, qui corrobore la notion de « disparition »<sup>40</sup> d'une partie de la population dans ce quartier. Les personnes aux revenus plus modestes semblent « disparaître » du quartier au profit des classes sociales plus aisées.

---

<sup>38</sup> Au vu de ces données, et dans la mesure où les associations de riverains réunissent les habitants du quartier, nous pouvons émettre l'hypothèse selon laquelle les membres des structures associatives, acteurs des mobilisations, sont relativement âgés, bien souvent à la retraite, et possèdent des ressources économiques relativement modestes. Sans préjuger de l'âge de l'ensemble des membres des associations, les entretiens que nous avons menés confirment en partie cette hypothèse (les personnes interrogées dans ce quartier ont 50 ans ou plus, la moitié étant des retraités).

<sup>39</sup> Post publié par l'AAVV de la *Òstia*, le 23 septembre 2007, *op. cit.*

<https://labarcelonetarebel.wordpress.com/2007/09/23/el-triangulo-de-oro/> (dernière consultation : 18 novembre 2019)

<sup>40</sup> Post publié par l'AAVV de la *Òstia*, le 23 septembre 2007, *op. cit.*

<https://labarcelonetarebel.wordpress.com/2007/09/23/el-triangulo-de-oro/> (dernière consultation : 18 novembre 2019)

Ce constat, associé aux revendications récurrentes des associations qui réclament l'élaboration de projets urbanistiques participatifs prévoyant leur intégration au cœur des processus de réhabilitation de leur quartier, est révélateur du fait, qu'au-delà d'appartenir à des classes populaires, ces habitants appartiennent davantage à des classes qui ne se sentent pas représentées au sein du système politique. L'association de quartier serait alors un lieu cristallisant l'ensemble des riverains souhaitant faire partie intégrante des processus de transformations urbaines.

De la même manière, dans le cas du Cabanyal, les membres de l'association « traditionnelle » *de vecinos* font référence, de façon récurrente, aux origines populaires du quartier, pour le qualifier et le décrire. À titre d'exemple nous pouvons citer le numéro de janvier 1981 du bulletin d'information, dans lequel il est à plusieurs reprises question de l'« *acento popular* »<sup>41</sup> pour décrire les caractéristiques physiques et sociales du quartier<sup>42</sup>. Les membres de l'association définissent donc eux-mêmes leur quartier comme un espace urbain qui puise son essence dans la présence de classes populaires. Cette caractéristique semble également mise en avant par les membres du collectif *Salvem el Cabanyal* tel qu'en témoigne par exemple l'ancienne porte-parole, Maribel Domenech :

[...] Nous possédons beaucoup d'autres valeurs parce que c'est un quartier marin et donc très méditerranéen, très en lien avec la mer. C'est également un quartier très ouvert où les bateaux de pêche, le travail du port, les chantiers navals ont toujours été ici, où toutes les personnes ayant été en lien avec la mer ont toujours vécu. Maintenant ce n'est plus autant cas, soit les descendants des anciens pêcheurs sont venus vivre ici, soit les descendants ont changé de professions. Mais ils continuent de vivre ici. Les gens ont des racines très profondes ici<sup>43</sup>.

Afin de mieux saisir les caractéristiques de la population de ce quartier de Valence, nous proposons une analyse des résultats statistiques concernant le niveau d'étude de la population. Dans le tableau suivant nous reproduisons les données publiées en 1983 par l'association de

---

<sup>41</sup> L'« acent populaire » en français.

<sup>42</sup> AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar* – numéro 10, any 3, Gener 1981, p. 12 (Fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallares).

<sup>43</sup> « [...] *tenemos pues muchos otros valores, porque el ser barrio marinero, y por tanto muy mediterráneo, muy vinculado con el mar. Pues también es un barrio muy abierto que siempre, pues, todas las barcas de pesca o todo el trabajo del puerto, astilleros, pues, han sido aquí donde han vivido, todas las personas que han estado vinculadas con la playa. Ahora ya no tanto, ahora han venido o los propios descendientes de los antiguos pescadores o se han dedicado a otras profesiones. Pero siguen viviendo aquí, aquí la gente tiene unas raíces muy profundas* » in Entretien avec Maribel Domenech, Valence, le 18 avril 2017.

quartier quant au niveau d'étude de la population, auxquelles nous ajoutons celles émanant de la municipalité, pour des années ultérieures (1996 et 2001) :

**Indicateur du niveau d'instruction de la population du Cabanyal Canyamelar, de 10 ans et plus, selon l'âge et le sexe, en 1983, 1996 et 2001**

Année	Population totale	% de la population analphabète			% de personnes ayant fait des études primaires ou secondaires			% des personnes ayant fait des études supérieures		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1983 <sup>44</sup>	26162	5,4%	2,2%	8,1%	60,2%	58,5%	61,7%	2,4%	3,4%	1,6%
1996 <sup>45</sup>	21326	4,1%	2,2%	5,8%	52,6%	45,9%	58,1%	7,4%	8,8%	6,3%
2001 <sup>46</sup>	20807	3,7%	2,3%	5,0%	41,0%	34,8%	46,4%	6,5%	7,1%	6,0%

Elaboration personnelle. Source : Recensement de la population de Valence.

Malgré les limites d'une telle étude qui, à la différence d'une analyse fondée sur des données plurivariées, ne nous permet pas d'affirmer avec certitude l'évolution économique et sociale du quartier, ces chiffres semblent confirmer l'ancrage populaire du quartier<sup>47</sup>. Le pourcentage de personnes ayant fait des études supérieures est très faible (2,4%-6,5%), bien qu'il augmente progressivement. Parallèlement, les personnes ayant fait des études primaires ou secondaires représentent environ la moitié de la population totale du quartier (60,2%-41%), ce qui est révélateur de catégories socio-professionnelles moyennes, voire populaires. Ces phénomènes démontrent une augmentation conséquente du niveau d'étude dans cet espace

<sup>44</sup> AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar* – numéro 14, any 3, Juny 1983, p. 11 (Fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallares).

<sup>45</sup> Hemeroteca Municipal del Ayuntamiento de Valencia, Code 2/182, *Anuari estadístic de la ciutat de València*, 1999.

<sup>46</sup> Hemeroteca Municipal del Ayuntamiento de Valencia, Code 2/182, *Anuari estadístic de la ciutat de València*, 2001.

<sup>47</sup> Cela étant, il n'existe pas à notre connaissance de données antérieures aux années 2000 et spécifiques au quartier, concernant par exemple le niveau de vie ou les catégories socio-professionnelles des habitants. De surcroît, certaines études statistiques ne sont pas réalisées régulièrement par les autorités locales et certains indicateurs ne sont pas conservés d'une étude à l'autre, ce qui ne permet pas une analyse dans le temps. Nous préférons ici privilégier les données qui sont, dans une certaine mesure, diachroniques, afin d'appréhender la situation de la population dans son ensemble.

urbain, où le taux d'analphabétisme est en recul constant. Ces résultats confirment les propos de la structure traditionnelle qui affirment dans les années 1980 que le quartier est essentiellement composé de classes moyennes ou populaires, ainsi que ceux plus récents de Maribel Domenech, l'ancienne porte-parole du collectif, qui indiquent une évolution dans les professions exercées par les habitants. Il ne semble donc pas erroné d'affirmer que les personnes impliquées dans les entités associatives appartiennent à ces classes populaires et moyennes.

Tout comme dans le cas de la Barceloneta, nous observons par ailleurs un certain vieillissement de la population. Les deux tableaux suivants illustrent cette évolution. Pour commencer, nous présentons les données concernant l'arrondissement des Poblados Marítimos, au sein duquel se trouve le quartier du Cabanyal-Canyamelar, afin d'obtenir une vision d'ensemble sur plusieurs années. Dans un deuxième temps, nous présentons les chiffres spécifiques au quartier étudié, sur un nombre plus restreint d'années<sup>48</sup>.

---

<sup>48</sup> Malheureusement, à notre connaissance, aucun recensement relatif à l'âge de la population du Cabanyal n'a été réalisé avant 1991.

**Population selon l'âge, en trois groupes, dans l'arrondissement des Poblados Marítimos,  
1981-2006**

Année	Total	0-15 ans		16-64		> 65 ans	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1981	60 484	14 490	24	38 863	64,3	7 131	11,8
1986 <sup>49</sup>	59 716	12 766	21,4	39 192	65,6	7 758	13,0
1991	58 643	11 640	19,9	37 964	64,7	9039	15,4
1996	58 824	9 715	16,6	39 027	66,3	10 082	17,1
2001	58 316	8 508	14,6	39 026	66,9	10 842	18,6
2006	59 489	8 572	14,4	40162	67,6	10 755	18,1

Elaboration personnelle. Source : Annuaire de statistiques de la ville de Valence (1981-2006)

**Population selon l'âge, en trois groupes, dans le quartier du Cabanyal, 1991-2006**

Année	Total	0-15 ans		16-64		> 65 ans	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1991	22 125	3 436	15,5	14 027	63,4	4 662	21,1
1996	21 326	2 886	13,5	13 485	63,2	4 955	23,2
2001	20 807	2 670	12,8	13 032	62,6	5 105	24,5
2006	20 769	2 791	13,4	13 165	63,4	4 813	23,2

Elaboration personnelle. Source : Annuaire de statistiques de la ville de Valence (1991-2006)

---

<sup>49</sup> Au sein des différentes données statistiques présentées ci-dessus, il est important de souligner que les analyses de la population de 1981 et 1986 n'emploient pas exactement les mêmes catégories que les années suivantes, ce qui peut avoir un impact sur l'évolution présentée. Les catégories utilisées en 1981 et 1986 sont les suivantes : moins de 15 ans, 15-64 ans, plus de 64 ans. Dans la mesure où ces catégories ne présentent pas une différence majeure, il nous semble tout de même pertinent d'utiliser les données de ces années afin d'obtenir un point de vue diachronique.



Il est tout d'abord intéressant de remarquer que dans l'arrondissement des Poblados Marítimos, et plus particulièrement encore dans le quartier du Cabanyal, la population est relativement stable. De fait, en 1991 la population du Cabanyal représentait 37,7% de la population totale de l'arrondissement, en 2006, elle représente 34,9% de la population des Poblados Marítimos, soit environ un tiers de l'arrondissement entre 1991 et 2006. Au-delà, nous pouvons constater qu'en règle générale, dans les Poblados Marítimos, tant dans l'arrondissement que dans le quartier, le taux de vieillissement de la population est relativement élevé, dans la mesure où la part des individus de moins de 15 ans diminue alors que celle des personnes de plus de 65 ans s'accroît. Ces phénomènes traduisent un renouvellement relativement faible de la population, notamment dans le quartier du Cabanyal. En d'autres termes, il semble que de moins en moins de familles jeunes s'installent dans le quartier. Cette situation peut s'expliquer par le développement du projet urbain de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*, qui diminue l'attractivité du quartier tout en dégradant sa situation sociale par le biais notamment de la destruction progressive d'une partie des maisons du quartier<sup>50</sup>.

Cette situation se ressent au sein même de l'association, d'après les propos de l'ancienne présidente de l'entité historique du Cabanyal, Pepa Dasí :

Le point négatif c'est qu'il n'y a pas de jeunes... il n'y en a pas non plus dans le quartier. Les associations [...] sont en train de disparaître. Toutes les associations. Mes camarades le disent également que dans les associations de riverains, les jeunes ne viennent plus, il n'y a pas de jeunes qui s'impliquent. Nous sommes des personnes âgées ou des adhérents âgés [...]<sup>51</sup>.

Non seulement l'âge des militants s'accroît, mais le manque de renouvellement des militants dans l'association est perçu comme problématique pour les AAVV et leurs activités. L'ensemble de ces données concernant les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal nous pousse à croire que les habitants, membres des AAVV dans ces espaces urbains, sont dans les années 1970-1980 majoritairement issus de classes populaires. Le milieu ouvrier et les activités portuaires

---

<sup>50</sup> La plupart des maisons ne sont pas détruites. Cela étant, la perspective de destruction de certaines bâtisses empêche le rachat d'appartements et de logements par des familles qui pourraient potentiellement s'installer dans le quartier.

<sup>51</sup> « [...] *lo malo es que no hay gente joven... incluso en el barrio, las asociaciones no son grupos, no son grupos... se va perdiendo, se va perdiendo. Pero en todas, entiendes. Todas mis compañeras lo dicen también, que en las asociaciones de vecinos, gente joven ya no viene, no hay gente joven implicada, somos gente ya mayor o socios mayores y entonces...* » in Entretien avec Pepa Dasí, Valence, le 10 avril 2017.

sont alors fortement représentés, dans un premier temps du moins. Initialement donc, les riverains de la Barceloneta et du Cabanyal possèdent un niveau économique et des conditions de vie relativement similaires. Ces caractéristiques perdurent, dans chacun de ces deux quartiers, jusqu'au début des années 1980. Leur évolution diffère néanmoins au début des années 2000. Le tourisme ou encore les phénomènes de gentrification semblent avoir un impact plus important dans le quartier de la Barceloneta que dans celui du Cabanyal. À titre d'exemple, les commerces liés au tourisme (magasins de souvenirs, restaurants, etc.) détrônent les commerces de proximité, ce qui a nécessairement un impact sur les activités économiques du quartier, des transformations qui traduisent l'évolution progressive du niveau de vie de la population.

Cependant, au-delà de ces évolutions socio-économiques, le contenu des revendications de chacune des structures associatives perdure. Ainsi, le manque d'infrastructures et d'équipements publics adaptés aux besoins des riverains ou encore le manque de participation de ces derniers, dans l'élaboration des projets urbanistiques<sup>52</sup>, sont autant de revendications que l'on retrouve au cœur de toutes les mobilisations dans ces quartiers (des années 1970 aux années 2000). Ces revendications traduisent, selon nous, un sentiment commun à l'ensemble des acteurs de ces mobilisations, à savoir, leur exclusion des prises de décisions urbanistiques et politiques. Cette observation fait écho aux considérations de Hélène Jacquemin qui, dans ses travaux sur des quartiers bordelais, reprend les conclusions de Guy Di Méo en soutenant que :

Les banlieues de relégation font souvent naître chez leurs habitants un fort sentiment d'appartenance, à la fois par le sentiment d'exclusion et d'abandon qui s'y développe et par la stigmatisation qui résulte du regard des autres habitants de la ville et des politiques municipales développées à l'échelle du quartier<sup>53</sup>.

Ce phénomène ne semble donc pas spécifique au quartier de la Barceloneta et du Cabanyal. Si l'on s'intéresse aux premières associations de quartier fondées en Espagne, on constate en effet que la plupart d'entre elles surgissent dans les périphéries des villes ou dans des espaces

---

<sup>52</sup> Pour davantage d'informations concernant les revendications, voir la partie 2 ainsi que la partie 3.2.1 de ce travail.

<sup>53</sup> JACQUEMIN, Hélène, « Les risques en quartier "sensible" : des mythes médiatiques aux réalités quotidiennes. L'exemple des Aubiers à Bordeaux », ECKERT, Denis ; BRUNET, Roger (ed.), *Mappemonde* [En ligne], vol. 1, n° 77, 2005. URL : <https://mappemonde-archive.mgm.fr/num5/articles/art05107.html>

essentiellement caractérisés par la présence d'industries, où le confort résidentiel est relégué au second plan au profit de la fonctionnalité du quartier. Par exemple, la première *Asociación de Vecinos* madrilène surgit dans le quartier périphérique de *Palomeras Bajas* alors que dans la ville de Barcelone, la première *Asociación de Vecinos* émerge dans le quartier industriel *Sant Antoni*. De la même manière, dans les cas qui nous intéressent plus particulièrement ici, les militants membres des premières structures associatives résident dans des quartiers éloignés du centre (à l'instar du Cabanyal, à Valence) ou caractérisés par une forte présence industrielle (tels que le quartier de la Barceloneta et dans une moindre mesure, celui du Cabanyal également). En d'autres termes, ces entités associatives voient le jour dans des espaces urbains qui ne sont pas prioritaires au sein des politiques locales. À l'inverse, à la fin des années 1990, ces mêmes quartiers font l'objet de divers projets urbains. Toutefois, ils sont, selon les habitants, à visée essentiellement touristique et ne concernent pas les populations en place.

Il est à cet égard intéressant de souligner le choix de la dénomination des nouveaux collectifs, émergeant dans ces mêmes espaces, dès la fin des années 1990. Alors que les AAVV mettaient l'accent sur le *vecino*, à savoir l'habitant comme acteur des revendications, les entités les plus récentes, les *plataformas ciudadanas*, mettent en exergue la *ciudadanía*. Tel que nous l'avons souligné précédemment, le terme *ciudadano* renvoie en premier lieu à la notion d'habitant de la ville. Cela étant, il sous-entend également l'appartenance à la cité, dans laquelle le *ciudadano* a des droits mais également des devoirs. Par extension, le *ciudadano* est acteur de la vie politique, c'est-à-dire du système qui régit les prises de décision dans différents domaines (social, économique mais également urbanistique). Le nom de ces *plataformas* semble ainsi souligner l'implication politique réclamée par les militants<sup>54</sup>. De fait, pour reprendre les termes de Fèlix Estrella (actuel président de l'association du Cabanyal, ancien membre de *Salvem*, ancien président de la FAAVV et ancien conseiller municipal), militer au sein d'une association de quartier « signifie rendre possible la participation *ciudadana* et politique »<sup>55</sup>.

---

<sup>54</sup> De fait, tel que nous l'avons souligné dans la partie précédente de ce travail, les associations de quartiers et les collectifs semblent être des « lieux de repli politique », en témoigne la présence de militants antifranquistes au cours des années 1970 ou encore la présence de militants *okupas* dès le début des années 2000. Pour ces acteurs, la remise en cause du système en place et le manque de concertation sont fondamentaux.

<sup>55</sup> « *Significa hacer posible la participación ciudadana y política* », Entretien avec Fèlix Estrella, par mail, le 1er juillet 2019.

Par conséquent, lorsque les habitants s'investissent dans une association de quartier, leur implication va au-delà d'une démarche que l'on pourrait qualifier de « territorialisée »<sup>56</sup>. Il nous semble important de ne pas restreindre les mouvements *vecinales* à des NIMBY (*Not in my backyard*), expression désignant des mouvements de contestations, notamment organisés par des associations, pour s'opposer « aux installations ou aménagements susceptibles de perturber leur environnement immédiat »<sup>57</sup>. Cette dénomination ne prend pas en compte la dimension identitaire de ces phénomènes contestataires. Cette considération serait donc, selon nous, beaucoup trop réductrice pour appréhender les mouvements de la Barceloneta et du Cabanyal. En d'autres termes, les riverains de ces quartiers, qui militent au sein des associations de leur quartier, ne sont pas uniquement les acteurs d'une mobilisation particulière mais s'inscrivent plutôt dans un mouvement plus vaste et identitaire. De fait, de nombreuses relations sont tissées entre les membres des différentes associations. Divers réseaux sont en effet créés tout au long de l'histoire du mouvement associatif. L'implication individuelle des habitants au sein des associations de leur quartier (très liée à leur histoire personnelle, à l'histoire de leur quartier ou aux relations qu'ils entretiennent avec leur lieu de vie) n'empêche pas la mise en place d'actions mutualisées. Menées par de multiples entités associatives au sein d'une ville, voire à des échelles plus grandes, ces actions sont révélatrices de points de convergence plus vastes, entre les personnes mobilisées. L'existence d'entités supra-associatives telles que les fédérations d'associations ainsi que la solidarité entre certaines associations illustrent ce phénomène.

Pour reprendre les termes de Michel Vakaloulis, l'émergence de mouvements sociaux dépassant la sphère du syndicalisme tels que « les mobilisations associatives pour la défense des libertés, des droits sociaux et de la dignité humaine font renaître l'idée que les dominés peuvent toujours s'attaquer aux origines de l'oppression en créant du collectif à la place des situations individuelles vécues dans la culpabilité, la honte, la dégradation »<sup>58</sup>. Les acteurs de ces mouvements sociaux sont donc, toujours selon le même auteur, des « exclus ». En d'autres

---

<sup>56</sup> VAKALOULIS, Michel, « Syndicats, mouvements et dynamique d'émancipation : le défi de la nouvelle radicalité », *Actuel Marx – Partis/mouvements*, vol. 2, n° 46, 2009, p. 81.

<sup>57</sup> LELANDAIS, Gülçin Erdi, « « Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion » : Politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul », BIGO, Didier ; PIAZZA, Pierre (dir.), *Cultures & Conflicts – Fichage et listing. Quelles incidences pour les individus ?*, n° 76, 2009, p. 156.

<sup>58</sup> VAKALOULIS, Michel, « Syndicats, mouvements et dynamique d'émancipation : le défi de la nouvelle radicalité », *op. cit.*, p. 82.

termes, il s'agit de la partie de la population qui, pour des raisons socio-économiques notamment, ne se sent généralement pas prise en considération par les autorités, lors des processus décisionnaires. L'ensemble de ces données nous permet donc d'affirmer que les acteurs des mobilisations au sein des quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal sont des habitants des quartiers, relativement âgés (et plus particulièrement dans les entités traditionnelles dont la création remonte aux années 1970), appartenant principalement aux classes populaires et moyennes et qui se sentent, dans une certaine mesure du moins, en marge des projets municipaux. Il nous semble néanmoins important de souligner la présence de certaines catégories, parmi lesquelles les femmes, les enfants ou encore les hommes célibataires, catégories longtemps ignorées par les divers travaux sur la question<sup>59</sup>.

### **La place des femmes dans les *movimientos vecinales***

Comme le soulignent différents travaux de recherche, la figure des femmes, au sein de la société, a longtemps été reléguée au second plan, la plupart du temps réduite aux tâches de la sphère « du privé », sans que leur engagement politique, au sein des mouvements sociaux par exemple, ne soit réellement pris en considération<sup>60</sup>. Pourtant, Karine Bergès, dans ses travaux sur la place des femmes au sein des mouvements sociaux, précise que des mouvements féministes autonomes étaient déjà organisés lors des premières luttes antifranquistes<sup>61</sup>. De la même façon, Mercedes Yusta souligne l'importance du rôle des femmes dans le développement des *guérillas* antifranquistes, bien qu'elles soient souvent restées dans l'ombre<sup>62</sup>. Au sein du milieu associatif,

---

<sup>59</sup> CORRAL BROTO, Pablo, *¿Una sociedad ambiental? Historia de los conflictos ambientales bajo la dictadura franquista en Aragón (1939-1979)*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud et de Antonio Ortega Santos, Universidad de Granada-EHESS, 2014, pp. 141-142.

<sup>60</sup> BERGÈS, Karine ; YUSTA RODRIGO, Mercedes, « Femmes et politique, le genre de l'engagement », in BERGÈS, Karine ; BURGOS-VIGNA, Diana ; YUSTA RODRIGO, Mercedes ; LUDEC, Nathalie (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 8.

<sup>61</sup> BERGÈS, Karine, « ¡ La revolución será feminista o no será ! : recomposition des féminismes autonomes dans l'Espagne en crise des années 2000 », CHAPONNIERE, Martine ; ROUX, Patricia ; RUAULT, Lucile (coord.), *Nouvelles questions féministes - Nouvelles formes de militantisme féministe (I)*, vol. 36, n° 1, 2017, p. 17.

<sup>62</sup> YUSTA RODRIGO, Mercedes, « Du familial au politique. Engagement féminin dans la guérilla antifranquiste en Espagne (1936-1952) », in BERGÈS, Karine ; BURGOS-VIGNA, Diana ; YUSTA RODRIGO, Mercedes ; LUDEC, Nathalie (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 94.

c'est aussi le cas. Divers auteurs tels que Manuel Castells<sup>63</sup> ou encore Pamela Radcliff<sup>64</sup> relèvent cette invisibilisation de la place des femmes dans les mouvements, au cours des années 1960, invisibilisation accentuée par la loi<sup>65</sup>. Les femmes ne sont alors prises en compte que dans des situations bien précises, lorsqu'elles sont veuves par exemple<sup>66</sup>. Cette première configuration juridique illustre le fonctionnement de l'ensemble de la société des années 1960, qui a tendance à réduire la figure féminine à son seul rôle dans la sphère du privé. De fait, les seules véritables entités qui font référence aux femmes se dénomment les associations des *Amas de Casa*, une dénomination qui fait très clairement écho à ce rôle restreint. Toutefois, les entités associatives locales créées dès la fin des années 1960 et le début des années 1970 semblent, dès leur intitulé, souhaiter atténuer ces barrières qui contraindraient chaque individu à sa seule condition masculine ou féminine. Le terme plus générique de *vecinos* est en effet employé. Il semble question ici de mettre davantage l'accent sur le fait de vivre dans un même quartier plutôt que de se baser sur le genre. Cette démarche tend, *a priori*, à intégrer tous les habitants du quartier. De fait, tel que l'illustre le dessin suivant, les femmes sont bel et bien représentées dans ces associations. Pourtant, cette illustration inscrit chaque personnage dans un rôle

---

<sup>63</sup> Pour sa part, Manuel Castells fait référence à un « féminisme pratique » pour appréhender le rôle des femmes dans ces mouvements, qui devinrent de véritables écoles d'apprentissage de l'organisation et de la mobilisation pour ces protagonistes. Toujours selon le même auteur, ces femmes étaient présentes dans de nombreuses actions mais elles restaient, malgré tout, invisibles tant dans les processus de décisions que dans les différentes charges de responsabilité de la structure. Pour davantage d'informations voir FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva, *Vocalías y grupos de mujeres. El feminismo en los barrios : el movimiento de mujeres de base territorial durante la Transición en el cinturón industrial de Barcelona : 1974-1990*, *op. cit.*, p. 282.

<sup>64</sup> D'après Pamela Radcliff, les femmes étaient totalement invisibles dans les *movimientos vecinales*, et ce, y compris dans les discours mêmes des structures où l'acteur principal était un homme, un ouvrier ou un habitant. Le point de vue de Pamela Radcliff est très clairement explicité dans les travaux de C. Gonzalo Morell. Pour davantage de détails voir GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, *op. cit.*, p. 362.

<sup>65</sup> Par exemple, dans le décret de 1963 qui autorise la création d'entités associatives, il est uniquement question des associations des *Cabezas de Familia*, expression qui désigne les hommes majeurs mariés.

<sup>66</sup> CORRAL BROTO, Pablo, *¿Una sociedad ambiental? Historia de los conflictos ambientales bajo la dictadura franquista en Aragón (1939-1979)*, *op. cit.*, p. 76.

spécifique : l'homme réclame du travail pour subvenir aux besoins de la famille tandis que la femme demande du pain pour nourrir la famille<sup>67</sup>.



Fig. 9: Illustration d'un article concernant les travailleurs du quartier de la Barceloneta. Source : Arxiu Historic Barcelona, Hemeroteca, R. 1975 4, AAVV Barceloneta, *Quart de Casa, Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, Barcelona, janvier 1976, p. 1

---

<sup>67</sup> Cette illustration, qui date de 1976, reflète une certaine réalité sociale dans la mesure où, dans ce quartier, le pourcentage de femmes au foyer est alors très élevé, tel que le démontre les chiffres précédemment présentés (en 1978, la part de personnes au foyer dans l'arrondissement de Ciutat Vella est de 22% de la population, l'immense majorité étant des femmes, 22%, contre 0,03% des hommes). En d'autres termes, bien que ce dessin conserve des caractéristiques machistes, au sens où il représente la femme avec un tablier (symbole des tâches ménagères dans la sphère domestique) revendiquant du pain et non du travail, il a le mérite de représenter la place des femmes au sein de ces mouvements. En outre, au-delà de cette première lecture qui limite apparemment la condition féminine à son rôle de ménagère, nous pouvons également observer, dans cette illustration, une référence à la *lucha del pan*, emblème des premières révoltes notamment organisées par des femmes, à Barcelone, en 1789, pour lutter contre l'augmentation du prix du pain. Ces mouvements ne recherchaient pas l'obtention d'un quelconque pouvoir politique mais des conditions de vie décentes. Fernández Lamelas rappelle que ces « mutineries de subsistance » ont eu un impact considérable sur l'évolution des mobilisations dans la mesure où elles introduisent des formes de mobilisation pacifiques et davantage organisées. D'ailleurs, toujours selon Fernández Lamelas, le rôle des femmes est tout aussi important lors des mouvements de contestations contre l'augmentation des prix des loyers à Barcelone, à partir de 1919. Pour plus d'informations, voir : FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva, *Vocalías y grupos de mujeres: el feminismo en los barrios : el movimiento de mujeres de base territorial durante la Transición en el cinturón industrial de Barcelona : 1974-1990*, op. cit., pp. 48-51. Selon nous, ces observations démontrent ainsi que plutôt que de réduire le rôle de la femme à la ménagère, cette illustration, qui met en exergue la revendication du pain, placerait plutôt la femme comme une militante de premier ordre, et ce, depuis près de deux siècles.

Bien que nous ne soyons pas en possession des registres des associations qui nous permettraient de déterminer avec certitude le nombre de femmes présentes dans l'ensemble de ces mouvements, nous pouvons tout de même affirmer, grâce à différents supports, que des femmes faisaient bien partie des mobilisations étudiées. De fait, certaines photographies d'archives, ayant immortalisé quelques-unes des manifestations organisées par l'association de la Barceloneta, témoignent de leur présence.

Dans le cas de Valence, il est intéressant de souligner l'impact de la présence des femmes, dès le début des années 1970, sur le contenu des revendications formulées par l'ACF du quartier voisin. De fait, un des bulletins d'information de cette association publie un communiqué du groupe des *Amas de Casa* avec lequel l'association coopère :

Nous, les femmes de la Malvarrosa, avons également des problèmes à résoudre et l'association de *Cabezas de Familia* nous propose ses locaux pour que, aux côtés de nos époux et de nos enfants, nous puissions travailler pour réussir à obtenir une Malvarrosa plus humaine et plus habitable. Au début, nous n'étions qu'une douzaine de femmes, nous sommes toujours très peu nombreuses. Il est temps de rompre avec le petit monde abrutissant dans lequel nous vivons (les courses, les enfants, les repas, la couture, etc.) [...] Nous souhaitons parler des besoins du quartier et plus particulièrement d'un parc pour enfants et d'une garderie pour nos enfants<sup>68</sup>.

Pour commencer, il est intéressant de souligner que le contenu de ce communiqué rompt totalement avec le discours officiel de l'époque. La remise en question de ce « petit monde », c'est-à-dire du quotidien auquel les femmes sont confrontées chaque jour dans la sphère domestique, traduit une volonté d'émancipation de la part de ces militantes. En ce sens, ces propos s'inscrivent dans une démarche que l'on pourrait qualifier de féministe. Cela étant, plutôt que d'illustrer la mise en place de mouvements indépendants, ces revendications sont révélatrices de l'introduction de nouvelles considérations au sein des mouvements *vecinales*. Les revendications, évoquées dans ce communiqué, soulignent notamment le manque considérable

---

<sup>68</sup> « *Las mujeres de la Malvarrosa, también tenemos problemas que resolver y la Asociación de Cabezas de Familias nos ofrece sus locales para que, junto a nuestros esposos e hijos, trabajemos para conseguir una Malvarrosa más humana y habitable. Desde un principio nos venimos reuniendo unas docenas de mujeres, pero todavía somos muy pocas. Es ya hora de romper el embrutecedor pequeño mundo en que nos desenvolvemos (la compra, niños, comidas, coser, etc.) [...] para hablarles de las necesidades de nuestro barrio y muy especialmente de un parque infantil y una guardería para nuestros niños* » in Ministerio de Cultura y Deporte, Biblioteca Virtual de Prensa Histórica, *Boletín Informativo de la Asociación de Cabezas de Familia Malvarrosa*, 1971, p. 10.

URL: <https://prensahistorica.mcu.es/es/consulta/registro.do?id=4422>



d'infrastructures pour les enfants<sup>69</sup>, infrastructures nécessaires à ces militantes afin qu'elles aient davantage de temps pour travailler.

En réalité, ces revendications, déjà présentes en 1971, font écho à celles de l'association de quartier du Cabanyal, dès sa création. Dès les premiers bulletins de cette *Asociación de Vecinos* en 1977 ainsi que dans celui d'octobre 1979<sup>70</sup> par exemple, les membres de l'association promeuvent la mise en place d'un service de garderie dans le quartier, pouvant accueillir les enfants jusqu'à 4 ans, de façon gratuite, pour favoriser « [...] le droit indiscutable de la femme de continuer à travailler tout en étant mère »<sup>71</sup>. L'influence de la présence féminine dans cette structure est donc indiscutable tout comme la prise en compte de leurs revendications. De fait, la création de cette association de riverains, dans le quartier du Cabanyal-Canyamelar, qui voit le jour en 1977 est notamment due au travail réalisé par deux personnes, Pepe Martínez mais surtout Marina Royo qui, dès le milieu de l'année 1976 parcourt le quartier, en distribuant des tracts afin de faire prendre conscience aux habitantes et habitants de la nécessité de se mobiliser collectivement pour défendre les intérêts du quartier<sup>72</sup>. En outre, l'association revendique, dès sa création, la nécessité d'une école publique dans le quartier ainsi que des structures adaptées pour les enfants, tel que le démontre la une du premier bulletin de cette structure. Il est à cet égard intéressant de remarquer que la première école maternelle, implantée dans le quartier, est installée dans des locaux appartenant à l'association de quartier<sup>73</sup>. Cette

---

<sup>69</sup> Il nous semble tout à fait pertinent de supposer que cette association se composait de militants et de militantes dans la mesure où les enfants semblent tenir une place relativement importante. De fait, des enfants semblent très tôt avoir été associés aux mouvements mis en place dans les quartiers littoraux de cette ville dans la mesure où un numéro du *Boletín Informativo de Cabezas de Familia del Distrito Marítimo* est uniquement composé de dessins d'enfants. On retrouve les revendications qui émanent de ces dessins dans d'autres numéros, rédigés, par des membres de l'association, sous forme de texte.

<sup>70</sup> AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí*, octobre 1979, p. 10 (fonds personnels d'Antonio Sanchis Pallarés).

<sup>71</sup> « [...] *del derecho indiscutible de la mujer a seguir desempeñando su puesto laboral siendo madre* » in AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí*, octobre 1979, *op. cit.*

<sup>72</sup> La présence d'installations industrielles, à savoir un entrepôt de charbon dans la rue *Doctor Lluç* ou encore une entreprise de métallurgie, apparaissent comme les éléments déclencheurs de ce mouvement qui, rapidement, s'oriente vers la réclamation d'infrastructures municipales. Pour davantage d'informations voir ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d'un compromís social*, *op. cit.*, p. 57.

<sup>73</sup> Ces locaux appartenait initialement au gouvernement franquiste. Lors de la Transition, les autorités locales ont réparti ce type de locaux à diverses structures. Les locaux de la rue *Chulilla* (siège actuel de l'association de riverains) ont d'abord été cédés à l'AAVV qui, à son tour, les a mis à disposition d'une

structure semble donc s'intéresser aux revendications de tous ses membres, hommes, jeunes, ou femmes, vivant dans le quartier<sup>74</sup>.

Tout comme l'ensemble des associations de riverains, celle du Cabanyal s'organise autour de la présence de plusieurs commissions, également appelées *vocalías*. Il s'agit de groupes de travail spécifiques, dont les membres se réunissent autour de thématiques précises (sport, urbanisme, handicap, jeunes, femmes, etc.) qui maintiennent un certain degré d'autonomie et qui possèdent un ou une porte-parole au sein du bureau directeur de l'association<sup>75</sup>. Tel que nous avons pu le constater et comme le souligne Eva Fernández Lamelas, il existe, dans la plupart des associations, une *vocalía* d'urbanisme. Tout comme celles de sport, ces commissions d'urbanisme sont alors majoritairement gérées par des hommes tandis que celles relatives à la qualité de vie dans le quartier ou encore à l'enseignement se composent davantage de femmes, elles reproduisent ainsi la vision genrée de la société. Ceci étant, la présence d'une *vocalía de mujeres* (commission de femmes) au sein de l'association du Cabanyal, dès sa création, est symptomatique de la place accordée aux femmes dans cette entité ou, du moins, de la volonté de ces dernières de se faire une place dans cette structure. De fait, dans le premier bulletin de cette *Asociación de Vecinos* les membres de la *vocalía de mujeres* énoncent cette volonté :

Il nous reste beaucoup à faire, bien que la Constitution nous reconnaisse tous égaux en droit, tant les femmes que les hommes, nous devons continuer à lutter pour qu'elle soit respectée, dans l'enseignement, le travail, les lois et surtout la famille où, pour un certain temps encore, nous devons être les bonniches, les cuisinières, les nounous, etc. alors que nos époux parlent de politique avec leurs amis<sup>76</sup>.

---

coopérative d'enseignants et de parents du quartier, jusqu'à la construction d'une école publique dans le quartier.

<sup>74</sup> Pour reprendre les termes de Fèlix Estrela, les premières mobilisations dans les quartiers, et plus particulièrement les premières associations de quartiers, ont joué un rôle de « *paraguas* » (« parapluie »), ou de « vitrine » tel que nous l'avons signalé dans la partie précédente de ce travail. Elles ont en effet longtemps abrité l'ensemble des mouvements en devenir. Les propos de Fèlix Estrela ont été recueillis lors d'un entretien informel, à Valence, le 11 décembre 2019.

<sup>75</sup> FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva, *Vocalías y grupos de mujeres. El feminismo en los barrios : el movimiento de mujeres de base territorial durante la Transición en el cinturón industrial de Barcelona : 1974-1990*, op. cit., p. 278.

<sup>76</sup> « [...] Aún nos quedan muchas cosas que conseguir; por mucho que la Constitución que tenemos los mismos derechos que el hombre, y que tenemos que seguir luchando para que esto se cumpla, tanto en la enseñanza, en el trabajo, en las leyes y sobre todo en la familia, donde aún por algún tiempo tendremos que ser las fregonas, cocineras, niñeras, etc ; mientras nuestros maridos hablan de política con sus amigos », AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí*, 1979 (fonds personnels de Fèlix Estrela), p. 5.

Les liens existants entre le PCE et l'*Asociación de Cabezas de Familias* d'abord, puis l'association de riverains, ne font que renforcer, selon nous, l'importance de la présence de militantes au sein des mouvements *vecinales*. Dans le giron du PCE valencien, un mouvement féministe est en effet créé en 1969, le *Movimiento Democrático de Mujeres*. D'ailleurs, en 1977, le Gouverneur Civil de Valence évoque au sein du chapitre qu'il dédie à la conflictualité politique et sociale, et plus spécifiquement à la légalisation de toutes les associations, l'organisation de manifestations contre les violences faites aux femmes, au sein desquels surgissent des slogans tels que « *Prou de violacions* » (« Assez des viols ») ou « *Soms dones, no objectes* » (« Nous sommes des femmes, pas des objets »)<sup>77</sup>. Ainsi, ce type de mouvements participe de la conscientisation des femmes quant à leur place au sein de la société, ce qui se traduit entre autres par leur implication progressive dans les mouvements de riverains, comme des actrices à part entière. De fait, Marina Royo, avant même de s'investir dans la mise en place d'une structure propre au Cabanyal, était militante et adhérente au PCE. Le fragment de discours reproduit ci-dessus, qui comprend de fait des considérations féministes, est révélateur de cette prise de conscience des femmes. Il démontre par la même occasion le rôle déterminant de l'association de quartier dans ce type de démarche dans la mesure où ces actrices, qui souhaitent mobiliser davantage de personnes, y trouvent un lieu dans lequel il est possible de s'exprimer, de se mobiliser et de faire valoir ses droits.

Outre la prise en compte de ces militantes dans la formulation de certaines revendications, il est également intéressant de remarquer que dans d'autres structures, leur présence est clairement signalée. Si l'on s'intéresse aux bulletins d'informations publiés par l'association de la Barceloneta, on constate, entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, un changement majeur dans l'intitulé même du périodique, qui tire directement son nom de l'association. Ainsi, le périodique qui s'intitulait *Quart de Casa. Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta* en 1978, se dénomme à partir de 1995, *Quart de casa. Butlletí de l'Associació de Veïnes i Veïns de la Barceloneta, Nova època*<sup>78</sup>. L'ajout du terme *veïnes* (habitantes en français) au sein du nom de cette entité est symptomatique de la nécessité de nommer une

---

<sup>77</sup> Archivo General de la Administración, caja 32/11463, *Memoria de Gobierno Civil*, 1977, p. 34.

<sup>78</sup> Plusieurs numéros manquent à notre corpus, ainsi il est possible que cet intitulé soit présent depuis quelques années déjà.

réalité jusque-là passée sous silence. Cette démarche n'est toutefois pas systématique au sein de toutes les associations de ce genre. Elle peut également être plus tardive (tel que le confirme ce premier exemple). Les numéros que nous possédons des bulletins publiés par l'association du Cabanyal-Canyamelar n'illustrent pas un tel changement. Il faudra attendre la création du blog de l'association, en 2008, intitulé *Associació de Veïnes i Veïns Cabanyal Canyamelar* pour constater la modification du nom de l'entité associative.

Or, sur l'ensemble des entretiens que nous avons menés auprès des personnes investies au sein des différentes associations de quartier et des collectifs mobilisés, la majorité était des femmes, impliquées parfois depuis de nombreuses années dans des mouvements de contestation. Cette présence féminine est d'ailleurs plus frappante au cœur des structures les plus récentes telles que l'*Associació de Veïns i Veïnes de la Òstia* qui est le fait d'un groupe de femmes, (dont la présence est reflétée dès le nom de l'entité). Lourdes López (militante et ancienne vice-présidente de l'association) explique cette situation en ces termes : « nous n'étions que des femmes parce que, bien évidemment, nous, nous étions au courant de ce qui se passait »<sup>79</sup>. Par ces propos, Lourdes López sous-entend que les femmes sont plus présentes au quotidien, dans le quartier, ce qui leur permet d'être informées plus rapidement des nouveaux projets. La situation professionnelle de ces femmes est un facteur permettant d'expliquer cette situation. Par exemple, Lourdes López vend des coupons de la *Once* sur la place principale du quartier, ce qui lui permet une présence très régulière dans le quartier. Les personnes retraitées ou les mères de famille, d'enfants en bas âge par exemple, semblent également être plus présentes<sup>80</sup>. De surcroît, la plupart de ces militantes sont impliquées dans la commission d'organisation d'une importante fête populaire du quartier, ce qui semble renforcer à la fois leur présence physique dans cet espace urbain ainsi que les liens de sociabilité qui y existent. À l'inverse,

---

<sup>79</sup> « [...] *sólo éramos mujeres, porque claro, estábamos nosotras al tanto de lo que había* » in Entretien avec Lourdes López, Barcelone, le 7 février 2017.

<sup>80</sup> Dans ses recherches sur la place des femmes dans la guérilla antifranquiste, Mercedes Yusta souligne que, déjà au cours des années 1950, les femmes tiennent une place primordiale au sein des réseaux qui sont à l'origine des groupes de guérilleros prenant le maquis. Les propos de Lourdes López, concernant le collectif de femmes mobilisées en 2005 au cœur du quartier de la Barceloneta font, dans une certaine mesure, échos à ceux de l'historienne. Le rôle des femmes semble toujours aussi fondamental dans les liens de sociabilité donnant lieu à la structuration de réseaux car « *ce sont souvent elles [les femmes] qui nouent et qui font vivre ces liens familiaux, amicaux ou de voisinage qui structurent les communautés rurales* », in YUSTA RODRIGO, Mercedes, « Du familial au politique. Engagement féminin dans la guérilla antifranquiste en Espagne (1936-1952) », *op. cit.*, p. 94.

dans le quartier littoral de Valence, le collectif *Salvem el Cabanyal* semble réunir tout un ensemble de personnes.

Cette différence s'explique notamment par les origines de chacune de ces structures. Le collectif valencien émerge en effet comme une continuité du mouvement *vecinal* traditionnel, dans le but de construire une mobilisation se consacrant uniquement à la question urbaine. Les membres du nouveau collectif reflètent ainsi la composition générale du mouvement de la structure traditionnelle, à savoir des hommes et des femmes, habitant dans le quartier, ainsi que l'ensemble des personnes souhaitant s'engager. Dans le cas de la Barceloneta, la création de l'association récente est initiée par les membres de la *Comissió de Festes del Carrer Pescadors*<sup>81</sup>, à savoir un groupe de femmes, menées par Emilia Llorca, qui organisent la *Fiesta Mayor* de façon autogérée. Les premières actions de cette nouvelle *Asociación de Vecinos* mobilisent donc, avant tout, les membres de cette première commission. Bien évidemment, au-delà de la mise en place du mouvement, d'autres personnes se mobilisent, tant des hommes que des femmes, de tout âge. De fait, les mouvements de ces quartiers, qu'il s'agisse de la *Òstia*, de *Salvem* ou encore des AAVV, se veulent représentatifs de l'ensemble des riverains de ces espaces urbains, quel que soit leur sexe, leur origine sociale ou encore leur niveau économique. Cette volonté se retrouve tant dans le discours des membres de ces structures que dans leurs différents écrits (bulletins d'information, blogs, tracts, etc.).

L'importance des femmes dans les structures associatives les plus récentes est illustrée par le fait qu'elles occupent des fonctions importantes. Tel que nous l'avons expliqué précédemment, à Valence par exemple, l'association du Cabanyal-Canyamelar est présidée par Pepa Dasí entre 2000 et 2019 tandis que parallèlement et durant de nombreuses années, Maribel Domenech, est porte-parole de la *plataforma Salvem el Cabanyal*. Dans le cas de la Barceloneta tandis que l'association de la *Òstia* est présidée par Emilia Llorca, la *Plataforma de Afectados en Defensa de la Barceloneta* est dirigée par Pepa Picas<sup>82</sup>. De surcroît, au cours des années 2000, la présence de ces femmes au sein de la mobilisation dans le quartier de la Barceloneta

---

<sup>81</sup> Il s'agit du comité organisant la *Fiesta Mayor* dans l'une des rues emblématiques du quartier de la Barceloneta.

<sup>82</sup> Malheureusement, nous ne possédons aucune information concernant l'association traditionnelle de la Barceloneta.

est renforcée par l'intégration progressive de militantes, provenant notamment du collectif *okupas, Miles de Viviendas*. La rencontre entre les membres de la PADB et certaines des militantes *okupas* (qui deviendront des figures de proue de la politique locale barcelonaise<sup>83</sup>) joue un rôle déterminant dans l'évolution de la mobilisation dans le quartier.

Longtemps invisibles au cœur de ces mouvements, les militantes semblent donc passer sur le devant de la scène dès la fin des années 1990. Qu'il s'agisse des revendications des différents collectifs ou des actions pour y parvenir, elles sont synonymes, selon nous, de la volonté des associations de quartiers et des collectifs de représenter l'ensemble des personnes mobilisées, militants et militantes, au sein des *movimientos vecinales* des quartiers du Cabanyal et de la Barceloneta.

Dans ses travaux, Javier Contreras définit l'acteur social *vecino* comme étant une catégorie inclusive<sup>84</sup>. Cette catégorie renfermerait ainsi tout un ensemble de personnes, tant des hommes que des femmes, de tout âge confondu tel un échantillon de la population porteur d'identités, propres à chaque individu et communes au collectif, qui alimenteraient les mobilisations. Pourtant, cette inclusion n'est pas homogène tout au long des mobilisations étudiées. Selon le contexte, la catégorie de « *vecino* » contient certaines nuances révélatrices de la société dans laquelle elle s'inscrit. Si au cours des premiers mouvements (de la fin des années 1970 et du début des années 1980) les femmes semblaient présentes sans être représentées, la fin des années 1990 et le début des années 2000 sont synonymes d'un changement majeur au sein des *movimientos vecinales*. Autrement dit, on passe de représentants des associations uniquement masculins, qui reproduisent le modèle social tout en rendant invisible le reste des personnes mobilisées, à la reconnaissance des militantes, à savoir de ces femmes mobilisées dès le début des mouvements qui accèdent enfin aux responsabilités. Ces changements sur le plan administratif et collectif sont révélateurs de l'évolution des structures associatives. En réalité, la promotion de la participation et de l'inclusion de

---

<sup>83</sup> Parmi les personnes engagées au sein du collectif *Miles de Viviendas*, nous pouvons souligner la présence d'Ada Colau, fondatrice de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) et élue maire de Barcelone en 2015 sous l'étiquette *Barcelona en Comú* ou encore la présence de Gala Pin Ferrando, membre de la PAH et conseillère municipale à la mairie de Barcelone depuis 2015, dans la liste *Barcelona en Comú*.

<sup>84</sup> CONTRERAS BECERRA, Javier, *Movimiento vecinal y Movimiento andalucista : construcción de la ciudadanía y aprendizaje democrático en Andalucía (1963-1987)*, *op. cit.*, p. 131.

l'ensemble des riverains dans les projets municipaux semble être appliquée au sein même des structures associatives. Tout comme dans le reste de la société, les actrices deviennent plus visibles dans la mesure où elles acquièrent une place plus importante, ce qui est symptomatique de l'évolution de cette notion de « *vecino* » qui acquière une dimension plus inclusive.

### **3.1.2. Occuper l'espace public, une forme de mobilisation récurrente (années 1960-2008)**

Dans le cadre des mobilisations collectives, la manifestation apparaît comme l'un des moyens d'action les plus répandus<sup>85</sup>. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce type de pratique se caractérise par une grande diversité : du défilé ordonné en passant par les mouvements de masses, les démonstrations symboliques ou encore les mises en scène dans l'espace public<sup>86</sup>, vaste notion qui ne cesse d'interroger. Ainsi, Jacques Lévy, Michel Lussault ou encore Thierry Paquot proposent diverses définitions. Michel Lussault souhaite tout d'abord éviter les écueils dans lesquels de nombreux travaux sont tombés en précisant que l'espace public « peut être défini de manière simple comme l'espace ressortissant strictement à la sphère publique, c'est-à-dire tout espace n'appartenant pas à une "personne morale de droit privé" »<sup>87</sup>. En ce sens l'auteur l'assimile à ce qu'il dénomme « l'espace commun » à savoir un « agencement qui permet la coprésence des acteurs sociaux, sortis de leur cadre domestique » dans lequel les individus « y convergent [...] y agissent, et interagissent avec les autres individus, mais aussi avec des objets et des formes spatiales »<sup>88</sup>. Pour sa part, Jacques Lévy abonde dans le même sens lorsqu'il précise que l'espace public

devient possible à partir du moment où ceux qui s'y trouvent peuvent et doivent penser que tous les autres membres de la société pourraient s'y côtoyer. Pratiquer un espace public, c'est donc pour un individu s'exposer à y rencontrer les individus les plus différents qu'il soit habitant de la ville. En outre, l'espace public contribue à l'autovisibilité de la ville et,

---

<sup>85</sup> FAVRE, Pierre, « Manifestation », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 342.

<sup>86</sup> FAVRE, Pierre, « Manifestation », *op. cit.*, p. 341.

<sup>87</sup> LÉVY, Jacques ; LUSSAULT, Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, *op. cit.*, p. 361.

<sup>88</sup> *Ibid.*

comme image de la totalité, il est, au travers de la civilité, un lieu fortement marqué par la dimension politique<sup>89</sup>.

Dans son ouvrage dédié à la définition de l'espace public, Thierry Paquot, quant à lui, souhaite lever une confusion inhérente à cette notion et qui tend à prendre de l'ampleur actuellement. Il tient à souligner la nuance entre les ressorts politiques que cette notion implique et les éléments matériels et concrets qu'elle suggère, une différenciation que ce géographe traduit par la distinction du singulier et du pluriel :

*L'espace public* évoque non seulement le lieu du débat politique, de la confrontation des opinions privées que la publicité s'efforce de rendre publiques, mais aussi une pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue ; les *espaces publics*, quant à eux, désignent les endroits accessibles au(x) public(s), arpentés par les habitants, qu'ils résident ou non à proximité. Ce sont des rues et des places, des parvis et des boulevards, des jardins et des parcs, des plages et des sentiers forestiers, campagnards ou montagnaux, bref, le réseau viaire et ses à-côtés qui permettent le libre mouvement de chacun, dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité.<sup>90</sup>

La notion d'« espace public » dispose donc de diverses facettes parmi lesquelles la dimension sociale, matérielle et politique nous intéressent tout particulièrement dans la mesure où, dans le cadre d'un conflit urbain, ces aspects se retrouvent au cœur des mobilisations.

Se mobiliser dans l'espace public, dans sa dimension physique, au moyen de pétitions ou encore de manifestations revient en effet, dans un premier temps, à interpeller les pouvoirs publics sur les malaises identifiés et à réclamer des solutions. En outre, en dépassant les frontières géographiques mais également sociales de l'espace où se déroule le conflit, la manifestation permet par la même occasion de faire connaître au plus grand nombre, au reste de la société civile, mais également aux médias, la lutte menée et les raisons de cette dernière. Un des exemples paradigmatiques de l'occupation temporaire de l'espace public à des fins de diffusion massive des revendications est celui des *Marchas a Madrid*. Débutant en 1983, dans l'Espagne démocratique en raison de la suppression de postes dans certaines entreprises, cette pratique prend de l'ampleur au cours des années 1990. Au lieu de se cantonner aux seules régions où se déroulent les conflits, ces *marchas* souhaitent alerter l'ensemble du pays de l'impact de ces mesures économiques dans certaines régions, raison pour laquelle la mobilisation se déplace jusqu'à la capitale. Selon les travaux de R. Adell, ces *Marchas* peuvent être réalisées

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 364.

<sup>90</sup> PAQUOT, Thierry, *L'espace public*, Paris, La Découverte, 2009, p. 3.



à pied mais également en bus, avec comme point de départ l'entreprise dans laquelle éclate le conflit et la capitale espagnole comme point d'arrivée. Toujours selon Adell, leur but est de :

Montrer à l'opinion publique jusqu'où peuvent aller les membres d'un collectif ou d'un groupe pour défendre leurs postes de travail. À chaque étape, ils reçoivent des soutiens solidaires, émotionnels et matériels de la part d'autres collectifs ou institutions. Ils mobilisent des régions entières et réagissent contre le manque d'investissement dans « les entreprises en déclin » et leurs reconversions successives.<sup>91</sup>

La diffusion de l'information semble à cet égard d'une importance capitale pour la construction d'une mobilisation, y compris à l'échelle locale. Ainsi, au-delà des réseaux, de la sociabilité propre à certains quartiers ou des interrelations existant entre les militants et le reste de la société civile, se montrer au monde apparaît comme le moyen de diffusion le plus efficace pour les militants dans un conflit, qu'il se déroule dans le monde de l'entreprise ou encore dans le milieu urbain.

De fait, dans le Cabanyal et la Barceloneta, dès les années 1970, les militants organisent des manifestations dans les rues de ces deux quartiers. Bien évidemment, elles ne sont pas aussi nombreuses et massives qu'elles le seront à la fin des années 1990, ce qui s'explique notamment par la répression engendrée par le régime de Franco. Les autorités franquistes limitent de façon drastique l'espace de la mobilisation, en usant de restrictions juridiques et/ou de répression policière. À l'inverse, l'ère démocratique reconnaît indéniablement le droit à la liberté d'expression, de réunion et de manifestation, dès l'élaboration de la Constitution en 1978.

Cette question de la légalité des actions est récurrente au sein des AAVV. Dans le cas de l'association de la Barceloneta, au début des années 1970, un certain nombre des militants de cette structure sont antifranquistes et font partie de *Bandera Roja*. Des manifestations, des expositions mais également de nombreuses réunions et assemblées sont organisées, au sein des locaux d'entités (les ACF notamment) qui servent de vitrine légale, par des acteurs qui sont eux-mêmes considérés comme des « infiltrés ». L'ensemble de ces activités repose sur la volonté des militants de dénoncer les problèmes inhérents aux quartiers et d'aborder des questions liées

---

<sup>91</sup> « *Muestran a la opinión pública hasta dónde puede llegar un colectivo o un pueblo para defender sus puestos de trabajo. En cada etapa reciben el apoyo solidario, anímico y material de otros colectivos e instituciones. Movilizan a comarcas enteras y reaccionan contra la falta de inversión en «empresas en declive» y sus sucesivas reconversiones.* » in ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa: volumen, actores y temas de la movilización », *op. cit.*, p. 41.

au régime politique en place. À l'inverse, au début des années 2000, lorsque la municipalité barcelonaise présente le *Plan de ascensores*, cette même association ne semble plus assez combative pour les habitants souhaitant se mobiliser. Elle est considérée comme « trop légalisée »<sup>92</sup>, pour reprendre les termes de María del Pino (Présidente de *l'Associació de la Òstia*). Pour les riverains qui souhaitent s'opposer au projet, cette association de quartier est trop institutionnelle et emploie donc des moyens d'action qui ne sont pas à la hauteur des attentes contestataires des militants, raison pour laquelle ils fondent une nouvelle entité pour mener à bien d'autres types d'actions collectives. Il en va de même dans le quartier du Cabanyal, à Valence. Lors des années 1970 et 1980, pour se mobiliser contre la transformation du lit du fleuve Turia, contre les aménagements du front de mer ou pour la construction d'infrastructures publiques dans le quartier, l'association de riverains met en place plusieurs stratégies qui mobilisent de nombreux habitants, à savoir des réunions et des manifestations. Elle détourne également la fête de *San Joan* afin d'occuper l'espace public et mettre en valeur les revendications du milieu associatif. Si ces moyens d'action correspondent au plus grand nombre au cours de ces décennies, ils semblent atteindre leurs limites à la fin des années 1990. De ce fait, qu'il s'agisse du quartier du Cabanyal ou de la Barceloneta, les deux structures traditionnelles (AAVV) initialement considérées comme radicales, pendant les années 1970, sont finalement perçues comme trop passives et institutionnelles, au cours des décennies suivantes.

Ce constat pousse les militants des *plataformas ciudadanas* des années 1990 et 2000, alors plus radicaux, ou du moins, plus engagés politiquement, à définir de nouveaux moyens d'action, en lien avec d'autres mouvements de contestation présents dans la Barceloneta et le Cabanyal. L'implication des *okupas* au sein de ces groupements se traduit également par un renouvellement de la façon dont sont pensées les mobilisations. En d'autres termes, les *okupas* amènent avec eux de nouvelles formes de contestation dans l'espace public, formes dont une partie est perçue comme illégale ou à la frontière de la légalité et qui renouvelle la façon dont l'espace public est investi.

---

<sup>92</sup> « Bueno... ¿Cómo decir? Son muy legalizados. Nosotros somos los que protestamos, los más reivindicativos. Cada vez que intentamos trabajar juntos, salió mal, muy mal. Es imposible trabajar juntos, son muy diferentes » in Entretien avec María del Pino, Barcelone, le 8 février 2017.

L'installation des *okupas* dans la Barceloneta, avec le collectif *Miles de Viviendas*, se traduit, entre autres, par la mise en place hebdomadaire d'un point d'informations. Ce rendez-vous régulier repose sur l'installation d'une table aux abords du marché couvert afin de distribuer aux habitants se rendant au marché, tracts, périodiques, convocations aux manifestations ou tous types de supports servant à expliciter le projet de la mairie ainsi que les revendications des personnes mobilisées<sup>93</sup>. Les membres de la *Òstia* ou de la PADB profitent également de cette occasion pour préparer des banderoles et des pancartes de très grande taille, pouvant être utilisées lors des manifestations suivantes. La rue, et plus précisément ici la place du *Poeta Boscà*, est alors détournée par les militants et devient un lieu de fabrication, un atelier d'élaboration des matériaux revendicatifs, en plein air et aux yeux de tous. Autrement dit, l'espace public est ici occupé par les militants pour communiquer de façon directe avec les autres habitants du quartier (grâce à la distribution de supports écrits) mais également de façon indirecte. La création de panneaux sur la place du marché permet en effet de rendre visibles les revendications des structures mobilisées mais également d'avertir le reste de la population de la tenue d'une manifestation (date, lieu, etc.)<sup>94</sup>.

Dans le cas de Valence, l'utilisation de nouveaux moyens d'action et de nouvelles formes d'occupation de l'espace est parallèle au déclenchement du conflit entre les habitants, membres du collectif *Salvem el Cabanyal*, et les forces de l'ordre. Ce conflit qui prend corps en 2007, est en effet révélateur de l'utilisation de pratiques inédites dans le quartier. Elles sont notamment menées par les *okupas* qui apportent leur soutien aux habitants mobilisés. D'abord, parmi les maisons menacées de destruction par le PEPRI, certaines, qui sont abandonnées et fermées, sont squattées individuellement par des *okupas*. De surcroît, lorsque les premières grues entrent en activité dans le quartier pour démolir des immeubles, les militants prennent place dans l'espace urbain, pour empêcher l'accès des machines. Dans un premier temps, ils organisent des sit-in devant les maisons ciblées par les destructions. Par ailleurs, les habitants mobilisés organisent des chaînes humaines autour des maisons, ils se tiennent par les bras, les uns les autres, pour protéger les bâtiments et empêcher le passage des engins de chantier. Une fois ces

---

<sup>93</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, *Transformaciones urbanas desde la resistencia : aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta*, op. cit., p. 166.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 167.

deux ressources épuisées, lorsque les forces de l'ordre délogent de façon violente les riverains pacifiques<sup>95</sup>, les militants les plus avertis s'installent sur le toit des édifices menacés de destruction, afin de ralentir le processus de démolition. Dans le même ordre d'idées, lorsque les heurts éclatent, des formes de solidarité émergent au sein du mouvement. Outre le fait de proposer de nouvelles formes de contestation, les *okupas*, qui sont en réalité les plus jeunes et les plus radicaux au sein de ce mouvement de contestation, se hissent en effet en première ligne face aux charges et bombes lacrymogènes lancées par les forces de police. Ainsi, ces différentes formes d'occupation de l'espace, qui s'achèvent finalement par des affrontements particulièrement violents entre les forces de l'ordre et les habitants mobilisés, sont révélatrices de l'hybridité des méthodes employées, elles-mêmes significatives de la diversité des acteurs mobilisés. D'un défilé massif d'individus agitant des pancartes et scandant des slogans (forme plutôt classique de contestation où intervenait l'association traditionnelle), cette mobilisation adopte des méthodes tout à fait nouvelles en organisant des mouvements pacifiques tels que des sit-in ou encore des chaînes humaines, pour finalement utiliser les corps des militants eux-mêmes comme moyens de protection face aux charges des forces de l'ordre.

Cette évolution des pratiques, tant dans le quartier du Cabanyal que dans celui de la Barceloneta, illustre la collaboration des militants des divers collectifs mais également la diffusion des outils de mobilisation proposés ainsi que la fusion de ces derniers, pour porter les revendications communes auprès du reste de la société civile. D'ailleurs, il semble important de remarquer que, d'après certains militants des *plataformas ciudadanas*, à l'instar de María del Pino : « les manifs' de ces années-là (*de la fin des années 1970*) obtenaient des résultats mais maintenant, c'est plus compliqué, on agit et... il n'y a pas de résultat »<sup>96</sup>. Par conséquent, les méthodes de contestation, que l'on peut qualifier de traditionnelles, qui sont utilisées dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal au cours des années 1970, puis pendant les premières mobilisations des années 2000, semblent vouées à être renouvelées. Les moyens d'action s'étoffent et se diversifient, avec le temps et en fonction, tant des opportunités laissées par le

---

<sup>95</sup> Un documentaire tourné par les militants témoigne des violences des forces de l'ordre à l'encontre des militants. Pour plus d'informations sur le déroulé des journées de mobilisations les plus violentes au sein de ce quartier (le 22 avril 2010 notamment), consulter le documentaire réalisé et édité en DVD par le collectif *Salvem el Cabanyal*.

<sup>96</sup> « [...] *las mani de aquellos años sí que tenían resultados. Ahora cuesta mucho, cuesta más, actuamos y... no hay resultado* » in Entretien avec María del Pino, Barcelone, le 8 février 2017.

modèle politique en place que de la composition du groupe mobilisé, voire du cadre dans lequel se déroule le conflit.

Aussi, si le défilé dans les rues (accompagné de banderoles, de pancartes mais également de slogans, de chansons ou encore de musique, etc.) semblait être le moyen d'action le plus répandu, le plus consensuel et le plus efficace à la fin des années 1970, il ne constitue plus, quelques décennies plus tard, le seul outil employé pour faire passer des messages dans l'espace public. L'utilisation de moyens d'action dits « classiques » peut ainsi conduire à des variantes, à savoir à l'élaboration de méthodes novatrices. Les ressources dont disposent les individus mobilisés conditionnent de surcroît l'emploi de certains outils et peuvent conduire à des formes d'occupation de l'espace très variables. Hmed Choukry avance l'hypothèse selon laquelle les groupes les plus démunis puisent leurs ressources organisationnelles de l'espace lui-même. Il considère en effet que le contexte spatial joue un rôle tout aussi important que le contexte historique, car pour lui « l'espace géographique représente à la fois le cadre, le moyen et l'enjeu des mobilisations collectives »<sup>97</sup>. L'espace peut devenir à cet égard un outil au service de la manifestation.

Les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal en sont l'illustration dans une certaine mesure. Dans le premier cas, par exemple, dans les années 1970, une des revendications récurrentes relève du manque d'hygiène et de propreté dans le quartier, des problèmes notamment dus aux activités des industries lourdes situées dans les environs mais également à la présence de terrains vagues, non utilisés et non nettoyés par les autorités (ils faisaient davantage office de dépotoir)<sup>98</sup>. Ainsi dans le prolongement des moyens d'action employés pour dénoncer la situation (défilés dans les rues, articles, pancartes, requêtes auprès de la mairie, etc.), les riverains optent pour des opérations publiques de nettoyage. Les habitants décident donc d'investir l'espace dans lequel se déroule le problème et d'utiliser le problème lui-même ainsi que sa solution comme moyen d'action, pour le mettre en exergue. La *plataforma Salvem*

---

<sup>97</sup> CHOUKRY, Hmed, « Espace géographique et mouvements sociaux », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 220.

<sup>98</sup> Un des périodiques datant de 1975 fait par exemple état des conditions déplorables dans lesquelles se trouvent certains terrains présents au sein du quartier : ARXIU HISTORIC BARCELONA, Hemeroteca, R. 1975 4, AAVV Barceloneta, *Quart de Casa, Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, Barcelona, juliol-agost 1975, p. 10.

*el Cabanyal*, emploie cette même méthode au début des années 2000 dans les terrains vagues, du quartier, à la suite de la démolition de certains bâtiments. Par ce type de méthodes, au-delà de se mobiliser pour l'espace et dans l'espace, il est également question de se mobiliser par l'espace, c'est-à-dire de l'utiliser comme un outil de la mobilisation.

En réalité cette utilisation de l'espace, en tant qu'outil, ne fait que renforcer les liens que les habitants, membres des structures associatives mobilisées, entretiennent avec leur lieu de vie, un phénomène qui fait écho à la notion de territoire. Le sentiment d'appartenance à un territoire se manifeste et se consolide en effet avec le temps passé dans un même espace, une durée qui permet de se l'approprier progressivement. La défense de ce dernier, participe ainsi de la construction d'un sentiment d'appartenance et d'appropriation de l'espace. Au-delà de la connaissance du terrain pour mettre en place des stratégies de lutte, il est parallèlement question pour les riverains mobilisés de se réapproprier l'espace, de le refaire sien, dans le but, d'une part, de le revendiquer comme légitime face aux autorités et, d'autre part, d'obtenir une mobilisation massive. Le fait est que l'interpellation des pouvoirs publics n'est pas le seul objectif recherché par les militants, en cas de conflit urbain. Il s'agit pour eux, par la même occasion, de convaincre l'ensemble des riverains afin de les rallier à leur cause, de les fédérer au mouvement. Pour ce faire, différentes initiatives sont employées. Dans le cas du Cabanyal par exemple, une des premières actions menées par les riverains de la plateforme *Salvem* a été d'organiser trois *sopars populars*<sup>99</sup>, c'est-à-dire trois repas « à la fraîche » pour lesquels chaque participant apporte sa contribution. Une des places du quartier est ainsi occupée. Cette première action, festive et pacifique, souhaite mettre en exergue la convivialité ainsi que les relations sociales existant dans le quartier. Organisés par les membres de l'association, ces repas militants apparaissent comme un clin d'œil au mode de vie traditionnel du quartier, qui consiste à installer des chaises sur les trottoirs des rues, devant les maisons, ce qui permet aux habitants de discuter les uns avec les autres, tout en profitant de l'air marin, du soleil ou de la fraîcheur des soirées. Cette initiative permet donc aux militants de réinvestir l'espace public, dans sa dimension physique, mais aussi renouer avec d'anciennes pratiques de sociabilité traditionnelles, du quartier ou de la région, qui ont pu être oubliées, ou du moins délaissées pendant un temps.

---

<sup>99</sup> « soupers populaires » en français.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les associations de quartier de la Barceloneta et du Cabanyal (AAVV ou *plataformas*) se nourrissent de phénomènes tels qu'une sociabilité forte ou un réseau dense, nés des caractéristiques sociales et économiques propres à chacun de ces deux espaces urbains. De ce fait, le respect et la valorisation de la culture et des traditions spécifiques à chaque quartier sont essentiels au maintien du milieu associatif. L'identité traditionnelle de chaque quartier, tantôt associée au milieu ouvrier et tantôt au monde de la pêche, semble ainsi convoquée par les habitants membres des structures associatives contestataires. En d'autres termes, la mobilisation fait appel à la mémoire collective, propre à l'espace défendu et partagé par les riverains.

En ce sens, les mobilisations peuvent être considérées comme des « révélateurs de la mémoire oubliée ». Alexandre Piettre fait le constat suivant dans ces recherches concernant les émeutes de la Plaine-du-Lys, en France, en 1997 :

On peut alors émettre l'hypothèse que les émeutes de 1997 ont fonctionné comme un révélateur de la permanence d'un espace de représentation sur lequel elles s'étaient mais aussi de son impossibilité, de l'exil de l'imaginaire qui l'innerve. Elle ne témoignerait non pas d'une sécession de l'espace social, ni d'un réduit identitaire dans un non lieu, mais d'un écart tel entre cet espace de représentation et l'espace conçu à son encontre, que celui-ci menace de se *pétrifier* et celui-là de s'*annihiler*, [...]. Elles correspondraient alors au rappel d'une limite au travers duquel se déploient à nouveau des significations imaginaires dans l'ensemble de l'espace urbain, et donc se réinventent des espaces de représentation qui peuvent saisir et changer l'espace social.<sup>100</sup>

Cette hypothèse laisse à penser que l'occupation de l'espace public, lors de mobilisations qui réactivent la mémoire collective, réinvente une certaine représentation de l'espace, un imaginaire à la frontière entre les représentations auxquelles renvoyait l'espace sans transformation, et qui découlait d'une histoire ou d'une expérience commune, et les nouvelles projections qu'impliquent les métamorphoses de ce même espace.

Cette réhabilitation de la mémoire collective associée à la réappropriation de l'espace en mutation, par les habitants, dans le cadre des luttes urbaines, n'est pas le seul fait de la manifestation. D'autres pratiques, variées, dont chaque collectif s'imprègne, alimentent ce type

---

<sup>100</sup> PIETTRE, Alexandre, « Entre l'urbain et le social, un espace politique ? Histoire et devenir du quartier de la Plaine du Lys à Dammarie-les-Lys à l'aune de la mobilisation politique de l'association "Bouge qui Bouge" », DAUME, Christophe (dir.), *L'Homme et la société. Revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques - Citoyenneté, engagements publics et espaces urbains*, n° 160-16, 2006, p. 121.

de phénomène. Dans le quartier de la Barceloneta, l'association de la *Òstia* et la PADB ont par exemple recours, lors de leurs premières actions, à des *caceroladas* (pratiques qui consistent à utiliser des ustensiles de cuisine afin de faire du bruit) ou à des fanfares, ce qui donne un ton festif aux mobilisations qui réunissent alors des militants de tout âge. De fait, l'évolution et la trajectoire de l'*Asociació de la Òstia*, née de la *Comissió de Festes del Carrer Pescadors* explique l'utilisation, par les militants, de pratiques festives pour se mobiliser. En 2007 par exemple, année de lancement du *Plan de Ascensores*, les riverains mobilisés profitent de la fête de la *Calle Pescadores* pour faire valoir leurs revendications à travers l'organisation d'activités qui ne sont pas initialement militantes. Par conséquent, la pratique traditionnelle festive ayant pour but initial de « renforcer les liens entre les habitants de la rue et ceux du quartier ; ceux de toujours et les nouveaux arrivants. Générer une bonne ambiance de convivialité et mettre en valeur l'espace commun avec des activités ludiques ouvertes à tous »<sup>101</sup> est réinvestie, récupérée, voire éventuellement détournée par les militants, au service de la cause qui les unit, à savoir la lutte contre le plan de réaménagement urbain, et la diffusion de cette dernière.

De la même manière, au sein du mouvement contestataire du quartier du Cabanyal, l'espace en transformation est associé à la culture locale et aux valeurs défendues, dans des initiatives revendicatives inédites. Dès 1998, à savoir dès la création de *Salvem el Cabanyal*, les habitants mobilisés mettent en place un événement, dénommé *Portes Obertes*, qui se déroulera dès lors chaque année dans le quartier. Un des ouvrages, publié dans le cadre de cette initiative, précise de façon très claire les objectifs visés :

La sensibilisation autour de cette problématique doit atteindre le plus grand nombre de personnes possible et l'exposition doit être un porte-parole qui l'amplifie dans le contexte de la ville, mais aussi au-delà, afin de rompre une certaine volonté des autorités locales du moment, de la minimiser. Afin de générer une image qui montre la véritable complexité et la gravité de la situation du quartier face à l'instrumentalisation médiatique des promoteurs du projet municipal. En second lieu, elle doit agir sur les habitants du quartier eux-mêmes

---

<sup>101</sup> La page Facebook de cette association la décrit en ces termes : « *Amb els objectius de reforçar els vincles entre els veïns del carrer i del barri; els de sempre i els nou-vinguts. Generar un bon ambient de convivència i posar en valor l'espai comú amb activitats lúdiques per a tots* ». URL: [https://www.facebook.com/pg/Comissi%C3%B3-de-Festes-del-Carrer-Pescadors-219576815187633/about/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/pg/Comissi%C3%B3-de-Festes-del-Carrer-Pescadors-219576815187633/about/?ref=page_internal) (dernière consultation : 25 octobre 2019)



en motivant leur participation, en réactivant leurs éléments identitaires, un certain orgueil de venir de... [...].<sup>102</sup>

Ainsi, pour dénoncer la situation, tout en impliquant les habitants du quartier, les portes des maisons sont ouvertes, comme pour rappeler la sociabilité inhérente à cet ancien village de pêcheurs, pour accueillir différents types d'expositions artistiques, chaque année entre 1998 et 2015. Chacune des éditions est consacrée à une thématique particulière, qui est renouvelée l'année suivante. Ces initiatives réunissent soit plusieurs artistes, soit elles sont monographiques, c'est-à-dire dédiées à une personnalité en particulier, ayant des liens avec le quartier. Elles varient également de supports (écriture, bande dessinée, architecture ou théâtre) et certaines années sont plus spécifiquement consacrées à la mise en valeur du Cabanyal par le biais de la gastronomie ou encore via des anecdotes sur l'espace littoral valencien<sup>103</sup>.

Ce moyen d'action est particulièrement intéressant du point de vue de l'occupation de l'espace au sens où l'espace domestique et personnel des maisons individuelles, devient public et ouvert à tous, pour l'occasion. Cette configuration permet de placer l'individualisme en-deçà de la collectivité et de l'esprit de groupe<sup>104</sup>. L'intimité de l'intérieur des maisons est en effet partagée, ce qui permet de donner à voir la dimension patrimoniale des bâtiments mais également la nomenclature du quartier et des rues, ainsi que les valeurs identitaires que ces éléments véhiculent. Le renouvellement annuel de cet événement est de surcroît l'occasion de mettre en lumière la détérioration progressive du quartier, liée au processus de rénovation urbaine, que les habitants mobilisés rejettent. L'ensemble de ces facteurs permet par conséquent, d'une part, d'expliquer et de revaloriser l'attachement des habitants à leur lieu de

---

<sup>102</sup> « *La sensibilización en torno a esta problemática debe alcanzar al mayor número de personas posible y la muestra debe ser un altavoz que la amplifique en el contexto de la ciudad, y fuera de ella, rompiendo cierta voluntad de minimizarla por parte de las autoridades locales del momento. Generando una imagen que muestra la verdadera complejidad y gravedad de la situación del barrio, frente a la instrumentalización mediática de los promotores del proyecto municipal. En segundo lugar debe actuar sobre los propios vecinos del barrio motivando su participación, reactivando sus elementos identitarios, un cierto orgullo de ser de... [...]* » in Salvem el Cabanyal, *Art, Resistència i Participació Ciutadana. X Cabanyal Portes Obertes. Els primers 10 anys [1998-2008]*, Valencia, plataforma Salvem el Cabanyal, 2008, p. 133.

<sup>103</sup> Pour plus d'informations, voir SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « El oficio de la resistencia. *Salvem y Viu al Cabanyal* como formas de contención del urbanismo neoliberal », *op. cit.*

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 318.

vie et, d'autre part, d'expliciter la lutte dans laquelle les riverains se sont engagés pour dénoncer les pratiques urbanistiques et politiques locales.

En ce sens, les membres de la *plataformas Salvem el Cabanyal* repensent et renouvellent constamment leurs actions (formes de la contestation, façon d'occuper l'espace public, etc.) tout au long de la mobilisation qui émerge en 1998. L'ensemble des stratégies qui surgissent dès lors sont entre autres de nature culturelles et artistiques et en relation avec la contestation collective pour la défense du quartier du Cabanyal. Elles octroient une portée médiatique progressive très importante pour le mouvement de contestation. Un écho qui, d'abord à l'échelle très locale des quartiers proches puis à l'échelle de la ville et des CCAA, permet aux riverains mobilisés d'obtenir de nombreux soutiens, en tous genres (politique, artistique, universitaire, etc.).

De cette manière, les habitants mobilisés occupent une nouvelle place dans l'espace public, et plus spécifiquement dans l'espace institutionnel, une méthode qui porte davantage ses fruits lors de la période démocratique. Ils participent par exemple à des réunions publiques ou encore à des conseils municipaux et des séances plénières de plus grandes instances<sup>105</sup>. Dès la fin des années 1990, dans le but de diffuser leur opinion et d'obtenir une place dans le débat public, les habitants du Cabanyal font remonter régulièrement leurs doléances auprès du conseil municipal, en assistant aux séances plénières, munis de pancartes de protestation. Toutefois, les requêtes n'aboutissant pas, en 2004, ils parviennent à atteindre un échelon politique plus élevé. Ils envoient une délégation de représentants au parlement européen, pour présenter un recours auprès de ce dernier, et obtiennent le soutien du parti européen écologique. De ce fait, l'irruption physique des personnes mobilisées au sein des espaces symboliques et représentatifs du pouvoir (les mairies, par exemple), pour faire entendre leur voix lors de réunions décisionnelles, constitue un moyen d'exister dans le débat public. Par conséquent, la place acquise par les riverains par le biais de l'occupation physique de l'espace public leur permet d'acquérir une certaine légitimité aux yeux d'abord de l'opinion publique et parfois même, des autorités locales.

---

<sup>105</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa: volumen, actores y temas de la movilización », *op. cit.*, p. 39.

En réalité, qu'il s'agisse des défilés organisés dans les rues, des regroupements massifs sur des places (stratégiques ou non), des banderoles affichées sur les balcons ou encore des concerts et des repas organisés dans les rues, chacune de ces méthodes illustre la volonté des habitants contestataires de faire valoir leurs revendications et de faire entendre leur opinion. Autrement dit, il s'agit surtout d'obtenir une voix dans les processus décisionnaires et donc de produire des opportunités de participation au sein du système politique, en charge notamment des projets urbanistiques. Car l'engagement des militants, et leur présence au sein des mobilisations qu'ils mènent, relève bien de leur volonté d'être intégrés aux processus politiques et donc de participer.

De surcroît, et tel que le constate Lelandais dans ses recherches sur les mobilisations dans certains quartiers d'Istanbul, bien souvent les acteurs des mouvements de riverains sont discrédités, en cas de conflit urbain, et leurs mobilisations « décrédibilisées » par les autorités à l'initiative des projets urbanistiques controversés :

Au départ, aucune concertation ou négociation avec les habitants n'est envisagée par les acteurs publics. Leur posture laisse penser qu'ils sont persuadés de connaître les attentes des habitants et d'agir dans l'intérêt général. De ce fait, ils perçoivent souvent l'émergence d'une mobilisation avec étonnement, voire indignation. La présence des associations, des organisations de la société civile et de porte-paroles universitaires les interpelle encore davantage et peuvent les pousser à accélérer les projets, ou à recourir à des méthodes répressives (intervenir avec des bulldozers au petit matin, et prendre au dépourvu la population qui n'a pas eu le temps d'avertir les associations ou les médias). Dans les deux cas, la controverse ne débouche pas sur une négociation véritable mais sur un processus de décrédibilisation des mobilisations locales. La méthode la plus courante est d'arguer du caractère minoritaire de la mobilisation, de souligner son éventuelle manipulation par certaines associations et organisations politiques, ou tout simplement de souligner la marginalité sociale et politique des quartiers en question<sup>106</sup>.

Les diverses stratégies mises en œuvre pour récupérer un droit de regard sur l'espace urbain dans lequel ils vivent sont donc utilisées par les riverains pour compenser le manque de participation qui semble inhérent aux processus de réaménagement urbain. Par la même occasion, ils reconquièrent une certaine légitimité.

Ceci dit, ces différents moyens d'action ne sont pas à considérer comme une liste non exhaustive des outils de la mobilisation que les militants utilisent de façon aléatoire. Tel que le

---

<sup>106</sup> LELANDAIS, Gülçin Erdi, « « Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion » : Politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul », *op. cit.*, p. 152.

concept de « répertoire d'action » théorisé par C. Tilly a pu le démontrer, le choix des méthodes employées par les militants répond à différents paramètres. Il dépend d'une part de l'expérience des militants dans une situation donnée (qui permet d'appréhender le bienfondé de telle ou telle action dans telle situation). D'autre part, les réactions de la société civile ou des autorités auxquelles les personnes mobilisées sont confrontées ont également un impact sur les moyens d'action choisis (une réponse répressive de la part des forces de police va bien souvent conduire à des actions de plus en plus radicales). Par ailleurs, les moyens (financiers, techniques, etc.) dont disposent les militants au sein des structures associatives conditionnent également le recours à certaines méthodes plutôt que d'autres, dans de telles situations, les pratiques contestataires sont davantage forcées plutôt que choisies. D'ailleurs, le sociologue Olivier Fillieule souligne que les modes d'action employés par les mobilisations collectives sont à prendre en considération dans leur ensemble, c'est-à-dire sans négliger par exemple les conditions dans lesquelles les outils sont employés, ni l'existence de contre-mouvements éventuels, entendus comme des mouvements concurrents, qui surgissent en réaction aux mobilisations contestataires initiales.

Ces données sont essentielles à la compréhension de l'évolution des pratiques des associations de riverains. Nous l'avons dit, manifester dans l'espace public est une façon de s'appropriier ou de se réapproprier cet espace. Cela étant, outre la place ou le déplacement du corps dans l'espace public, d'autres moyens sont utilisés, par les individus, pour marquer leur territoire. Dans la première partie de ce travail, nous avons évoqué le « marquage symbolique » utilisé par les autorités pour réhabiliter leur image (lors du retour des équipes gouvernementales socialistes à partir de 1982, par exemple). Cette pratique peut, en réalité, être employée à différents niveaux. Ainsi, à Valence, dès l'approbation officielle du PEPRI Cabanyal-Canyamelar, qui se concrétise rapidement par les premiers rachats d'immeubles par les autorités dans le quartier, certaines façades sont murées tandis que d'autres bâtiments sont détruits, laissant derrière eux des terrains vagues inoccupés. Sous couvert de la volonté de sécuriser ces espaces<sup>107</sup> une partie de ces derniers est murée par la mairie puis peinte, toujours de la même

---

<sup>107</sup> La plupart des *solares* de l'époque restent à ce jour toujours ouverts et dénués de toutes mesures de sécurité.

manière, toujours avec les mêmes couleurs, tel que nous pouvons l'observer dans les photographies suivantes :



Fig. 10: Terrains vagues, présents, dans le Cabanyal, à la suite des destructions de bâtiments par la mairie.  
Source : Photographies personnelles, 2012.

Bien que les autorités ne soient pas présentes physiquement dans le quartier, ces peintures témoignent de leur existence et rappellent aux habitants, de façon quotidienne, leur volonté de mener à bien les chantiers de rénovation urbaine, liés au prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*. Ce « marquage symbolique » va faire l'objet d'une réinterprétation par les militants, qui vont s'approprier cette stratégie et, faire de la peinture murale, un moyen d'action pour lutter contre ledit projet urbanistique, tout en se réappropriant les murs et les rues du quartier. Différentes réponses de ce type émergent en fait dans cet espace urbain. Il existe tout d'abord toute une série de tags, dont les auteurs ne sont pas identifiables, qui, par l'usage d'un tracé à la bombe de peinture, font passer une multitude de messages. Généralement très éphémères (car ils sont rapidement effacés par les riverains), ces formes d'expression ne possèdent pas, a priori, de traits artistiques clairement reconnus. En règle générale, le graffiti représente un moyen d'expression employé à l'origine par les plus démunis, face à la classe dominante, pour contrecarrer le silence auquel ils sont réduits<sup>108</sup>. Réalisé la nuit, de façon complètement

---

<sup>108</sup> BARZUNA, Guillermo, « Graffiti : la voz ante el silencio », *Letras*, n° 37, 2005, p. 137.

anonyme, il peut être poétique, caricatural, ou encore critique<sup>109</sup>. Dans le cas du Cabanyal, parallèlement à ce type de « marquages », d'autres graffitis de plus grande taille, très figuratifs, caricaturaux voire critiques vis-à-vis de la situation conflictuelle, apparaissent sur les murs du quartier. Certains d'entre eux sont anonymes tandis que d'autres sont facilement identifiables dans la mesure où ils se trouvent sur les murs du CSOA *Pepika la Piona*, ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'une production des *okupas*. Enfin, de grandes fresques à l'effigie de la *plataforma Salvem* accompagnées des slogans de cette dernière habillent les murs attenants des bâtisses inoccupées ou progressivement détruites. Dans ce cas précis, les auteurs sont donc identifiés. Ces graffitis sont l'œuvre de plusieurs personnes et font office d'action collective, en donnant rendez-vous aux habitants et aux militants pour former un rassemblement autour de la fresque en création.

Bien que ces pratiques ne soient pas le fait des mêmes acteurs, chacune d'entre elles tend à dénoncer les pratiques urbanistiques et politiques contre lesquelles les habitants se mobilisent. Cela étant, si l'utilisation des graffitis, ou plus précisément de fresques murales, par les membres de *Salvem* s'inscrit dans une démarche de dénonciation et de diffusion d'un message, cette pratique semble surtout venir comme une réponse à l'initiative de la mairie, de marquer symboliquement son territoire comme pour le faire sien. Les fresques à l'effigie de la *plataforma* sont en effet élaborées, en pleine journée, par les membres de celle-ci, pour montrer leur présence dans le quartier à l'instar de la municipalité. De ce fait, le recours à cette pratique par les militants est ainsi à considérer dans le cadre des démarches entamées par les autorités et relève d'un combat pour le contrôle de l'espace (murs de terrains vagues notamment), afin de les revendiquer.

---

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 130.



Fig. 11: Graffitis présents dans le Cabanyal. Source : photographies personnelles, 2012.

Ce type de marques au cœur de l'espace urbain n'est pas uniquement réalisé par le biais de peintures ou de créations artistiques. Par exemple, dans le quartier du Cabanyal toujours, dès la création du collectif *Salvem el Cabanyal*, ses membres créent des banderoles qu'ils distribuent à leurs sympathisants. De cette façon, les personnes en désaccord avec le projet de la mairie peuvent affirmer leur point de vue, depuis leur maison, en suspendant à leur balcon des écriteaux qui comportent le message suivant : « *rehabilitació sense destrucció* », qui signifie « réhabilitation sans destruction ». Ce message évolue tout au long de la mobilisation<sup>110</sup>. Ainsi,

---

<sup>110</sup> Lorsqu'en 2010 surgit la nouvelle entité dénommée « *Sí Volem* », c'est-à-dire le contre-mouvement organisé par les habitants favorables au projet urbanistique municipal pour faire face à la plateforme *Salvem el Cabanyal*, elle va tenter à son tour de marquer son territoire. Le désaccord entre les riverains se traduit alors de façon très concrète dans l'espace urbain. Dans les mois qui suivent la création de cette nouvelle entité, ses membres suspendent à leur balcon des pancartes arborant le slogan « *Sí Volem la*

lorsque les membres du collectif *Salvem* repensent cette banderole, ils font évoluer leur technique de communication (changement de slogan, changement de typographie et ajout d'une image). On comprend ainsi l'importance, pour ces collectifs, de se manifester dans l'espace public, que ce soit physiquement ou au moyen de peintures ou de pancartes dans le cadre de mobilisations urbaines.

Le rapport à l'espace est en effet essentiel à la compréhension des mobilisations des associations de riverains et, tel que le souligne Ramón Adell, toutes les associations ne choisissent pas la rue comme théâtre de leurs mobilisations, ou du moins, toutes n'ont pas recours à la manifestation comme moyen d'action<sup>111</sup>. En réalité, ce type de structures recherche indubitablement à entraîner des dynamiques mobilisatrices car elles ont un besoin constant du soutien de la part de la société civile, raison pour laquelle les militants adaptent leurs moyens d'action. De fait, dans le cadre de nos recherches, d'un point de vue diachronique par exemple, nous pouvons constater que les militants de la Barceloneta pendant les années 1970 et ceux du Cabanyal au cours des années 2000 semblent faire appel à davantage de ressources que les autres structures. Les formes de la contestation sociale sont donc diverses et s'adaptent, en conséquence, aux acteurs qui la mènent, aux revendications qu'ils portent mais également à l'environnement (contexte social, politique, économique et géographique) dans lequel elle se déroule.

Manifester dans l'espace public, c'est s'inscrire dans cet espace. Dans la première partie de ce travail nous avons vu que lorsque les autorités locales souhaitent ancrer leur présence dans l'espace urbain, elles emploient les outils de la politique de la ville afin de projeter une certaine représentation d'elles-mêmes (affirmation d'un pouvoir ou réhabilitation de leur

---

*prolongació de Blasco Ibañez* » (« Oui, nous voulons le prolongement de l'avenue *Blasco Ibañez* », en français), en réponse à celles déjà présentes et appartenant à *Salvem*. Les membres de cette dernière ripostent en faisant le choix de distribuer à leurs alliés de nouvelles banderoles à exposer, avec la devise « *Cabanyal, t'estime sencer i viu* » (« Cabanyal, nous t'aimons, entier et vivant », en français). En reprenant une pratique utilisée par la *plataforma ciudadana*, les riverains favorables au projet urbanistique municipal démontrent l'opposition naissante entre les habitants du même quartier et leur volonté de rendre visible, dans l'espace public, l'opinion de chacun. Parallèlement, lorsque *Salvem* transforme sa banderole, il ne s'agit pas, à proprement parler, de la mise en place d'une nouvelle stratégie mais plutôt d'une adaptation des moyens d'action des militants aux réponses d'une partie de la société civile, et plus particulièrement ici, à l'émergence de pratiques menées par le contre mouvement.

<sup>111</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa: volumen, actores y temas de la movilización », *op. cit.*, p. 38.



image). En réalité, quand les riverains se manifestent dans l'espace public par le biais de différentes stratégies, ils s'inscrivent ou se réinscrivent eux aussi dans ce dernier. Aussi, se mobiliser dans l'espace en mutation revient également à se représenter ce même espace, en rendant présent à la conscience les transformations dont il fait l'objet. En d'autres termes, en cas de conflit, la présence des habitants mobilisés dans l'espace public traduit une certaine volonté de se réapproprier l'espace dans lequel ils vivent et qui, par des opérations de réaménagement urbain ne correspond plus *a priori* à la représentation ni aux projections initiales dont il faisait l'objet.

### **3.1.3. Collaborer avec les professionnels ou la participation des associations de la Barceloneta et du Cabanyal à la transformation de l'espace urbain**

Des années 1970 aux années 2000, les acteurs des mouvements sociaux urbains (qui se mobilisent ici au sein des AAVV et des *plataformas ciudadanas*) ne travaillent pas en vase clos, repliés sur leur seul territoire. Ces structures s'inscrivent au contraire dans l'espace public de la ville et s'insèrent, de la sorte, dans un système, ou réseau, animé par une certaine perméabilité (à savoir, par exemple, par le passage de certains militants d'un collectif à un autre, par l'introduction de membres d'un parti politique dans une association particulière, etc.). Il est en règle générale question, pour les militants, d'unir leur force et de partager leur savoir-faire pour parvenir à atteindre leurs objectifs, raison pour laquelle la massification de la mobilisation est un objectif commun à tous les riverains mobilisés dans ce type de mouvements. D'un point de vue organisationnel, pour mener à bien leur lutte et la rendre plus massive, les riverains mobilisent ce que l'on dénomme leurs « ressources ». En d'autres termes, au sein de chaque mouvement, les militants se répartissent les tâches à réaliser en fonction des capacités et du savoir-faire de chacun. Selon les acteurs mobilisés mais aussi selon le contexte ou encore le lieu dans lequel chaque mouvement se développe, les ressources ne sont pas les mêmes. Dans la mesure où ils poursuivent des objectifs de nature diverse (urbanistique, sociale ou encore politique), les membres de ces organisations développent des stratégies, organisent des actions

et mobilisent des soutiens qui leur sont propres<sup>112</sup>. Autrement dit, les mouvements de contestation rassemblent « des moyens – militants, argent, experts, accès aux médias – pour les investir de façon rationnelle en vue de faire aboutir des revendications »<sup>113</sup>.

Malgré un certain nombre de ressources (financières, organisationnelles, etc.) les riverains mobilisés ne sont pas nécessairement en capacité de mener eux-mêmes toutes les actions permettant de faire valoir toutes leurs revendications. Ainsi, lorsqu'ils souhaitent réaliser des projets urbanistiques alternatifs, proposer des plans de développement économique, élaborer des stratégies juridiques ou encore des mesures démographiques, l'expertise de certains professionnels devient indispensable. Dès lors, les habitants font appel à des professionnels. Au cœur des différentes mobilisations que nous étudions, diverses stratégies sont adoptées par les riverains membres des associations de quartier. En premier lieu, ils s'adressent à des professionnels déjà mobilisés (à titre personnel) au sein du mouvement. Ces derniers mettent alors au service de la mobilisation leur expérience et leurs capacités professionnelles (généralement de façon bénévole). À titre d'exemple, nous pouvons citer le cas d'Emili Garcia Miquel, habitant de la Barceloneta, membre de l'association et économiste, qui, au cours des années 1970, réalise une étude sur le fonctionnement de ce qu'il dénomme « les équipements sociaux »<sup>114</sup> du quartier (à savoir sur les infrastructures présentes dans le quartier et sur les moyens mis en œuvre par la municipalité dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du sport ou encore des marchés municipaux). Au-delà de sa participation personnelle aux activités et réunions organisées au sein de l'association, il met ses compétences professionnelles au service de la cause défendue par les membres de la structure associative. Dans son travail, il souligne notamment le manque considérable d'investissements de la part des autorités locales dans ce quartier et démontre l'incohérence des projets municipaux par rapport aux besoins de la population de la Barceloneta. Ainsi, par le biais de cette étude, les riverains mobilisés bénéficient d'un outil légitime leur permettant de justifier leurs revendications. Cette stratégie n'est pas spécifique à la Barceloneta des années 1970. On retrouve des cas similaires dans

---

<sup>112</sup> ROCA MARTÍNEZ, Beltrán, « Izquierda radical, sindicalismo y acción colectiva en Andalucía (1976-2012) », *op. cit.*, p. 443.

<sup>113</sup> NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>114</sup> Les conclusions de ses travaux figurent au sein du document intitulé *Estudi Previ a la Remodelació de la Barceloneta*, réalisé par la structure associative *Asociación de Vecinos de la Barceloneta* et publié en 1978. Arxiu històric de la ciutat de Barcelona, Biblioteca: 1030797, Cicl74, 1978.

d'autres conflits urbains tels que dans celui qui se déroule au cours des années 1990-2000, dans l'espace urbain du Cabanyal. Par exemple, Vicent Gallart, habitant du Cabanyal et membre fondateur de *Salvem el Cabanyal*, propose ses services, en tant qu'architecte, pour lutter contre le plan de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez* au sein du quartier<sup>115</sup>. L'architecte répond notamment aux questions des habitants, en expliquant les détails du plan municipal, et démontre la possibilité d'élaborer d'autres projets qui permettent également de développer le front de mer valencien. L'intervention de cet expert joue un rôle considérable dans l'évolution du conflit social dans la mesure où les conclusions de ses travaux viennent renforcer les revendications des militants, dont le combat est désormais reconnu comme légitime.

Cela étant, il arrive qu'au sein des associations mobilisées aucun militant ne possède l'expérience professionnelle requise pour pallier les problèmes soulevés. Dans ce cas de figure, les personnes mobilisées ont recours aux travaux de professionnels, extérieurs au conflit. Là encore, plusieurs stratégies peuvent être adoptées. Au cours des années 1970, les membres de l'association de la Barceloneta optent pour l'élaboration d'un appel à projets, également connu sous le nom de « concours d'idées ». Il s'agit là de donner l'occasion à différents professionnels de présenter leur vision de l'espace urbain (sans véritable compensation financière) afin de trouver un projet alternatif au plan controversé. Les différentes propositions recueillies lors du concours sont alors soumises à un vote. Dans le cas de ce concours d'idées, organisé pendant la mobilisation contre le *Plan de la Ribera*, les habitants exposent le plan choisi aux autorités locales, en le présentant comme une alternative viable face au projet initial. Cette démarche est très novatrice pour l'époque, notamment dans le contexte très restrictif du franquisme où le régime dicte toutes les normes légales et urbanistiques, ce qui laisse peu de liberté aux

---

<sup>115</sup> La trajectoire professionnelle et militante de cet habitant est à cet égard très intéressante dans la mesure où, à partir de 2015, il est nommé gérant de *Cabanyal 2010*. Cette entreprise qui était initialement chargée de mettre en place les travaux relatifs au PEPRI (prolongement de *Blasco Ibáñez*) est finalement chargée, à partir de 2015 (et donc du changement d'équipe municipale à la tête de la mairie) de réaliser le *Plan Confianza*, à savoir le nouveau plan de réaménagement du quartier qui exclut totalement l'éventualité de détruire une partie de cet espace urbain et qui place au cœur de ses priorités la réhabilitation du Cabanyal (tant des maisons abandonnées que des structures de transport). Ainsi, après de longues années d'engagement en tant qu'opposant au plan municipal, une fois celui-ci abrogé, Vicent Gallart se voit octroyer, en tant qu'architecte, la responsabilité de la réalisation de la nouvelle proposition urbanistique, qui semble correspondre aux besoins d'une grande partie des habitants du quartier, membres de *Salvem el Cabanyal*.

professionnels. Le projet issu du concours ne sera d'ailleurs pas pris en considération de façon immédiate par la municipalité mais sera finalement utilisé quelques années plus tard.

De fait, dans les années suivantes, les habitants membres de l'association de la Barceloneta réitèrent cette expérience de travail coopératif en sollicitant l'aide de professionnels d'autres secteurs. L'aménagement urbain n'est pas en effet le seul domaine qui implique la maîtrise d'une certaine expertise pour l'appréhender. La présence au sein des mouvements sociaux d'experts issus de domaines professionnels variés est d'ailleurs révélatrice de ce phénomène. De fait, à Barcelone, dans le cadre de la mobilisation contre le *Plan Comarcal*, dès 1976, des géographes et des sociologues réalisent des travaux sur l'évolution urbaine de la Barceloneta. Ils proposent notamment une étude sur le développement sociologique, économique et démographique de cet espace urbain et soulignent l'importance de certains aspects<sup>116</sup>, qui permettent de comprendre le tissu urbain et la composition sociale de ce quartier. Ces travaux de recherches seront d'ailleurs à l'origine de la modification du *Plan Comarcal*, dans la zone littorale, un secteur dont l'aménagement est une nouvelle fois très controversé. Ce type de démarche semble courant en cas de conflit urbain comme le montre le fait que l'on retrouve régulièrement la présence de chercheurs ou d'universitaires dans d'autres conflits urbains comme dans le quartier du Cabanyal, au cours des années 1990-2000<sup>117</sup>.

Dans le cas de la lutte organisée par le collectif *Salvem el Cabanyal*, parmi les nombreux soutiens qui se joignent aux habitants, qui militent pour la défense de leur quartier, se trouvent également des urbanistes, des architectes ou encore des universitaires. Ainsi, au-delà de la trajectoire professionnelle de certains militants, des spécialistes indépendants offrent leur expertise ainsi que de nouveaux outils pour appréhender les propositions des autorités locales. Dans ce cas précis, leur première contribution se matérialise par la proposition de plans alternatifs, ne supposant pas la destruction du quartier. Outre la présence initiale de quelques

---

<sup>116</sup> Pour les auteurs de cette étude, dénommée *Estudi Previ a la remodelació de la Barceloneta*, il est question de faire un état des lieux de la situation dans laquelle se trouve le quartier afin de souligner l'inutilité de certaines démarches proposées par la municipalité et la nécessité d'en réaliser d'autres.

<sup>117</sup> De surcroît, ce constat ne se limite pas à ces deux quartiers. Nous pouvons citer, entre autres, le cas du conflit de l'avenue de la République à Marseille, au cours duquel plusieurs recherches ont été menées afin de comprendre les tenants et les aboutissants des projets municipaux. De la même manière, l'intervention de chercheurs au sein des processus de rénovation urbaine, dans le quartier de Hautepierre (Strasbourg), a encouragé une plus grande implication des habitants.

universitaires, le département des Beaux-Arts puis la Faculté de Droit et plus largement l'Université de Valence se déclarent officiellement défavorables au projet proposé par la municipalité valencienne. Cette prise de position donne lieu à l'élaboration de différentes publications scientifiques qui se font l'écho des problèmes que les habitants rencontrent dans leur quartier. Cette coopération est de surcroît propice à la réalisation d'études et d'analyses des différents impacts (en termes sociaux et économiques notamment) qu'impliquerait la réalisation du PEPRI. En d'autres termes, ce soutien institutionnel confirme le bienfondé des revendications des habitants. À titre d'exemple, nous pouvons citer les recherches menées dans le domaine de l'architecture qui démontrent la présence, dans le Cabanyal, d'éléments architecturaux qui relèvent de la protection du patrimoine. Ce type de données deviendra d'ailleurs la clé de voûte des recours judiciaires initiés par les militants de *Salvem*<sup>118</sup>.

Le mouvement de contestation qui émerge dans le Cabanyal à la fin des années 1990 se caractérise de fait par la bataille judiciaire menée par les habitants mobilisés. Dans le cadre de telles démarches (recours auprès des tribunaux, plaintes, etc.), les membres des AAVV font également, et dans la plupart des cas, appel à des professionnels. Dans le cas de *Salvem el Cabanyal*, il ne s'agit pas cette fois d'un appel à projets ou encore d'un militant membre du barreau, mais bien d'un avocat indépendant et extérieur au conflit, qui prend en charge la défense des habitants du quartier. Ainsi, accompagnés d'un avocat, maître José Luis Ramos

---

<sup>118</sup> Alors que cet espace urbain est déclaré BIC en 1993, les autorités locales y planifient un PEPRI (outil urbanistique permettant la réalisation de travaux dans le quartier). Toutefois, une partie des riverains du quartier le dénonce auprès du Tribunal Supérieur de Justice (TSJ) pour vice de procédure. Ce dernier suspend donc ledit plan en juillet 2001, raison pour laquelle les autorités locales s'engagent dans une bataille judiciaire contre une partie des habitants, mobilisés contre le projet de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*. Ce PEPRI, qui prévoit la destruction de 1651 maisons pour laisser place à l'artère, va semble-t-il à l'encontre de la classification de certaines bâtisses. C'est pourquoi, après une première tentative avortée, le président de la *Generalitat*, Francisco Camps, publie la loi 7/2004 qui modifie la loi 4/1998, du patrimoine historique valencien. Cette démarche permet d'abord de retirer de la zone de BIC certaines maisons du Cabanyal, classées patrimoine historique protégé. De surcroît, elle ratifie le bienfondé légal du PEPRI, dès lors de nouveau approuvé par le TSJ. À la suite de différents recours réalisés par les habitants auprès de divers tribunaux mais également auprès de la commission européenne, le Ministère de la Culture se saisit de l'affaire en 2009 afin de se prononcer sur la légalité des démarches engagées par la mairie de Valence, quant aux classifications patrimoniales en vigueur dans le quartier. Cette intervention ministérielle ne résoudra pas le conflit qui va perdurer jusqu'en 2019. Pour une exposition détaillée du déroulement de la bataille judiciaire voir BEUGNOT, Céline, *La lucha por el barrio: El conflicto social en el espacio urbano valenciano del Cabanyal*, Université de Franche-Comté, Mémoire de Master sous la direction de M. Oscar Freán Hernández, 2012, pp. 46-55.

Segarra, les riverains entament une bataille judiciaire et présentent différents recours auprès des tribunaux (d'abord régionaux puis nationaux et enfin européens) afin d'invalider le *Plan Especial de Protección y Reforma Interio Cabanyal Canyamelar*. Dès lors, outre la présence de quelques universitaires ou professionnels indépendants, des personnalités politiques prennent part aux débats engendrés par ce conflit. Tandis que certains représentants politiques sont en faveur du projet municipal, d'autres apportent leur soutien aux habitants, ce qui donne une nouvelle dimension au conflit mais également au mouvement.

Il ne s'agit plus seulement de la mobilisation de quelques riverains qui souhaitent défendre leur lieu de vie mais bien de la remise en cause de la conception politique de la ville. La présence récurrente, au sein de ce conflit, de personnalités politiques, membres du gouvernement national (notamment représenté par Carmen Alborch alors Ministre de la Culture) ou membres de l'opposition politique au niveau municipal (parmi lesquels nous pouvons citer Ana Noguera, alors représentante du parti socialiste au sein du conseil municipal<sup>119</sup>), confère un écho médiatique sans précédent au mouvement<sup>120</sup>. De ce point de vue, la présence de personnalités politiques auprès des militants s'apparente au rôle de l'expert. Dans la mesure où, tel que nous l'avons vu précédemment, le domaine de l'aménagement du territoire relève principalement des choix politiques, le soutien de représentants dans ce domaine, qu'ils appartiennent à l'opposition ou non, apporte une force supplémentaire au mouvement et le légitime d'autant plus.

Outre cette légitimation du mouvement, l'implication de professionnels entraîne également sa massification puisque ces derniers viennent nécessairement compléter les rangs des personnes en désaccord avec la municipalité, élément essentiel à la continuité des mobilisations. Les mouvements sociaux sont en effet en recherche constante de sympathisants, raison pour laquelle ils tendent à renouveler sans cesse leurs moyens d'action. En ce sens, tout comme ils le font avec les professionnels de l'urbanisme ou de l'architecture, les militants font appel au savoir-

---

<sup>119</sup> « *El PSPV propone a Rita que haga el plan del Cabanyal modificando doce unidades* », *El Levante*, Valencia, 27 de marzo de 2002, cité par :

URL : <http://www.cabanyal.com/old/PrensaSalvemelCabanyal/2002/tot02.htm#c16elpspv> (dernière consultation : 19 octobre 2019)

<sup>120</sup> Au-delà, la prise de position de certains élus va se concrétiser par la proposition d'un projet alternatif, présenté de façon interactive et élaboré avec l'aide d'urbanistes et d'architectes. Cette proposition numérique est toujours visible sur le site internet suivant : [www.lapepri.com](http://www.lapepri.com) (dernière consultation : 19 octobre 2019)

faire d'experts d'autres domaines. Pour reprendre l'exemple du collectif *Salvem el Cabanyal*, dans le cadre des actions menées, les militants sollicitent l'intervention d'artistes, enclins à soutenir leur cause. D'ailleurs, l'organisation logistique d'un événement artistique tel que *Portes Obertes*, qui requière l'utilisation d'une multitude de lieux d'exposition dans une vingtaine de maisons particulières, pose une nouvelle fois la question de l'expertise des habitants dans ce domaine. Une mobilisation contestataire dépend en effet des différents facteurs que nous avons évoqués (contexte politique, ressources des militants, etc.). De ce fait, on comprend l'importance des collaborations mises en œuvre par les habitants au sein du collectif *Salvem el Cabanyal* ainsi que l'expertise et le savoir-faire de certains d'entre eux. Il est à cet égard intéressant de souligner la trajectoire professionnelle, entre autres, d'une des porte-paroles de *Salvem*, Maribel Domenech, habitante du quartier et professeure des universités à la Faculté des Beaux-Arts de Valence. Emilio José Martínez Arroyo (artiste, professeur d'université au département de sculpture de la Faculté des Beaux-Arts de Valence et organisateur de *Portes Obertes* puis porteur d'un projet ultérieur dénommé *Cabanyal Archivo Vivo*) souligne à cet égard l'importance de l'expérience acquise lors d'événements antérieurs, organisés dans leur cadre professionnel par exemple, et non nécessairement liés à des mouvements contestataires. Il fait ainsi référence à l'organisation de *Movimiento Inercia*<sup>121</sup> en 1996, comme base sur laquelle *Portes Obertes* s'est fondée. Leur expérience professionnelle ainsi que le réseau de connaissances qui en découle, associés aux nombreuses personnes impliquées dans ce mouvement, sont autant d'éléments pouvant expliquer l'émergence d'une telle initiative. Cela étant, dans la mesure où il s'agit d'expositions dans le cadre d'une contestation sociale, les aides financières institutionnelles ne sont pas envisagées ni l'utilisation de bâtiments municipaux<sup>122</sup>. La solidarité tant des habitants, mettant à disposition leurs biens, que des artistes, ne recevant aucune contrepartie pécuniaire (si ce n'est un accueil chaleureux), pallie ainsi le manque de ressources financières et permet la réalisation et la réédition de ces *Portes Obertes*. L'organisation

---

<sup>121</sup> Événement artistique durant lequel sont organisés des cycles de conférence autour du thème de l'inertie. Pour plus d'informations, voir : <http://www.upv.es/inercia/present.html>

<sup>122</sup> MARTÍNEZ ARROYO, Emilio José, « Cabanyal Portes Obertes, se acabó ¿y ahora qué? Prácticas artísticas políticas y colaborativas en la ciudad », MARÍN, Teresa (coord.), *Kultur: revista interdisciplinària sobre la cultura de la ciutat - Prácticas artísticas colaborativas en contextos urbanos*, vol. 3, n° 5, 2016, p. 147.

d'événements d'une telle ampleur est, de fait, révélatrice de l'engagement militant des artistes participants.

Ici, l'art et la contestation sociale semblent être intrinsèquement liés, dans une relation réciproque où chaque élément alimente le développement de l'autre. Justyne Balasinski évoque à ce propos la place des artistes dans ce type de contexte. Elle insiste notamment sur leur engagement :

permettant tout à la fois d'attirer l'attention des médias et du public sur la cause défendue et de recueillir des fonds, la renommée de l'artiste servant de marqueur symbolique de légitimité et de généralité de la cause. Le recours à l'activité artistique constitue alors un moyen de véhiculer un message contestataire d'une manière différente, en particulier dans un contexte d'essoufflement et de renouvellement des pratiques contestataires.<sup>123</sup>

Au-delà d'une simple exposition publique, il s'agit pour les artistes de mettre à disposition leurs œuvres, une démarche qui participe de la visibilité du mouvement. *Portes Obertes* est, à cet égard, un vecteur de diffusion et d'expansion du mouvement de contestation des riverains dans l'espace public. La collaboration des artistes au cœur des moyens d'action employés par les riverains ne fait, de surcroît, que renforcer la portée des revendications et leur diffusion médiatique auprès d'une plus large population.

Cette collaboration avec des professionnels ne se traduit pas uniquement en termes de consolidation des mobilisations ni en termes de médiatisation. Le contact régulier avec des experts ou des professionnels permet également aux militants d'acquérir une certaine expertise et de l'expérience dans certains domaines (juridiques, urbanistiques, administratifs, etc.). Erik Neveu parle alors de la « professionnalisation » de certaines structures revendicatives qui, au contact de professionnels et à force de renouveler leurs pratiques, vont jusqu'à devenir elles-mêmes de véritables expertes de la question contre laquelle elles se mobilisent. Neveu va jusqu'à souligner l'émergence « d'un corps de permanents et d'experts (juristes, communicateurs) » au sein de certaines structures de type associatif<sup>124</sup>. Ainsi, la récurrence de groupes de travail et de commissions au sein de certaines AAVV concernant un problème particulier (demandes de

---

<sup>123</sup> BALASINSKY, Justyne, « Art et contestation », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, *op. cit.*, p. 71.

<sup>124</sup> NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 8.



permis de construire, procédures administratives relatives aux expulsions de logement, etc.) contribue à la formation des militants et à la spécialisation de certaines associations dans des domaines spécifiques. À titre d'exemple, l'entité historique du Cabanyal-Canyamelar, à force de contacts avec des professionnels et des membres des autorités locales, acquiert un rôle légitime de médiateur entre les habitants du quartier et la municipalité et ce, notamment, à partir des années 1990. La durée de la mobilisation est un des facteurs qui explique cette spécialisation des militants. Les seize années de mobilisation du collectif *Salvem el Cabanyal* illustrent par exemple cette situation. En réalité, de nombreux aspects de la mobilisation revêtent un caractère formateur, voire professionnalisant, pour les militants. Nous l'avons dit, les diverses initiatives proposées comme moyens d'action sont parfois à l'origine de l'intervention d'artistes (plasticiens, peintres, acteurs, musiciens, etc.). Leur venue ne donne pas lieu à la formation artistique des militants mais permet plutôt à ces derniers d'acquérir des connaissances plus poussées dans l'organisation d'événements culturels par exemple, une expertise qui leur permet d'apporter à leur tour leur soutien à d'autres mouvements du genre, ce qui contribue à l'élargissement du réseau mis en place par les militants.

L'impact de la présence d'experts ou de professionnels au sein d'un mouvement est donc considérable : il peut d'un côté « traduire » les spécificités techniques d'un projet afin de le rendre compréhensible à tous (un avocat peut par exemple faciliter la compréhension de textes ou de normes juridiques tandis qu'un urbaniste ou un architecte peut aider à appréhender des plans et des projets urbanistiques). Le professionnel peut mettre à profit les connaissances qu'il détient dans certains domaines pour aider les habitants, enrichir leur lutte ou leur apporter des outils. À titre d'exemple nous pouvons citer la mobilisation des habitants de la Barceloneta qui, lors de leur mobilisation contre le *Plan de la Ribera*, ont fait appel à des professionnels de différents domaines pour les aider. Ainsi, des géographes, des économistes ou encore des urbanistes ont prêté main forte aux habitants mobilisés, au service de leur cause, pour défendre le quartier contre le plan urbanistique. On retrouve ce type de démarche coopérative dans divers mouvements sociaux urbains, durant des époques ultérieures, dans des contextes nationaux variables. Ainsi, dans le cadre de l'organisation des JO de Rio de Janeiro, lorsque la mairie refuse de réhabiliter une favela, qui se situe proche des lieux stratégiques pour l'organisation de l'événement sportif, les riverains mobilisés élaborent, en collaboration avec des universitaires un « Plan de réhabilitation du quartier ». Rafael Soares Goncalves souligne

par ailleurs que cette coopération est l'occasion pour les habitants de démontrer que le cabinet d'architecture en charge du projet olympique, n'avait pas envisagé la destruction de cet espace urbain<sup>125</sup>. Ce nouvel exemple démontre bien que le soutien de spécialistes permet une lecture plus approfondie, pour les militants, des projets contre lesquels ils se mobilisent.

D'un autre côté, le professionnel peut s'ériger en porte-parole ou du moins, peut apporter la technicité qui fait défaut au langage « amateur » des riverains. Dans le cadre du *Plan de la Ribera* (Barcelone), la présence de professionnels indépendants a par exemple permis l'élaboration d'une proposition alternative à la requalification du front de mer barcelonais. Ce projet s'est d'ailleurs avéré tout à fait légitime dans la mesure où, quelques années plus tard, une fois ledit plan annulé, il a été repris par les autorités locales pour repenser le quartier de la Barceloneta. De la même façon, toujours dans la même ville, en 2007, des architectes, des urbanistes, des juristes, des géographes ou encore des sociologues critiquent le *Plan de Ascensores*, et soutiennent les associations de quartier investies dans la défense du droit à la ville et au logement. Ici, la présence de professionnels est utile à plusieurs titres, pour les riverains mobilisés. Leur participation peut, d'une part, apporter de nouveaux outils à la mobilisation et d'autre part, légitimer le combat mené par les riverains. Aux yeux des médias, de la classe politique ou encore des autres habitants de la ville, la parole d'un expert ou d'un professionnel est plus communément admise que celle d'un militant. Tel que l'affirme Rigoni, Theviot et Bourdaa, dans le cadre d'un mouvement social, pour les militants :

Prendre part aux processus de décision implique de se faire (re)connaître sur la scène publique et politique en mettant en avant « sa » légitimité, son « savoir profane ». L'expression « contre-expertise » est régulièrement employée par les acteurs comme par les observateurs des mouvements sociaux pour illustrer l'idée d'un recours à une forme d'expertise qui ne serait pas celle détenue par les pouvoirs politiques, ni par les journalistes. L'expertise peut alors être entendue comme « l'ensemble des savoirs mobilisés pour l'action » (Delmas, 2010, 10)<sup>126</sup>.

Ainsi, les interventions de ce genre, de la part de professionnels indépendants auprès des habitants mobilisés, à savoir les contre-expertises, s'érigent en nouvel outil de la mobilisation.

---

<sup>125</sup> SOARES GONCALVES, Rafael, « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro », *Mouvements - La ville brûle-t-elle ? Pour une réappropriation citoyenne de nos villes*, n° 74, 2013, p. 25.

<sup>126</sup> RIGONI, Isabelle ; THEVIOT, Anaïs ; BOURDAA, Mélanie, « Médias, engagements, mouvements sociaux », RIGONI, Isabelle ; THEVIOT, Anaïs ; BOURDAA, Mélanie (dir.), *Sciences de la société - Médias, engagements, mouvements sociaux*, n° 94, 2015, p. 6.

En proposant une solution divergente de celle proposée par les autorités, et à l'origine du conflit, ces experts deviennent de nouveaux acteurs de la mobilisation, ils relancent le mouvement et permettent parallèlement une nouvelle conception de l'aménagement urbain. En réalité il existe peu de monuments ou de quartiers construits par un seul architecte. Au contraire, ils sont souvent l'œuvre d'un travail collectif qui se voit remodeler au cours du temps. En ce sens, grâce à l'intervention d'experts, des habitants sont impliqués au sein de certains projets, dans lesquels ils proposent leur point de vue d'usagers et, idéalement, enrichissent celui des autorités.

Cette collaboration entre professionnels et habitants (militants et usagers de la ville), relève en réalité d'un urbanisme dit « participatif ». D'après, Yves Chalas, sociologue et urbaniste, cinq points essentiels caractérisent cette notion. Il s'agit d'un urbanisme non spatial qui prend en compte la vie sociale des lieux, d'un urbanisme performatif ou non spécialisé qui est accessible à des personnes non spécialistes de l'urbanisme comme l'habitant, d'un urbanisme intégrateur basé sur l'interaction entre tous les acteurs dans le temps et dans l'espace, d'un urbanisme apophatique ou négatif qui s'occupe non plus du « bonheur pour tous » comme le faisait l'urbanisme spatial mais du « moindre mal pour chacun » et enfin d'un urbanisme politique qui se fonde sur un débat public et ouvert pour organiser la ville<sup>127</sup>. Ces cinq aspects, toujours selon le même auteur, découlent les uns des autres, chacun pouvant être un point de départ à la réflexion. La trajectoire de ce phénomène n'est donc pas linéaire mais plutôt circulaire, dans le sens où la réflexion prend corps à partir du débat public où se mêlent différents points de vue (professionnels, usagers habitants de la ville ou encore élus). Ainsi, l'intervention de certains experts a parfois des répercussions qui vont au-delà des attentes initiales et conduisent à la fabrique collective de projets totalement nouveaux.

L'ensemble de ces facteurs explique les raisons pour lesquelles ce type d'urbanisme (qui, tout en s'appuyant sur la collaboration avec des professionnels, place l'utilisateur au cœur des démarches) est revendiqué par les riverains et les membres des AAVV. De fait, dans l'ensemble des mobilisations que nous étudions, les militants réclament leur droit à la ville, à savoir leur droit de participer aux processus de transformations urbaines, qui concernent leur lieu de vie.

---

<sup>127</sup> CHALAS, Yves, « L'urbanisme comme pensée pratique : Pensée faible et débat public », *Les annales de la recherche urbaines - Gouvernances*, n° 80-81, 1998, p. 212.

Pour mesurer l'implication des habitants au sein des projets publics, il existe un outil particulièrement intéressant, développé par Sherry Arnstein en 1969, « l'échelle de participation ». À partir de plusieurs expériences réalisées lors d'opérations de réaménagements urbains aux Etats-Unis, la directrice du centre de recherches *Community Development Studies for the Commons* élabore une « échelle de participation » au sein de laquelle elle souligne l'existence de huit degrés de participation, le degré le plus bas dans l'échelle étant celui de la « manipulation » tandis que le plus élevé se dénomme « contrôle citoyen »<sup>128</sup>.

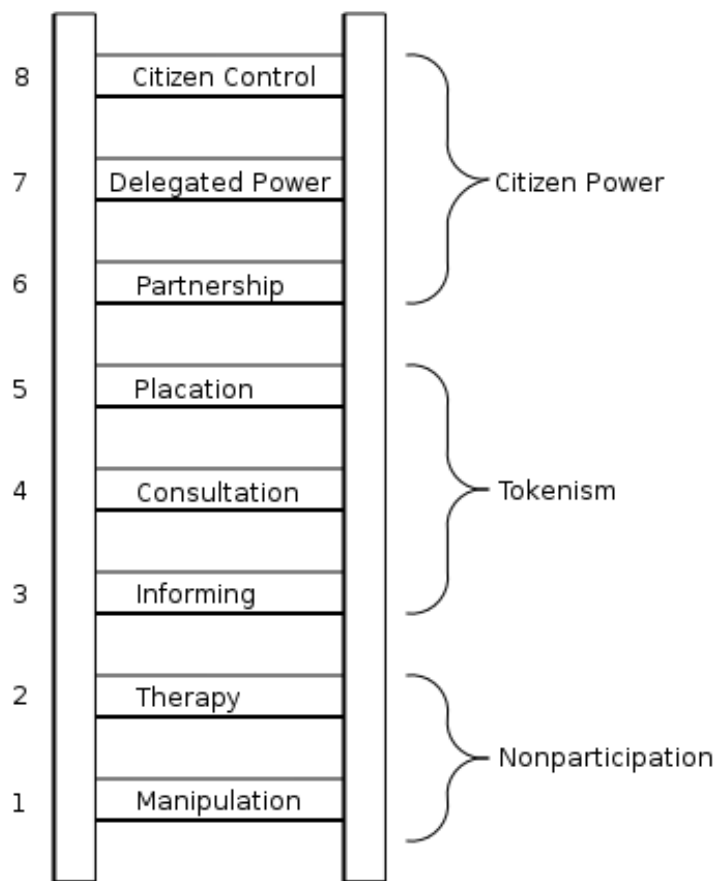


Fig. 12: Echelle de participation de Sherry Arnstein. ARNSTEIN, Sherry, « A Ladder of Citizen Participation », AIP Journals, vol. 35, n° 4, 1969, pp. 216-224. URL: <http://lithgow-schmidt.dk/sherry-arnstein/ladder-of-citizen-participation.html>

<sup>128</sup> ARNSTEIN, Sherry R., « A ladder of citizen participation », 1969, dans l'article de Jacques Donzelot et Renaud Epstein, « Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine ». Publié dans *Esprit* (dossier « forces et faiblesses de la participation »), n° 326, 2006, pp. 5-34.

Grâce à cet outil, Arnstein parvient à hiérarchiser les pratiques relatives à la participation des habitants, en distinguant trois niveaux différents qui intègrent les huit degrés de participation évoqués précédemment. Le premier niveau est celui de la « non-participation », il correspond aux deux degrés les plus bas de l'échelle qui sont la « thérapie » et la « manipulation ». Au sein de ce premier niveau, il n'est pas question pour les autorités de résoudre les problèmes profonds engendrés par les processus urbanistiques mais « d'éduquer » les habitants afin que ces derniers soutiennent les projets municipaux. Pour ce faire, les stratégies employées sont similaires aux démarches publicitaires et se limitent aux relations publiques.

Le second niveau, celui de la « coopération symbolique » se compose de trois degrés. En premier lieu, Arnstein parle de « l'information ». Les riverains sont informés des projets en cours mais ne sont pas pour autant invités à donner leur avis. Dans un second temps vient la « consultation ». Des enquêtes sont menées auprès des habitants et des réunions sont organisées. Cela étant, cette pratique ne garantit pas la prise en compte de l'avis de la population. Le dernier degré de ce niveau est, selon Arnstein, la « réassurance » où il est question d'inviter les habitants aux tables rondes organisées, afin qu'ils puissent émettre leur opinion quant aux projets proposés. Cependant, à ce niveau de l'échelle, seules les autorités détiennent le pouvoir de décision. Elles ne sont aucunement dans l'obligation de prendre en considération l'opinion publique.

Le dernier niveau de l'échelle d'Arnstein est dénommé « pouvoir effectif des citoyens ». Le premier degré de ce niveau est le « partenariat », à savoir les négociations entre les pouvoirs publics et les habitants, négociations qui mènent à une prise de décision consensuelle. Ensuite vient la « délégation du pouvoir », degré dans lequel les habitants détiennent une place majoritaire au sein des processus de décision, une position qui leur permet également de rendre compte des avancements des projets à tout moment. Pour terminer, Arnstein évoque le « contrôle citoyen ». À ce niveau de l'échelle, les riverains gèrent de façon indépendante la conception, la planification et les décisions relatives au quartier, il n'y a alors plus d'intermédiaire entre les habitants et les promoteurs.

Enfin, au sein des processus urbains, rares sont les projets qui parviennent à atteindre le dernier degré, voire le dernier niveau, de cette échelle de participation, une situation

qui n'est pas sans rappeler les raisons pour lesquelles les riverains se constituent en AAVV. En réalité, les mouvements sociaux urbains qui font l'objet de notre étude sont révélateurs de la faible proportion de participation mise en pratique au sein des opérations urbanistiques étudiées. Qu'il s'agisse des projets concernant le quartier de la Barceloneta au cours des années 1970 puis au cours des années 2000 ou encore du Cabanyal des années 1980 aux années 2000, l'implication des habitants ne semble pas dépasser le second niveau de cette échelle, à savoir la « collaboration symbolique ».

De fait, le contexte politique dans lequel chacune de ces mobilisations se déroule ne semble pas nécessairement favorable à ce genre de démarche, d'autant plus lorsqu'il s'agit des mobilisations ayant lieu pendant la dictature de Franco. Pourtant, des processus de participation semblent bel et bien exister dans les quartiers étudiés, dans la mesure où surgissent des projets réalisés collectivement tels que l'*Estudi Previ a la remodelació de la Barceloneta* (1978) ou encore des plans alternatifs comme *La Pepri* (Cabanyal). Ceci dit, ces processus de participation ne sont pas élaborés à l'initiative des autorités mais bien à la demande des habitants eux-mêmes. Grâce à l'intervention d'experts et de professionnels invités par les riverains mobilisés, ces derniers sont impliqués dans l'élaboration de projets alternatifs. Parfois, l'efficacité de ce type de démarche est telle que la participation des habitants peut atteindre jusqu'au dernier palier de l'échelle de Sherry Arnstein, comme il est par exemple question dans le cadre de l'*Estudi Previ a la remodelació de la Barceloneta*. Bien qu'amateurs dans le domaine de l'aménagement urbain, les habitants parviennent ici à formuler leurs besoins grâce à l'aide et à la collaboration de professionnels, et élaborent sans intermédiaire décisionnaire un plan urbanistique, à l'échelle du quartier, qui recouvre divers aspects tels que la démographie ou encore l'économie. Cette étude témoigne ainsi de la faisabilité de cette démarche. Le fait que ce type de pratique soit à l'initiative des personnes mobilisées et non des autorités explique les raisons pour lesquelles nous pouvons constater la présence de processus participatifs au cœur des différents conflits étudiés entre 1968 et 2008, et ce, malgré les différentes formes de pouvoir en place.

## 3.2. La communication au service de la mobilisation

### 3.2.1. Se mobiliser à travers le support périodique, une constante dans la mobilisation des associations de riverains?

La mobilisation dans l'espace public est un point commun aux différents types de structures présentes dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal. La récurrence des manifestations et des réunions publiques, autour desquelles sont formulées et reformulées les revendications de la contestation sociale, permet aux militants d'obtenir une certaine diffusion médiatique et les rend de plus en plus visibles<sup>129</sup>. Cette visibilité les pousse à énoncer très clairement leur besoin et à les exprimer de façon directe, aux personnes concernées. Il est donc question d'obtenir un écho, ou une diffusion, de plus en plus vaste, qui ne se limiterait plus aux rues ou places des quartiers de la ville mais qui atteindrait d'autres espaces, non physiques, tenant davantage de la sphère politique et médiatique. En ce sens, les militants convoquent une partie de ce que Marc Steinberg dénomme leur répertoire d'action discursif<sup>130</sup>. Tel que le souligne Robin Van Leeckwyck, « pour parvenir à ses objectifs, un mouvement social doit se faire connaître, que ce soit auprès d'autres organisations, du pouvoir politique, des médias et des citoyens lambda »<sup>131</sup>. À cet égard, la communication est essentielle aux acteurs mobilisés au cœur des mouvements de contestation. Cet acte social suppose, selon Thierry Paquot, « un émetteur (les médias) et un récepteur (le public), un message (ciblé ou non, informatif ou persuasif, etc.) et une réaction (les effets ne sont jamais aussi directs que prévus) »<sup>132</sup>. Produite dans le cadre d'un mouvement social, la communication vise à donner des informations sur les

---

<sup>129</sup> ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa : volumen, actores y temas de la movilización », *op. cit.*, p. 39.

<sup>130</sup> PECHU, Cécile, « Répertoire d'action », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, *op. cit.*, p. 460.

<sup>131</sup> VAN LEECKWYCK, Robin, « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2323, n° 38, 2016, p. 10.

<sup>132</sup> PAQUOT, Thierry, *L'espace public*, *op. cit.*, p. 5.

problèmes soulevés mais surtout à créer l'adhésion massive de la population, raison pour laquelle elle repose sur différents supports (le nom, le logo, les affiches, le périodique, etc.)<sup>133</sup>. Il existe de fait une grande diversité de supports de communication employés par les structures à l'étude car les mobilisations contestataires, formées par les riverains au cœur des villes, ne sont pas toutes de même nature (leur statut ou les causes de leur création sont par exemple diverses). De surcroît, l'existence de certaines d'entre elles s'étend sur plusieurs décennies. Par conséquent, leurs méthodes de communication évoluent, à l'instar de leur structure, au gré des mutations sociétales.

Chaque entité, qu'il s'agisse de l'association de riverains du Cabanyal, de celle de la Barceloneta, de *Salvem el Cabanyal* ou encore de l'*Associació de la Òstia*, ne met donc pas en place les mêmes stratégies de communication. Elle les adapte par exemple à ses besoins (diffusion des revendications, appels à manifestation, etc.), à ses capacités (financements, savoir-faire des acteurs, etc.) ainsi qu'aux conditions matérielles que lui offre son environnement (application de mesures de censure, évolution des méthodes de publication et de diffusion, apparition d'Internet, etc.). Il existe ainsi une grande différence entre les structures dont la création remonte aux années 1970 et celles qui ont émergé au cours des années 1990-2000. Cette différence se ressent logiquement dans les outils employés pour susciter l'adhésion de la population. Toutefois, parmi les divers supports de communication réalisés par les militants, la publication de périodiques semble récurrente. Outre les tracts, les réunions d'information, les manifestations ou encore les affiches, les militants des AAVV de la Barceloneta et du Cabanyal ont à cœur de faire paraître régulièrement des bulletins d'information leur permettant d'informer sur leurs activités mais également de diffuser le plus largement possible des informations relatives aux problèmes qu'ils rencontrent. La parution de ce type de document est quasiment constante, de la fin des années 1970 au début des années 2000, notamment dans le cadre des mobilisations menées par les structures associatives traditionnelles, à savoir les *Asociaciones de Vecinos* (AAVV).

À l'inverse, les structures associatives qui émergent au cours des années 1990-2000, à savoir les *plataformas ciudadanas*, n'emploient pas ou peu de supports périodiques et ont

---

<sup>133</sup> VAN LEECKWYCK, Robin, « La communication des mouvements sociaux : Alliance D19-20 et Tout autre chose », *op. cit.*



davantage recours à d'autres méthodes, voire aux nouvelles technologies, en basant leur communication sur l'usage de sites internet voire de réseaux sociaux<sup>134</sup>. Ainsi, afin de saisir les spécificités du support périodique et de comprendre les raisons pour lesquelles certaines structures les utilisent tout au long de leur existence tandis que d'autres y ont recours de façon laconique, nous allons nous intéresser à la composition des bulletins d'information des AAVV de la Barceloneta et du Cabanyal, ainsi qu'à leur dimension thématique et aux revendications qu'ils renferment entre la fin des années 1960 et le début des années 2000.

## **Les bulletins des AAVV, une alternative à la censure**

Au cours des années 1970, après avoir utilisé tous les moyens légaux possibles, fondés par exemple sur des recours auprès des autorités, les habitants entreprennent d'autres actions : ils organisent des réunions, des assemblées ou encore des manifestations et élaborent des pancartes qu'ils exposent sur les balcons ou dans les rues<sup>135</sup>. Toutefois, selon Manuel López, ces méthodes atteignent rapidement leur limite dans la mesure où les affiches et les banderoles exposées dans les marchés et sur les places publiques sont bien souvent retirées ou déchirées par des anonymes. Il s'agit en réalité, toujours selon cet auteur, de la Garde Civile, qui endosse rapidement un rôle répressif et censure les protestations naissantes. Par ailleurs, les assemblées organisées par les militants, réunissent une partie des habitants mais ne parviennent pas à mobiliser l'intégralité des riverains, pourtant pour la plupart concernés par les problèmes soulevés<sup>136</sup>.

C'est pourquoi, au milieu des années 1970, la stratégie des groupements de riverains s'oriente rapidement vers la distribution, encore illégale, de supports papier dans lesquels il leur est possible de présenter les informations du quartier ainsi que leur opinion. La diffusion d'une

---

<sup>134</sup> Nous étudierons ce phénomène de façon précise dans la suite de ce travail.

<sup>135</sup> CORRAL BROTO, *¿Una sociedad ambiental? Historia de los conflictos ambientales bajo la dictadura franquista en Aragón (1939-1979)*, op. cit., p. 147.

<sup>136</sup> « *Grans murals en els mercats i placesserveixen de poc perquè són arrancats per mans anònimes (moltes vegades per la pròpia Guàrdia Urbana, que es va convertir en un mitjà de repressió veïnal sense que ningú hagi demanat explicacions als responsables d'aquell temps que ara encara manen dins del cos) mentre que a les assemblees informatives acut gent, però no tots els afectats. Per això es fa necessari recolzar-se en la premsa pròpia, vendre paper imprès amb les notícies i argumentacions de les associacions de veïns (AAVV)* » in LÓPEZ, Manuel, *Un periodisme alternatiu i autogestionari : La premsa de barris a Barcelona, 1968-1977*, Barcelona, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1994, p. 20.

information indépendante, provenant de l'intérieur même du quartier est en effet une stratégie recherchée par les AAVV<sup>137</sup>. Il n'est plus seulement question d'interpeller uniquement les autorités pour faire reconnaître leurs droits mais plutôt de s'adresser à l'ensemble des habitants de la ville, et tout particulièrement du quartier concerné. Pour ce faire, chaque entité va produire son propre support d'information, un phénomène qui est commun à l'ensemble de la mobilisation *vecinal* organisée au cours des années 1970<sup>138</sup>. En 1977, Jordi Borja faisait déjà le constat suivant :

À Barcelone, pratiquement toutes les associations de quartier publient un bulletin d'information, certains faisant montre d'une qualité qui les fait s'apparenter à de véritables revues (à l'instar de celui du Poble Nou, Sant Andreu, Sagrera, Les Corts ou encore Sants, etc). À Madrid, Bilbao ou Valence, les bulletins sont chaque jour un peu plus nombreux, bien que ce phénomène soit tout de même plus récent<sup>139</sup>.

Cet outil de communication se présente alors sous différentes formes, allant de simples feuillets agrafés à des périodiques plus élaborés. Dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal, les associations de riverains se dotent elles aussi de *boletines informativos* respectivement intitulés *Quart de Casa*, *Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta* et *Butlletí de la Associació de veïns del Cabanyal-Canyamelar*<sup>140</sup>.

Malheureusement, nos recherches ne nous ont pas permis de réunir l'intégralité des numéros édités. Ces documents ne sont pas, ou peu, répertoriés dans les archives, qu'elles soient locales ou municipales, ce qui explique nos difficultés à l'heure de composer un corpus

---

<sup>137</sup> CORRAL BROTO, Pablo, *¿Una sociedad ambiental? Historia de los conflictos ambientales bajo la dictadura franquista en Aragón (1939-1979)*, *op. cit.*, p. 146.

<sup>138</sup> Cette démarche s'inscrit dans un contexte plus global « d'ouverture » de la presse car tel que le souligne Isabelle Renaudet dans ses travaux, la loi Fraga de 1966 « desserre l'étau de la censure », in RENAUDET, Isabelle, « Presse écrite et changement politique en Espagne, de la dictature franquiste à la démocratie », TROUVE, Matthieu (coord.), *Parlement[s], Revue d'histoire politique - Vie politique et parlementaire en Espagne XIXe-XXe siècles*, n°HS12, 2017, p. 130. Le contrôle des publications continue néanmoins à sévir, raison pour laquelle les périodiques étudiés demeurent illégaux.

<sup>139</sup> « *En Barcelona prácticamente todas la Asociaciones de barrio publican un boletín, algunas con una calidad que las convierte en verdaderas revistas (Poble Nous, Sant Andreu, Sagrera, Les Corts, Sants, etc.) En Madrid, Bilbao, Valencia, etc., son cada vez más numerosos los boletines, aunque sea un fenómeno más reciente* » in BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>140</sup> À partir des années 2000, ce support d'information prendra le nom *El Nostre Barri*.

complet<sup>141</sup>. Bien que ce corpus lacunaire ne permette pas une analyse comparée des bulletins, il est néanmoins possible d'en étudier leur contenu.

### Les bulletins des AAVV : une presse alternative ?



Fig. 13: Première page du périodique *Quart de Casa* (mars 1975) et du périodique de l'AAVV du Cabanyal, (1979).

<sup>141</sup> Les supports étudiés étant des publications gratuites, bons nombres d'entre eux restent à ce jour introuvables :

- Dans le cas du périodique *Quart de Casa* (relatif au quartier de la Barceloneta), nous sommes en possession de vingt-trois numéros, parmi lesquels sept sont publiés entre 1975 et 1978, un en 1989 et quinze entre 1995 et 2005. Quelques numéros sont répertoriés dans les archives historiques de la ville mais la plupart se trouve dans la bibliothèque municipale du quartier, sans être officiellement catalogué.
- Les bulletins de l'association du Cabanyal-Canyamelar sont pour leur part introuvables dans les archives. Cela étant, nous sommes parvenus à réunir trente-trois numéros, Antonio Sanchis Pallarés, qui les conserve personnellement chez lui, a eu la gentillesse de nous les prêter. Parmi ces numéros quatorze sont publiés entre 1979 et 1989 (années auxquelles sont soustraites les années 1982, 1986 et 1988), quinze entre 1990 et 1994 et enfin quatre numéros de *El Nostre Barri*, entre 2005 et 2009, où l'année 2006 nous fait défaut. Bien qu'elle possède un titre différent, *El Nostre Barri* est le périodique publié par l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar, qui adopte un nouveau titre au cours des années 2000.

Le premier numéro du bulletin publié par l'association de quartier de la Barceloneta date de 1975, il s'agit de la seconde publication du quartier<sup>142</sup>. Dans le cas de l'association du Cabanyal, le premier bulletin date, *a priori*, de 1979. Ces deux périodiques ne possèdent tout d'abord pas les mêmes caractéristiques. Celui de la Barceloneta, plus élaboré, s'apparente réellement à une revue papier, que l'on pourrait aisément trouver en kiosque. Publié en couleur, il possède un titre spécifique et personnalisé ainsi qu'un nombre de pages conséquent (16 pages), bien qu'il varie selon les numéros. Sa composition est structurée (avec un sommaire et plusieurs rubriques), ce qui facilite la lecture. Les différents articles sont d'ailleurs rédigés à la machine à écrire et présentés au moyen d'une mise en page précise. À l'inverse, le premier numéro de l'association du Cabanyal-Canyamelar est d'une composition plus rudimentaire. Majoritairement imprimé en noir et blanc (seule la une comporte de la couleur), il comporte douze pages et une mise en page moins claire, qui renferme des éléments élaborés manuellement. Une telle différence entre ces deux périodiques peut s'expliquer de diverses manières. L'association de la Barceloneta est plus ancienne que celle du Cabanyal, on peut donc aisément supposer que sa façon de communiquer avec les habitants du quartier et du reste de la ville a pu évoluer entre le début de son activité et la publication de ce « premier » numéro. L'association, d'ailleurs, existe depuis cinq ans avant que ne soit publié le premier numéro de *Quart de Casa*. Les membres de cette structure possèdent dès lors une certaine expérience dans l'élaboration de ce type de support. L'association du Cabanyal est, à l'inverse, plus récente. Surgissant en 1977, elle ne possède que deux ans d'existence lorsque ce numéro est imprimé. (Le numéro de 1983, c'est-à-dire six ans après la création de l'association, est, de fait, bien plus élaboré).

Les ressources financières nécessaires à la réalisation de ces bulletins expliquent également les raisons pour lesquelles chaque périodique est différent. La publicité progressivement intégrée

---

<sup>142</sup> Le premier bulletin, qui n'a pas été conservé, s'intitulait *Barrio*. Il a été recensé dans les travaux de recherche de Manuel López qui, dans son ouvrage dénommé *Un periodisme alternatiu i autogestionari: la premsa de barris a Barcelona, 1968-1977*, fait l'inventaire de l'ensemble des revues publiées par les associations de riverains dans la ville de Barcelone, de la fin des années 1960 à la fin des années 1970.

aux publications, et notamment dans celles du Cabanyal, est nécessairement une source de revenus permettant d'améliorer la qualité de chaque numéro<sup>143</sup>.

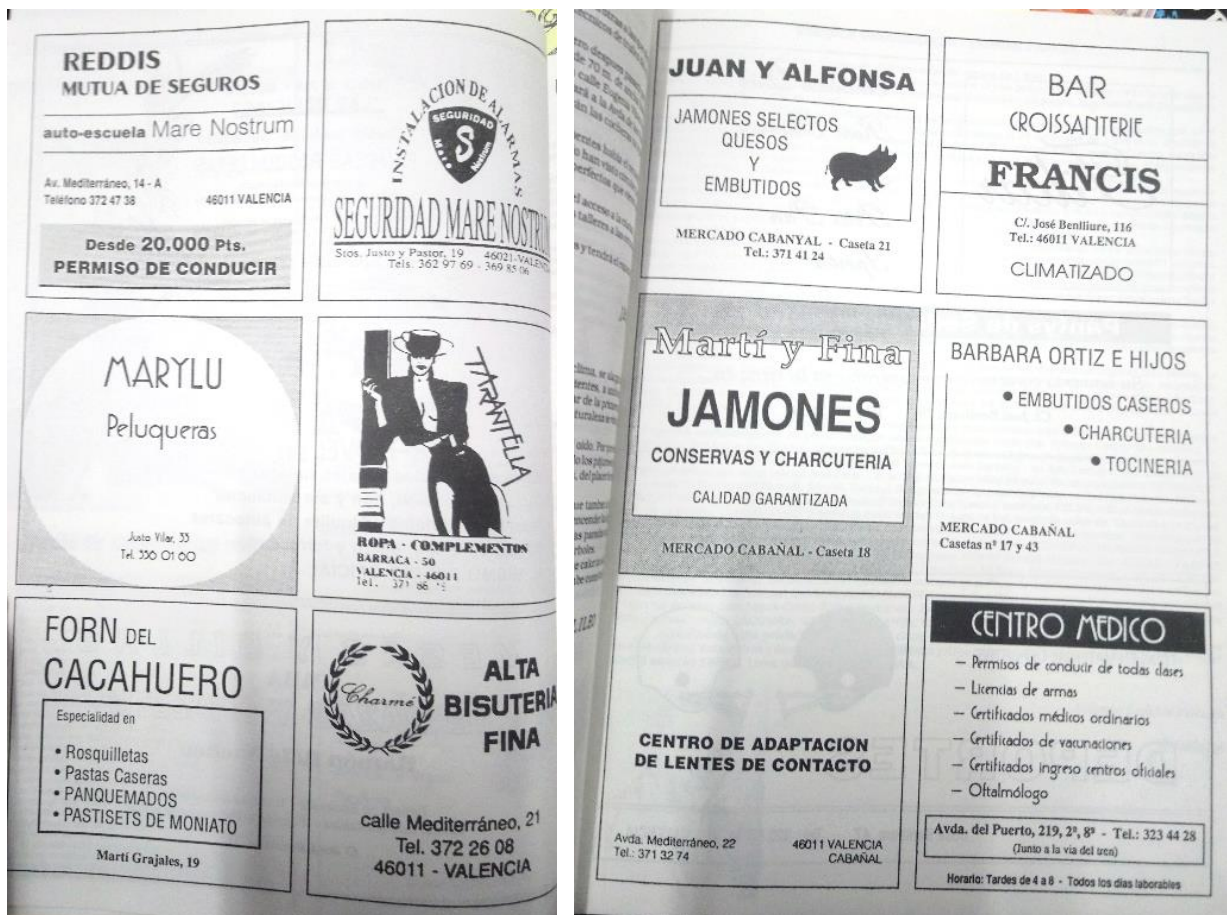


Fig. 14: Exemples de deux des nombreuses pages de publicité présentes dans le périodique de l'AAVV du Cabanyal (1991).

Dans le cas de la Barceloneta, seuls deux numéros contiennent des publicités au cours des années 1970 et leur présence est infime au cours des années 1990. Cela étant, elles ne semblent pas particulièrement nécessaires à la publication dans la mesure où, à partir de 1995, elle reçoit le soutien financier du département de *bienestar* de la Généralité et de la mairie, par le biais de l'arrondissement de Ciutat Vella. La présence de la publicité souligne également à quel point ces périodiques bénéficient d'un soutien relativement large qui va au-delà des particuliers et

<sup>143</sup> La présence régulière de réclames, notamment à partir des années 1990, se traduit par l'élaboration de périodiques plus fournis, avec un nombre de pages plus important et une couverture plus épaisse, par exemple.

concerne certains acteurs économiques du quartier intéressés par ailleurs par les gains éventuels que peut générer cette publicité (amélioration de l'image, nouveaux clients, etc.)

Les conditions dans lesquelles chaque périodique est élaboré sont aussi différentes. Si les habitants de la Barceloneta se mobilisent très tôt, dès 1968, pour faire face à la publication du *Plan de la Ribera*, les riverains du quartier du Cabanyal s'organisent de façon relativement tardive. Ils le font pour s'élever face à des défaillances importantes, dans un quartier qui ne propose pas, selon eux, des conditions de vie matérielles dignes et décentes. Ainsi, l'urgence de la situation dans l'espace urbain barcelonais ainsi que la prise de conscience du problème et les craintes du manque de mobilisation semblent expliquer les raisons pour lesquelles la fondation de l'association est plus précoce qu'à Valence, tout comme la publication de son périodique. En outre, les habitants de la Barceloneta sont très tôt entourés de professionnels (des architectes, des urbanistes, des géographes ou encore des sociologues) pour mener à bien leur lutte, des professionnels qui peuvent donc prêter main forte et partager leur expérience à l'heure d'élaborer cet outil de communication. Il faudra, en revanche, attendre le début des années 1990 pour que l'association du Cabanyal se munisse d'un bulletin plus complet et comparable.

L'évolution de l'ensemble de ces facteurs (financements publicitaires, présence de professionnels, etc.) influence donc la nomenclature de chaque bulletin, qui varie selon les numéros. Dans la mesure où il s'agit de publications réalisées sur la base du volontariat nous pouvons supposer que les diverses rubriques ne sont pas alimentées de façon systématique, par manque de temps de la part des bénévoles. Par ailleurs, la distribution de ces journaux gratuits<sup>144</sup> n'est pas aisée au sein des AAVV où il faut trouver des volontaires car selon la période, les risques sont nombreux (prison, arrestation etc.). Elle n'est pas non plus figée<sup>145</sup>. Ainsi, les périodiques passent d'une distribution hebdomadaire à une distribution mensuelle, ce qui implique des publications au contenu plus ou moins étoffé : les périodiques étudiés se composent, selon les numéros, de quatre à une vingtaine de pages. Le fait que ce soient des périodiques non commerciaux explique sûrement les raisons pour lesquelles leur nombre de

---

<sup>144</sup> Seul le premier numéro du périodique du Cabanyal est payant, son coût s'élève à 15 *pesetas*. Les numéros suivants n'indiquent aucun prix.

<sup>145</sup> Une nouvelle fois, notre corpus incomplet peut également biaiser notre analyse quant à la distribution. Il nous est en effet difficile d'affirmer avec certitude si le périodique est trimestriel ou mensuel, lorsque des numéros nous font défaut.

pages est moins important que dans des périodiques vendus en kioske. De la même manière, s'agissant de publications d'associations bénévoles, elles évoluent parallèlement à la structure dont elles dépendent. Ainsi un changement de *junta* (bureau directeur et équipe de rédaction) ou de président d'association peut par exemple se traduire par une variation dans l'intitulé même des bulletins. Afin de marquer une nouvelle étape dans la démarche militante, les termes « *nueva época* » (« nouvelle époque ») sont par exemple présents dès le titre pour signifier ces changements.

Par conséquent, l'évolution de ces supports (structures, contenus, etc.), qui s'explique notamment par leur nature et les difficultés auxquelles sont confrontés leurs auteurs (clandestinité, contexte répressif et restrictif), est révélatrice de l'importance de la communication pour les AAVV. Au-delà de la transgression des normes dictées par le régime, il est surtout question, pour les membres des AAVV, de communiquer avec la population qui les entoure et de diffuser des informations les concernant (leurs activités, leurs opinions, les solutions qu'ils proposent) ou concernant le quartier lui-même (les problèmes ponctuels, les difficultés rencontrées, etc.). Comme le rappelle Jordi Borja, au cours des années 1970 et 1980, les bulletins d'informations sont les moyens de communication les plus importants et les plus efficaces que possèdent les associations pour se mettre en relation avec leurs adhérents, mais également avec le reste du quartier. Leur distribution dépasse en effet le cadre légalement autorisé, limité aux seuls membres des associations, ce qui permet une diffusion plus large de l'information. Bien qu'on observe la mention contraire dans la plupart des numéros, cette pratique apparaît dans les deux périodiques que nous étudions. De fait, les bulletins d'adhésion ainsi que les différents appels à participation présents dans la plupart des numéros démontrent très clairement que cet objet est destiné à mobiliser le plus grand nombre de personnes dans le quartier et au-delà.

Produit par des AAVV, ces publications ne sont donc pas des supports de presse, au sens classique du terme. Dans l'analyse de presse dite « classique », selon Maurice Mouillaud<sup>146</sup> et

---

<sup>146</sup> MOUILLAUD, Maurice, « Le système des journaux (Théorie et méthode pour l'analyse de presses) », SUMPF, Joseph (dir.), *Langages – Socio-linguistique*, n° 11, 1968, pp. 61-83.

Alice Krieg<sup>147</sup>, le support écrit est considéré comme un système, son analyse implique donc de prendre en considération divers éléments. Tout d'abord, le journaliste ainsi que le rédacteur en chef qui, consciemment ou inconsciemment, sélectionnent l'information. Dans notre cas précis, les supports écrits sont publiés par des associations de quartier, fondées sur le principe du volontariat, les auteurs des articles ne sont pas des journalistes mais bien des bénévoles, des militants, membres des associations, voire des habitants des quartiers qui ne sont pas nécessairement affiliés à la structure associative. Ces matériaux ne sont donc pas rédigés par des professionnels. Bien qu'il y ait, de façon sporadique, un comité de rédaction qui sélectionne les articles publiés, les équipes ne comportent ni rédacteur en chef ni pigiste. La liste des auteurs et collaborateurs varie par ailleurs selon les numéros, certains des articles présents étant anonymes. Pourtant, tel que leur titre l'indique, ces matériaux sont des bulletins<sup>148</sup>, à savoir des périodiques publiant des « information[s] relativement brève[s] engageant la responsabilité de la personne ou de l'organisme de qui elle[s] émane[nt] »<sup>149</sup>. Dans le périodique de la Barceloneta, à partir de 1995 et jusqu'en 2005, l'association se décharge pourtant de toute responsabilité quant au contenu des articles publiés, hormis l'éditorial, souvent signé par le Président de l'association. Les premières pages de ce périodique mentionnent systématiquement le message suivant :

L'association de quartier de la Barceloneta n'est pas nécessairement d'accord avec les opinions exprimées dans les articles signés par des particuliers ou par des collectifs. L'opinion de l'association est simplement reflétée dans son éditorial<sup>150</sup>.

Il en va de même dans certains des bulletins publiés dans le quartier du Cabanyal. Par exemple, en juin 1981, nous pouvons trouver la mention suivante :

---

<sup>147</sup> KRIEG, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le « discours de presse » comme objet de recherche », *Communication* [En ligne], vol. 20, n° 1, 2000.

URL : <http://journals.openedition.org/communication/6432> ;

DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.6432>

<sup>148</sup> Les publications *Quart de Casa*, *Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta* et *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar*, comportent en effet, dès leur titre, ou sous-titre dans le cas de la *Barceloneta* les termes « butlletí » en catalan ou « boletín » en castillan, que l'on traduit en français par « bulletin ».

<sup>149</sup> TLF, s.v. bulletin, acc. 3.

<sup>150</sup> « *L'AVV Barceloneta no está necessàriament d'acord amb les opinions que s'expressen als articles signats per particulars o col·lectius. L'opinió de l'AVV, només es veu reflectida en la seva editorial* » in AAVV Barceloneta, *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns de la Barceloneta*, Primavera 1995, p. 2 (Fonds de la bibliothèque *La Fraternitat*, Barcelone, documents non classés).



Ce bulletin n'est pas responsable des opinions émises dans ces pages par ses collaborateurs et ses amis, puisque chacun peut s'y exprimer sans plus de contraintes que celles imposées par le respect envers autrui<sup>151</sup>.

Ou encore, en mai 1989 :

Tous les articles qui apparaissent dans ce bulletin, signés avec prénoms, noms ou pseudonymes, sont de la responsabilité de l'auteur. L'association décline donc toute responsabilité.<sup>152</sup>

Les périodiques signalent donc que les différents articles se font pour la plupart l'écho de l'opinion des habitants, qui ne sont pas nécessairement adhérents de l'association. Toutefois, ces mentions n'empêchent pas la sélection du contenu car les membres ont nécessairement connaissance de ce qu'ils publient. Ce type de mention peut ainsi traduire une stratégie pour éviter les sanctions. A l'inverse, ils soulignent que l'éditorial reflète, *a priori*, le point de vue de la *junta directiva*, c'est-à-dire du bureau directeur de l'association. En ce sens, ces bulletins se composent majoritairement de « courriers du lecteur ». Sachant que le courrier du lecteur est, selon Marianne Ebel (citée par A. Krieg), utilisé par les revues pour « construire [leur] propre discours et à travers lui l'image d'une presse ouverte »<sup>153</sup>, ces publications tendent à s'ériger en porte-parole de tous les habitants du quartier. Ces bulletins sont donc des supports informels caractérisés par la polyphonie de leurs auteurs, polyphonie qui se veut représentative de la diversité de la population du quartier.

### **Quart de Casa et Butlletí ou l'écriture de l'engagement**

Afin de mieux saisir les informations que renferme chaque bulletin, selon le contexte national et local, nous avons réalisé une analyse en deux temps. Nous avons d'abord classé les articles, selon leurs sujets, dans des catégories différentes, pour ensuite nous concentrer

---

<sup>151</sup> « *Este boletín no se hace responsable de las opiniones emitidas en sus páginas por sus colaboradores y amigos, ya que cualquiera puede expresarse a través de ellas sin más limitaciones que las impuestas por el sentimiento de máximo respeto hacia los demás ciudadanos* » in AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar*, número 12, any 3, Juny 1981, p. 2.

<sup>152</sup> « *Todos los artículos que aparecen en este boletín firmados con nombre y apellidos, o seudónimo, son de responsabilidad del autor, declinando toda responsabilidad la asociación* » in AA.VV. Cabanyal-Canyamelar, *Butlletí de la Associació de Veïns del Cabanyal-Canyamelar*, 4 mai 1989, p. 1.

<sup>153</sup> KRIEG, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le « discours de presse » comme objet de recherche », *op. cit.*

uniquement sur les problèmes dénoncés par les auteurs, dans ces écrits. Six catégories permettent donc de classer l'ensemble des articles publiés entre 1975 et 2008 : vie du quartier, fonctionnement de l'association, urbanisme, problèmes du quartier, réflexions politiques et autres<sup>154</sup>.

Le choix de ces catégories trouve son origine dans la volonté de faire ressortir, de la façon la plus claire possible, les divers thèmes abordés dans l'ensemble des articles de chacun des numéros. Il n'est donc pas question ici de relever au cas par cas les divers sujets abordés mais bien d'obtenir une classification générique, qui permette de traiter de façon indifférenciée les données tirées des matériaux barcelonais et valenciens. Chaque cas particulier est donc traité et classé dans la catégorie correspondante<sup>155</sup>. Les résultats de cette analyse sont présentés dans le tableau ci-dessous :

---

<sup>154</sup> « Vie du quartier » : les articles répertoriés dans cette catégorie relaient les événements culturels, sportifs, religieux ou encore les fêtes organisées et célébrées dans le quartier, par un ou plusieurs collectifs. « Fonctionnement de l'association » : cette catégorie est consacrée aux articles décrivant ou analysant l'organisation des associations ainsi que leur structure (composition de l'équipe, organisation d'élections, dates des réunions, adresse et contacts, appels à contribution et à participation) et l'organisation de leurs assemblées ou encore la façon d'adhérer.

« Urbanisme » : articles qui se réfèrent à des questions en lien avec les plans d'urbanisme, le matériel urbain, les espaces verts ainsi que la construction d'infrastructures.

« Problèmes du quartier » : les articles de cette rubrique traitent, par exemple, des problèmes de drogue ou de prostitution dans les quartiers ou encore du manque d'infrastructures routières, du ramassage des ordures ménagères ou encore du manque de moyen pour prendre en charge les personnes âgées ou les jeunes enfants.

« Réflexions politiques » : les articles appartenant à cette catégorie abordent, entre autres, des questions relatives au manque de dialogue avec les autorités (les équipes municipales notamment) ou encore à la question de l'OTAN ainsi qu'aux résultats électoraux.

« Autres » : cette catégorie regroupe diverses opinions allant des réflexions d'ordre économique à des thématiques culturelles, telles que la présentation de l'histoire du quartier ou la description d'anciennes techniques de pêche, en passant par la présentation d'auteurs ou de poètes.

<sup>155</sup> Dans cette classification, un article ne peut appartenir qu'à une seule catégorie. Cette classification par catégorie comporte, malgré tout, des limites. Autrement dit, alors que certains types d'écrits (tels que l'éditorial) permettent de faire une emphase sur un sujet précis, il nous est difficile de le refléter dans cette base de données, seule la multiplication d'articles sur un même sujet peut démontrer son importance. Ce parti pris ne nous permet pas non plus de différencier l'échelle géographique (nationale ou locale par exemple), évoquée par les auteurs. À titre d'exemple, nous pouvons citer la nette différence d'échelle et d'espace constatée lorsque des thématiques, comme les problèmes de drogue dans le quartier, sont abordées, parallèlement aux réflexions sur le système éducatif espagnol. Toutes deux sont néanmoins classées dans la rubrique « problèmes du quartier ». Selon nous, malgré la perte de cette échelle, ladite catégorie reflète tout de même les problèmes propres aux quartiers en question : les difficultés rencontrées au niveau national dans le domaine de l'éducation ont nécessairement des répercussions sur la façon dont fonctionnent les écoles et les collèges des quartiers. Il en va de même pour les questions politiques. Si les

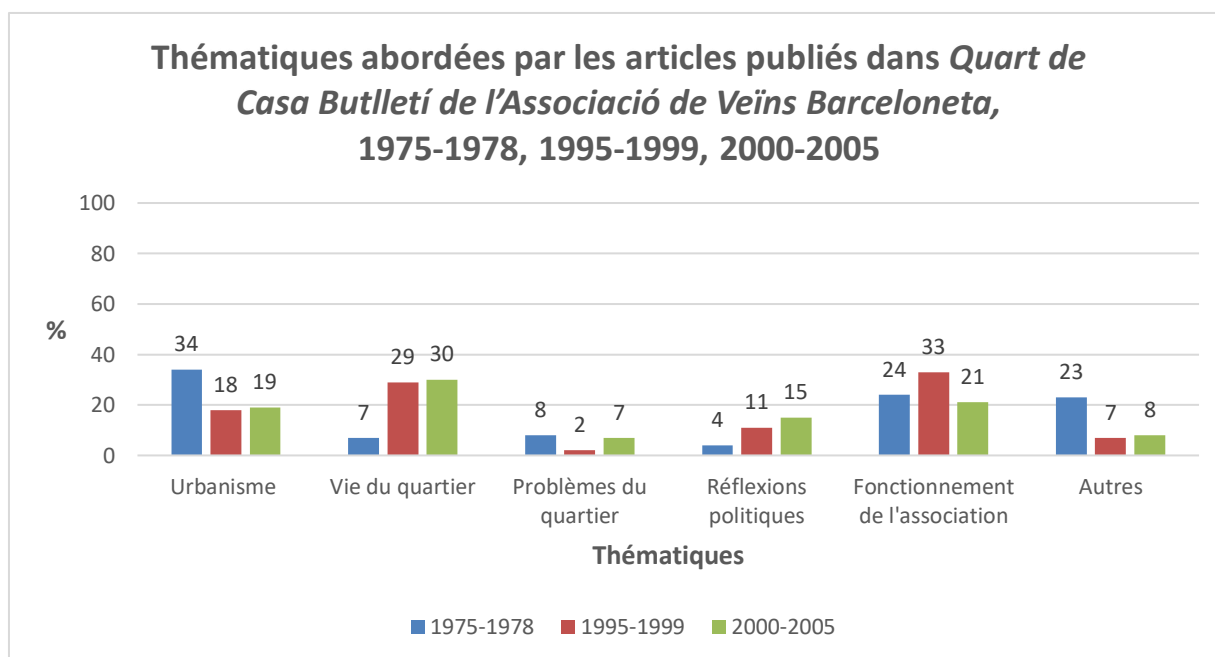


Tableau 1: Elaboration personnelle. Source : *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, 1975-1978, 1995-1999, 2000-2005

Dans le cas de la Barceloneta, nous pouvons constater que la thématique la plus abordée au cours des années 1970 a trait à « l'urbanisme », suivi du « fonctionnement de l'association » ce qui fait sens dans un contexte de conflit urbain entre une partie des habitants et les autorités à l'origine du projet du *Plan de la Ribera*. À travers ces supports papier, les membres de l'association font connaître leur organisation, leurs objectifs et les solutions qu'ils proposent. En revanche, pendant les décennies suivantes, la thématique « urbanisme » est supplantée par la catégorie « vie de quartier » et ce, jusqu'en 2005. Après l'annulation du *Plan de la Ribera* (1978), l'association semble ainsi se centrer davantage sur des questions d'ordre culturel et social, et notamment à partir de 1995. Une sorte de repli s'opère au sein de l'association, repli symptomatique sans doute d'une période au cours de laquelle on s'interroge au sein des

---

prises de position face à la question de l'OTAN ne touchent pas aussi directement les populations des quartiers que ne le font les questions liées au manque de dialogue avec les équipes municipales, elles reflètent néanmoins certaines tendances générales quant à l'avis de la population vis-à-vis de la sphère politique, qu'elle soit locale ou nationale. Ce classement générique des thématiques abordées témoigne ainsi de l'évolution de chaque entité associative en fonction du contexte dans lequel elle se trouve. Par ailleurs, afin d'obtenir des résultats représentatifs, nous avons fait le choix de présenter les résultats du dépouillement des bulletins, en regroupant chaque contenu dans les rubriques évoquées ci-dessus, en fonction de leur décennie de parution. Cette chronologie nous permet de lire le contenu de ces périodiques au prisme de mutations politiques et sociales plus globales.

instances de l'association sur la fonction et la vocation de cette *Asociación de Vecinos* (promotion, défense du quartier, type de développement, etc.). La présence de nombreux adhérents pour dynamiser la vie associative n'en est pas moins importante, raison pour laquelle la catégorie « fonctionnement de l'association », dans laquelle il est question de présenter les heures d'ouverture du local ou encore la façon d'adhérer à l'association, est relativement fournie au cours des années 1990.

Entre 1995 et 2005, aucun plan de réaménagement urbain, impliquant des opérations de rénovation du quartier, ne concerne la Barceloneta. Autrement dit, les militants de l'association de riverains ne considèrent pas les projets urbains proposés par les autorités locales comme des menaces. La catégorie « urbanisme » reste toutefois assez importante (autour de 20%), ce qui démontre à quel point cette question demeure centrale dans l'association. Les articles de cette période abordent des dysfonctionnements relatifs à l'aménagement du territoire, dans le but de souligner la nécessité d'apporter des améliorations au quotidien de la population. En revanche, en 2005, sont publiées les premières propositions relatives au *Plan de ascensores*, projet de réaménagement qui donnera lieu à un nouveau conflit dans ce quartier. Malheureusement, nous ne sommes pas en possession des numéros correspondant aux années 2006-2008, période au cours de laquelle la mobilisation d'une partie des habitants du quartier s'accroît. Nous ne pouvons donc pas constater l'importance de ce sujet au cœur des écrits de l'association.

À présent, si nous analysons les bulletins du quartier du Cabanyal on constate les phénomènes suivants :

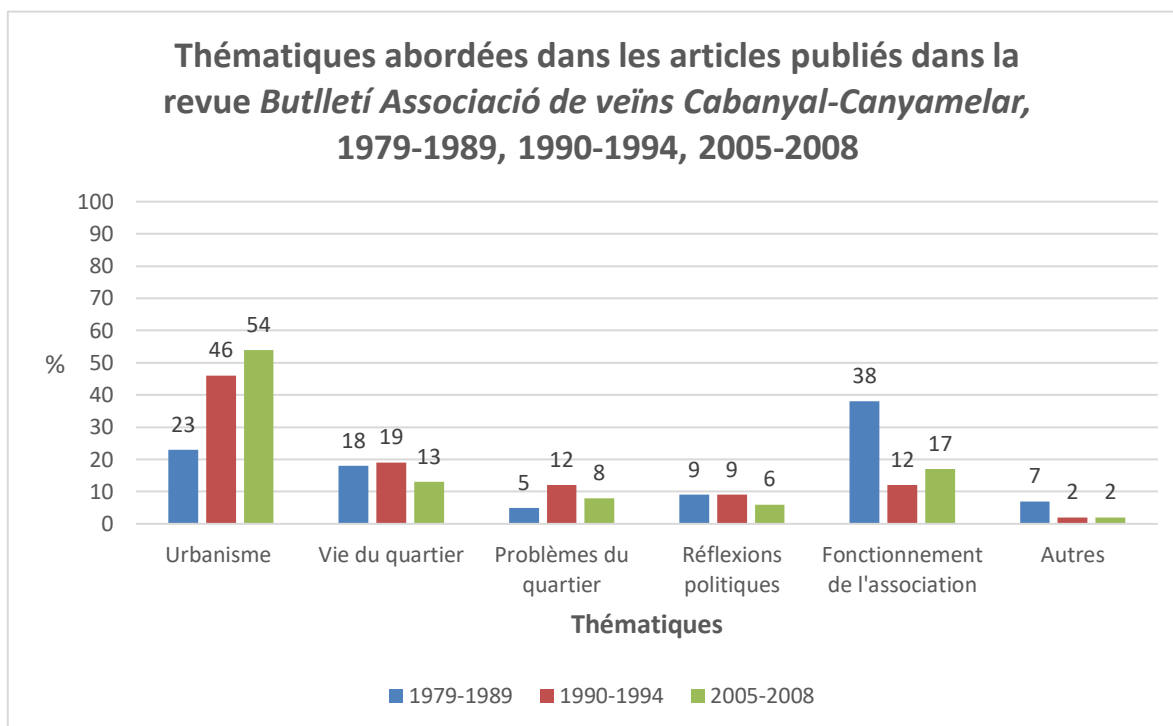


Tableau 2: Elaboration personnelle. Source : *Butlletí Associació de veïns Cabanyal-Canyamelar*, 1979-1989, 1990-1994, 2005-2008

Les résultats ci-dessus nous offrent une lecture relativement opposée à celle de la Barceloneta, qui s'inscrit parfaitement dans l'évolution qu'emprunte l'entité associative. La création de la structure associative n'est pas en lien avec l'élaboration d'un projet urbanistique précis. Les premiers numéros évoquent donc majoritairement des questions abordant le fonctionnement de l'association (présentation des membres du bureau et des diverses commissions de travail, informations concernant le lieu et les dates de réunion, etc.) afin de faire connaître aux habitants les spécificités de l'association et de les amener à s'impliquer dans la vie associative du quartier. De fait, les articles relatifs à la « vie du quartier » occupent une part relativement importante du périodique (18%) et présentent les diverses activités organisées dans le Cabanyal. Cela étant, les questions d'ordre culturel ne sont pas les uniques préoccupations des habitants, membres de l'association, car l'urbanisme est également évoqué à plusieurs reprises dans de nombreux articles. Dans la mesure où il n'est pas question de lutter

contre un plan de réaménagement urbain considéré comme une menace, ces articles évoquent davantage les problèmes urbains qui résultent notamment des politiques urbaines antérieures.

En revanche, à partir des années 1990, les sujets centrés directement sur l'urbanisme deviennent majoritaires, un phénomène qui s'explique par la réactivation du plan de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*<sup>156</sup>. L'absence des numéros distribués entre 1995 et 2005 ne nous permet pas de rendre compte de la mise en place du mouvement de contestation dans cet espace urbain au cours de cette période. Il est tout de même important de remarquer que la mobilisation de l'association de quartier contre ce plan débute véritablement à partir de 1998, date à laquelle l'autre entité associative (*Salvem el Cabanyal*) est créée, afin de structurer la lutte contre ce projet<sup>157</sup>. Les années 2005 à 2008 correspondent à l'avancement des travaux de l'avenue qui conduisent au début du conflit ouvert entre les autorités locales et les associations présentes dans ce quartier, raison pour laquelle les catégories « urbanisme » et « fonctionnement de l'association » sont davantage fournies dans les bulletins d'information. Il semble en effet nécessaire pour les militants membres de l'association, en lutte contre le PEPRI Cabanyal-Canyamelar (hausse de la catégorie « urbanisme ») de mobiliser le plus d'habitants possible en rappelant les menaces qui pèsent sur le quartier et en réitérant par exemple les modalités d'adhésion à l'association (essor de la catégorie « fonctionnement de l'association »).

La publication des périodiques des AAVV démontre, selon Jordi Borja, la consolidation des structures et symbolise leur bon fonctionnement<sup>158</sup>. Cela étant, si nous essayons de déterminer qui sont les auteurs des divers articles, nous devons nuancer ces propos et notamment en ce qui concerne les numéros de l'association du Cabanyal-Canyamelar publiés entre la fin des années 1980 et le début des années 1990. Dans cette association, la publication des bulletins d'information demeure constante au cours de cette période, avec un nombre d'articles relativement conséquent (environ une cinquantaine). Les numéros de l'année 1989 et 1990 sont particulièrement intéressants de ce point de vue. Les différents articles publiés sont pour la plupart signés par Josep Belenguer Cuenca, Josep Belenguer, Josep BC, JBC, Pepe

---

<sup>156</sup> Un projet qui prévoit la destruction de 1651 maisons dans le Cabanyal pour y construire en lieu et place une avenue reliant le centre-ville à la plage.

<sup>157</sup> La mobilisation commune aux deux entités va se dérouler jusqu'en 2019, date à laquelle le collectif *Salvem* cesse son activité.

<sup>158</sup> BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, op. cit., p. 41.

Belenguer, Pep Belenguer, Pepe, Pep, Galileo ou encore El Cronista P. En réalité, il s'agit de la même personne qui est le président de l'association durant la période 1988-1992. D'autres individus publient également des articles, néanmoins, ils sont peu nombreux. Dans le numéro de décembre 1989 par exemple, 55 articles sont publiés parmi lesquels on recense la présence de 28 articles relatifs au quartier, tirés d'autres périodiques régionaux ou locaux<sup>159</sup>, 8 articles signés par Josep Belenguer Cuenca sous différents noms, 15 articles non signés (que Pep Belenguer peut bien évidemment avoir écrit) et seulement 3 articles signés par des personnes différentes. Plusieurs hypothèses expliquent cette composition particulière. On peut estimer, en premier lieu, que peu de militants s'investissent dans sa rédaction, dans la mesure où la plupart des articles sont rédigés par la même personne ou tirés d'articles de journaux. Dans l'étude sur l'évolution des associations de quartier, les années 1980-1990 sont souvent considérées comme une période d'essoufflement du milieu associatif<sup>160</sup>. La structure des bulletins de 1989 et 1990 de l'association du Cabanyal peut ainsi être symptomatique d'une diminution des effectifs au sein de l'association, au sens où peu de membres participent à son élaboration. En second lieu la structure de cette publication serait symptomatique d'une stratégie qui tente, d'une part, de pallier le manque de membres et de collaborateurs disposés à écrire un article et, d'autre part, de montrer l'écho dont bénéficie l'association et son action. La publication de nombreux articles publiés dans d'autres périodiques<sup>161</sup> peut aussi remplir le vide que génère l'absence de propositions d'articles et, inversement, de convaincre le lecteur de la vitalité de l'association dans et hors du quartier.

---

<sup>159</sup> Parmi les 28 articles d'autres périodiques publiés dans ce numéro, on constate la présence de 20 articles tirés du journal *Levante EMV* (quotidien généraliste régional, initialement marqué très à gauche), 2 articles provenant de *Las Provincias* (tendance régionaliste conservatrice) et enfin un article tiré du périodique *La Hoja del Lunes*. Les cinq derniers articles proviennent également d'autres journaux (il s'agit de photocopies) mais nous ne sommes pas parvenus à retrouver la source originale car elle n'est pas indiquée dans le bulletin de l'AAVV et aucun indice ne nous permet de l'identifier.

<sup>160</sup> Tel que le reflète l'avis de différents chercheurs (Ter Minassian, Contreras ou encore Alberich) que nous avons évoqués dans la partie précédente de ce travail, la fin des années 1980 est synonyme d'une période de « crise » ou d'« essoufflement » pour le milieu associatif dans la mesure où les AAVV semblent beaucoup moins combatives qu'elles ne l'étaient lors des années 1970. Pour plus d'informations, se référer à la partie 2.2.1. de ce travail.

<sup>161</sup> Les articles tirés d'autres périodiques sont des publications qui relaient essentiellement des informations sur le quartier.

La diffusion, la plus large possible, d'informations sur le quartier et sur l'association de riverains est tout à fait indispensable à la continuité et à la survie du mouvement associatif. L'information contribue par exemple au renouvellement des militants. L'implication des individus dans une association est variable pour diverses raisons, personnelles ou professionnelles, raison pour laquelle il est nécessaire pour les membres de l'association de recruter sans cesse de nouveaux adhérents. Dès lors, les articles publiés dans ces périodiques visent aussi à convaincre (tant par leur forme que par leur contenu) de la nécessité de rejoindre la lutte dans laquelle l'association est engagée. Les publications régulières des associations de quartier sont également l'occasion, d'après Tania Magro Huertas, d'établir des réseaux au cœur du tissu associatif local, pour défendre les revendications<sup>162</sup>. Il est ainsi question de convaincre tout un ensemble d'acteurs (riverains du quartier, habitants d'autres secteurs de la ville, acteurs politiques, membres d'autres structures associatives, commerçants etc.).

Pour ce faire, les bulletins d'information renferment non seulement des écrits dont le contenu aborde des thématiques relativement générales mais aussi des articles qui dénoncent parallèlement les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les habitants du quartier. Une analyse plus poussée des articles nous permet de constater à quel point les thématiques listées précédemment peuvent s'entrecroiser dans les articles<sup>163</sup>. Afin de mieux déterminer la diversité des revendications portées par les AAVV, nous avons affiné les catégories et dégagé quatre nouvelles catégories de problèmes dénoncés<sup>164</sup> et une catégorie en lien avec le recrutement des

---

<sup>162</sup> MAGRO HUERTAS, Tania, *Hacia la ciudad inclusiva. Prácticas sociales urbanas en Barcelona, 1969-1979*, op. cit., p. 83.

<sup>163</sup> Chaque article peut en effet avoir une double ambition. Une publication peut présenter parallèlement la « vie du quartier » ou proposer une analyse d'ordre politique, mais elle peut également dénoncer un ou plusieurs problèmes relatifs au quartier. De la même façon, les manifestations culturelles évoquées dans certaines catégories peuvent par exemple pointer du doigt des dysfonctionnements urbains.

<sup>164</sup> Les « dysfonctionnements urbains » d'abord : cette catégorie est bien souvent intrinsèquement liée aux articles abordant l'urbanisme, mais pas seulement. En effet, les manifestations culturelles proposées et organisées par les associations peuvent également servir à dénoncer la présence de problèmes relatifs à l'aménagement du territoire. En outre, alors que la thématique « urbanisme » présente une multitude de points, tant positifs que négatifs, concernant l'espace urbain, les articles présents dans la rubrique « dysfonctionnements urbains » tendent, pour leur part, à dénoncer les aspects essentiellement négatifs et à faire état des revendications qui en découlent. Cette catégorie est en réalité la plus importante. Les articles qui la composent soulignent le manque récurrent d'infrastructures, le besoin de restauration des équipements en place ou encore la nécessité de moderniser ces espaces urbains afin d'améliorer les conditions de vie des habitants, sans pour autant sacrifier le patrimoine historique de ces quartiers.



nouveaux adhérents<sup>165</sup>. Les tableaux ci-dessous présentent tout d'abord les résultats de l'analyse des bulletins de l'association de la Barceloneta.

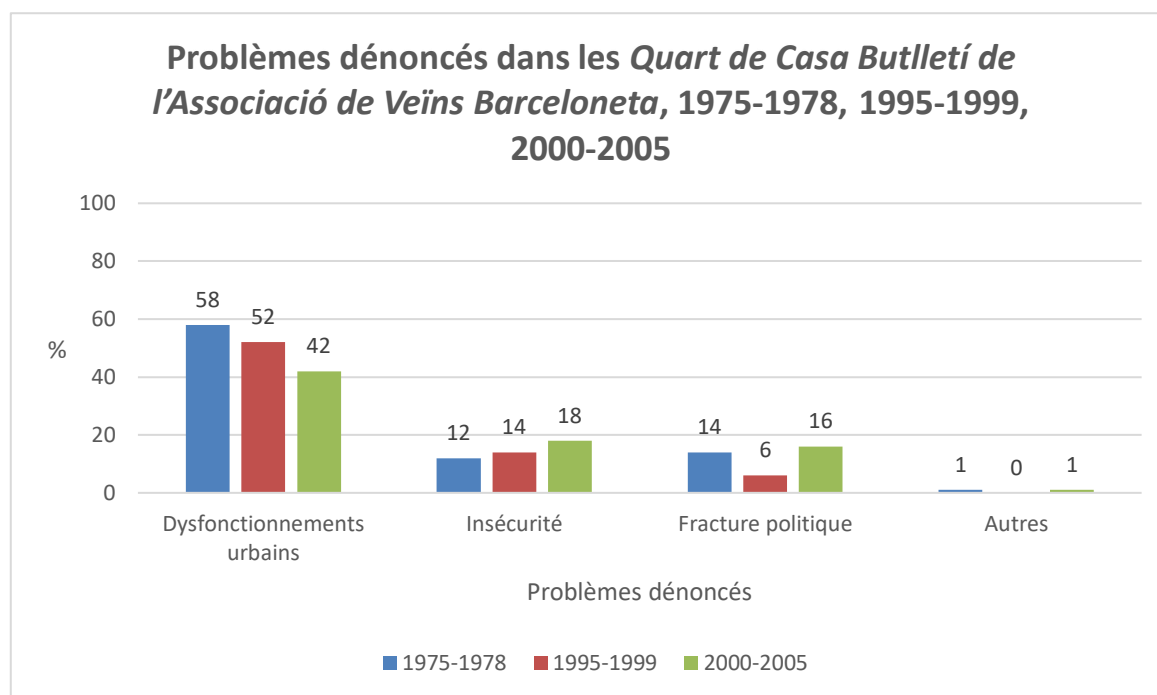


Tableau 3: Elaboration personnelle. Source : *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, 1975-1978, 1995-1999, 2000-2005

Dans les bulletins de la Barceloneta tout d'abord, nous pouvons constater que la rubrique « dysfonctionnements urbains » tient une place très importante. Il s'agit d'ailleurs des problèmes les plus signalés entre 1975 et 2005. Malgré l'annulation du *Plan de la Ribera*,

---

Les articles compris dans la catégorie « insécurité » abordent des sujets tels que la présence de drogue dans les quartiers, l'installation illégale de nouveaux riverains ou encore l'insalubrité de certains lieux qui génère des problèmes sanitaires. Cette catégorie aborde donc un large champ de problèmes s'étendant de l'incivilité de certains habitants aux conséquences sanitaires de l'entretien des quartiers (présence de rats, cas de méningite, dangerosité du quartier pour les piétons, etc.).

La « fracture politique » traite quant à elle des problèmes liés au manque de dialogue avec les autorités locales ou encore de la volonté des habitants d'être impliqués davantage dans les décisions politiques.

La catégorie « autre » aborde pour finir des besoins annexes émis par les habitants. Cette catégorie évoque notamment les chiffres du chômage, les problèmes économiques ou encore la volonté de mettre davantage l'accent sur la culture catalane. Avec cette catégorie nous ne souhaitons pas minimiser l'importance des sujets évoqués. La présence très réduite de ce type de revendications nous pousse néanmoins à les classer dans une catégorie plus générale que les précédentes.

<sup>165</sup> Cette catégorie laisse transparaître la volonté des militants de recruter de nouveaux membres afin d'obtenir une mobilisation massive, une volonté par exemple visible à travers les différents bulletins d'adhésion à l'association ou encore divers slogans.

l'association ne cesse donc pas de dénoncer des problèmes en lien avec l'aménagement du territoire. Au contraire, ces problèmes demeurent des thématiques centrales dans le discours de l'association de la Barceloneta. Il demeure aussi un élément caractéristique de son identité. Ce phénomène s'explique sans doute par le fait que l'annulation dudit plan n'a pas nécessairement conduit au réaménagement de la Barceloneta, l'élaboration successive du *Plan Comarcal*, du PERI puis, plus tardivement l'impact des JO, sont autant de raisons qui inquiètent les riverains. Sur le long terme les questions urbaines demeurent donc prépondérantes. Néanmoins, elles occupent une place de moins en moins importante tandis que les questions sécuritaires ont tendance à augmenter, ce qui démontre la dégradation, selon les membres de l'association, des conditions de vie dans le quartier, une dégradation par exemple caractérisée par la hausse des incivilités et de la délinquance. Ce constat explique en partie l'accroissement des articles relatifs à la « fracture politique » dans la mesure où la gestion des problèmes d'insécurité dépend essentiellement des stratégies politiques menées par les autorités locales, qui ne semblent pas répondre aux attentes des militants.

Parallèlement, les périodiques deviennent des organes au service de la mobilisation, notamment au cours des années 1990, dans la mesure où ils relaient de nombreuses informations concernant les multiples actions organisées et la nécessité d'y participer.

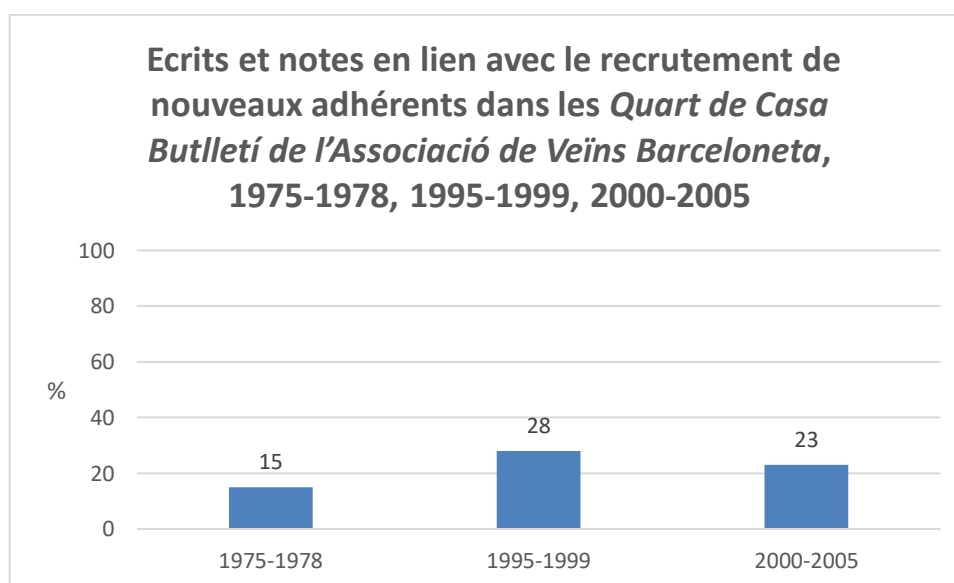


Tableau 4: Elaboration personnelle. Source : *Quart de Casa Butlletí de l'Associació de Veïns Barceloneta*, 1975-1978, 1995-1999, 2000-2005

La hausse de cette catégorie est significative de la multiplication des bulletins d'adhésion au sein des périodiques ainsi que des convocations aux assemblées ou manifestations, au cours de la période 1995-2005. Cette recherche constante d'adhérents est révélatrice de l'importance qu'accorde l'association à la participation massive des riverains et laisse supposer qu'au cours de cette décennie le nombre d'adhérents a pu baisser, ce qui s'expliquerait notamment par la fragmentation du tissu associatif et l'essor de multiples ONG, non seulement dans le quartier mais aussi dans toute la ville. Ce phénomène révèle que, pour les militants, il est indispensable de poursuivre le travail associatif engagé, bien qu'aucun plan urbain d'envergure ne menace l'intégrité du quartier.

Dans le cas des bulletins de l'association du Cabanyal, l'évolution constatée lors de notre première lecture va être confirmée par cette seconde analyse.

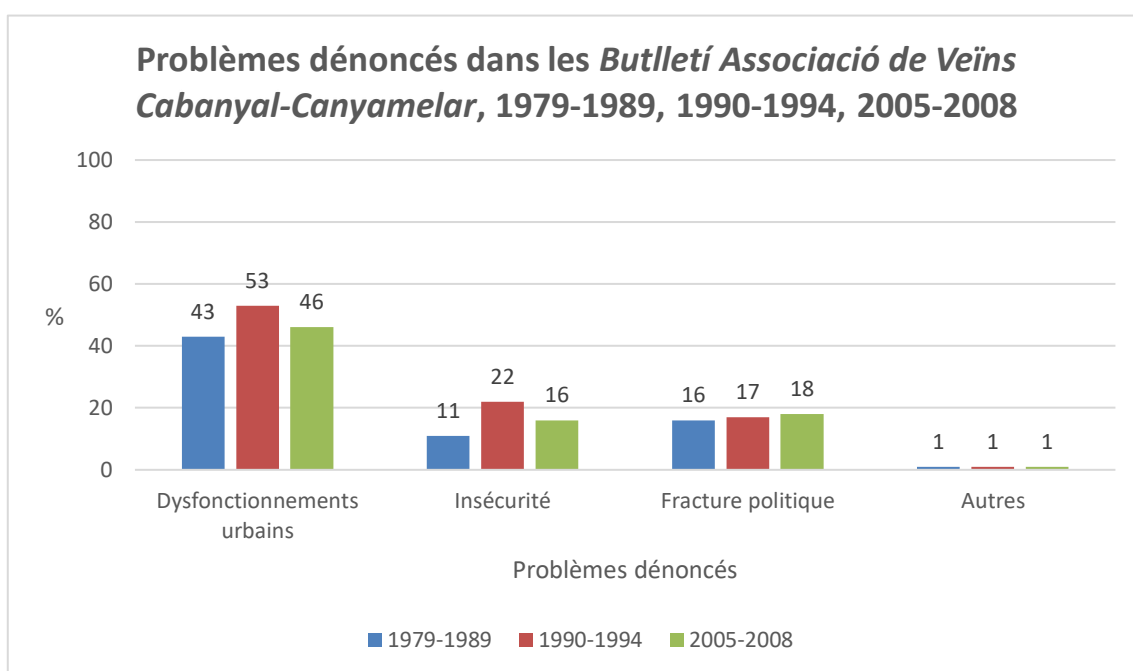


Tableau 5: Elaboration personnelle. Source : *Butlletí Associació de Veïns Cabanyal-Canyamelar*, 1979-1989, 1990-1994, 2005-2008

Durant les années 1980, les problèmes liés à l'aménagement du territoire (« dysfonctionnements urbains ») tiennent une place importante au cœur des préoccupations des auteurs des articles. Tout comme dans le quartier de la Barceloneta, cette question demeure majoritaire entre 1979 et 2008. Cela étant, on constate que la situation s'aggrave, d'après les membres de la structure, dans les années 1990 car plus de la moitié des problèmes dénoncés sont relatifs aux dysfonctionnements urbains. Ce phénomène confirme la vision négative qu'ont

les militants du PGOU et du choix de différer la planification des aménagements urbains dans le quartier du Cabanyal, concernant le prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*. Au-delà, le PEPRI Cabanyal-Canyamelar approuvé en 2001 ne semble pas pour autant apporter de réponses satisfaisantes aux membres de l'entité associative qui ne cessent de dénoncer les nombreux problèmes urbains entre 2005 et 2008, période au cours de laquelle la mairie commence les premiers travaux en lien avec ce plan. La part qu'occupe la question de l'insécurité demeure, quant à elle, stable tant au cours des années 1980 qu'au cours des années 2000, alors qu'elle s'impose davantage entre 1990 et 1994, ce qui démontre que les périodiques tiennent de plus en plus compte de ces problèmes. Ces quelques années sont par exemple caractérisées par le rachat, par les autorités, d'une partie des maisons du quartier, pour être détruites, condamnées ou encore louées dans des conditions très précaires<sup>166</sup>. Par ailleurs, la multiplication des terrains vagues dans le Cabanyal inquiète une partie des habitants du quartier qui constate une présence croissante de rats dans les rues ou encore, l'accroissement de lieux non sécurisés.

Malgré cette évolution soulignée par les articles des bulletins, le nombre d'écrits dénonçant la fracture politique est relativement stable entre 1979 et 2008. Les changements d'équipe municipale et donc des partis qui gouvernent la ville ne semblent pas avoir d'impact sur le volume d'articles de cette catégorie. Ce constat est sans doute révélateur de la volonté des membres de cette association de se revendiquer comme étant apolitiques. Cela peut aussi être en lien avec la diversité idéologique des membres de l'association. Le bulletin éviterait de faire état d'engagements politiques trop marqués afin de ne pas scinder ses bases.

Tout comme dans le périodique de la Barceloneta, les publications relatives à la volonté de faire adhérer massivement des habitants à l'association du Cabanyal sont symptomatiques de l'évolution de la structure mais surtout des luttes qu'elle mène.

---

<sup>166</sup> L'entreprise mixte *Cabanyal 2010* est en effet accusée, à plusieurs reprises, par des habitants du quartier, de louer, pour un prix certes dérisoire, des maisons dans le quartier sans que ces dernières ne possèdent ni eau ni électricité, à des familles dans le besoin. Cette démarche favorise, selon les militants, la venue de population très pauvre dans le quartier. Pour plus d'informations, voir par exemple GARRIDO, Lydia, « Una empresa municipal alquila infraviviendas en El Cabanyal », *El País*, 15 de marzo de 2008.

[URL: [https://elpais.com/diario/2008/03/15/cvalenciana/1205612279\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2008/03/15/cvalenciana/1205612279_850215.html)]

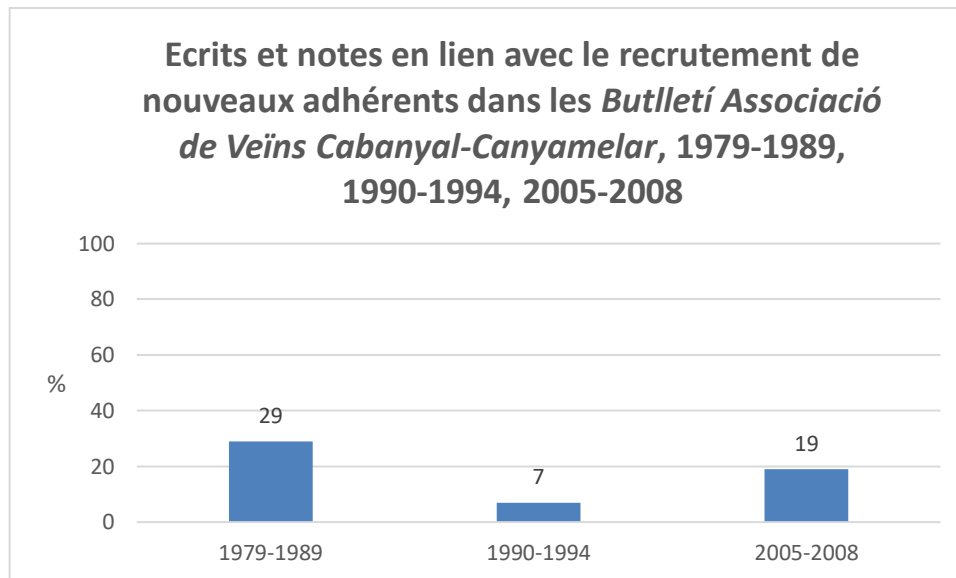


Tableau 6: Elaboration personnelle. Source : *Butlletí Associació de Veïns Cabanyal-Canyamelar*, 1979-1989, 1990-1994, 2005-2008

Au cours des années 1980, cette catégorie est assez fournie (environ 30%), ce qui s'explique sûrement par le fait que l'association est relativement récente. Les membres de cette structure ont donc besoin de la faire connaître tout en invitant un grand nombre de personnes à y participer afin de la rendre plus efficace. À l'inverse, entre 1990 et 1994, nous pouvons remarquer une baisse importante d'écrites essayant de recruter des nouveaux adhérents. Diverses raisons peuvent expliquer ce phénomène. Tout comme dans le quartier de la Barceloneta, les autorités locales n'envisagent pas, d'une part, de vastes projets de transformation du Cabanyal. Dès lors, aucun mouvement de contestation massif n'est à l'ordre du jour. En revanche, on constate une recrudescence de la recherche de nouveaux militants, entre 2005 et 2008, période durant laquelle le conflit en lien avec le prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez* atteint son paroxysme. Les bulletins de cette période rappellent constamment la nécessité d'une participation massive des habitants dans ce conflit et d'un accroissement du nombre d'adhérents. Cette recherche d'adhérents n'atteint cependant pas les chiffres des années 1980, ce qui peut notamment s'expliquer par le fait qu'un autre collectif de lutte contre le PEPRI existe dans le quartier. Sans se faire concurrence, chaque entité attire un certain nombre de militants qui s'engagent pour défendre la même cause. Les deux structures travaillent d'ailleurs en collaboration tout au long du conflit.

Ces périodiques sont donc tout autant au service de la dénonciation qu'au service de la mobilisation. L'ensemble de ces résultats, qu'il s'agisse du périodique barcelonais ou valencien,

permet de mieux appréhender la réception de l'aménagement du territoire dans chacun de ces quartiers et démontre que la question urbaine et la résolution des problèmes qu'elle engendre sont les principaux moteurs de ces structures. Pour mener leur lutte, les AAVV semblent en recherche constante de soutiens et d'adhérents, raison pour laquelle la place accordée à la mobilisation est d'une importance croissante au sein des périodiques à partir de la fin des années 1990 (notamment dans le cas de la Barceloneta), et donc au cœur des associations. Il est intéressant de remarquer que Constantino Gonzalo Morell faisait déjà le constat suivant concernant les bulletins d'information publiés au cours des années 1970-1980 : « plus que d'informer, ils [*les périodiques*] cherchent à mobiliser »<sup>167</sup>. Il en va souvent de la survie de l'association. Aussi, pour les auteurs de ces périodiques, la recherche de diffusion massive d'information est certes importante, mais elle s'inscrit surtout dans une stratégie ayant pour but d'éveiller chez le lecteur la volonté de participer à la lutte engagée par l'association<sup>168</sup>.

Cette stratégie de communication semble tout à fait spécifique aux associations de riverains (AAVV) fondées au cours des années 1970 car ces structures publient régulièrement des bulletins d'information entre les années 1970 et les années 2000. À l'inverse, les entités plus récentes (telles que *Salvem el Cabanyal*) ne semblent pas, ou peu, adopter ces modes de communication alors qu'elles sont également en lutte. Chacune d'entre elles adopte en revanche des stratégies qui leur sont propres et en lien avec la période au cours de laquelle elles sont fondées et agissent. Parmi les différents regroupements de riverains récents, on distingue plusieurs modèles associatifs. Dans le quartier de la Barceloneta une nouvelle *Asociación de Vecinos*, disposant des mêmes statuts que celle des années 1970, voit le jour au cours des années 2000. Elle adapte ainsi le modèle traditionnel associatif aux besoins des militants nouvellement mobilisés. Les habitants investis dans le mouvement de contestation du quartier du Cabanyal adoptent, quant à eux, un nouveau modèle et mettent en place une *plataforma ciudadana*.

---

<sup>167</sup> GONZALO MORELL, Constantino, « La noticia está en los barrios. Medios de comunicación y movimiento vecinal vallisoletano en la transición », *RIHC : Revista internacional de Historia de la comunicación*, vol. 1, n° 4, 2015, p. 145.

<sup>168</sup> Une analyse de la forme d'écriture de ces articles, c'est-à-dire des discours employés, serait tout à fait pertinente dans le cadre de ce travail afin de prendre en considération les stratégies discursives employées pour convaincre le lecteur. Néanmoins, l'emploi récurrent du catalan (dans sa version orientale et occidentale) s'est érigé comme une limite à cette démarche, l'analyse du discours n'apparaîtra donc pas dans cette thèse.

C'est dans une logique similaire que les acteurs de ces mobilisations empruntent certaines stratégies de communication aux mobilisations antérieures, en les faisant évoluer, ou en réinventant de nouvelles. L'expérience des premières AAVV démontre l'importance, pour les structures associatives, de se renouveler afin de rester dynamique. L'évolution des stratégies de communication et l'élaboration d'autres supports d'information soulignent que la recherche constante de nouveaux adhérents demeure une question vitale pour ces structures. Au-delà, chaque structure possède une organisation, des objectifs et des formes de mobilisation qui lui sont propres, les supports de communication adoptés répondent donc à ces particularités.

Parmi les différents outils de communication élaborés par les militants au cours des années 2000, on dénombre donc une multitude de supports écrits. Chaque publication répond à des stratégies et à des objectifs différents, raison pour laquelle il existe une grande diversité de supports de communication tels que des affiches, des bulletins d'information ou encore des manifestes. Dans le cas de la Barceloneta, plusieurs de ces supports sont employés par les militants de l'*Associació de la Òstia*. Ils publient par exemple un *Butlletí Informatiu* à partir de décembre 2007. Ce numéro est *a priori* imprimé et distribué aux habitants du quartier. Malgré nos recherches, nous ne sommes pas parvenus à recenser le nombre exact de numéros produits, imprimés, publiés et distribués<sup>169</sup>. Cela étant, la rédaction et la publication de ce support d'information semblent sporadiques. L'ensemble des numéros dont nous avons connaissance est publié entre 2007 et 2013. Les numéros qui correspondent à la chronologie de ce travail sont peu nombreux : un bulletin est publié en 2007 (décembre) et quatre en 2008 (avril, mai, juin, novembre)<sup>170</sup>. Leur consultation révèle d'une part que les membres de la *Òstia* y promeuvent les activités organisées par l'association (présentation de bilans, composition des équipes, etc.) et d'autre part, qu'ils l'utilisent pour mobiliser les habitants contre le projet municipal (présentation du plan controversé, énonciation des revendications, description des alternatives et des moyens d'action, etc.). De ce fait, tout comme ils l'ont fait pour élaborer leur structure associative les militants adoptent des stratégies « hybrides » en termes de

---

<sup>169</sup> Aucune de ces informations n'apparaît au sein des documents en question. De surcroît, ils ne sont pas répertoriés dans les archives ou en bibliothèque. Les seules traces que nous avons obtenues proviennent du site internet de l'association où certains matériaux sont sauvegardés au format PDF.

<sup>170</sup> L'absence d'un certain nombre de numéros nous empêche d'appliquer la méthode que nous avons utilisée pour analyser les documents élaborés par les militants des premières structures (fondées dans les années 1970).

communication. Autrement dit, ils empruntent des outils aux entités associatives traditionnelles comme les bulletins d'information et les adaptent aux besoins des militants et de la mobilisation, mais également aux évolutions technologiques. Ainsi, les *butlletí* de l'association de la *Òstia* ne paraissent pas nécessairement en format papier mais plutôt en format PDF, sur Internet. Parallèlement, les contenus abordés ne sont plus les mêmes dans la mesure où ils concernent les problèmes propres à la Barceloneta des années 1990-2000, bien que certaines thématiques générales demeurent (manque de dialogue avec les autorités, recherche d'adhérents, etc.). Ce renouvellement des supports de communication, combiné à la permanence de certains sujets, est révélateur des problèmes structurels auxquels sont confrontées les structures associatives mobilisées. Bien que les problèmes dénoncés et que les modes de mobilisation changent, la recherche d'adhérents et de militants, essentiellement en cas de conflit, semble constante pour les mouvements de riverains, des années 1970 au début des années 2000.

Au cours des années 2000, les militants élaborent également des tracts et des affiches, de façon ponctuelle, notamment lors de l'organisation de manifestations. Cette multiplication des supports papier révèle la diversification des actions menées, chaque action conduisant à l'élaboration d'un support adapté à sa spécificité. Ils sont distribués ou affichés sous différentes formes dans l'espace public. Au-delà, ces supports d'information sont relayés par d'autres structures, notamment par les Fédérations d'associations de quartier, implantées dans chacune des villes. Dans le cas de Barcelone, la FAVB diffuse certains des documents créés par l'association de la *Òstia* voire les reproduit au sein de sa propre revue intitulée *Carrer*. De surcroît, dans certains numéros, elle se fait l'écho des revendications de l'*Asociación de Vecinos*. En d'autres termes, la FAVB rédige des dossiers qui concernent un quartier ou un plan spécifique, en relayant par la même occasion les revendications des habitants. Tout comme elle le fait au cours des années 1980-1990 lorsque les AAVV n'ont plus la capacité d'assurer certaines de leurs activités par manque de moyens ou de participants, la FAVB semble ici prendre le relai de l'association de la *Òstia*. Au cours de l'année 2007 par exemple, elle publie un article sur les problèmes soulevés par la réalisation du *Plan de Ascensores* et décrit les difficultés



dénoncées par les habitants<sup>171</sup>. Dans le même ordre d'idées, cette revue publie des articles relatifs à la construction de l'hôtel de luxe *Vela*, sur les plages de la Barceloneta, un édifice qui fait également débat au sein du quartier et alimente la mobilisation de la structure associative. Ces revues (qu'il s'agisse de celles de l'association de riverains ou de celles de la FAVB) fonctionnent donc en réseau et forment un tout. Elles sont les porte-paroles du mouvement de lutte contre une transformation de l'espace urbain orientée essentiellement par des objectifs économiques, en rupture avec les besoins des populations qui vivent dans ces espaces.

Pour les militants de *Salvem el Cabanyal* les objectifs sont les mêmes mais la méthode est autre. Tout comme le modèle associatif adopté par les habitants mobilisés (il s'agit d'une *plataforma ciudadana* et non d'une *Asociación de Vecinos*)<sup>172</sup>, les formes de communication choisies sont nouvelles et anciennes. Pour les membres de *Salvem*, il ne s'agit pas particulièrement d'informer les riverains du fonctionnement de la *plataforma* mais plutôt de les mobiliser massivement pour contrecarrer la réalisation du projet urbanistique. Plus que d'informer, il est question de convaincre et de mobiliser<sup>173</sup>. Pour ce faire, les militants de *Salvem* emploient des stratégies de communication dont la portée est grande. Ils ne publient pas de bulletins d'information, essentiellement destinés aux riverains du Cabanyal, mais s'adressent directement à un public plus large. Tout comme l'association traditionnelle a pu le faire ponctuellement, les membres de la *plataforma* publient des articles dans la presse locale, voire nationale. Rédigées, ou du moins approuvées par l'ensemble des membres de la *plataforma* afin de porter leur opinion et la diffuser le plus possible, ces productions écrites dépassent largement les frontières du quartier pour atteindre l'échelle de la ville ou de la région, voire du pays. Parallèlement, ils rédigent des manifestes et des pamphlets en partie distribués en version papier dans toute la ville, mais également diffusés sur de multiples sites internet, qui appartiennent à d'autres structures, initialement mobilisées pour d'autres causes (*Radio Malva*,

---

<sup>171</sup> Quelques-uns des numéros de *Carrer*, revue publiée par la FAVB, sont en partie dédiés à ce plan de réaménagement urbain, à l'instar des numéros 103 (août-octobre 2007), 106 (mai 2008) ou 107 (juillet 2008). Les différents numéros de *Carrer* sont disponibles sur le site internet de l'association : <https://www.favb.cat/carrer/numeros-antérieurs-carrer> (dernière consultation : 15 octobre 2019)

<sup>172</sup> Alors que l'AAVV traditionnelle réalise de multiples tâches (dans le domaine social, culturel, éducatif ou encore urbain) *Salvem* dédie l'ensemble de ses tâches et activités à l'organisation d'une mobilisation massive dans le quartier.

<sup>173</sup> Cet objectif transparait déjà dans les productions écrites des structures des années 1970. Gonzalo Morell souligne d'ailleurs que les formes d'écriture alors employées sont révélatrices de cette volonté.

*Terra*, etc.)<sup>174</sup>. Les publications de *Salvem el Cabanyal* s'inscrivent donc elles aussi dans un réseau, qui se mobilise contre un certain modèle de ville. Les problèmes soulevés par *Salvem* et qui ont trait au Cabanyal font de surcroît l'objet d'articles produits par d'autres entités. Les numéros de *Vent del Ponent* entièrement consacrés au PEPRI Cabanyal-Canyamelar et à ses conséquences sur les riverains sont par exemple révélateurs de l'écho des problèmes soulevés par *Salvem*.

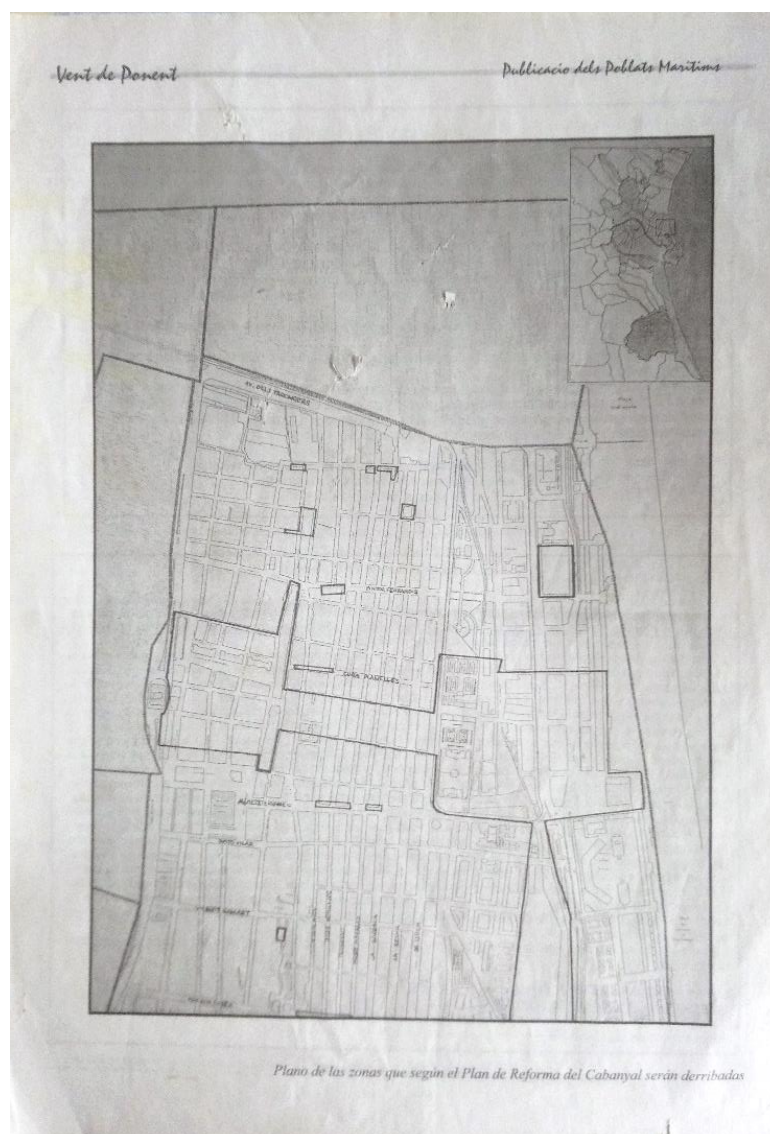


Fig. 15: : Extrait de la revue *Vent del Ponent, Publicació dels Poblatos Maritims - Acció, debat i reflexió* (Avril 2007) – Source : Don de la revue par l'Ateneu Llibertari del Cabanyal. Photographie personnelle.

<sup>174</sup> *Radio Malva* est une radio autogérée, indépendante et alternative qui souhaite promouvoir une culture libre. *Terra* est un centre social autogéré dont l'objectif principal est de créer un réseau de contrepouvoir, au sein du quartier de Benimaclet. L'ensemble de ces articles est disponible dans l'onglet *Hemeroteca* du site *Salvem el Cabanyal*.

URL : <http://cabanyal.com/prensa/?search-term=&media=Terra&anyo=>

Au-delà de dénoncer les problèmes intrinsèquement liés à la planification du quartier du Cabanyal, cette démarche permet également une remise en question plus large de la façon dont sont pensées les villes, raison pour laquelle l'exemple de ce quartier est repris par d'autres structures très politisées et opposées aux pratiques politiques de l'époque.

Bien que plus éphémère, la *Plataforma de Afectados en Defensa de la Barceloneta* (PADB) a recours aux mêmes pratiques que *Salvem*, en rédigeant par exemple des manifestes qui sont signés par plusieurs des associations mobilisées dans le quartier. Les stratégies de communication adoptées par *Salvem el Cabanyal* ainsi que par le collectif de la Barceloneta répondent aux attentes des militants et correspondent aux objectifs de ces structures. La publication de manifestes ou de pamphlets, digne d'une action dite « coup de poing »<sup>175</sup> au sens où elle n'est pas régulière, se révèle être une stratégie de diffusion large dont la portée est facilitée par le développement des outils numériques ainsi que par les réseaux sociaux. Cette stratégie de communication permet d'inscrire les luttes locales, des quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal, dans des réseaux de lutte plus globaux.

En ce sens, si les mouvements de riverains évoluent, des années 1970 aux années 2000, comme pour mieux s'adapter au contexte sociopolitique et avoir des formes de mobilisation plus efficaces, les acteurs des conflits locaux semblent également adopter des moyens de communication correspondant aux mutations que traverse la société. Au-delà des nouvelles stratégies, des constantes sont également perceptibles au cœur de ces mouvements de contestation entre les années 1970 et 2000. Les pratiques et méthodes employées par les AAVV des années 1970 représentent, en ce sens, des expériences incontournables pour les collectifs plus récents et donnent parfois lieu à des formes d'actions hybrides, mêlant à la fois des pratiques anciennes, mais également totalement novatrices. Ces permanences sont de surcroît révélatrices de difficultés inhérentes aux structures associatives, qu'elles soient nouvelles ou anciennes, à savoir le besoin constant de mobiliser de nouvelles personnes. Le contexte dans lequel s'inscrivent les collectifs récents, caractérisé par l'essor rapide des nouvelles technologies,

---

<sup>175</sup> Nous employons ici cette expression pour différencier, à l'instar d'Étienne Penissat, les actions courtes et surprenantes des actions dont le temps est plus long. Appliquée aux supports écrits, cette expression nous permet de distinguer les publications régulières (similaires aux bulletins d'information) des publications sporadiques destinées à interpeller les lecteurs.

ne fait qu'alimenter le renouvellement des méthodes de mobilisation et de communication de ces structures, mais ne semble pas pour autant répondre aux difficultés structurelles auxquelles elles sont confrontées.

### **3.2.2. La dématérialisation de la communication : les mobilisations *vecinales* à l'heure d'Internet**

Si le support papier, dans ses différentes déclinaisons (tracts, journaux, périodiques, affiches, etc.), constitue, durant de nombreuses années, le principal outil de communication des mouvements sociaux, le début du XXI<sup>e</sup> siècle est marqué par un changement considérable dans ce domaine. La « révolution microélectronique »<sup>176</sup>, qui s'est notamment traduite par l'arrivée d'Internet, sa « démocratisation » ainsi que le développement des technologies sans fil, bouleverse totalement les méthodes employées jusqu'alors, en termes d'information et de communication. Ce phénomène conduit d'ailleurs l'ensemble des sociétés occidentales à entrer dans ce que Manuel Castells dénomme « l'ère de l'information »<sup>177</sup>, une nouvelle étape qui conditionne en partie l'évolution des entités sociales et structures associatives, y compris à des échelles très locales.

Tout au long des décennies étudiées, on constate que les mouvements de riverains font face aux changements inhérents à l'évolution de la société dans son ensemble. Ces mutations constituent donc les nouveaux défis auxquels se confrontent les structures associatives. Le renouvellement constant des pratiques militantes (formes de mobilisations, moyens d'action, supports de communication, etc.) est révélateur de cette situation. Au-delà de ce renouveau, on constate également l'adaptation de certaines méthodes aux nouveaux usages : plutôt que d'inventer de nouvelles stratégies, les habitants mobilisés se réapproprient voire réadaptent des procédés plus anciens, afin de répondre aux nouvelles réalités et aux nouvelles attentes. En ce sens, Muna Makhoul pose la question du « nouveau » face à l'« ancien », dans les mouvements

---

<sup>176</sup> CASTELLS, Manuel, *Communication et pouvoir*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2013, p. 54.

<sup>177</sup> *Ibid.*

*vecinales*<sup>178</sup>. Cette chercheuse considère à cet égard que différents phénomènes plus vastes sont à l'origine de cette dichotomie. Elle évoque, dans un premier temps, la hausse récente de l'individualisme, qui interroge la démarche à suivre par les structures associatives pour atteindre l'ensemble des habitants afin qu'ils se sentent concernés, voire qu'ils s'impliquent au sein des mouvements de contestation. À cela s'ajoute, toujours selon la même auteure, le fait que les nouvelles technologies deviennent, en termes économiques, progressivement accessibles à tous, ce qui explique l'augmentation considérable de leur utilisation, lors des dernières décennies.

Face à ces nouveaux phénomènes, qui ont un impact indéniable sur les mouvements sociaux et les transforment progressivement, demeurent également des phénomènes profondément ancrés au cœur des mobilisations. À titre d'exemple, nous pouvons citer la récurrence de l'occupation physique de l'espace public pour diffuser les informations et les revendications ou encore le jeu des différentes alliances réalisées par les associations en lutte avec des partis politiques ou encore avec d'autres structures associatives. L'ensemble de ces éléments paraît, à première vue, entrer en contradiction avec certaines caractéristiques de « l'ère de l'information », telles que la hausse de l'individualisme. Ce phénomène peut s'ériger comme un véritable frein au développement des mouvements contestataires dans la mesure où leurs actions sont, en règle générale, le fruit de travaux collectifs ou collaboratifs. De plus, le succès d'un mouvement social passe par sa capacité à rassembler et se présenter comme l'expression d'un groupe ou d'une partie importante de la société. L'utilisation d'Internet, des réseaux sans fil, des outils audiovisuels, des applications mobiles ou encore des téléphones portables modifie en outre les moyens et les formes qu'emploient les individus pour échanger, communiquer et agir. Ceci étant, comme le souligne Muna Makhoul, l'implication de nouveaux acteurs (elle parle notamment des *okupas*) dans les entités associatives et l'emploi des nouveaux outils numériques au sein des mobilisations vont fréquemment de pair.

Si l'individualisme semble devenir une caractéristique importante des sociétés actuelles, ce phénomène n'empêche pas pour autant la mobilisation des individus, en cas de conflit. Car la mobilisation des *okupas* dans le cas de la Barceloneta correspond bien à la mise en place du

---

<sup>178</sup> MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Aproximación antropológica a la resistencia vecinal contra la apropiación capitalista de la ciudad: un caso en la ciudad de Barcelona », *op. cit.*, p. 232.

conflit entre les habitants mobilisés et les autorités locales, à partir de 2005. Les manifestations massives menées par *Salvem* dans le Cabanyal au début des années 2000, notamment convoquées par le biais d'Internet (*e-mail*, liste de diffusion, blog, etc.) ou par SMS, confirment cette hypothèse. La mise en place rapide de mouvements de contestation, via l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), n'est cependant pas nouvelle. Le cas des mobilisations spontanées, « pour la vérité », ayant eu lieu à la suite des attentats de la gare d'Atocha (Madrid) en mars 2004, illustre parfaitement ce phénomène<sup>179</sup>. Afin de dénoncer l'instrumentalisation de ces attentats à des fins électorales par le gouvernement d'Aznar, instrumentalisation qui consiste à désigner l'ETA comme organisatrice de ces attentats, une partie de la population s'est mobilisée au moyen d'Internet. De nombreux Espagnols sont parvenus en très peu de temps (deux jours seulement), à organiser des manifestations dans de nombreuses villes du pays, pour réclamer la vérité sur les véritables auteurs du drame. C'est l'utilisation des *chats*, blogs ou encore SMS qui a permis dans ce cas précis de mobiliser afin d'organiser des *flashmobs*, soit des mouvements de contestation rapides et massifs, réunissant un grand nombre d'individus, sur un temps court<sup>180</sup>. Cette mobilisation a eu pour conséquences la déroute électorale du PP le 14 mars 2004.

Comme on le voit, en cas de conflit, l'emploi des nouvelles technologies ne va donc pas à l'encontre de la mobilisation des personnes ni n'empêche la création des réseaux de sociabilité. Les NTIC tendent plutôt à transformer la façon dont se mobilisent les personnes et dont se forment les liens entre les membres de la société. Ces nouveaux outils pousseraient, au contraire, les individus à se construire des réseaux en ligne différents, qui leur sont propres, parfois plus larges ou plus politisés. Ces réseaux ne se limitent plus à l'environnement proche (résidentiel, professionnel, etc.), ils se forment davantage par affinités culturelles ou encore politiques et génèrent, le cas échéant, des formes de mobilisations massives.

En revanche, l'usage des nouvelles technologies et l'essor de l'individualisme semblent plus problématiques lorsqu'il s'agit, pour les individus, de s'investir au quotidien et de s'impliquer

---

<sup>179</sup> THOUVEREZ, Ludivine, « « Mr Azn@r, parT ». Manipulations informatives et révolte SMS du 11 au 14 mars 2004 en Espagne », MSILI, Marine ; ROJO HERNANDEZ, Severiano (dir.), *Amnis - Médias et pouvoirs en Europe et en Amérique du XIXe siècle à nos jours* [En ligne], n° 4, 2004. URL : <http://journals.openedition.org/amnis/710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amnis.710>

<sup>180</sup> *Ibid.*

dans les structures associatives locales, pour les faire vivre. Le problème est celui des corps. Pour mettre en place des activités, faire des réunions ou des assemblées, mener des ateliers réguliers ou encore élaborer des nouveaux outils de mobilisation, la présence physique des personnes est indispensable. La disparition des corps derrière les écrans devient, au quotidien, un véritable problème pour ces structures qui sont pour leur part bel et bien matérielles. Il s'agit là d'un défi majeur que ces associations doivent relever.

La plupart des mouvements du Cabanyal et de la Barceloneta<sup>181</sup> surgit avant l'utilisation massive des réseaux sans fil, raison pour laquelle leur stratégie de communication n'est pas figée mais s'adapte plutôt aux opportunités technologiques en cours de développement. La téléphonie mobile et les échanges par SMS sont d'ores et déjà très utilisés par les militants au sein de ces structures, mais au cours des années 2000, les entités associatives élargissent progressivement leurs supports de communication aux blogs, *chats*, sites Internet et réseaux sociaux numériques, en pleine expansion, afin de mobiliser davantage de personnes.

Les nouvelles technologies traversent en effet de véritables révolutions (tant en termes d'innovation que d'utilisation) lors de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, avec la création de nouveaux outils, tels que *Facebook* (2004) ou encore *Twitter* (2006). Pourtant leur utilisation au sein des mouvements que nous étudions est relativement tardive. Par exemple, tandis que le réseau social numérique *Facebook* voit le jour au cours de l'année 2004, les membres du collectif *Salvem el Cabanyal* ne vont l'utiliser qu'à partir de 2010. Il en va de même pour le réseau social *Twitter* créé en 2006 qui ne sera utilisé qu'à partir de 2010 par les militants de *Salvem* et de 2017 par les membres de la PADB de la Barceloneta<sup>182</sup>. Ces collectifs conservent donc dans un premier temps d'autres moyens de communication tels que le téléphone, les échanges par *e-mail* et surtout les listes de diffusion<sup>183</sup>. Bien que ces réseaux numériques aient été créés respectivement en 2004 et 2006, ce n'est qu'à partir de 2008 que la croissance

---

<sup>181</sup> Nous ne parlons pas ici du cas de *l'Associació de la Òstia* qui est, pour sa part, un peu différent. Son émergence est en effet plus récente et remonte à l'année 2007, c'est-à-dire à une période où l'utilisation des technologies numériques est déjà très répandue.

<sup>182</sup> Ni l'AAVV traditionnelle de la Barceloneta ni *l'Associació de la Òstia* ne figure sur ce réseau.

<sup>183</sup> De surcroît, l'utilisation des nouveaux outils numériques (*Facebook* ou *Twitter*) par les collectifs les plus récents semble correspondre à l'arrivée de nouveaux militants et sympathisants (des étudiants, des *okupas*, des universitaires, etc.) qui promeuvent l'usage de nouvelles stratégies, au sein de ces mobilisations, et facilitent leur mise en place.

spectaculaire de leur usage implique un nombre d'utilisateurs massif, dans le monde entier, ce qui explique l'utilisation tardive de ces nouveaux outils par les structures à l'étude<sup>184</sup>.

Dans le cadre des mouvements sociaux, les outils numériques peuvent être utilisés à des fins diverses. D'après les travaux réalisés par Sasha Costanza-Chock, il existe différentes catégories d'activisme en ligne, c'est-à-dire différentes formes d'utilisation d'Internet ou des réseaux sans fil, qui génèrent des dynamiques qui leur sont propres. Costanza-Chock évoque notamment les « mobilisations électroniques conventionnelles » (*Conventional Electronic Contention*) ou encore les « conflits électroniques violents » (*Violent Electronic Contention*)<sup>185</sup>. Les démarches entamées sur Internet par l'ensemble des mouvements sociaux de la Barceloneta et du Cabanyal sont caractérisées par leur non-violence, argument à maintes reprises souligné par les militants, raison pour laquelle ils s'inscrivent, selon nous, dans la première catégorie soit *Conventional Electronic Contention*. Pour ces « mobilisations électroniques conventionnelles », l'utilisation des réseaux sans fil et d'Internet est l'occasion de toucher un plus grand nombre de personnes, en donnant davantage d'écho à la mobilisation (à l'échelle nationale, voire internationale) ou en concentrant par exemple l'attention des médias<sup>186</sup>. Parmi les différents outils numériques progressivement utilisés par les associations à l'étude, au début des années 2000, nous pouvons tout d'abord souligner l'élaboration d'un site internet par le collectif *Salvem el Cabanyal*. Le nom de domaine « cabanyal.com »<sup>187</sup> est déposé le 10 avril 2000, cela étant sur les archives du Web, on ne trouve la première occurrence d'une page en construction qu'à partir du 10 juin 2001<sup>188</sup>. Si la consultation des archives du Web nous permet de constater le développement d'un site internet dont le contenu semble initialement très rudimentaire (en

---

<sup>184</sup> CARDON, Dominique, « Les réseaux sociaux en ligne et l'espace public », KNEUBÜHLER, Michel ; PIGNOT Lisa (coord.), *L'Observatoire - L'ère numérique : un nouvel âge pour le développement culturel territorial*, vol. 2, n° 37, 2010, p. 74.

<sup>185</sup> COSTANZA-CHOCK, Sasha, « Mapping the Repertoire of Electronic Contention », in OPEL, Andrew ; POMPPER, Donnalyn (eds), *Representing Resistance. Media, Civil Disobedience and the Global Justice Movement*, Westport (Conn.), Praeger, 2003, p. 173.

<sup>186</sup> Pour ce type de mobilisation, Internet permet d'établir une présence régulière et d'être visible. De plus, l'utilisation d'Internet sert également à communiquer de nombreuses informations (objectifs, actions, réunions, contacts, etc.), à mettre en place des réseaux, à lever des fonds mais également à mettre en place des actions telles que des pétitions, in *Ibid.*

<sup>187</sup> Merci à Julien « Bonome » Beugnot, pour son aide précieuse dans ce domaine.

<sup>188</sup> [https://web.archive.org/web/20010801000000\\*/http://cabanyal.com/](https://web.archive.org/web/20010801000000*/http://cabanyal.com/) (Dernière consultation : 1<sup>er</sup> novembre 2019)



construction durant de nombreux mois), il est intéressant de souligner que son apparition est, quoi qu'il en soit, avant-gardiste. Ce collectif, qui surgit en avril 1998, effectue la démarche de création d'un site Web, seulement deux ans après son apparition alors que les autres entités étudiées semblent plus lentes dans ce domaine.

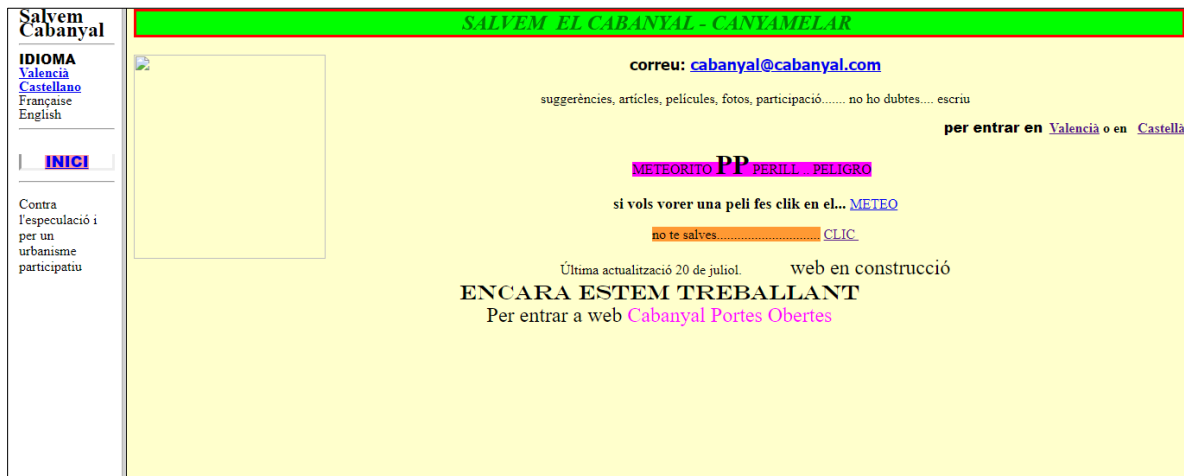


Fig. 16: Premier visuel du site internet du collectif Salvem el Cabanyal, datant du 10 juin 2001. Source : Archives du Web. <https://web.archive.org/web/20010610042359/http://cabanyal.com/>

Bien que le site ne soit pas exploitable dès ses débuts, son existence traduit la volonté des membres du collectif d'être visibles sur la Toile et de s'approprier très tôt les nouveaux outils à disposition. La première version du site Web du collectif est intrinsèquement liée au développement du projet *Portes Obertes*, qui dispose lui-même d'un site internet dont la première version remonte au 19 août 2000, au sein du domaine appartenant à la UPV (*Universitat Politècnica de Valencia*)<sup>189</sup>. Le site internet de *Salvem el Cabanyal* apparaît donc comme le fruit de la collaboration réalisée au sein de l'initiative *Cabanyal Portes Obertes*, notamment menée avec les membres du *Laboratorio de Luz*<sup>190</sup>.

La présence sur la Toile d'associations de quartier, qui militent à des échelles très locales, ne semble, malgré tout, pas très répandue au début des années 2000. Dans le même quartier, les premiers pas de l'association traditionnelle (*Asociación de Vecinos Cabanyal-Canyamelar*)

<sup>189</sup> <http://www.upv.es/laboluz/proyectos/web/hpage.htm> (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

<sup>190</sup> Appartenant à la *Facultat de Belles Arts* de la UPV de Valence, le *Laboratorio de Luz* est composé d'enseignants-chercheurs, d'artistes et d'étudiants qui mènent de multiples travaux, dans le domaine artistique, en lien avec la lumière. Parmi les membres de l'équipe, on peut souligner la présence de Maribel Domenech. URL : [http://www.upv.es/laboluz/base\\_fr.htm](http://www.upv.es/laboluz/base_fr.htm) (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

sur la Toile remontent à avril 2005. Il n'est pas question ici d'un site internet ou d'une page spécifique à l'association sur le Web mais de la création d'une adresse mail, au nom de l'association, et de la mise à disposition, pour le grand public, d'un numéro de téléphone portable. Cette démarche, plus qu'une volonté d'innovation de la part des militants, apparaît davantage comme une stratégie permettant de compenser l'absence de local pour accueillir le public. Tel que les médias locaux le relayent, il s'agit ici d'une démarche indispensable à la survie de l'entité :

L'association de quartier du Cabanyal-Canyamelar s'est vue dans l'obligation de se transformer en organisme virtuel et d'utiliser les réseaux numériques et Internet, pour fournir un moyen de communication aux habitants du quartier des Poblados Marítimos en raison du manque de local pour se réunir. L'entité a ainsi signalé hier que l'adresse électronique à utiliser en cas de questions à poser est [avvcc@telefonica.net](mailto:avvcc@telefonica.net), ainsi que son numéro de téléphone : 609631615<sup>191</sup>.

Il faudra attendre l'année 2008 pour que cette association élabore une page internet, et plus précisément un blog, intitulé *Associació de Veïns i Veïnes Cabanyal-Canyamelar*<sup>192</sup>. La forme de ce site, à savoir un blog, est révélatrice d'une démarche qui diffère de celle du collectif *Salvem*. Le blog correspond à un certain type de site Internet dont la forme est souvent assimilée à celle d'un « journal intime » dans la mesure où le blog permet la publication régulière, voire quotidienne, de points de vue, d'humeurs ou encore d'avis. Pour ce faire, l'utilisateur rédige un billet, également appelé « post », et peut publier des photographies ou des vidéos. Les publications sont classées par ordre chronologique et offrent la possibilité aux autres internautes de répondre, par le biais de la rédaction de commentaires. De surcroît, les flux RSS<sup>193</sup>, ou alertes d'*e-mail* que les blogs génèrent, permettent aux personnes intéressées

---

<sup>191</sup> « *La Asociación de Vecinos del Cabanyal-Canyamelar se ha visto obligada a convertirse en una organización virtual y a utilizar la red de redes, internet, para facilitar una vía de comunicación a los residentes del barrio de los Poblados Marítimos como consecuencia de la falta de local donde reunirse. Así la entidad comunicó ayer que el correo electrónico habilitado es: [avvcc@telefonica.net](mailto:avvcc@telefonica.net) y el teléfono móvil es el 609631615 para avisar de cualquier denuncia o petición* » in VAREA, P, « La Asociación de Vecinos del Cabanyal crea una sede virtual en internet al quedarse sin local », *Levante-EMV*, 08 de noviembre de 2005.

URL: <https://www.levante-emv.com/valencia/2967/asociacion-vecinos-cabanyal-crea-sede-virtual-internet-quedarse-local/149123.html>

<sup>192</sup> <https://avvcc.wordpress.com/> (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

<sup>193</sup> Les flux RSS (*Really Simple Syndication*) sont notamment utilisés au sein des blogs ou des sites Internet et s'apparentent aux *newsletters*. Ils permettent aux internautes de suivre les actualités et les mises à jour réalisées sur un blog ou sur un site internet, sans nécessairement qu'ils s'y rendent, en récupérant et en transférant une partie d'un contenu nouvellement créé. Il s'agit d'une alerte.

d'être averties en cas de nouvelles publications. Les blogs sont ainsi des versions simplifiées des sites Internet que tout utilisateur, même peu expérimenté, peut utiliser pour s'adresser aux internautes du monde entier. Ce genre de site est administré par des éditeurs indépendants à l'instar de *Wordpress* ou encore *Blogspot*. En d'autres termes, le blog représente un moyen de diffusion massif d'informations, dont l'utilisation n'implique pas de compétences particulières dans le domaine de l'informatique. Le premier billet, publié par l'association du Cabanyal-Canyamelar, sur son blog, remonte au 26 octobre 2008, ce qui révèle une utilisation des supports de communication numériques tardive par rapport au collectif *Salvem*. La forme du blog nous semble par ailleurs relativement similaire à celle des bulletins d'information, format papier, dans la mesure où les diverses rubriques qui y figurent (urbanisme, commerce du quartier, culture et tradition, etc.) font écho à celles du périodique, ce qui traduit la lente évolution des supports employés par cette *Asociación de Vecinos*.

ASSOCIACI3 DE VEÏNS I VEÏNES CABANYAL-CANYAMELAR

AVV CABANYAL-CANYAMELAR [Inici](#) [Historia](#) [El PEPRi - Opini3n](#) [Hemeroteca](#) [Rehabilitaci3n](#) [Contactar](#)

## 1998-2008: DE LA INDECISI3 A L'ESTRATÈGIA DE LA DEGRADACI3

OCTUBRE 26, 2008

L'any 1988 el PSOE, amb la seua falta de determinaci3 en la aprovaci3 del Pla General, no fou capaç de deixar resolt el planejament d'El Cabanyal-Canyamelar i en canvi, davant la indecisi3, optà per diferir la soluci3 concreta de "la connexi3 del passeig al mar amb el passeig marítim, previ anàlisi i decisi3 sobre la seua continuïtat o no", a un estudi posterior, delimitant una Àrea de Planejament Diferit, que devia quedar redactat en el següent quadrienni. Encara sota la seua responsabilitat, en eixe mateix any, s'organitzà un Concurs Internacional d'Idees per a la connexi3 de València amb el front marítim, el pronunciament del qual es donà a conèixer al desembre de 1989, deixant desert el primer premi, per considerar que cap dels treballs presentats aportava una soluci3 global que complira els objectius establerts a les bases del concurs. Uns pocs anys després, al 1993 i ja amb Rita Barberá com alcaldessa, és la Generalitat Valenciana governada encara per Joan Lerma, la que decideix declarar Bé d'Interés Cultural al Conjunt Hist3ric Protegit d'El Cabanyal. Tot feia suposar que amb aix3 quedava decantada definitivament la possible soluci3 al conflicte.

Amb estos antecedents i en este context de protecci3 patrimonialson en els que el govern municipal del Partit Popular ha maniobrat durant els últims 15 anys per tractar de travessar el barri d'El Cabanyal, simplement diuen, per què des dels Vivers es poguera veure el mar.

PÁGINAS

- > [Contactar](#)
- > [El PEPRi - Opini3n](#)
- > [BIENVENIDO A LA RAZ3N, MIFSUT](#)
- > [BORGES Y EL CABANYAL](#)
- > [CABANYAL 2010: PENSADA PARA LA DESTRUCCI3N](#)
- > [CONCENTRACI3N CASA DE LA PALMERA](#)
- > [El Cabanyal: Una apuesta polítca equivocada](#)
- > [LA CIUTAT DE LA DIFERÈNCIA](#)
- > [LA DIFAMACI3N COMO ESTRATEGIA](#)
- > [LA SEMANA SANTA DEL CABANYAL SERÁ MENOS MARINERA](#)
- > [MIRANDO AL MAR](#)

Fig. 17: Capture d'écran du premier post du blog de l'association de riverains du Cabanyal-Canyamelar. Source : <https://avvcc.wordpress.com/2008/10/26/1998-2008-de-la-indecision-a-la-estrategia-de-la-degradacion/>

Ce type d'outil numérique (les blogs) tend à se répandre au sein des mouvements de riverains. Les deux autres associations à l'étude font également usage de sites similaires. C'est l'association de la *Òstia*<sup>194</sup> qui fait office de pionnière dans le quartier de la Barceloneta avec son blog, créé en décembre 2007, intitulé *La Barceloneta amb l'aigua al coll*<sup>195</sup>. La coopération entre les *okupas* du collectif *Miles de Viviendas* et les membres de la *Òstia*, mobilisés au sein de la *plataforma* (PADB), est une des raisons pour lesquelles la *Òstia* fait rapidement usage des outils numériques :

Nous avons un bâtiment [*dans le quartier*] qui nous était très cher et que les différentes entités du quartier réclamaient. C'était un bâtiment qui appartenait autrefois à la garde civile exerçant dans le port. Il a été fermé et un groupe de jeunes l'a occupé et ils l'ont appelé *Miles de Viviendas*. Dans ce bâtiment, ils allaient créer une nouvelle ville, ils allaient faire de la télévision, apprendre aux gens du quartier à cuisiner, mettre en place un atelier de confection. Ils nous ont appris comment faire avec Internet, comment communiquer, et tout ceci gratuitement. Et pendant ce temps, ils ont contribué à la mobilisation du quartier, en déclarant que le plan devait être modifié. Ils se sont engagés dans le mouvement social<sup>196</sup>.

Tel qu'en témoigne Emilia Llorca, dans un documentaire datant de 2007, les militants du collectif de squatteurs *Miles de Viviendas*, qui s'impliquent en tant que membres à part entière de la *Plataforma de Afectats en Defensa de la Barceloneta*, jouent un rôle déterminant dans

---

<sup>194</sup><http://labarcelonetaambelaiguaalcoll.blogspot.com/search?updated-max=2007-12-12T01:02:00%2B02:00&max-results=7> (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

<sup>195</sup> Des recherches complémentaires sur les archives du Web nous ont également permis de constater l'existence d'un autre site internet relatif au quartier et à la lutte dans laquelle sont engagés certains habitants. Portant le nom *La Barceloneta. Cròniques de Barri*, ce site, dont la première publication date du 2 février 2007, semble être édité par les membres du collectif *Miles de Viviendas*. Nous ne pouvons affirmer avec certitude l'identité de cet auteur, toutefois la récurrence des informations concernant ledit collectif nous pousse à l'identifier en tant que telle. Ce site ne se limite pas néanmoins à relayer des informations concernant ce collectif mais s'intéresse plutôt à l'ensemble des mobilisations, activités et événements organisés par une partie des acteurs et collectifs mobilisés au sein de la Barceloneta, à savoir *Miles de Viviendas*, l'*Associació de la Òstia* et la *Plataforma d'Afectats en Defensa de la Barceloneta*, qui travaillent en collaboration.

URL : <https://web.archive.org/web/20070328203839/http://www.labarceloneta.org/> (Dernière consultation : 22 octobre 2019)

<sup>196</sup> « *Teniam un edifici que era molt estimat i molt reivindicat per les diferents entitats del barri. Era un edifici que antigament estaban los guardias civils, que estaban aquí en el port. Després uns gents vaig a tancar i da cap un voto, un grup de noi jóvas on van okupar. I li van posar per nom "Miles de viviendas". Así que se ve que en aquel edifici, van començar a fer una nova ciutat, van a fer una televisió, a ensenyar a la gent del barri a cuisir, a taller roba. Te davan a ensenyar com fer amb internet, com comunicarte, tot això fe gratuïtament. I de repluc, ans van a ajudar amb la movilització del barri, ha dir cal pla de rehabilitatge tenia que ser de otra manera. Ils es van a comprometer porque eran un moviment social* » in « Entrevista a Emilia Llorca sobre l'Okupació Aixina Produccions », 2007 in *El barri s'ha de defensar*, 2013.

l'évolution de l'association de la Barceloneta. Parmi les échanges mutuels, bénéfiques pour chacun des participants (tant pour les *okupas* que pour les *vecinos*), l'apprentissage des outils numériques se révèle être très utile. Le blog *La Barceloneta amb l'aigua al coll* est d'ailleurs le fruit de cette collaboration<sup>197</sup>.

À l'inverse, l'entité associative la plus ancienne du quartier, l'association de la Barceloneta, ne semble pas autant investir les nouvelles technologies<sup>198</sup>. Tout comme l'association de riverains du Cabanyal, elle s'en sert tardivement. Les structures associatives dites « traditionnelles » semblent donc, dans un premier temps, « réticentes » à l'utilisation de ce type d'outils, ou du moins elles ne s'en emparent pas immédiatement. L'usage des bulletins d'information, format papier, est conservé dans de nombreuses entités de ce genre jusqu'au milieu des années 2000<sup>199</sup>. Ce choix de préserver ce type de support est sans doute à l'origine de l'utilisation tardive des outils numériques. Les moyens de communication traditionnels qu'elles emploient, *a priori* fonctionnent<sup>200</sup>, et conviennent aux usagers qui sont habitués à ces périodiques. Tels des journaux hebdomadaires, ces bulletins conservent un nombre de lecteurs réguliers, désireux de s'informer sur le quartier.

Parallèlement, il semblerait que le fossé générationnel joue également un rôle déterminant dans les stratégies de communication adoptées par les militants<sup>201</sup>. En d'autres termes,

---

<sup>197</sup> Il sera alimenté régulièrement jusqu'en 2011 puis sera abandonné cette même année, au profit d'un nouveau blog, plus élaboré et plus fourni, dénommé *La Barceloneta Rebel*.

URL : <http://labarcelonetarebel.org/> (Dernière consultation : 22 octobre 2019).

<sup>198</sup> Elle se munit pourtant d'un blog, au cours de l'année 2008. La première publication date du 24 novembre de cette même année. Cela étant, cet outil ne semble pas aussi indispensable pour les militants de cette association qu'il ne l'est pour l'autre entité car l'activité du blog est relativement restreinte. Elle semble maintenue pendant un an, dans la mesure où le dernier post date du 20 novembre 2009. Au total, quatorze billets sont publiés, notamment au cours de l'année 2009.

URL : <http://aavvbarceloneta.blogspot.com/> (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

<sup>199</sup> D'ailleurs, actuellement, certaines AAVV poursuivent la publication régulière de bulletins d'information.

<sup>200</sup> Nous avons souligné précédemment que chaque action conduit à un support de communication différent. Dans un premier temps donc, les actions que mènent les membres des AAVV historiques ne requièrent pas l'utilisation des NTIC.

<sup>201</sup> Bien que nous ne soyons pas en possession des données permettant d'identifier chacun des membres des associations (âge, sexe, origine sociale, catégorie professionnelle), plusieurs des témoignages que nous avons recueillis insistent sur l'implication massive des militants les plus jeunes dans les structures les plus récentes tandis que les structures traditionnelles se composent de plus de militants, présents depuis les années 1970.

l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de la communication a pu être considérée par certains membres, dans un premier temps, comme un obstacle tant pour les émetteurs de l'information (soit les militants au sein des AAVV qui ne maîtrisent pas nécessairement les nouveaux réseaux de communication) que pour les récepteurs (à savoir les habitants du quartier, davantage habitués à consulter des supports papier que des pages Internet). Ce phénomène correspond à ce que Bader Ben Mansour dénomme, dans ses travaux, la « fracture numérique »<sup>202</sup>. En ce qui concerne nos objets d'études, c'est-à-dire les associations, il semblerait que cette « fracture numérique » soit révélatrice du fossé générationnel présent parmi les acteurs mobilisés. En fonction de leur âge mais aussi de leurs expériences, les acteurs des mobilisations sont en possession d'un « capital militant et politique »<sup>203</sup> qui leur est propre, à savoir d'un ensemble de ressources et d'outils acquis en fonction de leur parcours. Les membres les plus anciens des associations, qui ont pu participer par ailleurs à des mobilisations antérieures (mouvements antifranquistes, syndicats illégaux, etc.) ont engrangé une certaine expérience politique et organisationnelle, qui se retrouve dans les stratégies qu'emploient les AAVV dès leur création. Parallèlement, les militants plus jeunes, dont l'expérience est *a priori* moins importante, apportent également leurs méthodes et leurs outils, notamment acquis dans le cadre de leurs études, de leur travail, de leur engagement auprès d'associations étudiantes ou encore au sein de mouvements alternatifs. La prompte utilisation des outils numériques par les collectifs récents semble ainsi découler de l'apport du « capital militant » des adhérents ou sympathisants les plus jeunes.

À l'inverse parmi l'ensemble des structures associatives à l'étude, de la fin des années 1990 au début des années 2000, celle qui fait le moins appel aux médias numériques et qui s'en empare le plus tardivement, est l'association historique de la Barceloneta. Ce constat est

---

<sup>202</sup> BEN MANSOUR, Bader, « Le rôle des TIC dans les mouvements contestataires tunisien et égyptien : une revue de la littérature », AGBOBLI, Christian ; BOGUI, Jean-Jacques ; BELISARIO, Katia Maria (dir.), *Communication, technologies et développement - Technologies numériques et diffusion de l'information pendant les périodes de conflits et de crise dans le monde* [En ligne], n° 4, 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/840> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ctd.840>

<sup>203</sup> Nous reprenons ici l'expression que Clémence Petit emploie dans ses travaux concernant les mobilisations urbaines à Istanbul. PETIT, Clémence, « Engagement militant et politisation des mobilisations au sein des oppositions urbaines à Istanbul », CHALEARD, Jean-Louis (dir.), *EchoGéo* [En ligne], n° 16, 2011. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.12445>

révéléateur des deux facettes d'une même situation : d'une part, l'utilisation tardive des nouvelles technologies numériques par cette association est notamment due au fait que ses membres ne maîtrisent pas, dans l'immédiat, ces nouveaux outils. Cette situation génère un manque d'attractivité auprès des nouvelles générations, qui assimilent cette structure à une entité relativement figée et immobile. D'autre part, il est plus difficile pour les militants de s'appropriier les nouvelles technologies sans l'aide de personnes extérieures, raison pour laquelle le manque de renouvellement des adhérents au sein de cette *Asociación de Vecinos* explique également la faible utilisation des outils numériques ainsi que la création tardive du blog<sup>204</sup>. En 2008, les militants de cette association créent finalement leur blog, afin de redynamiser cette structure :

Nous voulons ouvrir les portes de notre association et quelle meilleure façon de le faire qu'en utilisant ce merveilleux outil qu'est Internet<sup>205</sup>.

Les nouvelles technologies endossent donc un rôle de vecteur d'informations indispensable pour les structures associatives et sont principalement utilisées dans une optique de diffusion de l'information et de visibilité de leur organisation. Elles permettent notamment aux militants de rendre visible leur lutte, de décrire leur projet ainsi que leur histoire, tout en présentant par exemple la composition de leurs membres. Dans chacune des pages étudiées, nous pouvons constater la présence d'onglets se référant à ce type d'informations, qu'il s'agisse des sites Internet ou des blogs. Ils sont en effet utilisés par les militants pour diffuser leurs discours, leurs manifestes et leurs points de vue mais également pour relayer des informations de nature diverse telles que des textes de loi, des décisions de justice, des explications de plans urbanistiques ou encore des extraits de discours. Costanza-Chock souligne l'importance de ce type d'outil pour diffuser des renseignements concernant par exemple les différentes actions menées (calendrier, rendez-vous, rapports, etc.)<sup>206</sup>. Cette caractéristique semble commune à

---

<sup>204</sup> Il s'agit en quelque sorte d'une boucle de rétroaction négative. Ici, au-delà d'être considérées comme trop institutionnelles, les AAVV, sauf arrivée de militants plus jeunes, ne semblent pas assez modernes dans les outils qu'elles emploient pour attirer les jeunes générations, et l'absence de ces jeunes générations ralentit la mise en place d'outils numériques au sein de cette AAVV.

<sup>205</sup> « *Queremos abrir las puertas de nuestra asociación, y que mejor manera para hacerlo que esta maravillosa herramienta que es internet* » in <http://aavvbarceloneta.blogspot.com/2008/11/bienvenidos.html> (Dernière consultation : 21 octobre 2019)

<sup>206</sup> En ce sens, les sites internet ou blogs jouent un rôle qui s'apparente à celui des bulletins d'information, parfois publiés par les AAVV, dans la mesure où le contenu de leurs articles s'inscrit plus ou moins dans

l'ensemble des pages consultées car, bien que certaines soient plus complètes que d'autres, elles donnent tout de même des informations régulières sur les manifestations. Nous pouvons aisément constater, en naviguant d'un site à l'autre, que certains (comme le blog de la *Òstia* ou le site de *Salvem el Cabanyal*) sont plus fournis que d'autres (à l'instar du blog de l'association traditionnelle de la Barceloneta) et ce, tout au long de leur existence. Toutefois, le contenu de certaines pages varie avec le temps et semble, à plusieurs reprises, s'étoffer et se diversifier, comme c'est le cas du blog de l'association historique du Cabanyal.

Les outils numériques permettent par ailleurs de diversifier considérablement les supports destinés à la communication, on retrouve ainsi des formes classiques comme les articles de presse, ou des supports variés tels que la vidéo, la bande-dessinée ou encore le montage accompagné de musique. Ces divers supports sont l'occasion, pour les structures associatives, « d'élaborer de nouveaux répertoires d'actions »<sup>207</sup>. Au-delà de la conception des sites Internet qui représentent eux-mêmes des nouveaux supports d'information et qui sont des créations (forme ou fond) produites par les habitants mobilisés, leur présence sur la Toile peut également se traduire par l'élaboration de productions très diversifiées (radiophoniques, artistiques, etc.). Dans le cas de la Barceloneta par exemple, on peut souligner la réalisation de plusieurs vidéos, voire courts-métrages, relatifs aux mobilisations, tels que *Por un ascensor*<sup>208</sup>. Dans le quartier du Cabanyal, le numérique semble également alimenter ce type d'initiative dans la mesure où le collectif *Salvem el Cabanyal* réalise une vidéo éponyme<sup>209</sup> et qu'une partie de l'événement *Portes Obertes* se retrouve sur la Toile.

Les actions menées par le biais du numérique jouent un rôle très important. Au-delà de constituer un support varié et éventuellement plus attractif que le support papier, ces différents matériaux audiovisuels sont de véritables actions de diffusion qui améliorent la visibilité des

---

les mêmes catégories, à savoir : urbanisme, problèmes du quartier, fonctionnement de l'association, vie de quartier ou encore réflexions politiques.

<sup>207</sup> LANDRY, Normand ; AUBIN, France ; SENEAL. Michel, « Médias et mouvements sociaux : pratiques de mobilisations collectives », ROSS, Philippe (dir.), *Canadian Journal of Media Studies - Revue canadienne d'études médiatiques*, vol. 13, n° 1, 2015, p. 127.

<sup>208</sup> Janialy Ortiz Camacho, Eduardo Díez, Mariana Z. Guzmán, Daniel García, Ginebra Vizoso, *Por un ascensor*, Espagne, 2007, 25'.

URL : <http://www.desorg.org/titols/online/por-un-ascensor/>

<sup>209</sup> Salvem el Cabanyal, *Salvem el Cabanyal*, 2008, 4'20.

URL: <https://www.youtube.com/watch?v=Yjqn8yKkTQ4&list=WL>



mouvements au sens où, une fois mis en ligne, ils peuvent être transférés et relayés indéfiniment. Les réseaux sans fil constituent en ce sens un nouveau répertoire d'action des mouvements, une démarche qui peut contribuer à grossir les rangs de la mobilisation. Les sites Internet et les blogs atteignent des personnes qui, jusque-là n'étaient pas nécessairement renseignées, ou qui ne se sentaient pas concernées (les jeunes générations notamment, mais pas seulement) par les problèmes soulevés par les mouvements sociaux dont il est question ici. Les outils numériques transforment ainsi les mouvements contestataires en aidant par exemple au renouvellement des personnes mobilisées. La mobilisation dans l'espace virtuel est ainsi au service de la mobilisation dans l'espace public.

Autre apport des nouvelles technologies, alors que la communication de masse traditionnelle est considérée comme étant « à sens unique » ou « unidirectionnelle », à savoir qu'un émetteur transmet un message unique à un grand nombre de récepteurs, la communication de masse effectuée par le biais des nouvelles technologies (sur Internet notamment) est davantage qualifiée « d'interactive ». Pour reprendre les termes de Castells :

Cette forme de communication a pour caractéristique de permettre à de nombreux émetteurs d'envoyer des messages à un grand nombre de récepteurs, que ce soit en temps réel ou en temps choisi, ou que ce soit au moyen d'une communication point à point ou d'une diffusion personnalisée ou de masse, suivant l'objectif et les caractéristiques de la pratique communicative visée<sup>210</sup>.

Il la qualifie également d'« interpersonnelle » et parle alors « d'auto-communication de masse » à savoir d'une communication dans laquelle « le ou les émetteur(s) et le ou les récepteur(s) sont le(s) sujet(s) de la communication [...], la transmission du message d'une personne à l'autre créant des boucles de rétroaction »<sup>211</sup>. Autrement dit, la réception des informations a également été bouleversée. Avec l'avènement d'Internet et des réseaux sans fil, toute personne peut réagir presque instantanément à tel ou tel contenu d'information. Castells parle alors de « l'essor de réseaux horizontaux de communication interactive effectuant la connexion du local et du global en temps choisi »<sup>212</sup>. Étant donné que les acteurs mobilisés (les militants ou opposants) ne sont pas les seuls utilisateurs des outils numériques de communication, le conflit et les débats qui s'y rapportent, se transposent au virtuel. Ce phénomène ne signifie pas pour autant la

---

<sup>210</sup> CASTELLS, *Communication et pouvoir*, op. cit., p. 92.

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 104.

disparition des conflits du contexte dans lequel ils se déroulent. Il s'agit en quelque sorte de l'extension, ou plutôt du prolongement, sur la Toile, de la lutte engagée entre des représentants de la classe politique et des groupes mobilisés au sein de la société. Les médias sociaux et les réseaux sans fil sont donc des outils, voire des ressources, utilisés par l'ensemble des acteurs à des fins de diffusion des opinions et des arguments défendus par chacun.

La Toile, et plus particulièrement encore les réseaux sociaux numériques, deviennent des lieux où se mêlent débats et prises de position. Ainsi, une publication de la part d'une association sur un blog peut générer un grand nombre de commentaires, voire susciter de nombreux débats<sup>213</sup>, ainsi que la mise en place d'actions. L'immédiateté semble donc être une des principales caractéristiques de cette communication sur Internet qui permet une diffusion très large des informations, en un temps record. C'est pourquoi les réactions des récepteurs peuvent être vives et nombreuses, tant sur la Toile (avec la rédaction de commentaires, la création de nouveaux contenus en guise de réponse ou le transfert des informations à d'autres internautes) que dans l'espace public (lorsque des manifestations telles que des *flashmobs* sont organisées).

Différents outils numériques permettent de diffuser largement les lieux et horaires de rendez-vous, c'est-à-dire d'organiser rapidement des rencontres, mais également de répartir des tâches à réaliser ou encore de travailler en collaboration en ligne. À titre d'exemple nous pouvons citer les messageries électroniques, les réseaux numériques ou encore la communication mobile qui sont utilisés pour planifier des activités, des réunions ou encore des assemblées générales, afin de mettre en place différents types d'actions et d'activités. Ainsi, le rôle des outils numériques au sein des AAVV ne se limite pas à la diffusion d'informations concernant les controverses à l'origine des situations conflictuelles. Ils facilitent aussi la coordination interne et externe, ce qui modifie en profondeur leur fonctionnement<sup>214</sup>. En ce sens, les outils

---

<sup>213</sup> À l'inverse, les contenus publiés au sein des périodiques des AAVV, qui pouvaient certes être également sujets à polémique, ne généraient pas la même quantité de réactions, du moins par écrit. De fait, répondre à un commentaire au sein de ce type de support supposait une démarche plus conséquente, à savoir la rédaction, l'impression et l'envoi de la réaction. Cette démarche devait de surcroît être suivie de la publication de ce dernier dans le ou les numéros suivants.

<sup>214</sup> Ils facilitent par exemple la diffusion de renseignements tels que le lieu de rencontre pour une assemblée ou encore le point de départ et l'heure à laquelle débute une manifestation. Il en va de même

numériques sont à l'origine d'un réseautage, interne à l'entité (entre les membres), mais également externe (entre les structures mobilisées), qui s'avère être indispensable au bon fonctionnement des diverses mobilisations.

En permettant d'informer les participants, d'organiser le mouvement et de coordonner les actions, les supports numériques sont porteurs, *a priori*, d'une parole « libérée » de toute contrainte institutionnelle, au même titre que les bulletins d'information l'étaient sous Franco. Cependant, cette « liberté d'expression » sur la Toile ne semble pas si effective et efficace qu'elle n'y paraît. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. D'une part, comme le montrent dans leurs travaux les chercheurs Landry, Aubin et Sénécal, on observe trois types de contrôle de la parole sur Internet, afin de restreindre la diffusion de l'information. Le « contrôle technologique » (exercé par les fabricants eux-mêmes qui restreignent à certains usages spécifiques les outils de communication, avant leur commercialisation), le « contrôle judiciaire » (produit par la mise en place de réglementations permettant de criminaliser ou de rendre illégales certaines pratiques) et le « contrôle étatique » (que les auteurs définissent comme « la surveillance et le suivi, le harcèlement et la répression »)<sup>215</sup>. D'autre part, il existe également sur la Toile ce que l'on dénomme le référencement des sites Web<sup>216</sup>. Il s'agit du classement des résultats présentés aux internautes, à la suite de leur requête, par un moteur de recherche. Ce classement est notamment défini par l'indexation du site (mots-clés, description, URL, etc.), lorsque l'indexation d'un site internet est performante, elle lui permet d'être plus populaire et donc plus visible.

---

pour l'ensemble des actions menées qui, pour obtenir davantage de résultats, implique la participation d'un grand nombre de personnes et d'un maximum d'organismes.

<sup>215</sup> L'existence de ces contrôles conduit nécessairement à des stratégies d'évitement et à des contournements de la part des utilisateurs, que les auteurs précédemment cités dénomment « pratiques médiatiques numériques alternatives ». Il s'agit ici de considérer, parmi les « pratiques communicationnelles militantes » (telles que la réalisation de tracts, de bulletins d'information ou encore d'affiches) « l'appropriation collective des technologies médiatiques numériques par des organisations de mouvements sociaux à des fins de mobilisation sociale, de réseautage et de communication en lien avec des actions de résistance à des rapports sociaux considérés oppressifs (Jong *et al.*, 2005; Donk *et al.*, 2004; Stein, Kidd & Rodríguez, 2011; Boler, 2008; Hands, 2011; Karatzogianni, 2006) », in LANDRY, Normand ; AUBIN, France ; SENEAL. Michel, « Médias et mouvements sociaux : pratiques de mobilisations collectives », *op. cit.*, pp. 128-129.

<sup>216</sup> Nous évoquons ici l'ordre d'apparition des différents sites internet, à savoir leur position favorable ou non, lorsqu'une recherche est effectuée par le biais d'un moteur de recherche

Ces spécificités de la Toile conduisent à la multiplication d'innovations au sein des mouvements sociaux afin de pallier ce manque de visibilité sur Internet, dû à l'un ou l'autre de ces phénomènes. Ainsi, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'utilisation de certains outils comme *Msn* puis *Facebook* peut être considérée, au-delà de l'adoption d'un nouveau mode de communication, comme une réponse aux limites que les blogs ou sites internet atteignent. En ce sens, les réseaux sociaux numériques apparaissent comme des alternatives aux sites internet classiques dans la mesure où le référencement des pages n'y est pas appliqué, ou du moins, dans une moindre mesure. Tel que l'affirme Joëlle Farchy et Cécile Méadel :

Alors que les moteurs font d'abord émerger les contenus les plus connus et que la concentration industrielle des acteurs de la culture renforce leur effet *blockbuster*, les contenus rares peuvent être mis en valeur sur les réseaux sociaux, et être prescrits directement aux consommateurs intéressés. Les résultats fournis ont cependant un caractère « artisanal », dans la mesure où ils dépendent de l'action volontaire d'un « ami » qui cherche à faire partager ses choix<sup>217</sup>.

L'utilisation de ces outils numériques par les AAVV permet dès lors la diffusion d'informations, notamment par le biais du réseautage des utilisateurs, et évite l'invisibilité parfois opérée au sein des moteurs de recherche traditionnels. Dans le cas de la Barceloneta et du Cabanyal, ce manque de visibilité des sites et des blogs est notamment dû au fait qu'il s'agit de mouvements très locaux, qui ne figurent donc pas *a priori* en tête des recherches sur le web. Les militants des entités associatives de ces deux quartiers utilisent donc parallèlement tant les réseaux sociaux que leurs sites internet afin de toucher un maximum de personnes.

De ce fait, on peut considérer l'arrivée des nouvelles technologies, d'Internet et de l'ensemble des médias sociaux comme un bouleversement majeur, qui modifie en profondeur certains aspects de la mobilisation au sein des quartiers (communication, organisation, voire même certaines actions). Toutefois, il ne faut pas non plus tomber dans un « cyber-optimiste »<sup>218</sup>, qui consisterait à considérer la réussite de certaines mobilisations par le seul fait du numérique. Même si les outils numériques facilitent l'organisation de nombreuses actions, le développement des mouvements de contestation n'est pas le seul apanage des réseaux sociaux

---

<sup>217</sup> FARCHY, Joëlle ; MEADEL, Cécile, « Moteurs de recherche et référencement : chassez le naturel... », LIQUETE, Vincent ; KOVACS, Susan (coord.), *Hermès. La Revue – Classer, penser, contrôler*, n° 66, 2013, p. 152.

<sup>218</sup> Nous employons ici une expression utilisée par Bader Ben Mansour dans ses travaux.

numériques, la présence physique et l'investissement personnel des individus restent indispensables<sup>219</sup>. Dans les quartiers barcelonais et valenciens, les médias sociaux permettent, au cours des années 2000, une diffusion plus large et plus rapide des idées et des projets portés par les associations et facilitent la coordination des mobilisations. Néanmoins, c'est bien la présence physique des sympathisants dans les manifestations et leur participation aux actions, aux côtés des militants des collectifs, qui renforce la mobilisation. En d'autres termes, il est difficile d'envisager l'utilisation des réseaux numériques de communication comme les seuls vecteurs de réussite des mouvements sociaux. Cela étant, il n'est pas non plus pertinent d'ignorer complètement leur impact. Il semble que l'utilisation, par les émetteurs de l'information (dans ce cas précis, par les militants), des nouvelles technologies ait été indispensable au rayonnement des structures associatives ainsi qu'à la portée de leurs actions. Tout comme les bulletins d'information au cours des années 1970, les blogs et autres sites internet sont essentiels au renouvellement des militants et à la survie de ces structures associatives dans le temps, notamment au cours des années 2000.

## Conclusion de la partie 3

Si les mobilisations sociales organisées par les associations de quartiers évoluent des années 1960 au début des années 2000, on observe au cœur de ces mouvements des permanences et des ruptures. Les principaux acteurs de ces organisations locales à l'origine des contestations demeurent les habitants des quartiers. Toutefois à partir des années 1990, un changement majeur est à noter : de nombreux sympathisants se joignent à ces mobilisations, pour plusieurs raisons, notamment politiques. Ce phénomène, qui laisse place à la participation d'une grande diversité d'acteurs, parfois longtemps ignorés, fait surgir ce que Karine Bergès dénomme

---

<sup>219</sup> BEN MANSOUR, Bader, « Le rôle des TIC dans les mouvements contestataires tunisien et égyptien : une revue de la littérature », *op. cit.*

« l'imbrication des luttes »<sup>220</sup>. Il s'agit du rapprochement des acteurs de structures diverses et de la mutualisation de leurs actions, afin de mener leur lutte.

Les revendications portées par les mobilisations dans les quartiers, ou plutôt le moteur de leurs contestations, sont sensiblement les mêmes des années 1960 aux années 2000. Il s'agit pour les militants de remettre en cause un modèle urbain fondé sur une politique qui alimente la spéculation immobilière, modèle auquel une partie de la population s'oppose. Ces enjeux, notamment reformulés lors de la fragmentation du tissu associatif local (années 1990), sont révélateurs de l'inscription des revendications des riverains mobilisés, dans des modèles de contestation beaucoup plus vastes, qui explique l'implication massive de sympathisants extérieurs.

De ce fait, les associations et les divers collectifs adoptent des stratégies nouvelles au cours de ces décennies. Il ne s'agit pas pourtant de faire table rase du passé mais plutôt de tirer les conséquences des premiers mouvements, en témoigne l'usage de pratiques récurrentes (telles que la manifestation dans l'espace public, la collaboration avec des experts, etc.), que l'on retrouve dans l'ensemble des mobilisations, quel que soit le contexte dans lequel elles se déroulent. Les mouvements récents délaissent au passage les moyens d'action qui ont, par le passé, échoués. Parallèlement, ils adaptent des pratiques anciennes à des réalités nouvelles. La société évolue, la mobilisation des structures locales aussi.

Les AAVV et les *plataformas ciudadanas* se saisissent ainsi progressivement des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui marquent le début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'utilisation des NTIC, par ces structures associatives à géométrie variable, illustre la façon dont s'adaptent les individus mobilisés aux nouvelles formes de communication. Cette démarche est par ailleurs révélatrice de la volonté des militants de mobiliser un maximum de personnes afin de faire face aux difficultés structurelles inhérentes aux associations, à savoir le manque de militants. Au-delà, le renouvellement et l'adaptation constante des stratégies de lutte de ces entités souligne l'importance de conférer à leurs revendications et à leurs réflexions, alimentées par des situations très locales, une portée plus globale.

---

<sup>220</sup> BERGÈS, Karine, « ¡ La revolución será feminista o no será ! : recomposition des féminismes autonomes dans l'Espagne en crise des années 2000 », *op. cit.*, p. 17.

# Conclusión générale

Mi barrio tiene la característica de ser resultado de la historia – de haber sido un pueblo – con las connotaciones que supone en su espació [sic] territorial -pueblo marinero. Existe un poeta Valenciano Vicent Andrés Estelles que define la identidad de un pueblo [sic] en uno de sus poemas que para mí define esta identidad :

*« Assumiràs la veu d'un poble  
i serà la veu del teu poble,  
i seràs, per a sempre, poble,  
i patiràs, i esperaràs, [...]  
Allò que val és la consciència  
de no ser res si no s'és poble »*

Entretien avec Fèlix Estrela

L'objectif de notre étude était de comprendre la façon dont s'articulent, se renouvellent et évoluent les mobilisations sociales au sein des quartiers littoraux confrontés à d'importantes opérations de transformation urbaine. Interpellés par la multiplication des tensions et des manifestations qui ont cours, depuis les années 1990, dans certaines villes du pourtour méditerranéen considérées à fort potentiel touristique (Marseille, Istanbul, Cagliari...), nous avons voulu comprendre dans quelle mesure ce phénomène concernait l'Espagne et, si c'était le cas, comment réagissaient les populations confrontées à des projets urbains à dimension spéculative. Pour cela, nous nous sommes focalisés sur la côte méditerranéenne espagnole, frappée depuis la fin des années 1950 par des bouleversements urbains majeurs s'inscrivant dans une politique de développement du tourisme de masse. Deux villes ont attiré notre regard, Barcelone et Valence, où les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal étaient au cœur de conflits importants opposant les habitants aux autorités locales depuis les années 1960. Il nous est apparu essentiel de vérifier si ces tensions et leurs manifestations étaient le résultat de phénomènes similaires et révélateurs de problématiques plus vastes. Nous avons donc adopté une démarche comparative.

Au terme de cette étude, nous pouvons conclure de la pertinence de notre approche. Les récurrences, sur une période allant des années 1960 aux années 2000, sont nombreuses. Dans ces deux quartiers, les projets des autorités locales et nationales ont généré des oppositions importantes et la naissance de structures associatives locales caractérisées par une forte plasticité. Ces associations n'ont cessé d'évoluer en fonction du type de régime politique et de la situation socioéconomique, tout en renouvelant leurs modalités de mobilisation pour parvenir à leurs fins.

Plusieurs facteurs expliquent la transformation des structures mobilisées. Ces objets à géométrie variable mutent en fonction du rapport au pouvoir et des réponses qu'ils obtiennent quant à leurs revendications. Ils évoluent du même coup en fonction de la transformation de l'environnement urbain, qui constitue l'un des principaux motifs des mobilisations, et donc selon le rapport de la population à l'espace des villes. Ces structures associatives sont des objets protéiformes, représentatifs de la diversité des individus et des groupes qui les composent et les renouvellent au fil du temps. Le choix d'une chronologie se déployant sur quarante ans a été un élément essentiel pour parvenir à cette conclusion. De 1968 à 2008, on assiste ainsi au renouvellement de certaines stratégies de mobilisation et à l'émergence de structures novatrices, mais aussi à la permanence de pratiques anciennes. L'organisation et la constitution légale des *Asociaciones de Vecinos* dès la fin des années 1960 trouve par exemple son origine dans les défaillances que constatent les militants nouvellement impliqués dans les structures associatives préalablement créées, à savoir dans les *Asociaciones de Cabezas de Familia* (ACF). Ces dernières sont taxées d'une trop grande verticalité dans leur fonctionnement et dans leurs processus décisionnaires, notamment par les riverains qui se mobilisent à partir des années 1970. C'est précisément ce constat, auquel s'ajoute l'émergence progressive de divergences politiques internes, qui pousse les militants à inventer de nouvelles formes de mobilisation se traduisant par la constitution des *Asociaciones de Vecinos*. Les AAVV surgissent donc comme des réponses aux problèmes soulignés dans le fonctionnement des structures associatives préalablement créées. Toutefois ce que les membres de ces structures ont initialement reproché aux ACF leur est également reproché au milieu des années 1990, par les militants qui se joignent progressivement à la lutte. Ce constat conduit à la constitution d'un nouveau modèle associatif, la *plataforma ciudadana*, encouragé par ces riverains sceptiques quant à l'efficacité des *Asociaciones de Vecinos* traditionnelles.



Ces multiples renouvellements de la forme des structures mobilisées démontrent l'adaptabilité des structures contestataires mises en place et sont significatifs de la capacité des militants à remettre en question les modèles de lutte existants. Quant à la question de la médiatisation du message des associations, les stratégies de communication sont variées. Elles évoluent en fonction des revendications des militants, de la composition des mobilisations ainsi que de la forme de ces dernières. Les militants adaptent leurs pratiques aux évolutions sociétales et adoptent des outils qui correspondent à leurs besoins. On constate ainsi la récurrence de certaines pratiques et de certains modes de communication (affichage de banderoles, organisation de manifestations, expositions, distribution de bulletins d'information, etc.). Bien que le contexte et les raisons de la contestation diffèrent, on retrouve des stratégies de communication similaires tant chez les militants des AAVV traditionnelles que chez les membres des collectifs plus récents. Il apparaît ainsi que les structures récentes se nourrissent de l'expérience acquise par les premières associations, en adaptant des pratiques anciennes.

Pour les mettre en place, les acteurs de ces mouvements emploient néanmoins des méthodes et des outils différents de ceux des années 1970, adaptés aux mutations socio-économiques, politiques et numériques de l'époque. Le début du XXIe est en effet caractérisé par l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), de nouveaux outils qui modifient progressivement les méthodes de communication et les rapports entre les individus. Au début des années 2000, la place et l'utilisation des NTIC devient exponentielle au cœur des structures associatives. Parallèlement à la distribution de tracts ou à l'affichage de banderoles dans l'espace public, les appels à mobilisation se font par exemple par le biais des réseaux numériques. Ces démarches ne sont pas exclusivement réservées aux structures plus récentes, car en marge de la publication régulière de périodiques, entre 1995 et 2005 dans le quartier de la Barceloneta et entre 2005 et 2008 dans le quartier du Cabanyal, les AAVV s'approprient également les NTIC (création de sites internet ou de profils sur les réseaux sociaux). Les outils numériques s'inscrivent progressivement dans les stratégies des acteurs, notamment dans le domaine de la communication interne (convocation, rendez-vous, réunions, etc.) ainsi que dans le cadre de la visibilité même des diverses entités mobilisées. Pour faire connaître leur mouvement, leurs revendications et construire des réseaux de lutte plus vastes, les militants adaptent donc leurs pratiques au contexte dans lequel s'insère leur mobilisation.

Cette étude a également mis en évidence un autre facteur déterminant dans la transformation progressive des mobilisations. Au-delà du contexte, l'organisation et l'évolution des mouvements dépend aussi des acteurs qui les composent. Dès les années 1970, les AAVV mobilisent des militants qui portent des revendications qui ne se limitent pas au réaménagement de l'espace urbain. La présence de membres du parti communiste ou de *Bandera Roja* au sein des AAVV (années 1970) ainsi que de militants *okupas* dans les *plataformas* (dès les années 1990) démontre que ces structures locales sont de véritables lieux de repli pour les militants appartenant à l'opposition politique, ce qui a nécessairement un impact sur l'évolution de ces diverses structures. Tandis que dans les années 1970, les structures locales sont des points de rencontre pour les dissidents du régime dictatorial, elles réunissent à partir des années 1990 des militants squatteurs en rupture avec le modèle libéral que prônent tant les autorités nationales que locales. Dans les deux cas, les associations deviennent le réceptacle de groupes en désaccord avec des modèles qui façonnent la société espagnole ainsi que l'environnement urbain immédiat.

Outre ces groupes dissidents, les AAVV puis les *plataformas* sont symptomatiques d'une rupture plus vaste, celle qui se produit entre le pouvoir local et la population. L'existence et l'évolution de ces structures témoignent de cette césure entre les diverses populations et les autorités locales, responsables des multiples conséquences qu'ont les transformations (ou l'absence de transformations) de leur lieu de vie. Ces structures traduisent un besoin de se rassembler, de faire bloc face au pouvoir qui, bien souvent, n'est pas ou peu réceptif à l'individualité. Dès lors, les associations doivent être considérées comme des intermédiaires entre les riverains et les autorités locales. Mais au-delà, elles constituent, dans la mesure où elles regroupent des personnes mues et unies par leur rejet des projets urbains des municipalités, un corps en dissidence qui s'adapte sans cesse aux diverses mutations (sociales, économiques, politiques ou encore numériques) qui se produisent entre 1968 et 2008.

Initialement, les mouvements de contestation encouragés par les *Asociaciones de Vecinos* ont essentiellement pour objectif de s'opposer aux multiples planifications urbaines dans les quartiers ou de réclamer des aménagements susceptibles d'améliorer les conditions de vie des riverains. Dans les années 1960, par exemple, les militants de l'association de riverains de la Barceloneta se mobilisent contre le *Plan de la Ribera* tandis qu'au cours des années 1970, dans le quartier du Cabanyal, les membres de ce même type d'entités se rassemblent afin d'obtenir la construction de nouvelles infrastructures. Toutefois, restreindre la mobilisation des AAVV à

leurs seules activités militantes serait réducteur. Dès leur création, et parallèlement aux diverses actions qu'elles mènent, ces associations tentent de créer du lien entre les habitants des quartiers en mettant en place de multiples activités telles que des animations culturelles (ateliers, expositions, etc.). Elles deviennent ainsi des acteurs importants qui, dans une certaine mesure, redessinent la vie des quartiers et s'insèrent dans les maillages qui structurent l'environnement immédiat. Cette activité multiple et diversifiée, en contrepartie, donne plus de consistance aux associations, accroît leur « espérance de vie » et explique leur longévité. En d'autres termes, bien que ces structures associatives soient essentiellement connues pour les combats qu'elles mènent, elles n'ont eu de cesse de poursuivre leurs tâches et de les diversifier, afin de dynamiser la vie du quartier.

À l'inverse, l'ADN des *plataformas ciudadanas* les inscrit exclusivement dans une démarche de lutte centrée sur l'opposition à des projets précis. L'ensemble des activités et actions qu'elles mènent sont guidées par un seul objectif, qui est d'ailleurs à l'origine de leur création, à savoir l'annulation d'un projet urbain controversé. Tel est le cas de la *plataforma Salvem el Cabanyal* qui s'organise par exemple en 1998 contre le projet de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez* ou encore celui de la *Plataforma de Afectados en Defensa de la Barceloneta* qui voit le jour en 2007 pour lutter contre le *Plan de Ascensores*. Pour les membres de ces structures, il n'est pas question de mettre en place un organisme qui perdure dans le temps, mais plutôt d'organiser un collectif pouvant réunir temporairement un maximum de personnes afin d'élaborer des stratégies « coup de poing » pour atteindre les objectifs définis en amont le plus rapidement possible. Une fois l'objectif atteint, les militants mobilisés au sein des dites *plataformas* dissolvent ces structures. Elles sont donc des objets éphémères. La nature de ces deux types d'entités est donc totalement différente. Alors que les AAVV s'inscrivent dans la durée, les *plataformas*, quant à elles, se définissent par le court terme (plus ou moins long, selon la réussite de la lutte engagée), la nature et le mode de mobilisation retenus par les militants étant des facteurs déterminants en termes de longévité.

Paradoxalement, les *plataformas ciudadanas* connaissent à partir des années 2000 un succès notable et remportent l'adhésion d'une part de plus en plus importante de la population. L'adhésion aux AAVV, en revanche, s'étiole et devient moins massive qu'au cours des décennies précédentes. Les mobilisations « ponctuelles » des collectifs récents gagnent du terrain et mobilisent davantage que ne le font les activités hebdomadaires organisées par les AAVV. Le

manque d'innovation dans les pratiques, dans leur mode de communication voire dans la nature même de leurs revendications semble être à l'origine d'une réduction et d'un manque de renouvellement de leurs effectifs. Ce constat démontre que le modèle de lutte proposé par les AAVV traditionnelles ne répond vraisemblablement plus, à partir des années 2000, aux objectifs et aux attentes d'une partie des militants, qui vont progressivement adhérer à des entités (les *plataformas*) qui semblent *a priori* plus efficaces. Au-delà, ces dernières répondent beaucoup plus à ce désir d'immédiateté et de rapidité qu'imposent, dans les représentations collectives, les nouvelles technologies.

L'étude de la période 1968-2008 est donc extrêmement intéressante et fondamentale à la compréhension de bons nombres de phénomènes actuels. Cette période constitue un terrain fertile pour les mobilisations qui se produisent après 2008 et produit une mémoire des luttes essentielle à l'émergence d'entités et de mouvements plus récents. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, expliquer les phénomènes actuels ou ceux qui se produisent à partir de 2011 en partant de la crise de 2008 serait réducteur et peu pertinent. Pour comprendre les mobilisations actuelles, il est important de revenir aux sources, de leur redonner une historicité qui leur fait défaut et une articulation avec le passé que nous avons tendance à réduire à des phénomènes érigés en référence absolue, dans notre cas la crise de 2008. C'est afin de rompre avec cette vision simpliste et de redonner un ancrage historique au présent que nous nous sommes centrés sur l'étude de cette période (1968-2008) particulièrement riche.

Lorsque le 15 mai 2011, des milliers de personnes se réunissent à la *Puerta del Sol* de Madrid à la suite de l'appel de la *plataforma ciudadana Democracia Real Ya!*, la *plataforma* de la Barceloneta (PADB) et celle du Cabanyal (*Salvem*) ont été, dans les semaines et les mois qui ont suivi ce fameux 15-M, les catalyseurs des assemblées d'Indignés qui émergent dans ces deux villes. Les collectifs locaux antérieurs au 15M ont été des points de rencontre fondamentaux pour les Indignés et inversement, les mouvements plus récents ont contribué à une évolution des stratégies et notamment des éléments tel que la communication. Les outils numériques ne sont plus, par exemple, utilisés comme de simples médiateurs mais comme des moyens d'action à part entière, ce qui se traduit par l'émergence de nombreuses actions alternatives sur la Toile. Pour lutter contre les expulsions et les phénomènes de gentrification qui poussent les classes populaires dans les périphéries éloignées des villes, les membres de la *Òstia*, en collaboration avec les militants de la PAH et quelques *Indignados*, ont mis en place

des actions numériques parmi lesquelles des flashmobs ou encore des courts-métrages réalisés dans le quartier de la Barceloneta. De la même manière, à partir de 2011, dans le quartier du Cabanyal, émerge l'initiative *Viu al Cabanyal*<sup>1</sup>. S'imprégnant des nouvelles formes de contestation proposées lors du 15-M, cette entité, qui se déclare apolitique et qui demeure dans un cadre informel, propose de nouveaux outils de mobilisation. *Viu al Cabanyal* élabore par exemple une plateforme numérique dans laquelle il est possible pour les propriétaires du quartier de proposer leur maison ou appartement à la location (situés dans le secteur menacé par le PEPRI) à des étudiants, notamment en Erasmus, c'est-à-dire à des individus souhaitant s'implanter dans le quartier temporairement. L'objectif de cette initiative est de redynamiser la vie du quartier, essentiellement dans les rues concernées par le plan de réaménagement urbain, où la plupart des maisons sont vides. D'autres initiatives voient également le jour à l'instar de *Cabanyal Archivo Vivo* ou *Craft Cabanyal*. Dans le premier cas, il s'agit d'un site internet qui a pour but de promouvoir les témoignages et anecdotes des habitants du quartier, par le biais de vidéos. À l'instar d'une banque de données mémorielle, ce site souhaite rappeler l'histoire des habitants du quartier afin de renforcer la cohésion sociale entre les riverains, dans un contexte de conflit urbain qui tend à diviser progressivement les habitants. Le second projet, *Craft Cabanyal*, s'inscrit dans une dynamique de réappropriation de l'espace urbain en transformation, au moyen de diverses ressources. Parmi les différents outils proposés en libre accès, on peut trouver une maquette du quartier (les différentes bâtisses notamment) qu'il est possible de télécharger et de découper afin de construire sa propre version de cet espace urbain. Dans le même ordre d'idée, une application mobile est créée afin de proposer un parcours sonore du Cabanyal, permettant de visiter le quartier d'une autre manière, au-delà des travaux en cours. Dans leur volonté de maintenir les habitants dans leur logement ou encore de renforcer la démocratie participative locale, les acteurs de ces diverses initiatives essentiellement issus des assemblées d'Indignés du 15-M partagent de nombreuses affinités avec le collectif *Salvem*

---

<sup>1</sup> À la suite de l'appel du collectif *Democràcia Real Ya !*, un *Moviment 15M dels Pobles de la Mar* est lancé dans le quartier. Il laisse rapidement place à une nouvelle initiative, *Viu al Cabanyal*, qui voit le jour dans le quartier en 2011. Elle se structure autour d'une organisation horizontale. En outre, elle souhaite s'affranchir de tout cadre légal, raison pour laquelle elle n'opte pas pour une forme juridique officielle. Pour plus d'informations, voir SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « *El oficio de la resistencia. Salvem y Viu al Cabanyal como forma de contención del urbanismo neoliberal* », *op. cit.*, p. 311.

*el Cabanyal*, raison pour laquelle ils s'impliquent rapidement dans l'élaboration de nouveaux outils pour défendre le quartier (les logements, les habitants, les bâtisses, etc.) contre le projet de prolongement de l'avenue *Blasco Ibáñez*.

L'implantation de collectifs issus des mobilisations d'Indignés dans les quartiers de la Barceloneta et du Cabanyal est révélatrice du rôle essentiel joué par les *plataformas* préalablement créées (PADB et *Salvem*), dont la présence est elle-même fondamentale au développement des collectifs d'Indignés. Les contestations sociales présentes dans les quartiers de la Barceloneta depuis 2005 et du Cabanyal, depuis 1998, se font donc l'écho d'enjeux plus vastes et acquièrent une dimension politique beaucoup plus marquée à partir de 2011. Pour Stéphane Pelletier, les Indignés sont :

Ces milliers d'Espagnols [qui] expriment pendant les semaines que dure ce mouvement leur ras-le-bol, leur écoeurément face à une société en déroute avec ses 5 millions de chômeurs dont un taux colossal chez les jeunes (plus de 50% chez les 16-25 ans). Ces « indignés » sont des réformistes, pas des utopistes, qui demandent le contrôle des mouvements financiers et des banques renflouées par l'État, le droit au logement, un renforcement des libertés citoyennes et de la démocratie participative<sup>2</sup>.

Les *plataformas ciudadanas* de la Barceloneta et du Cabanyal partagent de fait plusieurs des valeurs défendues par le 15-M. Ces collectifs de riverains récemment créés s'inscrivent ainsi dans une démarche d'opposition politique, qui va prendre toute sa dimension avec la crise économique. Bien que ces structures se définissent, dès leur création, comme étant apolitiques, elles deviennent des organisations politiques locales de remise en cause des pratiques urbanistiques et politiques menées à l'échelle des villes mais également du pays. De ce fait, tout comme le faisait les AAVV des années 1970 avec les militants antifranquistes, les *plataformas ciudadanas* rassemblent les habitants en désaccord avec les pratiques de la classe dirigeante et du système politique du début du XXI<sup>e</sup> siècle. On comprend dès lors pourquoi, à partir de l'année 2011, *Salvem el Cabanyal* et la PADB soutiennent, à échelle locale, les *Indignados* du 15-M.

De la même façon, alors qu'à partir de 1983, quelques-uns des militants des AAVV « traditionnelles » obtiennent des sièges au sein des administrations locales nouvellement dirigées

---

<sup>2</sup> PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, op. cit., p. 167.

par le PSOE, en 2015, une partie des militants de la *plataforma de la Barceloneta* (PADB) deviennent des élus de la mairie de Barcelone. Aussi, si l'on considère, comme ce fut le cas pour les élections municipales de 1983, les élections municipales de 2015 comme un bouleversement de l'échiquier politique en place, avec l'apparition de Podemos, directement issu du mouvement des Indignés, et l'élection de l'une de ses membres (à savoir Ada Colau, ancienne membre du mouvement *okupas Miles de Viviendas*, de la PADB puis de la PAH) à la tête de la mairie de Barcelone, les mobilisations de riverains à l'échelle locale, et notamment dans leur phase de renouvellement et d'expansion, seraient donc des symptômes précurseurs des « transitions », ou plus simplement, des changements politiques à venir.

Les inflexions récentes au cœur des mobilisations des AAVV et des *plataformas* sont donc symptomatiques des mutations socio-économiques et politiques que traverse la société espagnole. La précarité économique ou professionnelle dans laquelle se retrouve une grande partie de la population, notamment à partir de la crise de 2008, transforme en profondeur certains modes de vie, des changements que l'on retrouve au cœur des mobilisations. La crise immobilière de 2008 provoque par exemple un essor fulgurant du nombre d'expulsions, en lien avec les difficultés économiques de nombreux foyers qui ne parviennent plus à rembourser leur prêt immobilier. Face à cette situation d'urgence, des militants constituent la PAH (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*) en 2009 à Barcelone, pour lutter contre les processus d'exécution du droit hypothécaire qui touche les familles en grande détresse financière. Ainsi, parallèlement à l'émergence de nouvelles pratiques au sein des structures déjà existantes, ces changements structurels de la société sont à l'origine de nouvelles formes de mobilisation.

Avec le développement du chômage de masse, les individus n'ont d'autres choix que de devenir plus mobiles, ce qui conduit notamment à une baisse considérable des transactions immobilières qui fait, entre autres, chuter le taux d'accès à la propriété pour une grande partie de la population<sup>3</sup>. Bien que l'Espagne reste majoritairement un pays de propriétaires, cette tendance tend à diminuer, dans les années 2010, au profit des locations. Cette évolution des modes de vie et des conditions de travail, qui bouleverse les formes d'accès aux logements, transforme par la même occasion le rapport des habitants à leur lieu de vie ainsi que la façon

---

<sup>3</sup> ALVES, Pana ; URTASUN, Alberto, « Evolución reciente del mercado de la vivienda en España », BANCO DE ESPAÑA, *Boletín económico n° 2*, Madrid, Publicaciones del Banco de España, 2019, p. 3.

dont ils se mobilisent. Ce constat ne veut pas dire qu'à terme les individus ne s'engagent plus mais qu'ils se mobilisent différemment.

Depuis leur création, les AAVV réunissent principalement des habitants « *de toda la vida* », c'est-à-dire des riverains qui vivent dans le quartier depuis de très nombreuses années et qui sont, en règle générale, propriétaires de leur logement. Ceci étant, les propriétaires et les locataires ne sont pas nécessairement confrontés aux mêmes problèmes, raison pour laquelle, parallèlement aux AAVV existantes, on constate l'émergence de nouvelles structures qui se consacrent entièrement aux difficultés que rencontrent les locataires. C'est ainsi qu'en 2017 un groupe d'habitantes créé, dans la capitale, le « *Sindicato de Inquilinas e Inquilinos de Madrid* » afin de s'organiser, entre autres, contre la hausse spectaculaire des loyers dans cette ville. Adoptant la forme traditionnelle du syndicat, que l'on retrouve dans d'autres pays européens (comme en Allemagne ou en Italie), la création de ce nouveau type de structure ne se limite pas à la ville Madrid mais se répand progressivement dans plusieurs villes du pays (Malaga, Grenade et Barcelone). L'équivalent catalan porte par exemple le nom de *Sindicat de Llogateres*.

L'apparition de ces structures ne signifie ni la disparition des autres associations ni une sorte d'atomisation des revendications, mais traduit plutôt la spécialisation de certaines luttes pouvant conduire, à terme, à un nouveau morcellement du tissu associatif. L'émergence de ces nouveaux organismes (*plataformas, sindicatos*) est symptomatique du renouvellement nécessaire des formes de mobilisation pour répondre aux nouveaux besoins qu'alimentent directement ou indirectement les mutations structurelles que traverse la société espagnole. Les *Asociaciones de Vecinos* sont toujours au fait des revendications émises par les collectifs récents, à savoir par les *plataformas* ou les *sindicatos* en lutte dans les quartiers, mais les rôles sont désormais répartis différemment. La dimension politique des revendications est par exemple majoritairement assumée par les nouvelles structures qui marchent sur les traces des AAVV, tandis que les membres des AAVV tendent à maintenir le dialogue entre les habitants et les autorités locales. Ces structures traditionnelles sont un soutien essentiel aux mouvements actuels, mais elles ne semblent plus à l'origine de mobilisations massives.

Depuis leur création, les *Asociaciones de Vecinos* ont joué un rôle majeur dans le développement des quartiers périphériques espagnols. Les cinquante années de lutte de ces



structures avant-coureuses ont de surcroît ouvert la voie à des initiatives sans précédent dans les *suburbios* espagnols. Après avoir éveillé la conscience des habitants et transmis un héritage de militantisme considérable et essentiel au développement des multiples collectifs existants, les *Asociaciones de Vecinos* semblent finalement entrer dans une phase de reconfiguration qui correspond davantage à la valorisation de la cohésion sociale et du vivre-ensemble dans les quartiers qu'à l'organisation de mouvements contestataires. Elles constituent désormais des acteurs indispensables de la vie culturelle dans les quartiers périphériques espagnols. En ce sens, elles structurent les *barríos* et alimentent les identités liées à ces quartiers. Ces éléments sont fondamentaux aux mobilisations qu'organisent certes les *plataformas* en Espagne, mais aussi les multiples associations de quartier que l'on retrouve dans certaines villes du pourtour méditerranéen, où la spéculation foncière et la gentrification menacent les populations locales.



# Annexes



## A. Quelques lois et réformes en matière d'urbanisme

Textes juridiques	Effets
<p>Loi d'urbanisme de 1956</p> <p><i>(Ley sobre Régimen del Suelo y Ordenación Urbana, 1956)</i></p>	<p>Cette loi apparaît comme le point de départ législatif des grands chantiers de construction donnant lieu aux extensions urbaines. Dans le contexte de l'après-guerre caractérisé par un manque accru de logement, ce texte permet notamment l'approbation des PGOU et des <i>planes parciales</i>. En d'autres termes, ce texte a donné lieu à des planifications sectorielles et à l'édification de quartiers entiers<sup>1</sup>.</p>
<p>Loi 197/1963, sur les centres et secteurs d'intérêt touristique national</p> <p><i>(Ley 197/1963, de 28 de diciembre, sobre « Centros y Zonas de Interés Turístico Nacional » )</i></p>	<p>Ce texte souligne la politique relativement agressive de l'Etat vis-à-vis du tourisme. Cette législation a notamment permis la distribution d'importantes aides économiques aux municipalités développant des infrastructures et des constructions à destination du tourisme<sup>2</sup>.</p>
<p>Loi 19/1975, de réforme de la loi d'urbanisme</p> <p><i>(Ley 19/1975, de 2 de mayo, de reforma de la Ley sobre Régimen del Suelo y Ordenación Urbana.)</i></p>	<p>Réforme profonde mais partielle de la loi de 1956 qui tente de résorber les déficits d'équipements collectifs. Pour ce faire, cette première réforme de la loi du sol redéfinit les différentes classifications du sol ainsi que le droit à la propriété, précédemment déterminés par la loi de 1956, et précise les diverses normes d'urbanisation des sols.</p>

<sup>1</sup> NAVAS CARRILLO, Daniel, « La ley sobre régimen del suelo y ordenación urbana de 1956. Un cambio de rumbo en la planificación del crecimiento urbano », *Los nuevos crecimientos urbanos. Teoría y práctica de la Ordenación Urbanística en Andalucía*, Sevilla, DUOT, 2017.

<sup>2</sup> SANCHEZ, Esther, « Le tourisme des années 1960 à destination de l'Espagne : le cas des Français », POUSSOU, Jean-Pierre (dir.), *Histoire, économie & société-Le Sud-Ouest*, n° 3, 2002.

<p>Décret-loi royal 16/1981, de l'adaptation des PGOU <i>(Real Decreto-ley 16/1981 « De Adaptación de Planes Generales de Ordenación Urbana »)</i></p>	<p>L'application de la loi de 1975 implique l'adaptation des outils urbanistiques, notamment des anciens <i>Planes Generales</i>, dans un contexte de transformations politiques importantes, raison pour laquelle ce nouveau texte est publié afin de définir précisément les compétences des municipalités dans le domaine de l'urbanisme<sup>3</sup>.</p>
<p>Loi 8/1990 du 25 juillet sur la « réforme du cadre urbanistique et des valorisations du sol » <i>(Ley 8/1990, de 25 de julio, sobre Reforma del Régimen Urbanístico y Valoraciones del Suelo)</i></p>	<p>Cette réglementation constitue une première réponse à l'important essor du secteur immobilier. Elle « met l'accent sur le contrôle de la spéculation, par une réglementation plus complexe de la gestion urbanistique et la consolidation des réserves foncières publiques, ainsi que d'autres outils devant permettre d'intervenir sur le marché immobilier »<sup>4</sup>. Ce texte tente de renforcer le rôle de l'État central dans les démarches d'aménagement et de réaménagement urbain, en précisant, entre autres, le droit à la propriété<sup>5</sup>. Son approbation définitive se produit le 26 juin 1992 (<i>Real Decreto 1/1992, del 26 de junio</i>).</p> <p>Suite à divers recours de communautés autonomes qui dénoncent le manque de compétences accordées par cette loi aux pouvoirs locaux et régionaux, ce texte est finalement abrogé en 1997, par le Tribunal Constitutionnel<sup>6</sup>. Cette décision est motivée par un excès d'interventionnisme de l'État.</p>
<p>Loi 7/1997, du 14 avril, de mesures libéralisatrices en matière d'urbanisme et de Collèges professionnels</p>	<p>Cette loi fait suite à un premier Décret-loi (<i>Real Decreto-Ley 5/1996</i>) et vise à modifier les réglementations de 1990 et 1992, notamment en ce qui concerne la classification des sols. L'un des apports de cette réglementation tient au fait qu'elle accroît la quantité de sols dit « urbanisables ». En d'autres termes, elle tend à éliminer la différence entre le sol jusqu'alors considéré comme « programmé » (dont la planification est prévue et incluse dans les</p>

<sup>3</sup> FERNANDEZ RODRÍGUEZ, Tomas Ramón, « Comentario breve del real decreto-ley 16/1981 de 16 de octubre, de adaptación de planes generales de ordenación urbana », *Derecho administrativo*, Madrid, UNED, 1980.

<sup>4</sup> CASTRILLO ROMÓN, María, « La réhabilitation urbaine : une politique impossible ? », *op. cit.*, p. 119.

<sup>5</sup> GÓMEZ ROSSI, María Jesús, *Actuaciones en suelo no urbanizable*, thèse de doctorat, sous la direction de Roberto Galán Vioque, Séville, Universidad de Sevilla, 2016, p. 42.

<sup>6</sup> DALIGAUX, Jacques, « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », *op. cit.*, p. 56.

<p>(<i>Ley 7/1997, de 14 de abril, de medidas liberalizadoras en materia de suelo y de Colegios profesionales</i>)</p>	<p>PGOU) et le « non programmé », en les réunissant dans une seule et même catégorie de sols susceptibles d'être urbanisés, afin que l'ensemble de ces terrains devienne constructible<sup>7</sup>.</p>
<p>Loi 6/1998, du 13 avril, sur le régime et la valeur du sol</p> <p>(<i>Ley 6/1998, de 13 de abril, sobre régimen del suelo y valoraciones</i>)</p>	<p>Elle redéfinit le droit d'utilisation du sol. Cette dernière réglementation s'inscrit directement dans la lignée des précédentes dans la mesure où elle ne revient pas sur la définition des terrains constructibles et propose de surcroît une nouvelle classification afin d'en augmenter la quantité. Dès les premières lignes du texte, cette volonté est d'ailleurs spécifiée :</p> <p style="padding-left: 40px;">La présente loi prétend faciliter l'augmentation de l'offre de terrains, en permettant aux terrains, qui ne sont jusqu'alors pas incorporés aux processus urbains, d'être considérés comme étant susceptibles d'être urbanisés, s'ils ne font pas l'objet de mesures de préservation<sup>8</sup>.</p> <p>Cette nouvelle mesure va donc avoir un impact indéniable dans le domaine de la construction ainsi que dans celui de l'immobilier, puisqu'elle va, en partie, accentuer la massification de l'urbanisation.</p>
<p>Décret-loi royal 4/2000, de mesures d'urgence concernant la libéralisation du marché foncier et des transports</p> <p>(<i>Real Decreto-Ley 4/2000, del 23 de junio, de medidas urgentes de liberalización en el sector inmobiliario y transportes</i>)</p>	<p>Modification de la gestion juridique du sol non constructible. Il supprime de l'article 9 de la loi 6/1998 les divers éléments jusqu'alors caractéristiques des sols non constructibles, à savoir par exemple leur valeur historique, archéologique ou encore agricole. L'effet majeur de ce décret tient au fait qu'il restreint l'interdiction de construire aux seuls sols soumis à des régimes spéciaux de protection et de transformation. En d'autres termes, il diminue les possibilités de classement du sol comme non urbanisable. Parallèlement, ce décret rend les normes d'intervention dans les zones constructibles plus flexibles. Dès lors, le secteur privé peut formuler des propositions de planification pour les espaces encore non programmés par les autorités compétentes<sup>9</sup>. Il renforce donc le droit des propriétaires des</p>

<sup>7</sup> LÓPEZ FERNÁNDEZ, Luis Miguel, « La nueva Ley del Suelo », *op. cit.*, p. 186.

<sup>8</sup> « *La presente Ley pretende facilitar el aumento de la oferta de suelo, haciendo posible que todo el suelo que todavía no ha sido incorporado al proceso urbano, en el que no concurren razones para su preservación, pueda considerarse como susceptible de ser urbanizado* » in BOE, *Ley 6/1998, de 13 de abril, sobre régimen del suelo y valoraciones*.

<sup>9</sup> GÓMEZ ROSSI, María Jesús, *Actuaciones en suelo no urbanizable*, *op. cit.*, p.57.

	terrains constructibles, en leur offrant la possibilité de l'initiative de la transformation. Les communes ayant un droit de regard sur ces initiatives peuvent décider de les rejeter. Par ce décret, les autorités cherchent à augmenter considérablement la quantité de terrains constructibles, afin de faire baisser le prix du sol et donc de celui des logements.
Loi 10/2003, du 20 mai, de mesures urgentes de libéralisation dans le secteur de l'immobilier et des transports <i>(Ley 10/2003, de 20 de mayo, de medidas urgentes de liberalización en el sector inmobiliario y transportes)</i>	Modification de l'article 9.2 de la loi 6/1998. Ce texte renforce, entre autres, le rôle des municipalités qui vont disposer du droit de définir et de classer le sol non constructible, s'il est considéré comme étant inapproprié au développement urbain. En outre, dans cette loi, la transformation des terrains classés comme urbanisables peut désormais revenir à leurs propriétaires. Une close est néanmoins ajoutée : « Il est possible, de la sorte, pour les communautés autonomes d'imposer des conditions plus ou moins lourdes à l'admission de ces initiatives, dont l'adoption ne relève pas de la seule faculté des propriétaires, car elle peut être décidée par l'administration compétente (régionale ou communale) dans le cadre des plans d'aménagement. » <sup>10</sup>
Loi 8/2007, du 28 mai, d'urbanisme <i>(Ley 8/2007, de suelo)</i>	Abrogation de la loi 6/1998 et introduction de trois faits majeurs : - Simplification de la terminologie juridique de la réglementation nationale, dans la mesure où les compétences dans ce domaine reviennent désormais majoritairement aux Communautés autonomes. - Définition du rôle de l'État en matière d'utilisation du sol, conforme aux compétences attribuées dans le cadre de la décentralisation du système. - Réduction de la classification du sol à deux catégories basées sur le sol « rural » et le sol « urbanisé ». La mesure fondamentale introduite par ce texte, et contraire à la loi 6/1998, tient au fait que l'aménagement et l'occupation du sol sont désormais fondés sur les principes du développement durable du territoire urbain. Ce changement de paradigme va également se confirmer dans les lois régionales. Ce nouveau principe oriente donc la politique

---

<sup>10</sup> MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 2002 et 2003 », *op. cit.*, p.822.



	urbanistique vers la volonté d'aménager les zones déjà urbanisées et de limiter l'urbanisation des zones qui ne le sont pas encore. <sup>11</sup>
Décret législatif royal 2/2008, du 20 juin.  ( <i>Real Decreto legislativo 2/2008</i> )	Approbation du texte refondu de la loi d'urbanisme sans apporter d'innovations majeures.

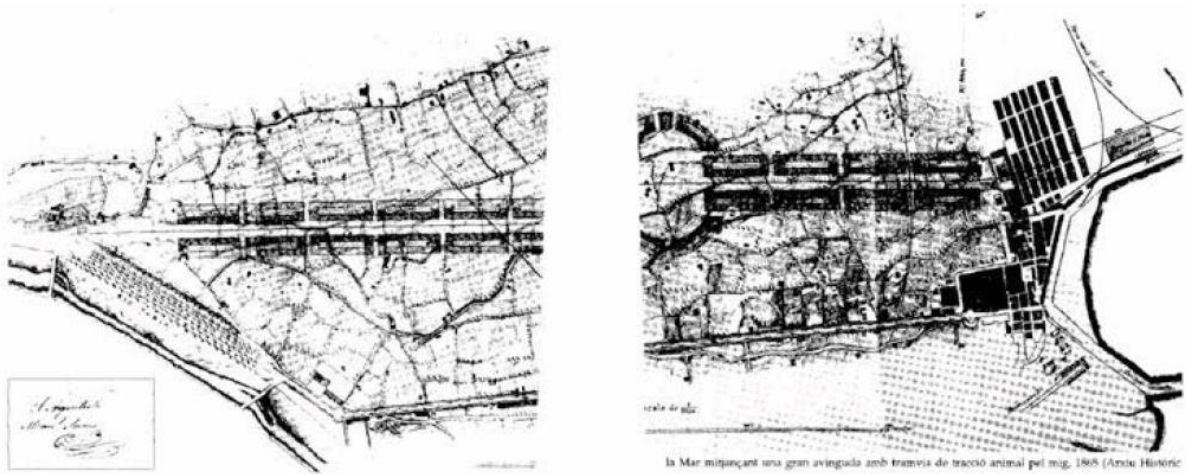
---

<sup>11</sup> MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 2007 et 2008 », *Dauh*, Paris, Le Moniteur Editions, 2009, p. 856.



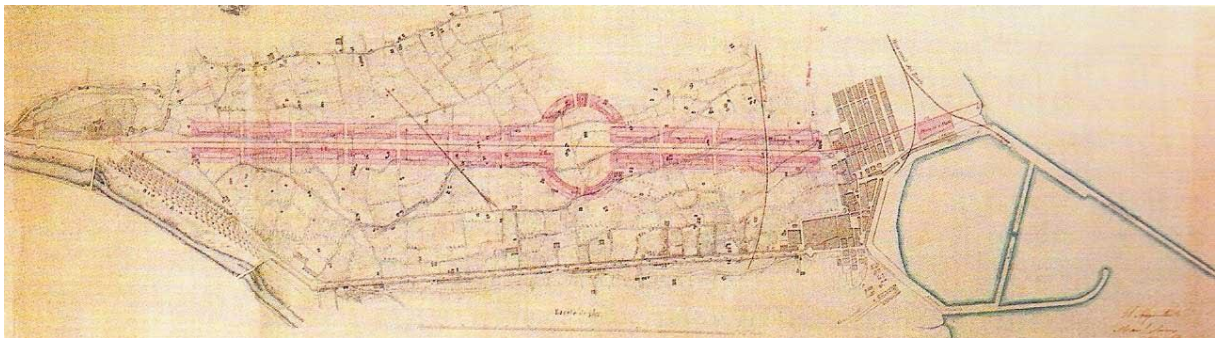
## B. Illustrations

### 1. Projet proposé par Manuel Sorní (Valence, 1865)



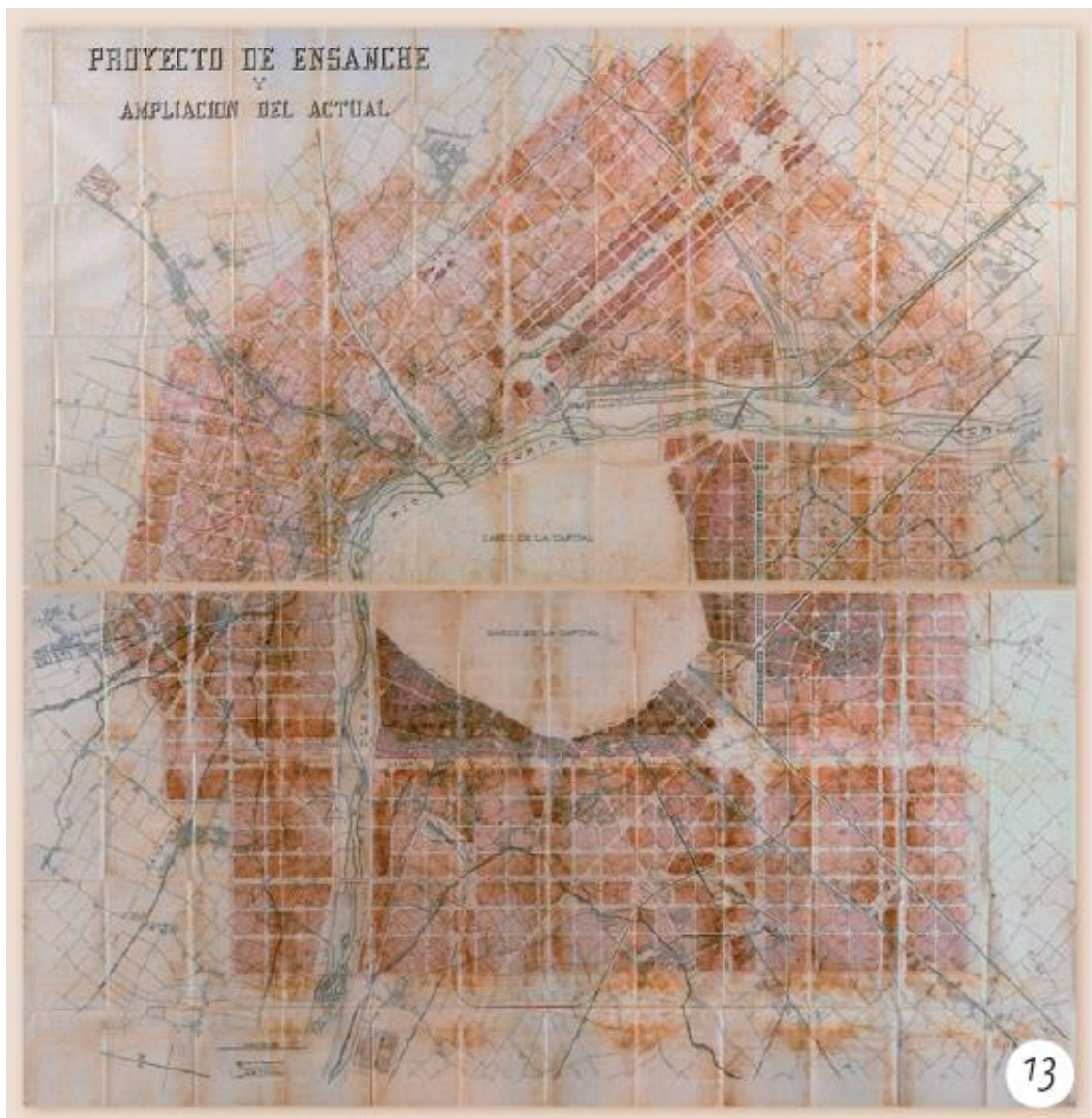
Annexe 1: HERVÁS MÁS, Jorge, « El barrio del Cabanyal-Canyamelar de Valencia : historia y futuro », op. cit..

### Plan réédité



Annexe 2: Source : <https://sites.google.com/site/valenciaalmar/origen>

## 2. Plan de Valence datant de 1906, par F. Mora. Projet non approuvé.



Annexe 3: LLOPIS ALONSO, Armando ; PERDIGÓN FERNÁNDEZ, Luís Alberto, Cartografía histórica de la ciudad de Valencia (1608-1944), Valencia, Editorial Universitat Politècnica de València , 2016..



### 3. Plan général de Valence de 1899 et détails du plan, par José Manuel Cortina



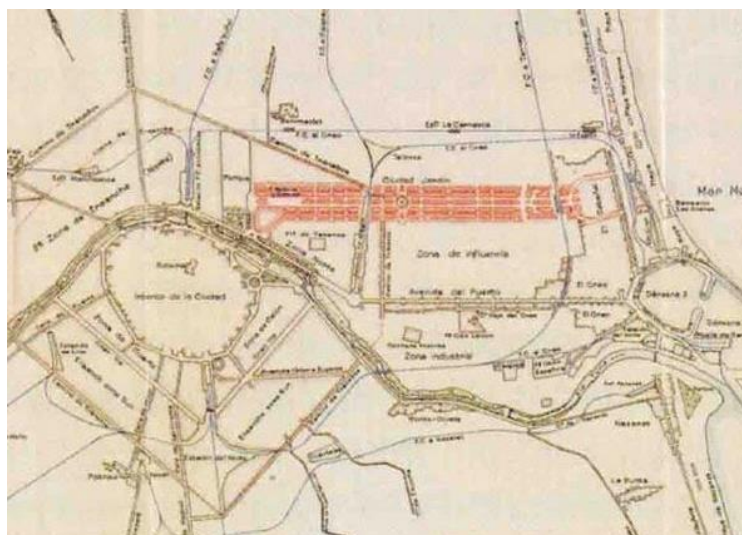
Annexe 4: LLOPIS ALONSO, Armando ; PERDIGÓN FERNÁNDEZ, Luís Alberto, Cartografía histórica de la ciudad de Valencia (1608-1944), op. cit.



#### 4. Projet proposé par José Pedrós en 1931, « Paseo de Valencia al mar »

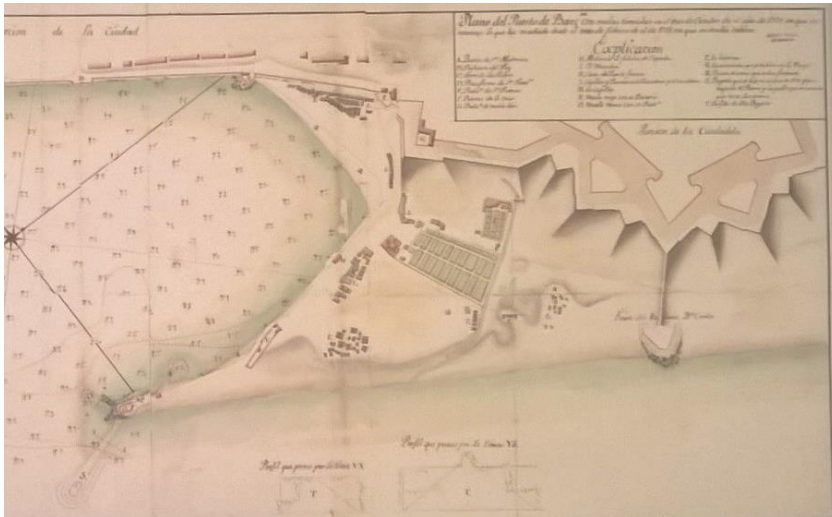


Annexe 5: SÁNCHEZ MUÑOZ, David, « Los edificios universitarios de Fernando Moreno Barberá en el campus de Blasco Ibáñez de Valencia : nuevas aportaciones a su cronología y construcción », Boletín de Arte-UMA, n° 39, , 2018, pp. 217-232.



Annexe 6: HERVÁS MÁS, Jorge, « El barrio del Cabanyal-Canyamelar de Valencia : historia y futuro », op. cit.

## 5. Extraits de plans de la Barceloneta en 1727, 1768 et 1801



Auteur :  
Pròsper Werboom



Auteur :  
Pedro Martín Cermeño

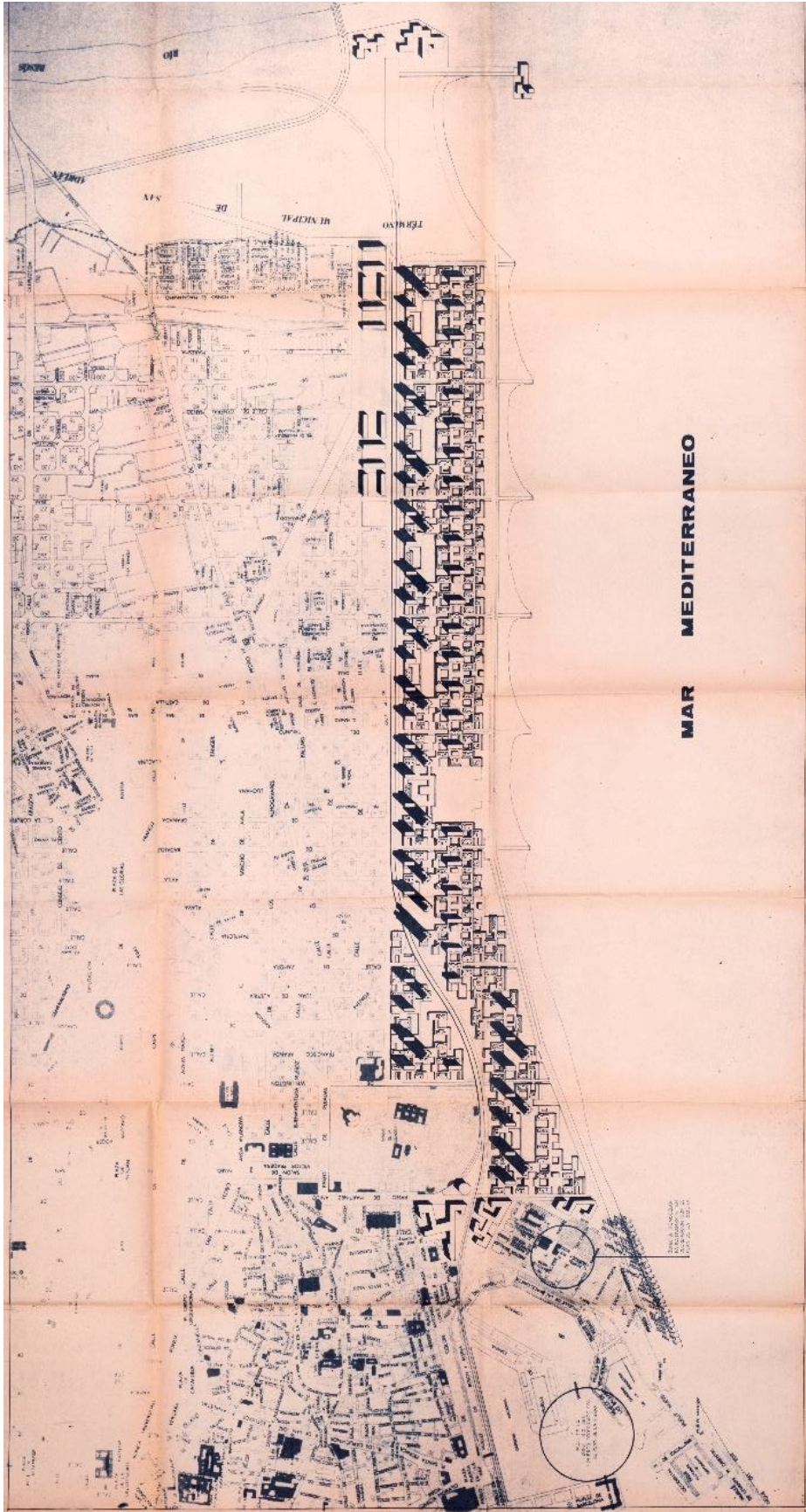


Auteur :  
Anonyme

Annexe 7: Source : Exposition à la Casa de la Barceloneta 1761 - Ministerio de Cultura, Archivo General de Simancas.



6. Extrait du plan de la Ribera, par Antonio Bonnet (Barcelone, 1966)



Annexe 8: Source : Arxiu Municipal Contemporani de Barcelona : AMCB: 18354/1966,  
Pla parcial del barri Ribera – Planols número 1-10.



## 7. Plan de la Ribera (Barcelone, 1971)



Annexe 9 : SOLA-MORALES, Manuel ; BUSQUETS, Joan. ; DOMINGO, Miguel et al.,  
Barcelona, Remodelación Capitalista o Desarrollo Urbano en el Sector de la Ribera-Oriental -  
Materiales de la Ciudad, n° 1, Barcelona, Editorial Gustavo Gili, 1974.

## 8. Extrait du PGOU de Valence (1966)



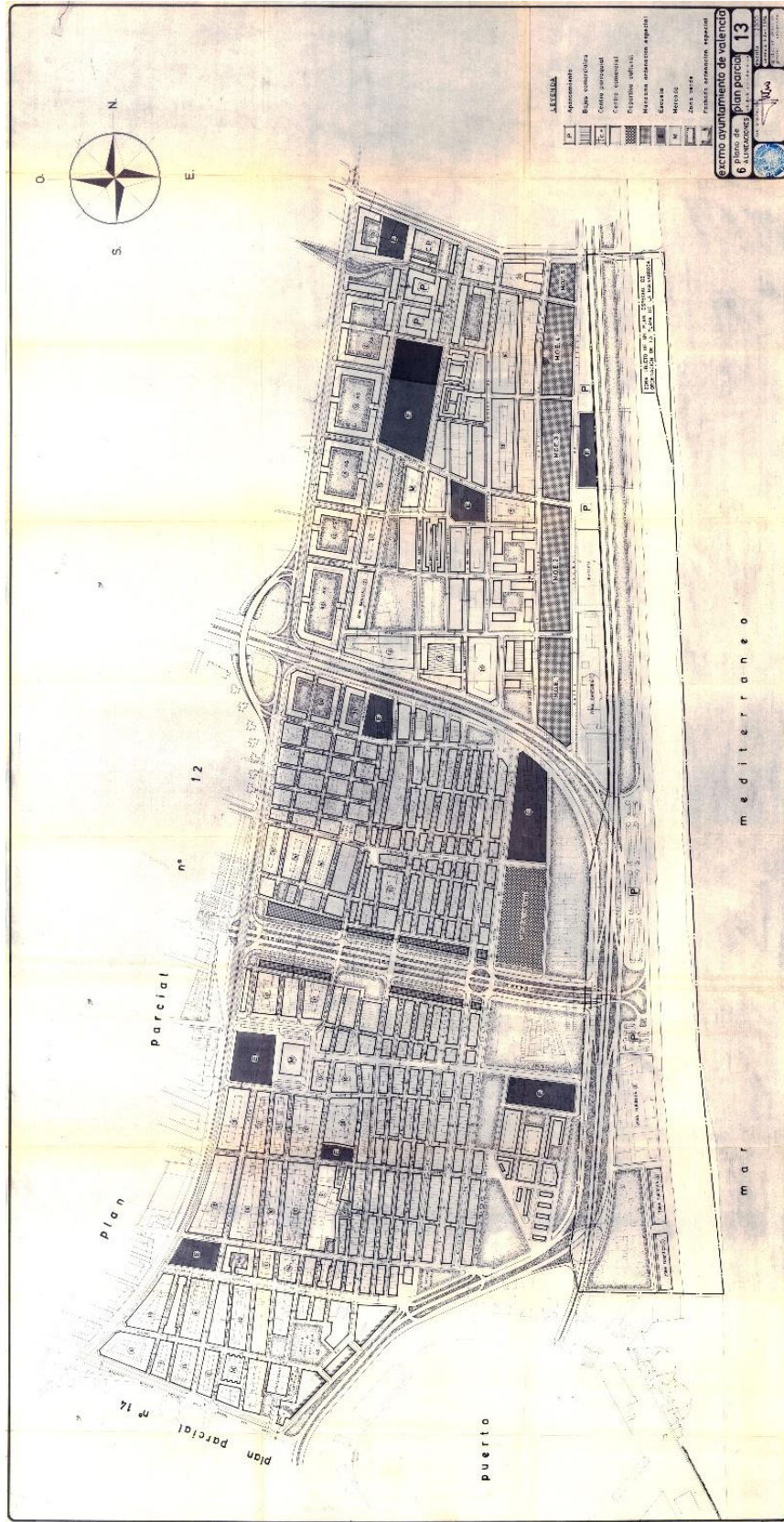
Gráfico 12



Annexe 10: Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence.

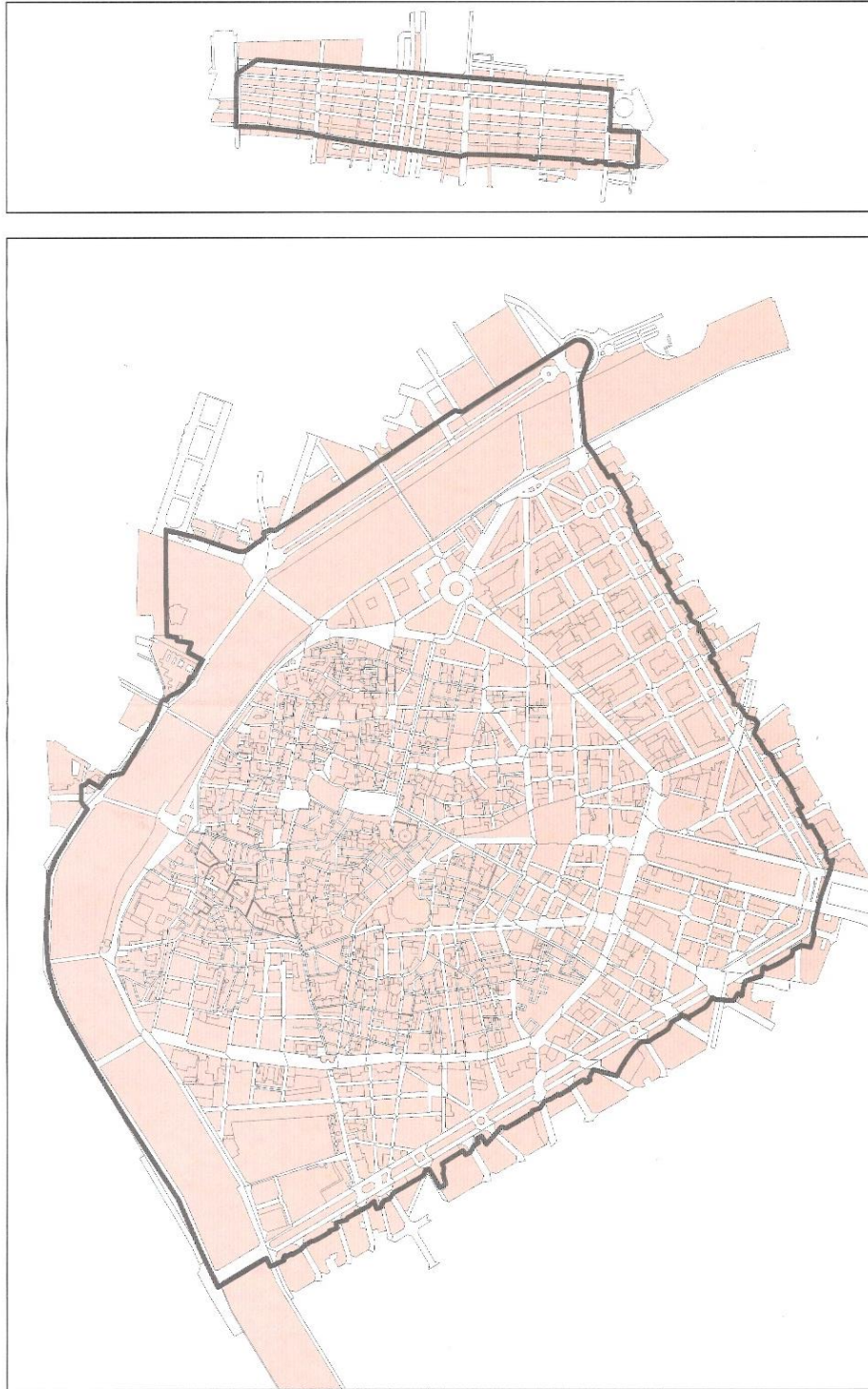


# 9. Plan sectoriel n° 13, BOE 7.11.1975 (Valence, 1975)



Annexe 11: Source : Ricardo Martínez, urbaniste à la mairie de Valence.

## 10. Plan de délimitation de la zone « Bien d'Intérêt Culturel » (Valence, 1993)



  
AREA DE URBANISMO, VEREDAS Y CALIDAD URBANA  
SERVICIO DE URBANISMO

Delimitación Bien de Interés Cultural del Conjunto Histórico de Valencia.  
Decreto 57/1993 de 3 de mayo del Gobierno Valenciano (DOGV 10-5-93)

Annexe 12: Source : Ricardo Martínez, urbaniste au sein de la mairie de Valence



## 11. PEPRI Cabanyal-Canyamelar (Valence, 2001)



Annexe 13: Source : Ayuntamiento de Valencia. URL: <http://www.plancabanyal.es/plano.php?id=TmpJPQ>



## C. Entretiens

### Méthode

Ce questionnaire a été élaboré à partir d'une interrogation relativement large qui consistait à se demander quelles étaient les raisons pour lesquelles les habitants s'étaient investis dans les AAVV. Pour répondre à cette interrogation, notre choix s'est rapidement porté sur la réalisation d'entretiens semi-directifs car ils « apportent au chercheur une meilleure appréhension du contexte dans lequel s'insèrent les individus interrogés »<sup>1</sup>. Le propre de l'entretien semi-directif est d'être « semi-structuré » au sens où il délivre une certaine souplesse à la personne interrogée<sup>2</sup>, une souplesse qui permet d'élargir l'ensemble des thématiques abordées depuis la perspective de la personne interrogée, en partant de son opinion ou de ses représentations. L'entretien semi-directif implique également une interaction entre le chercheur, qui mène l'entretien, et le participant<sup>3</sup>. De ce fait, le questionnaire initialement élaboré évolue au gré des réponses apportées et de la conversation engagée, raison pour laquelle quelques différences sont à remarquer entre le questionnaire reproduit ci-dessous et les transcriptions des entretiens proposées dans les pages suivantes. Lors de la transcription nous avons eu à cœur de reproduire de la façon la plus fidèle possible les réponses apportées par les participants. Le discours peut par exemple être marqué par l'hésitation ou encore l'énervement, dans les transcriptions nous avons signalé ces émotions par des interjections. L'utilisation de mots catalans (non traduits) est signalée par une police en italique. Ces entretiens ont, pour la plupart, eu lieu dans des lieux publics, ce qui a parfois eu des conséquences sur les enregistrements. Ce type de gêne ayant pu occasionner une mauvaise compréhension ou une

---

<sup>1</sup> QUIROGA, Pamela, « L'entretien semi-directif dans un contexte étranger. Étude sur la mobilité des personnes âgées dans les quartiers populaires de Recife (Brésil) », *ESO Travaux & Documents*, n° 36, 2013, p. 125.

<sup>2</sup> SALES-WUILLEMIN, Edith, « Méthodologie de l'enquête. De l'entretien au questionnaire », in BROMBERG, Marcel ; TROGNON, Alain, (eds.) *Cours de Psychologie Sociale 1*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, pp. 45-77.

<sup>3</sup> BREVILLE, Benoît, *Étude méthodologique sur la grille d'entretien à partir de la collecte d'archives orales dans le quartier Franc-Moisin (Saint-Denis)*, Saint-Denis la Plaine, Les Editions de la DIV, 2007, p. 9.

interprétation erronée des propos recueillis, nous avons préféré les couper et les signaler par une ponctuation adéquate.

## Questionnaire

Lugar de nacimiento:

Lugar de residencia:

Edad:

Para ti, ¿qué significa vivir en el Cabanyal / la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en el Cabanyal/ la Barceloneta ?

¿De qué asociación formas parte?

¿Cuándo entraste en la asociación? ¿por qué? y ¿para qué?

¿La asociación te parece el mejor medio para actuar?

¿Habías militado en alguna organización antes de integrar la asociación? ¿Cuál?

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Desde tu entrada en la asociación ¿qué evoluciones has observado? (en la organización, en la estructura, en los medios de acción - locales y globales - en la comunicación – papel de internet -, etc.)

¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron en el barrio en cuanto a los proyectos urbanísticos recientes (*Prolongación de la avenida Blasco Ibáñez / Plan de Ascensores*)?

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las manifestaciones de los años 1970 (*Para obtener una guardería, para el soterramiento de las vías férreas...*)? O sea, ¿piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo o están en ruptura con los primeros movimientos vecinales?

¿Las movilizaciones actuales se refieren únicamente a las transformaciones del espacio urbano del Cabanyal / la Barceloneta o remiten a otras problemáticas (*reconsideración del modelo económico, del modelo político...*)?

¿Cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

¿Cómo podrías definir la identidad del barrio?



## Entretiens par mail

### Entretien avec Emili Garcia Miquel

Par mail. 13 février 2017

Lugar de nacimiento: Barcelona – Barceloneta
--

Lugar de residencia: el mismo
-------------------------------

Edad: 73 años
---------------

Para ti, ¿qué significa vivir en la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Barceloneta?

*En català diem: « Roda el món i torna al born » (born = casa).*

¿De qué asociación formas parte?

« *Associació de Veïns Barceloneta* » i « *Casa de la Barceloneta 1761* ».

(bis) Dejaste la asociación, ¿por qué?

No la he dejado.

¿Cuándo entraste en la asociación? ¿por qué? y ¿para qué?

Principios de los años setenta. Se trataba de constituir un movimiento vecinal que pretendía la mejora de los barrios, acabar con la dictadura, conseguir la democracia, y el estatuto de autonomía. Conjuntamente, con la acción política, sindical y estudiantil organizada en la clandestinidad.

¿Habías militado en alguna organización antes de integrar la asociación? ¿Cuál?

En la universidad, en el *Grup 68* con objetivos culturales reivindicativos (canción protesta, teatro, cine, ...), en el movimiento clandestino de comisiones de barrio.

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Colaborar para conseguir objetivos comunes.

Desde tu entrada en la asociación ¿qué evoluciones has observado? (en la organización, en la estructura, en los medios de acción - locales y globales -, en la comunicación – papel de internet -, etc.)

Primero y básico: la transformación urbanística de la Barceloneta a partir del *Pla General Metropiltà d'Ordenació Urbana* y los Planes Especiales de Reforma Interior, años ochenta y, posteriormente, el impacto urbanístico de los juegos olímpicos.

¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron recientemente en el barrio (Plan de ascensores)?

Ya en el siglo XX, la lucha para neutralizar el denominado popularmente « *Pla d'ascensors* » i conseguir que la Barceloneta se beneficiara del *Pla de Barris* impulsado por el *Govern de la Generalitat de Catalunya*. Gracias a él, se consiguieron mejoras de todo tipo. Entre ellas, la adquisición y rehabilitación de una de las pocas casas originales de la fundación del barrio, construida el año 1761, para convertirla en equipamiento cultural.

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las manifestaciones de los años 1970 (Plan de la Ribera)? ¿Piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo o están en ruptura con los primeros movimientos vecinales? Es distinto, actualmente el objetivo actual es mantenerse como barrio, que el turismo no expulse a los residentes, y seguir mejorando las condiciones de vida.

¿Las movilizaciones actuales se refieren únicamente a las transformaciones del espacio urbano de la Barceloneta o remiten a otras problemáticas (reconsideración del modelo económico, del modelo político...)?

Siempre se cuestiona el modelo económico y político.

¿Cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

En función de cómo evolucione la sociedad.

¿Cómo podrías definir la identidad de la Barcelona?

La del barrio-pueblo marítimo de Barcelona. Nosotros, cuando nos desplazamos fuera decimos: « Voy a Barcelona ».

## Entretien avec Fèlix Estrela

Par mail. 12 juillet 2019

Lugar de nacimiento : Cabanyal – València

Lugar de residencia : Cabanyal – València

Edad : 65

Para ti, ¿qué significa vivir en el Cabanyal? ¿Qué representa el hecho de vivir en el Cabanyal?

Un privilegio, seguir conectado con mis raíces, soy hijo de dos sagas, dos familias del Cabanyal « Patos y Fanguets » estos son los « apodos » de las familias de mi Padre y de mi Madre.

¿De qué asociación formas parte?

Forma [sic] parte de las dos organizaciones dado que la formación de la plataforma Salvem fue propiciada por la propia asociación, considerando que era necesario crear una organización más fuerte (uniendo a diferentes colectivos y personas) que pudiera hacer frente al proyecto depredador de la prolongación de la Avenida de Blasco Ibañez.

(bis) Dejaste la asociación, ¿por qué?

Nunca deje la Asociación, ni con mi colaboración con la plataforma Salvem, simultaneando las dos militancias.

Solo permanecí en espera durante los cuatro años que di el salto a la política institucional siendo elegido concejal del Ayuntamiento, lógicamente en esos años no pude simultanear las militancias, aunque como es lógico por mis convicciones fui una avanzadilla dentro del ayuntamiento de las reivindicaciones del Cabanyal (mi toma de posesión como concejal la realicé luciendo en la solapa de mi chaqueta la pegatina de Salvem el Cabanyal).

Todo ello para volver a colaborar directamente, nada más terminar los cuatro años de mi permanencia como concejal.

¿Cuándo entraste en la asociación? ¿por qué? y ¿para qué?

Entre a formar parte de la asociación como socio en los años 1977 coincidiendo con su constitución.

Para poner en práctica mi compromiso social, coincidiendo con las primeras reivindicaciones del Cabanyal en los años de la salida de la dictadura en España y siendo posible la participación en movimientos sociales.

¿La asociación te parece el mejor medio para actuar?

Creo que es uno de los movimientos sociales más útiles para afianzar la democracia, haciendo posible el empoderamiento de la ciudadanía, permitiendo que las vecinas y los vecinos participen en el gobierno de su ciudad directamente, no dejando solo en manos de los gobernantes las decisiones de gobierno.

¿Habías militado en alguna organización antes de integrar la asociación? ¿Cuál?

Participo en movimientos estudiantiles y de oposición a la dictadura del general Franco.

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Significa hacer posible la participación ciudadana y política

Desde tu entrada en la asociación ¿qué evoluciones has observado? (en la organización, en la estructura, en los medios de acción - locales y globales -, en la comunicación – papel de internet -, etc.)

Durante los más de 40 años de funcionamiento de las asociaciones de vecinas y vecinos he podido constatar los cambios en la participación y la movilización, siendo destacable las posibilidades de las nuevas tecnologías, que facilitan la comunicación social, a las que las estructuras participativas deben adaptarse.

Otro campo, en el que ha habido cambios es la posibilidad de contar con asesoramiento de técnicos (urbanistas, abogados, etc.), que han potenciado la acción de las organizaciones ciudadanas.

¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron en el barrio (*Prolongación de la avenida Blasco Ibáñez*)?

Por un lado, fue la típica acción depredadora del capital, que degrada un espacio urbano, para después especular económicamente. Pero a su vez permitió el funcionamiento [sic] de un movimiento social (plataforma Salvem) modélico (con reconocimiento internacional) que puso en práctica la participación vecinal de las formas más renovadoras con una efectividad destacable (finalmente se consiguió parar el proyecto y establecer otro, considerando las opiniones del vecindario).

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las manifestaciones de los años 1970 (*Para obtener una guardería, para el soterramiento de las vías férreas...*)? O sea, ¿piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo o están en ruptura con los primeros movimientos vecinales?

Las movilizaciones actuales son expresión del principio de que es necesaria la participación ciudadana. Cuando hay un problema ciudadano si existe una organización ciudadana (asociación, plataforma, etc.) se pone en marcha y si no se crea.

El gobierno cuando actúa tiene que tener un control ciudadano permanente para contrastar sus decisiones, eso ocurría en los 70 y ahora.

¿Las movilizaciones actuales se refieren únicamente a las transformaciones del espacio urbano del Cabanyal o remiten a otras problemáticas (*reconsideración del modelo económico, del modelo político...*)?

Efectivamente como hemos dicho anteriormente las movilizaciones son necesarias para contrastar la acción de gobierno y poder oponer a las presiones de los agentes económicos, defendiendo los intereses de la mayoría, que es la ciudadanía (en el caso del proyecto de la avenida Blasco Ibáñez fue patente, los intereses del capital, y como tenían al gobierno de la Alcaldesa Rita Barberá como aliada)

¿Cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

Seguirá siendo útil en la medida que sea capaz de conectar con los intereses de la ciudadanía, adaptándose eso si a los nuevos tiempos con estructura y metodologías.

¿Cómo podrías definir la identidad del barrio?

Mi barrio tiene la característica de ser resultado de la historia – de haber sido un pueblo – con las connotaciones que supone en su espacio [sic] territorial -pueblo marinero - Existe un poeta Valenciano Vicent Andrés Estelles que define la identidad de un pueblo [sic] en uno de sus poemas que para mí define esta identidad

*«Asumirás la veu del teu poble  
i serà la veu del teu poble  
i seràs, per sempre, poble  
i patiràs i esperaràs  
Allò que val és la consciència  
de no ser res snó s´ és poble »*



# Entretiens enregistrés

## Entretien avec Lourdes López

Barcelone. Le 7 février 2017

Lugar de nacimiento: Granada
Lugar de residencia: Barceloneta (desde los 6 años)
Edad: 57

Para empezar ¿qué significa vivir en la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Barceloneta?

Es mi vida, es mi pueblo, es mi familia, es todo, es... Mi entorno. Aquí lo tengo todo... Mis amigas, hay mis hijos también, mi trabajo. Todo. Es mi entorno.

Para ti, ¿es como un pueblo? Está dentro de la ciudad, pero es un pueblo.

Exacto es un pueblo.

Formas parte de la Asociación de la Òstia, ¿cuándo entraste en esta asociación? ¿por qué? y ¿para qué?

Empezamos realmente en el 2003, a hablar con los vecinos, a... Ayudar en lo que podíamos. Pero en el 2005 nos obligaron a legalizarnos, a constituirnos en asociación. Les fastidiaron muchísimos que nos constituyamos porque, bueno, tenían que escucharnos y además sólo éramos mujeres, porque claro, estábamos nosotras al tanto de lo que había. El « Plan de Ascensores » planeaba echar a 1500 familias

Ah ¿sí? Yo pensaba, vecinos.

No, no, familias. ¡Imagínate! Ellos querían poner ascensores en medio de las casas... ¡A nivel urbanístico y social era tremendo! Cuando echaban a los vecinos proponían realojarlos... Pero igual a 80km de aquí. Y ¡espera! Si aquí el piso valía 35 metros cuadrados a nivel catastral y que el nuevo piso tenía no sé... Invento ¿vale? 42 metros cuadrados ¡el vecino tenía que pagar la diferencia! No podía un anciano de 70 años. El banco no iba a aceptar un préstamo a una persona de 70 años. Era como un arrendamiento de por vida, hasta la muerte. Este plan era una aberración [...] Hasta que en el 2012 la Itziar que era también del PSC, pero que era independiente, se dio cuenta de que era una aberración, era urbanista, y entonces se paró el plan [...]

¿La asociación te parece el mejor medio para actuar?

No. La asociación no sirve para nada. La etiqueta no sirve para nada. Lo único es... Estar aquí. Escuchar a la gente. Los vecinos vienen para hablar de sus problemas de alquiler y tal... Y hablamos. A ver... La gente viene a hablarme porque siempre estuve aquí, no habla a la entidad la Òstia sino a mí. Y vienes como eres, no vienes como miembro o lo que sea sino como Pepe, Antonio... Yo que sé. Si esperas que el vecino venga, no funciona. No puedes esperar a que venga...

O sea que, para un vecino, es más fácil venir a hablarte directamente que empujar la puerta de la asociación.

¡Claro! La asociación sirve para que nos escuchen, para que podamos entrar. Por ejemplo... Mira, estuvimos... Al principio nos fuimos... Para hablar con ellos, al principio, estábamos cuatro y un jurista. El jurista podía hablar y nosotros... teníamos que elegir quién iba a hablar. De manera informal era imposible que nos reciban, nos obligaron a constituirnos como asociación sino no nos escuchaban.

Y antes de constituir la asociación ¿habías militado en alguna organización?

Militar... Militar es una palabra muy fuerte. Lo que hacemos no es militar, es estar aquí en la calle. Yo estoy siempre aquí en el barrio, hablando con uno y otro.

Vale y entonces, antes de la Òstia ¿te habías implicado en otra asociación?

No, no, no. Antes de la Òstia, yo nunca. Lo único era que decía lo que nos salía mal, pero de asociación no. Bueno, estuve un tiempo en la AMPA pero bueno... [...] Hasta el punto de que cuando tuve que meter mis hijos en el colegio, había tanto reclamado y señalado... que tuve que cambiar, tuve que ir a las monjas a pedirle que me cojan los niños. [...]

Entonces ¿te parece que la Asociación de la Òstia ha cambiado a lo largo del tiempo?

¡Claro! Todas las chicas jóvenes se nos han ido, nos hemos quedado nosotros. Estamos en todas partes y a veces es demasiado... Ha sido otra cosa. Ahora viene gente que... Están desahuciando, gente que tiene problemas con el alquiler, que tenemos que acompañar y eso es... Esa precariedad, a nosotros, nos está afectando. ¿Me entiendes? Eso se ve, afecta por ejemplo a una mujer mayor que sabemos dónde colocar porque ya no puede bajar de su piso o que la echan a la calle porque no podía pagar o familias... eso ha sido...

Y eso, ¿se debe, te parece, la evolución de la población del barrio, al envejecimiento de la población o los jóvenes no se vienen o...?

No, no, no. Eso ha sido por el encarecimiento de la vivienda. Sabes porque aquí vivienda de propiedad había muy poca. Había de alquiler. Entonces, por ejemplo, la PAH, que es lo de



desahucios, con lo cual aquí lo tenían muy bien pero aquí lo más que teníamos eran alquileres. Entonces claro, no era lo mismo. Han tenido que pelear... Nosotros nos adelantamos a... hacíamos lo mismo que hacía la PAH pero con los alquileres. Y en la PAH, cuando llegaban los de alquileres, ellos estaban... Porque no sabían. Porque todavía no habían mirado las cosas legales que había en contra los alquileres claro. Si no pagas, si te haces móvil porque te tienes que ir, si... Bueno, entonces claro.

¿Cuándo se juntaron los okupas a vosotros?

En el 2005 cuando nosotros fuimos a la iglesia y reunimos más de 500 personas para decirle que había que, que... hicimos un llamamiento, dijimos que estábamos en peligro porque nos... porque había esto, nada más, se vinieron con nosotros. Fue tremendo. Éramos un grupo de mayores digamos, pero nosotros conocíamos el territorio y ellos eran jóvenes, nos aprendieron mucho. Pero aprendieron mucho de nosotros también. Ellos sabían de las tecnologías, de lo exterior no. Entonces nos juntamos todos y fue tremendo, nosotros conocíamos el territorio.

Ha sido como un intercambio

Exacto eso, un intercambio. Pero cuando entraron en el Ayuntamiento, porque claro tenían intereses políticos, a mí personalmente me salió muy mal, como un abandono. Lo aprendieron todo con nosotros y luego se fueron... A ver, nosotros no tenemos, como decir, intereses. A ver... no se fueron todos... Los okupas, en el 2007... Echaron la casa okupa fuera, la tiraron y luego ya, cada uno se situó en un sitio diferente. O sea, buscaron, unos encontraron trabajo, otros... Pero, quedaron como miembros de la Òstia, quedaron como miembros de la Òstia, pero ya, cada uno como, personalmente. Los de la casa okupa se fueron a otros sitios, pero la gente que estaba con nosotros siguió estando igual. Siguieron estando, pero ahora con lo del Ayuntamiento, no. Todos están allí. Todos los que estaban... Pero a ver, que no tiene nada que ver. Que ellos eran unas personas que nos decían « mira así se tienen que hacer las cosas » y nosotros « no, no, así no porque se puede hacer otra cosa ». Si teníamos que coger un megáfono, lo cogíamos nosotros así ¿me entiendes? Pero ellos nos, nos dirigían o nos informaban cómo teníamos que hacerlo, cómo era más... Pero para fuera. Ellos nos ayudaron, pues, a que fuera... Todos los puntos internacionales... Alcanzar los sitios internacionales, para que tuviera repercusión lo que estábamos haciendo, o sea no aquí sino fuera de aquí. [...] Fue precioso, yo con ellos, yo aprendí muchísimo ¿sabes? Y ellos con nosotros igual porque claro, el conocimiento del terreno, ellos no lo tienen y la sensibilidad de la gente tampoco. Pero hicimos un complemento divino. Bueno, hubo unos vecinos que no estaban de acuerdo con los okupas, le daba la vuelta a todo, como que « pues, si no estoy en mi casa, si estoy de vacaciones, me van a okupar la casa ». Pero no, ¡un movimiento okupa no tiene nada que ver con eso! Tenía que estar siempre, siempre repitiendo las mismas cosas. Bueno era un poco incansable, pero bueno. Al fin y al cabo, les dimos una lección a esa gente. Fue muy bonito. La verdad es que con ellos hemos aprendido muchísimo y ellos con nosotros, ya te digo.

Vale y entonces ¿cómo ocurrió todo eso? ¿Cuáles fueron las etapas del desarrollo del Plan de los Ascensores? ¿Qué opinas en cuanto a lo que ocurrió?

A ver, el Ayuntamiento, en aquel entonces, que era el PSC, hizo muchas marranadas ¿vale? Nos hizo tantas marranadas, como el ir a preguntar a los vecinos, o sea, se buscaron aquellos que hacen encuestas, bueno, a esos chicos que hacen encuestas y tal. Pues, se buscaron unas personas para que fuera a hacer las preguntas, que ellos creían inconvenientes. Claro, tú le ibas a decir a una persona, que tiene un cuarto piso que « para subir a casa, tiene que descansar mil veces », y le decía « verás señor José o señor Antonio, o lo que sea, ¿usted quiere un ascensor? » Pues, claro, el hombre decía « pues sí, claro, queremos un ascensor ». Pero no le decían en ningún momento « sabe que, si usted quiere el ascensor, su vecino se irá, o a usted mismo se irá ». Eso no se lo explicaban. Entonces claro, todas las encuestas salían que « sí », y a nosotros no íbamos poniendo pues... Ni te quiero explicar. Pero nosotros seguíamos informando que era un peligro, que al final nos echarían de aquí, que tal. Es que, además, era un proyecto, un plan urbanístico con tanta aberración, que la mitad más uno, podían elegir si tú te ibas de tu propia casa. ¿Vale? Entonces sí, no te dejaban dormir a la calle, te ubicaban a otro espacio, que a lo mejor era a 80 km de aquí o a 40. Te echaban ¿sabes? Pero te echaban y como tú aquí tienes el valor catastral de 30 m<sup>2</sup> o 36 m<sup>2</sup>, si ibas a otro espacio que tenía 45 m<sup>2</sup>, que es lo que el patronato, que es lo que hacen en las viviendas, tú tenías que pagar eso 10 m<sup>2</sup>. Es decir, a una persona de 70 años ¿cómo le van a dar un préstamo para eso? Es decir, perdías tu propiedad ¿vale? Que podía ser para tu chico o lo que sea. Y te tenías que quedar con un alquiler pues vitalicio, hasta que te murieras. Pero no lo va a heredar nadie. O sea, lo hacían... La verdad es que, fue tremendo, muy tremendo por donde lo cogieras. También existía en el proyecto, la expropiación. Llegamos y dijimos « no, no, no, no queremos expropiación ». Entonces nos dicen « bueno, pues que voten la mitad más uno » o « quien tiene la mayoría, él que tenga, el dueño del edificio y él que tenga una parte del otro ». Es decir, me lo invento, pero un restaurante, el dueño de un restaurante que tenía cinco viviendas y también tenía una planta baja bien cogida, ya tenía la mayoría, ya podía hacer lo que quería, o sea, todo para ellos, todo para ellos. Fue... ¡Fue brutal! [...]

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes, o sea las que se relacionan con el Plan de Ascensores, se pueden comparar con las manifestaciones de los años 1970, por ejemplo, las que tuvieron lugar contra el Plan de la Ribera?

Sí, porque cada diez años aquí, ha habido una lucha interminable. Ahora después de diez años, mira la que tenemos, con la evolución de los pisos turísticos. O sea, La Ribera, a los 10 años, o 15, el Plan de los ascensores y ahora... Todo, todo, todo son manchas de aceite, que además se van extendiendo ¿sabes? Porque todo lo que estamos sacando aquí, por ejemplo, tenemos el PUA que es la... El PUA lo hemos hecho entre 60 barrios, que es para proteger el *habitatge* ¿vale? Porque claro había la expulsión, bueno... Pues resulta que al final, ahora en Madrid vale de que copiarlo. Porque también tienen que proteger la vivienda de alguna manera, porque si no están... Los especuladores, lo que van a hacer ¿sabes? Pues más o menos, ha pasado eso.

Todo se extiende. Esto es como una mancha de aceite. Mira cómo va el Paralelo, mira cómo está Sants, mira cómo está yendo Pueblo Nuevo ¿vale? O sea, de la misma manera: Raval, Borne y nosotros, y gótico, mira... Si te das cuenta, es lo mismo: expulsión de vecinos, alquileres desorbitados... Es imposible quedarse allí.

Entonces, ¿se podría decir que la asociación de la Òstia tomó el relevo de la asociación inicial de vecinos, de los movimientos vecinales de los años 70?

No, no. A ver, no podemos decir esto puesto que la asociación que estaba cuando la Ribera sigue estando. Pero piensa que era como una lealtad al vecino que nosotros no podíamos ponernos en contra de la otra asociación porque todos somos vecinos, entonces ¿qué hacíamos? Íbamos, en equilibrio... En equilibrio no... [...] Como si los arrinconamos. Pero en ningún momento, nos pusimos en contra de esta asociación.

Es lo que iba a preguntarte, ¿hubo un conflicto, una lucha entre los vecinos?

No. Es imposible. No puede haber eso porque si no... Es un territorio. Y somos familia. Hay solidaridad. A ver, tú puedes pensar lo que quieras, yo haré lo que me da la gana, pero hasta allí. ¿Me entiendes?

Sí claro, hay respeto entre cada vecino.

Exactamente. [...] Pero mira ¿qué ha habido desde entonces? Desde la Òstia, en la otra asociación, ha habido como tres candidaturas diferentes. Y todos tienen amor y odio a la gente de la Òstia, o sea, no sabemos si nos quieren o si nos odian ¿me entiendes? Amor-odio ¿sabes? Pero nosotros seguimos siendo los malos para ellos. [...]

Y para ti ¿las movilizaciones recientes se refieren únicamente a las transformaciones del espacio urbano de la Barceloneta o remiten a otras problemáticas más amplias?

Ah no. Bueno, no, es todo, es todo porque lo que pasa es que los territorios... La gente, sabemos lo que hay en el territorio, ¿vale? Cuando aquí vamos a los espacios, hablamos de todo lo que hay. No simplemente de unos planes urbanísticos que hay. Hablamos de todo. Lo social... Queremos más política, política de vivienda, más política social. Tenemos un montón de problemas. [...] Simplemente somos vecinos y tenemos este problema y estamos aquí ¿me entiendes? Entonces, es como... no se puede desligar, somos vecinos y ya está.

Y entonces ¿cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

Hombre, nosotros quisiéramos que se eliminará la asociación. Que desaparezca porque eso quiere decir que las cosas van súper bien. Pero mientras tanto... Actualmente somos la parte crítica del barrio de la Barceloneta. De momento seguirá así. Da igual el consistorio que hay. Hay que alertarlos. Hay que recordarles que tienen que... Que tienen que estar con los pies en el suelo.

[...] ¿Cómo podrías justamente definir la identidad del barrio?

Nosotros tenemos aquí una cultura que son los coros, tenemos... Además, es precioso porque, porque en los bares de toda la vida, de aquí, se juntan chavales en todas partes y gente mayor, juntos. Allí, hacen como una mano, pues como... Las paellas que hay, los bares típicos, todo. Es que todo esto es un conjunto, esto es una riqueza ¿sabes? Hoy te vas a la playa, hay una zona que llamamos la zona « euro » porque todo vale 1 euro. Allí juegan a domino. La gente mayor se junta con los que no son tan mayores. Allí vamos a la playa y hacemos... Por ejemplo, yo, este sábado, pase por debajo de la playa, en la asociación deportiva del *marítim* y allí estaban haciendo caldito « ah pues, tómate un vasito de caldo, que están jugando... al tac ». Es que, aquí nos conocemos todos y se hace esto [...] Pero como Òstia, llegará un momento en que tendremos que desaparecer, nada más, fijate tú, ya llevamos desde el 2003, 14 años, desde el 2005 constituidos, 12 no... Pues eso, por eso te digo que es lo que hay, es lo que hay... Y nada más.

## Entretien avec María del Pino

Barcelone. 8 février 2017

Lugar de nacimiento: Las Palmas de las Canarias
Lugar de residencia: Barceloneta, desde hace 40 años
Edad: 65

Para ti, ¿qué significa vivir en la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Barceloneta?

Hmm... Es mi entorno. Ahora... Bueno, ahora se oye menos, pero incluso cuando llegué aquí, porque antes vivía en Canarias, cuando llegué aquí, la gente decía « voy a Barcelona », como en un pueblo.

Y ¿te instalaste aquí por casualidad?

Sí, por casualidad. Buscaba un lugar para vivir y en aquel entonces era un barrio barato y había la playa. Entonces me instalé y nunca me fui. Tengo mis hijos aquí, es mi entorno, es mi vida.

¿De qué asociación formas parte?

De la asociación de la *Òstia*.

¿Por qué y para qué entraste en la asociación? Y ¿cuándo?

En el 2005 creo... bueno por allí. Yo vivía en el barrio y hubo una asamblea aquí, en la iglesia, por lo del plan de los ascensores, para informar de lo que pasaba. Y participé en la asamblea y me dije « tengo que implicarme » y... pues eso... aquí estoy todavía.

¿La asociación te parece el mejor medio para actuar?

No, no, no. Ya lo hemos discutido varias veces con la Lourdes... no. Porque todos los vecinos tendrían que participar, pero cuesta cada vez más. Hay gente mayor que ya no está, otros que se van del barrio y ahora cuesta mucho movilizar a los jóvenes y hay también los que dicen « ellos se encargan entonces... vale ».

Entonces ¿Cuál es el mejor medio entonces?

Pues, estar aquí con los vecinos, implicarse, participar.

¿Habías militado en alguna organización antes de integrar la asociación? ¿Cuál?

Sí... bueno la palabra militar no me gusta mucho...

¿Es una palabra demasiado fuerte?

Sí y tiene algo de política. Y yo nunca me metí en política. Pero sí, me había implicado en Canarias, antes de llegar aquí. En... en la universidad, en una asociación de psicología porque antes hacía psicología, entonces participé en una asociación de psicología... en... en unas asociaciones como de... vecinales, y en una asociación feminista también, pero de política no, nunca.

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Militar... Militar eso es una palabra... Bueno, implicarse. Significa estar por todos lados, siempre, siempre cuando podamos estamos, estamos en todas partes, aquí con los vecinos.

Vale y desde tu entrada en la asociación ¿qué evoluciones has observado? (en la organización, en la estructura, en los medios de acción - locales y globales -, en la comunicación - papel de internet -, etc.)

Creo que hemos tenido la evolución típica, gente... gente que se va, que se muda. Y como te decía, cuesta cada vez más movilizar a la gente. Hubo también los okupas que se juntaron al principio, tenían una casa okupa y... trabajamos junto. Los jóvenes con nosotros, pero ahora se han ido. Forman parte del ayuntamiento por ejemplo y, sabes, ya no pueden estar aquí, pero nos ayudaron mucho. Y... bueno, funcionamos en asambleas. Cada uno tiene el mismo papel. Yo por ejemplo soy la presidenta, pero solo para firmar, nada más. Participamos todos.

[...] y ¿qué opinas en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron en el barrio con el *Plan de ascensores*?

No tenía sentido, no... Además todas las casas son distintas y... No era adaptado ¿Cómo puedes pensar un plan sin pensártelo antes? Y además era inútil por el argumento de la gente mayor que, que no puede bajar. Nosotros propusimos, por ejemplo, que las personas mayores bajen en primera planta y que los jóvenes suban, que hagan un intercambio, pero... a pesar de ser una solución, nada, entonces nos reunimos y eso, allí empezó todo.

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las manifestaciones de los años 70 (*Plan de la Ribera*)? O sea, ¿piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo?

No, no. No son iguales porque las mani de aquellos años sí que tenían resultados. Ahora cuesta mucho, cuesta más, actuamos y... no hay resultado.

Ok y para ti ¿las movilizaciones actuales se relacionan únicamente con las transformaciones del espacio urbano de la Barceloneta o remiten a otras problemáticas?

Yo veo que va todo unido, porque... cuando transformas, cuando cambias lo urbanístico, hay consecuencias: la gente tiene que irse, todo es más caro... Va todo unido.

¿Cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

No lo sé, no se puede saber. Depende. No sé si conseguiremos ser tan importantes como antes o si va a desaparecer... no se puede saber.

Y con la otra asociación, ¿qué relaciones tenéis con la Asociación de Vecinos?

A ver... si no existiera la *Òstia*, yo no estaría en ninguna asociación. Son muy distintos. Ellos son muy... A ver cuál es la palabra... Bueno... ¿Cómo decir? Son muy legalizados. Nosotros somos los que protestamos, los más reivindicativos. Cada vez que intentamos trabajar juntos, salió mal, muy mal. Es imposible trabajar juntos, son muy diferentes.

Pero ¿hay solidaridad? ¿Sois todos vecinos?

¡Sí claro! Somos vecinos. Pero trabajar juntos no, somos muy diferentes.

Y para terminar, ¿cómo podrías definir la identidad de la Barceloneta?

Las formas de las casas, vivir al lado del mar, cuando llegué ¡no se podía ni bañar! Pero, eso, la playa con el aire. Y la gente, el tejido social... Ahora está perdiendo su identidad... el barrio... En verano con todos los turistas que hay, en todas partes... En las calles, para buscar a un vecino, por ejemplo, por aquí en el paseo, es imposible con toda la gente. En invierno, sí se puede, pero está cambiando todo con los nuevos vecinos también que llegan, es distinto.

## Entretien avec Pepa Picas

Barcelone. 10 février 2017

Lugar de nacimiento: Barcelona Lugar de residencia: Barceloneta Edad: 72
--

Para ti, ¿qué significa vivir en la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Barceloneta?

Hombre, este barrio representa... ¡Qué lo escogí para venir a vivir! Escogí este barrio cuando yo... Estuve varios años fuera de Barcelona, cuando volví escogí la Barceloneta porque en aquel momento, hace 25 años, era un barrio encantador. Era un barrio que era un pueblo y era... un barrio asequible para mi economía.

¿De qué asociación formas parte?

Soy de la asociación de vecinos de la *Òstia*.

¿Cuándo entraste en la asociación? ¿por qué? y ¿para qué?

Entré en el 2005 cuando empecé a escuchar, cuando empezó el plan urbanístico de la Barceloneta : el famoso plan de los ascensores, que de allí viene, que yo estaba viviendo en la Barceloneta desde el año 94. Entonces trabajaba y dormía en la Barceloneta, pero era lo mejor que me podía pasar vivir en la Barceloneta porque yo tenía un trabajo muy muy estresante, y llegaba a la Barceloneta, en aquel momento era... Unas familias se sentaban en la acera, yo entonces llegaba, bajaba del autobús y me sentaba un rato en la playa, era un paraíso, a fumar mi cigarito y volvía para casa. [...] Era como un espacio... dentro de una ciudad como Barcelona, era un paraíso. Como algo especial y, bueno, ha sido el encanto de toda la gente que luego ha venido a vivir al barrio

Ya y entonces la idea de entrar en la asociación ¿era para defender todo eso?

¡Claro! Entonces me enteré por unos... Por un coche que iba por la calle pitando, anunciando una asamblea en la iglesia. Y entonces me enteré. Fui a la asamblea, explicaron toda la problemática que había en el barrio con el nuevo plan urbanístico y me conmovió tanto que me apunté. Y entonces en aquel momento la presidenta de la *Òstia* era la Emilia Llorca que ha sido un emblema para el barrio. Ella ha sido un ejemplo, que por desgracia se murió hace 6 años, en un accidente de coche.

Entonces cuando yo me acerqué a ella vi y entonces empecé a trabajar codo con codo con la *Òstia*. La Emilia era una persona encantadora, cautivadora, gran defensora del barrio... Es la frase que salió de ella « *El barri s'he de defensar* » y también sale de la Emilia Llorca « los que



viven del barrio, los que vivimos en el barrio » que es... Era una hija de la Barceloneta y bueno. Entonces nada, me enganchó y me perseguía, como es lo que tenía ella, que perseguía a la gente que tenía ganas de trabajar para el barrio y allí empecé hasta ahora.

Y entonces para ti ¿la asociación es el mejor medio para actuar?

Bueno depende. Hay dos asociaciones y las dos tienen características completamente distintas. A ver... Creo que es un doble... tiene una doble visión. Mucha gente no se mete en una asociación porque representa mucho trabajo, mucho voluntarismo, mucho compromiso y eso da miedo. Nosotros tuvimos mucha suerte, la *Òstia*, porque la mayoría de los socios, de la *Òstia*, éramos, yo no, eran socios de la asociación Barceloneta, la de toda la vida, y entonces se formó la *Òstia* a raíz de las grandes diferencias, de lo que te contaba, que era o defender al vecino o vivir del cuento. Porque la otra era una correa de transmisión con el ayuntamiento y nosotros tuvimos siempre muy claro que nosotros era defender el barrio, pero sin ideologías políticas. Cada uno teníamos la nuestra pero el objetivo tenía que ser siempre el mismo. Entonces... ¿la pregunta era? Perdón... Ah sí entonces claro es muy importante la asociación porque bueno es una forma de estar unidos, un grupo de gente, para defender algo. Lo que pasa es que, cómo se defiende y eso es otro tema. Y nosotros tuvimos mucha suerte, mucha suerte porque aquí en la Barceloneta hubo, la antigua, el primer edificio de la Barceloneta que era de la guardia civil, que allí lo okuparon los okupas, miles de viviendas, es allí donde estaba Ada, donde estaba la Gala, entonces allí tuvimos nosotros mucha suerte que toda esta gente joven, entró y se formó la plataforma de defensa de la Barceloneta porque no querían estar como asociación, querían estar al margen, entonces allí tuvimos mucha suerte allí se juntó la gente mayor, el vecino, la vivencia, la memoria, y con toda esa gente joven que aportó una sabia nueva y aportó tecnología y aportó nueva visión y allí fue un conjunto que fue lo que nos ayudó a tirar abajo el plan urbanístico porque tenían conocimientos y tenían informática, y que era y que son gente muy comprometida. Y la *Òstia* tuvo, yo creo que la suerte de la *Òstia* fue que hubo esta fusión, muy importante

Yo creo que también pasa un poco en el Canyamellar porque en el Canyamellar también se metió mucha gente joven. Y entonces allí fue la sabia y bueno porque al fin ¿sabes qué pasa? Que la gente mayor es mucho más vulnerable en el sentido de que decían « Ay, ¿cómo no vamos a querer ascensores si no podemos subir? » Pero no se valoraba, que fue, que hicimos cursos y charlas y todo. No se valoraba que para tener tu ascensor el 20% de los vecinos se iban del barrio. Entonces claro explicar esto no era fácil pero bueno fue importante porque lo peleamos mucho. Pero nos han metido gol de otra *manera amb la gentrificació*. Y todo ha venido a través del turismo, ha venido de otra manera la expulsión del vecino, pero por lo menos ha durado unos años y... Porque ahora la expulsión del vecino ha sido de piso turístico, el encarecimiento del alquiler ha sido. Bueno... En el periódico de este mes, yo leí un artículo explicando un poco el tema que ha sido. Nos han metido un gol pero porque el capitalismo y los intereses económicos de los lobbys, de los hosteleros y muchos gobiernos... No sé cómo pararlos hija.

Ya, entiendo. Y antes de integrar la asociación ¿habías militado en alguna organización?

Sí había militado. Estuve militando en Madrid. Estuve militando en un partido Trotskista, el PCT. Y nada he estado siempre... He estado afiliada, era la delegada de CGT, y nada. Siempre he tenido inquietudes para cambiar este sistema. Me ha costado cuestionarme muchas cosas más : si mejor cambiar el sistema o pensar en mí.

Entonces ¿qué significa para ti militar en una asociación?

No. No, a ver. Estamos en asociaciones voluntarias, no es militar. Es voluntariado, es compromiso, es... Ganas de cambiar.

Ok [...] y desde tu entrada en la asociación ¿has observado evoluciones? (en la organización, en la estructura, en los medios de acción - locales y globales -, en la comunicación - papel de internet -, etc.)

Sí ha cambiado, a peor. Sí, nosotros hemos perdido mucha gente por el camino porque mucha gente se ha metido en política, como puede ser *Barcelona en comú*n. Mucha gente, por ejemplo, del barrio que teníamos que salió del barrio porque no podía quedarse, por encarecimiento. Y aquellos que se salieron del barrio fuera de Barcelona... Lo que pasa es que, a ver, no tenemos, hemos perdido muchos socios, muchos afiliados, pero tenemos mucha gente afín a la *Òstia*, ¿sabes? Lo que te decía antes, la gente... [*Une voisine passe*] [...] Era de la *Òstia* también, pero es lo que te decía antes, la vida cambia. Hemos perdido refuerzos. El corazón está allí, pero fuerzas... Un poco más complicado.

[...] ¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron recientemente en el barrio con el *Plan de ascenso*res)?

Hombre fue... Hubo unas movilizaciones impresionantes. Cada año hacíamos una movilización ¡qué para el barrio es mucho! De 500 a 1000 personas. Y pudimos pararlo. Tuvimos la suerte que, en aquel momento estaba de *consellera*, de regidora la Itziar González, que luego estuvo amenazada. Tuvo que irse del ayuntamiento por amenazas, pero... De muerte. Porque empezó a denunciar todas estas maniobras que había detrás del turismo y de los pisos turísticos y del plan de los ascensores. Es muy interesante esta etapa. Bueno, por eso, tenemos un prestigio aún en el barrio. Estamos bajo mínimos a nivel de fuerza física pero aún queremos mantenerlo porque creemos que es la parte crítica del sistema, e incluso de este ayuntamiento, si es necesario. Y entonces, bueno.

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las manifestaciones de los años 1970 (*Plan de la Ribera*)? ¿Piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo?

No, surge de nuevo. Surgen de nuevo, todas las movilizaciones que hubo hacen... A ver. Hay mucha distancia de tiempo, entonces... Por eso la asociación histórica, la de la Barceloneta tuvo mucha mucha fuerza cuando el Plan de la Ribera, tuvo mucha fuerza. Lo que pasa es que, en aquel momento, era una... Es una asociación de tendencia... De socialistas. Y entonces, cuando entró el gobierno socialista en Barcelona, hubo... Era la correa de transmisión, es lo que te decía. Entonces fue cuando nosotros empezamos a surgir como contraste para pelear, con otra visión del barrio.

Y para ti, ¿las movilizaciones actuales se refieren únicamente a las transformaciones del espacio urbano de la Barceloneta o remiten a otras problemáticas?

Es un proyecto, es un proyecto de ayuntamiento y un proyecto económico. Aquí empezó la cagada, la gran cagada con la Olimpiada. En la Olimpiada que allí hubo un proyecto para el barrio, y el plan de los ascensores era una forma de empezar esta transformación. No salió bien, pero nos han metido al gol como te decía antes, a través de pisos turísticos.

Vela, el hotel Vela o l' *Hermitage*, el puerto de yates de lujo, claro esto es. Aquí hay un proyecto que es económico, es político y aquí, es lo que quieren, el modelo de ciudad horrible y el modelo de puerto. El puerto, nosotros pensábamos que el puerto iba a ser un puerto de ciudad como Marsella. Nosotros lo hemos reivindicado porque nosotros, cuando terminó el « Plan de Ascensores », empezamos la lucha con el puerto y el Vela. Y luego, hemos retomado en contra del crecimiento turístico que representa para el barrio : expulsión de vecinos, encarecimiento de la vida, y... ¡Es que, aquí, no se acaba nena! No tiene límite. Y eso es lo que pasará en el Cabanyal. Y eso, es lo que pasa en Venecia. Y es lo que pasará en Berlín. Y es lo que pasará en... Cuando el ingreso será el turismo. Por eso nosotros estamos, como *Óstia* también estamos, en la ABTS, es la Asamblea de Barrio para el Turismo Sostenible (ABTS). Pedimos el decrecimiento turístico. El turismo que tiene que existir, existirá. Lo que no puede ser es que en todo este espacio libre que se queda en Barcelona se haga un hotel. Es que habrá que empezar a pensar que, en un momento dado, el turismo, cuando se normalizan los problemas políticos en el norte de África y en Turquía y en todos estos sitios, empezaremos a hacer menos turismo, es carísimo aquí. Además, el turismo, me imagino que empezará a ser selectivo, porque lo que no puede ser, es que hagan en una ciudad como Barcelona... Que es preciosa... Y tener que hacer cola para entrar a la Boquería, hacer cola para entrar a la Sagrada Familia. No poder coger un autobús porque van saturados de gente ¡claro! Y con la Rambla, que no tiene nada que ver con lo que era la Rambla. O sea que yo también creo que tendríamos que ser más cuidadosos, pero bueno, hay unos intereses económicos detrás como Airbnb, como mafias, que... ¿cómo lo controlas? [...]

¿Cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

Pues desaparecerá. Si no entra gente joven, gente nueva... A ver el tema de la juventud aquí, es que es un problema. Están más para supervivencia que para afiliarse o asociarse. Claro es

que la gente aquí estamos... Yo creo que se ha derivado. Ahora hay otras ramas. Por ejemplo, nosotros estamos con un proyecto que se llama la *Taula de Ocupació* que es negociar con todo esto, que nos han metido del Vela, del puerto, de todo esto, negociar para que cojan gente para trabajar, del barrio.

Tenemos grandes luchas porque hay un perfil de trabajadores, en el puerto, altísimo. Y pedimos también formación. Total, que yo creo que lo que se deriva, cambia, porque a veces las asociaciones se mantienen con dos o tres personas. Pero cuando hay un conflicto... Si no tiene vecinos detrás tienes que explicarme ¿para qué sirve? [...]

Y en cuanto a la otra asociación... ¿Las dos asociaciones te parece que conviven? ¿Tenéis relaciones?

No. Intentamos, cuando... Dependiendo de quien esté en la asociación, quien esté dirigiendo y tal. Ha habido un cambio. Ahora ellos están muy fuertes porque nosotros hemos bajado la fuerza a nivel de presencia de gente porque nuestra gente se ha tenido que ir del barrio o como Susana que ha tenido gemelos y es la vida. Entonces, hemos intentado, pero no, porque son... es otro proyecto de asociación.

Ok, pero ¿hay un respecto entre cada entidad?

Sí claro. Bueno, ha habido una guerra porque cuando era el partido socialista que estaba en el ayuntamiento, ellos eran pro-socialistas. [...]

Y para terminar ¿cómo podrías definir la identidad de la Barceloneta?

Hombre es un barrio obrero, ha sido obrero, de pescadores. Un barrio muy... Muy cómplice entre vecinos porque aquí se vivía mucho del puerto, se vivía del estraperlo. Y aquí había una complicidad de vecinos, todo el mundo sabía todo, pero nadie se delataba. Entonces, había una fisionomía del barrio que era encantadora. Era barrio bajero. La gente venía antes a la Barceloneta, se lo pensaba, iba a la playa pasando por el paseo Joan de Borbón o paseo marítimo pero la Barceloneta daba su respeto. Pero, es un barrio que, bueno... Lo que pasa es que está cambiando. Se está transformando a diario. Esto es la pena, es la desgracia.

Y ¿lo notas?

Sí claro, expulsión de vecinos, cada mes. [...] Expulsan al que no tenía contrato indefinido, cuando se termina el contrato o le piden un alquiler que no pueden pagar. Luego, hacen mover a la gente mayor, agotarla para que se vaya. Entonces hay un problema serio. Entonces el barrio está cambiando. Por ejemplo, en mi escalera... yo soy la vecina que vive allí, los demás son gente que vienen para un año, dos años... Porque vienen por el trabajo, o por los estudios, o por un máster. Claro, la gente viene a la Barceloneta, y es que un privilegio vivir en la Barceloneta, al lado del mar, andando al centro de Barcelona, al barrio Gótic, ¡Claro! Y la

gente es aún de pueblo. Es un encanto. Lo que pasa es que se está perdiendo. Y por eso la gente que viene a vivir aquí, algunos con el tiempo, se han manifestado en contra de perder estas características, y esta calidad de vida.

## Entretien avec Manel Martinez Vicente

Via Skype. 8 mars 2017.

Lugar de nacimiento: Barcelona (Barceloneta)

Lugar de residencia: Barceloneta

Edad: 50

Para empezar, la primera pregunta sería, para ti, ¿qué significa vivir en la Barceloneta? ¿Qué representa el hecho de vivir en este barrio?

Pues, para mí es una continuidad de poder seguir tu ciclo vital, o sea, haber montado a mi propia familia, saliendo de la materna, paterna, y poder mantener las raíces y la tradición que yo tenía desde diferentes generaciones y continuarlas en un sitio donde me siento a gusto viviendo.

Entonces formas parte de la Asociación de Vecinos de la Barceloneta.

Sí, en estos momentos, me hice vicepresidente.

¿Cuándo entraste en la asociación? ¿por qué? y ¿para qué entraste en esta asociación?

Pues entré, aproximadamente, hace ahora un par de años. Y fue porque me lo propuso, la que en aquel momento accedió a la presidencia de la asociación, con un cambio generacional. Era una asociación bastante más continuista y queríamos darle un aire un poco más de apertura, para atender las peticiones de los vecinos. Entonces, hemos hecho una reestructuración de lo que es la junta, un poco más numerosa y con una mejor representatividad a nivel de lo que es, por ejemplo, de edades. O sea, hay personas con diferentes perfiles, hay personas que vienen del mundo, de la parte educativa, hay gente de la parte cultural, una de la parte más comercial, una de la parte más de salud, una de la parte más empresarial o financiera. O sea, gente con edades dispersas, de 20 a 60 y picos de años. Yo creo que ahora sí que refleja un escenario de gente que es más representativa de lo que es el colectivo que vive aquí. Hay gente nacida aquí, gente no nacida aquí. No hay ningún extranjero, sí que es verdad, pues, no se ha terciado, pero si viene un vecino de toda la vida que es de origen de otro país pues bienvenido será, claro. Pues en estos momentos, son colectivos que cuesta mucho integrar en lo que es la vida más social. Pero bueno, habrá tiempo.

Para ti, ¿la asociación te parece el mejor medio para actuar? O ¿para defender el barrio?

Bueno, yo anterior a esta asociación estuve en otro movimiento vecinal que se formó, como una plataforma más reivindicativa por el tema de los pisos turísticos y el turismo incívico, que estaba en el 2014, que fue un ataque muy brutal a la convivencia y a la supervivencia del barrio. Y luego con el tiempo bueno pues, como todas las plataformas, cuando van cambiando las cosas y tal, pues la gente se va, va saliendo, algunos hemos formado parte de algún otro

movimiento vecinal, como yo, y otros pues han optado por otra manera de actuar. Realmente, la fatiga dedicar con pocos recursos, haciendo cosas, pues también algunos han pedido momentos de descanso. El caso es que, creo que, desde mi experiencia, trabajando con las administraciones públicas, que son las que tienen básicamente que resolver muchas de las cosas que nosotros pedimos, actúa de diferente manera si él que tiene delante, es un colectivo organizado o es un vecino solo. O sea que, yo esto lo he visto. Entonces la verdad es que me ha demostrado que actualmente en el trabajo que estamos haciendo todos los compañeros de la asociación es que te escucha de otra manera, o sea, tenemos más atención de los partidos políticos, por ejemplo, de la oposición del gobierno, del mismo gobierno municipal, de los medios de comunicación, de diferentes entidades que aglutinan a movimientos reivindicativos vecinales. Nosotros como asociación formamos parte de la FAVB que es la Federación de Asociaciones de Vecinos de Barcelona, y eso de alguna manera nos ha permitido tener más voz.

Vale y antes iba a preguntarte si ¿habías militado antes, en otras asociaciones, antes de integrar la asociación? Pero ya has contestado...

Sí, yo históricamente, he participado desde mi juventud, en diferentes movimientos. A ver. Hubo momentos o etapas de mi vida que, por trabajo, por lo que fuera, o situaciones personales, pues, no podía dedicarme y desde 2014 hasta ahora, he vuelto a una relación mucho más activa a este tipo de acciones.

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Bueno, pues, significa implicarte. Significa que sabes que puedes ser parte de referencia del resto de los vecinos para dirigirte a ti, para poder, de alguna manera, ser el altavoz de sus reivindicaciones. Significa dedicar mucho tiempo de tu familia y de tus amigos y de tu tiempo libre a una causa, digamos, sin ánimo de lucro. Pero a pesar de que es duro, intentamos, esta junta, repartirnos bastante bien el trabajo. Y la verdad es que, sí que todos pensamos lo mismo, todos. Muchos, tenemos hijos a nietos, y lo que queremos es que, cuanto mejor trabajemos para que este un mejor sitio para vivir, pues bueno. Es como preguntarle a alguien por qué era un donativo a la UNICEF, bueno, sabes, que intentas hacer algo para intentar ayudar a un colectivo mayor.

Desde tu entrada en la asociación, ¿has visto evoluciones, por ejemplo, en la estructura, en la organización, en los medios de acción? O ¿no ha cambiado para nada?

¿En la nuestra?

Sí.

Sí, sí, en la nuestra cada vez más intentamos darles un giro más participativo a todos los miembros. Intentamos realmente darle el poder que tiene a las ideas y a los proyectos. Consensuarlos entre todos los miembros. En alguna manera, eso no deja de hacer más sólidas

las propuestas que presentamos y ayuda que todos los miembros que formen parte se impliquen más, puedan sondear, y ser todos, ser miembros de diferentes *tablas*... Mesas de trabajo, ¿vale? Para diferentes sectores y entonces de alguna manera, pues, hemos hecho que la junta realmente se reparta diferentes ámbitos, cuando no puede uno lo suple otro. Intentamos dar y tener más presencia en todas las acciones, o sea, somos la única asociación del barrio que participa en todas las mesas sectoriales y en todas las reuniones con ayuntamiento que hay. Y eso, nadie podrá reprocharnos, la única.

Y ¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron en el barrio recientemente? Con el *Plan de Ascensores* por ejemplo.

Bueno, eso fue uno de los primeros ataques, se empezó primero con el *Plan Comarcal* luego el *Plan de Ascensores*, luego los pisos turísticos. Son diferentes ataques que, con la máscara de poder dar una mejor calidad de vida a ciertos vecinos, lo que se intenta hacer es, de alguna manera, ir separando y distorsionando lo que es la forma de vida que hay en el barrio. Eso no significa que yo este a favor de que los pisos sean pequeños ni que la gente viva en precariedad y que no quiera gente de fuera, no, no, no. Yo entiendo que la ciudad es un ser vivo y tiene que evolucionar, igual que lo hacemos las personas. Entonces es decir que a mí me hace mucha pena, cuando alguien dice un eslogan que dice « recuperamos el barrio ». Yo no quiero recuperar el barrio. Yo quiero reivindicar el barrio, que evolucione por su manera normal y para los que viven allí, o sea, no me parece interesante volver a épocas negras de los años 70, 80, en el barrio, para nada. Ni pretendo defender solamente a colectivos desfavorecidos que están un poco entroncados, en no cambiar un sistema de vida así. Creo que hay gente joven con mucho empuje, con mucha formación, con muchas ideas y yo quiero dar el escenario para que esa gente, cuando a mí me relevaré, hagan las cosas mejor que yo.

En tu opinión, las movilizaciones de los años 70... ¿Te parece que las movilizaciones recientes se relacionan o se pueden comparar con las movilizaciones de los años 70? O sea, ¿piensas que las movilizaciones actuales toman el relevo de las movilizaciones antiguas? De las que se crearon para luchar contra el *Plan de la Ribera* por ejemplo.

Sí. Hombre claro. De alguna manera, lo sustituye. Además, algunos éramos niños o algunos no habían nacido todavía cuando surgieron estas reivindicaciones. Lo que hay que pensar también es que el impacto que hacían estas movilizaciones. Ahora hay otros medios que causan más impacto. También hay que pensar que la gente está más atenta a un post de Facebook, que no a 50 personas corriendo en la calle. A parte, que hay que pensar una cosa, cuando uno hace una movilización, en general, o una acción, lo que busca es impacto. Lo que busca es que haya ruido, lo que busca es que el responsable de solucionar eso reaccione, que le sea molesto. Entonces, yo pienso que, en el siglo XXI, ya incluso los propios sindicatos, tampoco... Cada vez hay menos manifestaciones. Antes en Barcelona, la vía Laietana se cerraba cada día por manifestaciones. ¡Ahora ya no! Cuando hace falta que sea masiva, como en el caso de los refugiados, que se hizo hace unos 15 días, eso tiene el impacto de colapsar. Era un poco el ruido,



el impacto, el imprevisto que significaba eso para que el ayuntamiento o la administración que toque en ese turno, pues diga « ostras » aquí tengo gente que me está dando de comer, que son mis votantes, que son mis ciudadanos, que me están reclamando una cosa. Ese es el impacto. O sea, hoy en día, hay otros medios que no existían en los años 70-80, y las asociaciones son unos. Quiero decir que realmente crear una plataforma que tenga mucho ruido en la red y que haya muchos seguidores y que los medios estén pendientes, a un político lo hace mucho más daño que unas personas manifestando en las calles. Entonces, yo creo que hay que pensar. Las manifestaciones tienen que ir... Tener en cuenta la tendencia, la evolución del mundo, de los medios que tienes y de lo rápido que puedes llegar de una cierta manera u otra.

Para ti, ¿las movilizaciones actuales, en el barrio, se refieren únicamente a las transformaciones urbanísticas o van más allá?

Van más allá. Porque bueno, claro, lógicamente las urbanísticas son las que más se ve. Pero no significa que sean las más... Lamento decir... Las más importantes. Es decir, en cualquier momento va a tener que haber alguna movilización por la defensa, por ejemplo, del comercio local y de las pocas ayudas que hay. Ha habido movilizaciones para defender centros escolares que estaban en precariedad. Estamos hablando de lo que es educación. Ha habido movilización de soporte a la mala convivencia que tenían unos vecinos del barrio porque están al lado del centro de ocio del puerto olímpico. Ha habido apoyo y acciones a los trabajadores de sanidad del Hospital del Mar y reclamar que las obras se aceleren para que puedan tener un buen puesto de trabajo y que nosotros tengamos unos servicios como Dios manda. Entonces, depende. Lo que pasa es que claro la... A veces, cuando hablamos del turismo masivo, que es el más ruidoso y el más llamativo, lo que provoca es que la gente reflexione : que detrás de eso, no solo hay una afectación inmobiliaria, sino que hay una dispersión de núcleos familiares. Desde que hay un aumento del precio de alquiler, hay un cierre de comercios locales que no pueden sobrevivir con los precios que les ponen. Entonces cambia la oferta del tejido empresarial. Eso implica también puestos de trabajo, con lo cual estamos afectando a ocupación, con lo cual también genera que no hay primeras ocupaciones. Afecta a los emprendedores que no pueden establecerse. Afecta a jóvenes, que desaparecerá la figura del aprendiz. Afecta aquel huevo, la gente que son fabricantes o industriales, comerciantes que proveen. Tienen que buscar vías de ingreso por otros sitios. Se desarraigan del barrio o desaparecen, se trasladan del barrio. Eso afecta que, si se van las familias, hay menos para escolarizar. O sea, es toda una cadena. Lo que pasa es que la inmobiliaria conlleva muchas cosas detrás. [...] Y claro, las administraciones cuando sacan sus estadísticas.... como sables. Pues dicen, « perdona, pero es que como hay menos niños no hace falta mejorar la escuela », « perdona, pero ya que hay menos gente, ya no hace falta poner más médicos », hombre. « Oye que no hace falta miseria » « -Oye que te quito dos autobuses para ir a... - Oye que yo voy a trabajar en autobús y mi hija va al colegio, - pues fuera ese autobús ». Claro, pues fíjate lo que cambia, cambia todo. O sea, el miedo que tenemos nosotros básicamente es, cuando digo, de defensa del barrio, no recuperamos. Resistir sí. La defensa, salvaguardar el barrio. Es decirle : un barrio tiene que tener una vida. La vida

pasa por el comercio, por la industria, por la educación, por los servicios sociales, por la parte cultural. Si nos van quitando todo eso y van rellenando, se va a volver o bien una ciudad dormitorio, como allí en las afueras de Francia, o se va a volver a un núcleo turístico, como puede ser Rímini, Puerto Banús, Ibiza. No queremos ni una cosa ni otra. Queremos que evolucione, que haya nueva oferta, lógicamente, que haya cosas, pero reguladas. Y que la gente pueda decidir, quedarse vivir y algunos incluso, venir a vivir. Si será un ser vivo, yo diría que lo que queremos es, que ese brazo tenga vida y fuerza para seguir haciendo cosas, no lo amputes y pongas una prótesis sintética.

Y entonces, ¿cómo crees que va a evolucionar la asociación dentro de unos años?

La asociación va a evolucionar porque, cada vez, vamos incorporando más gente joven. Va a evolucionar porque hacemos llegar a más gente con más medios y lo que queremos es que la asociación este más presente en la calle. La calle quiere decir que la gente la tenga como referencia para ser su instrumento de voz frente a las administraciones. Y eso es nuestro reto. Poco a poco lo vamos consiguiendo. Y la gente reconoce cosas que hemos conseguido como asociación y es la manera de hacerlo.

Y en cuanto a la identidad de barrio, si hay una, ¿cómo podrías definirla?

La identidad de barrio, como barrio, yo te diría que, desde siempre, desde mi abuelo, es un barrio de luchador. Es un barrio que ha tenido un alcalde puntero, primero en la República. En el estado republicano de España, pues el primer alcalde de Barcelona fue un chico de barrio, Hilari Salvadó. Se celebra su centenario este año. Ha tenido muchos movimientos sindicales. La verdad es que había industrias potentes en la parte del puerto y en parte, donde había la Maquinista y más talleres. Fue el primero que abrió cooperativa. De hecho, la biblioteca está ahora en lo que era una cooperativa. El *segle vin*, siglo veinte, que es un edificio que está todavía en pugna de la tutela, era otra cooperativa. O sea, en un kilómetro cuadrado, teníamos más cooperativas que muchos barrios enteros de Barcelona. O sea, ese es el espíritu. ¿Qué pasa? Eran otros tiempos. La gente... Se conocían todos. Muchos tenían vínculos familiares y con el tiempo eso va cambiando. Entonces claro, ha venido gente nueva, gente con otras ideas, gente con otras necesidades, pero sí que es verdad que gracias, entre comillas, a estas desgracias, que nos han ido cayendo de... Cosas, pues ha habido un poco más de hermandad entre el barrio, y ahora vuelve un ciclo en que la gente se comunica más. En los consejos de barrio participa mucha gente.

Bueno, yo creo que cada vez más, pues el barrio lo que intenta es subsistir y no digo recuperar pero de alguna manera salvaguardar esa identidad reivindicativa, como siempre decimos, somos un barrio pequeñito pero ruidoso.

## Entretien avec Antonio Sanchis Pallarés

Valencia. 3 avril 2017

Lugar de nacimiento: Valencia (Torres de Serrano)

Lugar de residencia: Valencia

Edad: 74

Bueno, mi primera pregunta era « para ti, ¿qué significa vivir en el Cabanyal? », pero no vives en el Cabanyal. ¿Has vivido en el Cabanyal?

No. Viví en Malvarrosa.

Vale viviste en la Malvarrosa y ¿qué significó este hecho, vivir en la Malvarrosa, en los pueblos marítimos?

El barrio ese... Es que, yo me relacionaba con el Cabanyal, precisamente, por toda la coordinación que había entre todas las asociaciones de allá. Y para mí, hubo una época en que Cabanyal y Malvarrosa era lo mismo sentimentalmente, por proximidad y por todo. Y para mí significaba un reto porque yo no me metí allí por gusto. Yo me metí porque era una zona tan desamparada, tan marginal que... Yo me metí allí para ver qué... Entre todos, qué podríamos hacer para revitalizarla y hacer que avanzara un poquito.

Entonces ¿formabas parte de una asociación de vecinos?

Yo fundé la asociación de vecinos de la Malvarrosa.

Y ¿cuándo la fundaste exactamente?

En el año... En noviembre de 1974.

¿Por qué? y ¿para qué la fundaste?

Porque las zonas estas del marítimo, sobre todo de Malvarrosa, eran unas zonas completamente marginales a las que no llegaba ni la mano de dios. No estaban... Estaban muy abandonadas. Y la ventaja que teníamos es que nos faltaba todo. O sea que era muy fácil reivindicar: « ¿qué es lo que tú quieres que haga aquí? », « Pues todo ». Porque, pues a ver... No había ni un colegio. Ni colegios, ni urbanización, ni descontaminación. La playa estaba contaminada. Los colegios no existían. Estaba todo lleno de solares. El chalet de Basco Ibañez estaba derruido, era una ruina por completo. Bueno... Había un colegio sí, había solamente un colegio. Pero es que teníamos una lista de reivindicaciones en esta época. Por ejemplo, la que más tiempo nos llevó fue que cubrieran la acequia de Vera. Eso fue el hilo conductor de todas nuestras reivindicaciones, a lo largo de muchos años. Porque allí en la acequia, pues es que estoy derivando... Bueno, porque allí, se ahogó un niño, muchos se infectaban, etc.

Sí, me suena por tus libros.

Mira ya está entonces. El otro día vi a su padre. [...]

Entonces para ti, ¿la asociación es el mejor medio para actuar?

Sí. Y desde luego se manifestó así porque no solamente es que le faltaran cosas, es que había amenazas sobre la zona. Lo que es ahora paseo marítimo estaba proyectado por el Ministerio de Obras Publicas como una autopista. Entonces lo teníamos fácil porque era una barbaridad tan grande que la alternativa era muy fácil y muy clara. Y se consiguió. El tren tampoco estaba soterrado.

¿Cuándo fueron enterradas las vías de tren?

Se soterró pues, por los años 1984, creo. Sí cuando yo ya no era, ya no estaba de presidente. En tiempos de Clementina Ródenas. Clementina Ródenas era la alcaldesa que inauguró el soterramiento.

Vale y antes de fundar la Asociación de Vecinos, ¿habías militado en otras asociaciones? Bueno militado...

Sí, militado sí. Sí, eran asociaciones clandestinas. Fundamentalmente donde más tiempo estuvo y prácticamente, la que nos dio el impulso para fundar la asociación fue Bandera Roja. No sé si habrás oído hablar porque era un partido muy minoritario.

Sí he oído hablar de este partido. Pero cuando dices « minoritario » quieres decir ¿con pocas personas?

Sí bueno, pocas, pero buenas. Uno de los fundadores prácticamente formaba parte de la comisión nacional que redactó la Constitución española, Jordi Solé Tura.

[...] Y entonces dejaste la asociación, ¿por qué?

Porque llegó un momento en que cuando ganó el PSOE quería controlarla y poner allí a toda su gente e imponer sus criterios y todo eso. Y ya, yo digo, ya soy mayorcito y no quiero que me controlen. Y metió allí a mucha gente suya con otros y tal.

Ok entonces al llegar el PSOE en el Ayuntamiento.

Sí. Y entonces fue precisamente cuando me dediqué a escribir. Y dije, ya que estoy aquí voy a ver, porque a mí me gusta que me expliquen las cosas, por ejemplo « ¿qué significa Malvarrosa? », es que no lo sabía nadie. Era... Es que, yo también lo tenía fácil, porque como nadie sabía nada, lo poco que yo supiera era nuevo. Y entonces empecé a interesarme por... Y

con 8 años redacté la historia de la Malvarrosa. Más de mil entrevistas, en horas libres, después del trabajo. Cuando nos dejaba libre la policía [...]

*[Enregistrement coupé à la demande du participant]*

¿Qué significa para ti militar en una asociación?

Ahora ya no milito, pero lo ha significado y todavía los que militan, me parece que... Son la respiración de la sociedad ¿vale? Que son la parte... Digamos que... No son ni los mejores ni nada, pero es una sensibilidad muy acusada y muy acertada de lo que es la ciudad y sus necesidades. Y, es más, las propuestas que hizo la sociedad por medio de las Asociaciones de Vecinos en nuestro tiempo han sido tan especularmente positivas para Valencia... Por ejemplo, en el cauce del río querían hacer una autopista.

Sí con el Plan Sur

Sí, ves. ¡Las Asociaciones de Vecinos! Yo estaba allí de secretario de la asociación. Y en el Saler también pensaban poner... Todas esas cosas, las asintió la sociedad por medio de las asociaciones y fueron muy positivas.

Entre el momento en que entraste en la asociación y el momento en que la dejaste ¿qué evoluciones pudiste observar? Por ejemplo, en la organización o en el funcionamiento de la asociación. ¿Pudiste constatar evoluciones?

Bueno, pues nada. Que sí, que iban pues consiguiendo los objetivos. Iban consiguiendo. La gente respondía, nosotros nos reuníamos, veníamos, mucha unión, colaborábamos todos muy íntimamente, con mucha armonía y las cosas iban funcionando porque todo el mundo estaba de acuerdo con lo que hacíamos. [...] Había un equipo muy bien coordinado.

¿Cuál es tu opinión en cuanto a los acontecimientos que ocurrieron, sobre todo en el barrio del Cabanyal, en cuanto al proyecto de prolongación de la avenida Blasco Ibáñez?

Yo estuve en Salvem el Cabanyal antes de que se fundara.

¿Ah sí? ¿O sea...?

Porque ya se hablaba antes ¡claro! Para una cosa tan gorda, diríamos, ya antes... No sé, si era en la concejalía del distrito o algo así, ya se habían hecho reuniones sobre cómo expropiar a la gente y cosas de esas. Fueron noticias al principio confusas. Fuimos a unas reuniones, yo quedé asombrado. Hice algunas propuestas, no recuerdo muy bien, pero la gente se fue... Diríamos, movilizándolo, a la escucha de todas esas cosas, de... Que iban a expropiar, que iban a reordenar, y todo. Y eso fue el origen de la plataforma Salvem el Cabanyal. Desde luego la protagonizó,

desde luego, la Asociación de Vecinos del Cabanyal. Esa es la protagonista indiscutible del movimiento. [...]

Se organizaron muchas reuniones, asambleas y todo, gente que pretendía que el Cabanyal... Que se prolongará, o sea, que se cortará por el medio. Y los que nos oponíamos. Mucha gente decía que íbamos contra la legalidad. [...]

En tu opinión, ¿las movilizaciones recientes de Salvem ¿podemos decir que toman el relevo de las manifestaciones de los años 70?

Sí, bueno, más que tomar el relevo... Han entrado en otra fase. Yo creo que él que lleva la batuta y lleva el peso teórico, de lo administrativo y de todo esto es Vicent Gallart. Pues estamos en otra fase. Entonces simplemente, todo lo que se pretendió prácticamente, se va a plasmar. Es que es una tierra de oportunidades. Es tremendo. Entre la universidad y la playa. La cultura y el ocio. Y el Cabanyal en el medio. Y tampoco se pueden hacer allí grandes rascacielos contra un turismo sostenible, a sea que, hay que... Ser lógico.

¿Cómo crees que las asociaciones, tanto la de la Malvarrosa como la del Cabanyal o la plataforma, cómo van a evolucionar dentro de unos años?

Es que... Yo nunca he sido profeta. Va a ser un... Es que veo que... La principal cosa que yo veo es que, antes se luchaba por cosas evidentes, y ahora no se lucha por cosas evidentes. Y las cosas por las que se pretendió luchar, digamos que ya las han asumido los Ayuntamientos. Porque, al fin y al cabo, no es que sea una maravilla, pero tiene una raíz más democrática y lo llevan adelante. Pero, los Ayuntamientos están... Aunque lo lleven, las actuales administraciones siempre siempre siempre hay que estar pinchándolas porque ellos, las administraciones, sean quien sean, van a la suya y no... Y el pulso de la sociedad y los intereses de la gente, si no se los dice, no lo tienen claro. Entonces allí está la cosa. Y es un poquetín más difícil porque tienes que luchar contra tus amigos, pero en fin, amigos o que para algunos son enemigos, depende, pero en fin, es un poco más complejo que antes.

Eso significa entonces que siempre será necesario tener este tipo de estructura ¿no?

Sí, eso es lo que yo creo.

¿Cómo podrías definir la identidad del barrio, o de los poblados marítimos?

¿Qué es lo que les caracteriza?

Sí

Sí bueno la identidad la tienes allí físicamente, a la vista, es su relación con el mar. Mi libro de Malvarrosa empieza con una frase vulgar, pero por lo vulgar que sea, me la estuvo pensando

durante un tiempo, y es « junto al mar ». Así empieza la « Historia de Malvarrosa » efectivamente. Es lo que la define. Hay otras cosas que antes nos definían más, pero ahora ya no nos definen, en el sentido en que antes, antes estaba la pesca, ahora ya no. Antes estaban las sociedades pesqueras, el « Progreso », la « Marina », los pequeños astilleros ¡ahora todo lo hacen en Seúl! Y ahora todo está pues prácticamente como una parte subsidiaria de tal puerto prácticamente. Es convertir. Es que hay una frase, que es muy difícil de interpretar a la primera, una frase muy compleja, que dice que « Valencia vive de espaldas al mar ».

Pues yo creo que no. Porque siempre ha estado de cara al mar. Porque al fin y al cabo, la salida hacia el oriente, hacia Italia, hacia las conquistas, la conquista de Tunes, la conquista de Constantinopla y todo eso, salía de aquí. Estaba cara al mar. Pero efectivamente sí que está un poquetín de espaldas al mar en el sentido de que el puerto, es como un tapón. El puerto es una propiedad privada, el puerto es una entidad autónoma, que se considera propietaria, propietaria del puerto en lugar de integrarse. Están mandando, o sea que funcionan de manera independiente. Y eso es especialmente grave en Nazaret. Nazaret, el puerto lo ha hecho desaparecer. Y eso, el plan de borrar Nazaret ya vino del siglo XVIII, pero yo recuerdo, cuando era de 12 años, o sea ahora tengo unos 70 años, tenía una playa preciosa [...]

*[Coupure de l'enregistrement à la demande du participant]*

## Entretien avec Pepa Dasí

Valence. 10 avril 2017.

Lugar de nacimiento: Valencia

Lugar de residencia: Valencia

Edad: 75

Para ti, ¿qué significa vivir en la Cabanyal? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Cabanyal?

Pues, representa... Es donde yo he nacido, donde todas mis vivencias están aquí, que no he cambiado de lugar con la edad que tengo. Por tanto, es todo, es toda mi vida. El Cabanyal es toda mi vida. Además, con el cargo que tengo, aún más porque estoy reivindicando, luchando para que este barrio, que te he comentado que es el mío, que este lo mejor posible.

¿De qué asociación formas parte?

La Asociación de Vecinos. Soy la presidenta de la Asociación de Vecinos Cabanyal-Canyamelar.

¿Cuándo entraste en la asociación?

Yo entré... claro ¡qué pregunta! Es que hay dos etapas. Vamos a ver. Ha hecho 40 años de la asociación, entonces, 40 años pues sería... Estamos en el 2017, pues creo que fue en el 74 o algo así... sí. Empecé allí porque fui socia fundadora. Después por trabajo y por estudios, lo dejé. Y hace 25 años, que pertenezco a ella, otra vez. Y desde hace 18 años soy presidenta.

Y entonces, ¿por qué y para qué entraste?

Como toda asociación, la función era pues... todos los problemas que había en el barrio pues intentar solucionarlos. ¿Cuál es la función? Cada asociación... toda asociación está, cual sea, es el lazo que hay o la unión que hay entre el ayuntamiento y los ciudadanos. No hay otra entidad oficial que represente a los vecinos. Es la Asociación de Vecinos. Es lo único... Cualquier plataforma u organización no puede ir a los plenos, ni puede pedir plenos, ni puede hacer un expediente oficial, porque no tienen... No son entidades conocidas, la Asociación de Vecinos, sí. [...] Yo tengo la capacidad de hacer un escrito y por juntas del distrito, se entregan y luego ya tienes derecho a que te reciban los concejales. [...] Ahora con el nuevo gobierno sí que ya se está trabajando mucho más a nivel individual, ya la gente puede con sus problemas... Puede escribirlos y mandarlos. Pero asistir a un pleno o hablar en los plenos... No puede hablar cualquiera sino, representado por un partido político, pero bueno. La Asociación de Vecinos siempre tiene relación con un partido político y si tienes alguna queja a nivel de Ayuntamiento, que están los plenos que se hacen todos los meses, cada jueves, a finales de mes, hay un pleno del Ayuntamiento. Y entonces hay veces que tenemos algunas quejas o cualquier cosa. Entonces se hace una petición, una petición a que quieres *parlar* en el pleno, entonces haces esa gestión,



este escrito, lo presentas y normalmente siempre no hay problemas, siempre te dan permiso para hacerlo. Pero vamos, es la Asociación que tiene la función de la unión entre los vecinos y el Ayuntamiento. Para todo.

Vale y entonces, ¿la asociación te parece ser el mejor medio para actuar para el barrio?

Sí. Es el medio oficial, él que... Tienes tu la voz, la voz ante el Ayuntamiento. Por eso muchos vienen a la asociación para decirnos, vamos, cualquier cosa. Vienen, te comentan, y entonces valoramos, bueno pues, esto entonces sí, podemos hacer una estancia, un escrito al Ayuntamiento, por el registro de entrada: qué queremos tal queja, de concejalía, cualquier cosa. Por ejemplo, estamos muy enfadados ahora porque está el boom de los móviles y telefonía. Y por ley, tú no puedes poner ningún cable, no puedes, aunque te den la finca y tú quieras, no. Por ley, no se puede. Y entonces ahora es una lucha que tenemos total con ellos. Lo que está, está. Está feísimo todo. Lo que está, está. Esto no lo puedes tirar. Pero, las nuevas líneas telefónicas tienen que ir por el suelo. Bueno, pues, claro, entonces son estas luchas que están poniendo, que viven los vecinos, que « no me hacen caso », es que, vamos a denunciar, vamos a hacer el escrito, vamos a tal. Y así todo, cuesta, cuesta, cuesta, pero bueno. Estas cosas son las funciones de la asociación. Tiene que atender las demandas de los vecinos y lograr las luchas a través de las juntas de distrito. Cada barrio tiene una junta de distrito, está allí al lado del metro. Por ejemplo, hoy si quieres, hoy hay un consejo de distrito. Entonces allí van todos los vecinos de aquí, *dels maritims*, y estará la presidenta, la concejala que es la presidenta de la junta de distrito que es la portavoz, luego están los portavoces tanto del gobierno que están de Compromís como otro, o la oposición. Entonces ellos, la oposición hace preguntas al Ayuntamiento y los vecinos hacemos preguntas al Ayuntamiento. Allí se contesta, en este pleno. [...]

¿Habías militado antes, en otra organización o asociación, antes de integrar la asociación?

No, no pertenezco a ningún partido político ni a ninguna asociación.

Y, por cierto, para ti, ¿qué significa militar en una asociación?

Es implicarte. La palabra es implicarte. Es eso, meterte en plenos, para defender, para lo que piensas, la defensa del barrio. Militar es esto. Lo que pasa es que algunos militan para lucro o para... Está claro ¿no? Yo no. Al contrario, a mí me cuesta dinero, porque si tienes que ir a alguna reunión o algo nunca dices, bueno lo va a cobrar la Asociación: autobuses o lo que sea, que tienes un montón de reuniones, te vas y bueno lo pasamos, lo del desplazamiento. Bueno, lo que te quiero decir es que la palabra militar es implicarte. Entonces ahora que estoy jubilada puedo dar más, y el tiempo que hemos tenido lo hemos dado. Realmente, la Asociación de Vecinos, hoy por hoy [*téléphone*] [...]

Desde tu entrada en la asociación ¿qué evoluciones o cambios has observado?

Bueno, justamente, cuando entramos fue cuando apareció el problema de la avenida Blasco Ibáñez. Entonces, date cuenta de que nosotros como asociación, la labor a parte de lo que te he dicho es de la unión. Pertenece a la Asociación Cabanyal-Canyamelar y esto son, en este barrio, dos partes. Entonces, la Asociación tiene como misión todo ¿no?, tanto unos como otros, todos los problemas que tengan para todos. Pero ¿qué pasa? Que en aquel momento aparece el problema de la prolongación Blasco Ibáñez. El problema de Blasco Ibáñez empieza con la okupación de las casas, y empezaron a pegar fuerte y a comprar para alquilar. Y claro en esa época nosotros teníamos que definirnos. Teníamos que definirnos porque claro pertenecíamos... La Asociación es Cabanyal-Canyamelar, pero no queríamos olvidarnos de esta parte del Canyamelar, Canyamelar no es Cabanyal ¿Entiendes? Y entonces claro. La suerte que tuvimos, porque hubo una época de lucha... De batalla... De la gente que quería la prolongación con gente que no quería la prolongación ¿Vale? Claro como Asociación yo tenía gente de las dos cosas: gente que quería y gente que no quería. Claro. Nosotros teníamos de las dos posturas. Teníamos el problema de que allí teníamos de las dos posiciones. Lo que pasa es que yo, claro, tenía que... [*une voisine passe* : [...]] « Adiós Begoña »]

Y el problema era que... Menos mal que de dentro de la directiva, porque claro esa es otra... Te puedes encontrar una directiva... Como las elecciones son libres, se puede presentar a quien quiera. Entonces, poco a poco, la gente que teníamos la postura nos fuimos ya configurando, teníamos ya cierto perfil. Conseguimos que toda la directiva tuviéramos el mismo talante y tuviéramos la misma sensibilidad, y claro, era solamente luchar como frente, porque claro ¿qué hubiera sido luchar con dos frentes? Entonces, yo lo tenía muy claro, de que esa gente había que ayudarla porque se veía claramente que era una especulación total, total, total.

[...] En una de las casas, al principio, te hablo del principio, una señora muy mayor, tenía ochenta y tantos años, que no tenía otra casa que una planta baja pequeña, que había heredado de su familia. Era mujer de un marinero, jubilada, viuda y llega el momento, en una de las reuniones que empieza el... Claro, hubo un poco de enfrentamientos y queríamos también que se aclarara ¿qué es lo que pretendían? O que a la gente no se le podía tirar así las casas... ¡Claro! Entonces hubo una reunión, de concejales del gobierno que estaba anteriormente, de la Rita. Y empezó a decir que iban a comprar las casas, pues también iban a comprar unas casas fuera del barrio. Y a esta señora, con ochenta y tantos años, no podía sacarla del barrio, sobre todo en el barrio de la Coma que está en Paterna, es otro pueblo. No la podían sacar de aquí. Entonces hubo un enfrentamiento. Fue conmigo justamente porque el concejal no se le ocurrió otra cosa que decirle dar la casa... Porque al principio decían que era cambio : casa por casa ¿no? Dabas tu casa y te daban otra, pero no. Esa señora le pedían, estoy hablando de hace dieciocho años, le pedían 8 millones de pesetas y aquella señora que no tenía nada, empezó a llorar, pero con un discurso muy claro. Yo tuve un enfrentamiento con el concejal porque justamente la vecina era mía, la conocía de toda la vida. Y le digo, no lo tienes que hacer. Tú no tienes que hacer esto. Al fin, porque le dice, « ¿qué? » pero en *valencià* « ¿Tanto es? » « ¿Tanto es 8 millones? ». Dice « mucho. Ni uno, ni medio ». « Yo tengo mi casa y yo no me quiero ir de mi casa. Y ¿me vas a tirar tú? Me quieres tirar tú. ¿Por qué me quieres tirar? » Y

yo, allí. Pues me dije, yo no voy a consentir... Que ni una persona... Le vayan a tirarla de su casa si no le dan algo que compensa ¿sabes? Y fue, eso pues, el lanzamiento.

Toda la gente de la directiva, estábamos con la misma postura : « No vamos a dejar a nadie en eso », « vamos a luchar para que eso no se haga ». E intentamos ya a juntarnos. Aparece entonces la figura de Salvem el Cabanyal. Aparece así hace 18 años. Entonces al aparecer esa figura nosotros ya... No es que nos retiramos, sino que, es una plataforma, que lo que se dedica es solo a esto. Entonces, la asociación era eso más lo otro. Entonces claro cuando aparece la plataforma, la asociación lo que hace es apoyar. Apoyar. Las manifestaciones, los comunicados, la lucha que tuvimos allí [...].

Pues eso, íbamos allí, a lo que fuera, dar eso. Fueron unos días fatales. Pues todas estas cosas, quiero decirte que la asociación ha seguido toda esta lucha, desde que estamos, a partir de esta época. Los años anteriores, que estaba el gobierno socialista, pues nos íbamos normal, se hizo el paseo marítimo, se hicieron varias cosas, en el barrio se hicieron muchas cosas, lo de las vías del tren, allí lo de Serrería, también, se hicieron muchas cosas. Lo que pasa es que luego claro dicen socialistas tal y estos... Pero es que estos, es que hace 25 años. Tuvieron mucho tiempo, tocar y tocar, pero ya habían hecho cosas, yo no digo que no hayan hecho, sino que lo hayan hecho, han hecho lo que han hecho. Y lo que han hecho es tocar un barrio y ahora está así como estamos.

Estamos divididos. Ahora resulta que perdió el partido popular y hay miembros aquí... Pero esto te lo comenté que había una plataforma que era Sí Volem. Eso sí que es otra plataforma. Pues esos viendo que han perdido, ahora quieren llevarse otra vez a eso. Y yo estoy diciéndoles a este gobierno, que está ahora que, si se duermen, eso va a pasar.

El sábado, justamente este sábado, hubo una asamblea que constituyó una asociación. De estos, en contra de este gobierno. Que era la gente de Sí Volem que queríamos unir con nosotros, para todos juntos... Pero estos no, pedían la prolongación. [...] Son muy mayor, se dejan arrastrar, no tienen sus ideas muy claras y entonces son fáciles de arrastrar, ¿sabes? [...] Esto es nuevo. Son los que dicen que van a salvar el barrio. Como nosotros no hemos tenido la prolongación, lo hemos desechado. Porque hemos impedido que hicieran la prolongación: tirar y edificar, como ellos querían ¿entiendes? Y el ayuntamiento como no lo arregla pues eso, no puedes imaginar el lío que hay [...]

Están haciendo lo que debieron hacer, pero eso va muy lento porque es lo que todo el mundo decimos: son 25 años de nada. Entonces no se puede hacer de un día para otro. En un año y medio, ya se ha hecho muchísimo, pero claro poco a poco [...] Cuando un barrio se deteriora, cuando metes gente, pobres, que no tienen recursos, y degradan... Degradan porque es la forma de vida, degradan porque, claro, no tienen nada [...]

Entonces, para ti, la asociación dentro de unos años...

Estará allí, dentro de unos años va a estar allí hasta... Lo malo es que yo me voy a ir, bueno me voy a ir... Me estoy haciendo mayor y lo malo es que no hay gente joven... Incluso en el barrio, las asociaciones no son grupos, no son grupos... Se va perdiendo, se va perdiendo, pero en todas, ¿entiendes?. Todas mis compañeras lo dicen también, que, en las asociaciones de vecinos, gente joven ya no viene, no hay gente joven implicada, somos gente ya mayor o socios mayores y entonces... Yo mientras pueda estaré allí. Pero yo no sé hasta cuándo. Yo, mujer, yo pienso que ayudo ahora, porque si yo una vez mayor no ayudo nada, es para pegarse un tiro. Perder esta pasión, tirar esta pasión, perder esta consciencia...

Entonces, si no se pierde esa pasión, pues la asociación seguirá haciendo cosas, junto con el partido, con el gobierno, a la vez, pues eso, seguirá haciendo cosas, ¿entiendes? La función de la asociación es estar ayudando, pero claro. Si estás allí dándole, dándole, y no ves... Y ellos piensan, no sé cuál será su ritmo, pero el tiempo va pasando... Ya veremos qué pasa. Ya veremos qué pasa. Y entonces nada, está allí, a lo que sea. Y de hecho, pues hoy iremos al pleno y llevamos cosas, llevamos cosas para pedir y allí está todo el pleno, la presidenta es de Compromís, es Gloria Tello que es ahora la concejala de cultura, que ya es presidenta de aquí porque es de aquí del barrio, que es la presidenta de la Junta. Pero eso, tenemos, tenemos... Lo que pasó el viernes, que es un tema que te iba a comentar que es todo lo del macro botellón, que eso fue de locura. Yo no sé lo que pasará, pero lo que está pasando en España y aquí en Valencia... Tú no puedes hacer okupaciones, okupaciones de esas privadas, okupar sitios, pero tú, todo tu mundito, como pasó aquí en el puerto, en todo el puerto... Ves que estamos luchando desde hace muchos años para los vecinos y que la gente pueda pasear.

Han puesto restaurantes, está arreglado muy bien pero claro, el macro botellón que se hizo allí dentro... Lo que pasa es que... Yo no abro hasta las tres. Y a las once de la mañana ya están allí, 27 000 y demás, 27 000 cargados de alcohol hasta los topes, okupando los alrededores. Entonces el parque que hay allí, ya estaba hasta el tope, los jardines allí cerca del puerto hasta el tope, la playa estaba hasta el tope. ¡Claro! Aquí a las once que yo pasé y a las doce y media cuando volví a pasar, llamé a la policía porque digo « no puede ser ». Allí no puedes imaginar... de botellas, de... bueno... porquería, de todo. Allí, borrachos ya, sin comer, vomitando, meándose por allí. Bueno, no te puedes imaginar lo que había a las doce y media. Y entonces, llamé a la policía y dije « mira esto, es lo que hay ». Llamaron al evento : a esta gente, o la metían dentro, o se acababa la fiesta. Total, que se fueron para dentro, pero claro, para dentro con la música [...] Tuvimos que llamar al servicio de limpieza, para que actuara, pero claro ¡ya lo habían hecho! Lo que pasa es que, el botellón ese, lo pagamos nosotros. Bueno, fue un escándalo. Y cuando terminó, sobre las seis de la noche, bueno, fueron por etapas : a las siete ya habían [sic] los metros llenos de vomiteras, los autobuses lo mismo. ¡Un escándalo! Los de dentro del puerto, los restaurantes protestando porque claro no hacen beneficio y soportando las borracheras. [...]

Pues eso, es lo que hay hija. Nos queda mucha batalla. Nos queda mucho por hacer. Pero bueno, tengo la esperanza de que se va a conseguir.

## Entretien avec Maribel Domenech

Via Skype. 18 avril 2017

Lugar de nacimiento: Valencia

Lugar de residencia: Ha vivido en el Cabanyal más de 40 años

Edad: 65

Para ti, ¿qué significa vivir en la Cabanyal? ¿Qué representa el hecho de vivir en la Cabanyal?

Bueno, el hecho de vivir en el Cabanyal, para mí entonces, es mi casa. Es mi barrio. Tomé la decisión de venirme a vivir aquí cuando tenía 22 años y entonces no me he movido del barrio. No me quiero mover de aquí. Considero que es mi lugar porque aquí hay muchos tipos de cabanyaleros. Entonces hay unos que nacen en el barrio, pero hay otros que quieren ser cabanyaleros y venimos a vivir aquí.

Vale, y formas parte de la plataforma Salvem el Cabanyal, ¿cuándo entraste en la asociación?

Bueno, desde los inicios en 1998, es cuando empecé. A raíz de la información que nos venía llegando de que se iba a hacer un plan, un proyecto de reforma interior del barrio, pero que realmente lo que se veía era que era un proyecto absolutamente demoledor porque dividía el barrio en dos. Expulsarles de sus casas a más 650 familias y entonces bueno pues, no me parecía que eso pudiera hacerse simplemente por la decisión política. Entonces, nos empezamos a reunir en la asociación de vecinos en un principio. Finalmente, pues decidimos escindirnos de lo que era la asociación de vecinos y conformar una plataforma ciudadana llamada Salvem el Cabanyal. Y a partir de allí pues, iniciar un proceso judicial, un proceso de movilización ciudadana, como movimiento social que éramos, para dar a conocer a la ciudadanía, al resto de la ciudad, y más allá de lo que era la ciudad de Valencia, pues la injusticia que se quería cometer por este barrio. Porque no hay que olvidar que es un barrio histórico protegido y que lo único que se pretendía con ese proyecto, que surge justo cuando estalla la burbuja inmobiliaria en el año 97, y que era absolutamente especulador.... Que no se tenía en cuenta que era un bien de interés cultural, que es el grado máximo que en España se otorga a cualquier tipo de monumento patrimonial, y esa consideración máxima nos considerábamos que se tenía que... Eso no se podía hacer, nos parecía como increíble que, desde la política, desde el propio ayuntamiento se quisiera hacer una ilegalidad enorme como era ésta, entonces nos pusimos a trabajar en el tema.

Y antes de Salvem ¿formabas parte de la Asociación de Vecinos o no?

En aquella época no. No pertenecía a la Asociación de Vecinos, pero inmediatamente... Cuando empezamos a iniciar este proceso, pues, vimos la necesidad de... Las Asociaciones de Vecinos existen también para defender unos derechos. [...] Salvem el Cabanyal, lo que hacíamos era hacer foco en esta problemática, y una asociación de vecinos, lo que tiene que hacer es la defensa

de muchos otros aspectos, que mejorara la condición de vida del barrio, ¿no? Pero nosotros nos especializábamos en lo que era la defensa. [...]

Y ¿habías militado antes? ¿habías formado parte de otra organización o asociación?

Bueno, a nivel de la Asociación artistas visuales sí, por ejemplo. Y, militar, para mí ya te digo que... Yo no tengo problemas con este término. De repente nos dimos cuenta de que era necesario agruparnos. Y no te perdonarías no hacer nada. Para mí, ha sido un privilegio encontrar tanta gente con ideas maravillas, y entre ellas salieron iniciativas. [...] Además, por ejemplo, me ha permitido trabajar, mira *Portes Obertes*, ha sido como una actividad, pero de lucha ciudadana. Entonces nosotros teníamos muy claro, que ese evento, duraría mientras durará la lucha de resistencia. Que luego terminaría cuando se... La lucha, pues, llegará al límite que fuera, ganáramos o que perdiéramos el proceso. Y así ha quedado ahora, que nosotros haremos otras cosas. Pero bueno, *Portes Obertes*, creo que es importante que todo el mundo tenga una referencia en el sentido político-social, que sea identificado como tal, como una herramienta de lucha y no como una actividad cultural de barrio.

Y desde tu entrada en la asociación ¿has observado algunas evoluciones o cambios? ¿Cómo por ejemplo en las actividades justamente, o en la organización de la estructura?

Bueno, nosotros, la plataforma, pues, es muy orgánica. Entonces, ahí tiene oleajes. El ser un movimiento ciudadano que ha tenido una actividad muy intensa, durante tantos años ¿no? 18 años, activos, pues eso. No puede ser nunca uniforme. La lucha o la intensidad siempre oscila, ondula. Pero siempre ha sido muy intensa. Entonces a nivel de progreso, evidentemente, antes, en los comienzos, fueron mucho más solitarios, porque también hemos sido un movimiento social incomodo, dentro de lo que es la estructura del barrio, dado que, bueno pues, había mucha... Es un barrio de gente trabajadora. Pero que también, que tiene ese perfil conservador. Y entonces, el movimiento social no se entendía muy bien porque era como algo... Como si esto... Si lo va a ser el Ayuntamiento será porque tienen razón ellos. No se cuestionaba una decisión que venía desde el Ayuntamiento. Como... No podía ser perjudicial para el barrio como hemos visto que lo ha sido ¿no? La gente no tenía esa percepción al principio. Todo lo satisfactorio ha sido que, a lo largo del tiempo, hemos visto como estos pensamientos pues, sí, que se han regularizado un poco más. Evidentemente siguen los que tienen esa mente conservadora absolutamente, pues siguen conservadores, y siguen sin ver los beneficios, pero la gente, sí que se dio cuenta de que era necesario trabajar y luchar y defender el barrio. Porque lo que se estaba haciendo, pues, era destruirlo de una manera absolutamente injustificada. Hasta que se han derivado casas, que no tenían ni una sola grieta en su fachada. Y tenemos que tener en cuenta, que todos estos derribos, y toda esta degradación, que impuso el Ayuntamiento fue un móvil que, bueno, como gran especulador, cuando tu lees el manual del especulador, pues, lo primero que dice es que hay que degradar para después especular. Entonces la degradación fue salvaje. Sin ninguna necesidad, de ningún tipo, no había ninguna consideración por parte del Ayuntamiento, ni respeto a estas casas patrimoniales, que tenían

un grado, tenían un nivel de conservación 2, que es muy elevado. El uno es el que tiene la catedral de Valencia, pero aquí por el centro, la Lonja de Pescadores, también tenía el nivel de protección 1, igual que la catedral. Pero, lo que hicieron con este proyecto, fue descalificarla. De manera que le quitaron la calificación de protección, y así, hicieron con muchos edificios. Entonces, lo que se hizo fue librar una batalla contra los derribos. Entonces, sí que conseguimos evitar los primeros, en la calle Escalante. Cuando empezaron los derribos de casas, nos metíamos dentro de las casas para evitar que siguieran demoliendo las paredes. Y luego íbamos, nuestro abogado iba a los juzgados a interponer una querrela para... Argumentando que no era legal hacer esto. Pero hemos podido salvar, al principio, algunas. Aunque aquí, pues la verdad, es que la justicia ha estado muy derechizada. Como muy inclinada hacia el gobierno del partido popular, con lo cual, pues, realmente hemos tenido que... Desde el año 1999, preguntar al Ministerio de Cultura, que es el garante del patrimonio a nivel nacional, si el PEPRI, el proyecto de reforma interior, que quería hacer el Ayuntamiento, si provocaba espolio del patrimonio histórico. A esa pregunta, el partido popular que gobernaba Aznar en esa época, no la contestaron. Entonces como no la contestaron, nosotros volvimos a hacer la misma pregunta, pero, en Tribunal de Justicia de Madrid. Tampoco respondieron, entonces nosotros ya fuimos al Supremo. Entonces la misma pregunta la lanzamos al Supremo. Y el Supremo obligó al Ministerio a contestar y allí fue cuando se dictó la orden ministerial, porque se consultó a distintos organismos como el Colegio la Academia de Arquitectos de España o la Real Academia de Bellas Artes de España. Entonces nosotros preguntamos si el PEPRI provocaba espolio del patrimonio histórico y se dijo que sí, y se hizo una orden, una orden ministerial, que paralizó todos los derribos porque nosotros lo que solicitábamos era que, hasta que no hubiera una sentencia firme, no se podía derribar ningún edificio. Pero aquí, nos hemos encontrado... Ya lo has podido constatar que hay cientos de solares, entonces se ha hecho un auténtico genocidio arquitectónico y lo que se ha hecho también es una despoblación de la zona. Han ido comprando a precios de coacción ¿no? Porque, los vecinos que iban quedándose en la zona cero... Pues claro, iban cambiando los entornos, y entonces estaba acompañada su casa de un solar o de un cambio vecinal. [...] Pues hubo una okupación masiva de casas y un poco... Los entornos iban cambiando y la gente, bueno, pues huyendo de su casa ¿no? En ese momento, lo que pretendemos es, pues, si pueden volver y que se vuelva a habitar toda esta zona. Y entonces es lo mejor para todos, para volver a activar, porque nosotros lo que queremos es reactivar porque eso no estaba así. Esto está así desde hace 15 años, o 10 años, pero antes no. Antes, estaba como puedes estar en la zona del Canyamellar o la zona de Cap de França. Pues en el Cabanyal no se vive de otra manera ¡hombre! [...]

Y en tu opinión, ¿las movilizaciones de los años 2000 toman el relevo de los años 70 o de la Asociación de Vecinos o para nada?

Bueno, la plataforma Salvem el Cabanyal si te refieres a... En el 2010, una vez la orden ministerial se ha dictado, que se dictó en diciembre de 2009. Entonces, aquí lo que se... En abril, lo que hizo el Ayuntamiento, pues fue un acto vergonzoso, de prevaricación, porque

aprobó una ley autonómica, que decía que estaba por encima de la orden ministerial ¡algo absurdo! Y sabíamos, todo el mundo, que esto no era así. Entonces, nosotros vimos como Iberdrola empezaba a quitar los cables de la fachada de algunas casas, y nosotros sabíamos que estaban en peligro de demolición. Como entonces era ilegal y nosotros teníamos la orden ministerial, lo que hicimos fue... Acciones de defensa de estas casas, de tipo pacífico, como abracemos las casas, un poco como las mujeres hindúes que se ataron a los árboles, para que no fueran troceados, en años anteriores. Y nosotros, quisimos hacer esto. Y hubo unos enfrentamientos vecinales. Hubieron [sic] cargas policiales bastante importantes pero que... Durante tres días estuvimos, pues, en defensa de esas casas, que finalmente demolidas. Vamos... Dieron la vuelta al mundo porque vamos, la gente estaba sentada, los brazos en alto, algo completamente pacífico, y que, la policía pues... Se nota como, cuando les dan una orden, todos a la vez pues, cogen la porra y empiezan a pegar a la gente, para levantarla del suelo y para abrir camino a la grúa. Entonces bueno, esas son movilizaciones que pueden recordar. Pero yo creo que, a la movilización de los años 70, y yo también las viví, claro, con los años que tengo... Pero que... Evidentemente, cuando tú tienes que estar en la defensa de algo, que consideras que es injusto no participar, pues, te arriesgas a lo que sea. No tienes ningún miedo ante lo que pueda pasar.

Si, entiendo, claro, no piensas en el riesgo sino en el resultado.

Exacto. Y que tienes que defender. La verdad es que, de esas casas, se demolieron cinco, pero inmediata. Nunca más se ha vuelto a derribar una sola casa desde entonces. Esas fueron las últimas casas derribadas, y finalmente tuvieron que retirar la sentencia a partir de entonces. El tribunal supremo, y también la justicia, pues, se han cargado de eso. El propio Rajoy, le dijo a Rita, « lo que tú tienes que hacer es anular esa ley inventada en el momento », es decir, tuvieron que dar marcha atrás, el partido popular aquí, y ya, nunca más se ha vuelto a derribar ninguna casa.

[...] y ¿cómo crees que va a evolucionar la plataforma dentro de unos años?

Ah bueno, nosotros no tenemos ningún interés en eternizarnos. Pero lo que sí, que cuando nosotros ganamos el proceso judicial y ganamos las elecciones, tirando al partido popular del gobierno, tuvimos allí, pues, reuniones para ver un poco, cuál iba a ser nuestro futuro. Entonces, también nos dimos cuenta... Cuando tú estás pidiendo participación ciudadana, para que se haga un nuevo proyecto, con participación ciudadana es decir con el conocimiento de los vecinos, que fueran partícipes, que los vecinos opináramos de qué queremos para el barrio, para que se tuviera en cuenta algo ¿no? Es decir, no todo, pero, al menos consensuar, porque aquí los vecinos somos de muchos pensamientos y somos muy diferentes, hay muchos colectivos, entonces, todos tenemos que tener voz. Es decir, el pensar diferente, no es... Ser enemigo de nadie. Entonces, lo más importante, pensábamos que era mantenernos activos. Supongo que... La verdad es que, nosotros, ahora pues, también estamos viendo la posibilidad de continuar, pero desde un observatorio del patrimonio ¿no? Como una asociación cultural en el que... Un



poco garante de esa conservación del patrimonio y sobre todo porque gente como tú, como muchísimos estudiantes... Es que, es cierto que estéis haciendo cantidades de trabajos maravillosos. Hay visitas guiadas de equipos de arquitectos de toda Europa, que vienen y que nos llaman para que hagamos visitas guiadas. ¡Claro! Entonces vemos que hay una actividad, y creo que desde la experiencia de lo que ha pasado, se puede transmitir de otra manera ¿no? Una visita guiada que no solo es... Que puedes hablar de los valores arquitectónicos y humanos que tiene, porque hay patrimonio inmaterial y patrimonio material, que hay que preservar. Entonces, bueno, hablar del barrio y hablar también de lo que ha supuesto, pues, mantener este patrimonio histórico, que todavía está en un proceso reversible, es decir, todavía consideramos que es posible recuperarlo.

Y entonces, hablando de patrimonio inmaterial y de valores humanos ¿cómo podrías definir la identidad, si hay una, pero creo que sí, la identidad del barrio, del Cabanyal?

Bueno, es que, con la identidad no se puede hablar en singular. Creo que ni siquiera a nivel personal podría utilizar el singular para hablar de la identidad, pero claro, como barrio marinero. Yo creo que, en su origen, pues... Se debe de mantener. Se debe mantener también, pues, el que somos solar de antigua barracas. Entonces todos los edificios tienen esa anchura y tienen esa diversidad arquitectónica, que es completamente irreverente. Y eso lo hace mucho más interesante, incluso para arquitectos, que lo que es uniforme, porque no hay una casa igual a otra, el balcón está a distinta altura, ninguna fachada se repite en otro lugar, hay casas muy grandes, casas muy pequeñas, ves como las familias han ido repartiéndose la vivienda, porque, estamos hablando de un barrio que surgió de una manera... No de urbanista, sino que han sido los propios pescadores que ponían su barraca, una al lado de la otra. Todas con la cara hacia el mar y luego, pues, la parte de atrás, a poniente, y de manera orgánica. Han organizado una trama que tiene un valor. Precisamente, el barrio tiene un nivel de protección alto también por esa trama urbana, que se ha ido gestando a lo largo de los años y que, como sabes, aquí el mar entraba ¿no? Este barrio de pescadores, pues, tenía el mar mucho más... En medio de lo que es ahora el Cabanyal. Esto conforme se ha ido agrandando el puerto, el mar se ha ido retirando y el barrio ha ido creciendo hacia el mar. Y luego, pues, tiene la singularidad de que es un barrio modernista popular. Lo que conlleva, pues, que cada propietario, cada vecino, cada familia, instalada aquí en el barrio, pues, ha hecho su casa a su gusto, no conociendo precisamente el modernismo de la burguesía ¿no? Que se estaba realizando por Gaudí en Barcelona o aquí en la zona centro, pero, interpretado de manera popular, y también otra vez, con esta irreverencia de poder mezclar modernismo con neoclásico, con una columna romana o griega en medio o con un trencadís, que también se aplicaba a las fachadas, con un tipo de cerámica valenciana, que han ido pues protegiendo ¿no? Porque es una piel, la cerámica, que protege el barrio. Luego aquí tiene una identidad de idioma porque en Valencia ciudad, no se habla tanto el valenciano como aquí. La lengua es también una señal de identidad del barrio. Y luego, tenemos pues muchos otros valores, porque el ser barrio marinero, y por tanto muy mediterráneo, muy vinculado con el mar. Pues también es un barrio muy abierto que siempre,

pues, todas las barcas de pesca o todo el trabajo del puerto, astilleros, pues, han sido aquí donde han vivido, todas las personas que han estado vinculadas con la playa. Ahora ya no tanto, ahora han venido o los propios descendientes de los antiguos pescadores o se han dedicado a otras profesiones. Pero siguen viviendo aquí, aquí la gente tiene unas raíces muy profundas. Creo que cuando el partido popular pensó en hacer este proyecto, pensaba que esto estaba hecho porque no ha habido ningún plan de expropiación forzosa, como tendría que haber tenido con un plan tan ambicioso como este, sino que, lo que Rita Barberá pensaba era « vendedme voluntariamente vuestras casas » y ella lo que se ha visto es que « no ». Y entonces, esa resistencia, ella no lo ha llevado muy bien, ni el partido popular. Claro, todo el partido popular estaba como sorprendido, y nosotros éramos el enemigo a derribar. Entonces, nos han maltratado, todo lo que han podido a lo largo de todos estos años. Pero bueno, nosotros hemos ganado. Entonces todavía estamos. Y a nivel de identidad, aquí está la Semana Santa marinera, hay también una gastronomía que también es muy identitaria de esta zona de pescadores, bueno. El pescado ¿no? Es la madre de muchísimos de los platos tradicionales que aquí se puede probar. Y luego pues también una manera, el ser un barrio de casas bajitas, de vivir a pie de calle. Lo que también te haces que... Es tener un mundo de relaciones muy próximas con tu entorno vecinal. Me sorprendió por ejemplo a mí, yo también vivía en planta baja cuando era pequeña en casa de mis abuelas, pero... Te das cuenta de que, la horizontalidad ¿no? Este sistema horizontal de vivir es mucho más próximo que cuando vives en un edificio de altura, en el que hay más incomunicación entre los vecinos. Y entonces aquí, pues, se cena a la puerta de casa. Los vecinos de delante comparten, o los niños, no sé... Hay allí un mundo de relaciones bastante estrecho y que... Lo que más, a nivel personal, he lamentado de todo este proceso, es la fractura social que ha habido a nivel de la gente que sí que defendía la prolongación y tal, pero conllevaba también una mentalidad bastante cerrada y que no se entendía o no se quería ver lo que se quería hacer, entonces el pelotazo urbanístico que iban a... Lo que supondría el haber llevado a cabo este proyecto del PEPRI de este barrio. De manera que Valencia... Este barrio es el que justifica como Valencia está en el mar ¿no? Entonces, parece como importantísimo su pervivencia y el poder, ahora pues, con orgullo, poder recuperar un poco, pues, esta vitalidad que siempre ha tenido el barrio y esa convivencia.

# Sources



## Archives

La classification des documents d'archive consultés dans les diverses institutions espagnoles répond à des critères exclusivement locaux, raison pour laquelle les références présentées ci-dessous ne sont pas répertoriées de façon systématique mais en fonction des classifications proposées par chaque institution. Les matériaux conservés à titre personnel par certains habitants sont répertoriés dans la catégorie « Fonds » et sont accompagnés du nom de la personne qui a eu l'amabilité de nous prêter ses documents.

- ARCHIVES GENERALES DE L'ADMINISTRATION (AGA) – Alcalá de Henares

*Section "Interior" (8): Memorias de los Gobiernos civiles de los Baleares, de Barcelona y de Valencia*

Fonds	Référence des cartons	Année
(8)	32/11447 (exp. n°7) 32/11448 (exp. n°1) 32/11447 (exp. n°8) 32/11452 (exp. n°5)	1975
(8)	32/11458 (exp. n°6) 32/11463 (exp. n°1) 32/11463 (exp. n°2)	1977
(8)	32/11459 32/11475 (exp. n°1) 31/11475 (exp. n°2) 32/11483 (exp. n°4)	1980
(8)	32/11496 (exp. n°2) 32/11503 (exp. n°3)	1982
(8)	32/11505 (exp. n°4) 32/11506 (exp. n°1) 32/11515 (exp. n°4)	1983

- ARCHIVES MUNICIPALES CONTEMPORAINES DE BARCELONE

*ASSUMPTTE: Pla parcial del barri "Ribera" - Memoria descriptiva / Planols número 1-10*

Section	Année	Registre	Archive
Urbanisme	1966	1370	18354
Urbanisme	1966	1996	18357

- ARCHIVES MUNICIPALES DE BARCELONE – ARCHIVES INTERMEDIARIES

*Acondicionament front marítim*

Département	Série	Numéro	Entreprise	Référence
Vialitat Bàsica i front marítim	Projecte	909	VOSA	C-3-C-19-5
Coordinació pressupostaria	Projecte final d'obra	2100	VOSA	C-3-B-18-1

- ARCHIVES MUNICIPALES DE LA CIRCONSCRIPTION DE CIUTAT VELLA

*Projectes y plànols urbanístics de la Barceloneta*

Référence des cartons	Dossier	Date
DOM CAIXA 158	VP-1981-001	Octobre 1981
	VP-1981-002	Juillet 1981
	VP-1981-003	Avril 1981
	VP-1981-004	Juin 1981
	VP-1981-005	Juillet 1981
	VP-1981-006	Novembre 1981
	VP-1984-017	1984
	VP-1986-014	1986
DOM CAIXA 168	VP-1988-017	1988
DOM CAIXA 116	VP-1990-001	Octobre 1990
DOM CAIXA 190	VP-1990-013	1990
DOM CAIXA 150	VP-1993-011	Janvier 1993
DOM CAIXA 7	VP-2001-011 31V	Juillet 2001

- FOMENT CIUTAT VELLA – Ajuntament de Barcelona

BO881 – 24 mai 2007: *Modificació del P.G.M. en la regulació de l'edificació tradicional de la Barceloneta per millorar la seva accessibilitat vertical*

Octubre 2008: *Text refós - projecte d'intervenció integral barri de la barceloneta – Barcelona*

- ARCHIVES HISTORIQUES DE LA VILLE DE BARCELONE

*Full Informatiu del Districte de Ciutat Vella*

Code	Lieu	Référence topographique	Revue
1069591	Hemeroteca	R 1932 VARIA XXIX FOL	- <i>Barcelona Sur mer</i> , 17/06/1933 - <i>Barcelona Sur mer</i> , 3/06/1933
1089532	Hemeroteca	R 1932 VARIA XXXVI FOL	- <i>Combat</i> , 16/01/1932
1030797	Biblioteca	Cicl74	- <i>Estudi Previ a la Remodelació de la Barceloneta</i> , 1978.
	Hemeroteca	R 1981FOL	- <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Maig- Juny 1981 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Julio-Agost 1981 - <i>Ciutat Vella: full informatiu</i> , Setembre-octubre 1981 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Novembre-deseembre 1981 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Gener-febren 1982. - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Juliol-agost 1982 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Setembre-octubre 1982 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Novembre-deseembre 1982 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Gener-febren 1983 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Març-abril 1983 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Juliol-agost 1983 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Setembre-octubre 1983 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Novembre-deseembre 1983
1056346	Hemeroteca	R 1984 FOL	- <i>Ciutat Vella : Full informatiu</i> , Gener-febren 1984 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Març-abril 1984 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Julio-agost 1984 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> ,

			Setembre-octubre 1984 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Novembre-desembre 1984
	Hemeroteca	R 1985 FOL	- <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Febrer 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Març 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Abril 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Maig 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Juny 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Juliol 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Agost-setembre 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Octubre 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Novembre 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Desembre 1985 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Gener-febrer 1986 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Març 1986 - <i>Ciutat Vella : full informatiu</i> , Abril 1986
1062688	Hemeroteca	R 1975 4	- <i>Quart de Casa</i> , març 1975

- BIBLIOTHEQUE "LA FRATERNITAT" – BARCELONA

*Périodiques non classés.*

Titre	Année
<i>Quart de Casa</i>	Novembre 1978 Mai 1978 1989 Juillet-Août 1995 Février 1997 Avril 1997 Juin 1997 Septembre 1997



	Avril 1998 Juillet 1998 Septembre 1998 Décembre 1998 - Janvier 1999 Avril 1999 Juillet 1999 Avril 2001 Année 2001 Année 2003
--	--

- ARCHIVES NATIONALES DE CATALOGNE – BARCELONE (Sant Cugat)

Fonds	Série	Référence topographique	Titre
FONS ANC1-84 / Fundació Jaume Bofill	Associació i Fundacions	ANC1-84-T-500	<i>Federació de Assocacions de Veïns de Barcelona</i>
FONS ANC1-278/ PSAN	Associació i Fundacions	ANC1-278-T-99	<i>Dossiers temàtics – Municipalisme – Associació de Veïns</i>
FONS ANC1- 230/PSUC	Associació i Fundacions	ANC1-230-T-6197	<i>Barcelona : « Anàlisis histórico-socio-político de las asociaciones de vecinos de Barcelona y su federación. »</i>

- ARCHIVES “REINO DE VALENCIA” – VALENCE

Section	Série	Date	
<i>Gobierno Civil de Valencia</i>	Memoria	1975	
		1976	
		1977	
		1978	
		1979	
		1980	
		1981	
		1982	
		<i>Delegación del Gobierno en la Comunidad Autónoma Valenciana y Gobierno Civil de Valencia</i>	1983
			1985
			1986
		<i>Delegación del Gobierno en la Comunidad Autónoma Valenciana</i>	1987
			1988
1989			
1990			
1991			

		1996 1997
--	--	--------------

- ARCHIVE HISTORIQUE DE LA COMMUNAUTE VALENCIENNE

Carton	Référence AHCV	Série	Dossier	Description
Caja 1	5/2829-20	Expedientes de asociaciones	793	Peña valencianista Unión de pescadores
Caja 7	1/2237-12	Expediente que han causado baja en el registro	364	Padres de Alumnas de la sección delegada Femenina « Isabel de Villena » incluye asociación de « Cabezas de Familia de la Malvarrosa » y su relación con el Partido Comunista
Caja 8	5/2836-24	Expedientes de Asociaciones	AJ3	El barraco Grup de joves del Cabanyal-Canyamelar
Caja 16	1/2242-19	Expedientes de asociación que han causado baja en el registro	217	Cabezas de Familia del barrio de la Malvarrosa.
Caja 23	1/2262-8	Expedientes anteriores a la Ley 191/64	266	Club Náutico de Valencia
Caja 23	1/2263-8	Asociación en vigor - Expedientes anteriores a la Ley 191/64	267	Ateneo Marítimo de Valencia

- BIBLIOTHÈQUE VALENCIENNE *NICOLAU PRIMITIU*  
HEMEROTHEQUE

Code	Référence	Titre	Année
410215	R/2700	<i>Cabanyaler !</i> <i>La revista nostra</i>	Dic. 1995
998058	R/7149	<i>Tokata</i> <i>Boletín de difusión, debate y lucha social</i>	2008 - 2016
360262	H3D-19-23-21	<i>Valencia al mar</i> <i>Periódico del Distrito Marítimo</i>	Dic. 1988 – Mayo 1989
360259	H3B-02-30-11	<i>Valencia al mar</i> <i>Periódico del Distrito Marítimo</i>	Nov. 1995 – Abr. 1996

360260	H3B-02-30-12	<i>Valencia al mar</i> <i>Periódico del Distrito Marítimo</i>	Mayo 1996 – Oct. 1997
360261	H3B-02-30-13	<i>Valencia al mar</i> <i>Periódico del Distrito Marítimo</i>	Nov.1997 – Dic. 1999
1008682	183/1	- <i>Boletín de Información Municipal</i> (BIM) – n° 65, Segunda etapa - BIM n° 66. Segunda etapa  - BIM n° 67. Segunda etapa. - BIM n° 68. Segunda etapa. - BIM n° 69. Segunda etapa. - BIM n° 70. Segunda etapa. - BIM n° 71. Segunda etapa. - BIM n° 72. Segunda etapa. - BIM n° 73. Segunda etapa. - BIM n° 74. Segunda etapa. - BIM n° 75. Tercera etapa. - BIM n° 76. Tercera etapa.	- Año XVIII, 1º trimestre 1970. - Año XVIII, 2º trimestre 1970.  - Año XVIII, 3º trimestre 1970. - Año XVIII, 4º trimestre 1970. - Año XIX, 1º trimestre 1971. - Año XIX, 2º trimestre 1971. - Año XIX, 3º trimestre 1971. - Año XIX, 4º trimestre 1971. - Año XX, 1º trimestre 1972. - Año XX, 2º trimestre 1972. - Año XXIII, 4º trimestre 1975. - Año XIV, 1º trimestre 1976.
1010687	183/1	- BIM n° 77. Tercera etapa. - BIM n° 78, 79. Tercera etapa. - BIM n° 80, 81. Tercera etapa. - BIM n° 82. Tercera etapa. - BIM n° 83. Tercera etapa. - BIM n° 89, 90, 91. Tercera etapa.	- Año XIV, 2º trimestre 1976. - Año XIV, 3er y 4º trimestre 1976. - Año XV, 1o y 2º trimestre 1977. - Año XV, 3º trimestre 1977. - Año XV, 4º trimestre 1977. - Año XXVII, Segundo, Tercero y Cuarto trimestres de 1979.
1054089	22647 (1-2)	Anuari de estadístic de la ciutat	De 1986 à 1989
1008512	182/2	Anuari de estadístic de la ciutat	De 1990 à 2007

- FONDS PERSONNELS D'ANTONIO SANCHIS PALLARÉS

*Butlletí Associació de veïns Cabanyal-Canyamelar* – Asociación de Vecinos del Cabanyal Canyamelar :

- 1979-1989 : 14 números (années auxquelles sont soustraites les années 1982, 1986 et 1988)
- 1990-1994 : 15 números
- 2005-2009 : 4 números de *El Nostre Barri*, (où l'année 2006 nous fait défaut).

*Cuaderno alternativo de la Malvarrosa* – Colectivo Malva : 1987

*El Casinet* – Sociedad Musical Unión de Pescadores : 1988-1990

*Estatuto de la Asociación de Vecinos del Cabanyal-Canyamelar*, 1977.

- FONDS – Ricardo Martínez

*Delimitación Bien de Interés Cultural del Conjunto Histórico de Valencia. Decreto 57/1993, de 3 de mayo del Gobierno Valenciano (DOGV 10-5-93)*, 1993.

*Plan de alineaciones y zonificación del sector comprendido por la Avenida del Dondel Luis Felipe García Sanchíz, fachada del puerto, playa de Levante, límite del término municipal de Alboraya y ferrocarril de Valencia a Tarragona*, 1951.

*Plan Especial de Reforma Interior del Paseo Marítimo*, Memoria, Ordenanzas, Plan de Etapas, 1991.

*Plan General de Ordenación Urbana de Valencia y su Cintura*, 1946.

*Plan General de Ordenación Urbana de Valencia y su Comarca*, 1966.

*Plan General de Ordenación Urbana (PGOU)*, Memoria informativa, 1988.

*Plan General de Ordenación Urbana de Valencia. Normativa Cabañal*, 1988-2001.

*Plan Parcial 13 adaptado a la Solución Sur*, Memoria y ordenanzas, 1974.

*Plan Parcial 13*, BOE 7.11.1975.

*Plano Parcial. Hoja 13*, Estudio, 1960.

*Plano Parcial. Hoja 13A. Sin aprobación. Variante 100 mts*, 1953.

*Revisión del PGOU de Valencia. Vversión preliminar. Documento de síntesis*, 2008.

## Sites internet

Archives du web : <https://web.archive.org/>

Ancien site de l'association de riverains de la *Òstia* : <http://labarcelonetaambelaiguaalcoll.blogspot.com/search?updated-max=2007-12-12T01:02:00%2B02:00&max-results=7>

Association de riverains de la *Òstia* : <http://labarcelonetarebel.org/>

Association de riverains du Cabanyal-Canyamelar : <https://avcc.wordpress.com/>

Association de riverains traditionnelle de la Barceloneta : <http://aavvbarceloneta.blogspot.com/>

AUMSA : <http://aumsa.es/>

*Biblioteca Virtual de Prensa Histórica* : <https://prensahistorica.mcu.es/es/inicio/inicio.do>

Corruption en Espagne : <https://www.casos-aislados.com/index.php>

*Cabanyal Archivo Vivo* : <http://www.cabanyalarchivovivo.es/>

*CSO Pepika la Piona* : <http://mural.uv.es/babal/index.html>

*CraftCabanyal* : <http://www.espai214.org/craftcabanyalproyectos/>

Fédération d'associations de riverains de Barcelone : <https://www.favb.cat/>

Fédération d'associations de riverains de Valence : <http://vecinosdevalencia.es/>

Fondation « Alternativas » : <http://www.fundacionalternativas.org/>

INE : <https://www.ine.es/>

INSEE : <https://www.insee.fr/fr/accueil>

*Laboratorio de Luz* (Valence) : [http://www.upv.es/laboluz/base\\_fr.htm](http://www.upv.es/laboluz/base_fr.htm)

OCDE : <https://data.oecd.org/fr/gdp/previsions-du-pib-reel.htm>

PAH : <https://afectadosporlahipoteca.com/>

Port de Barcelone : <http://www.portdebarcelona.cat/fr/web/port-del-ciudada/port-i-ciutat>

Plan Cabanyal-Canyamelar: <https://plancabanyal.es/>

Portal de Archivos Españoles : <http://pares.culturaydeporte.gob.es/inicio.html>

Profil Facebook de la *Comissió de Festes del Carrer Pescadors* :  
[https://www.facebook.com/Comissi%C3%B3-de-Festes-del-Carrer-Pescadors-219576815187633/?ref=page\\_internal](https://www.facebook.com/Comissi%C3%B3-de-Festes-del-Carrer-Pescadors-219576815187633/?ref=page_internal)

Projet Euroméditerranée (Marseille) :  
<http://www.euromediterranee.fr/quartiers/presentation.html>

Projet *Inercia* (Valence) : <http://www.upv.es/inercia/present.html>

Projet *La Pepri* (Valence) : [www.lapepri.com](http://www.lapepri.com)

Registro de Planeamiento Urbanístico de Cataluña :  
<http://ptop.gencat.cat/rpucportal/inici/es/index.html>

*Salvem el Cabanyal* ; <http://cabanyal.com/prensa/?id=368>

*Salvemos la Casa de Campo* : <http://www.andarines.com/salvemoslacasadecampo/>

*Sindicat de Llogateres* : <https://sindicatdellogateres.org/es/>

*Sindicatos de Inquilinas e Inquilinos de Madrid* : <https://www.inquilinato.org/>

Statistiques de la ville de Barcelone : <https://www.bcn.cat/estadistica/castella/index.htm>

Statistiques de la ville de Valence : <http://www.valencia.es/ayuntamiento/estadistica.nsf>

Urbanisme de la ville de Barcelone :  
<https://ajuntament.barcelona.cat/informaciourbanistica/cerca/es/>

Urbanisme de la ville de Valence : <https://www.valencia.es/ayuntamiento/urbanismo.nsf>

Urbanisme espagnol : <http://urbanismopatasarriba.blogspot.com/>

## Films documentaires

### Barcelone - La Barceloneta

Janialy Ortiz Camacho, Eduardo Díez, Mariana Z. Guzmán, Daniel García, Ginebra Vizoso, *Por un ascensor*, Espagne, 2007, 25'.

URL : <http://www.desorg.org/titols/online/por-un-ascensor/>

Neus Ràfols, Cristina Mora, *El barri s'ha de defensar*, Espagne, 2013, 52'.

URL : <http://elbarrishadedefensar.info/>

Claudia Vallvé, Raquel García, Judi Jiménez, *50+1*, Espagne, 2007, 20'.

URL : <https://vimeo.com/46870205>

### Valence - El Cabanyal

Salvem el Cabanyal, *Salvem el Cabanyal*, 2008, 4'20.

URL: <https://www.youtube.com/watch?v=Yjqn8yKkTQ4&list=WL>

Vicente Villanueva, *El Cabanyal, un barrio amenazado*, 2004, 7'59.

URL: <https://www.youtube.com/watch?v=CnNaWPGhBL4&list=WL&index=3>

Sergí Tarín, *Abril al Cabanyal. Crònica viva d'una resistència*, 2014, 70'.

Ernesto Torrico, *El Cabanyal: 18 años nadando en la orilla*, 2015, 6'18.

URL: <https://www.youtube.com/watch?v=HDvM5RA0OkA>





# **Bibliographie**



## Histoire, évolution socio-économique et politique de l'Espagne

ALONSO CARBALLE, Jesús, *La Transition en Espagne : 1975-1986*, Neuilly, Atlande, 2012.

ALONSO CARBALLE, Jesús, *Le passé dans le présent : Histoire, Mémoire et Représentations (Espagne, Pays basque, XXe-XXIe siècles)*, manuscrit de HDR soutenue le 24 novembre 2016, sous la direction de M. le professeur Severiano Rojo Hernández.

ALONSO PÉREZ, Matilde ; FURIÓ BLASCO, Elías, « La economía española », MAURICE, Jacques (ed.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – printemps 2010* [En ligne], n° 6, 2010. URL : <http://journals.openedition.org/ccec/3212> ; DOI : 10.4000/ccec.3212

ALVES, Pana ; URTASUN, Alberto, « Evolución reciente del mercado de la vivienda en España », BANCO DE ESPAÑA, *Boletín económico n° 2*, Madrid, Publicaciones del Banco de España, 2019.

ÁNGEL HIERRO, Luis, « ¿Cómo se financian los ayuntamientos? », *El País*, 13 de septiembre de 2000. URL: [https://elpais.com/diario/2000/09/13/andalucia/968797330\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2000/09/13/andalucia/968797330_850215.html)

ARÓSTEGUI, Julio, « La oposición al franquismo. Represión y violencia políticas », in TUSELL, Javier ; ALTED, Alicia ; MATEOS LÓPEZ, Abdón (Coords.), *La oposición al Régimen de Franco*, Madrid, UNED, 1990.

ARÓSTEGUI, Julio ; BAHAMONDE, Ángel ; MOLINERO, Carme *et al.* ; MARTÍNEZ, Jesús A. (coord.), *Historia de España siglo XX : 1939-1996*, Madrid, Cátedra, 1999.

BABY, Sophie, *Le mythe de la transition pacifique : violence et politique en Espagne, 1975-1982*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

BARON-YELLES, Nacima, *L'Espagne aujourd'hui : de la prospérité à la crise*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2010.

BARON-YELLES, Nacima, « Une approche territoriale de la corruption urbaine en Espagne à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle », in MONIER, Frédéric ; DARD, Olivier ; ENGELS, Jens Ivo (dir.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine. Les coulisses du politique à l'époque contemporaine XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Armand Colin, 2014, pp. 245-262.

BAVIANO, José María; FRAGUAS, Rafael, « 50.000 personas se manifiestan en el centro de Madrid », *El País*, 23 de junio de 1976.  
URL: [https://elpais.com/diario/1976/06/23/ultima/204328801\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1976/06/23/ultima/204328801_850215.html)

BAZZANA, Bénédicte, « Le “modèle” espagnol de transition vers la démocratie à l'épreuve de la chute du mur de Berlin », *Revue d'études comparatives Est-Ouest. Dossier : Retours sur le passé*, vol. 30, n°1, 1999, pp. 105-138.

BENNASSAR, Bartolomé ; BESSIERE, Bernard, *Espagne : histoire, société, culture*, Paris, La Découverte, 2009.

BESSIERE, Bernard, « Du Madrid du franquisme au Madrid de la *Movida* », DE LOPE, Monique (dir.), *Cahiers d'études romanes - Rites et rythmes urbains /1* [En ligne], n° 18, 2008, pp. 131-150.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesromanes/2046> ; DOI :  
<https://doi.org/10.4000/etudesromanes.2046>

BESSIERE, Bernard, *La Culture espagnole. Les mutations de l'après-franquisme (1975-1992)*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992.

CANAL, Jordi (dir.) ; BABY, Sophie ; LUIS, Jean-Philippe ; MICHONNEAU, Stéphane ; YUSTA, Mercedes, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours. Politique et société*, Paris, Armand Colin, 2014.

CAPÓ GIOL, Jordi, « Elecciones municipales, pero no locales », *Reis*, n°56, 1991, pp. 143-164.

CASTILLO GRIJOTA, Marga, « La corrupción urbanística sigue saliendo a cuenta », *Expansión.com*, 2010. URL : <https://www.expansion.com/2010/03/16/economia-politica/1268738141.html>

CHASTAGNARET, Gérard. « L'économie espagnole depuis la transition. Une trajectoire européenne et méditerranéenne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire - Spécial : Les 25 ans de l'Espagne démocratique*, vol. 2, n° 74, 2002, pp. 73-86.

DELGADO, Irene, « Elecciones municipales en España. Dimensiones analíticas y aspectos distintivos de ocho procesos electorales (1979-2007) », RUANO DE LA FUENTE, José Manuel (coord.), *Política y Sociedad*, vol. 47, n° 3, 2010, pp. 13-36.

DÍAZ BARRADO, Mario Pedro., *La España democrática (1975-2000). Cultura y vida cotidiana*, Madrid, Editorial Síntesis, 2006.

ESTEBAN ZURIAGA, María José, « Exode rural et classe ouvrière sous le franquisme. Le rôle des prêtres ouvriers et des paroisses dans les mouvements sociaux des années 1960 et 1970 », *E-Crini* [En ligne], n° 11, 2019, URL : <https://crini.univ-nantes.fr/publications/e-crini/n-10/n-11-juillet-2019-2489100.kjsp>.

FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu, « Les nationalismes catalans depuis la transition démocratique (1975-2010) », FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu (dir.), *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine (1975-2011), Compétition politique et identités nationales*, Paris, Armand Colin, 2012.

FREÁN HERNÁNDEZ, Óscar, « El anarquismo español: luces y sombras en la historiografía reciente sobre el movimiento libertario », YSAS, Pere (ed.), *Ayer - La época socialista: política y sociedad (1982-1996)*, n° 84, 2011, pp. 209-223.

GAGO VAQUERO, Francisco, « Las Comisiones Obreras durante el franquismo », LÓPEZ FERNÁNDEZ, Isabel (ed.), *Tiempo y sociedad*, n° 24, 2016, pp. 57-86.

GARCÍA-RAMOS, Agustín, « José Antonio Piqueras, Francesc A. Martínez, Antonio Laguna y Antonio Alaminos. El secuestro de la democracia. Madrid, Ediciones Akal, 2011 », *Sociologados: Revista de investigación social*, vol. 1, n° 1, 2016, pp. 159-166.

GARZON, César ; HAFSI, Taïeb, « L'évaluation des stratégies de lutte contre la corruption », *Revue française de gestion* [En ligne], vol. 175, n° 6, 2007, pp. 61-80.

URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2007-6-page-61.htm> ;

DOI : 10.3166/rfg.175.61-81

HIGUERAS-ARNAL, Antonio, « La population rurale espagnole », *Espace, Populations, Sociétés – Hommage à Daniel Noin*, n° 1, 1996, pp. 103-110.

« La huelga general paralizó ayer España », *El País*, 15 de diciembre de 1988.

URL: [https://elpais.com/diario/1988/12/15/portada/598143603\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1988/12/15/portada/598143603_850215.html)

LEÓN, Sergio, « Notes sur le mouvement étudiant en Espagne », *L'Homme et la société – Sociologie et contestation*, n° 16, 1970, pp. 219-240.

MAULDIN, John, « Spain : The Hole In Europe's Balance Sheet », *investorsinsight.com. Financial Intelligence for the Informed Investor*, 2009. URL:

[http://www.investorsinsight.com/blogs/john\\_mauldins\\_outside\\_the\\_box/archive/2009/08/31/spain-the-hole-in-europe-s-balance-sheet.aspx](http://www.investorsinsight.com/blogs/john_mauldins_outside_the_box/archive/2009/08/31/spain-the-hole-in-europe-s-balance-sheet.aspx)

MAURICE, Jacques, « Variaciones sobre un tema : la transición », PELOILLE, Manuelle (ed.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – automne 2013* [En ligne], n° 11, 2013. URL : <http://journals.openedition.org/ccec/4955> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccec.4955>

NAVARRO, Vicenç, *El subdesarrollo social de España : causas y consecuencia*, Barcelona, Editorial Anagrama, 2006.

OSTOLAZA, Maitane, *La Terre des Basques : naissance d'un paysage (1800-1936)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

PAYNE, Stanley, « ¿Tardofranquismo o pretransición? », *Cuadernos de la España Contemporánea*, n° 2, Madrid, CEU Ediciones, 2007.

PELLETIER, Stéphane, *L'Espagne d'aujourd'hui : politique, économie et société de la mort de Franco à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2014.

PÉREZ SERRANO, Julio, « Estrategias de la izquierda radical en el segundo franquismo y la Transición (1956-1982) », in CHAPUT, Marie-Claude ; PÉREZ SERRANO, Julio (eds.), *La transición española: nuevos enfoques para un viejo debate*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2015, pp. 95-125.

PÉREZ SERRANO, Julio, « Experiencia histórica y construcción social de las memorias. La Transición Española a la democracia », SÁNCHEZ RECIO, Glicerio (coord.), *Pasado y memoria: Revista de historia contemporánea – La memoria del pasado*, n° 3, 2004, pp. 93-122.

PÉREZ SERRANO, Julio, « Orto y ocaso de la izquierda revolucionaria en España (1959-1994) », in QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (ed.), *Los partidos en la Transición: las organizaciones políticas en la construcción de la democracia española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2013, pp. 249-291.

PIQUERAS, José Antonio, « La corrupción como instrumento de hegemonía política », in PIQUERAS, José Antonio ; MARTINEZ, Francesc A. ; LAGUNA, Antonio *et al.*, *El secuestro de la democracia: corrupción y dominación política en la España actual*, Madrid, Ediciones Akal, 2011.

QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (coord.), *Historia de la Transición en España. Los inicios del proceso democratizador*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007.

RAMOS CARVAJAL, Carmen ; ROBLES TEIGEIRO, Luis, « Cambio estructural en España (1980-2000) », *Estadística española*, vol. 51, n° 172, 2009, pp. 505-541.

RENAUDET, Isabelle, « Presse écrite et changement politique en Espagne, de la dictature franquiste à la démocratie », TROUVE, Matthieu (coord.), *Parlement[s]*, Revue d'histoire politique - Vie politique et parlementaire en Espagne XIXe-XXe siècles, n°HS12, 2017, pp. 127-149.

REVERTE MARTÍNEZ, Francisco Manuel, *El derecho fundamental de asociación como instrumento de cambio social*, Thèse de doctorat en droit, sous la direction de Encarna Serna Meroño, Universidad de Murcia, 2015.

RODRIGUES, Denis, *La Transition en Espagne : les enjeux d'une démocratisation complexe (1975-1986)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

ROJO HERNANDEZ, Severiano, *Église et Société. Le Clergé paroissial de Bilbao de la République au franquisme (1931 - années 1950)*, Paris, L'Harmattan, 2000.

ROJO HERNANDEZ, Severiano, « Immigration et idéologie : le nationalisme basque, de Sabino Arana à l'ETA », *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], n° 25, 2014.  
URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=2853>

RUBIRALTA CASAS, Fermí, *El nuevo nacionalismo radical : Los casos gallego, catalán, y vasco (1959- 1973)*, Donostia, Tercera Prensa-Hirugarren Prentsa, 1997.

SANCHEZ, Esther, « Le tourisme des années 1960 à destination de l'Espagne : le cas des Français », POUSSOU, Jean-Pierre (dir.), *Histoire, économie & société-Le Sud-Ouest*, n° 3, 2002.

SÁNCHEZ SOLER, Mariano, *La transición sangrienta : una historia violenta del proceso democrático en España, 1975-1983*, Barcelona, Ediciones Península, 2010.

SANZ GÓMEZ, Mercedes, « Les collectivités locales en Espagne : entre continuité et rénovation », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine - Varia*, n° 1, 2005, pp. 31-55.

« Socías Humbert nombrado por el Rey a petición del Ministro de la Gobernación », *ABC*, Madrid, 4 de diciembre de 1976, p. 37.

URL:<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1976/12/04/037.html>

SOTO CARMONA, Álvaro, *Transición y cambio en España, 1975-1996*, Madrid, Alianza Editorial, 2005.

SUÁREZ PANDIELLO, Javier (coord.), *La financiación local en España : radiografía del presente y propuestas de futuro*, Madrid, FEMP, 2008.

TUSELL, Javier, « La transición a la democracia en España como fenómeno de Historia política », REDERO SAN ROMÁN, Manuel (ed.), *Ayer - La transición a la democracia en España*, n° 15, 1994, pp. 55-76.

VÁZQUEZ MONTALBÁN, Manuel, *Crónica sentimental de la Transición*, Barcelona, Editorial Planeta, 1985.

VIDAL, Josep Juan ; MARTÍNEZ RUIZ, Enrique, *Política interior y exterior de los Borbones*, Madrid, Istmo, 2001.

VILARÓS, Teresa M., *El mono del desencanto. Una crítica cultural de la transición española (1973-1993)*, Madrid, siglo veintiuno ed., 1998.

VILLORIA, Manuel, « La corrupción en España : rasgos y causas esenciales », PELOILLE, Manuelle (ed.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – automne 2015* [En ligne], n° 15, 2015. URL : <http://journals.openedition.org/cccec/5949> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cccec.5949>

## **Barcelone**

AJUNTAMENT DE BARCELONA, « Ciutat Vella : la hora decisiva », *Barcelona metropolis mediterrania – Cuadern Central número 18*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 1991.

ARMESTO, Antonio, *Edificio de viviendas en la Barceloneta, 1951-1955. José Antonio Coderch y Manuel Valls*, Almería, Colegio de Arquitectos de Almería, 1996.

BALLESTER, Patrice, « Les nouvelles logiques spatiales du port de Barcelone : tourisme de croisière, aménagement et paysage », DEHOORNE, Olivier (dir.), *Études caribéennes - Le*

*tourisme de croisière : territorialisation, construction des lieux et enjeux de développement* [En ligne], n° 18, 2011. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/5154> ; DOI : 10.4000/etudescaribeennes.5154

BENACH ROVIRA, Núria, *Ciutat i producció d'imatge : Barcelona 1979-1992*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Carles Carreras i Verdaguer, Universitat de Barcelona, 1997.

BLANCHET, Elizabeth, « 10 expériences à vivre à Barcelone », *Lonely Planet*, 30 janvier 2019. URL : <https://www.lonelyplanet.fr/article/10-experiences-vivre-barcelone>

BORJA I SEBASTIÀ, Jordi, « Retour sur le “Modèle Barcelone” par un de ses acteurs », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, pp. 99-110.

BRAU, Lluís, « El primer cinturón de Ronda », *Cuadernos de arquitectura y urbanismo – El paraíso de las urbanizaciones*, n° 98, 1973, pp. 58-62.

CAPEL, Horacio, « El debate sobre la construcción de la ciudad y el llamado 'modelo Barcelona' », *Scripta Nova : Revista electrónica de geografía y ciencias sociales* [En ligne], vol. 11, n° 233, 2007.

URL: <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-233.htm>

CASANOVAS, Jaume, *Ciutat Vella : Ciutat construïda. Promoció Ciutat Vella 1988-2002*, Barcelona, El Cep i la Nansa, 2003.

CODERCH, Gustau ; FOCHS, Carles, *Coderch : la Barceloneta*, Barcelona, Colegio Oficial de Arquitectos de Cataluña, 1997.

CUBELES I BONET, Albert, *La muralla medieval de Barcelona y els seus portals*, Barcelona, Museu d'Història de la Ciutat, 2007.

DALIGAUX, Jacques, « Urbanisation, planification territoriale et enjeux de pouvoir dans l'aire métropolitaine de Barcelone », DURBIANO, Claudine (dir.), *Rives nord-méditerranéennes – « Nature » et urbanisation* [En ligne], n°8, 2001. URL : <http://journals.openedition.org/rives/51> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.51>

DEL PINO SUAREZ, María, *Emilia de la Barceloneta. La Barceloneta de la Emilia*, Barcelona, 2010.

FERRAS, Robert, *Barcelone : croissance d'une métropole*, Paris, Anthropos, 1977.

FERREN, Andrew, « 36 Hours on the Beach in Barcelona », *The New York Times*, 19 juillet 2016. URL : <https://www.nytimes.com/interactive/2016/07/15/travel/what-to-do-36-hours-barcelona.html>



FOMENT DE CIUTAT VELLA, *El Barri de la Barceloneta : continuem la renovació*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona-Districte de Ciutat Vella, 2003.

GARCÍA-MARTÍN, Manuel, *Barceloneta : El barri de la platja de Barcelona que la veu popular anomenà Barceloneta*, Barcelona, Catalana de Gas, 1989.

LÓPEZ, Manuel, *Un periodisme alternatiu i autogestionari : La premsa de barris a Barcelona, 1968-1977*, Barcelona, Diputació de Barcelona i Col·legi de Periodistes de Catalunya, 1994.

MAGRO HUERTAS, Tania, *Hacia la ciudad inclusiva. Prácticas sociales urbanas en Barcelona, 1969-1979*, Thèse de doctorat en histoire de l'architecture, sous la direction de Josep Maria Montaner, Universitat Politècnica de Catalunya, 2014.

MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Aproximación antropológica a la resistencia vecinal contra la apropiación capitalista de la ciudad: un caso en la ciudad de Barcelona », in PEREIRA, Inês ; NUNES, Nuno ; FLOREA, Ioana (edts), *SICYUrb - City in Movement. Activism, Social Participation and Urban Reinventions*, Lisboa, ISCTE-IUL, 2013, pp. 225-236.

MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, *Transformaciones urbanas desde la resistencia: aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta*, Thèse de doctorat en anthropologie, sous la direction de Manuel Delgado, Universitat de Barcelona, 2016.

MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanas y procesos de gentrificación desde la resistencia aproximaciones a un movimiento vecinal en la Barceloneta, Barcelona », in *Working Paper Series Contested\_Cities - Gentrificación, resistencias y desplazamiento en España* [En ligne], serie 1, 2014. URL: <http://contested-cities.net/working-papers/2014/>

MAKHLOUF DE LA GARZA, Muna, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta », BONASTRA, Quim ; VASCONCELOS P. JUNIOR, Magno ; TAPIA, Maricarmen (eds.), *Actas del XIII Coloquio Internacional de Geocrítica : El control del espacio y los espacios de control*, Barcelona, Universidad de Barcelona, 2014. URL: <http://www.ub.edu/geocrit/xiii-coloquio/xiii-coloquio-portada.htm>

MANCEBO, François, « Stratégies barcelonaises : reconfigurer la ville entre projets urbains partiels et urbanisme de grands événements », *Colloque L'urbanisme a-t-il une responsabilité à l'égard de la société ?*, Paris, UNESCO - Institut de la Ville, 2003. URL: halshs-00007002

MANSO, Anna ; VIOLI, Daniela, *L'ABCdari de la Barceloneta*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 2011.

PAVLICA, Milica, « A qui profitent les opérations de rénovation urbaine à Barcelone ? », *D-p-h.info* [en ligne], 2008, URL : <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-7624.html>

PORTELLI, Stefano, *La ciudad horizontal. Urbanismo y resistencia en un barrio de casas baratas de Barcelona*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 2015.

REMICA (Recherches régionales sur le Midi de la France et la Catalogne), « Effets spatiaux de la croissance économique à Barcelone », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest – Barcelone et la Catalogne*, tome 48-2, 1977, pp. 171-190.

SALGADO, José Manuel, « El Pluralisme del Moviment Veïnal de Nou Barris (Barcelona) en el Tardofranquisme », *HSE - Historia Social y de la Educación*, vol. 3, n° 3, 2014, pp. 271-295.

SERRA, Pere, *Barceloneta, un quart de mil.leni*, Barcelona, Laiat libros, 2003.

SERRA, Pere, *Memòria commemorativa. Celebració del ¼ de mil.lenni de la Barceloneta 1753-2003*, Barcelona, Autoritat Portuària de Barcelona amb el suport Foment Ciutat Vella, 2003.

SOLÀ-MORALES, Manuel ; BUSQUETS, Joan. ; DOMINGO, Miguel *et al.*, *Barcelona. Remodelación capitalista o desarrollo urbano en el sector de la Ribera oriental*, Barcelona, Editorial Gustavo Gili, 1974.

TARRAGÓ I CID, Salvador, « El Plan Macia, síntesis del trabajo del GATCPAC para Barcelona », TARRAGÓ I CID, Salvador ; TORRES CLAVÉ, Josep (dir.), *2C: Construcción de la ciudad*, n°15-16, 1980, pp. 68-84.

TATJER, Mercedes, « La industria en Barcelona (1832-1992). Factores de localización y transformación en las áreas fabriles: del centro histórico a la región metropolitana », *Scripta Nova : Revista electrónica de geografía y ciencias sociales* [En ligne], vol. 10, n° 218, 2006. URL: <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-218-46.htm>

TATJER, Mercedes, *La Barceloneta, del siglo XVIII al Plan de la Ribera*, Barcelona, Saturno, 1973.

TEIXIDOR, Carlos ; TARRAGÓ, Marçal ; BRAU, Lluís, « Barcelona 1953-1971: introducción a una visión del desarrollo urbanístico », *Cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n° 87, 1972, pp. 67-101.

TER MINASSIAN, Hovig, *Changer Barcelone : Politique publique et gentrification dans le centre ancien (Ciutat Vella)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2013.

TER MINASSIAN, Hovig, *Ciutat Vella entre réhabilitation et gentrification : politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)*, Thèse de doctorat en géographie, sous la codirection Martine Berger et de Horacio Capel, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Universitat de Barcelona, 2009.

TER MINASSIAN, Hovig, « Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone », GIGOT, Mathieu (coord.), *Cahier Construction politique et sociale des territoires – analyser la patrimonialisation des espaces urbains*, n° 1, 2012, pp. 49-58.

VÁSQUEZ MONTALBÁN, Manuel, *Barcelones*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

VENTEO, Daniel, *La Barceloneta, Guia d'història urbana*, Barcelona, Viena Edicions-Ajuntament de Barcelona, 2012.

WYNN, Martin, « Barcelona : planning and change 1854-1977 », *Town Planning Review*, vol 50, n° 2, 1979, pp. 185-203.

## Valence

« 10 of the Coolest Neighbourhoods in Europe », *The Guardian*, 8 février 2020.

URL : <https://www.theguardian.com/travel/2020/feb/08/10-of-the-coolest-neighbourhoods-in-europe-paris-berlin-rome>

Autoridad portuaria de Valencia, *Notas históricas sobre el puerto de Valencia* [En ligne], Valencia, Valenciaport, sin fecha.

URL: <https://www.valenciaport.com/wp-content/uploads/HistoriaPuertoValenciaCompleta.pdf>

BELENGUER, Pep, *Cabañal-Cañamelar. Pep Belenguer, un luchador para un barrio*, Valencia, Federación de A.A.V.V. de Valencia, 2001.

BLAT LLORENS, José Vicente, *Presencia del ladrillo cara vista en el primer ensanche de la ciudad de Valencia*, Thèse de doctorat de la Faculté des Beaux Arts, sous la direction de Manuel Lecuona López, Universitat Politècnica de València, 1996.

BOIRA-MAIQUES, Josep Vicent, *La ciudad de Valencia y su imagen pública*, Valencia, Universitat de València – Departament de geografia, 1992.

BOIRA-MAIQUES, Josep Vicent, « La Valencia marítima. Determinaciones y vacilaciones en la conformación de un modelo del siglo XIX », in DAUKSIS, Sonia ; TABERNER PASTOR, Francisco (eds.), *Historia de la ciudad. II. Territorio, sociedad y patrimonio. Una visión arquitectónica de la historia de la ciudad de Valencia*, Valencia, Colegio Territorial de Arquitectos de Valencia, 2002, pp. 223-236.

BOIRA-MAIQUES, Josep Vicent, « Puerto y ciudad en Valencia. El tránsito hacia un modelo de uso ciudadano (1986-2013) », TAPIA, Maricarmen ; TATJER, Mercedes (eds.), *Biblio 3W. Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales - Número extraordinario dedicado al seminario geocrítica : Estrategias y conflictos en el puerto y el frente marítimo de Barcelona* [En ligne], vol. 18, n° 1049 (25), 2013. URL: <http://www.ub.es/geocrit/b3w-1049/b3w-1049-25.htm>

BOIRA-MAIQUES, Josep, *Valencia barrio a barrio: El Cabanyal Canyamelar*, Valencia, Ayuntamiento de Valencia, 1987.

GONZÁLEZ COLLANTES, Carla, *Moviments socials i defensa del patrimoni a la ciutat de València : el cas dels Salvem*, Thèse de doctorat – Beaux-Arts, sous la direction de Eulalia Adelantado Mateu, Universidad Politécnica de Valencia, 2006.

CERVERO MARTI, Lluís, *El Cabanyal, per exemple, 1998-2013. Crònica de quinze anys de resistència*, Valencia, 3i4 Edicions, 2014.

« Convocan una concentración de protesta por la degradación del Barri del Cabanyal », *El Meridiano. L’Horta*, 5 septembre 2018. URL : <https://www.elmeridiano.es/convocan-una-concentracion-de-protesta-por-la-degradacion-del-barri-del-cabanyal/>

COURTOT, Roland, « Littoralisation et nouveaux modèles spatiaux dans la Communauté du pays valencien », in HUMBERT, André ; MOLINERO HERNANDO, Fernando ; VALENZUELA RUBIO, Manuel, (coord.), *España en la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, pp. 107-124.

DEL ROMERO RENAU, Luis ; TRUDELLE, Catherine, « Mega Events and Urban Conflicts in Valencia, Spain : Contesting the New Urban Modernity », *Urban Studies Research* [En ligne], vol. 2011, 2011. URL: <https://doi.org/10.1155/2011/587523>

DÍEZ, Joaquim, *Crónicas del Marítim (II)*, Valencia, Llibres de la Drassana, 2013.

DOMÍNGUEZ, Miguel, « Los últimos proyectos urbanísticos de Valencia. ¿Cuál es el futuro de la ciudad? », in DAUKSIS, Sonia ; TABERNER PASTOR, Francisco (eds.), *Historia de la ciudad. II. Territorio, sociedad y patrimonio. Una visión arquitectónica de la historia de la ciudad de Valencia*, Valencia, Colegio Territorial de Arquitectos de Valencia, 2002, pp. 303-322.

ENGUIX, Salvador, « Se acabó la destrucción: empieza la rehabilitación del Cabanyal », *La Vanguardia*, 19 janvier 2017.

URL : <https://www.lavanguardia.com/local/valencia/20170119/413494380340/rehabilitacion-cabanyal-maria-jose-salvador-josep-vicent-boira.html>

ESTRELA BOTELLA, Fèlix, *Del Cabanyal a València, retrat d’un compromís social*, Valencia, auto edición, 2017.

FERRER, Vicente (dir.), *Benvinguts al Cabanyal*, Valencia, Media Vaca, 2011.

GAJA DÍAZ, Fernando, « La transformación de Valencia (I): grandes proyectos urbanísticos », *Urbanismo : Revista del Colegio de Arquitectos de Madrid*, n°28, 1996, pp. 78-85.

GAJA DÍAZ, Fernando ; HERRERO, Luis Francisco ; OLMOS I LLORENS, Joan *et. al*, *Pensar València. Taller XXI d’Urbanisme*, Valencia, Editorial de la UPV, 2003.

GARRIDO, Lydia, « Una empresa municipal alquila infraviviendas en El Cabanyal », *El País*, 15 de marzo de 2008. URL: [https://elpais.com/diario/2008/03/15/cvalenciana/1205612279\\_850215.html](https://elpais.com/diario/2008/03/15/cvalenciana/1205612279_850215.html)

HERRERO GARCÍA, Luis Francisco ; SOLDEVILLA, Liaño Maota, « La plataforma Salvem el Cabanyal : doce años de lucha ciudadana », *e-rph- Revista Electrónica de Patrimonio Histórico* [En ligne], n° 6, 2010. URL: <http://www.revistadepatrimonio.es/revistas/numero6/iniciativas/experiencias/articulo.php>

HERRERO GARCÍA, Luis Francisco, « Vida en el barrio : Cabanyal, un conjunto histórico protegido... y amenazado », *Ingeniería y Territorio – La ciudad habitable*, n° 75, 2006, pp. 86-95.

HERVÁS MÁS, Jorge, « El barrio del Cabanyal-Canyamelar de Valencia : historia y futuro », MATA OLMO, Rafael (dir.), *CyTET : Ciudad y territorio : Estudios territoriales*, n° 191, 2017, pp. 81-97.

« Inseguridad en la zona cero del Cabanyal. Zero Incívics exige soluciones para poder vivir como el resto de personas de Valencia », *valenciana.tv*, 11 juillet 2019. URL : <https://valenciana.tv/inseguridad-en-la-zona-cero-del-cabanyal-zero-incivics-exige-soluciones-para-poder-vivir-como-el-resto-de-personas-de-valencia>

JARQUE, Francesc ; SIMÓ, Trinidad, *El Cabanyal : un barrio patrimonial a rehabilitar*, Valencia, Publicaciones de la Universidad de Valencia PUV, 2013.

LECARDANE, Renzo, « Le front de mer de Valencia et l'héritage de l'America's Cup 2007 », RODRIGUES-MALTA, Rachel (ed.), *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens - Villes portuaires, Horizons 2020. Les nouveaux enjeux du développement*, n° 111, 2008, pp. 109-114.

LLOPIS ALONSO, Armando ; PERDIGÓN FERNÁNDEZ, Luís Alberto, *Cartografía histórica de la ciudad de Valencia (1608-1944)*, Valencia, Editorial Universitat Politècnica de València , 2016.

LÓPEZ LIÑÁN, Inmaculada, *Valencia, Ciudad globalizada : Movimientos sociales, arte comprometido y activismo desde finales del siglo XX hasta la primera década del tercer milenio*, Thèse de doctorat – Beaux-Arts, sous la direction de Mau Monleón Pradas et Mijo Miquel Bartual, Universidad Politècnica de Valencia, 2006.

MARTÍNEZ ARROYO, Emilio José, « Cabanyal Portes Obertes, se acabó ¿y ahora qué? Prácticas artísticas políticas y colaborativas en la ciudad », MARÍN, Teresa (coord.), *Kultur: revista interdisciplinària sobre la cultura de la ciutat - Prácticas artísticas colaborativas en contextos urbanos*, vol. 3, n° 5, 2016, pp. 143-154.

MARTÍNEZ GREGORI, Carmen, « La modernidad en Valencia a través de tres obras del arquitecto Mauro Lleó », *[I2] Innovación e Investigación en Arquitectura y Territorio* [En ligne], vol. 5, n° 1, 2017. URL: <http://dx.doi.org/10.14198/i2.2017.5.06>

MONTIEL MARQUEZ, Antonio, « Le modèle d'aménagement urbain dans la communauté autonome de Valence et ses effets sur les droits individuels, les ressources naturelles et autres

biens collectifs », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

RAMÓN FERNÁNDEZ, Francisca, « El patrimonio cultural valenciano: estudio de casos y su protección », *Revista jurídica valenciana*, n° 31, 2014, pp. 1-22.

SÁNCHEZ MUÑOZ, David, « Los edificios universitarios de Fernando Moreno Barberá en el campus de Blasco Ibáñez de Valencia : nuevas aportaciones a su cronología y construcción », *Boletín de Arte-UMA*, n° 39, , 2018, pp. 217-232.

SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *Historia de la Malvarrosa (nacida del agua)*, Valencia, Ajuntament de Valencia - Regidoria de Cultura - Fires i Festes, 1994.

SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *Historia del Cabanyal. Siglo XX y un incierto futuro*, Valencia, Javier Boronat editor, 2009.

SANCHIS PALLARÉS, Antonio, *La historia del Cabanyal: Poble Nou de la Mar (1238-1897)*, Valencia, Javier Boronat editor, 1997.

SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « Cabanyal, cada vez más cerca. Del lugar al espacio como mercancía », HOMOBONO MARTÍNEZ, José ; VIVAS ZIARRUSTA, Isusko (eds.), *Zainak Cuadernos de Antropología-Etnografía - Ciudades globales y culturas locales 2*, vol. 32, 2009, pp. 915-931.

SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz, « El oficio de la resistencia. *Salvem y Viu al Cabanyal* como forma de contención del urbanismo neoliberal », *Revista de Dialectología y Tradiciones Populares*, vol. 69, n° 2 , 2014, pp. 305-326.

SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz ; MONCUÍ FERRÉ, Albert, « Manifiestos y latencias en la Valencia de la guías turísticas », in CUCÓ GINER, Josep (ed.), *Metamorfosis urbanas : ciudades españolas en la dinámica global*, Barcelona, Icaria-Institut Català d'Antropologia, 2013, pp. 259-284.

SELVA ROYO, Juan Ramón, « 29+1: la ordenación urbanística metropolitana de Gran Valencia (1947-1986) », *V Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo, Barcelona-Buenos Aires*, Barcelona, DUOT, 2013, pp.1478-1494.

SELVA ROYO, Juan Ramón, « Génesis documental del Plan General de Valencia y su cintura (1939-1946) », *ACE : Arquitectura, Ciudad y Entorno* [En ligne], vol. 12, n° 35, 2017, pp. 15-38.

URL: <https://www.raco.cat/index.php/ACE/article/view/329269>

SELVA ROYO, Juan Ramón, « La Corporación Administrativa Gran Valencia (1947-1986) », MATA OLMO, Rafael (dir.), *CyTET : Ciudad y territorio : Estudios territoriales*, n° 185, 2015, pp. 463-479.

TEIXIDOR DE OTTO, María Jesús, « Cementerios y conventos. Transformaciones decimonónicas en el antiguo Raval de la Boatella (València) », *Cuadernos de geografía*, n° 79, 2006, pp. 19-52.

TEIXIDOR DE OTTO, María Jesús, *Funciones y desarrollo urbano de Valencia*, Valencia, Instituto de geografía, Institución Alfonso el Magnánimo, 1976.

VAREA, P, « La Asociación de Vecinos del Cabanyal crea una sede virtual en internet al quedarse sin local », *Levante-EMV*, 8 de noviembre de 2005.

URL:<https://www.levante-emv.com/valencia/2967/asociacion-vecinos-cabanyal-crea-sede-virtual-internet-quedarse-local/149123.html>

VERACRUZ MAS, Luis, *Cabanyal 2020 : rehabilitación sin destrucción*, Mémoire de Master, Universidad Carlos III de Madrid, 2010.

## **Fabrique de la ville**

ANRU, *Rénovation urbaine : enjeux, mise en œuvre, qualités - Hors-Série n° 30*, Paris, Publications d'architecture et d'urbanisme, 2007.

BILLIARD, Isabelle, « L'espace public », *Les annales de la recherche urbaine - Compositions urbaines*, n° 32, 1986, pp. 87-94.

BORJA, Jean-Stéphane ; DERAÏN, Martine ; MANRY, Véronique, *Recherche-Action, Renouveau urbain à Marseille : centralité populaire et mobilisation collective, le cas de la rue de la République*, Marseille, Rapport final, PUCA, Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, 2007.

CASTRILLO ROMÓN, María, « La réhabilitation urbaine : une politique impossible ? », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, pp. 113-125.

CHALAS, Yves, « L'urbanisme comme pensée pratique : Pensée faible et débat public », *Les annales de la recherche urbaines - Gouvernances*, n° 80-81, 1998, pp. 205-214.

CHAUMONT HAMIDA, Léa ; D'AGUANNO, Eugénie ; GERVAIS, Laurence *et. al.*, *La rue de la République, entre logiques publiques et intérêts privés : Quelle place pour les habitants ?*, DESS Développement local et urbain - Université de la Méditerranée Aix-Marseille II, 2004.

CORBOZ, André (Textes choisis et assemblés par Lucie K. MORISSET), *De la ville au patrimoine urbain, histoires de forme et de sens*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009.

DERAIN, Martine ; MANRY, Véronique, "De la Rue de la République", in BORJA, Jean-Stéphane ; DERAIN, Martine ; MANRY, Véronique, *Recherche-Action, Renouveau urbain à Marseille : centralité populaire et mobilisation collective, le cas de la rue de la République*, Marseille, Rapport final, PUCA, Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, 2007, pp. 17-55.

DEVERNOIS, Nils (coord.) ; MULLER, Sara ; Le BIHAN, Gérard, *Gestion du patrimoine urbain et revitalisation des quartiers anciens : l'éclairage de l'expérience française*, Paris, Agence Française de Développement, 2014.

DONZELOT, Jacques, *La ville à trois vitesses*, Paris, Editions de la Villette, 2009.

DONZELOT, Jacques ; EPSTEIN, Renaud, « Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine », *Esprit - Forces et faiblesses de la participation*, n°326, 2006, pp. 5-34.

DUTHILLEUL, Jean-Marie, *Circuler : quand nos mouvements façonnent la ville*, Paris, Editions Alternatives, 2012.

GROSJEAN, Michèle ; THIBAUD, Jean-Paul (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Editions Parenthèses, 2008.

HAMMAN, Philippe, « Ville, frontière et démocratie : entre visible et invisible, espaces intermédiaires et transactions sociales », in HAMMAN, Philippe (dir.), *Ville, frontière, participation. De la visibilité des processus démocratiques dans la Cité*, Paris, Orizons, 2012, pp. 39-62.

LAGREE, Jean-Charles, « Interactions locales dans l'espace résidentiel », *Les annales de la recherche urbaine - Jeunes urbains ès qualités*, n° 27, 1985.

LAVEDAN, Pierre ; HUGUENEY, Jeanne ; HENRAT, Philippe, *L'urbanisme à l'époque moderne : XVIe-XVIIIe siècles*, Genève-Paris, Droz-Arts et Métiers Graphiques, 1982.

MERLIN, Pierre, *L'urbanisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018.

ROUX, Jean-Michel, *Des villes sans politique : étalement urbain, crise sociale et projets*, Nantes, Gulf Stream Editeur, 2006.

SOARES GONCALVES, Rafael, « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro », *Mouvements - La ville brûle-t-elle ? Pour une réappropriation citoyenne de nos villes*, n° 74, 2013, pp. 24-32.

TERZAKOU, Georgia, « La démocratie de la ville aux quartiers, du visible à l'invisible ? » in HAMMAN, Philippe (dir.), *Ville, frontière, participation. De la visibilité des processus démocratiques dans la Cité*, Paris, Orizons, 2012, pp. 113-127.



TOPALOV, Christian ; COUDROY DE LILLE, Laurent ; DEPAULE, Jean-Charles ; MARIN, Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues et les sociétés ?*, Paris, Robert Laffont, 2010.

VERDIER, Philippe, *Le projet urbain participatif : apprendre à faire la ville avec ses habitants*, Gap, Yves Michel-Paris, Adels, 2009.

WEIL, Michel, *L'urbanisme*, Toulouse, Editions Milan, 1997.

WESTPHAL, Bertrand, « Notes géocritiques sur la ville créative », *Epistémocritique. Littérature et savoirs – numéro spécial géocritique* [En ligne], vol. 9, 2011. URL : <https://epistemocritique.org/notes-geocritiques-sur-la-ville-creative/>

ZAPATERO SANTOS, Antonia, *La densidad urbana : concepto y metodología. Análisis comparativo de los tejidos de Madrid*, fin de grado, Universidad Politécnica de Madrid- E.T.S. Arquitectura (UPM), 2017.

## Urbanisme espagnol

ALMARCHA NÚÑEZ-HERRADOR, María Esther, *Arquitectura y urbanismo rural durante el período de la autarquía en Castilla-La Mancha : Dirección General de Regiones Devastadas y Reparaciones e Instituto Nacional de Colonización*, Thèse de doctorat en histoire, Ediciones de la Universidad de Castilla-La-Mancha, 1997.

BARON-YELLES, Nacima, *Atlas de l'Espagne une métamorphose inachevée*, Paris, Autrement, 2009.

BERGALLI, Valeria, « Contexto urbano y alteridad en Barcelona. Nuevos desafíos para la Ciudad Vieja », ASSIER-ANDRIEU, Louis ; PROVANSAL, Danielle ; TARRIUS, Alain (eds.), *Revue Européenne des Migrations Internationales – Les catalognes, laboratoire de l'Europe*, vol. 13, n° 3, 1997, pp. 121-133.

BRUNET, Ferran, « Análisis del impacto económico de los Juegos Olímpicos », in FERNÁNDEZ PEÑA, Emilio ; CEREZUELA, Berta ; GÓMEZ BENOSA, Miquel *et al.* (eds.), *Mosaico Olímpico. Investigación multidisciplinar y difusión de los estudios olímpicos. CEO-UAB, 20 años*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona, 2011, pp. 219-239.

COUDROY DE LILLE, Laurent, « Madrid : devenir du logement social construit sous le franquisme », *Espace Populations Sociétés - Logement et différenciations sociales dans les villes européennes*, vol. 1, 1986, pp. 111-123.

CUCÓ I GINER, Josepa, *Antropología urbana*, Barcelona, Ariel, 2004.

CUCÓ I GINER, Josepa, « Los movimientos urbanos en la ciudad de Valencia: contexto y caracterización », HOMOBONO MARTÍNEZ, José ; VIVAS ZIARRUSTA, Isusko (eds.),

*Zainak Cuadernos de Antropología-Etnografía - Ciudades globales y culturas locales 1*, vol. 31, 2009, pp. 529-549.

CUCÓ I GINER, Josep (ed.), *Metamorfosis urbanas : ciudades españolas en la dinámica global*, Barcelona, Icaria-Institut Català d'Antropologia, 2013.

DEL ARCO, Manuel, « Mano a Mano, Antonio Bonet », *La Vanguardia*, n°30.913, Barcelona, 24 de octubre de 1965.

DEL ROMERO RENAU, Luis, « Dos décadas de urbanismo-espectáculo en España : los grandes eventos como motor de cambio urbano », *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, n° 53, 2010, pp. 309-327.

DÍAZ HERNÁNDEZ, Ramón ; PARREÑO CASTELLANO, Juan Manuel, « Évolution du processus urbain espagnol dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle », PUYO, Jean-Yves (coord.), *Sud-Ouest Européen : Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest - Géographie historique, pour un autre regard*, n° 23, 2007, pp. 89-106.

DIRECCIÓN GENERAL DE REGIONES DEVASTADAS Y REPARACIONES, *Reconstrucción*, n° 1, 1940.

ESTEBAN I NOGUERA, Juli ; BARNADA, Jaume (coord.), *Urbanisme a Barcelona : 1999*, Barcelona, Ajuntament de Barcelona-Sector d'Urbanisme, 1999.

FAVA, Nadia, « Contemporaneidades y la reconquista del tiempo : Alemania y España en los años sesenta », in POZO, José Manuel ; LÓPEZ TRUEBA, Ignasi (coord.), *Modelos alemanes e italianos para España en los años de la postguerra*, Pamplona, Escuela Técnica Superior de Arquitectura Universidad de Navarra, 2004, pp.181-188.

FERNANDEZ RODRÍGUEZ, Tomas Ramón, « Comentario breve del real decreto-ley 16/1981 de 16 de octubre, de adaptación de planes generales de ordenación urbana », *Derecho administrativo*, Madrid, UNED, 1980.

Fundación Ecología y Desarrollo, *Propuestas de urgencia sobre la corrupción urbanística. Una pequeña minoría que causa un gran daño*, 2009.

GÓMEZ ROSSI, María Jesús, *Actuaciones en suelo no urbanizable*, Thèse de doctorat en droit, sous la direction de Roberto Galán Vioque, Universidad de Sevilla, 2016.

GONZÁLEZ PÉREZ, Jesús, « Geografía urbana de Palma : la actividad turística en la forma y el desarrollo de la ciudad », in ARTIGUES Antoni (coord.), *La introducción a la geografía urbana de las Illes Balears*, Palma, Universidad de las Islas Baleares-Servicio de Publicaciones, 2006, pp. 164-210.

GOTLIEB, Carlos, *Architecture et projet urbain en Espagne. Dossier documentaire*, La Défense, Édition de la DGUHC, 1998.

HEINZ, Werner (dir.), *Partenariats public-privé dans l'aménagement urbain : Allemagne, USA, Espagne, Grande-Bretagne, Suède, Pays-Bas, France*, Paris, L'Harmattan, 1995.

HERNÁNDEZ AJA, Augustín ; PARELLADA MATESANZ, Ángela ; RODRÍGUEZ-SUÁREZ, Iván *et al.*, « Evolución de las políticas de rehabilitación en Áreas de Rehabilitación Integrada en España (1978-2012) », LÓPEZ-MESA, Belinda ; RUBIO DEL VAL, Juan ; SENDRA SALAS, Juan José (coord.), *Informes de la Construcción - Obsolescencia de vivienda y ciudad en España : Recorriendo el camino hacia una economía baja en carbono* [En ligne], vol. 67, n° Extra 1, 2015. URL: <https://doi.org/10.3989/ic.14.057>

JIMÉNEZ SÁNCHEZ, Fernando, « Boom urbanístico y corrupción política en España », PÉREZ DÍAZ, Víctor Miguel (coord.), *Mediterráneo económico - Modernidad, crisis y globalización: problemas de política y cultura*, n° 14, 2008, pp. 263-285.

LÓPEZ FERNÁNDEZ, Luis Miguel, « La nueva Ley del Suelo », ARIÑO ÓRTIZ, Gaspar (dir.), *Anuario de la Facultad de Derecho de la Universidad Autónoma de Madrid - Privatización y liberalización de servicios*, n° 3, 1999, pp. 185-194.

MAZÓN MARTÍNEZ, Tomás, « Benidorm. Un destino turístico de altura », *Gran Tour : Revista de Investigación Turística*, n° 2, 2010, pp. 8-22.

MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 1998 et 1999 », *Afduh*, Paris, Dalloz-Sirey, 2000.

MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 2002 et 2003 », *Dauh*, Paris, Le Moniteur Editions, 2004.

MENÉNDEZ REXACH, Angel, « L'évolution du droit de l'urbanisme en Espagne en 2007 et 2008 », *Dauh*, Paris, Le Moniteur Editions, 2009.

NAVAS CARRILLO, Daniel, « La ley sobre régimen del suelo y ordenación urbana de 1956. Un cambio de rumbo en la planificación del crecimiento urbano », *Los nuevos crecimientos urbanos. Teoría y práctica de la Ordenación Urbanística en Andalucía*, Sevilla, DUOT, 2017.

NÉGRIER, Emmanuel, « La politique du patrimoine en Espagne », *Culture & musées*, vol. 9, n° 1, 2007, pp. 23-38.

OLIVERAS SAMITIER, Josep ; ROQUER SOLER, Santiago, « Los espacios de innovación en Cataluña. El papel de la autopista del Mediterráneo », in HUMBERT, André ; MOLINERO HERNANDO, Fernando ; VALENZUELA RUBIO, Manuel, (coord.), *España en la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Madrid, Casa de Velázquez, 2011, pp.169-190.

PAREJO ALFONSO, Luciano, « L'évolution du cadre juridique de la production de la ville depuis 1956 », in COUDROY DE LILLE, Laurent ; VAZ, Céline ; VORMS, Charlotte (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970 : la ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, pp. 25-38.

SAMBRICIO, Carlos, « La política urbana de Primo de Rivera : del plan regional a la política de casas baratas », *Ciudad y Territorio. Revista de ciencia urbana*, n° 54, 1982, pp. 33-54.

SAUQUET, Roger, « ¿Existe un urbanismo del GATPAC sin Le Corbusier? », *Proyecto, Progreso, Arquitectura - Arquitecturas en común*, n° 11, 2014, pp. 16-25.

TALAU, Jean-Marc, « Perspective régionale du droit de l'urbanisme en Espagne : introduction au droit de l'urbanisme en Catalogne », Paris, Le Moniteur Editions, *Dauh*, 2009.

VALEIJE ÁLVEREZ, Inma, « Reflexiones sobre la eficacia de los delitos contra la administración pública en materia de corrupción urbanística », *Cuadernos Penales José María Lindón - Corrupción y urbanismo*, n° 5, 2008, pp. 35-60.

VAZ, Céline, *Le franquisme et la production de la ville. Politique du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Michel Lescure, Université Paris Ouest Nanterre - La Défense, 2013.

VAZ, Céline, « Les promoteurs immobiliers de l'Etat franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *EspaceTemps.net - Ville et marché* [En ligne], 2013. URL : <https://www.espacetemps.net/articles/les-promoteurs-immobiliers-et-letat-franquiste/>

VORMS, Charlotte, « Surproduction immobilière et difficultés d'accès au logement en Espagne : quelques éléments d'explication », *Études Foncières*, n° 138, 2009, pp. 39-44.

## **Mobilisations collectives**

ADELL, Ramón, « Movimientos sociales en los años noventa: volumen, actores y temas de la movilización », in GRAU, Elena ; IBARRA GÜELL, Pedro (coord.), *Una mirada sobre la red : anuario movimientos sociales*, Barcelona, Icaria Editorial ; Donostia, Tercera Prensa, 2000, pp. 27-54.

ALABART VILÀ, Anna, *Els barris de Barcelona i el moviment associatiu veïnal*, Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Emili Boix i Selva, Universitat de Barcelona, 1981.

ALARI PAHISSA, Emma, « “El barrio no se vende”: Las “barriografías” de la Barceloneta como herramienta de resistencia vecinal frente al extractivismo urbano », CONDE, Marta ; TEMPER, Leah ; WALTER, Mariana (eds.), *Ecología Política – Cartografía y conflictos. Herramientas para resistir, movilizar y construir*, n° 48, 2014, pp. 36-41.

ALBERICH NISTAL, Tomás, « Asociaciones y Movimientos Sociales en España: Cuatro Décadas de Cambios », PRIETO LACACI, Rafael (coord.), *Revista de Estudios de Juventud - Jóvenes, globalización y movimientos altermundistas*, n° 76, 2007, pp. 71-89.

ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas* [En ligne], Madrid, canal UNED, serie Política y sociología en Radio 3, 2016.  
URL: <https://canal.uned.es/trackfile/5a6f5c40b1111f7e7b8b463e.mp4>

ALBERICH NISTAL, Tomás, *Desde las Asociaciones de Vecinos al 15M y las mareas ciudadanas. Breve historia de los movimientos sociales*, Madrid, Dykinson, 2016.

ALBERICH NISTAL, Tomás, « La crisis de los movimientos sociales y asociacionismo de los años noventa », *Documentación social. Revista de estudios sociales y de sociología aplicada – Los movimientos sociales hoy*, n° 90, 1993, pp. 101-113.

ALCALDE, Gabriel ; BURCH, Josep ; CARBONELL, Eliseu ; DOMÈNECH, Gemma, « Identificaciones patrimoniales en conflicto. Un análisis a partir de tres casos en Cataluña », *Revista Andaluza de Antropología – Patrimonio cultural y derechos colectivos*, n° 2, 2012, pp. 128-148.

ANDREU, Marc ; FERNANDEZ, Eva ; NAYA, Andres *et al.* (dir.), *1970-2010 : 40 anys d'acció veïnal*, Barcelona, Editorial Mediterrània, 2009.

ARELLANO YANGUAS, Javier, « Democracia y movimientos sociales: crisis de representación y caminos de avance », in ARELLANO YANGUAS, Javier ; GLAVE REMY, Marisa, *Los movimientos sociales y la participación ciudadana*, Bilbao, Alboan, 2015.

ARNAIZ GÓMEZ, Eduardo, « Movimientos sociales urbanos en Bilbao la Vieja », HOMOBONO, José Ignacio ; RUBIO ARDANAZ, Juan Antonio (eds.), *Zainak Cuadernos de Antropología-Etnografía - Las culturas de las ciudades 2*, vol 24, 2003, pp. 591-706.

BALFOUR, Sebastian ; MARTÍN GARCÍA, Óscar, « Movimientos sociales y transición a la democracia: El caso español », in QUIROSA CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (coord.), *La sociedad española en la Transición. Los movimientos sociales en el proceso democratizador*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2011, pp. 43-62.

BALTA, Paul, *Méditerranée : défis et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2000.

BARZUNA, Guillermo, « Graffiti : la voz ante el silencio », *Letras*, n° 37, 2005, pp. 129-138.

BEN MANSOUR, Bader, « Le rôle des TIC dans les mouvements contestataires tunisien et égyptien : une revue de la littérature », AGBOBLI, Christian ; BOGUI, Jean-Jacques ; BELISARIO, Katia Maria (dir.), *Communication, technologies et développement - Technologies numériques et diffusion de l'information pendant les périodes de conflits et de crise dans le monde* [En ligne], n° 4, 2017. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/840> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ctd.840>

BERGÈS, Karine, « ¡ La revolución será feminista o no será ! : recomposition des féminismes autonomes dans l'Espagne en crise des années 2000 », CHAPONNIERE, Martine ; ROUX, Patricia ; RUAULT, Lucile (coord.), *Nouvelles questions féministes - Nouvelles formes de militantisme féministe (I)*, vol. 36, n° 1, 2017, pp. 16-31.

BERGÈS, Karine ; YUSTA RODRIGO, Mercedes, « Femmes et politique, le genre de l'engagement », in BERGÈS, Karine ; BURGOS-VIGNA, Diana ; YUSTA RODRIGO, Mercedes ; LUDEC, Nathalie (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

BLANC, Maurice, « La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique », *Pensée plurielle - Transactions et sciences de l'homme et de la société*, vol. 1, n° 20, 2009, pp. 25-36.

BORDETAS, Ivan, « Els estudis sobre el moviment veïnal : un repte encara per a la historiografia », *Franquisme & Transició. Revista d'Història i de Cultura*, n° 2, 2014, pp. 281-295.

BORJA, Jordi, « Les Mouvements sociaux urbains en Espagne », *Espaces et sociétés*, n° 19, 1976, pp. 37-57.

BORJA, Jordi, « Movimientos urbanos de las clases populares : movimiento reivindicativo, movimiento democrático, dualidad de poder », *Papers. Revista de sociología*, n° 3, 1974, pp. 39-61.

BORJA, Jordi, *¿Qué son las Asociaciones de Vecinos?*, Barcelone, La Gaya Ciencia, 1977.

CALAVITA, Nico ; FERRER, Amador, « Behind Barcelona's Success Story Citizen Movements and Planners' Power », *Journal of Urban History*, vol. 26, n° 6, 2000, pp. 793-807.

CALLON, Michel ; LASCOUMES, Pierre ; BARTHE, Yannick, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.

CAMAU, Michel, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'Année du Maghreb – Dossier : un printemps arabe ?* [En ligne], n° 8, 2012.

URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/1383>

DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1383>

CASTELLS, Manuel, *La question urbaine*, Paris, François Maspero, 1972.

CASTELLS, Manuel ; CHERKI, Eddy ; GODARD, Francis ; MEHL, Dominique, *Crise du logement et mouvements sociaux urbains : enquête sur la région parisienne*, Berlin-Boston, De Gruyter Mouton, 2017.

CHOUKRY, Hmed, « Espace géographique et mouvements sociaux », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

CINALLI, Manlio, « Analyse de réseaux », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 31-38.

COBO PULIDO, Pedro, « Las asociaciones de cabezas de familia como cauce de representación : un fallido intento de apertura del régimen franquista », *Espacio Tiempo y Forma. Serie V, Historia Contemporánea*, n° 14, 2001, pp. 437-488.

CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento contra la OTAN en Andalucía (1981-1986) : un debate en clave discursiva y de movilización sociopolítica », in SOTO CARMONA, Álvaro ; MATEOS LÓPEZ, Abdón (dir.) *Historia de la época socialista : España, 1982-1996*, Madrid, UNED, 2011.

CONTRERAS-BECERRA, Javier, « El movimiento vecinal en Andalucía durante el tardofranquismo y el proceso de cambio político (1968-1986):¿ excepcionalidad o actor destacado? », *Gerónimo de Uztariz*, n° 28-29, 2012-2013, pp. 95-122.

CONTRERAS-BECERRA, Javier, *Movimiento vecinal y Movimiento andalucista: construcción de la ciudadanía y aprendizaje democrático en Andalucía (1963-1987)*, Thèse de doctorat en histoire, sous le direction de Teresa María Ortega López, Universidad de Granada, 2019.

CORCUFF, Philippe, « Frustrations relatives », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 242-248.

CORRAL BROTO, Pablo, *¿Una sociedad ambiental? Historia de los conflictos ambientales bajo la dictadura franquista en Aragón (1939-1979)*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud et de Antonio Ortega Santos, Universidad de Granada-EHESS, 2014.

COSTANZA-CHOCK, Sasha, « Mapping the Repertoire of Electronic Contention », in OPEL, Andrew ; POMPPER, Donnalyn (eds), *Representing Resistance. Media, Civil Disobedience and the Global Justice Movement*, Westport (Conn.), Praeger, 2003, pp. 173-191.

DZIEDZICKI, Jean-Marc, « Au-delà du NIMBY : le conflit d'aménagement, expression de multiples revendications », in MELE, Patrice ; LARRUE, Corinne ; ROSEMBERG, Muriel (dir.), *Conflicts et territoires*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2003, pp. 35-64.

FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva, *Vocalías y grupos de mujeres. El feminismo en los barrios : el movimiento de mujeres de base territorial durante la Transición en el cinturón industrial de Barcelona : 1974-1990*, Thèse de doctorat en anthropologie, sous la direction de Verena Stolcke, Universitat Autònoma de Barcelona, 2016.

FILLIEULE, Olivier ; TARTAKOWSKY, Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

FUNDACION SALVADOR SEGUI-MADRID (coord.), *Las otras protagonistas de la Transición. Izquierda radical y movilizaciones sociales*, Madrid, Brumaria-FSS Ediciones, 2018.

GONZÁLEZ, Robert, « Los movimientos por la okupación. 20 años liberando espacios de la especulación del capital », *Mientras tanto – 25 años de movimientos sociales*, n° 91-92, 2004, pp. 177-194.

GONZALO MORELL, Constantino, « El movimiento vecinal español frente a la OTAN : el caso de Valladolid », *Historia 396*, vol. 1, n° 2, 2011, pp. 247-263.

GONZALO MORELL, Constantino, « La noticia está en los barrios. Medios de comunicación y movimiento vecinal vallisoletano en la transición », *RIHC : Revista internacional de Historia de la comunicación*, vol. 1, n° 4, 2015, pp. 131-152.

GONZALO MORELL, Constantino, *Movimiento vecinal y cultura política democrática en Castilla y León. El caso de Valladolid (1964-1986)*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Pedro Carasa Soto, Universidad de Valladolid, 2011.

GONZALO, MORELL, Constantino, « Una visión global del movimiento asociativo vecinal regional durante la transición: 1970-1986 », *Estudios humanísticos. Historia*, n° 9, 2010, pp. 195-220.

KUYKEN, Thierry, « La participation dans les coopératives de locataires à Bruxelles », Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Belgique, 2008.

LANDRY, Normand ; AUBIN, France ; SENEAL, Michel, « Médias et mouvements sociaux : pratiques de mobilisations collectives », ROSS, Philippe (dir.), *Canadian Journal of Media Studies - Revue canadienne d'études médiatiques*, vol. 13, n° 1, 2015, pp. 124-145.

LE SAOUT, Didier, « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective », *Insaniyat - Mouvements sociaux, Mouvements associatifs* [En ligne], n° 8, 1999. URL : <http://journals.openedition.org/insaniyat/8334> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insaniyat.8334>

LELANDAIS, Gülçin Erdi, « « Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion » : Politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul », BIGO, Didier ; PIAZZA, Pierre (dir.), *Cultures & Conflits – Fichage et listing. Quelles incidences pour les individus ?*, n° 76, 2009, pp. 143-168.

MARÍN GÓMEZ, Isabel, *Asociacionismo, sociabilidad y movimientos sociales en el Franquismo y la Transición a la democracia, Murcia 1964-1986*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Encarna Nicolás Marín, Universidad de Murcia, 2007.

MARTINEZ, Miguel Ángel, « Conflictos sociales en la re-estructuración de la ciudad fragmentada », UPV (coord.), *En3barrios* [En ligne], Valencia, 2010. URL: <http://miguelangelmartinez.net/?Conflictos-sociales-en-la-re>

MARTÍNEZ LÓPEZ, Miguel, « El movimiento de Okupaciones : Contracultura urbana y dinámicas alter-globalización », PRIETO LACACI, Rafael (coord.), *Revista de Estudios de Juventud - Jóvenes, globalización y movimientos altermundistas*, n° 76, 2007, pp. 225-243.



« Miles de participantes en la manifestación de Moralatá », ABC, 15 de septiembre de 1976, URL:<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1976/09/15/018.html>

MILLER, Michael James, « Le quartier comme enjeu social et politique : Alma-Gare dans les années 1970 », SIMEANT, Johanna (dir.), *Genèses – Les secours du religieux*, vol. 3, n° 48, 2002, pp. 77-99.

NEVEU, Catherine, « Quel(s) espace(s) public(s) pour les “habitants” ? Réflexions autour de l’expérience du Comité de quartier à Roubaix », in CURAPP-CRAPPS, *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Lille, PUF, 1999, pp. 347-365.

NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015.

PALOMARES, Élise ; RABAUD, Aude, « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! », *L’Homme et la société - Citoyenneté, engagements publics et espaces urbains*, vol. 2, n° 160-161, 2006, pp. 135-160.

PELAYO OLMEDO, José Daniel, « El Derecho de asociación en la historia constitucional española, con particular referencia a las leyes de 1887 y 1964 », *Historia Constitucional*, n° 8, 2007, pp. 95-122.

PÉREZ QUINTANA, Vicente ; SÁNCHEZ LEÓN, Pablo, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid 1968-2008*, Madrid, Libros de la Catarata, 2008.

PÉROUSE, Jean François, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in DORRONSORO, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, pp. 126-145.

PETIT, Clémence, « Engagement militant et politisation des mobilisations au sein des oppositions urbaines à Istanbul », CHALEARD, Jean-Louis (dir.), *EchoGéo* [En ligne], n° 16, 2011. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.12445>

PIERRU, Emmanuel, « Organisation et ressources », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 394-402.

PIETTRE, Alexandre, « Entre l’urbain et le social, un espace politique ? Histoire et devenir du quartier de la Plaine du Lys à Dammarie-les-Lys à l’aune de la mobilisation politique de l’association “Bouge qui Bouge” », DAUME, Christophe (dir.), *L’Homme et la société. Revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques - Citoyenneté, engagements publics et espaces urbains*, n° 160-16, 2006, pp.103-134.

QUIROSA CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael ; FERNÁNDEZ AMADOR, Mónica, « El movimiento vecinal : la lucha por la democracia desde los barrios », in QUIROSA

CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael (coord.), *La sociedad española en la Transición. Los movimientos sociales en el proceso democratizador*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2011, pp. 207-220.

RADCLIFF, Pamela, « La iglesia católica y la transición a la democracia : Un nuevo punto de partida », in BOYD, Carolyn (ed.), *Religión y política en la España contemporánea*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007, pp. 209-230.

RADCLIFF, Pamela, *Making democratic citizens in Spain. Civil society and the popular origins of the transition, 1960-78*, Basingstoke Hampshire, Palgrave Macmillan, 2011.

RIGONI, Isabelle ; THEVIOT, Anaïs ; BOURDAA, Mélanie, « Médias, engagements, mouvements sociaux », RIGONI, Isabelle ; THEVIOT, Anaïs ; BOURDAA, Mélanie (dir.), *Sciences de la société - Médias, engagements, mouvements sociaux*, n° 94, 2015, pp. 3-12.

ROCA MARTÍNEZ, Beltrán, « Izquierda radical, sindicalismo y acción colectiva en Andalucía (1976-2012) », RODRÍGUEZ FERNÁNDEZ, María Luz ; VINCENT, Catherine (coord.), *Cuadernos de relaciones laborales - Las dinámicas de la negociación colectiva en Europa: la negociación colectiva a la prueba de la crisis en la zona euro*, vol.32, n° 2, 2014, pp. 439-468.

SÁNCHEZ CONESA, José ; HENARES DÍAZ, Francisco, « Disidencias sindicales, vecinales y eclesiales en Cartagena », CAYUELAS SÁNCHEZ, Salvador ; GUILLÉN LORENTE, Carmen (coord.), *Revista Murciana de Antropología - El franquismo en el Sureste español: una aproximación desde la historia y la antropología social*, n° 23, 2016, pp. 241-252.

SOMMIER, Isabelle, « Cycle de mobilisation », in FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian ; PECHU, Cécile (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 173-180.

TALPIN, Julien, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2016.

TAPIA, Asier ; HERNÁNDEZ, Miguel, « Movimientos sociales en España de la Transición hasta nuestros días : ¿por un cambio del sistema o por un cambio en el sistema? », PRIETO, Leopoldo (ed.), *Ciudad Paz-Ando - Indignación, movilización y acción colectiva*, vol. 6, n° 2, 2013, pp. 48-63.

TELLIER, Thibault, « L'exemple pionnier du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix de 1968 aux années 1990 », in MAREC, Yannick (dir.), *Villes en Crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines*, Grâne, Creaphis, 2005, pp. 694-705.

THOUVEREZ, Ludivine, « « Mr Azn@r, parT ». Manipulations informatives et révolte SMS du 11 au 14 mars 2004 en Espagne », MSILI, Marine ; ROJO HERNANDEZ, Severiano (dir.), *Amnis - Médias et pouvoirs en Europe et en Amérique du XIXe siècle à nos jours* [En ligne], n° 4, 2004. URL : <http://journals.openedition.org/amnis/710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amnis.710>

TRUDELLE, Catherine, « Au-delà des mouvements sociaux : une typologie relationnelle des conflits urbains », VILLENEUVE, Paul (dir.), *Cahiers de géographie du Québec - Développement régional et cohésion sociale*, vol. 47, n° 131, 2003, pp. 223-242.

VAKALOULIS, Michel, « Syndicats, mouvements et dynamique d'émancipation : le défi de la nouvelle radicalité », *Actuel Marx – Partis/mouvements*, vol. 2, n° 46, 2009, pp. 81-90.

VILLASANTE, Tomás, *Historia y retos para las democracias participativas*, Madrid, FRAVM, 2007.

YUSTA RODRIGO, Mercedes, « Du familial au politique. Engagement féminin dans la guérilla antifranquiste en Espagne (1936-1952) », in BERGÈS, Karine ; BURGOS-VIGNA, Diana ; YUSTA RODRIGO, Mercedes ; LUDEC, Nathalie (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes. L'engagement politique des femmes aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, pp. 89-101.

## Espace, territoire et représentation

ASOCIACIÓN DE GEÓGRAFOS ESPAÑOLES, « Manifiesto. Por una nueva cultura del territorio. 10 de marzo de 2010 », *Periférica. Revista para el análisis de la cultura y el territorio*, n° 8, 2007, pp. 267-270.

AVRY, Loïc, *Analyser les conflits territoriaux par les représentations spatiales : une méthode cognitive par cartes mentales*, Thèse de doctorat en géographie et aménagement, sous la direction de Guy Baudelle, Université Rennes 2, 2012.

BARTHEL, Pierre-Arnaud, « Faire du “grand projet” au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », VERDEIL, Éric ; MONTES, Christian ; HONEGGER, Anne (ed.), *Géocarrefour – Varia* [En ligne], vol. 83, n° 1, 2008. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/5293> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.5293

FISCHER, Gustave- Nicolas, *La psychosociologie de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981.

FLEURY, Antoine, « Berlin / Istanbul. La rue au service de l'image des métropoles », ZENEIDI, Djemila (ed.), *Géographie et cultures - Où en est la rue face à la globalisation ?* [En ligne], n° 71, 2009. URL : <http://journals.openedition.org/gc/2139> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.2139>

GASCHET, Frédéric ; LACOUR, Claude, « Métropolisation, centre et centralité », *Revue d'Economie régionale & urbaine - La ville et la Science Régionale. Numéro spécial en hommage à P.H. Derycke*, n° 1, 2002, pp. 49-72.

GUERIN-PACE, France, « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? », AUTHIER, Jean-Yves ; BACQUE, Marie-Hélène ; GUERIN-PACE, France (dir.), *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, pp.151-162.

IGLESIAS, Felipe, *Mapa de presuntas irregularidades y actos de corrupción urbanística 2000-2007*, Madrid, Fundación Alternativas, 2007.

JACQUEMIN, Hélène, « Les risques en quartier “sensible” : des mythes médiatiques aux réalités quotidiennes. L’exemple des Aubiers à Bordeaux », ECKERT, Denis ; BRUNET, Roger (ed.), *Mappemonde* [En ligne], vol. 1, n° 77, 2005. URL : <https://mappemonde-archive.mgm.fr/num5/articles/art05107.html>

JARRIGEON, Anne, « Beaubourg, Les Halles, La Villette entre “programmation” spatiale et “appropriation” sociale », in CONINCK (DE), Frédéric ; DEROUBAIX, José-Frédéric (dir.), *Transformations des horizons urbains. Savoirs, Imaginaires, usages et conflits*, Paris, Editions L’œil d’or, 2012.

JEREZ DARIAS, Luis M. ; MARTÍN MARTÍN, Víctor O. ; PÉREZ GONZÁLEZ, Ramón, « Aproximación a una geografía de la corrupción urbanística en España », *Ería : Revista cuatrimestral de geografía*, n° 87, 2012, pp. 5-18.

LAGOPOULOS, Alexandros, « L’image mentale de l’agglomération », BOUDON, Pierre (ed.), *Communications - Sémiotique de l’espace*, n° 27, 1977, pp. 55-78.

LEFÈBVRE, Henri, *La production de l’espace*, Paris, Anthropos, 2000.

LÉVY, Jacques ; LUSSAULT, Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, Belin, 2013.

MARCHAND, Dorothée, « La construction de l’image d’une ville. Représentation de la centralité et identité urbaine », in ROBIN, Monique ; RATIU, Eugénia (eds.), *Transitions et rapports à l’espace*, Paris, L’Harmattan, 2005, pp. 243-272.

MARTÍN MARTÍN, Víctor ; JEREZ DARIAS, Luis ; PÉREZ PÉREZ, Mario ; GARCÍA CRUZ, Israel, « Georreferenciando la corrupción urbanística en España », in OJEDA ZÚJAR, José ; PITA LÓPEZ, María Fernanda ; VALLEJO VILLALTA, Ismael (coord.), *Tecnologías de la Información Geográfica : La Información Geográfica al servicio de los ciudadanos*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2010, pp. 917-929.

MONNET, Jérôme, « Les dimensions symboliques de la centralité », COFFEY, William ; MANZAGOL, Claude ; SHEARMUR, Richard (dir.), *Cahiers de géographie du Québec – Centralités métropolitaines*, vol. 44, n° 123, 2000, pp. 399-418.

MUIS, Anne-Solange, *Territoire ? Soi et les autres. Essai socio-géographique*, Biarritz, Segurier-Atlantica, 2011.

PAQUOT, Thierry, *L'espace public*, Paris, La Découverte, 2009.

ROSEMBERG, Muriel, « Contribution à une réflexion géographique sur les représentations et l'espace », DURAND-DASTES, François (dir.), *Géocarrefour – Les références des géographes* [En ligne], vol. 78, n° 1, 2003. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/130> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.130>

ROSEMBERG-LASORNE, Muriel, « Marketing urbain et projet de ville : parole et représentations géographiques des acteurs », *Cybergeo. European Journal of Geography - Aménagement, Urbanisme* [En ligne], 1997. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/1977> ; DOI : 10.4000/cybergeo.1977

SÁEZ VEGAS, Lucía ; MEDIANO SERRANO, Lucía ; ELIZAGARATE GUTIÉRREZ, Victoria, « Creación y desarrollo de marca ciudad. Análisis de los registros de marca de las principales ciudades españolas », *Revista de Dirección y Administración de Empresas*, n° 18, 2011, pp. 125-156.

SENECAL, Gilles, « Environnement urbain : cartographie d'un concept », SENECAL, Gilles (ed.), *Environnement Urbain / Urban Environment* [En ligne], vol. 1, 2007. URL : <http://journals.openedition.org/eue/824>

VACCHIANI-MARCUZZO, Céline ; FOURNET-GUERIN, Catherine, « Les pouvoirs dans la ville », VACCHIANI-MARCUZZO, Céline ; FOURNET-GUERIN, Catherine (ed.), *L'Espace Politique – Les pouvoirs dans la ville* [En ligne], vol. 2, n° 8, 2009. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1418>

VAN CRIEKINGEN, Mathieu, « Réurbanisation ou gentrification ? Parcours d'entrée dans la vie adulte et changements urbains à Bruxelles », *Espaces et sociétés - Repenser l'espace et le politique*, vol. 3, n° 134, pp. 149-166.

VESCHAMBRE, Vincent, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO : travaux et documents de l'UMR 6590*, n° 21, 2004, pp. 73-77.

VESCHAMBRE, Vincent, « Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace », RIPOL, Fabrice ; VESCHAMBRE, Vincent (eds.), *Noroiis - L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir* [En ligne], n° 195, 2005. URL : <http://journals.openedition.org/noroiis/548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/noroiis.548>

## **Historiographie, philosophie, sociologie et science de la communication**

AGULHON, Maurice, *Histoire vagabonde*, Mayenne, Editions Gallimard, 1988.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.

BREVILLE, Benoît, *Étude méthodologique sur la grille d'entretien à partir de la collecte d'archives orales dans le quartier Franc-Moisin (Saint-Denis)*, Saint-Denis la Plaine, Les Editions de la DIV, 2007.

CARDON, Dominique, « Les réseaux sociaux en ligne et l'espace public », KNEUBÜHLER, Michel ; PIGNOT Lisa (coord.), *L'Observatoire - L'ère numérique : un nouvel âge pour le développement culturel territorial*, vol. 2, n° 37, 2010, pp. 74-78.

CASTELLS, Manuel, *Communication et pouvoir*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2013.

CERTEAU (De), Michel, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.

CLAVERIE, Bernard, « Pluri-, inter-, transdisciplinarité : ou le réel décomposé en réseaux de savoir », *Projectics / Proyéctica / Projectique*, n° 4, 2010, pp. 5-27.

DELEUZE, Gilles ; GUATTARI, Félix, *Capitalisme et schizophrénie. Mille plateaux*, Paris, Les éditions de minuit, 1980.

DESCAMPS, Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Ministère de l'économie des finances et de l'industrie, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005.

FARCHY, Joëlle ; MEADEL, Cécile, « Moteurs de recherche et référencement : chassez le naturel... », LIQUETE, Vincent ; KOVACS, Susan (coord.), *Hermès. La Revue – Classer, penser, contrôler*, n° 66, 2013, pp. 147-154.

FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil, 1989.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

GARCIA, Patrick, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », NICAULT, Catherine (ed.), *La Revue pour l'histoire du CNRS – Histoire du temps présent* [En ligne], n° 9, 2003. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.562>

GONOD, Pierre, « Prospective et Complexité : Modélisation systémique et modélisation d'anticipation », *Rencontre 1997 du Programme Européen Modélisation de la Complexité*, 1997.

GRAFMEYER Yves, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2005.

GUEREÑA, Jean-Louis, « Civilisationnistes ou historiens ? », MAURICE, Jacques ; PELOILLE, Manuelle (eds.), *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine. De 1808 au temps présent – printemps 2007* [En ligne], n° 1, 2007. URL : <http://journals.openedition.org/cccec/117> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cccec.117>

HARVEY, David, *Géographie et Capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Editions Syllepse, 2010.

HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Editions Amsterdam, 2011.

KLITGAARD, Robert, « International Cooperation Against Corruption », *Finance & Development*, vol. 35, n° 1, 1998, pp. 3-6.

KRIEG, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le « discours de presse » comme objet de recherche », *Communication* [En ligne], vol. 20, n° 1, 2000.

URL : <http://journals.openedition.org/communication/6432> ;

DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.6432>

LE BOT, Jean-Michel, « "Structure structurante" et "structure structurée", "histoire incorporée faite nature" : l'habitus entre sujet et personne », DUVAL GOMBERT, Attie (dir.), *Tétralogiques - Langage et société. Modèles dialectiques*, n° 13, 2000, pp. 57-78.

LEFÈBVRE, Henri, *Le droit à la ville ; (suivi de) Espace et politique*, Paris, Editions Anthropos, 1972.

LEFÈBVRE, Henri, *Le marxisme*, Paris, Presses Universitaire de France, 1990.

LICONA VALENCIA, Ernesto, *Producción de imaginarios colectivos. Dibujos de un barrio*, Puebla, BUAP, 2003.

LYNCH, Kevin, *L'image de la Cité*, Paris, Dunod, 1999.

MORIN, Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, ESF Éditeur, 1990.

MOUILLAUD, Maurice, « Le système des journaux (Théorie et méthode pour l'analyse de presses) », SUMPFF, Joseph (dir.), *Langages – Socio-linguistique*, n° 11, 1968, pp. 61-83.

PAQUOT, Thierry (dir.), *Le quotidien urbain. Essais sur le temps des villes*, Paris, Editions La Découverte-Institut des villes, 2001.

PARK, Robert, « La ville : propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain », in GRAFMEYER, Yves ; JOSEPH, Isaac (eds), *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine - Textes traduits et présentés par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph*, Paris, Flammarion, 2009.

PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1996.

QUIROGA, Pamela, « L'entretien semi-directif dans un contexte étranger. Étude sur la mobilité des personnes âgées dans les quartiers populaires de Recife (Brésil) », *ESO Travaux & Documents*, n° 36, 2013, pp. 125-130.

SALES-WUILLEMIN, Edith, « Méthodologie de l'enquête. De l'entretien au questionnaire », in BROMBERG, Marcel ; TROGNON, Alain, (eds.), *Cours de Psychologie Sociale 1*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, pp. 45-77.

SALIGNON, Bernard, *Qu'est-ce qu'habiter ?*, Paris, Éditions de la Villette, 2010.

TARROW, Sydney, *El Nuevo Activismo transnacional*, Barcelona, Hacer, 2010.

TOURAINÉ, Alain, *Production de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.



# Sigles et abréviations

La signification des sigles et abréviations est donnée ici dans la langue d'origine. Une traduction ou définition proche est proposée entre parenthèse.

ACF : *Asociación de Cabezas de Familia* (Association des pères de famille)

ARI : *Área de Rehabilitación Integral* (Zone de réhabilitation intégrale)

AUMSA : *Actuaciones Urbanas Municipales Sociedad Anónima* (Société anonyme d'interventions urbaines municipales)

AAVV : *Asociaciones de Vecinos* (Associations de riverains)

CAVE : *Confederación de Asociaciones de Vecinos del Estado Español* (Confédération des associations de riverains de l'Etat espagnol)

CCBB : *Comisiones de Barrio* (Commissions de quartier)

CCAA : *Comunidades Autónomas* (Communauté autonomes)

CCOO : *Comisiones Obreras* (Commissions ouvrières)

CEE : Communauté économique européenne

COPLACO : *Comisión de Planeamiento y Coordinación del Área Metropolitana de Madrid* (Commission d'aménagement et de coordination de l'aire métropolitaine madrilène)

CIAM : Congrès international de l'architecture moderne

CiU : *Convergència i Unió* (Convergence et union)

CNT : Confédération nationale du travail

CSOA : *Centros Sociales Okupados y Autogestionados* (Centres sociaux occupés et autogérés)

DGA : *Dirección General de Arquitectura* (Direction générale d'architecture)

DGRDR : *Dirección General de Regiones Devastadas y de Reparaciones* (Direction générale des régions dévastées et des réparations, en charge de la politique de reconstruction)

ETA : *Euskadi Ta Askatasuna* (Organisation indépendantiste basque)

FAAVV : *Federación de Asociaciones de Vecinos* (Fédération d'associations de riverains)

FAVB : *Federación de Asociaciones de Vecinos de Barcelona* (Fédération d'associations de riverains de Barcelone)

FLP : *Frente de Liberación Popular* (Front de libération populaire)

GATCPAC : *Grup d'Arquitectes i Tècnics Catalans per al Progrés de l'Arquitectura Contemporània* (Groupe d'architectes et techniciens catalans pour le progrès et l'architecture contemporaine, en français).

GATEPAC : *Grupo de Artistas y Técnicos Españoles para el Progreso de la Arquitectura Contemporánea* (Groupe d'artistes et techniciens espagnols pour le progrès et l'architecture contemporaine)

GRAPO : *Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre* (Groupes de résistance antifasciste du premier octobre)

HOAC : *Hermandad Obrera de Acción Católica* (Fraternité ouvrière d'action catholique)

JNU : *Jefatura Nacional de Urbanismo* (Direction nationale d'urbanisme)

JO : Jeux olympiques

JOC : *Juventud Obrera Cristiana* (Jeunesse ouvrière chrétienne)

LPHE : *Ley de Patrimonio Histórico Español* (Loi de patrimoine historique espagnol)

LRP : *Ley para la Reforma Política* (Loi pour la réforme politique)

MOPU : *Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo* (Ministère des travaux publics et de l'urbanisme)

NEU : *Nova Esquerra Universitària* (Nouvelle gauche universitaire, section catalane)

NIU : *Nueva Izquierda Universitaria* (Nouvelle gauche universitaire)

NIMBY : *Not In My BackYard* (Pas dans mon arrière-cour)

NTIC : Nouvelles technologies de l'information et de la communication

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMLE : *Organización de Marxistas Leninistas Españoles* (Organisation marxiste-léniniste d'Espagne)

ONG : Organisation non-gouvernementale

OTAN : Organisation du traité de l'atlantique nord

PADB : *Plataforma de Afectados en Defensa de la Barceloneta* (Plateforme des victimes pour la défense de la Barceloneta)

PAH : *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (Plateforme des victimes du crédit hypothécaire)

PCE : *Partido Comunista Español* (Parti communiste espagnol)

PEPRI : *Plan Especial de Protección y Reforma Interior* (Plan spécial de protection et de réforme intérieure)

PERI : *Plan Especial de Reforma Interior* (Plan spécial de réforme intérieure)

PGM : *Plan General Metropolitano* (Plan général métropolitain)

PGOU : *Plan General de Ordenación Urbana* (Plan général d'urbanisme)

PIPU : *Programa de Intervención en la Periferia Urbana* (Programme d'intervention dans la périphérie urbaine)

PP : *Partido Popular* (Parti populaire)

PSC : *Partit dels Socialistes de Catalunya* (Parti des socialistes de Catalogne)

PSOE : *Partido Socialista Obrero Español* (Parti socialiste ouvrier espagnol)

PSPV-PSOE : *Partit Socialista del País Valencià-PSOE* (Parti socialiste du Pays Valencien – PSOE)

PSUC : *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (Parti socialiste unifié de Catalogne)

PUS : *Plan de Urgencia Social* (Plan d'urgence sociale)

SEU : *Sindicato Español Universitario* (Syndicat espagnol universitaire, structure d'encadrement du monde universitaire du parti unique)

UCD : *Unión de Centro Democrático* (Union du centre démocratique)

# Tables des illustrations

FIG. 1: REPRESENTATION DE L'ILE DE MAIANS.....	57
FIG. 2: PRESENTATION DE LA STRUCTURE ORIGINALE DES BATISSES DE LA BARCELONETA .....	59
FIG. 3: EVOLUTION DES IMMEUBLES DU QUARTIER. ....	62
FIG. 4: EXTRAIT D'UN DEPLIANT REALISE PAR L'AAVV DE LA BARCELONETA, PRESENT AU SEIN DU RAPPORT JUSTIFICATIF DU PERI DE 1986 .....	114
FIG. 5: AFFICHE DE LA MANIFESTATION DU 29 SEPTEMBRE 1970, DANS LE QUARTIER DE LA MALVARROSA... ..	186
FIG. 6: CARICATURE DU POBLE NOU .....	219
FIG. 7: CHAT ANARCHISTE QUI EFFRAIE COBI. ....	220
FIG. 8: AFFICHE DE LA FAVB APPELANT A LA MOBILISATION CONTRE LA SPECULATION IMMOBILIERE ALIMENTEE PAR LES JO. ....	221
FIG. 9: ILLUSTRATION D'UN ARTICLE CONCERNANT LES TRAVAILLEURS DU QUARTIER DE LA BARCELONETA. .	285
FIG. 10: TERRAINS VAGUES, PRESENTS, DANS LE CABANYAL, A LA SUITE DES DESTRUCTIONS DE BATIMENTS PAR LA MAIRIE.....	307
FIG. 11: GRAFFITIS PRESENTS DANS LE CABANYAL.. ..	309
FIG. 12: ECHELLE DE PARTICIPATION DE SHERRY ARNSTEIN. ....	322
FIG. 13: PREMIERE PAGE DU PERIODIQUE <i>QUART DE CASA</i> (MARS 1975) ET DU PERIODIQUE DE L'AAVV DU CABANYAL, (1979). ....	329
FIG. 14: EXEMPLES DE DEUX DES NOMBREUSES PAGES DE PUBLICITES PRESENTES DANS LE PERIODIQUE DE L'AAVV DU CABANYAL (1991). ....	331
FIG. 15: EXTRAIT DE LA REVUE VENT DEL PONENT, PUBLICACIO DELS POBLATS MARITIMS - ACCIO, DEBAT I REFLEXIO (AVRIL 2007). ....	352
FIG. 16: PREMIER VISUEL DU SITE INTERNET DU COLLECTIF SALVEM EL CABANYAL, DU 10 JUIN 2001 .....	359
FIG. 17: CAPTURE D'ECRAN DU PREMIER POST DU BLOG DE L'ASSOCIATION DE RIVERAINS DU CABANYAL- CANYAMELAR. ....	361

# Index

---

## A

ADELL, Ramón · 224, 294, 310  
ALABART, Anna · 177, 180  
ALBERICH, Tomás · 188, 199, 226, 232  
ARNSTEIN, Sherry · 322, 323, 324  
AUBIN, France · 369

---

## B

BALASINSKY, Justyne · 318  
BALTA, Paul · 123  
BARON-YELLES, Nacima · 128, 137  
BENNASSAR, Bartolomé · 200  
BERGES, Karine · 283, 371  
BESSIERE, Bernard · 200  
BORDETAS, Ivan · 25  
BORJA, Jordi · 22, 25, 27, 183, 191, 196, 328, 333, 340  
BOURDAA, Mélanie · 320

---

## C

CALAVITA, Nico · 207  
CASTELLS, Manuel · 14, 25, 27, 156, 170, 239, 284, 354,  
367  
CHALAS, Yves · 321  
CHOUKRY, Hmed · 299  
CONTRERAS-BECERRA, Javier · 198, 292  
CORBOZ, André · 15  
COSTANZA-CHOCK, Sasha · 358, 365  
COURTOT, Roland · 139

---

## D

DALIGAUX, Jacques · 66, 70

DONZELOT, Jacques · 227, 230, 239

---

## F

FARCHY, Joëlle · 370  
FARGE, Arlette · 34  
FAVA, Nadia · 89  
FERNÁNDEZ LAMELAS, Eva · 288  
FERRAS, Robert · 72  
FERRER, Amador · 207  
FILLIEULE, Olivier · 306  
FISCHER, Gustave-Nicolas · 16, 267, 268  
FOUCAULT, Michel · 16  
FREÁN HERNÁNDEZ, Óscar · 174

---

## G

GARCÍA CRUZ, Israel · 143  
GARCIA, Patrick · 33  
GLASS, Ruth · 271  
GONZÁLEZ, Robert · 234  
GONZALO MORELL, Constantino · 26, 168, 171, 348  
GOTLIEB, Carlos · 103  
GUERIN-PACE, France · 266

---

## H

HARVEY, David · 48, 181, 229, 238, 240, 241

---

## I

IGLESIAS, Felipe · 147, 148

---

**J**

JACQUEMIN, Hélène · 280

JEREZ DARIAS, Luís · 143

---

**K**

KLITGAARD, Robert · 142

KRIEG, Alice · 334, 335

---

**L**

LANDRY, Normand · 369

LAVEDAN, Pierre · 59

LEFEBVRE, Henri · 13, 14, 25, 229

LÉVY, Jacques · 293

LOPEZ, Manuel · 327

LUSSAULT, Michel · 293

LYNCH, Kevin · 267

---

**M**

MAGRO HUERTAS, Tania · 176, 342

MAKHOLOUF DE LA GARZA, Muna · 250, 354, 355

MARCHAND, Dorothée · 20

MARÍN GÓMEZ, Isabel · 198

MARTÍN MARTÍN, Víctor · 58, 143

MARTÍNEZ ARROYO, Emilio José · 317

MARTÍNEZ LÓPEZ, Miguel · 236

MC ADAM, Doug · 261

MEADEL, Cécile · 370

MERLIN, Pierre · 59

MONCUSÍ FERRÉ, Albert · 125

MOUILLAUD, Maurice · 333

MUIS, Anne-Solange · 267

---

**N**

NEVEU, Erik · 20, 21, 318

---

**P**

PAQUOT, Thierry · 293, 294, 325

PAREJO ALONSO, Luciano · 77, 101, 138, 150

PARK, Robert · 124, 169

PELLETIER, Stéphane · 78, 228, 380

PÉREZ PÉREZ, Mario · 143

PÉREZ QUINTANA, Vicente · 21, 22, 27

PÉROUSE, Jean-François · 226, 229

PIQUERAS, José Antonio · 149, 150

POLAD-SPADONI, Dominique-Marie · 172

POZUELA, Laura · 144

---

**R**

RADCLIFF, Pamela · 163, 169, 171, 185, 284

RIGONI, Isabelle · 320

ROCA MARTÍNEZ, Beltrán · 204

ROJO HERNANDEZ, Severiano · 159

ROSEMBERG-LASORNE, Muriel · 129

---

**S**

SÁNCHEZ LEÓN, Pablo · 21, 22

SÁNCHEZ SÁNCHEZ, Zulima · 168

SANCHIS PALLARÉS, Antonio · 181, 183, 184

SANTAMARINA CAMPOS, Beatriz · 125, 231

SELVA ROYO, Juan Ramón · 93

SENECAL, Michel · 369

SERRA, Pere · 100, 175, 209

SOARES GONCALVES, Rafael · 319

SOMMIER, Isabelle · 260, 261

STEINBERG, Marc · 325

---

**T**

TARROW, Sydney · 260, 261

TATJER, Mercedes · 45, 57, 58, 60, 61, 91, 114, 177

TER MINASSIAN, Hovig · 47, 68, 82, 106, 271

TERÁN (De), Fernando · 106

*THEVIOT, Anaïs · 320*

*TILLY, Charles · 261, 306*

*TRUDELLE, Catherine · 235*

---

**V**

*VAKALOULIS, Michel · 282*

*VALEIJE ÁLVAREZ, Inma · 143*

*VAN LEECKWYCK, Robin · 325*

*VAZ, Céline · 51, 90*

*VESCHAMBRE, Vincent · 15, 18, 152, 153*

*VILLASANTE, Tomás · 27, 231*

*VILLORIA, Manuel · 151*

---

**Y**

*YUSTA RODRIGO, Mercedes · 283*